

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Adviseur-generaal : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

182e JAARGANG



N. 305

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53, 1000 Bruxelles - Conseiller général : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

182e ANNEE

VRIJDAG 28 SEPTEMBER 2012
TWEEDE EDITIE

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2012
DEUXIEME EDITION

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

12 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) met het oog op de opneming van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttés », van een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verbindingsweg, van natuurgebieden, landbouwgebieden en een woongebied op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain, bl. 59805.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Service public de Wallonie

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttés », d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'une voirie de liaison, de zones naturelles, de zones agricoles et d'une zone d'habitat sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain, p. 59688.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Öffentlicher Dienst der Wallonie

12. JULI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet am Ort genannt « Les Turluttés », von einem Reserveumkreis für die Schaffung einer Verbindungsstraße, von Naturgebieten, Agrargebieten und einem Wohngebiet in den Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain, S. 59746.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2911

[C - 2012/27146]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turlottes », d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'une voirie de liaison, de zones naturelles, de zones agricoles et d'une zone d'habitat sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 21 janvier 2010 et 15 décembre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 37, 39, 41,1^o et 2^o, et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 et considérant que l'option retenue, en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol, est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant le Contrat d'avenir pour la Wallonie, adopté le 20 janvier 2000, lequel mentionne explicitement, en sa fiche 70.3 consacrée aux ressources du sous-sol, la volonté du Gouvernement de procéder à une gestion responsable de celles-ci en conciliant les légitimes besoins de développement du secteur avec les dispositions relatives à l'aménagement du territoire et celles, tout aussi légitimes, relatives à la qualité de vie des Wallons;

Considérant que les plans de secteur, adoptés entre 1977 et 1987, se fondaient sur des besoins socio-économiques évalués à l'horizon d'une dizaine d'années;

Considérant que, depuis lors, ils n'ont fait l'objet que d'un nombre limité de révisions partielles et d'aucune révision globale;

Considérant dès lors qu'au sein de nombreuses zones d'extraction en exploitation, le gisement est épuisé ou en passe de l'être;

Considérant que la poursuite de ces exploitations nécessite par conséquent la révision de certains plans de secteur;

Considérant en effet que les ressources du sous-sol sont des ressources non-renouvelables et que, dès lors, la pérennité de l'activité extractive, contrairement aux autres activités économiques, se traduit inévitablement par la consommation d'espace;

Considérant qu'en date du 27 mars 2002, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction, sur base de la méthodologie suivante : vérification par l'administration que la demande porte sur un gisement validé par l'étude réalisée par le Laboratoire d'Analyses Litho- et Zoostratigraphiques du Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur Poty) relative à l'inventaire des ressources du sous-sol, que ladite demande correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économique, d'emplois et de mobilité durable, et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation ne peut se poursuivre plus de 6 ans dans les limites des zones d'extraction inscrites au plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;

- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1979 établissant le plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttès », à Chaumont-Gistoux et à Walhain;

Considérant que les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que modifié par le décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005 impliquent que l'inscription de la zone d'extraction prévue par l'avant-projet de révision du plan de secteur adopté le 4 décembre 2003 soit compensée par la modification équivalente de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Vu, en conséquence, l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 complétant, par l'inscription d'une zone naturelle et d'une zone agricole au titre de compensations planologiques et l'introduction d'une compensation alternative, l'arrêté du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttès », à Chaumont-Gistoux et Walhain;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu dit « Les Turluttès », d'une zone naturelle, d'une zone agricole ainsi que d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un nouvel échangeur autoroutier sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain;

Vu l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par la société anonyme Pissart-Van der Stricht, dûment agréée conformément à l'article 42, alinéa 4, du Code;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu dit « Les Turluttès », de zones naturelles, de zones agricoles et d'une zone d'habitat ainsi que d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un nouvel échangeur autoroutier sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 janvier 2010 au 17 février 2010 sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et de Walhain et les réclamations et observations émises et répertoriées comme suit :

	Rue	N°	Code postal	
BERTAU-TASSIER Stéphane et Brigitte	av de la Terre Franche	1	1325	Chaumont- Gistoux
LOGE Jean-Maurice	chemin des Chouettes	4	1325	Chaumont- Gistoux
CUVELIER	chemin de la Dîme	18	1325	Chaumont- Gistoux
LAMBINON Jean-Claude	av des Sorbiers	14	1325	Chaumont- Gistoux
SONCK	av de la Seigneurie	57	1325	Chaumont- Gistoux
NILENS	rue de Sart-Risbart	26	1325	Chaumont- Gistoux
DE PRAETERE Jacqueline				
BOON Michèle et Ghislaine	Colline des Sources	13	1325	Chaumont-Gistoux
DE KOCK Marc et Dominique	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
HENRION-MOISSE Jean-Charles et Christel	rue de la Barre	35	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESPEN Carine	rue des Bovrees	33	1325	Chaumont-Gistoux
LORETTE Franz et VAN PELLECOM Juliette	Clos de la Cuterelle	2	1325	Chaumont-Gistoux
BIBOT Paul	rue Bonneveau	14	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESSCHE René	rue du Roblet	9	1325	Chaumont-Gistoux
SCUTNAIRE	av Fond Generet	4	1325	Chaumont-Gistoux
RENAUX Vinciane et Xavier	av des 2 Censes	28a	1325	Chaumont-Gistoux
BILTERYST Frédéric	rue du Gros Médart	25	1325	Chaumont-Gistoux
RIMAUX C. - BRASSEUR L.	rue du Bois Matelle	3	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENSCHRICK Philippe	rue des 4 Carrés	2	1325	Chaumont-Gistoux
DEWALLEF Yves	rue champ des Buissons	36	1325	Chaumont-Gistoux
SIMONIS Thomas	chée de Huy	220	1325	Chaumont-Gistoux
ABBAS Rob	chemin des Glaneurs	40	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE-MACHELART Kathleen	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
CUYPERS Dominique	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
BORSU Micheline			1325	Chaumont-Gistoux
Comité de Vigilance VERLINDEN - RICHIR				
VIVIER-ROUSSEL	rue de Vieusart	5a	1325	Chaumont-Gistoux
TERKEN J.	chemin de Royenne	95	1325	Chaumont-Gistoux
NIZET J.A.				
LAMOLLE Jacques	rue de Sart-Risbart	38	1325	Chaumont-Gistoux
GALLE André				
MOYSON Jacques et FONTAINE Nicole	rue Florémond	5a	1325	Chaumont-Gistoux
SERANT Pierre	rue de Speche	25	1457	Walhain
groupe Sentiers de Chaumont-Gistoux asbl	bld du Centenaire	14	1325	Chaumont-Gistoux
DE BOCK-DAUSORT J.	rue Ducs de Brabant	23	1325	Chaumont-Gistoux
RYELANDT Léopold - SPETSCHINSKY Anne	rue de Chastre	7	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENBULCKE-PLASSCHAERT	rue Saint-Roch	22	1325	Chaumont-Gistoux
COGELS-VERBIST Anne et Réginald	rue de Vieusart	15	1325	Chaumont-Gistoux
PEETERS Guy	av des Moissonneurs	10	1325	Chaumont-Gistoux
HABRAN Pierre	rue d'En Haut	45	1325	Chaumont-Gistoux
DEMEY-LORIES Roselyne				
DE LANGE Céline	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Morgane	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
SUYS Emmanuel	rue Château Féodal	18	1325	Chaumont-Gistoux
DELWARTE Michèle	rue d'En Haut	36	1325	Chaumont-Gistoux
LANDRAIN Pierre	rue d'En Haut	36	1325	Chaumont-Gistoux
BEYAERT Jacques	rue des Corbeaux	25	1325	Chaumont-Gistoux
ESCOYEZ Louis	rue Arthur Libert	1a	1325	Chaumont-Gistoux
DUPONCELLE Philippe	chemin des Rousserolles	2	1325	Chaumont-Gistoux
LENNERTS Bernard	rue du Village	27	1325	Chaumont-Gistoux

	Rue	N°	Code postal	
VANHEMELRYCK Jean-Luc	rue du Sartau	44	1325	Chaumont-Gistoux
JACOB Chantal et Christian	rue de la Vallée	12	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESPEN	av de la Dame	30	1325	Chaumont-Gistoux
HULET Marie	av des Moissonneurs	10	1325	Chaumont-Gistoux
ROEBBEN Roland	chée de Huy	337	1325	Chaumont-Gistoux
DUMONT-SENECA	rue gros Médart	2	1325	Chaumont-Gistoux
ISSEVER-VLEMINCKX	rue Somville	5	1325	Chaumont-Gistoux
MICHAUX Jocelyne	chée de Huy	194	1325	Chaumont-Gistoux
GILBERT Yvan	av des Moissonneurs	6	1325	Chaumont-Gistoux
PARSER Claire	av des Moissonneurs	6	1325	Chaumont-Gistoux
ROGER-AMBÜHL	rue du Fief de Liège	11	1325	Chaumont-Gistoux
JARDINET-MARINIS	rue Croisette	35	1325	Chaumont-Gistoux
HUWART-VANBELLE	rue du Manypré	13	1325	Chaumont-Gistoux
DESWAEF	rue Croisette	15/3	1325	Chaumont-Gistoux
CHERPION Hugues	rue du Manypré	15	1325	Chaumont-Gistoux
HUBERT Joëlle	rue de Sart Risbart	13	1325	Chaumont-Gistoux
BERTRAND Vincent	rue de Louvranges	34	1325	Chaumont-Gistoux
MATHEN Roger	rue de Wavre	10	1325	Chaumont-Gistoux
WACQUEZ Fabienne	rue Champ des Buissons	6	1325	Chaumont-Gistoux
DEWALLEF	rue Champ des Buissons	36	1325	Chaumont-Gistoux
RENARD Marc	rue des Ducs de Brabant	15	1325	Chaumont-Gistoux
MIKOLAJCZYK G.	rue des Ducs de Brabant	18	1325	Chaumont-Gistoux
DEKEYSER Michel	rue du Château Féodal	17	1325	Chaumont-Gistoux
VERHEYEN Luc	av de la Terre Franche	16	1325	Chaumont-Gistoux
GUERY	rue Lahaut	17	1325	Chaumont-Gistoux
BOGAERT	rue du Fief de Liège	5	1325	Chaumont-Gistoux
DUVIVIER-VLEMINCKX Nicole	rue de l'Eglise	10	1325	Chaumont-Gistoux
BOEDTS Herman - BELVAUX Pascale	chée de Huy	185	1325	Chaumont-Gistoux
CAMACHO Maria	rue de la Barre	18	1325	Chaumont-Gistoux
KAHN-VANHOOGHKERKEN	chée de Huy	329	1325	Chaumont-Gistoux
WIAME Gillian	rue Jean Martin	7	1325	Chaumont-Gistoux
VAN BENEDEN Léo - GADEE Ann	chée de Huy	287	1325	Chaumont-Gistoux
HESBOIS-PAQUAY	La Closerie	2	1325	Chaumont-Gistoux
CARETTE Jean-Christophe	chée de Huy	212	1325	Chaumont-Gistoux
WARNIER HERENG et PUTTEMANS	chemin du Grans Sart rue Bruyères d'Inchebroux	40 28	1325	Chaumont-Gistoux
MANDELAIRE Philippe	rue Bois Matelle	9	1325	Chaumont-Gistoux
HAUSER Pierre	rue Inchebroux	4	1325	Chaumont-Gistoux
FITSKAR Edmond	rue des Sables	27	1325	
ORTEGAT Laurence	rue Champtaine	2	1325	Chaumont-Gistoux
LEJEUNE Alix	champ des Buissons	10	1325	Chaumont-Gistoux
MICHIELS E.	rue du fief de Liège	9	1325	Chaumont-Gistoux
ALLAER Raoul - BOUHON Bernadette	rue Croisette	13/4	1325	Chaumont-Gistoux
VANDERMESTEN-SIMON	rue Goffinet	16	1325	Chaumont-Gistoux
Association Luc et Pascal VANDENSCHRICK	rue de Chastre	46	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Guy	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
BAUDOT B. - BRAIBANT F.	rue des Corbeaux	38	1325	Chaumont-Gistoux
ZAMUROVIC-RAMAEEKERS Militza	rue Florémond	91	1325	Chaumont-Gistoux
GUILMOT Jean-Luc				
LAFFINEUSE Pierrette	rue Florémond	70	1325	Chaumont-Gistoux

	Rue	N°	Code postal	
DELFOSSÉ Dominique	rue Goffinet	12	1325	Chaumont-Gistoux
DUVIVIER Philippe	rue de l'Eglise	10	1325	Chaumont-Gistoux
GRISARD William	Parvis Saint-Roch	8	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Jessica	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
DASSETTO Geneviève et Felice	clos des Genêts	18	1325	Chaumont-Gistoux
WILFORD Dennis-VANDER ELST Ariane	rue Inchebroux	6	1325	Chaumont-Gistoux
ROBERT Benoit	rue Chaudfour	6	1325	Chaumont-Gistoux
DENOIA	rue des Sables	23	1325	Chaumont-Gistoux
PIROTTE Laurence	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
STENUITE Les Amis du Parc de la Dyle asbl	rue des Déportés	16	1390	Grez-Doiceau
POUPLARD Louis - DETRY Michelle	chée de Huy	242	1325	Chaumont-Gistoux
MULDERS Gael	rue Florémond	88	1325	Chaumont-Gistoux
GOSENS Linda	rue Florémond	88	1325	Chaumont-Gistoux
FAUVARQUE Sébastien	rue Jérôme Noël	9	1325	Chaumont-Gistoux
BRAUNS Yvette	rue des Papeteries	58	1325	Chaumont-Gistoux
ODEURS Claude	rue des Papeteries	47	1325	Chaumont-Gistoux
DECASTIAU	rue du Manypré	67	1325	Chaumont-Gistoux
MAUPERTUIS Eric	rue des Corbeaux	40	1325	Chaumont-Gistoux
DE NAEYER J.P.	rue des Ducs de Brabant	7	1325	Chaumont-Gistoux
VAN HECKE	rue des Bovrées	31	1325	Chaumont-Gistoux
ZISSIS Georges	rue des Bovrées	31	1325	Chaumont-Gistoux
MAERTENS Monique	rue Florémond	94	1325	Chaumont-Gistoux
COUMONT	rue Champ des Buissons	40	1325	Chaumont-Gistoux
DENAEYER Fernande	rue du Fief de Liège	12	1325	Chaumont-Gistoux
VAN PEE Catherine	rue du Manypré	5	1325	Chaumont-Gistoux
CHENDY	rue des Sables	13	1325	Chaumont-Gistoux
GIRARDI-CORNE Viviane	rue Libert	24	1325	Chaumont-Gistoux
TAYMANS Julien (pour Natagora)	chée de Jodoigne	158/5	1390	Grez-Doiceau
DECOSTRE-VOISIN Jean-Pierre et Marie-Françoise	clos du Van	10	1325	Chaumont-Gistoux
CULLUS Paul	av Nouvelle	14	1325	Chaumont-Gistoux
HOET Sébastien	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
GONZALEZ F.	rue des Sables	22	1325	Chaumont-Gistoux
GRAUX	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
MOUFFE Jean-Paul	rue Lahaut	41	1325	Chaumont-Gistoux
JOFFROY Alfred	rue de l'Épine	9	1325	Chaumont-Gistoux
DELEVAL Janine	rue de l'Épine	9	1325	Chaumont-Gistoux
DE POTTER D'INDOYE Benoit	rue des Papeteries	37	1325	Chaumont-Gistoux
JAMAR Nicole	Pré delcourt	34	1325	Chaumont-Gistoux
FROGNIER André	rue Florémond	63	1325	Chaumont-Gistoux
DELFOSSÉ Pascale	rue Florémond	63	1325	Chaumont-Gistoux
KENNES-HERDIES Jean-Louis et Marianne	chée du Huy	339/13	1325	Chaumont-Gistoux
VAN KEER Laurent	rue des Papeteries	8	1325	Chaumont-Gistoux
EVARD Frédéric	rue de la Barre	31	1325	Chaumont-Gistoux
PIRET	rue Lahaut	23	1325	Chaumont-Gistoux
HENRICOT	rue de l'Eau	6	1325	Chaumont-Gistoux
ANDRIES Joseph	chée de Huy	285	1325	Chaumont-Gistoux
NEUKENS-THIEBAUT	rue Lahaut	39	1325	Chaumont-Gistoux
DEHOUSE R.	rue de l'Eau	3	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENPLAS Nathalie	rue des Ducs de Brabant	11	1325	Chaumont-Gistoux

	Rue	N°	Code postal	
MERTENS Joséphine	rue des Ducs de Brabant	11	1325	Chaumont-Gistoux
DANIS Gilbert	clos des Peupliers		1325	Chaumont-Gistoux
VAUPARYS	Cressonnières	5	1325	Chaumont-Gistoux
CDH-section locale de Chaumont-Gistoux				
JANOWSKI Katia	rue des Corbeaux	20a	1325	Chaumont-Gistoux
GILSON Jean Joseph - CAP Marleen	av Nouvelle	13	1325	Chaumont-Gistoux
FEDERICO Sabrina	rue Lahaut	41	1325	Chaumont-Gistoux
HUBERT Pierre	Val Villers	42	1325	Chaumont-Gistoux
THOMAS Guy	av de la Dame	20	1325	Chaumont-Gistoux
FRANCOIS RENE	rue des Papeteries	48	1325	Chaumont-Gistoux
LACROIX JP - secrétaire du GROUPE ECOLO de Chaumont-Gistoux	rue des Frères Poels	48	1325	Chaumont-Gistoux
GITS-TRIEF Robin	rue Brûlotte	7	1325	Chaumont-Gistoux
SEGAERT Thierry	rue des Corbeaux	20 a	1325	Chaumont-Gistoux
HOGE Brigitte	av Del Pirère	31	1325	Chaumont-Gistoux
HOGE JACQUES	av Del Pirère	31	1325	Chaumont-Gistoux
DESIRON-DELVAUX Eveline	clos des Peupliers	3	1325	Chaumont-Gistoux
BRAUN Frédéric	rue des Corbeaux	17	1325	Chaumont-Gistoux
HOET Sébastien	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
OLDENHOVE-GENDEBIEN Ghislaine	rue Arsène Matton	1	1325	Chaumont-Gistoux
EVERS Bernard	rue de Chaumont	60	1325	Chaumont-Gistoux
RIAL asbl	rue de Chaumont	20 a	1325	Chaumont-Gistoux
RUTTEN Anne	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
PIERMAN-THIRION Famille	rue de Chastre	30	1325	Chaumont-Gistoux
UYTTENHOVE Bénédicte	rue de Mèves	11	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE William	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
Action Environnement Beauvechain asbl	rue du Moulin à Eau	19	1320	Bauvechain
de VOGHEL Yves	rue Somville	4	1325	Chaumont-Gistoux
VANDER VORST Pierre - SCHMIDT Pajka	Sentier du Berger	55	1325	Chaumont-Gistoux
DUCHESNE	rue du Fief de Liège	1	1325	Chaumont-Gistoux
WAUCQUEZ Charles	rue du Manypré	62	1325	Chaumont-Gistoux
TIMMERMANS Yves - SNACKEN Françoise	rue Bonneveau	3	1325	Chaumont-Gistoux
De KOCK - CUYPERS	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
MONARD	rue Fief de Liège	13	1325	Chaumont-Gistoux
GRAUX	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
MANIQUET	rue de l'Eau	8 b	1325	Chaumont-Gistoux
DE METS Marc	clos des Peupliers	23	1325	Chaumont-Gistoux
REMAUT G.	rue du Manypré	90	1325	Chaumont-Gistoux
DELVAUX	clos des Peupliers	3	1325	Chaumont-Gistoux
CABOURET	av de la Terre Franche	25	1325	Chaumont-Gistoux
BURNY Marcel	av de la Terre Brabançonne	1	1325	Chaumont-Gistoux
VYNCKE - JACQMOT	rue des Papeteries	42	1325	Chaumont-Gistoux
WINDERICKX Yannick	champ des Buissons	21	1325	Chaumont-Gistoux
LAMBERT Jean-Louis - HELSEN M.M.	chée de Huy	346	1325	Chaumont-Gistoux
PACOLET Eliane	rue du Bois Matelle	5	1325	Chaumont-Gistoux
SCOHY-PONCIN	rue des Sables	25	1325	Chaumont-Gistoux
DENIS J. et Fr.	rue des Bovrées	2	1325	Chaumont-Gistoux
FERRIERE	rue Colleau	14	1325	Chaumont-Gistoux
CCATM de Chaumont-Gistoux				Chaumont-Gistoux
DE VILLENFAGNE Jean-Paul	chemin de l'Herbe	23	1325	Chaumont-Gistoux

	Rue	N°	Code postal	
MOREAU	rue des Ducs de Brabant	8	1325	Chaumont-Gistoux
BODY Luc	rue des Ducs de Brabant	8	1325	Chaumont-Gistoux
RUTTEN Robert	rue Florémond	77	1325	Chaumont-Gistoux
LERICHE Anne	rue du Sartau	8	1325	Chaumont-Gistoux
VERNELEN Emile VANMOLLEKOT Monique	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
VERBEKE-HACHEZ Laurent et Alexandra	rue Haute	69	1457	Walhain
BAR Omer	rue Saint-Lambert	78	1457	Walhain
SUSANT Isabelle	rue Saint-Lambert	48	1457	Walhain
MARON Pierre	rue Saint-Lambert	48	1457	Walhain
THOMAS Nicolas	rue de Libersart	73	1457	Walhain
THOMAS Dominique	rue de Libersart	73	1457	Walhain
DEVROYE Jean Paul	rue Saint-Lambert	85	1457	Walhain
DEMEULEMEESTER Isabelle				
CORLIER Francis				
CORLIER Christelle				
LATOUR Alberte				
VAN NERUM Simone				
MERCIER Jeanne	rue de Libersart	20	1457	Walhain
SAINTENOY Jacques				
HERVENS D'HAESELEER	rue du Trichon	36	1457	Walhain
PIERRET Janine	rue du Trichon	34	1457	Walhain
DOMANGE Michel	rue du Trichon	34	1457	Walhain
PECRIAUX A & J	rue Saint-Martin	60	1457	Walhain
VANDENHULLE S	rue de l'Eglise	12	1457	Walhain
DEMANET Robert	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
SERANT Pierre	rue de Spêche	25	1457	Walhain
DUPONT Jean Pierre	rue Hautbiermont	30	1457	Walhain
GIELEN Werner				
SAUER Jacqueline				
GRAVY Fanny	rue de Libersart	80	1457	Walhain
GANZITTI Vincent	rue de Libersart	80	1457	Walhain
GANZITTI Gabriel	rue de Libersart	80	1457	Walhain
LENDERS Jacques	rue Haute	13	1457	Walhain
EXTEENS A.	rue du Tilleul	9	1457	Walhain
MATERNE Willy	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
TREMOUROUX Philippe	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
LORGE Jeanine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
TREMOUROUX Nadine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
LESCEU	rue Saint-Martin	37	1457	Walhain
QUOITIN	rue de la commune	36	1457	Walhain
WEIR Robert	rue Saint-Martin	25 Bte 4	1457	Walhain
BAST Elisabeth	rue Saint-Martin	25 Bte 4	1457	Walhain
DOSSOGNE Caroline	rue Saint-Martin	58	1457	Walhain
DEVALCK Francine	rue du Tilleul	9	1457	Walhain
TENRET Isabelle	rue Moulin Saint-Lambert	8	1457	Walhain
MICHAUX Christiane	rue Haute	35	1457	Walhain
RAMPENBERG	rue Haute	37	1457	Walhain
DEPREZ Jean Marie	rue Haute	35	1457	Walhain
HUYBENS Etienne	rue Moulin Saint-Lambert	8	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
VAN ACHE Nathalie	rue de Spèche	25	1457	Walhain
WILMES Daniel	La Chênaie	19	1390	Grez-Doiceau
CHARLES Bernard	rue Haute	96	1457	Walhain
TREMOUROUX Philippe	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
SAMBRE Jean	rue de Libersart	46	1457	Walhain
FAVART Marie Louise	rue de Libersart	46	1457	Walhain
DELAUNOIS Constant	rue de Libersart	37	1457	Walhain
MATERNE Nadine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
MATERNE Willy	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
GNAGNARELLA C	rue de l'Eglise	8b	1457	Walhain
FAUCON ALONSO	chemin de Corroy	3	1457	Walhain
DE WIT LENDERS Chantal	rue Haute	15	1457	Walhain
DE WIT Serge	rue Haute	15	1457	Walhain
BIETS Alain	place Saint-Martin	4	1457	Walhain
GERARD Annick	place Saint-Martin	4	1457	Walhain
GILLES Nadine	rue des Six heures	14	1457	Walhain
BONNEVIE Pierre	rue des Six heures	22	1457	Walhain
JANSSENS Annick	rue des Six heures	22	1457	Walhain
LEMAIGRE Patrick	chemin du Tiège	2	1457	Walhain
LEBLANC DENIS Nathalie	rue Haute	62	1457	Walhain
GLORIAUX Christian	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
DE WAERSEGGERS Edmond	rue de la Commune	64	1457	Walhain
RENON Anna	rue Haute	96	1457	Walhain
DE NEYER Françoise	rue de l'Eglise	5	1457	Walhain
SNIJCKERS Pierre	rue de l'Eglise	5	1457	Walhain
DENIS GIOT Monique	Le Weya	11	1457	Walhain
LEBLANC Arnaud	rue Haute	62	1457	Walhain
LEBLANC Jean Marc	rue Haute	62	1457	Walhain
COPPENS Stephan	rue Haute	14	1457	Walhain
DENIS André	Le Weya	11	1457	Walhain
GOETHALS Michèle	rue Haute	14	1457	Walhain
DEVREUX Catherine	rue Haute	72	1457	Walhain
BOUHARMONT Julien	rue Haute	72	1457	Walhain
BOUHARMONT Alain	rue Haute	72	1457	Walhain
DEWEZ Geneviève	rue Haute	13	1457	Walhain
FOCROULLE FIERENS A	rue Haute	10	1457	Walhain
PHUKAN LOUREAU	rue Haute	21	1457	Walhain
BALA DOSSOGNE	rue Haute	12	1457	Walhain
OTTEVAERE Caroline	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
GLORIEUX Antoine	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
CLIPPE André	rue du Tilleul	10	1457	Walhain
SCOHY Patricia	rue des 6 Heures	12	1457	Walhain
THIEFFRY Alain	rue des 6 Heures	12	1457	Walhain
DECOCK Katia	rue de Spèche	6	1457	Walhain
RAUSENS Daniel	rue de Spèche	6	1457	Walhain
SURQUIN E	rue Haute	75	1457	Walhain
DELHAISE F	rue Haute	75	1457	Walhain
HOET Patrick	rue de l'Eglise	4	1457	Walhain
PIRET Géraldine	rue de l'Eglise	4	1457	Walhain
JACQUEMIN GILBERT Alice	place Saint-Vincent	9	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
DECHAMPS Rita	rue de Libersart	69	1457	Walhain
GELDERS Cindy	rue de Libersart	74	1457	Walhain
LENGELE Joseph	rue de Libersart	76	1457	Walhain
ROUSSEAU David	rue de Libersart	74	1457	Walhain
DENIS Anne Marie	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON Colette	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON Luc	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON René	rue de Libersart	62	1457	Walhain
MALACHE André	rue de Libersart	68	1457	Walhain
NIHOUL Myriam	rue de Libersart	77	1457	Walhain
DEMORTIER Pierre	rue de Libersart	72	1457	Walhain
HANNON André	rue de Libersart	77	1457	Walhain
VAN NERUM Simone	rue de Libersart	78	1457	Walhain
GRAVY Fanny	rue de Libersart	80	1457	Walhain
LOUIS Séverine	rue de Libersart	67	1457	Walhain
NAMUROIS Jérôme	rue de Libersart	67	1457	Walhain
SMEYERS Marc	rue de Libersart	69	1457	Walhain
BRION Jean Charles	rue de Libersart	60	1457	Walhain
JAUQUET Delphine	rue de Libersart	60	1457	Walhain
REMY Josée	rue de Libersart	59	1457	Walhain
PETITJEAN Isabelle	rue de Libersart	54	1457	Walhain
BRION Michel	rue de Libersart	59	1457	Walhain
MORSAINT E	rue de Libersart	48	1457	Walhain
BAUDUIN E	rue de Libersart	48	1457	Walhain
PIROTTE Irène	rue de Libersart	53	1457	Walhain
SAMBRE Jean Marie	rue de Libersart	53	1457	Walhain
BRION Philippe	rue de Libersart	54	1457	Walhain
BAUDUIN Marie Louise	rue de Libersart	71	1457	Walhain
BORNIET Christian	rue Haute	73	1457	Walhain
DRUEZ Catherine	rue Haute	73	1457	Walhain
d'HUART Julie	rue des Six Heures	4	1457	Walhain
LANNON Geneviève	rue des 6 Heures	19	1457	Walhain
DEFNET Gaëlle	rue Haute	28	1457	Walhain
DUPONT Benoit	rue Haute	28	1457	Walhain
KIVITS Julien	rue du Bois de Buis	43	1457	Walhain
VANMOLLENKOT Monique	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
GUSTIN Paulette	rue du Paradis	51	1457	Walhain
DAVID Benoit	rue Haute	4	1457	Walhain
CLOET An	rue Haute	4	1457	Walhain
VERNELEN B	rue du Bois de Buis	43	1457	Walhain
VERNELEN Emilie	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
DEMANNEZ GUSTIN	rue du Paradis	51	1457	Walhain
BORTOLINI Nadina	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Jacques	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Elodie	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Coline	rue Haute	82	1457	Walhain
OFFERGELD Etienne	rue de Spèche	16	1457	Walhain
HERIS Gilles	rue de la Commune	58	1457	Walhain
HERIS P pour GOLFIS Sprl	rue de la Commune	58	1457	Walhain
HERIS Pierre	rue de la Commune	58	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
JOANNES Madeleine	rue de la Commune	58	1457	Walhain
WAUQUAIRE Catherine	rue du Moulin	37	1457	Walhain
HOUBRIX Nathalie	rue du Moulin	41	1457	Walhain
VANDERDONCKT Olivier	rue du Moulin	41	1457	Walhain
LEROY Manon	rue du Moulin	32	1457	Walhain
STAS Roger	rue du Moulin	34	1457	Walhain
MARCHAND Christian	chemin du Pont de la Chasse	3	1457	Walhain
FELLEMANS Chantal	chemin du Pont de la Chasse	3	1457	Walhain
BROOThAERTS Marie Louise	chemin du Pont de la Chasse	1	1457	Walhain
BAR Jacques	rue Saint-Lambert	70	1457	Walhain
LEROY Fanny	rue du Moulin	32	1457	Walhain
WAGENER Patricia	rue du Moulin	40	1457	Walhain
GOMAND Dominique	rue des Combattants	1	1450	Chastre
GOMAND Anthony	rue du Moulin	40	1457	Walhain
GAZIAUX Fabienne	rue du Moulin	34	1457	Walhain
STAS Amandine	rue du Moulin	34	1457	Walhain
LENGELE Cédric	rue d'Enger	10	1457	Walhain
ROUSSEAU Cédric	rue des Verts Pacages	2	1457	Walhain
LENGELE Renaud				
WELLENS Christian	rue du Moulin	37	1457	Walhain
QUINTIN René	rue de la Cure	35	1457	Walhain
DETROZ Monique	rue d'Enger	86	1457	Walhain
CLOSSET Renée	rue de la Cure	35	1457	Walhain
MASSET Pierre	rue du Moulin	30	1457	Walhain
VANBINST Stéphanie	rue de la Station	21	1457	Walhain
DE WAERSEGGERS Charly	rue du Moulin	14	1457	Walhain
DELOOZ Cécile	rue Abbesse	65	1457	Walhain
DETHIER Albertine	rue des 3 Tilleuls	23	1457	Walhain
SABAN Mohamed	rue du Warichet	19	1360	Walhain
DUELZ Jean Marie	rue d'Enger	86	1457	Walhain
MARIT Claudine	rue du Moulin	30	1457	Walhain
SALMON Frédéric	rue du Moulin	15	1457	Walhain
SALMON Jean Michel	rue du Moulin	15	1457	Walhain
VANBINST Michel	rue de la Station	121	1457	Walhain
LANNOYE Alexandre				Walhain
GILAIN Fernand	rue du Moulin	20	1457	Walhain
FIEVEZ Nicole	rue du Moulin	20	1457	Walhain
MASSET Magali	rue du Moulin	30	1457	Walhain
DERMIENCE Jacqueline				
MARIT Paula	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
MICHIELS Germaine				
JACQUEMIN Thierry	rue de Libersart	64	1457	Walhain
MATINE Jasmine	rue de Libersart	64	1457	Walhain
DELVAUX Noëlle	rue de Libersart	64	1457	Walhain
MATINE Tawfik	rue de Libersart	64	1457	Walhain
SERANT Sylvain	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Adrien	rue de Spèche	25	1457	Walhain
VAN ACHE Nathalie	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Pierre	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Béragère	rue de Spèche	25	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
MEUNIER Jacqueline	rue Saint-Martin	97	1457	Walhain
WOLF Marcel	rue du Vieux Warichet	3	1457	Walhain
BRAUN Véronique	rue Haute	31	1457	Walhain
MOTTIN JACQUEMIN	place Saint Vincent	11	1457	Walhain
HIERY Jean et Suzanne	rue Saint-Lambert	42	1457	Walhain
MALACHE André	rue de Libersart	68	1457	Walhain
BAUDUIN Marie Louise	rue de Libersart	71	1457	Walhain
GREDAY Sabine	rue de Libersart	23	1457	Walhain
MOINY Arnaud	rue de Libersart	23	1457	Walhain
WILLEMS Linda	rue de Libersart	39	1457	Walhain
MALENGRE Roland	rue de Libersart	39	1457	Walhain
DELVAUX Nancy	rue de Libersart	14	1457	Walhain
DELVAUX Yves	rue de Libersart	16 Bte 1	1457	Walhain
DELVAUX Thibaut	rue de Libersart	14	1457	Walhain
DELVAUX Luc	rue de Libersart	16	1457	Walhain
PINCHART Bernard	rue de Libersart	19	1457	Walhain
MONFILS Jules	rue de Libersart	18	1457	Walhain
DELFOSSÉ Francine	rue de Libersart	18	1457	Walhain
MONFILS Luc	rue de Libersart	18	1457	Walhain
DELVAUX Jérôme	rue de Libersart	16	1457	Walhain
BRAUN Isabelle	rue Saint-Martin	68	1457	Walhain
BLANCKAERT Didier	rue Saint-Martin	68	1457	Walhain
PINCHART Marcelle	rue Saint-Martin	70	1457	Walhain
VANDERMOTTEN Chantal	rue des 6 Heures	8	1457	Walhain
GUSTIN Christiane	rue Saint-Martin	57	1457	Walhain
BAILLET Alain	rue des 6 Heures	8	1457	Walhain
PRAIL Jonathan	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
LEFEVERE Paulette	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
PRAIL Marielle	Les Rosailles	7 Bte 2	1457	Walhain
PRAIL Laurent	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
PRAIL Arthur	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
OOMENS Anny	rue Saint-Martin	60	1457	Walhain
DENEFF Daniel	rue Saint-Martin	61	1457	Walhain
GOMAND Isabelle	rue Saint-Martin	61	1457	Walhain
STENUIT Jacques pour les amis du parc de la Dyle	rue des Déportés	16	1390	Walhain
N. VAN ESPEN-D.VANDERVEKEN	rue du Moulin	16	1457	Walhain
MINIQUE Philippe	rue de Spêche	2	1458	
GIELEN Pierre	rue du Maieur	27	1457	Walhain
GOISSE Gaëtan, Avocat	rue Pépin	26	5000	Namur
ANTOINE Philippe	rue Haute	67	1457	Walhain
SMETS Philippe	rue de Libersart	21	1457	Walhain
VANDEBORGHT Et	rue de Libersart	17	1457	Walhain
DE WREEDE	rue de Libersart	17	1457	Walhain
TOLLET Marie Thérèse	rue de Libersart	15	1457	Walhain
SAVELKOELS Stéphane	rue de Libersart	15	1457	Walhain
BORSI Christophe	rue Saint-Lambert	91	1457	Walhain
BOUSMAN Benjamin	rue de Libersart	13	1457	Walhain
CHAMPT Sylvie	rue de Libersart	13	1457	Walhain
HEROUFOSSE Félix	rue Saint-Martin	8	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
VAESKEN GILOT Nathalie	rue Saint-Fromont	10	1457	Walhain
PLATTEAU Charlotte	rue Saint-Martin	8	1457	Walhain
TAYMANS Julien pour NATAGORA	rue du Wisconsin	3	5000	Namur
LECROART DONDA Gauthier	rue de Libersart	98	1457	Walhain
VEKEMANS Marielle	rue de Spêche	41	1457	Walhain
MESTDAG Linda	rue de Libersart	66	1457	Walhain
VAN MOL Marc	rue de la Commune	46	1457	Walhain
MESTDAG Marie Paule	rue de la Commune	46	1457	Walhain
DEHASQUE Marie Pierre	rue de Libersart	102	1457	Walhain
DE CRITS Yannic	rue de Libersart	102	1457	Walhain
BRAUN Jacqueline	rue du Moulin	3	1457	Walhain
STARCK Ekkehard	rue du Moulin	3	1457	Walhain
Hachez ?				
Verbeke ?				
GALLEZ Danielle	rue de l'Eglise	6	1457	Walhain
VANDEBORGHT André	rue de l'Eglise	6	1457	Walhain
TACQ Béatrice pour le Groupe Sentiers	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
BODART TACQ Béatrice	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
BODART Frédéric	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
VAN DE MERCKT Isabelle	rue Haute	89/a	1457	Walhain
CHARELS Jean	rue Haute	78	1457	Walhain
WOUTERS M	rue Haute	65	1457	Walhain
PEETERS Virginie	rue Haute	77	1457	Walhain
TIMMERMANS Isabelle	rue Haute	77	1457	Walhain
PEETERS Jean Marie	rue Haute	77	1457	Walhain
PEETERS Céline	rue Haute	77	1457	Walhain
VAN DAMME Marc	rue Haute	88	1457	Walhain
TERLINDEN Marie Alienor	rue Haute	88	1457	Walhain
VANWIJNSBERGHE			1457	Walhain
FREBUTTE Jean Paul	rue Haute	51	1457	Walhain
FREBUTTE Frédérique	rue Haute	51	1457	Walhain
DAUNE Martine	rue Haute	51	1457	Walhain
FREBUTTE Caroline	rue Haute	51	1457	Walhain
NOELANDERS A M	rue Haute	68	1457	Walhain
CHAMOY Marie Aude	rue Haute	86 Bte 1	1457	Walhain
SALMIN François	rue Haute	86	1457	Walhain
CULOT Françoise	rue Haute	86	1457	Walhain
SALMIN Antoine	rue Haute	86 Bte 1	1457	Walhain
VANWYNSBERGHE Nicole	rue des 6 Heures	1	1457	Walhain
LEKEUX Francis	rue des 6 Heures	1	1457	Walhain
EPPE Renée	chemin de Corroy	6	1457	Walhain
MATHEI Aurélien	rue Haute	102	1457	Walhain
MATHEI Alexandre	rue Haute	102	1457	Walhain
MARLIER Philippe	rue Haute	102	1457	Walhain
BOGAERTS Brigitte	rue Haute	102	1457	Walhain
PIERLOT Michel	rue Abbesse	69	1457	Walhain
MASSET Myriam	rue Abbesse	69	1457	Walhain
LENGELE Pierre	rue de Spêche	9	1457	Walhain
PIERARD Guilaine	rue de Spêche	34	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
BODART	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
COPPIN A M	rue des Vallées	4	1450	Chastre
GILSON Marie Louise	rue du Pavillon	13	5002	Namur
GASPART Anna	Forrières de Mousty	2	1457	Walhain
FRIPIAT Anne	rue du Trichon	40	1457	Walhain
JACQUES Michel	rue de Saint-Paul	105	1457	Walhain
STANDAERT Jean Yves	rue du Trichon	40	1457	Walhain
LINTERMANS Laurent	rue du Trichon	38	1457	Walhain
SCHNELLER Anne Marie	rue du Trichon	38	1457	Walhain
LINTERMANS Jacques	rue du Trichon	38	1457	Walhain
LESAINTE Jeannine	rue Saint-Martin	102	1457	Walhain
MAROY Murielle	rue des 6 Heures	11	1457	Walhain
PIRET Pierre	rue des 6 Heures	11	1457	Walhain
PERAUX Isabelle	Forrières de Mousty	4	1457	Walhain
WATHELET René	rue Moulin Saint-Lambert	5	1457	Walhain
HOFMAN André	rue Saint-Martin	102	1457	Walhain
CLOOS Marie	rue de Spêche	20	1457	Walhain
COOREVITS Luc	rue de Spêche	20	1457	Walhain
GELINNE Marcel	rue de Spêche	23	1457	Walhain
PIRSON Monique	rue de Spêche	23	1457	Walhain
CHAPUT Françoise	rue de Spêche	23	1457	Walhain
GILBERT Monique	rue de Spêche	40	1457	Walhain
BUIS Gérard	rue de Spêche	38	1457	Walhain
DENIS Luc	rue de Spêche	3	1457	Walhain
DETHIER Irène	rue de Spêche	21	1457	Walhain
TABURIAUX Luc	rue de Spêche	21	1457	Walhain
JASPART Yves	rue du Moulin	42	1457	Walhain
QUINART Dany	rue du Moulin	42	1457	Walhain
VAN HAECHE Adeline				
ALBERT Cindy				
MASSET Olivier	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
MASSET Bruno	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
HERBILLON Adrien	rue des Ourdons	7	1457	Walhain
EVERS Bernard	rue de Chaumont	60	1325	Chaumont-Gistoux
RICHIR André				
DELATTE Magali	rue de Spêche	3	1457	Walhain
BERTHOLET Yves	rue de la Cruchénère	56	1457	Walhain
GODFRIAUX Guy pour la FWA (Rec)	rue de la Station	68a	1360	Walhain
DONDEYNE Marie Madeleine (Rec)	rue Saint-Martin	109	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain pour Agrotour Sprl	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain pour Cuma de l'Anglée Scris	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain pour Coopérative de l'Anglée Scrl	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN REMOORTEL Maria	rue de Libersart	4	1457	Walhain
HAMIET Christine	rue de Libersart	6	1457	Walhain
S, Agr, VAN REMOORTEL & HAMIET	rue de Libersart	6/a	1457	Walhain
SAUSSUS Luc	rue du Préa	105	1457	Walhain
COUCKHUYT Jean Marc	rue du Préa	109	1457	Walhain
COUCKHUYT Natacha	rue du Préa	109	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
DERAY Hélène	rue du Préa	109	1457	Walhain
DEWIT Robert	rue du Bois de Buis	62	1457	Walhain
LENGELE Raymonde	rue du Bois de Buis	62	1457	Walhain
GELINNE Josée	rue de la Commune	60	1457	Walhain
RAVET Roland	Les Fossés Quintin	14	1457	Walhain
RAVET	Les Fossés Quintin	14	1457	Walhain
CADET Marguerite	rue des Tumuli	1a	1457	Walhain
WILLEMS André	rue des Tumuli	1	1457	Walhain
HERZET Vanessa	rue des Tumuli	1a	1457	Walhain
DEMORTIER Didier	rue de Saint Paul	29	1457	Walhain
DUBREUIL Marcel	rue des Tumuli	1	1457	Walhain
BERTRAND Pascal	rue du Préa	114	1457	Walhain
ALARDIN Marie Françoise	rue du Préa	114	1457	Walhain
BRISON Katia	rue Haute	27	1457	Walhain
LOOZE Luc	rue Haute	27	1457	Walhain
DESTEINBACBERICK	rue Saint-Martin	15	1457	Walhain
SALMON	rue Haute	1	1457	Walhain
LENGELE Bernadette	rue Saint-Martin	86	1457	Walhain
GUSTIN Frédéric	rue Saint-Martin	92	1457	Walhain
FRANCIS Isabelle	rue Saint-Martin	92	1457	Walhain
SAUSSUS COUMONT	rue du Préa	105	1457	Walhain
JAUMOTTE Ludovic	rue du Préa	103	1457	Walhain
MONFILS Valérie	rue du Préa	103	1457	Walhain
BOSMANS Sylvie	rue du Préa	112	1457	Walhain
PIETTE José	rue Pré des Basses	31	1457	Walhain
ALARDIN Roger	rue de l'Abbaye	37	1457	Walhain
GOBEAUX Marie	rue de l'Abbaye	37	1457	Walhain
THOMAS Hervé	rue du Préa	112	1457	Walhain
VANDENBERGHE Gilbert	rue Haute	38	1457	Walhain
FEVERY Godelieve	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Christian	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Frank	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Dominique	rue Haute	38	1457	Walhain
COOREVITS Marc	rue Chèvequeue	9	1457	Walhain
COPPENS Serge	rue de la Commune	27	1457	Walhain
VANHAMME Chantal	rue de Nil	3	1457	Walhain
PIERRE Jean Marie	rue de Nil	3	1457	Walhain
BOXUS Christian	rue Marie au Broux	18	1457	Walhain
VANDENDRISCH Noël	chemin de la Colette	2a	1325	Chaumont-Gistoux
HANNON Joël	rue de Neussart	11	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENDRISCH Myriam	rue de Neussart	11	1325	Chaumont-Gistoux
STASSE Vincent	chemin de la Colette	2	1325	Chaumont-Gistoux
DEFRENNE Isabelle	rue Marie au Broux,	18	1457	Walhain
NOEL François			1325	Chaumont-Gistoux
NOEL Léon	rue du Culot		1325	Chaumont-Gistoux
VERMEULEN A	rue du Culot		1325	Chaumont-Gistoux
JACOBS Edgard	rue du Culot	2	1325	Chaumont-Gistoux
JACOBS Gérard	rue du Culot	2	1325	Chaumont-Gistoux
MASSAUX Brigitte	rue du Warichet	31	1457	Walhain
GASPARD Didier	rue du Warichet	31	1457	Walhain

	Rue	N°	Code postal	
COPPENS Yves	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
CRAVILLON Brigitte	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
LENGELE Jeannine	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
CRAVILLON Georges	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
COPPENS Grégory	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
DEWIT Nelly	rue de la Commune	30	1457	Walhain
HAESEVOETS Louis	rue de la Commune	28	1457	Walhain
MERCIER Baudouin	rue d'Enfer	77	1457	Walhain
KEKENBOSCH Francine	rue de la Campagnette	29	1457	Walhain
BOUVIER Caroline	rue Saint-Martin	114	1457	Walhain
DEMORTIER Roger	rue de Libersart	40	1457	Walhain
DEWOLF Françoise	rue du Moulin Saint-Lambert	16	1457	Walhain
DELFOSE Philippe	rue de la Campagnette	18	1457	Walhain
VERMEULEN Gisèle	rue des Tumuli	3	1457	Walhain
DELEUZE J P	rue du Vieux Château	52	1457	Walhain
LENGELE Myriam	rue de la Campagnette	18	1457	Walhain
HENRY Joseph	rue Saint-Lambert	68	1457	Walhain
VLEMINCX Renée	rue Saint-Lambert	66	1457	Walhain
FLEMAL Jean Pierre	rue de la Tasnière	3		
DETHY Nicole	rue des Boscailles	28	1457	Walhain
NISET NOEL HAEGEMAN Consorts	rue du Vieux Château	54	1457	Walhain
GEUBEL André	rue de la Chèvequeue	57	1457	Walhain
LANNROYE Antoine	rue du Pré des Basses	109	1457	Walhain
DECELLE Marcelle	rue d'Enfer	65	1457	Walhain
MALACHE DECELLE Yvonne	rue d'Enfer	65	1457	Walhain
GUILLOT Michèle	rue de Libersart	88	1457	Walhain
FLEMAL Pauline	rue de Libersart	88	1457	Walhain
FLEMAL Eric	rue de Libersart	88	1457	Walhain
GODFROID Marc	rue de Libersart	86	1457	Walhain
DEWIT Claudine	rue de Libersart	86	1457	Walhain
DAVISTER Gauthier	rue de Libersart	34	1457	Walhain
DEMORTIER Pierre	rue de Libersart	72	1457	Walhain
FLAHAUT Anne Françoise	rue des Boscailles	28	1457	Walhain
DE GRAEF Alain	rue de Libersart	92	1457	Walhain
FLEMAL Chantal	rue de Libersart	92	1457	Walhain
LAUVAUX Candy				
KEKENBOSCH Marie Ange	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
VERBAENEN Camille	ruelle des Rencontres	4	1457	Walhain
ROUSSEAUX Aurélien	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
LAURENT Jeanne	rue du Vieux Château	52	1457	Walhain
ROUSSEAUX Francis	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
MASSET Léopold	rue du Moulin	18	1457	Walhain
MARLAIR Odile	rue du Moulin	18	1457	Walhain
VERDOOT Lindsay				
JAL Valérie				
TRICOT				
DE.TELSENUR.François				
CHARLIER Jean				
LAUVAUX Jean Pierre				
SEMAL Monique				

	Rue	N°	Code postal	
HANCHART Léonie	chemin de la Boscaille	108	1457	Walhain
BANZI Pascal				
BLANCHE Berthe	rue Margot	43	1457	Walhain
HAGNOUL Eugène	Au Pont	8	1457	Walhain
DELEUZE Benoît	rue de Saint Paul	2a	1457	Walhain
SALMON Jennifer	rue du Moulin	15	1457	Walhain
LANNEAU Jacqueline	rue du Moulin	13	1457	Walhain
SALMON Jean	rue du Moulin	13	1457	Walhain
MASSET Anne	rue du Moulin	15	1457	Walhain
SALMON Serge	rue du Moulin	15	1457	Walhain
JACQUEMIN-DEPIESSE Bernard et Maggy	rue de l'Eglise	11	1457	Walhain
HANNON Murielle	rue Marie au Broux	7	1457	Walhain
JAUMOTTE Aurore	allée de Vaux en Beaujolais	5	1457	Walhain
JAUMOTTE Marc	rue Abbesse	15	1457	Walhain
JAUMOTTE Jean Baptiste	rue Abbesse	17	1457	Walhain
JAUMOTTE Michel	rue Abbesse	37	1457	Walhain
LANNOYE Marie Anne	rue Abbesse	37	1457	Walhain
HERBIET Philippe	allée de Vaux en Beaujolais	5	1457	Walhain
MONFILS David	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
VERLAINE Clotilde	rue du Vieux Château	1	1457	Walhain
MONFILS Valérie	rue du Préa	103	1457	Walhain
MONFILS René	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
SAMBRE Josette	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
SAUSSUS Nathan	rue du Préa	105	1457	Walhain
SAUSSUS Maxime	rue du Préa	105	1457	Walhain
COUMONT Eve				
SAUSSUS Luc	rue du Préa	105	1457	Walhain
ROBERT Raymond	Le Ponceau	9	1457	Walhain
ROHS Anna	rue de Libersart	82	1457	Walhain
GILSON Jean	rue de Libersart	82	1457	Walhain
DEMANET Michael	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
DEMANET Wendy	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
DEMANET Joëlle	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
HOF Paulette	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
FRANCQ Nicole	rue de l'Eglise	7	1457	Walhain
VAN ASBROECK Gilles	rue Haute	25	1457	Walhain
VAN ASBROECK Pauline	rue Haute	25	1457	Walhain
de MARTIN Claire	rue Haute	25	1457	Walhain
VANDENBOSCH Lucie	rue du Paradis	43	1457	Walhain
EYLENBOSCH Vincent	rue du Trichon	96	1457	Walhain
JANSSENS Marie Claire	rue Saint-Lambert	83	1457	Walhain
RAVIGNOT Willy	rue Saint-Lambert	83	1457	Walhain
RAVIGNOT Gisèle	rue Saint-Lambert	85	1457	Walhain
LIPPENS Raphaël	rue Haute	23a	1457	Walhain
BELFORT Noëlle	rue Haute	23a	1457	Walhain
HARMANT Cédric pour l'Habitat Groupé « Le Tiège »	rue des Carillonneurs	42/202	1348	Ottignies-Louvain-la-Neuve
TORDEUR Cécile	rue Saint-Lambert	82	1457	Walhain
LEFEBVRE Marc	rue Saint-Lambert	82	1457	Walhain

Vu les réunions d'information tenues, en application de l'article 4 du CWAPTUPE

- le 12 janvier 2010 à Chaumont-Gistoux;
- le 13 janvier 2010 à Walhain;

Vu les réunions de concertation qui se sont tenues en application de l'article 43 du CWATUPE :

- le 23 février 2010 pour la commune de Chaumont-Gistoux;
- le 24 février 2010 pour la commune de Walhain;

Vu les procès-verbaux de ces réunions de concertation;

Vu l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Chaumont-Gistoux du 17 février 2010 qui indique :

- qu'un nouvel échangeur entre Walhain et Rosières n'est ni sensé, ni nécessaire; que la liaison de la nouvelle carrière vers l'autoroute devrait se faire par la N243a, étant entendu que l'aménagement sécurisé de cette liaison devrait être supporté entièrement par l'exploitant;

- que les compensations alternatives proposées n'en sont pas dès lors qu'elles ne servent qu'à l'exploitant;
- que l'ensemble des compensations proposées sont largement insuffisantes, étant entendu que les compensations planologiques doivent être proportionnellement plus importantes;
- que la zone tampon entre la limite de la zone d'extraction avec la zone Natura 2000 doit être de 100 mètres;
- qu'il n'y a pas eu d'étude hydrologique et de consultation des sociétés distributrices d'eau;
- que le réaménagement du Pas de Chien n'est pas une compensation, la zone ayant été remblayée illégalement;
- qu'il n'y a pas de raison de privilégier l'exploitation du sable par rapport à l'exploitation de terres agricoles;
- qu'il y a lieu d'instaurer un Comité de suivi;

Vu l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Walhain du 10 mars 2010 que l'on peut résumer comme suit :

- La CCATM ne s'oppose pas au projet d'extension;
- La CCATM n'entend pas valider l'itinéraire n°3 proposé par l'évaluation des incidences sur l'environnement;
- La Commission est favorable à l'itinéraire alternatif proposé par le Collège de Walhain reliant la sortie 10 de la E411 via la N243 et la N243a parce qu'il permet d'éviter les habitations de Chaumont situées le long de la chaussée de Huy, celles de Libersart, situées près des tumuli et celles de Nil; parce que cet itinéraire permettra d'éviter le trafic du charroi lourd dans le centre de Chaumont-Gistoux; parce que le nombre de mouvements de camions ne sera pas augmenté; parce que cet itinéraire permet d'éviter l'utilisation de moins d'investissements et de modifications au réseau de circulation existant; parce qu'enfin, la superficie des terres retirées à l'agriculture sera nettement moins importante que celle nécessaire aux autres variantes présentées par l'auteur de l'étude;
- La CCATM émet un avis « critique » sur les compensations, les compensations planologiques étant trop faibles, et la compensation alternative n'en étant pas une, l'échangeur n'ayant pas de raison d'être en termes d'intérêt public;
- La CCATM demande que, en termes d'exploitation et de réhabilitation, l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur prévoit un phasage contrôlé de ceux-ci;
- La CCATM demande que la compensation alternative soit reconsidérée en tenant compte de l'esprit de l'article 46 du CWATUPE, le montant financier de la compensation de l'exploitation pouvant être affecté à d'autres projets communaux d'intérêt public puisque plus affecté à l'échangeur autoroutier;
- La CCATM demande que tout projet de révision du plan de secteur prenne en considération les objectifs des programmes communaux d'aménagement du territoire, voire l'avant-projet de schéma de structure communal et le plan intercommunal de mobilité;

Vu la réclamation déposée par le Collège communal de Walhain le 17 février 2010 dans le cadre de l'enquête publique et l'avis du Conseil communal de Walhain du 24 mars 2010 qui décide :

- d'émettre un avis favorable sur le principe d'extension des sablières, et sur la modification de l'affectation des parcelles concernées en zone d'extraction, sous réserve que des mesures appropriées soient prises en matière de protection de la nappe phréatique et de réhabilitation ultérieure de la carrière;
- d'émettre un avis défavorable sur le projet de réalisation d'un échangeur autoroutier sur la zone de réservation prévue à cet effet, ainsi que sur les différentes variantes d'itinéraires proposées par le document d'étude d'incidences en matière d'accès du charroi de camions desservant la zone d'extraction des sablières de Chaumont après l'extension de celle-ci;
- de faire siens les arguments développés, tant par le Collège communal que par la Commission consultative communale d'Aménagement du territoire et de mobilité de Walhain, dans les avis circonstanciés qu'ils ont remis respectivement en date du 17 février et du 10 mars 2010 à ce propos;
- de proposer au Gouvernement wallon, en matière d'accessibilité du charroi lourd à la sablière, une autre variante que celles contenues dans l'étude des incidences sur l'environnement relative au projet de révision du plan dont objet, sous forme de « l'itinéraire 6 »;
- d'émettre un avis défavorable sur les compensations tant planologiques qu'alternatives prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement la révision du plan de secteur, notamment en ce qui concerne l'affectation d'un montant d'un million d'euros à la réalisation d'infrastructures routières, imposée comme charge d'urbanisme, plutôt qu'à des projets d'intérêt public;
- de solliciter du Gouvernement wallon qu'il organise les concertations nécessaires entre les différentes instances concernées par ce projet, afin d'aboutir à une décision qui défende avant tout l'intérêt général;
- de solliciter du Gouvernement wallon qu'il tienne compte de l'autonomie communale et des différents outils mis en place, tels que la déclaration de politique générale du Collège communal et le schéma de structure communal défendant principalement le caractère rural de Walhain;

Vu l'avis du Conseil communal de Chaumont-Gistoux du 29 mars 2010, avis défavorable en l'état du dossier à cette date;

Qu'il ressort de cet avis que :

- La protection des nappes phréatiques est sujette à caution dès lors que la Société Wallonne des Eaux (SWDE) et la Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening (VMW) ont remis à la commune en date des 12 et 15 février 2010 un avis négatif sur le projet d'extension des sablières en l'absence de toute condition adéquate garantissant la pérennité de la ressource en eau tant sur le volet quantitatif que le volet qualitatif;
- Le périmètre de la nouvelle zone d'extraction est trop proche des limites du site Natura 2000; qu'il convient d'en revenir à la limite de la zone d'extraction telle que dessinée dans l'avant-projet aux droits de la zone Natura 2000;
- La limite de la profondeur de l'exploitation de 2 mètres au-dessus du niveau de la nappe phréatique est insuffisante;
- Il convient d'exclure l'exploitation du Champ du Bois Matelle (zones 1C et 1B de l'étude d'incidences);

- Vu les embarras de circulation et les dangers résultant de la juxtaposition d'un important trafic léger de type résidentiel au trafic lourd du charroi lié aux sablières tant à Gistoux qu'à Chaumont, il convient de supprimer tout trafic du charroi lié directement ou indirectement aux sablières sur la N243 et d'éloigner le plus possible le bâtiment d'exploitation des zones denses d'habitat avec pour corollaire le déplacement des installations sises au centre de Chaumont-Gistoux vers le site des sablières;

- Il n'existe aucune garantie pour que les travaux concernant le déplacement des installations du centre de Chaumont-Gistoux vers la sablière de même que les travaux nécessaires à l'itinéraire reliant la sablière à la E411 soient réalisés avant que l'exploitation de la zone couverte par la révision du plan de secteur soit entreprise;

- Il convient qu'une solution préalable et prioritaire soit trouvée concernant le charroi des camions et le déménagement des installations sises au centre du village;

- Les compensations planologiques et alternatives apparaissent insuffisantes;

- Il n'existe aucune certitude juridique que le site visé par la révision du plan de secteur ne soit jamais exploité comme centre d'enfouissement technique;

Vu l'analyse des propositions des communes en matière de charroi demandée à l'auteur de l'étude d'incidences par le Gouvernement wallon, laquelle a été réalisée en novembre 2010 et se prononce pour un itinéraire dit « Abis », lequel minimise les impacts environnementaux;

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD), donné le 27 juin 2011;

Que cet avis indique que « l'auteur a livré une étude de bonne qualité » et que « l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision »;

Que cet avis précise qu'« il est proposé que le demandeur investisse dans un itinéraire de raccordement à la N243a permettant de décharger Chaumont-Gistoux d'un important charroi de camions, en déplaçant également ses activités de bureaux, le truck-wash et la station service du centre de Chaumont-Gistoux vers la future zone d'extraction. L'investissement proposé en termes d'infrastructures routières profitera ainsi à la collectivité en limitant le charroi au centre de Chaumont-Gistoux »;

Que l'avis signale que le CWEDD soutient l'alternative Abis proposée par la note d'analyse susvisée demandé à l'auteur de l'étude d'incidences mais qu'il y a lieu que l'autorité analyse l'apport d'une compensation opérationnelle à l'attention de l'agriculture vu l'urbanisation que cette alternative Abis entraîne sur la zone agricole;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) du 25 août 2011; que cet avis indique que :

- La CRAT émet un avis favorable sur la révision du plan de secteur pour l'inscription de zones d'extraction, agricoles, d'habitat et naturelles tout en recommandant que le Gouvernement prévoie, au terme de l'exploitation, la requalification d'une partie de la zone d'extraction en zone agricole;

- La CRAT émet un avis défavorable sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour la création d'un échangeur routier et préconise l'itinéraire Abis;

- La CRAT émet un avis favorable sur les prescriptions supplémentaires S35 et S36 prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement la révision du plan de secteur tout en recommandant que le déménagement des installations sises au centre de Chaumont-Gistoux et la mise en place de l'itinéraire Abis soient mis en œuvre dès que possible;

Considérant que le Gouvernement wallon, après avoir examiné les réclamations formulées au cours de l'enquête publique et les avis exprimés avant ou à l'issue de celle-ci, entend y apporter les réponses suivantes;

Considérant qu'après une brève introduction relative à la nature et à l'objet de certaines réclamations et à la justification générale du projet, le Gouvernement a souhaité répondre aux réclamations en abordant successivement les thèmes suivants : l'étude d'incidences, la procédure, le projet et les compensations; que chacun de ces 4 points est structuré comme suit :

A. L'étude d'incidences

1. Qualité de l'étude d'incidences - généralités
2. Volet mobilité
3. Volets environnementaux
4. Compensation alternative
5. Autres volets divers

B. La procédure

C. Le projet

1. Absence d'intérêt général et aspects économiques
2. Alternatives
 - 2.1. Alternatives de localisation
 - 2.2. Alternatives de délimitation
3. Politique du fait accompli (exploitation actuelle sans autorisation)
4. Hydrogéologie et hydrologie
5. Topographie et paysages
6. Air et climat
7. Faune, flore et biodiversité
8. Proximité du site Natura 2000
9. Proximité d'une zone d'habitat
10. Patrimoine classé
11. Mobilité
 - 11.1. Disparition des chemins dans la nouvelle zone d'extraction
 - 11.2. Sécurité routière aux alentours
 - 11.3. Choix du tracé de la nouvelle liaison
 - 11.3.1. Généralités
 - 11.3.2. Les tracés 1, 2, 3 et 4 de l'EIP
 - 11.3.3. Les autres propositions des réclamants
12. Perte de terres agricoles
13. Nuisances diverses
14. Contrôle de l'exploitation
15. Garanties

16. Réaménagement

16.1. Les remblais

16.2. Le zonage

D. Les compensations

1. Généralités

2. Compensations planologiques

3. Compensations alternatives

3.1. La voirie de liaison

3.1.1. Insuffisante

3.1.2. Objet

3.1.3. Coût

3.2. Le déménagement des installations du centre de Gistoux

4. Compensations : synthèse

Considérant que chaque thématique abordée fait d'abord la synthèse des réclamations avant d'y répondre ensuite;
 Considérant que certains réclamants ne sont, sans autre précision, « pas d'accord » avec la révision du plan de secteur ou l'extension de l'exploitation;

Que certains riverains s'en remettent à la réclamation du « comité des riverains »;

Que, dans leurs réclamations, des riverains s'opposent à l'agrandissement de la sablière, sans autre détail;

Qu'au contraire, plusieurs riverains sont « d'accord »;

Considérant que ces réclamations sont peu précises; que les raisons qui ont présidé à l'adoption de la révision du plan de secteur seront précisées ci-après;

Considérant qu'en outre et avant toutes choses, le Gouvernement entend rappeler que l'article 1^{er}, § 1^{er}, du CWATUPE rappelle que le territoire est le patrimoine commun des habitants de la Région et rappelle, dans ce contexte, les moyens à mettre en œuvre pour rencontrer les besoins;

Que le plan de secteur a pour vocation de déterminer l'affectation des différentes parties du territoire et leur utilisation et d'interdire un usage foncier contraire à ces affectations et à ces utilisations; que le plan de secteur n'a aucune prise sur les impulsions nécessaires de l'aménagement; qu'il n'a donc pas pour objet la réalisation de projets ponctuels mais qu'il définit le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir;

Que par conséquent, l'analyse du Gouvernement ne doit pas porter sur les considérations qui excèdent ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'aménagement du territoire;

Qu'ainsi, seules les remarques qui présentent un degré de précision et de pertinence suffisant avec les objectifs et le contenu du plan de secteur ou avec les impacts du projet sur l'environnement justifient une réponse;

Que ne sont donc pas considérées comme pertinentes des objections qui ne concernent pas la modification de la destination du territoire ou son impact sur l'environnement mais portent sur des points qui ne doivent pas être réglés par le plan de secteur (concurrence commerciale, considérations d'intérêt purement privé, voire spéculatif, réalisation de projets ponctuels, mode d'exercice d'une activité,...);

Que le Conseil d'Etat a d'ailleurs, et de manière constante, validé le fait que l'autorité puisse ainsi ignorer les observations qui ne sont pas fondées sur des considérations d'ordre planologique ou technique (C.E., n° 20.579, du 24 septembre 1980, Pilaete, n° 24.666, du 21 septembre 1984, Kumps, n° 170.236, du 19 avril 2007, Vincent; n° 185.137, du 2 juillet 2008, Lorquet; n° 191.684, du 19 mars 2009, SA Confiserie Leonidas; n° 194.802, 194.803 et 194.804, du 29 juin 2009, Cofinimmo; n° 191.378 du 12 mars 2009, Somerhausen et Taubert; n° 202.867, du 8 avril 2010, Noël; n° 210.610, du 21 janvier 2011, Orban);

Considérant qu'il n'y a en outre pas d'obligation à rencontrer chaque réclamation de manière individuelle; que le particulier doit pouvoir déduire, même implicitement, de l'arrêté une réponse suffisante et adéquate à sa réclamation, que ce soit par une prise de position individuelle ou par une directive générale (C.E., 212.225, du 24 mars 2011, Havelange); que le caractère général du contenu du plan de secteur autorise la Gouvernement à n'énoncer que des directives générales pour répondre aux réclamations émises lors de l'enquête publique (JADOT, B., « Les effets de l'enquête publique en matière d'aménagement du territoire », J.T., 1984, p 688);

Qu'il y a donc lieu de considérer que la motivation de l'arrêté forme un tout; qu'il peut être répondu à une réclamation à l'occasion d'une autre réclamation ou être renvoyé à l'avis d'une autorité consultée;

Considérant qu'en l'espèce un grand nombre de réclamations portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que la plupart de ces questions trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Que le Gouvernement estime que la réponse à certaines questions soulevées n'est donc à ce stade pas nécessaire pour qu'il puisse prendre sa décision en pleine connaissance de cause; qu'il n'est en effet pas approprié d'anticiper, au stade de la révision du plan de secteur, sur ces points qui relèvent du permis destiné à exécuter cette révision de plan;

Considérant, que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur indique que :

- « comme déjà souligné par l'arrêté du Gouvernement wallon (...) du 4 décembre 2003, (...) l'exploitation du gisement concerné qui fait l'objet d'une valorisation optimale, contribuera à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

- (...) bien que le Brabant wallon constitue la principale zone de gisement en Wallonie, l'offre ne peut répondre à la demande vu la raréfaction des sablières; que si on y dénombrait 84 exploitations en 1982, aujourd'hui seules 2 sociétés poursuivent leur activité;

- (...) il apparaît que la notion de réserves disponibles exploitables est drastiquement réduite à l'échelle des plans de secteur du Brabant wallon; qu'il y a lieu de mettre fin à ce déséquilibre qui se traduit par une flambée du prix du sable; que la situation économique actuelle ne peut tolérer plus longtemps cette situation;

- (...) comme l'indique le rapport de la Conférence permanente du Développement territorial de janvier 2007 rédigé en conclusion de la mission d'expertise qui lui a été confiée par le Gouvernement wallon le 21 septembre 2006, la production actuelle de sable est insuffisante pour répondre aux besoins;

- (...) cette étude confirme que la demande est supérieure à l'offre, que les prix augmentent, que les sablières de Campine ferment, que comme dit ci-avant le nombre de sablières actives en Brabant wallon a chuté de 84 à 2 unités en moins de 25 ans; qu'une inquiétude quant à l'approvisionnement apparaît;

- (...) la disparition quasi définitive des sablières en Brabant wallon entraînerait à court terme une série d'impacts économiques parmi lesquels: la mise en péril des entreprises connexes (sous-traitant, centrale à béton,...), l'augmentation de la dépendance vis-à-vis des pays limitrophes (Allemagne, Pays-Bas), l'absence de concurrence et la

hausse corrélative des prix, l'accroissement corrélatif des prix de la construction, la perte d'emploi locaux et peu qualifiés directs et indirects, la perte de recette fiscales pour les autorités, l'augmentation des émissions atmosphériques liées au transport etc;

- (...) d'un point de vue économique, tout doit être entrepris en vue de relancer le secteur de la construction;
- Considérant que la révision du plan de secteur est en conséquence économiquement justifiée;

A. L'ETUDE D'INCIDENCES

Considérant que plusieurs réclamations ont trait à la qualité de l'étude d'incidences sur l'environnement; que les critiques concernent notamment les volets mobilité, environnement et compensation alternative de l'étude;

1. Qualité de l'étude d'incidences - généralités

Considérant qu'en ce qui concerne la qualité de l'étude d'incidences, plusieurs réclamants reprochent à l'étude d'être floue, imprécise, lacunaire, à corriger et compléter;

Considérant que des réclamants déplorent le fait que les aspects économiques aient été analysés dans le seul intérêt du demandeur et non sur les réels enjeux communaux et environnementaux; qu'ils indiquent que l'étude serait peu objective;

Que selon eux, l'étude manque de transparence;

Considérant qu'une étude d'incidences est une étude scientifique réalisée par une personne agréée, étude dont le contenu a été soumis pour avis avant son adoption, au Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, à la CRAT et au CWEDD;

Considérant que l'étude a scrupuleusement examiné tous les points du contenu ainsi arrêté par le Gouvernement wallon et portant sur les objectifs de la révision, sa justification socio-économique, l'analyse de ses effets sur l'homme et l'environnement, en ce compris pour les compensations induites de la révision du plan de secteur telles que visées à l'article 46 du CWATUPE;

Considérant que, dans son avis du 27 juin 2011, le CWEDD a estimé que « l'auteur de l'étude d'incidences a livré une étude de bonne qualité » et que « l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision » tout en soulignant que le produit extrait est de qualité et répond à un besoin;

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT indique qu'elle estime « que l'étude d'incidences est de bonne qualité. Elle apprécie l'analyse complète des différents domaines environnementaux ainsi que la clarté et la lisibilité du document produit. Elle relève également que les remarques qu'elle avait formulées au cours de la procédure ont été prises en compte par l'auteur d'étude »; qu'elle indique aussi que cette révision du plan de secteur permettra de rencontrer les besoins du secteur de la construction;

Considérant que les critiques émises sont peu précises;

Considérant que le maître de l'ouvrage de la présente révision du plan de secteur est la Région wallonne; que c'est le Gouvernement wallon qui désigne l'auteur de l'étude d'incidences conformément à l'article 42 du Code; qu'il s'agit d'un auteur agréé qui exécute sa mission en toute indépendance;

Considérant que de nombreuses réclamations relatives à l'incomplétude de l'étude d'incidences portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction (réaménagement, bruit, poussières, dépendances,...); qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que les questions relatives à l'incomplétude de l'étude d'incidences et qui sont en réalité des points relevant de l'activité extractive, et donc du permis unique qu'elle implique, trouveront réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

2. Volet mobilité

Considérant qu'en ce qui concerne plus précisément la mobilité, certains réclamants relèvent l'absence d'inventaire relatif au charroi;

Qu'ils soulignent en outre qu'aucune ventilation des mouvements du charroi et de leur direction n'aurait été réalisée;

Considérant que certains réclamants indiquent que si l'étude d'incidences précise que 600 m de voirie urbanisée sont traversés, elle ne donnerait pas la proportion des personnes qui ont toujours connu les carrières et celles qui étaient là avant les carrières;

Considérant que plusieurs réclamations soulignent que l'étude d'incidences n'explique pas de quel type d'échangeur il s'agira (échangeur complet ou simple bretelle d'accès comme la sortie n° 10);

Que des réclamants regrettent l'absence de réponse quant à l'articulation de l'échangeur avec les autres voiries et sur ses liaisons;

Considérant que des riverains soulignent que l'étude ne contiendrait pas de pondération pour certains critères au niveau du choix du tracé des itinéraires étudiés pour le charroi;

Que le choix de la pondération, pour les critères qui en disposent, laisse perplexe;

Que le critère du temps d'accès ne devrait pas être pris en considération car il n'aurait aucune incidence sur la collectivité;

Que certains posent la question de savoir pourquoi ce qui est un atout dans la variante 3 devient une menace dans la variante 4 alors que ces variantes sont distantes de 1 000 m et reliées par un remembrement;

Considérant qu'il est reproché à l'étude d'être muette ou de minimiser le risque de trafic de fuite ou de transit vers ou provenant de l'échangeur à travers le village de Nil;

Qu'il est également fait grief à l'étude d'être muette ou de minimiser les nuisances sonores et la pollution du trafic de fuite et de transit;

Considérant que les réclamants allèguent que l'étude serait muette ou minimiserait la coexistence du charroi de camions et agricole;

Qu'ils indiquent également que l'étude n'aurait pas prévu comment se feront les croisements entre charroi industriel et agricole (barrières, feux,...);

Considérant que des réclamants se demandent pourquoi le Plan intercommunal de Mobilité de Walhain n'a pas été pris en compte, et soulignent une absence de prise en compte du plan provincial de mobilité qui serait à l'étude quant à la manière dont il envisage la mobilité dans la zone concernée par l'extension;

Considérant qu'en ce qui concerne la suppression des chemins au sein de la future zone d'extraction, des réclamations s'étonnent que l'étude d'incidences se fonde sur le Plan Intercommunal de Mobilité de Chaumont-Gistoux et non sur celui de Walhain;

Considérant que dans son avis du 17 février 2010 déposé dans le cadre de l'enquête publique, le Collège communal de Walhain indique que l'hypothèse de l'itinéraire n° 1 n'a pas été prise en compte par l'auteur de l'étude d'incidences et qu'en outre, le tableau de l'étude d'incidences contient certaines lacunes ou erreurs;

Considérant par ailleurs que le Collège de Walhain souligne qu'un Plan Intercommunal de Mobilité de Chastre–Gembloux–Perwez–Sombreffe et Walhain existe et que celui-ci cite la N243a dans ses fiches-actions en précisant que « cette voirie doit connaître à court terme un réaménagement complet pour lui donner un profil adapté à sa fonction d'accès à l'autoroute. Elle doit aussi être équipée de pistes cyclables, pour accueillir l'itinéraire cyclable du plan directeur de la direction des routes du Brabant wallon »; que la commune déplore le peu de cas qui est fait du plan intercommunal de mobilité de Walhain; qu'en effet selon elle, en dehors d'une considération minimale de la fiche-action concernant la route N243a et d'une considération très générale concernant le futur réseau cyclable, sans plus de détail, aucune réflexion n'a été menée à ce sujet;

Considérant que le Collège de Walhain indique également qu'il existe un plan intercommunal de mobilité de Beauvechain-Chaumont-Gistoux-Grez Doiceau et Incourt, lequel mentionne que le trafic induit par les sablières constitue un « problème dans la traversée de Chaumont-Gistoux par la N243 »;

Considérant que le Collège de Walhain s'étonne de ce qu'il ne soit nullement fait mention du projet d'élaboration de plan provincial de mobilité à l'échelle du Brabant wallon;

Considérant que l'étude a analysé les effets de la révision du plan de secteur sur le réseau routier, les infrastructures et les flux de mobilité (EIP, Phase II, p. 82 et p. 148 et s.); que l'auteur a fait mener une campagne de comptages automatiques sur la chaussée de Huy et à la sortie du site des sablières en vue d'estimer le trafic « lourd » empruntant la chaussée de Huy; que l'auteur a différencié le charroi issu de l'extraction du sable et celui issu des dépendances de la sablière; qu'il en a conclu que le charroi lié aux activités d'extraction du sable et aux activités des dépendances de la sablière, peut être estimé entre 1 000 et 1 200 mouvements par jour sur la N243 (EIP, Phase II, p. 75); que l'étude indique que le trafic total (camions + voitures) sur la N243 est de 6195 véhicules, le charroi « camions » représentant en moyenne 14,5 % du trafic entre 6 h et 22 h (EIP, Phase II, p. 76); que l'étude précise en outre que « L'inscription d'une nouvelle zone d'extraction n'aura pas pour effet d'augmenter ce charroi mais uniquement de le maintenir en activité » et qu'en conséquence « la nouvelle zone d'extraction n'est pas susceptible d'avoir une nouvelle incidence notable sur le flux de mobilité des voiries utilisées » (EIP, Phase II, p. 82);

Considérant que l'auteur a indiqué que le charroi impliquera des nuisances (bruit, vibrations, poussières, danger pour les autres usagers) (EIP, Phase II, p. 76 et s.);

Considérant qu'il précise également que la création d'un nouvel itinéraire permettant d'éviter la traversée du centre de Chaumont-Gistoux sur la N243 serait une modification à incidence positive et importante pour les riverains ainsi que pour le flux de mobilité et la sécurité sur cette voirie publique (EIP, Phase II, p. 82); que l'itinéraire 1 (situation actuelle) ne devait donc pas être pris en compte;

Considérant que l'auteur de l'étude a exposé et décrit les critères d'analyse des variantes (EIP, Phase II, p. 160 et s.) distinguant les critères en relation avec l'objet de l'analyse et les critères en relation avec l'impact sur l'environnement; qu'il a indiqué pour chaque critère, le motif de préférence;

Considérant qu'un tableau récapitulatif permet d'apprécier les avantages et les inconvénients de chaque variante (EIP, Phase II, p. 162); que l'auteur a attribué -1, 1, 2 ou 3 points à chaque critère en fonction des motifs de préférence pré-indiqués;

Considérant qu'ainsi des critères tels que la longueur d'itinéraires « partagés », l'incidence sur les zones urbanisées, le trafic de fuite, le nombre de carrefours,... ont été pris en considération et analysés;

Considérant que l'analyse ainsi faite paraît sérieuse et objective; que le Gouvernement n'entend pas la remettre en cause;

Considérant, en tout état de cause, que les communes de Chaumont-Gistoux et Walhain ont suggéré un itinéraire alternatif permettant tous deux d'éviter la création de l'échangeur envisagé initialement;

Considérant que le Gouvernement a sollicité de l'auteur de l'étude, la réalisation d'une note d'analyse relative aux tracés alternatifs ainsi proposés par les communes; que, dans cette note, l'auteur de l'étude a analysé chacune des deux variantes suivant des critères précis et a suggéré des mesures d'amélioration permettant de définir un itinéraire Abis;

Considérant que comme l'expliquera le Gouvernement, c'est cette option Abis qu'il décide de retenir; que, par conséquent, les critiques du volet mobilité de l'étude, pour autant qu'elles soient fondées, sont rencontrées;

Considérant que l'échangeur n'est finalement pas la solution retenue par le Gouvernement wallon;

Que l'auteur a pris en considération les Plans intercommunaux de Mobilité de Chaumont-Gistoux et de Walhain aux pages 152 et 153 de la Phase II de son étude; que le projet de plan provincial de mobilité n'était pas encore lancé à l'époque de la réalisation de l'étude d'incidences;

Considérant qu'il y a lieu de préciser, pour autant que de besoin, que, dans son analyse des propositions des communes, l'auteur de l'étude indique que la cohabitation entre le charroi agricole et le charroi carrier ne pose généralement pas de problème particulier; que le charroi agricole est en effet saisonnier et finalement extrêmement faible (note d'analyse, p. 5);

Qu'il a également analysé les variantes proposées suivant différents critères parmi lesquels des critères de sécurité (itinéraires partagés, nombre de carrefours, nombre de tourne-à-gauche, interférence avec un itinéraire cyclable) et de mobilité (utilisation de l'itinéraire par un trafic de fuite),... (note d'analyse, p. 13);

Considérant enfin que certaines observations émises (telles que celles relatives au nombre de personnes ayant toujours connu les carrières et celles qui étaient là avant les carrières) ne sont pas en lien avec les objectifs poursuivis par la législation relative à l'aménagement du territoire et l'urbanisme; que certaines réclamations ne sont en effet pas fondées sur des considérations d'ordre planologique ou technique (C.E., n° 20.579, du 24 septembre 1980, Pilaete; n° 24.666, du 21 septembre 1984, Kumps);

3. Volets environnementaux

Considérant qu'en ce qui concerne les volets « environnement » de l'étude d'incidence, certains réclamants mettent en exergue le fait qu'ils n'ont pas d'accès à l'étude du Professeur Poty; qu'ils précisent que rien n'indique que le professeur Poty conclut que c'est cet endroit précis qui doit être privilégié sur un autre;

Considérant que certaines réclamations font état de ce que l'étude serait muette ou minimiserait les effets négatifs sur l'écosystème;

Qu'elle serait en outre muette ou minimiserait la destruction du patrimoine archéologique;

Qu'ils déplorent également l'absence d'étude sur le bruit, les poussières, les éclairages nocturnes;

Que les riverains s'interrogent sur le périmètre qui a été pris en compte pour l'étude acoustique du CEDIA de Liège;

Que des réclamants font remarquer que l'étude d'incidences n'aurait pas suffisamment pris en compte les conséquences sur l'écoulement des eaux de pluie d'une surface bétonnée accrue non loin de zones inondables (cfr la rue du Nil d'août 2002); que la Région wallonne et la commune de Walhain se sont d'ailleurs engagées au respect du contrat rivière Dyle et affluents;

Considérant que l'avis de la commune de Chaumont-Gistoux du 29 mars 2010 souligne que la SWDE et la VMW ont remis un avis négatif sur le projet dans le cadre de l'enquête publique, avis qui en réalité critique l'étude d'incidences;

Considérant que le CWEDD a estimé que l'auteur de l'étude d'incidences a livré une étude de bonne qualité et que l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision;

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT indique qu'elle estime « que l'étude d'incidences est de bonne qualité. Elle apprécie l'analyse complète des différents domaines environnementaux ainsi que la clarté et la lisibilité du document produit. Elle relève également que les remarques qu'elle avait formulées au cours de la procédure ont été prises en compte par l'auteur d'étude »;

Considérant que la plupart des réclamations relatives à l'incomplétude de l'étude d'incidences sur les volets environnementaux telles celles relatives à la pollution lumineuse, poussières, ... portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que la plupart des questions précitées relative à l'incomplétude de l'étude d'incidences sur les autres volets environnementaux trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'auteur de l'étude a minutieusement analysé, dans la Phase I, la justification socio-économique de l'avant-projet; que celui-ci s'est notamment basé sur l'étude du Laboratoire d'analyses litho- et zoostratigraphiques de l'Université de Liège (Professeur Poty);

Qu'en effet, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie a confié à ce laboratoire la mission de réaliser un inventaire des sites existants et d'identifier les nouveaux gisements potentiels tout en établissant les besoins; que cette étude s'est déroulée en plusieurs étapes et a donné lieu à plusieurs rapports successifs, à savoir: un rapport intitulé « Sablières du Brabant wallon et de Braine-le-Comte, situations actuelles perspectives et gisements » (1997), un rapport intitulé « Inventaire des ressources du sous-sol et perspectives des besoins à terme des industries extractives en Wallonie » (2001) et un rapport intitulé « L'activité extractive en Wallonie, situation actuelle et perspectives » (2004);

Considérant que le gisement potentiel identifié par le Professeur Poty est bien plus important en superficie que le périmètre couvert par la présente révision du plan de secteur et l'inclut;

Considérant qu'il n'est pas exclu que le Gouvernement prenne en compte, pour une analyse complète de la situation, toute autre information, qu'il juge utile telles les études qu'il a lui-même sollicitées auprès des institutions universitaires;

Que rien n'impose au Gouvernement wallon de mettre d'initiative à disposition ces rapports qui, toutefois, sont accessibles au public au travers des règles relatives à l'accès à l'information administrative;

Considérant que l'étude d'incidences (EIP, Phase I, pp. 32 et 33) reproduit la carte du gisement telle qu'extraite de l'étude du Professeur Poty de 1997;

Considérant que l'écosystème actuel est décrit, dans la Phase II, en pages 15 à 18 ainsi que les potentialités de la zone concernée, en page 56; que les effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'écosystème sont identifiés aux pages 69 à 72;

Considérant que le service de l'Archéologie de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Direction extérieure du Brabant wallon, sollicité par l'auteur de l'étude d'incidences a indiqué que la zone concernée « est bordée par un axe routier romain » et qu'elle est riche « en témoins d'occupation romaine » tout en précisant que « l'exploitation [...] se verrait précédée immanquablement de travaux de prospection, de sondages et de fouilles »;

Considérant que l'activité sous-tendue par la révision du plan de secteur ne sera que la continuation de l'actuelle; que les impacts du bruit et de la poussière sont ceux que l'on observe déjà aujourd'hui; qu'il appartiendra à l'étude d'incidences préalable à l'obtention du permis unique non seulement de les étudier mais aussi de proposer, le cas échéant, des mesures d'atténuation;

Que par ailleurs, le volet concernant les émissions de poussières est abordé dans la Phase II (p. 12) en y adjoignant les résultats d'une simulation (pp. 67-68);

Que le bruit inhérent à l'exploitation du sable est limité contrairement à celui généré par le charroi; que l'auteur en a examiné les impacts et indique qu'il sera fortement diminué par le choix judicieux d'un itinéraire approprié (Phase II, p. 40); que du reste, le projet ne prévoit pas d'augmentation des émissions;

Considérant que l'étude de bruit du CEDIA est publiée in extenso en annexe IV.4.3. à l'étude d'incidences et identifie très précisément la méthodologie et le champ d'étude; qu'en outre, les questions de bruit feront l'examen d'une évaluation précise au stade de la demande de permis visant à l'exploitation du gisement et des dépendances;

Considérant que tant la SWDE et la VMW ont été sollicitées par l'auteur de l'étude d'incidences; que ni l'une, ni l'autre n'ont jugé utile de remettre un avis dans le cadre de l'étude (EIP, Phase II, p. 63);

4. Compensation alternative

Considérant qu'en ce qui concerne la compensation alternative, le Collège communal de Walhain indique, dans son avis du 17 février 2010 joint à l'enquête publique, qu'il est surpris et interpellé de constater que le projet de révision porte sur un projet incluant la création d'un échangeur autoroutier et d'un itinéraire non encore défini; que selon le Collège, c'est en fonction de la localisation de l'échangeur et de l'itinéraire que l'étude d'incidences aurait dû être effectuée; que la commune constate que la compensation alternative générera elle-même des nuisances pour les riverains et devrait donc elle-même faire l'objet d'une étude d'incidences; or ces nuisances ne sont pas prises en considération par l'étude des incidences réalisée; que cela signifie que les incidences négatives du projet sur l'environnement n'ont pas pu être évaluées sérieusement;

Considérant que des riverains estiment que l'étude ne prend pas suffisamment en compte les surfaces consommées par l'aménagement d'un nouvel accès à l'autoroute et le déplacement des chemins (ex : celui du Pont de la Chasse);

Considérant que l'auteur de l'étude précise que la création d'un nouvel itinéraire permettant d'éviter la traversée du centre de Chaumont-Gistoux sur la N243 serait une modification à incidence positive et importante pour les riverains ainsi que pour le flux de mobilité et la sécurité sur cette voirie publique (EIP, Phase II, p. 82);

Qu'il a analysé les effets probables de la mise en œuvre du projet aux pages 155 et s. de la Phase II de son étude;

Considérant que, les communes ont suggéré des itinéraires alternatifs n'impliquant la réalisation d'aucun échangeur;

Que le Gouvernement a sollicité de l'auteur de l'étude la réalisation d'une note d'analyse des propositions des tracés alternatifs proposés par les communes; que dans cette note, l'auteur de l'étude a analysé chacune des deux variantes suivant des critères précis et a suggéré des mesures d'amélioration sur la base desquels a été défini un itinéraire Abis;

Considérant que le Gouvernement, comme à le lire infra, n'a finalement pas opté pour la création d'un échangeur; qu'en conséquence, les critiques n'ont plus lieu d'être; qu'en tout état de cause, les critiques formulées auraient trouvé réponse au stade de l'évaluation des incidences à laquelle la réalisation de l'échangeur aurait été soumise s'il avait été réalisé;

5. Autres volets divers

Considérant qu'en ce qui concerne les autres volets de l'étude d'incidences, d'après certains réclamants, l'étude n'aurait pas pris en considération l'impact sur la santé;

Considérant que, selon certains réclamants, l'étude d'incidences minimiserait l'impact sur l'économie agricole et n'aborderait pas la problématique de l'enclavement de certains bouts de parcelles résultant du tracé projeté;

Considérant que certains soulignent qu'aucune distinction n'aurait été faite selon les activités du demandeur;

Considérant que selon certains, l'étude aurait dû intégrer des recommandations quant au permis unique;

Considérant que suivant plusieurs réclamants, une étude plus complète sur l'emploi serait nécessaire; qu'ils se demandent en effet combien d'emplois sont directement concernés par la carrière (exemple, les emplois liés au transport ne sont pas toujours des emplois directs); que selon eux, les données sont peu claires;

Considérant que le CWEDD a estimé que l'auteur de l'étude d'incidences a livré une étude de bonne qualité et que l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision;

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT indique qu'elle estime « que l'étude d'incidences est de bonne qualité. Elle apprécie l'analyse complète des différents domaines environnementaux ainsi que la clarté et la lisibilité du document produit. Elle relève également que les remarques qu'elle avait formulées au cours de la procédure ont été prises en compte par l'auteur d'étude »;

Considérant que, comme déjà souligné, la plupart des réclamations relatives à l'incomplétude de l'étude d'incidences portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que la plupart des questions précitées relative à l'incomplétude de l'étude d'incidences trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'étude d'incidences aborde l'impact du projet sur la santé, dans sa phase II, à travers différents paragraphes intitulés : Qualité de l'air (p. 9), Climat (p. 15) et Qualité de vie (p. 57);

Considérant que, dans sa note d'analyse relative aux propositions des communes quant aux itinéraires potentiels du charroi, l'auteur de l'étude indique que la variante Abis est adaptée au tracé parcellaire des exploitations et que l'impact en terme de césure agricole est donc nettement diminué (p. 17);

Considérant que le projet ne devait pas être analysé par l'auteur en distinguant les activités du demandeur; que le projet étant ici la révision du plan de secteur reste le même peu importe les activités du demandeur;

Considérant que l'auteur a, ceci dit, formulé toute une série de mesures générales et particulières et en a analysé l'efficacité (EIP, Phase II, p. 103 et s.); que la plupart de ces mesures relèvent du permis unique;

Considérant qu'il appartiendra à l'étude d'incidences préalable à l'octroi du permis unique de formuler les recommandations précises sur la base du projet d'exploitation qui ne pourra être valablement proposé qu'à l'issue de la présente procédure;

Considérant que la consommation exacte de surface agricole nécessaire à la création d'un accès autoroutier ne peut être correctement estimée qu'en regard d'un projet définitif; que dans le cas présent, l'étude d'incidences ne devait se prononcer que sur le seul périmètre de réservation, aucun tracé détaillé n'étant prévu à ce stade; que l'auteur ne pouvait qu'émettre certaines hypothèses; que le projet d'échangeur est, en tout état de cause, écarté par le Gouvernement;

Considérant que la phase 1 de l'étude d'incidences a étudié la justification socio-économique du projet et ses retombées en termes d'emplois tant directs que sur le secteur de la construction; qu'en outre, le Gouvernement dispose d'informations précises quant à ce, notamment, par le biais de l'étude réalisée par le Center for Operations Research and Economics de l'Université catholique de Louvain en août 2011 qui conforte l'analyse du Gouvernement et qui identifie de façon précise les effets positifs de l'activité d'extraction en Brabant wallon tant sur l'emploi direct que sur l'emploi indirect;

B. LA PRODECURE

Considérant qu'en ce qui concerne la procédure de révision du plan de secteur, la commune de Walhain a indiqué, dans son avis du 17 février 2010 déposé dans le cadre de l'enquête publique, qu'il est surprenant que l'étude, qui aurait été commandée par le Ministre de l'aménagement du territoire concernant l'élargissement de la N243 et qui aurait été évoquée par le représentant de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments lors de la réunion d'information, n'ait pas été intégrée dans le projet soumis à enquête publique;

Considérant que l'enquête publique portait ici sur la révision du plan de secteur; que celle-ci induit d'examiner la question du charroi lié à l'activité extractive envisagée; que c'est bien ce qui a été fait par l'étude d'incidences; que l'étude à laquelle fait référence la commune de Walhain porte sur l'élargissement de la N243; que ceci est sans lien réel avec l'objet de la présente révision du plan de secteur;

C. LE PROJET

1. Absence d'intérêt général et aspects économiques

Considérant que plusieurs réclamations portent sur l'absence d'intérêt général et sur les aspects économiques du projet;

Considérant que plusieurs réclamants affirment que l'exploitation du sable ne répondrait à aucune nécessité impérieuse; qu'il ne serait plus économiquement indispensable au vu notamment des besoins en baisse et des matériaux de substitution; qu'il faudrait une étude sur la rentabilité du sacrifice de 110ha de terres agricoles; qu'il ne faut pas confondre survie de l'exploitation du sable avec survie de l'entreprise; qu'ils indiquent que l'exploitation des sablières de Mont-Saint-Guibert et Braine-l'Alleud garantissent l'approvisionnement en sable pour plusieurs décennies encore;

Considérant que certains réclamants se demandent quel est l'intérêt de sacrifier une activité économique séculaire (agriculture, emploi à durée constante) au profit d'un one shot (le sable n'est pas renouvelable et l'emploi est à durée déterminée); que ceux-ci souhaitent qu'une comparaison des nuisances soit établie; que les riverains font remarquer que le rendement agricole serait essentiel à la santé et à l'économie; que plusieurs réclamants font observer que le sable serait moins polluant que l'agriculture non biologique d'aujourd'hui;

Considérant que plusieurs riverains souhaitent que la surface demandée soit revue à la baisse;

Que plusieurs réclamants estiment qu'il faudrait limiter le rythme d'exploitation;

Que des réclamations soulignent qu'il n'est pas raisonnable de croire que le carrier va diminuer le prix de son sable;

Considérant que plusieurs riverains exposent qu'il existerait des alternatives à l'usage du sable (recyclage des déchets); qu'à cet égard, suivant certains réclamants, il faut consacrer une partie des revenus de l'exploitation du sable au développement de la filière de recyclage de déchets inertes (pour permettre de remplacer le sable); que d'après eux, il faut également repenser l'utilisation du sable (utiliser plutôt des produits concassés); qu'un riverain attire l'attention sur le fait que le sable serait indispensable dans les secteurs de la construction et des fonderies de même que sur les routes en cas de pénurie de sel; que c'est une matière première difficile à remplacer, chaque sable ayant une granulométrie différente;

Considérant que certains réclamants jugent que l'intérêt public serait sous-estimé; que des réclamants soulignent la nécessité de projets durables et bénéfiques à l'ensemble des habitants; que plusieurs réclamants font observer que l'intérêt général serait sacrifié pour un développement d'usage privé; que certains d'entre eux se posent la question de savoir quels sont les avantages pour la population;

Considérant que, selon certains réclamants, l'exploitation de sable ne rapporterait rien à la commune (pas de taxe possible); que cette exploitation n'aurait pas de valeur ajoutée pour la commune (confirmé par l'étude); que, d'après certains d'entre eux, il faudrait étudier une compensation financière pour la commune; que quelques riverains font au contraire remarquer que le projet rapportera aux autorités via des taxes, lois sociales, revenus des personnes;

Considérant que quelques riverains mettent en exergue le bien fondé économique du projet; que selon certains riverains, l'activité serait génératrice d'emplois et donc de développement humain et durable; que des réclamants estiment que le projet répondrait à une nécessité économique importante;

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux a émis un avis suivant lequel elle condamne le fait que l'activité économique de l'exploitation de sable, qui est limitée dans le temps (maximum 30 ans) soit privilégiée par rapport à l'exploitation de terres agricoles; que l'extraction de sable ainsi que les remblais importés, n'apportent aucune valeur aux collectivités; que selon elle, bien au contraire, ces activités doivent donner lieu à une compensation au bénéfice de ces collectivités;

Considérant qu'en ce qui concerne la justification de la révision partielle du plan de secteur, l'avis du 29 mars 2010 de la commune de Chaumont-Gistoux relève que « si effectivement certains mortiers nécessitent un sable de qualité, il existerait pour la majorité des utilisations du sable des matériaux de substitution qui sont aujourd'hui sous-utilisés »; que « si le Gouvernement wallon a évoqué en 2007 la nécessité pour la Région flamande de disposer de sable de bonne qualité, il convient de relever que la Flandre dispose bien de nombreuses sablières et gisements, indépendamment de raisons d'aménagement du territoire, urbanistiques, environnementales et foncières qui justifient ou ne justifient pas leur mise en exploitation »;

Considérant que l'avis du 17 février 2010 émis par la commune de Walhain dans le cadre de l'enquête publique indique que le projet de révision est motivé par des considérations d'ordre socio-économiques, et plus particulièrement par la nécessité de disposer de réserves de sable au niveau local; que plusieurs projets de révision de plan de secteur sont en cours en Région wallonne et sont motivés par les mêmes justifications socio-économiques; que ces justifications ne peuvent avoir de sens qu'à la condition d'appréhender l'ensemble des projets de révision de plan de secteur en cours; qu'à défaut, les justifications socio-économiques avancées doivent être considérées comme des considérations d'ordre général sans rapport précis avec le projet de révision de plan de secteur concerné;

Considérant que l'article 1^{er} du CWATUPE indique que la Région rencontre les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux, énergétiques, de mobilité et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, la gestion parcimonieuse du sol et de ses ressources, la gestion énergétique de l'urbanisation et des bâtiments et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager;

Qu'il en ressort qu'il appartient à la Région de tendre vers un juste équilibre entre les différents objectifs visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du CWATUPE et que l'activité économique doit se développer en corrélation avec d'autres préoccupations, parmi lesquelles l'agriculture;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 adoptant l'avant-projet de révision partielle du plan de secteur fait état de ce que :

« Considérant que, via une campagne de reconnaissance géologique et hydrogéologique réalisée par la société Géobel Conseil et des analyses granulométriques et minéralogiques réalisées par le Laboratoire de Génie Civil de l'Université de Louvain, la S.A. De Kock Wavre s'est assurée que l'extension demandée dans le prolongement sud-ouest de la zone d'extraction exploitée par la SA Conard & Orléans garantit l'épaisseur, la continuité et la qualité des niveaux exploités;

Considérant que ces données ont été confirmées dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé en 1996 par l'Université de Liège, pour ce qui a trait à la province du Brabant wallon;

(...)

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements, issus de l'évaluation des besoins et de l'analyse de la situation existante de fait et de droit, que le présent avant-projet est apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés à l'article 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à la poursuite de l'activité extractive des S.A. Conard & Orléans et Hoslet pour une durée de trente ans;

[...]

Considérant que les S.A. Conard & Orléans et Hoslet produisent chaque année environ 550 000 tonnes de sable, principalement utilisé dans le secteur de la construction;

Considérant que l'exploitation de ce gisement contribuera par conséquent à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Considérant qu'il en résulte également que le gisement fait l'objet d'une valorisation optimale en termes d'utilisation des produits d'extraction, et qu'il est envisagé de la poursuivre;

Considérant que le marché principal du sable se situe dans le Brabant wallon; que la demande y est en effet particulièrement élevée en raison du développement de l'urbanisation que connaît cette région;

Considérant que, bien que le Brabant wallon constitue la principale zone de gisement de sable en Région wallonne, l'offre qui en est actuellement issue ne peut répondre à la demande qui s'y manifeste vu que le nombre de sablières en activité s'y est considérablement réduit ces vingt dernières années;

Considérant qu'il y a lieu de mettre fin à ce déséquilibre, qui se traduit par une inacceptable flambée du prix du sable;

Considérant que, pour des raisons de coût de transport, il est impératif de produire le sable à proximité de sa zone d'utilisation : le rayon de rentabilité des sablières est en effet de l'ordre de 60 km par rapport au site d'extraction;

Considérant qu'il s'indique dès lors de développer l'extraction de sable au sein même du Brabant wallon;

Considérant que cette situation contribue à une mobilité durable en limitant le transport de sable sur de longues distances;

Considérant l'impact socio-économique du projet, qui devrait se traduire par le maintien de 65 emplois directs sur le site;

Considérant dès lors que la demande de la SA De Kock Wavre correspond à un plan stratégique de développement d'entreprise, en termes économique, d'emplois et de mobilité durable, tel que requis par la décision du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 »;

Considérant que, dans le même esprit, l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur confirme, tel que déjà souligné, la nécessité de l'extraction de sable, notamment au regard de l'évolution des prix et de l'impact de cette exploitation sur le secteur de la construction;

Considérant qu'une sablière a été autorisée en novembre 2009 pour une durée maximale de 10 ans; que cette sablière est localisée de l'autre côté du Brabant wallon, à Braine-l'Alleud;

Considérant que le sable produit à Braine-l'Alleud n'a pas les mêmes qualités que celui produit dans l'ouest du Brabant wallon; que leurs applications sont différentes;

Considérant, en effet, que les caractéristiques du sable sont sa courbe granulométrique, la rondeur du grain, le taux de chlorure et sa teneur en argile et coquillage; que sur cette base, on distingue généralement trois types de sable : le sable de construction, le sable siliceux (ou industriel) et le sable de remblai;

Considérant que le sable produit à Braine-l'Alleud est essentiellement du sable de remblai alors que tel ne sera pas le cas du sable produit à Chaumont-Gistoux étant principalement du sable de construction et du sable siliceux destiné à la production de béton, de mortier, à la maçonnerie de même qu'à l'industrie du verre, etc...;

Considérant qu'il n'existe pas de substitut complet au sable; qu'il existe bien quelques substituts tels que les bétons recyclés ou le sable récupéré par filière de recyclage; que ces matériaux sont loin de présenter les qualités techniques requises pour remplacer le sable dans toutes ses applications;

Considérant qu'en l'absence de produits de substitution, l'alternative serait l'importation en provenance notamment des Pays-Bas et d'Allemagne avec un supplément de coûts et une hausse corollaire des prix de la construction, et de charroi, l'augmentation des émissions atmosphériques liées au transport, la perte d'emplois directs et indirects (transports, centrales à béton, sous-traitants,...);

Considérant que la consommation nationale de sable est de l'ordre de 20 millions de tonnes par an dont une quantité de l'ordre de 7 à 8 millions de tonnes par an extraites en Belgique; que le sable extrait en Brabant wallon représente 1,5 à 2 millions de tonnes et est consommé à plus de 80 % en Région wallonne;

Considérant que les gisements sont des ressources non extensibles et non déplaçables; que le choix d'un site dépend de critères objectifs tels que les caractéristiques du gisement (en termes de qualité et de quantité, lesquelles peuvent être déterminées par la carte géologique, par forages, ...), l'exploitabilité du gisement (l'ampleur des réserves, la prédictibilité lithologique, l'exploitation rationnelle de la nappe,...);

Que le lieu d'exploitation s'impose donc aux exploitants puisqu'il est interdépendant de la localisation du gisement;

Considérant que l'expérience du demandeur, déjà installé sur le site voisin, constitue une garantie de valorisation optimale des ressources (RNT, p. 39);

Considérant qu'en termes d'emploi, l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction permettrait le maintien de 65 emplois directs; que cela implique qu'en cas de non inscription d'une nouvelle zone d'extraction, 65 emplois directs et même plus tel qu'indiqué ci-dessous, seraient perdus (EIP, Phase I, p. 34); que cela est confirmé par la note d'analyse de la DGO4 (§ 6, p. 1); que suivant cette note d'analyse, « le développement de l'activité sablière à Chaumont-Gistoux et à Walhain permet, dès lors, de contribuer au maintien du potentiel productif en un matériau servant d'intrant dans un secteur économiquement important en Wallonie »; que l'auteur de l'étude d'incidences en déduit que « l'activité des sablières génère des emplois en aval d'un processus de production global et intégré et que le maintien de la production de sable est un facteur de sauvegarde notamment du caractère intégré de ce processus, mais aussi des emplois concernés » (EIP, Phase I, p. 34); que depuis l'introduction du dossier de demande de révision du plan de secteur, le nombre d'emploi a augmenté, passant de 65 à 98 emplois, dont 76 emplois locaux (EIP, Phase I, p. 34);

Considérant enfin que les impôts, précomptes, taxes directes et indirectes générés par l'activité de la carrière profiteront aux communes, aux provinces et à la Région; que ces ressources fiscales comprennent :

- la fiscalité des emplois directs,
- la taxe sur la valeur ajoutée,
- l'impôt des sociétés,
- les taxes, redevances et précomptes divers;

Que dans son avis du 29 mars 2010, le Collège communal de Walhain confirme qu'il ne remet pas en cause le bien-fondé économique de l'extension de la sablière (p. 3);

Considérant que le Gouvernement estime en conséquence que l'équilibre auquel la Région doit tendre en exécution de l'article 1^{er} du CWATUPE implique que la présente révision du plan de secteur soit adoptée;

Considérant qu'il est inexact de soutenir que la présente révision serait d'intérêt purement privé; qu'il s'agit de permettre la poursuite de l'exploitation d'un matériau servant d'intrant important dans l'économie wallonne; que même s'il est vrai que cette exploitation est matériellement réalisée par un exploitant privé, il n'en demeure pas moins que la situation actuelle de quasi pénurie de sable provoque un déséquilibre qui se traduit notamment par une flambée du prix du sable, situation que la Wallonie ne peut tolérer plus longtemps;

Considérant, en tout état de cause, que, dans la mesure des possibilités (article 22 à 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances) le Gouvernement entend que le site soit réaffecté à l'agriculture après exploitation, à l'exception des zones que l'étude d'incidences suggère d'inscrire en zone naturelle;

Considérant que l'opportunité de limiter le rythme d'exploitation devra être étudié à l'occasion de l'évaluation des incidences de la demande de permis portant sur l'exploitation du gisement concerné;

Considérant, pour le surplus, que certaines observations émises ne sont pas en lien avec les objectifs poursuivis par la législation relative à l'aménagement du territoire et l'urbanisme; que certaines réclamations ne sont en effet pas fondées sur des considérations d'ordre planologique ou technique (C.E., n° 20.579, du 24 septembre 1980, Pilaete; n° 24.666, du 21 septembre 1984, Kumps);

2. Alternatives

Considérant que plusieurs réclamations portent sur les possibilités d'alternatives; que les observations portent tant sur des alternatives de localisation que sur des alternatives de délimitation;

2.1. Alternatives de localisation

Considérant qu'en ce qui concerne les alternatives de localisation, des riverains indiquent qu'il existerait des alternatives aux incidences moins sévères;

Considérant que des riverains suggèrent l'étude d'une alternative d'extension beaucoup plus compacte côté sud-est (avantages point de vue mobilité, facilement fiable à la RN243 et RN243a, aucune interruption de chemin de campagne, moins coûteuse, assure un meilleur équilibre);

Considérant que quelques réclamants se demandent pourquoi sacrifier ces 110 ha là alors qu'en reculant vers l'est il y aurait 1 300 ha exploitables avec moins de nuisances;

Considérant que les riverains font observer qu'il ne faut pas se laisser influencer par les parcelles dont l'exploitant est déjà propriétaire;

Considérant que des réclamants préconisent l'arrêt de l'urbanisation/industrialisation le long de la chaussée de Huy;

Considérant que des réclamations indiquent au contraire que cette zone constitue une zone d'extraction facilement exploitable;

Considérant qu'en ce qui concerne les alternatives de localisation, comme indiqué dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur, l'étude d'incidences sur l'environnement a validé la localisation de l'avant-projet de révision du plan de secteur par l'opportunité que représente l'inscription d'une zone d'extraction en extension d'une zone d'extraction existante; que toutefois, la superficie et le périmètre ont été adaptés et plus finement définis en fonction notamment des données géologiques et hydrogéologiques, de la nécessité d'optimiser l'exploitation du gisement sans porter atteinte à l'intégrité de la zone Natura 2000 voisine et d'assurer une optimisation et une cohérence du zonage au regard de la situation de fait;

Considérant que le choix de la localisation vers le sud présente l'avantage de permettre une exploitation allant du nord vers le sud et puis le sud-ouest, c'est-à-dire s'éloignant progressivement des zones habitées;

Considérant que la mise en œuvre du projet permettra le déplacement des installations sises actuellement au centre de Chaumont-Gistoux vers le site objet de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que cette localisation permettra à terme d'éviter que le charroi en provenance de la carrière et des installations voisines ne transite par la chaussée de Huy (N243);

Considérant qu'ainsi, cette exploitation aura moins d'incidences sur l'urbanisation ou non de la chaussée de Huy;

Considérant qu'il y a lieu de préciser que ce n'est pas la maîtrise foncière ou non de l'exploitant sur les terrains concernés qui a guidé le Gouvernement wallon dans sa décision; que du reste l'étude d'incidences souligne que le candidat exploitant n'est pas propriétaire de la totalité de la zone; que, d'ailleurs, pour cette raison, le décret sur les carrières prévoit, si nécessaire, la possibilité d'exproprier pour permettre l'extraction d'un gisement; qu'il est donc établi que le fait que le candidat exploitant soit propriétaire n'influe pas sur le choix de localisation fait par le Gouvernement wallon;

Considérant en outre, que, comme souligné par l'auteur de l'étude d'incidences, le périmètre de la demande s'inscrit dans le périmètre de la zone exploitable des sables bruxelliens défini par l'étude du professeur Poty en 1995 (à l'ouest) (EIP, Phase I, p. 32);

Que l'extension de la zone d'extraction existante assure une gestion et une utilisation parcimonieuse des ressources du sous-sol; que cela permet en outre de ne pas hypothéquer l'exploitation du gisement situé plus à l'est;

2.2. Alternatives de délimitation

Considérant que certains riverains sollicitent la préservation de la rue Bois Matelle et des terres avoisinantes en zone naturelle, agricole ou d'habitat; que plusieurs riverains sont opposés à l'exploitation entière du Champ du Bois Matelle (zones identifiées 1c et 1b par l'étude d'incidences); que ces riverains veulent que le site s'éloigne le plus possible du Bois Matelle et du vallon du Ri des Papeteries;

Considérant que certains réclamants sont opposés à l'exploitation de la zone 1C (nuisances de bruit); que suivant ceux-ci, cette zone doit rester une zone agricole et une zone tampon;

Considérant que, selon certains riverains, certaines parcelles en zone d'extraction devraient être inscrites en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural plutôt qu'en zone agricole (parcelles situées à Chaumont-Gistoux, rue Bois Matelle et cadastrées Division 1, Section E, parties 237M et 260G); que d'autres sont opposés à l'inscription de nouvelles zones d'habitat;

Considérant que des réclamants indiquent qu'une zone d'habitat serait inscrite au-dessus d'une ancienne décharge (Al Brûl) (« toilettage du plan de secteur »);

Considérant que plusieurs riverains exigent qu'une zone tampon pour la ZACC du côté nord de la zone soit prévue;

Considérant que certains réclamants proposent que le truck-wash actuel soit mis en ZACC ou zone d'intérêt collectif;

Considérant que le Collège communal de Chaumont-Gistoux a émis un avis en date du 29 mars 2010 suivant lequel il souligne la délimitation peu claire du périmètre concerné, laquelle varierait selon les documents présentés et les interlocuteurs;

Que selon lui, l'extension de la zone d'extraction sur la zone 1c rapprochera indûment l'exploitation des habitations proches du Pas de Chien et de la rue des Papeteries;

Considérant l'étude d'incidences a analysé plusieurs variantes de délimitation du périmètre de l'avant-projet;

Que celles-ci ont été définies en application des dispositions de l'article 1^{er} du CWATUPE et, notamment, sur la base des principes suivants :

- optimisation de l'exploitabilité du gisement sans porter atteinte à l'intégrité de la zone Natura 2000 présente en aval hydrogéologique de l'avant-projet;

- économie, optimisation et cohérence du zonage au regard de la situation de fait (EIP, Phase II, p. 91);

Considérant que sur cette base, les modifications principales suivantes au périmètre proposé initialement ont été suggérées par l'auteur de l'étude :

- établissement d'un zonage permettant le développement de limites d'excavation assurant une mise en œuvre aisée de l'exploitation avec sauvegarde du site Natura 2000 voisin;

- réduction de surface dans la partie sud-ouest du projet dont l'exploitabilité est, à l'estime de l'auteur de l'étude d'incidences, non rentable et qui est exposée aux vues longues;

- ajout de surface dans la partie ouest et nord-ouest du projet pour lesquelles l'épaisseur exploitable est très rentable;

- retrait de zones déjà exploitées et réhabilitées ou en voie de réhabilitation;

- ajout de surfaces utilisées de fait par les dépendances de carrière (EIP, Phase II, p. 92);

Que l'auteur propose en conséquence les variantes 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b et 2c;

Considérant que dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur, le Gouvernement a précisé que « les modifications suivantes ont été apportées au périmètre de l'avant-projet :

- °retrait d'une superficie de zone d'extraction au sud-sud-ouest du périmètre : la limite sud-ouest du périmètre est déplacée d'environ 400 mètres vers le nord-est » (ndlr : 1a);

- °extension du périmètre de zone d'extraction vers l'ouest : la limite ouest du périmètre est déplacée vers l'ouest et s'articule avec la limite de la zone Natura 2000 en respectant la limite de prévention de la vallée du Ruisseau des Papeteries; (ndlr : 1b)

- °extension du périmètre de zone d'extraction vers le nord-ouest en incluant des terrains situés entre la zone forestière et le chemin agricole situé à l'ouest du site « Al Brûle », à la limite sud du site du « Pas de Chien »; (ndlr : 1c)
- °inscription en zone naturelle des terrains résiduaux situés à l'ouest de ces deux extensions de zone d'extraction, actuellement affectés en zone agricole; = ouest des zones 1b et 1c
- °retrait d'une superficie de zone d'extraction au nord-est du périmètre, la limite étant déplacée vers l'ouest d'environ 100 à 200 mètres selon les endroits et matérialisée par le chemin agricole de Tourinnes à Gistoux; (ndlr : 1d)
- °extension du périmètre de la zone d'extraction vers l'est, la limite étant déplacée d'environ 200 mètres vers l'est au sud du chemin de Mettementbrule; (ndlr : 1e)

Considérant que [...], les modifications suivantes ont également été apportées à la zone d'extraction existante :

- retrait d'une superficie de zone d'extraction existante au plan de secteur à l'ouest du site « Al Brûle »; (ndlr : 2a)
- retrait d'une petite zone d'extraction résiduaire à l'extrême nord de la zone d'extraction existante au plan de secteur le long de la rue du Bois Matelle; (ndlr : 2b)
- inscription d'une zone d'extraction sur les terrains situés entre les deux zones d'extraction du plan de secteur actuel »; (ndlr : 2c)

Que dans ce même arrêté, il est précisé que « l'étude d'incidences propose comme variante de délimitation, un recalage sur le fond de plan IGN actuel du chemin d'accès à la sablière depuis la N243, inscrit en zone d'extraction; qu'en conséquence, le périmètre de ce chemin inscrit actuellement en zone d'extraction au plan de secteur est désormais affecté en zone d'habitat, l'assiette effective de ce chemin d'accès, actuellement en zone d'habitat, est désormais inscrite en zone d'extraction; que cette modification de 11 ares fera correspondre la situation de droit à la situation de fait »; que l'auteur de l'étude indique que cela permet de faire correspondre la situation de droit à la situation de fait (EIP/EP, Phase II, p. 146);

Considérant qu'il s'agit là en réalité d'un « toilettage » du plan de secteur; qu'il s'agit de la seule zone d'habitat que prévoyait l'arrêté adoptant provisoirement le plan de secteur; qu'il y a lieu de la maintenir;

Considérant que le Gouvernement estime la variante 1a justifiée en ce que cette partie du gisement n'est pas optimale, en ce que cette variante améliore l'impact paysager (il s'agit de la partie la plus exposée aux vues longues car situé en dehors des lignes de crête périphériques; en ce que cette variante aura un impact positif pour la récupération de superficie agricole pour l'exploitant identifié par l'étude d'incidences sous le n° 11 (EIP, Phase II, p. 85);

Que le Gouvernement estime également les variantes 1b et 1c justifiées en raison de ce que ces terrains sont géologiquement intéressants, en ce que leur réaménagement en zone naturelle permettra de réduire l'impact de l'agriculture sur la zone Natura 2000 et en ce que, quoiqu'elles se marquent par une avancée du front d'exploitation vers le site Natura 2000, ces variantes ne généreront pas d'incidences notables sur le site Natura 2000 si la côte plancher de la future exploitation en altitude est bien respectées; qu'en effet un périmètre de prévention a été étudié par l'auteur de l'étude d'incidences autour du bois inscrit en zone Natura 2000;

Que le Gouvernement estime en outre que la variante 1d est justifiée en ce que ces terrains ont déjà été exploités et remblayés et que cette variante permet d'assurer directement leur reconversion vers l'agriculture; qu'il n'est pas nécessaire de multiplier les opportunités d'installation des dépendances de la sablière;

Que le Gouvernement estime en outre que la variante 1e est justifiée en ce que ces terrains déjà exploités peuvent permettre le déménagement à cet endroit des installations de l'exploitant sises chaussée de Huy; que cela permettra d'éviter le trafic induit de ces installations sur la N243; que ces terrains permettent d'assurer une bonne gestion de l'exploitations tout en permettant un accès aisé au nouvel itinéraire envisagé pour le charroi; que cela est en outre cohérent avec la variante 2c et permet de former un vaste périmètre pour les dépendances de la sablière;

Qu'en effet, le Gouvernement estime la variante 2c fondée en ce que ces terrains ont été exploités et remblayés (à l'exception de la sablière RAMAN) et ont été largement investis par des sociétés pouvant être considérées comme dépendances de la carrière; que le zonage actuel (zone agricole) n'est pas compatible avec les activités effectivement développées; que l'inscription en zone d'extraction de ces terrains renforce la cohérence entre la situation de droit et la situation de fait;

Qu'après analyse, le Gouvernement estime que la variante 2b est justifiée; que la parcelle située rue Bois Matelle et cadastrée Division 1, Section E, 260G est couverte par un permis de bâtir et est bâtie; que dans l'hypothèse où des actes et travaux soumis à permis devraient être réalisés sur la parcelle, ceux-ci pourraient se faire par le biais des dispositions relatives aux dérogations au plan de secteur que contient le CWATUPE;

Que la parcelle cadastrée Division 1, Section E, partie 237M étant une partie de la variante 2a est affectée à l'exploitation d'une pépinière dont le propriétaire a l'intention de construire un hangar en vue d'abriter les engins de génie civil nécessaires à cette activité; qu'il ne peut être envisagé à ce stade de modifier un plan de secteur sur la base de la seule annonce d'une intention de projet; que ceci excède les limites de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que pour le surplus, le Gouvernement entend confirmer les options prises dans ses arrêtés précités et est favorable à l'adoption des autres variantes de délimitation proposées par l'auteur de l'étude d'incidences;

Que, pour le surplus, la présente révision ne porte pas sur les parcelles où est implanté le truck-wash; que cette dépendance de carrière sera amenée à déménager;

3. Politique du fait accompli (exploitation actuelle sans autorisation)

Considérant que plusieurs réclamants critiquent la politique du fait accompli;

Considérant que les réclamants considèrent que l'autorisation risque de récompenser et d'encourager la politique du fait accompli; que, d'après eux, rien ne garantit que cette fois-ci l'exploitant tiendra ses engagements;

Que les réclamants mettent en exergue la nécessité d'un plan contraignant de la commune;

Considérant que les réclamants soulignent également la nécessité d'une compensation financière pour la régularisation; qu'ils estiment qu'il faut de lourdes amendes pour les infractions avant de régulariser;

Considérant que les réclamants voient la création d'un dangereux précédent;

Considérant que certains réclamants se demandent pourquoi laisse-t-on faire aujourd'hui alors que la surface d'exploitation est dépassée et qu'il n'y a pas de permis d'exploiter; que, selon eux, il faut régulariser;

Que plusieurs riverains craignent l'amnistie des infractions dénoncées; qu'ils redoutent une régularisation sans sanction;

Considérant que plusieurs réclamations indiquent que puisque l'exploitation actuelle se fait sans permis, il serait faux de dire que le projet s'inscrit dans la continuité d'une zone d'extraction existante;

Que, selon certaines réclamations, il ne sert à rien de réviser le plan de secteur;

Considérant que dans son avis du 29 mars 2010, la commune de Chaumont-Gistoux rappelle que l'exploitation n'est toujours pas entièrement couverte par un permis; que le Collège demande que la politique du fait accompli cesse, autrement dit que la situation soit régularisée; que l'exploitation de la zone concernée par la modification du plan de secteur ne pourrait en tout cas pas débiter sans qu'il y ait eu régularisation en bonne et due forme;

Considérant que la CCATM a émis un avis suivant lequel elle considère que les infractions doivent faire l'objet d'une régularisation; que la demande de modification du plan de secteur occulte un ensemble d'irrégularités; qu'il est souhaitable que ces irrégularités fassent l'objet d'une régularisation préalablement à la modification de celui-ci;

Considérant que dans son avis du 17 février 2010 déposé dans le cadre de l'enquête publique, la commune de Walhain indique que les zones d'extraction 1e, 2a, 2b, 2c, 3c, et 3b telles que visées par l'étude d'incidences sont déjà exploitées illégalement à usage de carrières; que la commune s'interroge dès lors quant à l'impact de l'exploitation illégale déjà existante sur la décision d'inscrire les zones précitées en zone d'extraction; que cette décision apparaîtrait manifestement avoir été infléchie par le poids du fait accompli; que tout indiquerait que les zones choisies pour la nouvelle zone d'extraction ont été déterminées pour correspondre à des zones déjà exploitées illégalement; que d'autre part la commune s'interroge quant à la légalité du procédé consistant à réviser le plan de secteur pour régulariser une exploitation illégale déjà existante;

Considérant que l'exploitant dispose de permis d'extraction pour une superficie totale de 30 ha et a extrait du sable sans autorisation sur une douzaine d'hectares (EIP, Phase I, p14);

Considérant tout d'abord que la révision du plan de secteur n'a pas pour objectif de régulariser les exploitations qui se déroulent en infraction; que l'intérêt public du projet a été démontré et justifie pleinement la présente révision; que le poids du fait accompli n'a pas infléchi la décision du Gouvernement wallon;

Considérant que la révision du plan de secteur et la sanction des infractions sont deux procédures différentes et autonomes; qu'il n'appartient pas au Gouvernement, dans le cadre de la présente révision du plan de secteur, de se prononcer sur les infractions dénoncées; que le Gouvernement constate simplement la nécessité de réviser le plan de secteur pour les motifs déjà énoncés, et ce, au-delà du fait qu'une exploitation se déroule actuellement sans permis;

Considérant que le projet s'inscrit bien dans le prolongement de zones d'extraction existantes en dépit d'une exploitation en infraction; qu'il s'agit bien de poursuivre l'exploitation d'un gisement et d'un front existants;

Considérant que la zone 3c n'est pas une zone exploitée illégalement mais correspond à un « toilettage » du plan de secteur tel que déjà exposé;

Considérant que, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur, les parcelles exploitées illégalement ne sont pas toutes inscrites en zone d'extraction; que le Gouvernement entend confirmer cette option;

Considérant que, pour des raisons de cohérence spatiale (une seule et même zone d'extraction plutôt qu'un mitage), d'utilisation parcimonieuse du sol et de réaménagement du site (afin de permettre un réaménagement – notamment paysager – cohérent de l'ensemble des zones extraites et à extraire, il convient de soumettre celles-ci à un régime juridique similaire) le Gouvernement estime cependant nécessaire de reprendre certaines parcelles exploitées illégalement au sein de la révision du plan de secteur;

Considérant que soutenir que l'exploitant de la future zone d'extraction pourrait ne pas tenir ses engagements constitue un procès d'intention; qu'il faut souligner que la présente révision du plan de secteur a été initiée en 2002 déjà;

Considérant qu'en termes de régularisation, le permis unique à délivrer devra comporter un volet portant sur les zones extraites sans permis pour, à tout le moins, garantir la remise en état de ces zones;

4. Hydrogéologie et hydrologie

Considérant que de nombreuses réclamations ont trait à l'hydrogéologie et à l'hydrologie;

Considérant que les réclamants font remarquer que l'eau est une denrée rare et qu'il y a un risque de pénurie d'eau; que certains riverains souhaitent que la qualité et la quantité d'eau soient garanties; que selon eux, l'eau est un intérêt public et un trésor de la commune; que certains veulent que soit minimisé l'impact sur les ressources en eau; que d'autres indiquent qu'il faut prendre en compte le principe de précaution, que parmi ces réclamants, certains souhaitent connaître les mesures de protection pour les eaux souterraines, pour la protection de la nappe, des cours d'eau et des sources;

Considérant que des réclamants rappellent l'existence d'un ruisseau à proximité du site visé;

Que quelques réclamants s'inquiètent du risque de pollution de la nappe et des ruisseaux (notamment aux hydrocarbures, la limite à 2m serait insuffisante), qu'ils mettent en exergue la fragilité et la menace de la nappe et des captages (risque augmenté par le déménagement des installations du centre);

Considérant que des réclamants se demandent si, au vu de sa proximité, le captage du Ry des Papeteries pourra se maintenir; que selon eux, il existe un risque d'assèchement des zones humides; qu'ils estiment que le Ry des Papeteries risque également d'être pollué; que les mesures prises ne seraient pas suffisantes;

Considérant que les réclamants veulent la garantie d'une zone de captage d'eau de grande qualité;

Considérant que quelques riverains font, au contraire, état de ce que seul le tiers monde est en pénurie d'eau et que le tarissement du Ry des Papeteries serait impossible;

Considérant que plusieurs réclamants craignent une pollution de la Rivière Le Train via les eaux de ruissellement de la plate-forme devant les garages;

Considérant que certains réclamants craignent aussi le risque de pollution du Nil, de ses rives et de la nappe si un échangeur est créé sur l'aire de repos de Nil;

Considérant que plusieurs riverains mettent en avant les problèmes d'inondations suite à l'écoulement des eaux de pluie et à l'augmentation des surfaces bétonnées;

Considérant que plusieurs réclamants se demandent s'il existe des études sur la pollution de la nappe phréatique ainsi que sur l'impact hydrogéologique de l'extraction et du remblaiement; qu'ils font état de ce qu'aucune étude géo-hydrologique n'aurait été réalisée;

Considérant que les riverains indiquent que les contrôles sur la qualité des eaux devraient être à charge de l'exploitant;

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux a émis un avis suivant lequel elle regrette qu'il n'y ait pas eu d'étude hydrologique et de consultation des sociétés des eaux concernées, relativement au tarissement des sources en amont et à la qualité des eaux;

Considérant que dans son avis du 29 mars 2010, le Collège de Chaumont-Gistoux indique que si le Brabant wallon bénéficie de « l'affleurissement » d'une couche géologique comportant du sable fin, cette couche géologique, dite « Bruxellien », doit bénéficier de toutes les protections utiles, eu égard à son rôle de vecteur d'eau potable, non seulement pour la Région wallonne mais également pour la Région flamande qui y puise une bonne part de ses approvisionnements;

Qu'il souligne qu'il n'a pas ses apaisements quant à l'impact de l'extension des sablières sur la nappe phréatique et sur la pérennité de ce qui constitue un véritable « or bleu » pour toute la région et bien au-delà; que cette inquiétude est d'ailleurs renforcée dans son chef par un courrier de la SWDE qui regrettait en 2005 « de n'avoir pas été avisée de l'avant-projet, ni de l'étude d'incidences, d'autant plus que la future zone d'extraction se situe en amont graduant du bassin en alimentation présumée des captages de la SWDE et de la VMW »; que nulle part dans le dossier ne figure l'avis déterminant de la SWDE; que la seule connaissance qu'en a le Gouvernement résulte de l'avis de la commune de Chaumont-Gistoux qui en cite certains extraits;

Considérant qu'en ce qui concerne la protection des nappes phréatiques, la commune de Chaumont-Gistoux indique que la Société wallonne des Eaux et la Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening ont été consultées par l'administration communale; qu'en date des 12 et 15 février 2010, ces sociétés ont rendu un avis négatif sur le projet d'extension des sablières en l'absence de toutes conditions adéquates garantissant la pérennité de leur ressource en eau,

tant sur le plan quantitatif que qualitatif; que ces sociétés précisent –selon ce que répercute l’avis de la commune de Chaumont-Gistoux- notamment : « La SWDE et la VMW exploitent depuis plus de 50 ans quatre prises d’eau en aval piézométrique de la zone d’extension des sablières : ces captages prélèvent en moyenne annuelle près de 3 000 000 m³ d’eau sur la nappe des sables du Bruxellien.

Cette ressource en eau revêt une importance stratégique majeure pour l’alimentation de Chaumont-Gistoux, et de plusieurs communes limitrophes ainsi aussi pour celle de l’adduction de Malines vers la Flandre, sans solution alternative en cas de défaillance.

Du point de vue hydrogéologique, l’impact du projet doit être envisagé tant sous l’aspect quantitatif que qualitatif.

Sur le volet quantitatif, l’étude d’incidences se limite à un état des lieux de la nappe en régime d’équilibre et minimise très fortement l’impact hydrodynamique possible d’une telle excavation dès lors que celle-ci devrait rester 2 m au-dessus du niveau piézométrique actuel.

Il appert que le modèle hydrogéologique réalisé par Géobel Conseil en 1995 et réactualisé en 2004 n’a pas fait l’objet de simulations de modifications piézométriques découlant d’une infiltration accrue et plus rapide liée à la découverte et à la diminution substantielle de l’épaisseur des sables. Même si les modifications du régime hydrodynamique devaient être a priori de faible amplitude et davantage liées au régime pluviométrique, il subsiste une incertitude quant à l’évolution piézométrique locale et son influence sur la direction et l’intensité des flux dans les zones d’alimentation des prises d’eau situées en aval.

Sur le volet qualitatif, l’étude met en évidence les risques de pollution de la nappe liés à l’entretien, la réparation et le ravitaillement des engins et installations durant la phase d’exploitation de la sablière. Ces risques de contamination par hydrocarbures (diesel, huiles) ou solvants, qu’ils soient ponctuels ou accidentels, ne sont pas négligeables compte tenu du caractère très superficiel de la nappe en fond de fosse d’exploitation. Toutes les dispositions à caractère préventif, en particulier celles de l’arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatives aux carrières et à leurs dépendances devront être appliquées et contrôlées. De plus, comme recommandé par l’auteur de l’étude d’incidences, un suivi piézométrique est requis.

En ce qui concerne les nitrates, l’aquifère des sables du Bruxellien est classé en Zone dite « vulnérable » : les teneurs en nitrates, en légère augmentation depuis les années 80, tendent à se stabiliser actuellement autour des 30-35 mg/l. En cas de réaménagement de la zone d’extraction en zone agricole, la sensibilité de la nappe à une pollution aux nitrates sera accrue du fait de la suppression du filtre naturel sableux sur 10 à 20 m d’épaisseur. Ce facteur ne contribue pas à un objectif d’amélioration de la qualité de la nappe.

Outre le risque de dégrader le potentiel en eau des captages SWDE et VMW, d’autres impacts possibles doivent aussi être mentionnés. Un faible abaissement structurel de la nappe peut en effet mettre en péril les zones humides liées à des conditions hydrologiques locales relativement stables. Inversement, une remontée permanente de la nappe et par suite de la frange de capillarité peut avoir des conséquences fâcheuses sur les bâtiments situés à proximité des exutoires de la nappe : humidité ascensionnelle ou caves inondées.

La masse d’eau intégrant la nappe aquifère, la zone vadose et les eaux de surface doivent être considérée comme un ensemble en équilibre dynamique. L’excavation du massif filtrant naturel non saturé perturbera inévitablement le régime d’alimentation de la nappe sous-jacente ainsi que la piézométrie locale régissant le débit des sources et des ruisseaux tributaires situés en bordure de l’interfluve sableux exploité.

Au contraire d’une gestion durable de la nappe, respectueuse de cet équilibre, l’extraction de la roche est une activité destructrice, temporaire et non réversible. A ce titre l’exploitation de la ressource en eau et de la roche sont difficilement conciliables»;

Considérant que suivant la commune de Chaumont-Gistoux, ces avis manifestent le caractère non adéquat de l’évaluation des incidences effectuée et le risque quantitatif et qualitatif sur une ressource aquifère indispensable; que selon le Collège, la condition de la nécessaire protection de la nappe phréatique est un préalable au projet d’extension et n’est pas remplie en l’espèce;

Considérant que suivant la commune de Chaumont-Gistoux, la limite de profondeur d’exploitation à 2 mètres au-dessus de la nappe phréatique lui paraît insuffisante pour éviter les risques de pollution de celle-ci et par conséquent de pollution du Ry des Papeteries; que cette hauteur de sable de protection au-dessus de la nappe devrait être plus élevée et ce, en tout cas dans les environs de la zone Natura 2000;

Considérant que, dans son avis du 17 février 2010 déposé dans le cadre de l’enquête publique, la commune de Walhain indique que le projet est contradictoire avec la vision locale de développement territorial, notamment en ce que, dans son projet de schéma de structure, la commune a comme objectif le développement, la protection et la valorisation des ressources, des richesses, et du patrimoine local;

Considérant que la commune de Walhain indique qu’un des objectifs à part entière du projet de schéma de structure est la protection des ressources qui passe notamment par la gestion de manière durable du cycle de l’eau; que deux mesures concrètes ont d’ailleurs été élaborées dans ce sens : la poursuite de l’assainissement des eaux et la sensibilisation du monde agricole à la protection des ressources en eau;

Qu’elle souligne également que l’étude d’incidences mentionne le risque d’augmentation du débit des cours d’eau; que ce phénomène induit un risque d’augmentation des inondations sur un territoire déjà fortement concerné par cette problématique; qu’en outre, l’augmentation des surfaces imperméabilisées induite par l’échangeur et les nouvelles voiries va accroître le risque d’inondation; que le projet de schéma de structure insistait également sur cette problématique dans son option n° 2.4 intitulée « protéger la population contre les risques naturels et technologiques »; qu’une mesure spécifique (AC-08 « lutter contre les risques d’inondation ») a d’ailleurs mis en exergue les différents secteurs concernés par ce problème et a donné des pistes d’actions à entreprendre pour lutter contre les risques d’inondation; que la commune estime ainsi que l’étude d’incidences ne semble pas avoir conscience du problème des inondations préexistant à Walhain;

Considérant tout d’abord que les réclamations relatives à l’hydrogéologie et l’hydrologie portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l’activité d’extraction; qu’il s’agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l’inscription d’une nouvelle zone d’extraction; que toute question relative à l’hydrogéologie et à l’hydrologie trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l’évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que le Gouvernement insiste pour que, lors de l’évaluation des incidences à laquelle il sera procédé à l’occasion de la demande de permis unique portant sur l’extraction, une attention particulière soit accordée à l’hydrologie et à l’hydrogéologie;

Considérant que comme déjà dit, tant la SWDE que la VMW ont été sollicitées par l’auteur de l’étude d’incidences mais non pas jugé utile de réserver suite à cette demande (EIP, Phase II, p. 63; que ce n’est que sollicitées par la commune de Chaumont-Gistoux à l’occasion de l’enquête publique qu’elles ont réagi;

Considérant que des mesures générales susceptibles d’atténuer les incidences potentielles d’une activité extractive sur l’environnement sont fixées par l’Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances (MB du 6 octobre 2003), ainsi que par le document annexe « guide de bonne pratique destiné à la mise en œuvre de l’article 25 de l’arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances »;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 adoptant l'avant-projet de révision partielle du plan de secteur faisait état de ce que : « Considérant que l'activité extractive ne devrait pas atteindre la nappe phréatique des sables bruxelliens; que, par conséquent, aucun rabattement de celle-ci ne devrait être craint »;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu dit « Les Turluttès » faisait mention de ce que :

« Considérant que les captages présents dans un rayon de 3 000 mètres par rapport aux quatre points extrêmes de la zone d'extraction du projet ont été répertoriés; qu'aucun d'entre eux n'est situé à proximité immédiate de la zone d'extraction envisagée;

Considérant que l'exploitation de sable s'arrêtera 2 mètres au-dessus de la nappe phréatique; qu'aucun pompage d'eau d'exhaure n'est dès lors nécessaire; qu'aucun rabattement de la nappe n'est à craindre; que l'exploitation envisagée n'aura aucune influence sur le niveau piézométrique »;

Considérant que par ce même arrêté, le Gouvernement a opté pour les variantes de délimitation proposées par l'auteur de l'étude d'incidences; que ce dernier a indiqué que les variantes 1b et 1c (ajout de surface dans la partie ouest et nord-ouest du projet) marquent une avancée du front d'exploitation vers la zone Natura 2000; que cette avancée a été étudiée de manière à ne pas franchir un périmètre de prévention défini autour du bois inscrit en zone Natura 2000 (EIP, Phase II, p. 94);

Considérant que la zone d'extraction concernée se situe dans le bassin hydrographique de la Dyle et du Train; que l'hydrologie plus proche est régie par la présence du ruisseau des Papeteries et du Ry du Pré Delcourt, affluents du Train; que la vallée du Train est reprise dans le réseau Natura 2000 sous le numéro de site BE310007 (EIP, Phase II, p. 5);

Considérant que vu la proximité de la source du ruisseau des Papeteries et vu que la zone d'extraction ici concernée est quasi entièrement comprise dans son sous-bassin, l'auteur de l'étude indique que c'est ce ruisseau et sa vallée qui régissent l'ensemble des écoulements superficiels concernés par la zone d'extraction; que trois thalwegs (vallons secs), connectés à la vallée de ce ruisseau influencent le ruissellement local (EIP, Phase II, p. 5 et 55);

Que des captages sont situés à environ 1 300 et 1 600 mètres du périmètre du projet; que ceux-ci sollicitent l'aquifère des sables de la Formation de Bruxelles; que la nappe alimente le Ry du Pré Delcourt vers le Nord; que plusieurs captages sont implantés le long de ce ruisseau; que la nappe alimente le ruisseau des Papeteries vers l'ouest; que celui-ci est également alimenté par quelques sources (EIP, Phase II, p. 56);

Que l'auteur a étudié, d'une part, les risques de remontée locale de la nappe, les risques de rabattement local de la nappe, les risques de contamination de l'eau souterraine et les risques d'influence sur les captages (E.I.E, Phase II, p. 62-63), et, d'autre part, les risques d'augmentation du débit des cours d'eau, l'apparition/disparition de zones humides, les risques de pollution des eaux de surface (EIP, Phase II, p. 64), et ce, tant pendant la phase d'extraction que pendant la phase de réaménagement; que l'examen de l'auteur a également porté sur les risques de contamination de l'eau souterraine, les risques d'impact sur la qualité de l'eau des captages et les risques d'impact sur la mobilisation des ressources en eau potable (EIP, Phase II, p. 65);

Qu'il en conclut que l'impact de l'exploitation sur l'allure générale de la nappe est faible; que seules les variations des précipitations annuelles influencent de manière importante cette allure; que lors de fortes pluies, l'effet de la découverte sera un allongement du temps de retour à la normale par rapport à la situation actuelle; que l'impact réel de la découverte sur les zones humides présentes en aval du projet est insignifiant et non mesurable à l'échelle d'une année; que le site du projet étant en arrière du périmètre de prévention déterminé autour de la source et du cours du ruisseau des Papeteries, toute pollution accidentelle ou ponctuelle pourrait être récupérée via un système de pompage ou par excavation bien avant que le produit ne menace la source du ruisseau (EIP, Phase II, p. 63-64);

Considérant, en outre, que l'inscription du site du « Pas de Chien » en zone naturelle au titre de compensation planologique permet de sauvegarder et de protéger un versant qui alimente le ruisseau des Papeteries et le Train; que cela évite tout nouveau risque de pollution locale de la nappe aquifère et des captages publics situés en aval (EIP, Phase II, p. 137);

Que par ailleurs, l'établissement des dépendances à l'est de la zone permet d'augmenter les possibilités de récupération d'une éventuelle contamination;

Considérant que l'eau est une ressource renouvelable; que le projet n'a pas d'impact négatif sur cette ressource dans la mesure où l'extraction du sable se limite à la zone non saturée, sans entraîner aucun prélèvement d'eau souterraine; que pour rencontrer le principe de précaution concernant la protection de la qualité des eaux souterraines, et donc celles des sources et cours d'eau en aval, des mesures de prévention pourront en outre être imposées dans les conditions particulières lors de la délivrance du permis unique;

Considérant que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la Région Wallonne. Le cycle de l'eau est géré... dans le constant souci d'assurer... la pérennité de la ressource... » (article 1^{er}, § 1^{er} du Code de l'Eau, livre II du Code de l'Environnement); que l'autorité de bassin est l'autorité administrative qui a pour attribution la gestion de l'ensemble de chaque bassin hydrographique wallon (article 2, 4^e du code de l'eau);

Considérant par ailleurs que la qualité de l'eau de l'important aquifère local est amoindrie par les pratiques agricoles qui sont également une caractéristique locale; que le Gouvernement tente, néanmoins, d'en minimiser l'impact par des mesures législatives concernant, par exemple, la vulnérabilité de l'aquifère du Bruxellien (arrêté ministériel du 28/07/1994 et le programme de gestion durable de l'azote -PGDA- intégré dans le livre II du Code de l'Eau par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007); que dans le projet actuel, la surface soustraite à l'agriculture permettra donc d'améliorer quelque peu, bien que très localement et de ce point de vue, la qualité des eaux souterraines;

Considérant que l'extraction du sable n'est pas une activité polluante par définition dès lors qu'elle ne nécessite aucun procédé industriel physique ou chimique de transformation; que le risque de pollution de la nappe est lié uniquement à l'utilisation d'engins de génie civil pour lesquels des conditions de sécurité très strictes sont édictées; que quant au charroi entrant et sortant, il empruntera de larges tronçons de piste à revêtement hydrocarboné, ce qui limitera le risque d'incidents;

Considérant que sur le plan hydrogéologique, le projet ne se situe ni à l'amont piézométrique, ni dans la zone d'influence d'aucun captage en activité ou en projet; que le risque de perturbation du débit du Ry des Papeteries ou d'assèchement des zones humides est nul; qu'en effet, selon le périmètre proposé par l'auteur de l'étude d'incidences, le projet n'occupera que 31 % de la surface du bassin versant, en fin d'exploitation; que la modification partielle du régime hydrique de ce dernier, du fait de l'exploitation, se traduira par une augmentation de l'infiltration, corollairement à la diminution proportionnelle et concomitante du ruissellement; qu'ainsi, le débit du Ry des Papeteries s'en trouvera plus régulier tandis que seront diminués les effets destructeurs de l'environnement tels que l'érosion des terres agricoles, l'inondation des zones humides tout autant que les débordements du ruisseau en aval lors des pluies intenses lorsque le sol ne peut plus les absorber;

Considérant que la question relative à la crainte d'une pollution de la Rivière Le Train relève de l'égouttage du centre de Gistoux;

Considérant que le projet de zone d'extraction, telle que proposée dans l'étude d'incidences, n'a aucune influence sur le bassin du Nil car il est entièrement situé en dehors de ce dernier;

Considérant, en outre, que le Gouvernement décide de ne pas créer d'échangeur ni sur l'aire de repos de Nil, ni ailleurs;

Considérant que la surface qui serait bétonnée à la suite du projet sera extrêmement limitée; qu'en cela, le projet n'accentuera pas les problèmes d'inondation;

Considérant que le projet ne va nullement à l'encontre du projet de schéma de structure de la commune de Walhain; qu'en effet, il n'empêche pas la poursuite de l'assainissement des eaux, ni la sensibilisation du monde agricole à la protection des ressources en eau;

Considérant qu'étant donné qu'il n'y aura pas de pompage dans la nappe phréatique, le régime hydrogéologique restera inchangé; que l'auteur de l'étude d'incidences n'a pas réalisé lui-même d'étude hydrogéologique; qu'il lui revenait d'analyser les études exécutées par des bureaux d'études, au travers de consultation diverses auprès de spécialistes tant privés que publics; que c'est ce qui a été fait;

Considérant que le suivi de la qualité et de la quantité des eaux souterraines fera partie des conditions d'exploitations détaillées à édicter à la suite d'une nouvelle étude d'incidences préalable à l'octroi du permis unique;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences recommande d'établir les parkings et dépendances dans la partie est de la zone afin d'augmenter des possibilités de récupération d'une éventuelle contamination ponctuelle en hydrocarbures de la nappe aquifère due à l'activité de l'exploitation et limiter l'éparpillement des dépendances sur le site d'exploitation (EIP, Phase II, p. 105);

Qu'il recommande également :

- pour éviter un rabattement de la nappe, il est important de maintenir le niveau de l'exploitation du sable au-dessus du niveau de la nappe comme le projet le prévoit, par ailleurs. Cependant 2 m sont recommandés plutôt qu'1 m comme prévu par l'exploitant;

- établissement à l'avance d'un « plan de sécurité » présentant de manière claire l'ensemble des mesures à prendre en cas d'accident en fond de fosse et le type de matériel de récupération à utiliser;

- établissement du matériel d'exploitation autant que possible dans la partie est du site (amont hydrogéologique) afin d'augmenter les possibilités de récupération d'une éventuelle contamination ponctuelle en hydrocarbures de la nappe aquifère due à l'activité de l'exploitation;

- les véhicules seront régulièrement contrôlés sur l'aspect sécurité par rapport aux pertes ponctuelles d'hydrocarbures;

- une mesure complémentaire consiste à imposer aux véhicules à moteurs circulant sur le site - au moins ceux qui y sont en permanence, l'utilisation d'une huile biodégradable (EIP, Phase II, p. 105);

Que suivant l'auteur de l'étude, il est également recommandé de placer un piézomètre (P14) entre la source du ruisseau et le front d'exploitation le plus proche de celui-ci; que lors de l'exploitation de la première moitié de la zone, il est recommandé de contrôler les piézomètres P8 et P14; que lors de l'exploitation de la seconde moitié de la zone, il est recommandé de contrôler les piézomètres P8 et P11; qu'il indique qu'ainsi cette démarche permettrait de vérifier qu'aucune dispersion de contaminant n'a lieu dans l'eau souterraine et de réagir de manière adéquate en cas d'accident (EIP, Phase II, p. 111);

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT fait siennes les mesures préconisées par l'auteur de l'étude d'incidences qui visent la protection de la nappe phréatique;

Que l'auteur de l'étude indique que « Il ne subsistera aucun impact résiduel non réductible du sous-sol et des eaux souterraines hormis les risques de pollution accidentels de la nappe.

A condition de connaître les mesures à prendre en pareil cas et de surveiller régulièrement la qualité de l'eau, ce type de pollution sera aisément récupérable avant qu'une cible présente en aval ne soit atteinte » (EIP, Phase II, p. 112);

Considérant que le Gouvernement, sensible aux commentaires de l'étude d'incidences, insiste pour que ceux-ci soient examinés par l'étude d'incidences à réaliser au stade de la demande de permis et, le cas échéant, confirmés ou adaptés et pris en considération à l'occasion de la délivrance éventuelle du permis;

5. Topographie et paysages

Considérant que quelques réclamations portent sur la préservation des paysages;

Considérant que les réclamations soulèvent notamment le risque de destruction du paysage;

Considérant que selon certains réclamants, il faut planter des arbres pour faire un écran végétal afin d'isoler les riverains de la rue du bois Matelle de la vue sur la cimenterie Raman;

Considérant que d'autres réclamants soutiennent que la création de merlons de terre entraînerait une importante modification du relief du sol;

Considérant que certains riverains font mention du projet de 9 éoliennes; que pour quelques riverains, il est faux de dire que le projet d'éolienne est abandonné;

Considérant que plusieurs riverains estiment nécessaire d'imposer certaines conditions en termes paysager et écologique pour la fin de l'exploitation : de nouveaux chemins de liaison lente et des éléments arborés linéaires et ponctuels;

Considérant que des réclamants soulignent l'existence d'un périmètre d'intérêt paysager à proximité du site visé;

Considérant que dans son avis du 29 mars 2010, la commune de Chaumont-Gistoux indique que la zone concernée par le projet se situe sur le point de contact entre le plateau Hesbignon brabançon et les vallonnements brabançons; qu'il en résulte un paysage particulièrement intéressant, montrant une transition entre les paysages « d'openfield » de la Hesbaye et les paysages plus compartimentés du Brabant wallon central; que c'est précisément à cet endroit, symbolisé par le plateau Hesbignon qui s'enfonce dans le vallon du Ry des Papeteries, que l'extension de la sablière se ferait; que l'exploitation des zones 1c et 1b dans la proposition de l'auteur de l'étude d'incidences implique l'exploitation du champ du Bois Matelle, ce qui aurait pour effet que la sablière jouxterait directement le Bois Matelle et le vallon précité du Ry des Papeteries; que le principe de précaution requiert que pour des raisons paysagères notamment, l'on maintienne ces zones qui forment en outre une zone tampon par rapport à la sablière existante;

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives à la topographie et aux paysages portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que toute question relative à la topographie et aux paysages trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que le site s'inscrit dans un ensemble à relief légèrement vallonné; que le point culminant est situé à une altitude d'environ 150-155 mètres au sud-ouest; que les terrains présentent une légère pente continue vers le nord-est pour atteindre une altitude d'environ 140 mètres à l'extrémité nord du périmètre; que la zone exploitée au nord-est du périmètre forme une excavation profonde d'environ 30 mètres par rapport au terrain naturel (EIP, Phase II, p. 8);

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux n'appartient aux paysages des plateaux brabançons et hesbignons que dans la très faible portion sud de son territoire dont la zone du projet en bordure nord-ouest du plateau agricole de Perwez; que par ailleurs, le projet, en ce qu'il prévoit en même temps la reconversion de la zone du Pas-de-Chien en zone naturelle ne peut qu'améliorer la situation de ce point de vue;

Considérant que les caractéristiques locales principales du paysage sont (EIP, Phase II, p. 8) :

- paysage ouvert, à vocation agricole de cultures;
- présence d'un réseau routier développé;
- paysage ponctué çà et là de parcelles boisées témoignant de la présence de vallons au relief plus marqué;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 adoptant l'avant-projet de révision partielle du plan de secteur faisait état de ce que : « la zone d'habitat la plus proche - celle de Chaumont - est située à plus de 500 m du site et que l'extension projetée tend à s'en éloigner davantage; qu'une autre zone d'habitat - le village de Libersart - est située à plus de 700 m au Sud du périmètre sollicité »;

Considérant, en ce qui concerne les effets sur le paysage, que l'étude d'incidences sur l'environnement distingue les incidences dans la zone du projet et les incidences dans les zones voisines;

Que s'agissant des incidences dans la zone du projet, l'étude indique que l'exploitation se fera par phases et que « pour éviter l'ouverture d'excavations trop importantes, il convient de procéder aux réaménagements de reconversion des zones exploitées dès la mise en œuvre du périmètre de la zone d'extraction projetée » (EIP, Phase II, p. 65); que ceci signifie que le réaménagement des zones exploitées devrait se faire au fur et à mesure de l'entame de chaque nouvelle phase d'extraction du gisement;

Que s'agissant des incidences dans les zones voisines, elle indique qu'en raison de ce que le périmètre de l'avant-projet est entouré de lignes de crêtes ou d'espaces boisés à l'exception de la pointe sud-ouest qui déborde vers un autre bassin versant, l'excavation sera, pour les vues longues, confinée à l'intérieur d'une situation topographique favorable « sauf pour la partie sud-ouest du périmètre de l'avant-projet pour laquelle il y a un risque de perceptibilité depuis l'autoroute, notamment » (EIP, Phase II, p. 66);

Que l'étude indique aussi que la variante 1a (déplacement de la limite sud du périmètre d'environ 400 m vers le nord-est) permettrait d'améliorer l'impact paysager dès lors que « le périmètre exclu correspond à la partie la plus exposée aux vues longues de l'ensemble de la nouvelle zone d'extraction. Il est en effet situé en dehors des lignes de crête périphériques qui assurent une bonne intégration du projet dans le paysage » (EIP, Phase II, p. 92);

Qu'elle conclut, au titre « mesures à mettre en œuvre », que « Pour ce qui concerne les vues longues, l'excavation ne devrait pas générer d'impact, le périmètre proposé étant entouré de lignes de crêtes à une altitude de 155 mètres, sous réserve de retirer une partie du périmètre de l'avant-projet, répertoriée à la variante 1a dans le cadre de la présente EIP (étude d'incidences de plan). La superficie considérée s'inscrit en effet en dehors du périmètre des lignes de crête précitées (EIP, Phase II, p. 101);

Considérant que cette variante de délimitation a été retenue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 qui précise qu'une « grande partie du périmètre du projet est entouré de végétation (à l'ouest) ou de lignes de crête (sud-ouest) qui la placent à l'abri des vues éloignées; que seul l'extrême sud de la zone d'extraction projetée est située en dehors de cet enclos visuel;

Considérant que le projet s'inscrit à l'ouest d'une zone d'extraction déjà exploitée; que le paysage local est donc déjà marqué par la présence d'une sablière;

Considérant que la modification du relief du sol par l'excavation du périmètre de la zone d'extraction aura une incidence importante, pour les vues proches; qu'il appartiendra au permis unique de prévoir les phasages d'exploitation et les mesures de réaménagement requises pour les réduire;

Considérant que l'implantation de nouvelles dépendances nécessitera des mesures d'intégration paysagère; que celles-ci seront prises en compte par le permis unique; »;

Considérant que pour les vues courtes, l'auteur de l'étude d'incidences fait remarquer que « l'excavation sera perceptible depuis certains chemins proches ou jouxtant le périmètre de l'avant-projet » (EIP, Phase II, p. 66); qu'enfin, l'implantation de nouvelles dépendances « risque de générer des incidences paysagères notables et un éparpillement d'installations dans le paysage aux alentours de la sablière » (EIP, Phase II, p. 66);

Qu'au sujet de ces vues courtes, l'étude indique aussi au titre des mesures à mettre en œuvre en matière de paysage que l'étude d'incidences qui sera réalisée dans le cadre de la demande de permis étudiera les « modes d'intégration paysagère de l'exploitation [...] ». Si le choix se porte sur la dissimulation de l'excavation, un écran visuel peut être créé en périphérie soit par la création d'un merlon, soit par la création de plantations d'essences locales appropriées, soit par l'utilisation simultanée des deux procédés. Un merlon peu élevé pourrait s'inscrire avec plus d'harmonie dans le paysage ouvert de la partie sud. La clôture devrait de préférence être disposée à l'arrière de cet écran visuel, du côté de l'excavation » (EIP, Phase II, p. 101);

Considérant qu'en ce qui concerne l'efficacité de ces mesures, l'auteur de l'étude estime que « La création d'un écran visuel est susceptible de supprimer les vues sur le chantier d'exploitation depuis la périphérie pendant l'exploitation. Il convient toutefois de programmer les plantations assez tôt pour permettre une croissance suffisante des plantations au moment de la mise en exploitation de la sablière. Les essences doivent être judicieusement choisies pour empêcher le développement de plantes invasives » (EIP, Phase II, p. 112); que la modification du relief du sol pendant l'exploitation reste une incidence importante du projet; qu'il souligne enfin que « si les clôtures et dispositifs de sécurité périphériques restent en place au terme de l'exploitation il conviendra d'être attentif à la qualité visuelle de leur aspect fini dès la pose, en étant soucieux de leur intégration paysagère. D'un point de vue paysager ces dispositifs sont, en effet, rarement heureux » (EIP, Phase II, p. 113);

Considérant que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur a constaté que « l'excavation...aura une incidence importante pour les vues proches » et déjà indiqué « qu'il appartiendra au permis unique de prévoir les phasages de l'exploitation et les mesures de réaménagement requises pour les réduire »; qu'il n'est donc pas approprié d'anticiper, au stade de la révision du plan de secteur, sur ce point qui relève du permis destiné à exécuter cette révision de plan; que ceci étant dit, les éléments mis en exergue par l'étude d'incidences sur la révision du plan de secteur feront partie des données sur la base desquelles l'auteur de l'étude d'incidences à réaliser dans le cadre de la demande de permis unique, devra travailler;

Considérant que s'agissant des dépendances, l'auteur de l'étude d'incidences préconisait :

- d'inscrire les nouvelles dépendances dans la continuité planologique des dépendances existantes plutôt que de les éparpiller sur le site exploité. Elles doivent s'inscrire sur des terrains déjà exploités pour éviter l'immobilisation de terres à valeur agricole ou dont le sous-sol renferme encore des ressources non-exploitées;

- de choisir le lieu d'implantation des dépendances en fonction de la topographie locale (pas sur un sommet de ligne de crête). Les équipements devraient être implantés à l'intérieur de l'excavation de manière à les rendre imperceptibles depuis l'extérieur de la carrière (EIP, Phase II, pp. 106-107);

Que ceci sera étudié au stade de l'évaluation des incidences sur la demande de permis unique; que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur l'indiquait déjà en ces termes : « l'implantation des nouvelles dépendances nécessitera des mesures d'intégration paysagère; que celles-ci seront prises en compte par le permis unique »;

Considérant que s'agissant du réaménagement, l'étude d'incidences définit plusieurs destinations en équilibre avec les destinations périphériques existantes;

« Zone d'espaces verts ou zone naturelle.

Cette zone doit s'inscrire dans la continuité de la zone Natura 2000 située à l'ouest et au nord du périmètre. Une partie de la carrière pourrait, au terme de l'exploitation, constituer un élément favorable au développement de la biodiversité et générer des environnements paysagers fermés mais discrètement remarquables.

Il faut citer ici la nécessité de créer des milieux favorables au développement de la biodiversité. L'aspect paysager des zones d'espaces verts et des zones naturelles doit en effet être mis en perspective avec le traitement écologique réservé à ces zones

Zone agricole

Si les remblais ne sont pas réalisés avec soin, en fonction de la destination future à vocation agricole de culture, les terrains risquent de perdre leurs qualités naturelles actuelles convenant pour ce type de spéculation. Seule une spéculation sous forme de prairie pourrait alors y être menée. Cette forme d'exploitation aurait dans ce cas une incidence paysagère par une modification durable des paysages de culture actuels, avec l'apparition d'un aspect plus bocager » (EIP, Phase II, p. 66);

Que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur indiquait que la destination de la zone d'extraction après exploitation « sera la zone agricole à l'exception des terrains situés au nord-ouest du périmètre, contigus à Natura 2000 dont la destination sera la zone naturelle »; que le Gouvernement confirme sa position;

Considérant que l'exploitation Raman, qui n'est pas une cimenterie telle que le prétendent certains réclamants, est étrangère à la présente procédure de modification du plan de secteur; que les nuisances, notamment paysagères, éventuellement induites de cette exploitation, relèvent des conditions de son permis d'exploiter;

Considérant que la procédure de modification du plan de secteur n'est pas concernée par le projet Electrabel de 9 éoliennes, par ailleurs non déposé;

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT confirme que « le site est entouré de lignes de crêtes et que par conséquent les vues vers le projet seront fortement limitées sauf vers le sud. La suppression de la partie sud de la zone d'extraction prévue dans l'avant-projet permet de réduire les nuisances en la matière » et que « le projet d'éoliennes pouvant présenter des incompatibilités avec le présent projet est abandonné »;

Que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur souligne que « le projet d'éoliennes dans le périmètre ou à proximité de la future zone d'extraction n'est plus d'actualité », que l'étude d'incidences précédant cet arrêté indique qu'aucune suite n'a été réservée à la demande d'information formulée par l'auteur de l'étude auprès d'Electrabel-Sedilec, promoteur du projet (EIP, Phase II, p. 37 et 58); que l'auteur de l'étude d'incidences indique qu'il « n'a pas pu disposer d'informations très complètes en relation avec le dossier de demande de permis pour l'implantation d'éoliennes. » (EIP, Phase II, p. 173); qu'en tout état de cause, seules deux éoliennes du projet seraient situées à l'intérieur du périmètre; qu'il conviendra, le cas échéant, de les déplacer en dehors du périmètre de la future zone d'extraction;

Considérant que le permis unique pourra imposer des conditions en termes de composition paysagère; que, du reste, le réaménagement sera garanti par une sûreté imposée dans le cadre du permis; qu'en effet, selon l'arrêté du Gouvernement wallon s du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (article 78 et s.) ou l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et leurs dépendances (article 26 à 29), la garantie financière est réglée par une sûreté, à charge de l'exploitant, dont le montant est modulé en fonction de l'avancement des travaux d'extraction et de la réhabilitation des surfaces extraites;

Considérant que l'auteur de l'étude indique que l'aménagement paysager doit être décidé en concertation avec les personnes concernées (autorités régionales, administration communale, demandeur, chef de cantonnement de la Division Nature et Forêts, exploitants agricoles, riverains); que ce point devra être traité dans le cadre de l'étude d'incidences portant sur le permis unique;

6. Air et climat

Considérant que des riverains dénoncent la pollution de l'air;

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives à l'air et au climat portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que toute question relative à l'air et au climat trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que la présente révision du plan de secteur vise à la poursuite de l'activité actuelle; que l'activité future ne sera pas plus importante qu'aujourd'hui; que par ailleurs, l'extraction de sable n'est pas une industrie polluante sur le plan atmosphérique dès lors qu'elle n'implique aucune transformation du produit extrait;

Considérant que les émissions de CO₂ provenant des moteurs thermiques des engins de génie civil servant à l'extraction du sable, d'entraînement des cribles et du charroi de transport ne seront pas plus importantes que dans la situation actuelle;

Considérant, en outre, que l'extraction du sable ne produit que très peu de poussière en raison de l'humidité intrinsèque quasi constante du matériau;

Considérant enfin que d'après les relevés de l'ISSeP, à la station de mesure de Corroy-le-Grand, proche du projet, les valeurs se situent en dessous des normes; que cela témoigne de la bonne qualité de l'air dans la zone considérée malgré l'exploitation actuelle et la présence d'axes routiers importants (EIP, Phase II, p. 11-12-13);

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turlutttes » faisait mention de ce que :

« Considérant la bonne qualité de l'air à l'endroit du projet considéré pour les différents polluants examinés (SO₂, NO₂, PM10);

Considérant qu'en cette matière le principal effet est lié au risque de poussières notamment lié au charroi; que celui-ci ne devrait plus à l'avenir emprunter la chaussée de Huy »;

7. Faune, flore et biodiversité

Considérant que de nombreux réclamants ont exprimé leurs craintes quant à la faune, la flore et la biodiversité;

Considérant que des riverains voient le biotope menacé; qu'ils se demandent ce qu'il en est de l'équilibre biologique dans le périmètre et font part de sa fragilisation;

Considérant que plusieurs réclamants soulèvent que ce projet pourrait porter préjudice aux oiseaux migrateurs et aux espèces de faune et flore protégées;

Considérant que des réclamants sollicitent le maintien des parois sableuses aptes à héberger les hirondelles et autres espèces en raréfaction; que ces réclamants sollicitent également le maintien et le développement de surfaces sableuses peu couvertes de végétation (interdiction de déverser des matériaux);

Considérant que d'après les réclamants, il faut lutter contre le développement d'espèces invasives dans et aux abords de la zone d'extraction;

Considérant que d'après les réclamants, il faut éviter les semis de graines et favoriser la recolonisation naturelle;

Considérant que quelques riverains souhaitent que soient maintenues les zones humides qui apparaîtraient dans le fond de l'excavation;

Considérant que des riverains désirent que la plantation d'une haie sur les merlons ne puisse se faire qu'à partir d'essences indigènes locales adaptées;

Considérant que certains réclamants relèvent que le projet fragilise les équilibres biologiques des zones humides qui abritent une avifaune spécifique;

Considérant qu'au contraire, quelques riverains constatent que les 110ha de terres agricoles n'auraient pas de valeur particulière;

Considérant que pour certains réclamants, l'ouverture de fosses pourrait être une opportunité pour le développement de la nature;

Considérant que des réclamants félicitent la prise en compte de la conservation de la nature par l'inscription de nouvelles zones naturelles;

Considérant que dans son avis du 29 mars 2010, le Collège de Chaumont-Gistoux indique qu'il est de notoriété publique que la zone des sables « bruxelliens » est une zone écologiquement riche et fragile; qu'à ce stade de la procédure, la commune doit prendre ses responsabilités en matière de préservation des zones agricoles et des sites naturels face à des actions qui pourraient fragiliser les nappes phréatiques;

Considérant que, dans son avis du 17 février 2010 déposé dans le cadre de l'enquête publique, la commune de Walhain indique que le projet serait contradictoire avec la vision locale de développement territorial, notamment en ce que, dans son projet de schéma de structure, la commune a comme objectif de développement, la satisfaction des besoins matériels, sanitaires, sociaux et culturels de la population, notamment au travers de la préservation de la qualité du cadre de vie;

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives à la faune, à la flore et à la biodiversité portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que toute question relative à la faune, à la flore et à la biodiversité trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant qu'actuellement, hormis le nord-est du périmètre, qui est en contact avec une partie de la sablière en cours d'aménagement, la zone d'extraction projetée est entièrement en contact avec des terres de grandes cultures; que tout le sud du projet est complètement inscrit dans un paysage typique Hesbignon de grandes cultures (EIP, Phase II, p. 15);

Qu'au nord-ouest de la zone d'extraction projetée, prédomine un fragment d'un ancien grand massif forestier, aux contours très irréguliers et au relief marqué par le vallon creusé par le ruisseau des Papeteries; qu'à l'extrémité sud-est de ce massif, en tête de vallon, le bois est prolongé par une pâture intensive; qu'un peu au nord de la pâture, un bosquet planté d'essences feuillues est séparé du massif forestier par une terre agricole actuellement en jachère; qu'enfin, au bord du périmètre, une ancienne sablière (« Pas de Chien »), remblayée en grande partie, est en cours de réaménagement (EIP, Phase II, p. 15);

Considérant que sur la qualité biologique du site, l'étude d'incidences indique que :

« la zone d'extraction projetée est d'une très grande pauvreté biologique, très légèrement atténué par le fond humide dans la partie Hoslet en exploitation. La pessière a effectivement une capacité d'accueil de la faune sauvage par rapport aux champs environnants mais ce bénéfice est fortement contrebalancé par son usage comme refuge pour les faisans. En effet, ceux-ci exercent une action particulièrement nuisible sur l'herpétofaune et agissent en compétiteur pour des espèces comme la perdrix (Perdrix perdrix) qui n'a donc aucune chance de s'installer dans cette zone pourtant a priori favorable.

Par contre, le fragment de massif forestier à l'ouest du périmètre est d'un très grand intérêt biologique tant pour les habitats et les espèces qu'il contient, mais aussi pour son rôle de zone centrale dans le réseau écologique. Les sablières remblayées ou en cours de remblaiement ont perdu tout l'intérêt écologique qu'elles avaient en cours d'exploitation, néanmoins elles conservent une valeur supérieure aux grandes cultures environnantes. Une certaine réversibilité du processus est encore possible dans la carrière De Kock (Pas de Chien) qui n'est pas encore entièrement remblayée.

L'abondance des espèces exotiques invasives ou non, la faible quantité de bois mort et d'arbres suragés, la pression de la chasse et la nitratisation des lisières induisent un état de conservation plutôt défavorable de tous les habitats d'intérêt biologique et en particulier ceux d'intérêt communautaire. Le seul habitat d'une espèce d'intérêt communautaire qui peut être considéré en relativement bon état de conservation est le ruisseau de la Papeterie, habitat potentiel du chabot, qui est protégé d'une eutrophisation excessive par son bassin fortement boisé en tête des sources.

Les semis avec trèfle incarnat sont plus intéressants que ceux en pure graminée. Ils empêchent l'extension des plantes invasives mais réduisent néanmoins les capacités d'accueil des insectes sabulicoles. Le fond de la carrière Hoslet, au sud du chemin de Mettembrule, est actuellement la partie de sablière la plus nettement intéressante et aurait pu mériter le statut de SGIB lors de la fréquentation du faucon pèlerin. Mais cette partie est menacée par l'activité en CET (Centre d'Enfouissement Technique) et celle d'extraction qui s'y déroule. Le développement des plantes exotiques invasives pèse aussi très fort sur la biodiversité locale » (EIP, Phase II, pp. 17-18);

Considérant que le périmètre n'est couvert par aucun statut de protection prévu par la loi sur la conservation de la nature; que le massif forestier situé à l'ouest du périmètre, la pâture intensive liée au bois de la Papeterie, et la sablière de la Champ'taine sont repris en site Natura 2000 (EIP, Phase II, p. 56-57); que deux sites de grand intérêt biologique sont situés au nord de la zone d'extraction projetée (« Pas de Chien » et « Ry des Papeteries »); qu'à l'heure actuelle ces sites ne présentent pas encore d'intérêt réel mais constituent plutôt un potentiel (EIP, Phase II, p. 57);

Considérant que lors de l'analyse des effets du projet durant la phase d'extraction, l'auteur a indiqué que :

- Les surfaces disponibles à la faune et à la flore sauvages seront agrandies;
- La valeur écologique globale du site et des alentours sera augmentée et la biodiversité pourra être meilleure qu'aujourd'hui à condition que les dispositions du permis d'environnement prennent en compte et assurent un bon encadrement de la gestion des dépôts, du traitement du fond de fouille, des talus et des fronts d'exploitation;
- L'impact de l'explosion attendue des espèces végétales invasives thermophiles pourrait contrarier l'augmentation de la biodiversité;
- La faune des sablières s'habitue très rapidement au charroi normal sur le site (va-et-vient et bruit);

- La qualité des eaux de ruissellement et de la nappe phréatique sera meilleure en raison de la suppression de surfaces de culture intensives;
- Une exploitation trop profonde pourrait provoquer un rabattement de la nappe phréatique et le tarissement des sources
- Tout risque susceptible de provoquer une pollution doit être réduit, voire supprimé (EIP, Phase II, p. 70);

Que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur indiquait :

« Considérant que la zone d'extraction projetée est d'une très grande pauvreté biologique, que le périmètre de la zone d'extraction projetée n'est couvert par aucun statut de protection prévu par la loi sur la protection de la nature; qu'aux abords immédiats de ce périmètre, on relève cependant la présence de deux sites de grand intérêt biologique – le « Pas de Chien » et le « Ry des Papeteries »- et d'un site Natura 2000 (...);

Considérant que les dispositions du permis pourraient prendre en compte et assurer un bon encadrement de la gestion des dépôts, du traitement du plancher d'exploitation, des talus et des fronts d'exploitation et conduire à une augmentation de la valeur globale écologique du site et des alentours »;

Considérant que le Gouvernement confirme sa position;

Que l'ASBL Natagora confirme que l'ouverture de fosses d'extraction du sable dans un paysage de plateau Hesbignon dominé par une agriculture de type intensif, peut présenter de belles opportunités en ce qui concerne le développement de la nature, que ce soit durant la période d'exploitation des sablières, mais aussi en fin d'exploitation, lors de la réaffectation des terrains exploités;

Considérant qu'en effet le projet d'extraction renforcera substantiellement l'équilibre biologique existant; qu'ainsi, avec quelques mesures de précaution qui peuvent être imposées dans le permis, aucun impact négatif significatif n'est attendu sur la faune et la flore; qu'au contraire, l'espace nouvellement créé sera plus propice aux déplacements de la faune et est susceptible d'accueillir de nouvelles espèces protégées en particulier dans les groupes taxonomiques suivant : batraciens, reptiles, insectes, plantes vasculaires et oiseaux; que le projet permettra de restaurer les parois sableuses qui ont perdu leur attractivité (notamment dans le Pas-de-Chien) et offrira l'opportunité d'en créer de nouvelles;

Considérant que le risque d'invasion de la zone d'extraction par plusieurs espèces végétales invasives existe effectivement; que plusieurs mesures pourraient garantir, si ce n'est l'éradication totale, un niveau de présence tolérable par rapport aux risques biologique; que le permis pourra imposer de telles conditions;

Considérant que la procédure de modification du plan de secteur n'est pas concernée par les nuisances via l'éclairage de la zone de parcage des camions au centre de Gistoux;

Considérant que l'exploitation envisagée sera limitée en profondeur à une cote située à 2 m au-dessus de la cote de la nappe phréatique; que dès lors, aucune zone humide ne devrait apparaître au fond de l'exploitation;

8. Proximité du site Natura 2000

Considérant que quelques réclamations concernent la proximité du site Natura 2000;

Considérant que des réclamants soulignent l'existence d'un site Natura 2000 à proximité du site visé; qu'ils craignent une mise en péril de cette zone; qu'ils relèvent une absence de définition claire de l'impact sur la préservation des habitats et espèces;

Considérant que certains réclamants se demandent ce qu'il en est des zones tampon; qu'ils font remarquer que celles proposées ne sont pas efficaces; que la zone d'extraction serait trop proche du site Natura 2000; qu'il faudrait minimum 25 mètres de zone tampon; qu'ils relèvent la nécessité d'une justification par une instance non partie à la cause; qu'ils s'interrogent sur la protection adéquate à appliquer; qu'ils postulent un périmètre de préservation de la zone Natura 2000;

Considérant que quelques réclamants signalent que le site Natura 2000 et le site des Sept sources ne seraient pas suffisamment « protégés » par l'étude d'incidences;

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux considère que la zone d'extraction telle que définie par le projet actuel se rapproche très fort de la zone Natura 2000 et des sources d'eau existantes; que la zone tampon proposée est de 10 mètres au lieu de 25 mètres et de 100 mètres dans la version originale; que cette Commission considère que la zone tampon doit repasser de 10 mètres à 100 mètres (respecter les contraintes de Natura 2000 et revenir à l'arrêté de 2003);

Considérant que dans son avis du 29 mars 2010, le Collège de Chaumont-Gistoux indique que l'extension se situe à proximité immédiate du site Natura 2000 de la Vallée du Train et que la zone d'extraction prévue atteint même au nord-ouest la lisière forestière; que le ruisseau des Papeteries présent dans cette zone draine la nappe des sables bruxelliens; qu'ainsi, dans la partie ouest de la zone demandée, la direction de l'écoulement de la nappe est dirigée en direction du site Natura 2000; que la source du ruisseau des Papeteries se trouve à environ 200 mètres en aval de la future zone d'extraction; que cette nappe alimente ainsi les sources du Ry des Papeteries, ruisseau aux eaux claires et de bonne qualité qui héberge une population de truites fario sauvages et une population de chabots, espèce protégée; que les milieux humides le long du ruisseau à hauteur du confluent du Ry des Papeteries et du Train font également partie de la zone Natura 2000; que les sources existantes et ce ruisseau sont situés dans une zone forestière riche en avifaune; que l'alimentation des sources du Ry des Papeteries et des milieux humides à Corroy-le-Grand risque d'être compromise;

Que selon la commune de Chaumont-Gistoux, le périmètre de la zone d'extraction est trop proche des limites du site Natura 2000, dans la partie nord-ouest notamment; que la zone de protection des sources et les nouvelles zones naturelles sont beaucoup trop étroites pour constituer des zones tampons de protection efficace; qu'il convient de relever que la distance du site Natura 2000 a varié de 100 mètres à 25 puis 10 mètres sans justification adéquate; que dès lors il conviendrait en toute hypothèse d'exclure de la zone d'extraction projetée la zone existante non affectée à l'extraction dans l'avant-projet et rajoutée dans le projet à proximité de la zone Natura 2000;

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux estime que cette extension de la zone d'extraction risque donc de mettre en péril la zone Natura 2000;

Considérant tout d'abord que le site des « Sept sources » ne peut être localisé, sa dénomination étant trop vague; qu'il est permis de supposer qu'il s'agit d'un site inclus dans le périmètre Natura 2000 qui jouxte le périmètre de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que l'étude d'incidences sur la révision du plan de secteur souligne l'intérêt du rapprochement de la zone d'extraction de la zone Natura 2000, rapprochement consacré par l'arrêté du 27 mai 2009 en indiquant que : « l'utilisation de ces terrains pour l'exploitation du sable pourrait à terme contribuer à réduire l'impact de l'agriculture intensive sur la zone Natura 2000 à condition qu'ils soient, au terme de l'exploitation, reliés à la zone Natura 2000 voisine dans la perspective d'un retour à la nature » (EIP, Phase II, p. 94);

Considérant que l'étude d'incidences indique que « l'ajout de la surface dans la partie Ouest et Nord-Ouest du projet se marque par une avancée du front d'exploitation vers la zone Natura 2000. Cette avancée a été étudiée de manière à ne pas franchir un périmètre de prévention défini autour du bois de la zone Natura.

La démarche suivante a permis de définir ce périmètre de prévention :

- Définition d'un périmètre de prévention autour du ruisseau des Papeteries : ce périmètre a été calculé par le bureau Géobel Conseil (2004) sur la base des critères définis pour la protection des captages. La zone définie est inscrite à l'intérieur de la zone Natura, à l'exception de quelques débordements sur la frange Est, de 50m maximum. La distance séparant le ruisseau du périmètre de prévention varie de 170m (au sud) à 200m (au nord);

- Extension du périmètre de prévention calculé à la partie Est et Sud-Est de la zone Natura : la distance de 170 m qui sépare le ruisseau du périmètre de prévention IIb (ndlr : zone de prévention éloignée) a été reportée dans la partie Sud de la zone Natura, le long de la limite du bois. L'extrémité Sud-Est de la zone Natura qui correspond à une prairie et a probablement été incluse en zone Natura de manière à protéger la tête du vallon des Papeteries, a également été incluse dans le périmètre de prévention de la zone Natura 2000;

- Avancée du front d'exploitation Ouest vers la zone Natura : cette avancée a été définie de manière à se trouver en limite du périmètre de prévention de la zone Natura » (EIP, Phase II, pp. 94-95);

Considérant que suivant l'étude d'incidences, « le maintien de l'exploitation en arrière de ce périmètre signifie que les risques qu'une contamination se propage via l'eau souterraine et atteigne le ruisseau des Papeteries sont inexistantes. En effet, en cas de perte de produit en fond de fosse, ce maintien garantit :

- que les moyens techniques nécessaires à la récupération du produit présent dans le sable sont applicables. L'excavation de terres contaminées à l'aide de pelleuses n'est en effet pas envisageable dans une zone classée Natura 2000;

- que le temps nécessaire à la mise en œuvre des moyens techniques de récupération de produit est suffisant » (EIP, Phase II, p. 107);

Que suivant l'auteur de l'étude et pour faire écho au périmètre initialement retenu dans l'avant-projet qui considérait qu'il convenait « à titre préventif de conserver une distance minimale de 100 m entre la limite Ouest de la zone d'extraction demandée et le périmètre Natura 2000 afin de réduire tout risque de pollution ou tout autre contrainte hydrogéologique envers celui-ci », soulignons que l'étude indique que « cette distance de 100m est purement arbitraire. Un périmètre de protection a été repris dans le cadre de l'étude d'incidences » (EIP, Phase II, p. 102); que c'est ce périmètre qui a conduit la définition du périmètre de la zone d'extraction retenu par l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision du plan;

Considérant que l'étude d'incidences souligne, en termes de conclusions et de recommandations, que l'ouverture de nouvelles zones d'exploitation aura pour conséquence de réduire les superficies à vocation agricole et d'augmenter corrélativement les surfaces disponibles pour la faune et la flore sauvage; qu'en effet, ceci entraînera une augmentation de la valeur globale écologique du site et des alentours;

Considérant qu'ainsi, l'inscription d'une zone d'extraction telle que prévue par la présente décision n'aura pas d'impact significatif sur la zone Natura 2000 pour autant que le permis destiné à couvrir l'extraction du gisement et les dépendances de la carrière encadre de façon précise et stricte la gestion des dépôts, des talus et des fonds d'exploitation, les nouvelles proliférations d'espèces végétales invasives, la profondeur de l'exploitation (cote plancher), l'utilisation d'hydrocarbures;

Considérant, en outre, que l'exploitation induite de la présente révision du plan de secteur ne générera pas de retombées atmosphériques polluantes;

Considérant que l'étude d'incidences considère aussi que la variante de localisation 1b qui consiste à se rapprocher du périmètre Natura 2000 peut contribuer à réduire l'impact de l'agriculture intensive sur la zone Natura 2000 à condition que les terrains visés par ce rapprochement soient, à terme, reliés à la zone Natura 2000, dans la perspective d'un retour à la nature;

Considérant, de plus que l'étude d'incidences souligne que différents aménagements de ces terrains après exploitation peuvent renforcer le site Natura 2000 par un accroissement de son intérêt biologique;

Considérant par ailleurs que le rapprochement de l'activité extractive de sa bordure est-sud-est, tel que proposé par l'auteur de l'étude, laisserait une zone tampon de 6,5 ha, entre la zone d'extraction et la zone Natura 2000; que cette zone tampon serait affectée en zone naturelle par abandon de l'activité agricole; que cette zone tampon favoriserait donc, sinon le développement de la zone Natura 2000, du moins l'assurance de sa pérennité;

Considérant que la configuration exacte (étendue, implantation, aménagement...) de cette zone tampon devra être examinée par l'évaluation des incidences qui précèdera la demande de permis unique visant l'exploitation du site afin que celle-ci conforte encore davantage si nécessaire, la zone Natura 2000;

9. Proximité d'une zone d'habitat

Considérant que des réclamants dénoncent l'existence d'une zone d'habitat à proximité du site visé;

Considérant tout d'abord qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que les préoccupations en termes de limitation des incidences de l'exploitation sur l'habitat trouveront réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'étude d'incidences ici réalisée souligne que « les terrains considérés sont situés à une distance de + ou - 400 mètres des noyaux d'habitat les plus proches, à l'Est et au Nord du site. Ces zones urbanisées s'inscrivent sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux. (...) une zone d'aménagement communal concerté (ZACC) non encore mise en œuvre est située à + ou - 100 mètres au Nord de la limite Nord de la zone d'extraction projetée et directement contiguë à la zone naturelle projetée » (EIP, Phase II, p. 33); que cette zone naturelle a été concrétisée par l'arrêté du 27 mai 2009;

Considérant que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur a en effet inscrit la totalité du périmètre du Pas de Chien en zone naturelle de même que la partie débordant de la zone d'aménagement communal concerté, au sud du Chemin des Cressonnières, créant par cet effet, une zone tampon entre la zone du projet et la ZACC sise au Nord-Est; que du reste, comme indiqué infra, l'exploitation ne pourra pas démarrer avant qu'un plan de gestion de la totalité du site soit élaboré et mis en œuvre;

Considérant que le Gouvernement confirme la position prise à ce sujet;

10. Patrimoine classé

Considérant que des réclamants soulignent l'existence, à proximité, de monuments du patrimoine;

Qu'un réclamat expose également que sous le périmètre de réserve (itinéraire n° 4), des vestiges intéressants d'une villa gallo-romaine ont été trouvés et ont fait l'objet de publications scientifiques;

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives au patrimoine classé portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que toute question relative à la protection du

patrimoine classé trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'étude d'incidences indique : « le périmètre considéré n'est concerné par aucun site ou bien classé. Cependant, un monument ainsi qu'un site classé sont situés à une distance de moins de 900m de l'extrémité Sud de la zone d'extraction de l'avant-projet. Il s'agit de deux tumuli et de leurs alentours » (EIP, Phase II, p. 33);

Considérant que selon la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie, Service de l'Archéologie, Direction de Wavre, 6 zones sensibles d'occupation romaine sont recensées aux alentours du projet; « Deux de ces zones sont partiellement incluses dans la zone du projet. Il s'agit d'un axe routier romain se dirigeant vers le vicus de Tourinnes-Saint-Lambert et de tombelles arasées ou non. Le périmètre de l'avant-projet s'inscrit, dans sa partie extrême Sud, sur un périmètre de fouille archéologique recensé. L'axe routier romain longe le périmètre de l'avant-projet au Sud-Est et traverse la partie Nord-Est pour continuer au Nord vers Gistoux. Cet axe, sinon, ses abords, dans la partie Sud, risquent de disparaître dans le cadre de l'exploitation de la sablière. D'autres périmètres répertoriés risquent d'être concernés par le projet. En effet, les nouveaux itinéraires définis par le demandeur s'inscrivent sur des voiries traversant des sites répertoriés » (EIP, Phase II, p. 83);

Considérant que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur ayant exclu du périmètre de la révision la partie extrême sud de celui-ci, la zone concernée par les tombelles arasées ou non ne fait plus partie du projet;

Considérant que s'agissant de l'axe routier romain, le périmètre de la révision du plan de secteur longe le chemin de Tourinnes à Wavre; que ce chemin, dont l'assiette a déjà été retravaillée lors du remembrement, ne sera pas détruit mais, au contraire, protégé par un franc bord qui sera inscrit et évalué dans la demande de permis;

Que du reste, comme indiqué ci-avant dans son courrier du 13 janvier 2005, le service de l'Archéologie de la Direction de Wavre de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service Public de Wallonie consulté souligne que « Le Service de l'Archéologie en Brabant wallon sera particulièrement vigilant » et que « l'exploitation de ces zones se verrait précédée inmanquablement de travaux de prospection, de sondages et de fouilles » (annexe IV.1.2, EIP, Phase II);

Considérant que l'itinéraire 4 identifié par l'étude d'incidences et la création d'un échangeur ne sont plus à l'ordre du jour comme indiqué infra; qu'en conséquence, le patrimoine archéologique existant au droit de ceux-ci sera préservé;

Considérant en tout état de cause que l'auteur de l'étude d'incidences recommande, préalablement à la phase d'exploitation, de faire procéder aux fouilles sur les zones d'intérêt patrimonial identifiées qui risqueraient de disparaître; que ces fouilles doivent être effectuées par les services compétents de la Région wallonne; qu'une prise de contact avec le Service de l'Archéologie de la Région wallonne avant le début des travaux d'exploitation est nécessaire afin de leur permettre d'exécuter des fouilles de reconnaissance au droit des zones sensibles susceptibles de présenter un intérêt archéologique (EIP, Phase II, p. 106);

11. Mobilité

Considérant que de nombreuses réclamations portent sur la mobilité; que la disparition de certaines voies lentes au sein de la nouvelle zone d'extraction, la sécurité routière et le tracé de la nouvelle voirie de liaison proposée par l'étude d'incidences sont notamment mis en question;

11.1. *Disparition des chemins dans la nouvelle zone d'extraction*

Considérant que plusieurs réclamants font état de l'environnement (circulation lente) à préserver;

Considérant que les réclamants désapprouvent le fait que certaines voies lentes (chemins communaux) seront condamnées et que cela empêchera la circulation inter-village (ou vers les écoles) à pied ou à vélo; que, d'après eux, cette façon de faire serait contradictoire avec la politique de la Région wallonne de favoriser l'usage du vélo et l'utilisation de sentiers; qu'ils font remarquer qu'il faut au moins des chemins alternatifs en bordure de la zone d'extraction; qu'au final, cela aboutira à l'isolement des 4 villages dans lesquels le projet s'enclasse; que certains réclamants regrettent la disparition de chemins et sentiers vicinaux avec pour seule proposition le respect de la procédure de déclassement; qu'ils précisent que le plan intercommunal de mobilité de Walhain préconise la « Réaffectation ponctuelle de certaines sections de chemins ruraux et aménagement de ceux-ci pour reprendre une fonction de collecteur de trafic, au profit du dégagement et de la sécurisation de voiries à l'habitat dense, ou pour la restauration de liaisons intervillages (par ex. vers Corroy-le-Grand) »;

Considérant que les riverains sollicitent le respect et la rénovation des chemins de remembrement; que ces derniers critiquent le fait qu'un axe privé va couper les remembrements existants et les mettre en cul de sac; qu'ils craignent une dégradation et condamnation des voies lentes pendant 30 ans; qu'ils s'inquiètent du sort des agriculteurs qui utilisent quotidiennement les chemins qui devront être fermés au public;

Considérant que les riverains insistent sur le fait que la liaison entre Corroy-le-Grand et Libersart doit rester une desserte à usage agricole (nécessaire construction d'un pont au titre de compensation, ou système de fermeture);

Considérant que plusieurs réclamations portent sur les voies de circulation lentes, les chemins de remembrement, etc.;

Que selon eux, les différents tracés proposés auraient des incidences sur le trafic des usagers lents et/ou locaux et sur le trafic des navetteurs; qu'aucun des 4 ne serait satisfaisant;

Considérant que l'étude d'incidences indique que plusieurs chemins jouxtent ou sont situés à l'intérieur de la zone d'extraction de l'avant-projet et que « L'exploitation de la sablière suivant le périmètre défini à l'avant-projet pourrait entraîner la disparition de la partie Nord du chemin entre Libersart et Gistoux. De même, la portion du chemin de Mettemembrulé entre le chemin précité et la zone Natura 2000, à l'ouest pourrait également disparaître. Il est possible de découper la zone en phases d'exploitation permettant de conserver le chemin entre Libersart et Gistoux. Cependant, l'utilisation de ces chemins par le public ne peut pas être assurée pendant les phases d'extraction et de réaménagement pour des raisons de sécurité liées à l'exploitation » (EIP, Phase II, p. 82);

Considérant que la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur impliquera l'obligation de respecter les procédures d'élargissement, redressement, ouverture et suppression de chemins vicinaux prévus par la loi du 10 avril 1941 sur les chemins vicinaux;

Considérant qu'à cette occasion, il sera nécessaire de prendre en considération la formule la plus apte à rencontrer les besoins en termes de mobilité et, notamment, de mobilité lente entre différents villages et hameaux sis aux alentours du site;

Considérant que la zone d'extraction projetée est couverte par un plan de remembrement de Tourinnes-Saint-Lambert approuvé en octobre 1977;

Considérant que la question posée est celle du lien entre un plan de secteur en cours de révision et un périmètre de remembrement rural en vigueur;

Considérant en tout état de cause que l'itinéraire de liaison prévu ne perturbera en rien les chemins de remembrement existant au sein de la zone;

Que cette question a fait l'objet d'une analyse dans le cadre des réformes successives de 1997 et de 2002 du CWATUPE;

Que dans sa version découlant du décret du 27 novembre 1997, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1998, il était prévu, à l'article 46, alinéa 2, 4^o, du CWATUPE, article qui définit les principes d'aménagement auxquelles les révisions de plan de secteur sont soumises que « l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation est incompatible avec le maintien d'un périmètre de remembrement légal de biens ruraux »;

Que cette règle était à mettre en lien avec l'article 40 du CWATUPE, dans sa version de l'époque; que cette disposition donnait effectivement la possibilité – il s'agissait d'une faculté – d'inscrire en surimpression au plan de secteur notamment les périmètres de remembrement légal de biens ruraux;

Considérant que le décret du 18 juillet 2002 dit « d'optimisation du CWATUP » a modifié la règle;

Qu'en premier lieu, il n'est plus prévu d'inscrire en surimpression du plan de secteur, même à titre facultatif, les périmètres de remembrement légal de biens ruraux;

Qu'en deuxième lieu, la règle de l'article 46, al. 2, 4^o, du CWATUPE a été modifiée; que le 1^{er} octobre 2002, la règle était que la révision du plan de secteur par l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation ne pouvait porter atteinte aux effets des périmètres de protection visés par le CWATUPE ou les autres législations; que ceci couvre aussi les périmètres de remembrement légal de biens ruraux;

Que le corollaire de cette modification a été de souligner formellement dans le CWATUPE que la situation de droit dont l'analyse fonde l'avant-projet de plan de secteur vise notamment les périmètres visés par le CWATUPE ou d'autres législations (article 42, alinéa 1^{er});

Que le décret RESA du 3 février 2005, entré en vigueur le 11 mars 2005, a abrogé l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o; que la justification de cette suppression est la suivante :

« (...) l'alinéa 4 de l'article 46 (...) empêche la Région de procéder à l'arbitrage, visé à l'article 1^{er} du Code, qui s'impose à elle à l'occasion de toute révision de plan de secteur. En effet, le texte introduit par le décret du 18 juillet 2002, s'il s'attache au principe du cumul des polices et, par exemple, empêche une révision de plan de secteur ayant pour effet de porter atteinte à un site classé en application d'une autre législation ou établit l'impossibilité d'envisager la révision d'un plan de secteur pour créer une infrastructure majeure ou une zone d'activité économique au motif de la présence d'un site Natura 2000, constitue une contradiction flagrante avec les objectifs visés à l'article 1^{er} du Code, lequel stipule que « les autorités régionales et communales rencontrent de manière durable les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager » ».

« En effet, ceci postule la mise sur pied d'égalité de toutes les préoccupations humaines, sociales, économiques, culturelles et environnementales, sans prépondérance a priori de l'une sur l'autre, le choix définitif, c'est-à-dire l'arbitrage par le Gouvernement, pouvant être fondé notamment sur les résultats de l'étude d'incidences qui doit désormais accompagner la révision du plan de secteur » (Parl. wal., 74(2004-2005)-N^o 1, p. 29);

Considérant que la section de législation du Conseil d'Etat s'était inquiétée de la conformité de la suppression de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, du CWATUPE au regard de l'article 23 de la Constitution et de l'obligation de standstill qui s'en déduit (Parl. wal., 74(2004-2005)-N^o 1, p. 84); que le Conseil d'Etat reprochait l'absence d'explication quant aux raisons justifiant cette suppression; que le texte reproduit ci-dessus constitue la réponse du Gouvernement à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat;

Qu'en conclusion, si l'on suit la lettre du CWATUPE, rien ne s'oppose à ce que le plan de secteur soit révisé pour y inscrire une zone d'extraction en lieu et place d'une zone agricole nonobstant l'existence d'un périmètre de remembrement légal de biens ruraux toujours en vigueur et même si le remembrement n'était pas clôturé;

Considérant qu'il reste que l'article 42 du CWATUPE impose que le Gouvernement tienne compte de tous les périmètres existants;

Qu'en l'espèce, l'étude d'incidence a bel et bien pris en compte l'existence du périmètre de remembrement de Tourinnes-St-Lambert approuvé en octobre 1977 (EIP, Phase II, p. 154);

Considérant que dans le cadre des enquêtes publiques, les communes de Chaumont-Gistoux et de Walhain ont suggéré des itinéraires alternatifs;

Que le Gouvernement a sollicité de l'auteur de l'étude, la réalisation d'une note d'analyse des propositions des communes formulées à l'occasion de l'enquête publique; que dans cette note, l'auteur de l'étude a analysé chacune des deux variantes suivant des critères précis et a suggéré des mesures d'amélioration;

Considérant, pour autant que de besoin, que cette analyse a permis de dégager un itinéraire Abis qui tienne compte au mieux du remembrement opéré, et ce en tenant compte de la nécessité de réduire la césure des parcelles agricoles et le nombre de reliquats agricoles qui deviendraient difficilement exploitables;

11.2. *Sécurité routière aux alentours*

Considérant qu'en ce qui concerne la sécurité routière, certains riverains font remarquer les rares passages pour piétons sur la chaussée de Huy; qu'ils relèvent par contre la nécessité d'un passage entre la boulangerie La Grange et le parking de l'église; qu'ils demandent davantage de casse-vitesse sur la chaussée de Huy;

Considérant que plusieurs riverains affirment qu'il y aurait déjà eu des accidents mortels; que ceux-ci soulèvent la mise en danger de la sécurité publique ainsi que les risques d'accidents; qu'ils dénoncent le non-respect par les camions du code de la route;

Considérant que les riverains craignent un risque de dégradation et de salissure des routes et que les voiries ne soient pas adaptées; qu'ils soulèvent ainsi la nécessité d'une contribution financière de l'exploitant pour l'entretien des routes;

Considérant que des réclamations soulignent qu'il n'est pas raisonnable de croire que l'impact sur la mobilité sera réduit, ni que les voiries élargies ne seront pas utilisées par le public;

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux souligne, dans son avis du 29 mars 2010, les embarras de circulation et les dangers, tout particulièrement pour les usagers lents, résultant de la juxtaposition d'un important trafic léger de type résidentiel au trafic lourd du charroi lié aux sablières; que ces embarras sont particulièrement marqués à Gistoux, mais sont également valables tout au long de la chaussée de Huy (N243) depuis la N25 jusqu'à Chaumont;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur faisait mention de ce que :

« Considérant la présence de plusieurs chemins communaux à l'intérieur ou à proximité du périmètre de la zone d'extraction en projet; que, pour des raisons de sécurité, des parties de ces chemins ne seront plus accessibles au public pendant les phases d'exploitation et de réaménagement de la zone »;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidence a précisé que la création d'un nouvel itinéraire permettant d'éviter la traversée du centre de Chaumont-Gistoux sur la N243 serait une modification à incidence positive et importante pour les riverains ainsi que pour le flux de mobilité et la sécurité sur cette voirie publique (EIP, Phase II, p. 82);

Considérant que ce faisant, l'étude d'incidences a étudié 4 itinéraires potentiels pour le charroi; qu'à l'occasion de l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant la révision partielle du plan de secteur, le Gouvernement a retenu l'itinéraire n^o 3 dit « Itinéraire Sud » via l'aire de repos de Nil-Saint-Martin;

Considérant que, comme déjà dit, dans le cadre des enquêtes publiques, les communes de Chaumont-Gistoux et de Walhain ont suggéré des itinéraires alternatifs;

Que le Gouvernement a sollicité de l'auteur de l'étude, la réalisation d'une note d'analyse des propositions des communes formulées à l'occasion de l'enquête publique; que dans cette note, l'auteur de l'étude a analysé chacune des deux variantes suivant des critères précis et a suggéré des mesures d'amélioration;

Que cette note a permis de dégager une variante « Abis » qui exclut tout passage par le centre de Chaumont-Gistoux et par la N243; que c'est cette option que le Gouvernement entend consacrer;

11.3. Choix du tracé de la nouvelle liaison

11.3.1. Généralités

Considérant que selon certains riverains, l'itinéraire proposé par le projet de plan de secteur serait excentré du gisement; que, d'après ces derniers, un plus grand potentiel exploitable se trouverait à l'Est;

Considérant que plusieurs riverains veulent que la chaussée de Huy soit évitée et qu'on en interdise l'accès aux camions et semi-remorques; que certains riverains veulent interdire les traversées du village de Gistoux; qu'ils veulent également éviter le passage par la rue du bois Matelle;

Considérant que des riverains se demandent ce qu'il adviendra des accès après exploitation (démolition, reconversion?);

Considérant que le Collège communal de Chaumont-Gistoux, dans son avis du 29 mars 2010, considère que la mise en examen d'un plan global de mobilité serait indispensable afin de considérer ce projet comme adéquat, c'est-à-dire sans sacrifice de terres agricoles et sans accroissement important de la circulation dans le centre du village et du hameau du Manypré qui ne sont pas aptes à accueillir ce surcroît de trafic et dont le cadre rural et le paysage seraient défigurés;

Que le Collège communal de Chaumont-Gistoux indique qu'il convient de supprimer sur la N243 tout trafic du charroi lié directement ou indirectement aux sablières; que cela implique l'établissement d'un itinéraire d'évacuation par camions du sable ne passant plus par la N243;

11.3.2. Les tracés 1, 2, 3 et 4 de l'EIP

Considérant que plusieurs réclamations portent sur les tracés 1, 2, 3 et 4 analysés dans l'étude d'incidences de plan sur l'environnement;

Que les riverains mettent en avant le rejet d'emblée et l'oubli du tracé existant (variante 1; option 0 dans l'étude d'incidences) en situation actuelle (sur la chaussée de Huy, N243a et sortie 10 de l'E411); que certains d'entre eux soutiennent que la situation actuelle permet de partager les nuisances et de les limiter; qu'ils affirment également que cette situation réduirait les coûts et qu'il n'y aurait pas d'embouteillages sur la chaussée de Huy et la N243a puisque le carrefour Picaute pourrait être sécurisé par un rond-point; qu'ils font état de ce que ceux qui habitent le long d'une nationale doivent savoir qu'il y a du trafic; que plusieurs riverains font remarquer que la nationale est équipée pour ce charroi (plus que les chemins de remembrement); qu'ils se posent enfin la question de savoir pourquoi le Comité d'Acquisition a exproprié le long de la N243a aux fins de l'élargir et de rendre la mobilité plus facile entre d'une part la N243 et d'autre part la prise d'autoroute dite de Tourinnes-Saint-Lambert si ce n'est pas pour utiliser la N243a;

Considérant que plusieurs riverains pensent qu'il faudrait privilégier les solutions 3 et 4; qu'au contraire, d'autres riverains s'opposent aux solutions 3 et 4; que certains riverains veulent enfin éviter la route du Pont Valériane (N243a); que certains réclamants suggèrent un accès direct à la E411;

Considérant que des réclamants refusent une nouvelle sortie d'autoroute car il en existe assez à proximité et que cela engendrerait des dépenses inutiles; que ces derniers estiment qu'il faudrait rationaliser les investissements publics;

Considérant que, d'après certains riverains, un échangeur impliquerait de sacrifier de nouvelles zones agricoles; qu'ils indiquent qu'il faut utiliser les routes existantes pour économiser de la surface agricole et morceler beaucoup moins des parcelles agricoles qui ont été remembrées;

Considérant que selon les riverains, un nouvel échangeur induirait aussi un risque de voir s'y greffer une nouvelle voirie pour désengorger la N4;

Considérant que certains indiquent qu'un nouvel échangeur sur l'aire de Nil serait inutile; qu'il faudrait faire avec la sortie 10; qu'ils déplorent l'avis négatif de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie pour une sortie sur l'aire de repos (parking saturé);

Que d'autres riverains ne souhaitent pas de nouvel échangeur à Corroy-le-Grand mais bien à Nil-St-Vincent;

Que ceux-ci font remarquer qu'un échangeur privé supprimerait un pont de liaison et qu'un échangeur public induirait un trafic de fuite ingérable; que certains craignent un trafic de fuite via les rues du Trichon (un feu rouge est par ailleurs prévu au carrefour N4/Hayettes), Saint-Vincent/Saint-Martin, Haute et de Spêche, avec toutes les nuisances afférentes (sécurité entre autres);

Considérant qu'en outre, les riverains regrettent qu'il n'y ait pas de motivation sur le changement entre l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007;

Considérant que, dans les réclamations, plusieurs riverains se demandent, d'une part, si les nouvelles voiries et l'échangeur seront mixtes et si, d'autre part, les camions utiliseront les chemins de remembrement;

Considérant, enfin, que selon d'autres riverains, il est faux de dire que le trajet proposé permettra des économies de carburant au carrier;

Considérant que les riverains craignent une augmentation des nuisances et du trafic journalier (trafic de fuite et de transit, embarras de circulation, engorgement du centre de Gistoux), notamment via un nouvel échangeur;

Considérant que des réclamants font remarquer que le projet s'oppose non seulement au schéma de structure communal de Walhain mais aussi au Plan intercommunal de Mobilité dont Walhain fait partie;

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux a indiqué dans son avis que « vu la multiplicité du nombre d'échangeurs sur la E411 entre Walhain et Rosières (9 + 1 sur 16 km), le groupe considère qu'un nouvel échangeur n'est ni censé ni nécessaire. (...) Le groupe propose que la liaison de la nouvelle carrière vers l'autoroute se fasse par la N243a, car moins gourmande en terres agricoles.

L'aménagement sécurisé – pour tous les usagers – de cette liaison doit être supporté entièrement par l'exploitant et constitue, elle aussi, un préalable à la modification du plan de secteur »;

Considérant que le Collège communal de Chaumont-Gistoux indique dans son avis du 29 mars 2010 qu'il n'est pas adéquat de préférer une voie d'accès à l'autoroute plutôt qu'une autre selon le seul facteur économique et que si rejoindre la E411 par la sortie 10, ou une autre à créer est la meilleure solution pour préserver la tranquillité des habitants de Corroy et de Tourinnes, il faut la privilégier, quel qu'en soit le coût à supporter par le demandeur;

Que toujours suivant le Collège, la liaison à la E411 à partir du pont de Nil ou, de préférence, à la dixième sortie, doit être ré-envisagée;

Qu'il indique que compte tenu de la multiplicité du nombre d'échangeurs sur la E411 entre Walhain et Rosières, un nouvel échangeur n'est ni censé ni nécessaire; que l'accès direct indispensable vers la E411 ne doit pas nécessiter le sacrifice supplémentaire de terres agricoles et doit empiéter au minimum sur les chemins de remembrement, incapables de recevoir de tels charrois; que force est de constater que la justification de l'étude d'incidences de la variante 3 se

fonde sur une appréhension erronée du risque de trafic de fuite et des croisements de 8 chemins de remembrement non pris en considération dans cette évaluation; qu'il convenait de prendre en considération le plan communal de mobilité; que de surcroît, envisager la liaison à la E411 par la sortie n° 10 est la plus appropriée étant donné l'orientation future de l'exploitation vers l'est et la volonté de limiter les itinéraires de fuite; qu'en toute hypothèse, la révision partielle ne définit le tracé des voiries d'accès ni ne propose aucun itinéraire précis;

Considérant que, dans son avis du 17 février 2010 déposé dans le cadre de l'enquête publique, la commune de Walhain indique que le projet serait contradictoire avec la vision locale de développement territorial, notamment en ce que, dans son projet de schéma de structure, la commune a comme objectif de favoriser une mobilité durable et d'améliorer l'accessibilité et l'usage des espaces et des équipements (maîtriser la mobilité, améliorer les conditions de déplacement des usagers faibles, assurer la sécurité des déplacements);

Considérant par ailleurs que la commune souligne qu'un plan intercommunal de mobilité de Chastre–Gembloux–Perwez–Sombreffe et Walhain existe et que celui-ci cite la N243a dans ses fiches-actions en précisant que « cette voirie doit connaître à court terme un réaménagement complet pour lui donner un profil adapté à sa fonction d'accès à l'autoroute. Elle doit aussi être équipée de pistes cyclables, pour accueillir l'itinéraire cyclable du plan directeur de la Direction des Routes du Brabant wallon »;

11.3.3. Les autres propositions des réclamants

Considérant que plusieurs réclamations proposent d'autres tracés;

Considérant que quelques réclamants se demandent pourquoi ne pas prévoir que le carrier sorte sur le haut du village de Chaumont en traversant Mettementbrule et Beaufays (max 300-400 m à travers des propriétés) avec la création d'un rond-point pour sécuriser l'accès à la N243; qu'ils expliquent que cela diminuerait les nuisances de charroi et de bruit pour les riverains de Chaumont-Gistoux; que cela permettrait également d'utiliser des voiries existantes; que cela éviterait aussi d'avoir un impact sur le paysage; qu'enfin, il serait facile de mettre les frais à charge de l'exploitant;

Considérant que les réclamants soutiennent qu'il faut un accès direct en site propre vers la chaussée de Huy;

Considérant que des riverains se demandent pourquoi ne pas prévoir une voirie privée d'accès à l'autoroute (cfr. Gralex à Beez); que ces derniers jugent nécessaire la construction d'une voie de desserte particulière;

Considérant que l'étude d'incidences précise que le charroi moyen généré par le transport de sable et les activités pratiquées sur le site « Al Brule » dépendantes de la sablière est de l'ordre de 1 000 à 1 200 mouvements par jour sur la N243 (EIP, Phase II, p. 75) et que « l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction n'aura pas pour effet d'augmenter ce charroi mais uniquement de le maintenir en activité, la nouvelle zone d'extraction n'est pas susceptible d'avoir une nouvelle incidence notable sur le flux de mobilité des voiries utilisées »; qu'il souligne toutefois que la création d'un nouvel itinéraire permettant d'éviter la traversée du centre de Chaumont-Gistoux sur la N243 serait une modification à incidence positive et importante pour les riverains ainsi que pour le flux de mobilité et la sécurité sur cette voirie publique (EIP, Phase II, p. 82); que vu les faiblesses du tracé existant et les nuisances induites, il était donc justifié de rejeter l'itinéraire actuel et de rechercher des variantes présentant davantage d'atouts;

Considérant les variantes proposées par les communes suite à l'enquête publique, ainsi que la note du 19 juillet 2010 du Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon, Direction des Routes du Brabant wallon, du Service Public de Wallonie analysant ces deux nouveaux tracés pour l'accès à la carrière (tracés dénommés « A » et « B »);

Considérant que l'itinéraire A au Sud part du lieu-dit « Les Turluttés » vers la N243a et ensuite vers l'échangeur n° 10 de la E411; que l'itinéraire B au Nord, part du lieu-dit « Les Turluttés » vers la N243 et ensuite vers l'échangeur n° 10 de la E411 via la N243a;

Considérant que la note d'analyse de ces propositions réalisée par l'auteur de l'étude d'incidences à la demande du Gouvernement a analysé les potentialités du territoire concerné par les 2 itinéraires (activités agricoles, mobilité, faune, flore, biodiversité, qualité de vie, habitat); que l'auteur a ensuite présenté les critères d'analyse de ces deux itinéraires; que cela lui a permis d'établir un tableau de comparaison des deux variantes proposées et de souligner les avantages et les inconvénients de chaque variante;

Considérant que l'auteur en conclut que :

« L'intérêt de la variante A résulte surtout dans la longueur, globalement plus courte, de l'itinéraire entre la sablière et l'échangeur. Elle sera donc plus attractive pour le charroi carrier. La différence avec l'itinéraire B est de l'ordre de 1 km. Elle se répercute sur une série de critères comme le coût de réalisation, le coût d'entretien, la consommation de carburant, etc. En revanche, les principaux défauts de cette variante A sont liés d'une part à l'impact agricole, car la longueur du tracé en « site propre » est plus importante que pour la variante B et d'autre part, au positionnement du tracé sur deux communes, ce qui rend plus complexe la gestion du dossier. En général les avantages et inconvénients de la variante B s'inversent par rapport à ceux de la variante A.

On notera que l'incidence sur l'agriculture reste forte dans l'une et l'autre des variantes. En effet, les deux tracés créent des césures importantes du parcellaire et génèrent de nombreuses surfaces résiduelles qui seront perdues pour l'agriculture. Ceci est principalement dû aux courbes des deux tracés qui entrent en conflit avec le caractère plus orthogonal du parcellaire agricole.

En outre, deux facteurs non négligeables, non repris dans le tableau de comparaison, plaident en faveur de la variante A :

- L'itinéraire A pourrait assez aisément être utilisé comme accès pour les activités économiques qui se sont développées en zone d'extraction (zone « Al Brul ») et dont le charroi se dirigeant vers le nord traverse actuellement le village de Chaumont-Gistoux. La variante B constitue a contrario un itinéraire moins direct et donc moins attractif pour ce charroi.

- Comme le montre la carte du gisement de sable réalisée par l'Université de Liège (...), une part importante des réserves se situent au sud-ouest de la zone d'extraction en projet. Le positionnement de la voirie suivant la variante B morcelle le gisement et contraint sensiblement une exploitation future de cette réserve. La variante A, positionnée au sud, permet par contre de préserver un potentiel d'exploitation plus intéressant à long terme » (Analyse des Propositions des communes – SA Pissart – Nov. 2010, p. 15);

Considérant que l'auteur de la note d'analyse indique que dans les deux variantes, le point de sortie de la sablière est situé au lieu-dit « les Turluttés » au droit du carrefour entre le chemin qui traverse la sablière (chemin de Tourinnes à Gistoux) et le chemin qui longe la sablière à l'Est (chemin de Sart-Risbart à Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin); que le positionnement de cette sortie peut se justifier si on envisage d'utiliser l'assiette des chemins communaux existants comme base de création des voiries; qu'il précise que dans le cadre de l'étude d'incidences, ce point de sortie avait été retenu pour cette raison et parce que l'emplacement des installations à déménager est recommandé à cet endroit; que dans le cas de la création d'une nouvelle voirie de liaison entre la sablière et la RN243 ou la RN243a en dehors des chemins communaux, il n'y a aucune raison objective de conserver la sortie de la sablière à cet endroit précis;

Considérant que l'auteur de la note d'analyse a proposé des mesures d'amélioration sur la base des critères suivants :

- réduire la césure des parcelles agricoles,
- supprimer les surfaces résiduelles,
- éviter la coupure de chemins communaux,

- réduire la longueur de l'itinéraire, et dès lors les emprises;

Qu'un tracé alternatif dénommé Abis a pu être élaboré pour l'itinéraire A; que ce tracé alternatif part de la pointe extrême sud-est du front de l'exploitation, quitte le chemin communal pour traverser les champs jusqu'à la N243a en croisant, premièrement, le chemin agricole qui assure une liaison entre la N243 et le lieu-dit « Les Gorlettes » et, deuxièmement, le chemin agricole reliant la N243 (carrefour de Saint-Bavon) au village de Libersart; que l'itinéraire gagne ensuite la N243a et ensuite la sortie n° 10 de la E411;

Considérant que suivant la note d'analyse, la variante Abis présente les avantages suivants :

- la longueur du tracé en traversée de terre agricole est réduite mais elle reste supérieure à celle de la variante B (1 962 m pour la variante A, 1 848 m pour la variante Abis et 1 632 m pour la variante B). Cette réduction est principalement liée au déplacement du point de départ de l'itinéraire;

- du fait de l'adaptation du tracé au parcellaire des exploitations, l'impact en terme de césure agricole est nettement diminué par rapport aux variantes A et B;

- le nombre de reliquats agricoles (difficilement exploitables) diminue également par rapport aux variantes A et B;

- le tracé en « site propre » étant plus court, il permet également de réduire l'immobilisation des terrains (18 480 m² pour la variante Abis au lieu de 19 620 m² pour la variante A);

Que suivant la note d'analyse, « La variante Abis entraîne une réduction globale de l'itinéraire jusqu'à l'échangeur ce qui renforce encore la prépondérance de la variante A sur la variante B pour ce critère – même si cette diminution reste marginale par rapport à la longueur totale de l'itinéraire (réduction d'une centaine de mètres sur un trajet total de 3 545 m pour la variante A) »;

Considérant que suivant la note d'analyse, la variante Abis a été présentée au Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon, Direction des routes du Brabant wallon, du Service public de Wallonie qui a validé la faisabilité technique de ce tracé; que celui-ci a en outre formulé les commentaires suivants (note d'analyse des propositions des communes, novembre 2010, p. 18) :

- le déplacement du point de départ du tracé vers le nord améliore sensiblement l'intégration du tracé car il permet de réaliser un passage en dénivelé. De cette manière le charroi de la sablière pourra franchir le chemin de Sart Risbart à Nil-Saint-Vincent/ Nil-Saint-Martin sans perturber les usagers lents et le trafic agricole. Cette solution permet en outre de dégager le charroi de camions du croisement entre le chemin de Sart Risbart à Nil-Saint-Vincent/Nil-Saint-Martin et le chemin de Tourinnes à Gistoux;

- la variante Abis se déplace vers le nord et s'écarte un peu plus du village de Libersart, ce qui est positif;

- le profil en long est un peu différent mais l'équilibre entre les terres de déblai et de remblai n'est que faiblement modifié. Il y aura un peu plus de déblai mais cela ne pose pas de problème particulier;

- la variante Abis proposée permet de maintenir également un passage en dénivelé au droit du chemin de Saint-Bavon comme dans la solution A étudiée par la DGO1.

En conclusion la DGO1 – Direction du Brabant wallon considère que la variante Abis est techniquement réalisable et permet globalement d'apporter des améliorations par rapport

à la variante A initialement étudiée;

Considérant que cette variante Abis apparaît donc plus adéquate que les tracés 1, 2, 3 et 4 analysés dans l'étude d'incidences et que les tracés proposés par les communes à l'occasion de l'enquête publique;

Considérant dès lors que le Gouvernement entend retenir cette variante et prévoir une prescription supplémentaire consistant à imposer la réalisation des aménagements nécessaires à la mise en œuvre de l'itinéraire Abis et son utilisation dès l'entame de l'exploitation;

Considérant que la réalisation et l'utilisation de cette voirie de liaison entre le site de la sablière et la route N243a constitue un élément indispensable à la mise en œuvre de la nouvelle zone d'extraction; qu'elle doit dès lors apparaître graphiquement au plan de secteur modifié; que cette voirie ne constituant pas une « infrastructure principale de communication » devant figurer en tant que telle au plan de secteur, il y a lieu de prévoir l'inscription d'un périmètre de réservation au sens de l'article 40 § 1^{er}, 6°;

Considérant que ce tracé Abis est en outre davantage centré par rapport au gisement;

Que le centre de Gistoux, la chaussée de Huy, le hameau du Manypré, la rue du Bois Matelle et le village de Corroy-le-Grand seront donc évités;

Que cela répond aux préoccupations de la commune de Chaumont-Gistoux;

Que cela respecte les objectifs de la commune de Walhain de favoriser une mobilité durable et d'améliorer l'accessibilité et l'usage des espaces et des équipements (maîtriser la mobilité, améliorer les conditions de déplacement des usagers faibles, assurer la sécurité des déplacements);

Considérant que les voies lentes de circulation seront préservées; que la liaison ne s'inscrira en effet que très partiellement sur les chemins communaux existants à vocation agricole; que le tracé Abis n'induit aucune interférence avec un itinéraire cyclable;

Que le plan intercommunal de mobilité de Walhain indique que la N243a « doit connaître à court terme un réaménagement complet pour lui donner un profil adapté à sa fonction d'accès à l'autoroute. Elle doit aussi être équipée de pistes cyclables, pour accueillir l'itinéraire cyclable du plan directeur de la Direction des Routes du Brabant wallon »;

Que, le cas échéant, au travers de charges d'urbanisme, l'exploitant participera aux frais de cet aménagement déjà partiellement réalisé;

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT indique qu'elle est « défavorable à l'inscription d'un périmètre de réservation d'un échangeur autoroutier. Elle considère que la création d'un échangeur autoroutier ne se justifie pas. Elle préconise que le trafic de la carrière soit orienté vers l'itinéraire Abis tel que proposé par l'auteur de l'étude et validé par la DGO1. Ce tracé présente entre autres moins de nuisances vis-à-vis des usagers lents et du trafic agricole, permettant un passage en dénivelé, et s'écarte du village de Libersart »; que, de même, le CWEDD, dans son avis du 27 juin 2011, soutient l'itinéraire Abis;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux conclusions de la note d'analyse de l'auteur de l'étude d'incidences, l'avis du Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon, Direction des Routes du Brabant wallon, du Service public de Wallonie de même qu'aux avis de la CRAT et du CWEDD;

Considérant que le sort des voiries à aménager dans le cadre de la mise en place de l'itinéraire Abis sera étudié dans le cadre de la demande de permis visant à assurer la mise en œuvre de la présente révision du plan de secteur;

12. Perte de terres agricoles

Considérant que de nombreuses réclamations font état de la crainte des riverains quant à la perte de terres agricoles et du caractère rural de leur commune;

Considérant que les réclamants soutiennent qu'il faudrait gérer au mieux les superficies agricoles disponibles en Région wallonne et qu'il faudrait être parcimonieux;

Que les réclamants déplorent la réduction, voire la disparition des terres agricoles; qu'ils soulèvent le fait que le projet priverait l'agriculture de terres de bonne qualité et de haut rendement; qu'enfin, il relève une sous-estimation des conséquences économiques sur les exploitations agricoles; qu'ils prennent acte de ce que ce projet permettrait des

réerves pendant 30 ans et indiquent que pour la sécurité de la structure des exploitations agricoles, aucune nouvelle demande ne pourrait avoir lieu avant 30 ans; qu'ils soulignent que la disparition de terres agricoles détruit aussi l'emploi;

Que plusieurs réclamants soulignent que l'agriculture joue un rôle important dans le maintien du cadre de vie;

Que les riverains voient la nécessité d'un « échange » de terres pour la viabilité des exploitations et de l'agriculture; qu'ils précisent que les exploitants agricoles ont déjà des problèmes considérables;

Considérant que plusieurs réclamants appréhendent l'impact sur le caractère semi-rural de la commune de Walhain; que ces derniers veulent que le caractère rural et résidentiel soit conservé; qu'ils appréhendent également l'impact sur la mixité économique et sociale du village; qu'ils y voient une réduction de l'attrait de la commune; qu'ils contestent l'intégration du village de Walhain dans une zone de parc industriel; qu'ils voient une destruction de la mixité économique et sociale du village de Nil-Saint-Vincent;

Considérant que les riverains soulèvent aussi le fait que la pression foncière ferait augmenter les prix à l'hectare et empêcherait les fermiers d'exercer leur droit de préemption;

Considérant que la commune de Walhain indique que le projet est contradictoire avec la vision locale de développement territorial, notamment en ce que, dans son projet de schéma de structure, la commune a comme objectif la conservation du caractère rural de l'entité, le renforcement de sa structure spatiale et la stimulation de la vie dans les villages (et notamment préserver les parties rurales du territoire des différents types de pressions, conforter la lisibilité de la structure spatiale);

Considérant que la commune de Walhain indique que l'extension de la sablière ainsi que la mise en place d'un nouvel itinéraire et d'un nouvel échangeur autoroutier auront un impact non négligeable sur la superficie dédiée actuellement à l'agriculture; que rien ne prouve que la viabilité des exploitations agricoles ne sera pas mise en danger; que l'objectif n° 1 du projet de schéma de structure est la préservation du caractère rural de l'entité; qu'en outre, l'option 1.3 de cet objectif est de préserver les parties rurales du territoire de différents types de pression; que certaines mesures sont d'ailleurs destinées à améliorer les conditions des agriculteurs, notamment en termes de mobilité (mesure AC-10 : améliorer l'état des voiries agricoles);

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives à la perte de surfaces agricoles seront également abordées et rencontrées dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant en effet que l'étude d'incidences qui sera réalisée dans le cadre de la demande de permis devra accorder une attention particulière à la situation des agriculteurs concernés par le projet et à leur accompagnement;

Considérant qu'en ce qui concerne l'agriculture, l'auteur de l'étude d'incidences relève que la régression des surfaces agricoles est une tendance générale de l'ensemble du territoire de la Région wallonne (EIP, Phase II, p. 38);

Que lors de l'identification des potentialités du territoire, l'auteur de l'étude d'incidences indique que la qualité des sols est particulièrement apte à la culture, et qu'il pourrait être envisagé que ces superficies soient utilisées pour des cultures à rendement financier élevé (cultures de légumes) (EIP, Phase II, p. 58);

Que dans le cadre de l'identification des effets probables sur l'homme et l'environnement, l'auteur de l'étude d'incidences précise que le projet aura un effet sur le secteur agricole puisqu'il conduira à terme au retrait de la superficie de la zone agricole qui basculera en zone d'extraction; qu'il note également que dans la mesure où il existe une dépendance très nette entre les superficies agricoles et leur exploitant, et que cette dépendance est renforcée par le fait que de nombreux exploitants de terrains agricoles n'en sont pas les propriétaires, il ne suffira pas de dédommager le propriétaire des terrains;

Considérant que l'étude d'incidences souligne également l'avis rendu par la direction générale de l'agriculture en 2003 quant à l'impact du retrait de superficie envisagé pour l'extension de la zone d'extraction; que celle-ci indique notamment que « pour trois exploitations, l'emprise dépassera 10 % de la superficie totale. Pour aucune d'elles, ce projet, à lui seul, n'est susceptible de mettre en péril la viabilité de l'exploitation. L'exploitation la plus touchée est l'exploitation agricole de Chaumont SA perdant près de 40 % de sa superficie mais sans impact pour son gestionnaire... Cette modification devrait avoir un impact limité sur l'activité agricole locale »; qu'il y a lieu de noter que s'agissant de la SA Chaumont, « un accord est néanmoins déjà intervenu avec les exploitants des sablières » (EIP, Phase II, p. 84);

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences estime que la mise en œuvre de la zone d'extraction engendrera des nuisances qui ne peuvent être considérées comme négligeables et qui devront donc faire l'objet d'un accompagnement;

Considérant que l'auteur indique que les impacts directs très importants ont été identifiés, notamment l'impact agricole par la perte de superficie cultivée, mais que des mesures limitant ces effets sont cependant proposées principalement à travers des variantes de délimitation du périmètre à inscrire en zone d'extraction (EIP, Phase II, p. 200);

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur indique :

« Considérant que l'étude d'incidences de plan a évalué l'avant-projet de révision de plan de secteur et ses compensations au regard des effets probables sur l'homme et l'environnement;

Considérant que l'étude d'incidences indique que les terres agricoles de Chaumont-Gistoux sont très fertiles comme du reste toutes celles du plateau hesbignon;

Considérant cependant que comme le souligne également l'étude, pour la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, l'ensemble de ces terrains, ayant fait l'objet d'un remembrement dans les années 1970, sont classés moyennement aptes, qu'aucun bâtiment agricole ne se trouve sur la zone, que 11 exploitations agricoles sont concernées et que le projet à lui seul n'est pas susceptible de mettre en péril la viabilité d'aucune d'entre elles; que, par conséquent, la modification proposée aura un impact limité sur l'activité agricole locale;

Considérant que l'étude d'incidences propose qu'au terme de l'exploitation de la zone d'extraction, les terrains visés soient réaménagés en zone agricole pour l'essentiel et en zones naturelles pour ce qui concerne les terrains jouxtant la zone Natura 2000 et son périmètre de prévention »;

Considérant que s'il est vrai que la réalisation du projet sous-tendu par la révision du plan de secteur aura indéniablement une incidence sur l'activité agricole, les variantes de délimitation proposées par l'auteur de l'étude et retenues par le Gouvernement permettent de rationaliser celles-ci en laissant affectées à l'agriculture, les terres sises au sud-ouest du périmètre initialement retenu et en inscrivant en zone d'extraction et zone naturelle les terres agricoles sises au Nord et Nord-Ouest de ce périmètre;

Que cette rationalisation permet de conserver intacte au Sud une zone agricole facile d'accès et limitrophe à une vaste étendue agricole, et parallèlement, de renforcer les qualités du biotope présent dans la zone sise à proximité de la zone Natura 2000 en réduisant l'impact de l'agriculture intensive, l'inscription des parcelles sises en bordure la zone d'extraction Ouest et à côté de la zone Natura 2000 accentuant ce volet; que dès lors que cette partie du périmètre n'est plus inscrite en zone agricole mais bien en zone d'extraction et en zone naturelle, la question de son accès au charroi agricole ne se pose plus;

Que la demande de permis unique visant l'extraction et l'évaluation des incidences qui la précédera devra étudier le réaménagement de cette zone en fonction de cet objectif;

Que s'agissant du retour des surfaces exploitées à l'agriculture ainsi que des qualités agronomiques de celles-ci, il appartiendra, le cas échéant, et dans la mesure des possibilités des articles 22 et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, au permis unique de les garantir via les mesures de réaménagement accompagnées d'une sûreté financière telle que prévue par la législation; que s'agissant de l'incidence de l'agriculture sur la nappe, ceci excède les limites de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que l'itinéraire Abis suggéré par l'auteur de l'étude d'incidences dans sa note d'analyse des propositions des communes de novembre 2010, s'adapte au parcellaire des exploitations et permet de relativiser l'impact de l'itinéraire finalement retenu par la présente décision en terme de césure agricole et de reliquats agricoles (note d'analyse, p. 17);

Considérant dans la mesure des possibilités des articles 22 et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, que le réaménagement après exploitation en zone agricole pour la majeure partie des parcelles, tel que suggéré par l'étude d'incidences, permettra de maintenir le caractère rural des communes;

Considérant que dans cette perspective le Gouvernement wallon prévoit que la présente révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez est assortie d'une mesure d'aménagement, au sens de l'article 23, alinéa 2 du CWATUPE suivant laquelle, des terrains d'une superficie de minimum 30 hectares compris dans la partie sud de la zone d'extraction, devront être restitués à l'agriculture au terme de l'exploitation;

Considérant qu'en tout état de cause, le Gouvernement recommande une mesure opérationnelle en faveur de l'agriculture visant à inviter l'exploitant carrier à mettre à disposition pour chaque hectare de surface agricole perdue un hectare et demi de nouvelle surface agricole, outre les indemnités légales en la matière; que la mise en œuvre de cette mesure relève de conventions à établir entre l'exploitant carrier et les agriculteurs concernés;

Considérant en tout état de cause que toutes les parcelles ne seront pas exploitées en même temps; qu'en effet, la découverte ne sera effectuée qu'au fur et à mesure des besoins d'extraction; que de cette manière, les agriculteurs pourront jouir le plus longtemps possible de l'exploitation des terres non découvertes;

Que toute les terres ne seront pas soustraites à l'agriculture au départ de l'activité d'extraction; que les agriculteurs concernés seront informés au fur et à mesure de l'avancement des fronts et qu'une coordination entre leurs activités et celles de la carrière devra être organisée; que cette coordination pourra être établie au sein du Comité d'accompagnement que le présent arrêté prévoit d'instaurer dans le cadre du permis unique qui serait délivré à la suite de la présente révision du plan de secteur, conformément à l'article D.29-26 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

13. Nuisances diverses

Considérant que plusieurs autres nuisances sont relevées dans les courriers de réclamation;

Considérant que selon certains riverains, toutes les dépendances qui s'installeront ne sont pas nécessairement liées à la sablière; que, de ce fait, ils craignent un véritable zoning;

Considérant que des riverains voient le cadre et la qualité de vie encore plus mis à mal (charroi, sécurité, vues, bruit, pollution de l'air, disparition d'une aire de promenade, quiétude,...); qu'ils craignent pour la quiétude du village; que ces riverains souhaitent connaître les mesures de protection du voisinage contre les nuisances;

Considérant que plusieurs réclamants dénoncent des chocs, des poussières, des vibrations et des interférences des radios CB (citizens bands radio) dus au trafic des camions;

Considérant que d'autres réclamants font remarquer que la disparition des arbres le long de l'autoroute engendra des nuisances sonores dues à l'autoroute;

Considérant que les réclamants craignent également la perturbation de l'aire de repos de Nil-Saint-Vincent;

Considérant que des riverains attirent l'attention sur les nuisances sonores dues à l'exploitation (bruits impulsifs et émergents); qu'ils constatent qu'aucune étude de bruit n'a été réalisée;

Considérant qu'ils craignent une dévalorisation des habitations;

Considérant qu'ils indiquent également que des expropriations seraient nécessaires;

Considérant que plusieurs réclamants font état des nuisances environnementales et de la dégradation de l'environnement et notamment une nuisance via l'éclairage de la zone de parcage des camions au centre de Gistoux durant toute la nuit (extinction nécessaire entre 20 h et 6 h);

Considérant que ces réclamations portent principalement sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que l'essentiel de ces réclamations trouveront réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que des mesures générales susceptibles d'atténuer les incidences potentielles d'une sablière sur l'environnement en conditions d'exploitation sont reprises à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances (*Moniteur belge* du 6 octobre 2003), ainsi qu'au document annexe « guide de bonne pratique destiné à la mise en œuvre de l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances »; que cet arrêté sera applicable à l'exploitation sous-tendue par la présente révision du plan de secteur; qu'en outre, les conditions générales, et le cas échéant des conditions particulières, encadreront l'exploitation;

Considérant que le Gouvernement a opté pour l'itinéraire Abis proposé par l'auteur de l'étude d'incidences; que cela n'implique pas l'abattage des arbres qui longent l'autoroute; que cela ne perturbera pas non plus l'aire de repos de Nil-Saint-Vincent;

Considérant en outre que ce choix permet de rencontrer un certain nombre de préoccupations en matière de nuisances liées au trafic, évoquées depuis l'entame de la révision du plan de secteur ou à l'occasion de l'enquête publique;

Considérant cependant que le choix de cette variante contribuera à accentuer les nuisances liées au trafic autoroutier sur la portion de l'autoroute E411 située entre l'échangeur n° 10 et l'endroit où le projet de plan de secteur modificatif envisageait l'implantation d'un nouvel échangeur; que, afin de répondre aux demandes d'habitants tant de Chaumont-Gistoux que de Walhain et dans son souci constant de limiter les nuisances que l'exploitation de la sablière fera supporter aux riverains, il opte pour l'érection d'un mur antibruit le long de la E411.

Considérant que les techniques qui seront utilisées, le soin à apporter aux aménagements prévus autour de la carrière et les normes qui seront imposées, conformément aux recommandations des études d'incidences (tant celle déjà réalisée au niveau du plan de secteur, que celle qui sera réalisée dans le cadre de la demande de permis) seront conçues de façon à limiter au strict minimum l'impact de l'activité sur son environnement; que l'éventuelle baisse de la valeur de l'immobilier reste à démontrer d'autant que l'exploitation actuelle et l'exploitation future tendent à s'écarter des zones habitées et que l'itinéraire retenu pour le charroi ne passe par aucune zone habitée; que du reste les aménagements (paysagers et autres) mis en place par la carrière réduiront cette hypothèse au minimum;

Considérant qu'après la période de réaménagement, le site acquerra une valeur biologique et paysagère plus importante qui jouera un rôle positif par rapport aux valeurs foncières des bâtiments proches;

Considérant pour le surplus que, comme indiqué par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2005 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur, l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction vise uniquement à maintenir l'activité; que cela n'aura donc pas pour effet d'augmenter les nuisances existantes actuellement;

Considérant que, du reste, le Gouvernement est favorable à l'adoption d'une zone tampon périphérique qui sera inscrite à l'intérieur de la zone d'extraction et dont la taille sera déterminée au stade de la demande de permis et fera l'objet d'une attention particulière au cours de l'évaluation des incidences à laquelle cette demande sera soumise;

14. Contrôle de l'exploitation

Considérant que plusieurs riverains s'inquiètent des mesures de contrôle de l'exploitation;

Considérant que les réclamants veulent voir instaurer un comité de suivi; qu'ils souhaitent également que des comités de vigilance et des citoyens soient invités; que des réclamants insistent pour qu'une décision de principe soit prise avant le permis d'un comité d'accompagnement mixte (Région wallonne-communes) et agriculteurs; que des riverains souhaitent qu'il leur soit permis de recourir à un médiateur en cas de plainte;

Considérant que selon certains, il faudrait également contrôler et baliser l'exploitation et que ces mesures soient payées par l'exploitant;

Considérant que d'autres réclamants soutiennent que l'excavation des bords devrait se faire dans des conditions très strictes (largeur, entretien des bordures, dessèchement des terrains avoisinants,...);

Considérant que plusieurs réclamants se demandent avec quoi ont été remblayés les 12ha exploités illégalement; qu'ils soulèvent la question de savoir si un contrôle de ce qui se passe dans la sablière est mis en place (camions bâchés, grilles à l'entrée,...);

Que pour certains réclamants, il faut d'abord définir la façon de finaliser le plan communal d'aménagement;

Que des riverains requièrent la mise en place d'une procédure d'alerte à la pollution (plan d'urgence, déclaration immédiate d'accidents,...);

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux indique dans son avis qu'il faut baliser l'arrêté de manière à éviter toute dérive supplémentaire; que dans ce but, il y aura lieu d'instaurer un comité de suivi;

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives au contrôle de l'exploitation portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que toute question relative au contrôle de l'exploitation trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'auteur de l'étude recommande d'établir à l'avance un « plan de sécurité » présentant de manière claire l'ensemble des mesures à prendre en cas d'accident en fond de fosse et le type de matériel de récupération à utiliser (EIP, Phase II, p. 105); que ceci pourra se faire au travers du permis à obtenir pour l'exploitation du gisement concerné;

Considérant que la faculté de mettre en place un comité d'accompagnement est prévue l'article D.29-25 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement; que ce comité d'accompagnement permettra d'établir un dialogue et de gérer les relations entre les habitants de proximité et l'entreprise, sous la présidence des autorités communales; que ceci sera organisé à l'occasion de la délivrance du permis nécessaire à l'exploitation du gisement concerné;

Considérant qu'il n'existe pas de plan communal d'aménagement concernant la zone; que la réclamation relative à un plan communal d'aménagement à finaliser est donc hors de propos;

Considérant que les zones extraites illégalement ne sont pas remblayées;

15. Garanties

Considérant que plusieurs réclamations portent sur les garanties qui seront disponibles pour assurer la bonne exécution des obligations de l'exploitant;

Considérant que plusieurs réclamants se demandent de quelles garanties ils disposeront, notamment en ce qui concerne les délais d'intervention, la qualité des remblais, la qualité des couches superficielles, les plantations, les sanctions, quid en cas de faillite, le cautionnement, l'exploitant responsable, les moyens de la commune,...; qu'ils insistent sur la nécessité d'avoir un contrôle effectif; que plusieurs réclamants soutiennent qu'il faudrait un contrôle des recommandations et des conditions, avec mise en jeu de montants financiers significatifs et qu'il faudrait garantir un accès à toute heure à tout contrôleur et sans préavis; que quelques riverains exigent qu'un fonds de garantie pour assurer la reconversion de la zone soit constitué;

Que plusieurs riverains estiment qu'il faudrait une garantie financière dès à présent pour imposer certaines conditions en termes paysager et écologique pour la fin de l'exploitation (nouveaux chemins de liaison lente, éléments arborés linéaires et ponctuels); que d'autres réclamants souhaitent aussi connaître les garanties concernant l'exploitation; que, en outre et toujours selon ces réclamants, il ne faut pas repousser l'obtention des garanties à la phase d'obtention du permis unique;

Considérant que d'après les riverains, il n'existerait pas de garantie de réhabilitation en terres agricoles ou espaces verts;

Considérant que des réclamants exigent, pour les zones naturelles, des mesures efficaces de restauration et d'entretien des biotopes et que des moyens financiers et humains soient garantis;

Considérant que les riverains craignent également des risques d'augmentations budgétaires conséquentes pour la remise en état mise à charge des communes;

Considérant que pour plusieurs réclamants, il faut des garanties pour la préservation du site (pas de décharge);

Considérant que pour certains réclamants, il faudrait déjà prévoir les plans et options avant le permis d'exploiter, lesquels seront une condition de délivrance du permis (localisation des installations, itinéraire d'évacuation, nouvelle destination de la zone au centre de Gistoux);

Considérant que, comme déjà exposé, le permis à obtenir sera précédé d'une étude d'incidences sur l'environnement; que ce permis contiendra non seulement des conditions strictes d'exploitation, en ce compris en matière de contrôle et autocontrôle, issues de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances mais également, le cas échéant, des conditions particulières complétant les conditions sectorielles précitées;

Considérant que le permis à délivrer contiendra dès lors non seulement les conditions précitées en termes de réaménagement du site après exploitation mais aussi l'imposition d'une sûreté destinée à assurer l'exécution des obligations de l'exploitant en matière de remise en état;

Considérant que l'exploitation sera soumise aux dispositions légales issues du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment, celles relatives à la surveillance et aux mesures administratives (chapitre IX) de même qu'aux dispositions du Code de l'Environnement en matière de recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement (Partie VIII);

Que l'article 145 du Code de l'Environnement précise que les agents chargés de constater les infractions, peuvent pénétrer à tout moment dans les installations, les locaux, terrains et autres lieux pour contrôler la situation;

Que, ce faisant, l'exploitation sera strictement encadrée et surveillée;

Considérant ce qui est dit ci-après quant au réaménagement et à la réaffectation du site;

Considérant que le site n'est pas inscrit au plan des centres d'enfouissement techniques (CET); que le plan des centres d'enfouissement techniques ne prévoit aucun centre en Brabant wallon eu égard à son sous-sol sablonneux;

Considérant qu'il n'est pas requis de constituer une caution à ce stade puisque c'est le permis à obtenir qui assurera la mise en œuvre concrète de la présente révision du plan de secteur en ce compris le réaménagement final;

16. Réaménagement

Considérant que plusieurs réclamations ont pour objet le réaménagement du site; que les réclamants ont des inquiétudes notamment quant aux remblais et quant au futur zonage;

16.1. Les remblais

Considérant que plusieurs riverains se demandent quelle remise en état sera prévue; qu'ils se questionnent sur les types de remblais;

Considérant que plusieurs réclamants affirment que les conditions imposées seraient imprécises; qu'ils réclament un cahier des charges précis pour le comblement et la surveillance d'un ingénieur agronome;

Considérant que, d'après certains riverains, il faudrait arrêter de reboucher les carrières;

Considérant que les réclamants estiment que seules des terres de remblai pourraient être acceptées comme matériaux de remblayage;

Considérant que d'après quelques réclamants, il faudrait interdire les décharges; qu'ils soulignent qu'il y aurait une filiation entre l'exploitant de la carrière et le gestionnaire de déchets;

Considérant que d'après certains réclamants, il y aurait des effets négatifs incontrôlables dans 30 ans (réaménagement-interdiction de mise en décharge-garantie pour les générations futures);

Considérant qu'au contraire, certains réclamants relèvent qu'aujourd'hui les décharges sont contrôlées;

Considérant que certains réclamants souhaitent voir garantir la qualité des terres remises in fine en zone agricole (pas de leurre de terre agricole exploitable); qu'ils ne veulent pas d'échange via terres de remblais;

Considérant que les riverains estiment qu'il faudrait un profilage raisonnable (pas de falaise abrupte, ni de zone sinistrée, ni de paysage lunaire);

Considérant que dans son avis du 29 mars 2010, la commune de Chaumont-Gistoux indique :

« Considérant qu'il convient de rappeler qu'en 2000, la S.A. Hoslet a fait une demande de permis d'extension de sablières, ainsi qu'une demande d'autorisation d'utilisation du vide de fouille pour aménagement d'une décharge ou « centre d'enfouissement technique » - CET - de classe 5 (c'est-à-dire un CET destiné à accueillir des déchets non toxiques et réservés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets, autrement dit « mono-produit avec un seul client » - en l'occurrence les déchets de SITA);

Considérant que vu ce qui précède, le projet d'extension des sablières, qui aboutit à la présente procédure de révision partielle, trouve son origine dans le dossier initié en 2000. Que, partant, le risque d'y voir se réaliser une décharge est toujours latent; (...)

Considérant que le Collège et le Conseil communal de Chaumont-Gistoux ont remis le 28 mai 2008 au bureau Pissart, auteur de l'étude d'incidences, 7 points fondamentaux qui sont : (...)

- Le Collège et le Conseil communal attiraient d'ores et déjà l'attention de la Région wallonne sur son opposition ferme et définitive à ce que les sablières projetées soient un jour comblées par quelque déchet que ce soit. Il ne pouvait plus y avoir de nouvelle décharge à Chaumont-Gistoux ».

Considérant que le Collège communal de Chaumont-Gistoux souligne que, selon les informations disponibles, la certitude qu'il n'y aura plus jamais de nouvelle décharge à Chaumont-Gistoux n'existe pas; que le risque existe bien en théorie que le site soit proposé un jour à l'inscription au plan des CET ou qu'il soit exploité comme CET à usage exclusif du producteur initial de déchets, comme en témoigne le projet déposé en 2000; que la condition préalable de la certitude juridique que les sites proposés ne pourront jamais être exploités comme décharges n'est, en l'espèce, pas remplie;

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives à la fin d'exploitation et au réaménagement portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que toute question relative à la fin d'exploitation et au réaménagement trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences expose qu'« Il est trop tôt pour établir un plan de réaménagement écologique précis du site (mesures d'aménagement et de gestion). Le réaménagement doit être décidé en concertation avec les personnes concernées (autorités régionales, administration communale, demandeur, chef de cantonnement de la Division Nature et Forêts, exploitants agricoles, riverains). Il en est de même pour l'aménagement paysager. Tous ces points devront être traités dans le cadre de l'étude d'incidences portant sur le permis d'environnement, en tenant compte de la publication des nouvelles dispositions légales en matière de destination après exploitation » (EIP, Phase II, p. 74);

Considérant que le réaménagement du site après exploitation sera en effet examiné et étudié au stade de la demande de permis unique et de l'étude d'incidences qui devra la précéder; que ce réaménagement sera en outre garanti par la constitution d'une sûreté (article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement);

Considérant que l'auteur de l'étude recommande qu'il y ait un contrôle strict de la qualité des terres extérieures qui seraient éventuellement amenées pour le remblaiement partiel de la fosse (EIP, Phase II, p. 105);

Considérant que l'enfouissement de déchets en Région wallonne ne peut plus se faire aujourd'hui que dans le cadre du plan des centres d'enfouissement technique; que, comme dit ci-avant, le site du projet n'est pas inscrit au plan des CET;

Considérant que si remblai il devait y avoir dans le cadre du réaménagement du site, celui-ci ne pourrait se faire que dans le strict respect du permis nécessaire à l'extraction et aux dispositions relatives au réaménagement qu'il contiendra; que ce réaménagement sera garanti, comme dit ci-avant, par la constitution d'une sûreté;

16.2. Le zonage

Considérant que certains réclamants attirent l'attention sur le fait que les zones épuisées devraient intégralement retourner à la nature, à la forêt ou à l'agriculture;

Considérant que plusieurs réclamants veulent la garantie que la nouvelle zone d'extraction soit réaffectée en zone naturelle en fin d'exploitation;

Considérant que quelques réclamants font état de ce qu'une exploitation agricole pourrait poser problème pour la nappe phréatique quand le sable aura été retiré; qu'ils exigent la mise en œuvre effective des recommandations de l'étude d'incidences (réaffectation en zone naturelle pour une partie des nouvelles zones d'extraction);

Considérant que certains riverains souhaitent une alternative de réhabilitation (autre chose que de la zone agricole);

Considérant que certains réclamants souhaitent qu'en fin d'exploitation, la zone d'extraction soit réaffectée en zone naturelle au sud de Mettementbrule;

Considérant que plusieurs réclamants réclament une réaffectation progressive en zones naturelles des fosses d'extraction et en proportion suffisante et que les conditions nécessaires au développement des habitats-cibles soient créées ou maintenues;

Considérant que certains réclamants veulent une réhabilitation phase après phase afin de diminuer les surfaces occupées par la sablière; qu'ils demandent à ce que des consignes précises soient formulées à cet égard; que suivant certains réclamants, il faut un phasage des mises en exploitation de la sablière et des réhabilitations afin de réduire les surfaces prises à l'agriculture au même moment; la taille de la zone d'exploitation devrait rester constante; le réaménagement doit avoir lieu au fur et à mesure de l'extraction et pas au terme de l'exploitation;

Considérant que des riverains veulent que la Région wallonne s'engage à ne plus permettre à la commune de modifier l'affectation de la zone après exploitation (par exemple en ZAE via un PCAD);

Considérant qu'en ce qui concerne les destinations au terme de l'exploitation, l'auteur de l'étude d'incidences suggère ce qui suit :

- « La partie Nord et Nord-Ouest de la zone d'extraction projetée retournerait en zone naturelle, qui viendrait s'intégrer au site Natura 2000 et permettrait son éventuelle extension. Idéalement, cette zone devrait, après exploitation, être gérée en réserve naturelle, de préférence sous l'autorité de la DNF ou d'un opérateur agréé et actif dans la région comme les Réserves naturelles RNOB.

On notera que dans cette perspective de reconversion, il serait opportun d'inscrire en zone naturelle les terrains résiduels situés en zone agricole à l'Ouest de la limite de zone d'extraction projetée (variante de l'auteur d'EIP) entre la dite zone d'extraction et la zone forestière du ruisseau des Papieteries.

- Tout le Sud du périmètre de la zone d'extraction retournerait en terre agricole et se rattacherait à la vaste zone agricole existante à l'ouest et au sud.

- Les terrains situés à l'est du chemin entre Libersart et Gistoux seraient également reconvertis vers l'agriculture en extension des terrains déjà exploités comme sablière mais situés en zone agricole et réhabilités comme tels (superficie de la variante 1e.).

- Enfin, les terrains de la variante 2c sur lesquels sont implantées les dépendances de la carrières sont aussi prévus pour être reconvertis à l'agriculture.

[...]

Le statut de dépendance de carrière des terrains de la variante 2c. devrait être conservé pendant le temps de l'exploitation de la nouvelle zone d'extraction, c'est à dire pendant +/- 30 ans » (EIP, Phase II, p. 110);

Considérant que sur la réaffectation en zone naturelle de la nouvelle zone d'extraction ou de parties de celles-ci, l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur mentionne, au titre des modifications apportées à l'avant-projet : « Le réaménagement à prévoir au terme de l'exploitation de la zone d'extraction compte tenu du fait que la destination de ces terrains sera la zone agricole à l'exception des terrains situés au Nord-Ouest du périmètre, contigus à la zone Natura 2000 dont la destination sera la zone naturelle »;

Considérant que, dans son avis du 25 août 2011, la CRAT recommande que l'arrêté du Gouvernement prévoie, au terme de l'exploitation, la requalification d'une partie de la zone d'extraction en zone agricole en fonction des possibilités opérationnelles afin de répondre à la problématique agricole;

Considérant que le Gouvernement entend suivre cet avis dans le respect de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 et ainsi confirmer la position développée dans sa décision du 27 mai 2009, que le Gouvernement adopte une mesure d'aménagement à cet effet;

Considérant que la remise en gestion des zones naturelles à un opérateur privé ou public de conservation de la nature sera étudiée au stade de la demande de permis destinée à assurer la mise en œuvre concrète de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que la question d'un réaménagement phase par phase afin de réduire la surface de la sablière et de la maintenir constante sera étudiée au stade de la demande de permis unique;

Considérant que l'affectation de la zone après exploitation ne pourra être modifiée que via une nouvelle procédure de révision du plan de secteur ou l'adoption d'un plan communal d'aménagement révisé; que ces demandes doivent être spécifiquement motivées; que ces procédures requièrent non seulement l'évaluation de leurs incidences mais aussi la consultation du public; que la Région ne peut s'engager de façon ferme et définitivement intangible à ne plus permettre de modification d'affectation de la zone sous peine de violer l'article 1^{er} du CWATUPE;

D. LES COMPOSITIONS

Considérant que plusieurs réclamations portent sur les compensations; que les questions concernent la quantité et la nature des compensations alternatives ainsi que sur l'insuffisance, la nature et le coût des compensations alternatives;

1. Généralités

Considérant que plusieurs riverains estiment qu'il faudrait favoriser les compensations planologiques par rapport aux compensations alternatives;

Considérant que l'article 46 du CWATUPE indique que la compensation en matière de révision de plan, se traduit soit par « la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation... en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement »;

Que le législateur ne prévoit donc pas de privilégier l'une ou l'autre forme de compensation; que la compensation planologique et la compensation alternative sont donc mises sur un strict pied d'égalité;

2. Compensations planologiques

Considérant que les riverains soutiennent que les compensations seraient dérisoires, absentes et de mauvaise qualité;

Que certains se demandent dans quelle proportion se font les compensations;

Considérant que certains estiment qu'elles devraient aussi porter sur les surfaces exploitées illégalement;

Considérant que certains riverains expliquent qu'une zone déjà protégée ne peut, après régularisation, passer en zone naturelle et compter en tant que compensation (le « Pas de Chien »);

Considérant que, d'après quelques réclamants, beaucoup de surfaces en zone à bâtir pourraient être transformées en zone agricole ou en zone forestière (zones inondables reconnues ou de fait, zones alluviales, zones où la construction en ruban est interdite); que des réclamants exigent de pouvoir utiliser les ZACC existantes;

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux considère que l'ensemble des compensations proposées sont largement insuffisantes; qu'il serait nécessaire d'avoir des compensations planologiques proportionnellement plus importantes en superficie que celles proposées;

Que la CCATM insiste sur le fait que les compensations planologiques prévoyant le retour des carrières en zone agricole doivent être réalisées selon un cahier des charges précis à définir permettant le réemploi de celles-ci en terres de culture (la réhabilitation d'un fond de carrière en terre agricole n'est pas une sinécure; que c'est un travail qui doit

être bien fait au risque d'avoir un rendement agricole médiocre dans le futur, comme le relève l'étude d'incidences); que la CCATM insiste sur le fait que toutes les compensations doivent intégrer toutes les nouvelles emprises sur et en-dehors de la zone de modification du plan de secteur;

Que la CCATM de Chaumont-Gistoux a émis un avis suivant lequel elle s'interroge sur la légalité d'une modification du plan de secteur prévoyant la mise en zone Natura 2000 d'une carrière déjà remplie illégalement; que la CCATM considère que le réaménagement du Pas de Chien n'est pas une compensation planologique liée à la présente demande;

Considérant que le Collège communal de Chaumont-Gistoux estime que les compensations sont dérisoires sur le plan planologique d'autant plus que le seul échangeur ne peut être considéré comme une compensation;

Qu'une des compensations est l'inscription en zone naturelle du site du Pas de Chien qui fait d'ailleurs déjà partie de Natura 2000 (3,6 ha); que l'avis indique que selon la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement, c'est la partie du site remblayée illégalement qui justifiait l'intégration de la zone dans Natura 2000, mais que les remblais illégaux ont totalement détruit les habitats qui devaient être protégés; que la compensation proposée ne représente donc plus rien;

Que selon elle, outre le différentiel entre l'étendue du projet d'extension et l'étendue des compensations, il apparaît que les deux zones agricoles s'inscrivent dans le périmètre des anciennes zones d'extraction qui avaient vocation, au terme de l'exploitation, à retourner en zone agricole; que la zone naturelle du Pas de Chien est déjà inscrite en zone Natura 2000 et en site de grand intérêt biologique et ne constitue dès lors pas une réelle compensation planologique en l'espèce;

Considérant que la commune de Walhain indique que les compensations planologiques couvrent une surface largement inférieure à celle de la nouvelle zone d'extraction projetée; qu'elles apparaissent dès lors insuffisantes; que cette disproportion est en contradiction :

- avec le principe même de la compensation, laquelle est un avantage qui compense un désavantage;
- avec le principe de proportionnalité devant être appliqué conformément à l'article 46 du CWATUPE;
- avec la déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon qui préconise de « dans une perspective de développement territorial équilibré, préférer les compensations planologiques lors de l'inscription de nouvelles zones urbanisables et baliser les modes de compensation tant planologiques qu'alternatifs en recherchant l'établissement de critères à définir. Par ailleurs, un inventaire régional des zones potentiellement à désurbaniser sera mis en œuvre »;

Que de manière plus générale, la commune estime que cette manière de procéder engendrant la disproportion leur paraît contraire au principe de « standstill » et au droit à la protection d'un environnement sain consacré par l'article 23 de la Constitution, puisque la révision effective du plan de secteur aboutirait à une dégradation de l'environnement existant même en tenant compte de la compensation planologique projetée;

Considérant que comme déjà dit, il n'y a pas lieu de privilégier une forme de compensation sur l'autre; que l'idée selon laquelle il existerait beaucoup de zones urbanisables susceptibles d'être transformées en zones non urbanisables est trop vague que pour permettre in casu une analyse fine des options auxquelles songent les réclamants à ce sujet;

Considérant que l'article 46 du CWATUPE prévoit que c'est l'inscription d'une zone destinée à l'urbanisation qui doit être compensée; que le fait que cette zone ait été exploitée illégalement avant de devenir zone urbanisable n'influe pas sur le mécanisme prévu à l'article 46; que s'agissant d'inscrire une zone exploitée illégalement en zone non urbanisable, le CWATUPE n'impose nullement de compensation dans une telle hypothèse;

Considérant que suivant l'arrêté du Gouvernement du 21 juin 2007 complétant, par l'inscription d'une zone naturelle et d'une zone agricole au titre de compensations planologiques et l'introduction d'une compensation alternative, l'arrêté du 4 décembre 2003, « le Gouvernement wallon retient, au titre des compensations planologiques, la transformation des zones d'extraction suivantes en zones non destinées à l'urbanisation :

- inscription en zone naturelle du site du « Pas de Chien », faisant partie du site Natura 2000 BE 31007 dit Vallée du Train, pour un total d'environ 3,6 ha;
- inscription en zone agricole du site d'une ancienne décharge de classe 2, d'une superficie d'environ 7,9 ha » (site « Rigole Fossal »);

Considérant, que le premier site retenu au titre de compensation planologique (« Pas de Chien ») est situé sur la commune de Chaumont-Gistoux au sud de la route N243, entre Chaumont et Gistoux; qu'il est inscrit en zone d'extraction (et accessoirement en zone agricole);

Considérant que le site du « Pas de Chien » est reconnu comme Site de Grand Intérêt Biologique; que cela induit une protection de fait de cette sablière; que suivant l'étude d'incidences, « En principe, le remblayage des sablières entraîne la perte de tout l'intérêt écologique qu'elles avaient en cours d'exploitation. Néanmoins, même partiellement remblayées, elles conservent une valeur supérieure aux grandes cultures environnantes. Une certaine réversibilité du processus est encore possible dans la carrière De Kock ou « Pas de Chien » qui n'est pas encore entièrement remblayée. Des espèces animales protégées par la loi, observées dans la sablière Hoslet et De Kock, y ont leur habitat vital, ce qui devrait légalement empêcher le remblaiement total du fond des fosses. Dans le cas d'espèce du « Pas de Chien », s'agissant d'une mesure de compensation et une inscription en zone naturelle, aucun remblayage ni aucune activité humaine susceptible de perturber le milieu ne devrait plus y être toléré » (EIP, Phase II, p. 134); que cela n'invalide guère la possibilité de prendre ces parcelles en considération au titre de compensation; que leur inscription en zone non urbanisable permettra de renforcer certaines fonctions de conservation du site Natura 2000;

Que, d'une part, ce site n'ayant fait l'objet d'aucune opération de réhabilitation visant à recréer des terrains exploitables par l'agriculture, que d'autre part, son relief étant perturbé, qu'enfin, la végétation en place étant une végétation de colonisation, aucune exploitation agricole n'y est envisageable (EIP, Phase II, p. 134);

Que le site du « Pas de Chien » est bordé au sud et à l'ouest par un périmètre d'intérêt paysager (EIP, Phase II, p. 137);

Considérant que l'inscription du site du « Pas de Chien » en zone naturelle est donc rationnelle au vu notamment de l'inclusion du site dans le périmètre Natura 2000 se développant à l'ouest, de son inscription comme SGIB et de l'impossibilité de développer une exploitation agricole;

Qu'enfin, vu sa configuration topographique, le site pourrait encore recevoir des remblais ou des terres de découverte; qu'il peut donc exister un risque de dépôt sauvage de déchets (EIP, Phase II, p. 137);

Que l'auteur de l'étude cite les effets positifs suivants :

- sauvegarde et protection d'un versant qui alimente le Ry des Papeteries et le Train, et qui contribue à alimenter le ruisseau pour la protection du chabot;
- absence de nouveau risque de pollution locale de la nappe aquifère;
- absence de nouveau risque de pollution locale pour les captages publics situés en aval;
- sauvegarde de paysages locaux reconnus comme étant de qualité;
- contribution à l'amélioration de la qualité locale de l'air;
- protection et sauvegarde de Site de Grand Intérêt Biologique ou présentant un potentiel biologique intéressant et repris dans le réseau Natura 2000;

- création d'un tampon vert entre des zones à potentiel d'habitat et la zone d'extraction projetée (EIP, Phase II, p. 138);

Considérant que, par souci de cohérence, l'auteur suggère toutefois comme variante de délimitation d'intégrer l'ensemble de l'excavation de l'ancienne sablière en zone naturelle, soit la zone d'extraction visée par l'avant-projet à titre de compensation de 3,6 Ha et la petite zone agricole voisine de 3,7 ha (EIP, Phase II, p. 139); qu'il suggère également que la partie débordante sur la ZACC voisine soit inscrite en zone naturelle (0,25 Ha); qu'en résumé, il propose que la limite de la zone naturelle inscrite au plan de secteur soit matérialisée par le Chemin des Cressonnières au nord et le Chemin du Bois Matelle au sud (EIP, Phase II, p. 140);

Que l'auteur recommande :

- d'arrêter tout remblayage du site du « Pas de Chien »;
- d'interdire l'accès du site aux activités de loisirs, plus spécifiquement les loisirs motorisés;
- de s'inspirer largement des publications de la Région wallonne en matière de réaménagement après exploitation, notamment la publication de la DGRNE (actuelle Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement) de 1995 « Réaménagement biologique des carrières après exploitation » et plus spécifiquement les chapitres de ces publications consacrés aux sablières;
- d'intégrer l'administration compétente en matière de gestion de la nature dans le processus de reconversion du site (EIP, Phase II, p. 140);

Que suivant l'auteur de l'étude, cette variante pourrait s'inscrire dans les conditions de l'exploitation de la nouvelle zone d'extraction par phases successives (EIP, Phase II, p. 100);

Considérant que l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur indique que « considérant que les variantes de mise en œuvre proposées par l'étude d'incidences sont :

La restauration du site « Pas de Chien » en terme de maintien et de potentialités d'implantation d'habitats et d'espèces d'intérêt biologique; qu'à cet égard, l'élaboration d'un plan de gestion de ce périmètre constituera un préalable indispensable à la première phase d'exploitation de la future zone d'extraction portant sur les terrains situés au nord du chemin de Mettementbrule;

(...)

La variante de délimitation consiste en l'intégration de l'ensemble de l'excavation de l'ancienne sablière « Pas de Chien » en zone naturelle : les terrains visés par cette extension du périmètre de zone naturelle, actuellement affectés en zone agricole, présentent les mêmes potentialités pour la biodiversité et plus aucun intérêt pour l'agriculture et sont repris en Site de Grand Intérêt Biologique; qu'en conséquence, le périmètre de la zone naturelle sera délimité par le chemin des Cressonnières au nord et le chemin du Bois Matelle au sud, en ce compris, par souci de cohérence planologique la petite partie débordant de la zone d'aménagement communal concerté (0,25 ha) au sud du chemin des Cressonnières »;

(...)

« Art. 2. Les terrains situés dans la partie nord de la future zone d'extraction sont marqués d'une prescription supplémentaire * S.35 précisant qu'il s'agit de la Phase I de l'exploitation et que celle-ci ne pourra être mise en œuvre avant l'élaboration d'un plan de gestion en vue du maintien et des potentialités d'implantation d'habitats et d'espèces d'intérêts biologique du site « Pas de Chien » »;

Considérant que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT indique qu'elle est « favorable à l'inscription de deux zones naturelles, celles de l'ancienne sablière du Pas-de-Chien, servant de compensation planologique, et celle située à l'est du Bois Matelle. Elle constate que ces sites présentent un potentiel biologique important et que leur inscription en zone naturelle se justifient pleinement eu égard à leurs qualités intrinsèques »;

Que la CRAT indique également qu'elle est « favorable à l'inscription des prescriptions supplémentaires *S35 et *S36 relatives à la zone d'extraction. »;

Que le Gouvernement confirme l'inscription en zone naturelle du site du « Pas-de-Chien » pour un total de 7,5 ha dont seulement 3,6 ha est pris en considération pour le calcul des compensations puisque le surplus est déjà en zone non urbanisable;

Considérant, que le deuxième site retenu au titre de compensation planologique (« Rigole Fossal ») est situé sur la commune de Chaumont-Gistoux; que cette ancienne carrière d'extraction de sable est aujourd'hui comblée et réaménagée en prairie; que « La situation des terrains exploités à cet endroit résulte d'un historique assez complexe d'exploitation de sable suivie de remblaiement au fur et à mesure de la progression de son exploitation ou d'exploitation de décharge suivant l'endroit. »;

Que la zone a été réhabilitée et est affectée à la prairie; que suivant l'auteur de l'étude, il est peu probable qu'une autre spéculation que la prairie puisse y être menée au vu du relief en dôme résultant de l'ancienne décharge et à la présence de sols limoneux qui caractérisaient précédemment la zone et qui n'ont pas de valeur extrêmement élevée; que l'inscription de ces terrains en zone agricole apparaît toutefois comme rationnelle dès lors qu'elle revêt un intérêt pour les exploitants auxquels ils sont rendus (EIP, Phase II, p. 144);

Que les autorisations d'exploiter la zone d'extraction ont prévu le réaménagement du site en zone agricole;

Que l'inscription en zone agricole mettrait la situation de fait en cohérence avec la situation de droit; que l'exploitant aura en effet la possibilité de développer des installations bâties en relation avec ses activités dans la zone considérée;

Que le retour à l'exploitation agricole renforce théoriquement le risque de pollution de la nappe aquifère par les nitrates; que la superficie visée est toutefois très réduite et que la spéculation agricole est limitée à la prairie (EIP, Phase II, p. 145);

Que le remblayage des fosses après exploitation et le retour à la topographie initiale ainsi que l'exploitation des terrains à des fins agricoles a pour effet de supprimer l'incidence paysagère liée à l'exploitation de la sablière, tant pour les vues courtes que pour les vues longues (EIP, Phase II, p. 146);

Que dans son avis du 25 août 2011, la CRAT indique qu'elle est « favorable à l'inscription de deux zones agricoles à Chaumont-Gistoux. Elle relève que cette modification entérine une situation de fait. Le site proche de la N243 correspond à une partie d'une carrière comblée et réaménagée, reprise antérieurement comme décharge de classe 2. Ces terrains sont actuellement exploités comme pâture par un agriculteur »;

Que le Gouvernement confirme l'inscription en zone agricole du site « Rigole Fossal » pour un total de 7,9 ha;

Considérant que le 27 juin 2011, le CWEDD a remis un avis favorable sur l'inscription de zones naturelles et de zones agricoles en guise de compensation planologique;

Considérant que le plan porte sur l'inscription d'une superficie de l'ordre de 110ha de zones destinées à l'urbanisation contre une superficie de l'ordre de 15 ha de zones non destinées à l'urbanisation EIP;

Considérant que les compensations planologiques ne permettent pas de compenser la totalité des nouvelles zones d'extraction; qu'il y a dès lors lieu d'analyser la possibilité prévue par le législateur d'adopter des compensations alternatives de manière à compenser proportionnellement l'inscription de la nouvelle zone urbanisable;

3. Compensations alternatives

3.1. La voirie de liaison

3.1.1. Insuffisante

Considérant que certains riverains rapportent que l'échangeur serait destiné uniquement à une société privée, dont le but avoué est purement spéculatif; qu'il ne faut pas confondre itinéraire rentable pour le carrier et compensation alternative; que, selon les réclamants, la création d'un échangeur permet d'éviter des nuisances qui ne sont pas subies actuellement; que l'exploitant est le seul bénéficiaire réel;

Considérant que des riverains expliquent que Walhain doit subir le charroi et les autres nuisances alors que l'exploitation sera à 70 % sur Chaumont-Gistoux: qu'ils se demandent ce qu'il en est de la juste proportion et de la notion de proportionnalité;

Considérant que la CCATM de Chaumont-Gistoux estime que l'ensemble des compensations proposées sont largement insuffisantes; que les compensations alternatives qui seront proposées doivent l'être au bénéfice des communes concernées;

Que la CCATM considère aussi que « les compensations alternatives proposées n'en sont pas. Ces dites compensations (échangeur, déménagement des installations Hoslet) ne servent qu'à l'exploitant et doivent constituer un préalable à l'octroi de la modification du plan de secteur »;

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux considère que la seule compensation alternative proposée qui consiste en l'édification à charge de SITA – Hoslet d'un nouvel échangeur sans que le tracé des voiries venant de ce nouvel ouvrage ne soit fixé, entraînera des dommages collatéraux et ne représenterait aucun intérêt pour les habitants de la commune;

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux indique que les compensations alternatives apparaissent comme insuffisantes; que la création d'un échangeur afin de permettre l'exploitation de l'extension apparaît davantage comme desservant l'exploitant que comme constituant une compensation;

Considérant que la commune de Walhain indique qu'il est surprenant et interpellant de constater que le projet de révision porte sur un projet incluant la création d'un échangeur autoroutier et d'un itinéraire non encore défini; que selon la commune, c'est en fonction de la localisation de l'échangeur et de l'itinéraire que l'étude d'incidences aurait dû être effectuée; que par ailleurs, la compensation alternative ne compense pas les illégalités et lacunes de la compensation planologique; la compensation alternative projetée est elle-même illégale; que la commune constate que la compensation alternative répond exclusivement aux besoins de l'exploitant d'une carrière, laquelle lui permettrait de relier son exploitation au réseau autoroutier et de générer ainsi une réduction de son coût de transport; qu'il ne s'agit donc pas d'une compensation alternative telle que visée par l'article 46 du CWATUPE puisqu'elle ne consiste pas en une compensation des incidences négatives générées par la révision du plan de secteur; au contraire, cette compensation alternative générera elle-même des nuisances pour les riverains;

Considérant que, comme dit ci-avant, il n'est plus question de la création d'un échangeur mais bien d'un nouvel itinéraire de liaison à la E411 via la N243a;

Considérant que la traversée du centre de Chaumont-Gistoux par un important charroi, est une préoccupation majeure des habitants et des autorités communales;

Que cet important charroi est notamment induit du site de la sablière mais aussi des installations liées à la sablière, sises au centre de Chaumont-Gistoux;

Considérant qu'afin de rencontrer cette préoccupation, le Gouvernement wallon souhaite mettre fin à la traversée de Chaumont-Gistoux par ce charroi et imposer la délocalisation complète des installations liées à la sablière et sises au centre de Chaumont-Gistoux, et ce alors que celles-ci disposent d'un permis d'exploitation jusqu'en 2021;

Que cette difficulté a d'ailleurs été évoquée dans le plan intercommunal de mobilité de Chaumont-Gistoux;

Considérant que dans son avis du 27 juin 2011, le CWEDD propose que le demandeur investisse dans un itinéraire de raccordement à la N243a permettant de dégager Chaumont-Gistoux d'un important charroi de camions, en déplaçant également ses activités de bureaux, le truck-wash et la station service du centre de Chaumont-Gistoux vers la future zone d'extraction; qu'il précise que l'investissement proposé en termes d'infrastructures routières profitera ainsi à la collectivité en limitant le charroi au centre de Chaumont-Gistoux;

Considérant que l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction vise uniquement à maintenir l'activité; que cela n'aura donc pas pour effet d'augmenter le charroi existant actuellement;

Qu'il est incontestable que cela permettra, d'une part, une amélioration de la qualité de vie des habitants situés le long de la N243 et au centre de Chaumont-Gistoux et, d'autre part, une amélioration de la sécurité routière sur la N243; que ce faisant, c'est le confort de circulation de l'ensemble des usagers de la N243 qui s'en trouve amélioré;

Considérant que le Gouvernement entend préciser que la demande de permis unique destiné à assurer l'exploitation du site devra intégrer et porter sur les installations actuellement sises au centre de Chaumont-Gistoux et qui seront déplacées dès la mise en œuvre de ce permis s'il est délivré;

3.1.2. Objet

Considérant que plusieurs réclamants estiment qu'il n'existerait aucune contrepartie pour les investissements faits par le public pour le public et qui deviendront à usage privé (chemins de remembrements,...), ni aucune solution de remplacement; que suivant les réclamants, l'exploitant devrait proposer un dédommagement (subsidiations des équipements collectifs, reclassement des agriculteurs privés de leurs terres,...); que les réclamants veulent un projet constructif (protection anti-bruit);

Considérant que d'après les réclamants, il faudrait réaménager la N243a depuis le croisement avec la chaussée de Huy jusqu'au croisement avec la route d'Orbais (rectification du tracé, ronds-points, éclairages,...); qu'il faut également améliorer le réseau existant;

Considérant que, enfin, plusieurs réclamants souhaiteraient que le projet de voirie soit réversible après l'exploitation; que selon eux, il ne faut pas faire peser sur la collectivité les charges d'un projet privé;

Considérant que certains d'entre eux demandent qu'il soit signifié à l'exploitant, pour garantir la bonne exécution des engagements, un préavis de 2 ans pour lui permettre de créer l'accès à la E411; qu'ainsi, d'après eux, le permis devrait être délivré en fonction de la bonne exécution; que d'autres riverains exigent une garantie pour que les itinéraires alternatifs soient mis en œuvre; que, cependant, selon ces riverains, le phasage prévu ne permet aucune garantie;

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux souligne l'incidence du phasage telle que défini dans l'arrêté du 27 mai 2009 qui implique que la mise en œuvre de l'itinéraire alternatif ne devrait avoir lieu qu'en préliminaire de la deuxième phase de l'exploitation, phase qui ne devrait débuter que d'ici quinze à vingt ans; que ceci ouvre donc la porte à l'exploitation de la nouvelle zone sans aucune garantie pour que les travaux concernant le nouvel itinéraire ne soient mis en œuvre;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences a indiqué que le charroi implique des nuisances (bruit, vibrations, poussières, danger pour les autres usagers) (EIP, Phase II, p. 76 et s.);

Qu'il a précisé également que la création d'un nouvel itinéraire permettant d'éviter la traversée du centre de Chaumont-Gistoux sur la N243 serait une modification à incidence positive et importante pour les riverains ainsi que pour le flux de mobilité et la sécurité sur cette voirie publique (EIP, Phase II, p. 82);

Que l'auteur de l'étude a exposé et décrit les critères d'analyse des variantes pour la compensation alternative (EIP, Phase II, p. 160 et s.); qu'un tableau récapitulatif permet d'apprécier les avantages et les inconvénients de chaque variante (EIP, Phase II, p. 162); que l'auteur a attribué -1, 1, 2 ou 3 points à chaque critère en fonction des motifs de préférence pré-indiqués; que cela apparaît tout à fait objectif;

Considérant que dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur, le Gouvernement a précisé que « les variantes de mise en œuvre proposées par l'étude d'incidences sont :

°La mise en place d'un itinéraire alternatif permettant d'éviter le centre de Chaumont-Gistoux pour le charroi généré par la sablière et ses dépendances; la mise en place de cet itinéraire constituera un préalable indispensable à l'exploitation de la Phase II de la future zone d'extraction située au sud du chemin de Mettementbrule;

(...)

Que dans le cadre des enquêtes publiques, les communes ont suggéré des itinéraires alternatifs;

Que le Gouvernement a sollicité de l'auteur de l'étude la réalisation d'une note d'analyse environnementale relative aux tracés alternatifs proposés par les communes suite à l'enquête publique; que dans cette note, l'auteur de l'étude a analysé chacune des deux variantes suivant des critères précis et a suggéré des mesures d'amélioration;

Que dans son analyse, l'auteur a analysé les variantes proposées suivants les critères de sécurité (itinéraires partagés, nombre de carrefours, nombre de tourne-à-gauche, interférence avec un itinéraire cyclable) et de mobilité (utilisation de l'itinéraire par un trafic de fuite),... (rapport complémentaire, p. 13);

Considérant que le CWEDD soutient l'alternative proposée par le bureau d'étude dans l'analyse qui lui a été demandée par le Gouvernement (alternative dite Abis), qui est celle qui minimise les impacts environnementaux et agricoles; qu'il indique toutefois que cette alternative entraîne une urbanisation supplémentaire de la zone agricole et souhaite par conséquent que le Gouvernement analyse l'apport d'une compensation opérationnelle à l'attention de l'agriculture;

Qu'il n'est pas prévu de rendre cet itinéraire privé; que les chemins concernés resteront publics;

Considérant que comme dit ci-avant, le Gouvernement entend imposer une prescription supplémentaire consistant à imposer la réalisation des aménagements nécessaires à la mise en œuvre de l'itinéraire Abis et l'utilisation de cet itinéraire dès l'entame de l'exploitation;

Considérant que le Gouvernement wallon entend imposer la construction d'un mur antibruit le long de la E411 comme compensation alternative; qu'il appartiendra à l'exploitant de financer l'étude nécessaire à la délimitation des emplacements exacts de ce mur le long de l'E411 d'une part et la construction de ce mur d'autre part, et ce à hauteur d'un million cent mille euros;

Considérant que pour autant que de besoin, le Gouvernement entend préciser qu'il encourage l'exploitant à ouvrir un dialogue avec la commune de Chaumont-Gistoux quant à la mise en place, le cas échéant au sein de la zone exploitée, d'autres équipements collectifs de type sportifs par exemple;

3.1.3. Coût

Considérant que certains réclamants jugent que les compensations doivent être étudiées et budgétisées par un bureau d'étude indépendant;

Considérant que ces réclamants jugent également que le coût des travaux doit être avalisé par l'exploitant avant la réalisation des compensations; qu'il serait inadmissible que le contribuable intervienne;

Considérant que certains riverains se demandent qui supportera les charges afférentes aux entretiens, modifications et aux constructions de voirie; que selon eux, vu l'instabilité des sols, il y aurait des risques d'augmentations budgétaires conséquentes pour la remise en état; qu'ils indiquent qu'il faudrait que ce soit une opération neutre pour les charges revenant à la collectivité et que la construction et l'entretien de l'échangeur devraient incomber à l'exploitant; que les réclamants exigent que toutes les dépenses (déménagement, création de routes, murs anti-bruit,...) soient à charge de l'exploitant;

Considérant que la commune de Walhain indique qu'elle s'étonne de ce qu'en ce qui concerne l'échangeur et l'itinéraire de liaison, un budget d'un million d'euros a été fixé quant à l'intervention de l'exploitant de la carrière, alors que la compensation alternative n'est pas définie précisément et que par conséquent, le coût de sa mise en œuvre ne peut être fixé; que par conséquent, pour l'hypothèse où le budget précité serait dépassé, c'est à la collectivité qu'il appartiendrait d'y suppléer, ce qui ne peut être admis dans le cadre de la mise en œuvre d'une compensation alternative;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences indique que : « Depuis 2004, une convention a été établie entre le MET et les différents exploitants de sociétés générant du trafic sur la N243a (Annexe IV.1.3.). Le Ministère a en effet effectué des travaux de remise en état durant l'hiver 2003- 2004, les sociétés utilisant intensivement la N243a ont donc convenu de supporter les frais d'entretien de cette voie, chacune à concurrence d'un pourcentage défini en fonction de l'importance du charroi.

En septembre 2004, 4 sociétés ont signé la convention :

- Ets HOSLET (Daniel Hoslet) pour 70 %,
- SA DE KOCK WAVRE (Hugo De Kock) pour 16,5 %,
- SOCOROUTE (Pierre-Marie Melin) pour 10 %,
- RAMAN SA (Jean-Jacques Raman) pour 3,5 %.

En 2007, la convention a été reconduite et signée par 5 sociétés :

- Ets HOSLET (Daniel Hoslet) pour 80 %,
- VH RECYCLAGE (Marc Regnier) pour 6 %,
- READY BETON (A. Daelmans) pour 6 %,
- MELIN SA (Pierre-Marie Melin) pour 5 %,
- RAMAN SA (Jean-Jacques Raman) pour 3 % » (EIP, Phase II, p. 36);

3.1.4. Conclusion

Considérant qu'eu égard aux arguments développés par les réclamants et les autorités communales de Walhain et Chaumont-Gistoux, le Gouvernement estime que l'aménagement de la voirie de liaison entre le site de la sablière et la route N243a ne relève pas de la notion de compensation alternative mais doit être imposée à titre de charge d'urbanisme lors de la délivrance du permis permettant la mise en oeuvre de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur par le présent arrêté;

Considérant que le Gouvernement impose, en tant que compensation alternative en termes d'environnement, la réalisation de l'étude nécessaire à la délimitation des emplacements exacts d'un mur anti-bruit le long de l'E411 à hauteur de la commune de Walhain d'une part et la construction de ce mur d'autre part, à financer par l'exploitant à hauteur d'un million cent mille euros;

3.2. Le déménagement des installations du centre de Gistoux

Considérant que plusieurs riverains constatent que des installations du centre de Gistoux seront obligées de déménager (avant la Phase I d'exploitation) et que ceux-ci s'interrogent sur les lieux où elles iront s'implanter;

Considérant que plusieurs réclamants attirent l'attention sur le fait que le déménagement des installations ne fera qu'accroître le bruit; que d'autres riverains considèrent que le déménagement des installations devra se faire le plus près de la chaussée de Huy et des autres bâtiments existants;

Considérant que des riverains demandent qu'il soit fait attention à la réaffectation des locaux dans le centre (pas réutilisés à des fins similaires); que ces mêmes riverains rapportent qu'ils étaient déjà contre le placement de citernes de carburant, station de lavage, atelier,...; que, enfin, selon des réclamants, la location de matériel n'aurait pas sa place au centre de Gistoux et devrait être réservée aux petits commerçants; que les réclamants se demandent ce que deviendra le truck-wash actuel;

Que plusieurs d'entre eux contestent le déménagement du truck-wash en zone d'extraction alors que seule une partie de la flotte serait concernée par l'activité d'extraction; qu'ils estiment qu'une zone d'activité économique serait nécessaire;

Considérant que quelques réclamants indiquent que la zone qui accueillera les installations est particulièrement sensible (zone 1e) et devra donc être protégée contre les pollutions aux hydrocarbures;

Que, selon les réclamants, le déménagement des installations existantes ne peut être une compensation nécessaire à l'exploitation : qu'il a lui-même des incidences sur l'environnement;

Considérant que différents réclamants rappellent les nuisances sonores et de mobilité dues au maintien des installations au centre durant la Phase I (départ matinal, réparations, lavage,...); que ces réclamants se demandent s'il existe des études à ce sujet; qu'ils rappellent également les nuisances sonores dues aux klaxons et feux de recul;

Considérant que la commune de Chaumont-Gistoux souligne l'incidence du phasage tel que défini dans l'arrêté du 27 mai 2009; que l'arrêté d'adoption provisoire de la révision partielle définit un phasage qui implique que le déplacement des installations vers le site d'exploitation ne devrait avoir lieu qu'en préliminaire de la deuxième phase, qui ne devrait débuter que d'ici quinze à vingt ans; que ceci ouvre donc la porte à l'exploitation de la nouvelle zone sans aucune garantie pour que les travaux concernant le déplacement des installations ne soient mis en oeuvre;

Que le Collège communal de Chaumont-Gistoux indique qu'il souhaite qu'une partie de la superficie concernée par la modification du plan de secteur soit réservée au déménagement indispensable et sans délai des installations situées dans le centre du village de Gistoux : atelier d'entretien et de réparation; garages; station de lavage automatique pour poids lourds; station de distribution de gasoil routier; dépôt de gasoil routier, etc;

Que le Collège indique que la condition d'une solution préalable et prioritaire concernant le charroi des camions et concernant le déménagement du centre du village des garages, du truck wash et des pompes à mazout est un préalable au projet d'extension et n'est pas remplie en l'espèce;

Considérant que, sur le caractère immédiat et non phasé du déménagement des installations sises au centre de Chaumont-Gistoux et de la mise en oeuvre de l'itinéraire Abis, il y a lieu de se reporter sur ce qui a été indiqué ci-avant à ce sujet;

Considérant que dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur, le Gouvernement a précisé que « les variantes de mise en oeuvre proposées par l'étude d'incidences sont :

(...)

Le déplacement de l'ensemble des installations générant des nuisances du centre de Chaumont-Gistoux vers le site d'exploitation juste au sud du chemin de Mettementbrule et à l'est du chemin de Tourinnes à Gistoux; ce déplacement constituera un préalable indispensable à l'exploitation des terrains situés au sud du chemin de Mettementbrule constituant la deuxième phase d'exploitation de la future zone d'extraction »;

Considérant, quant à la question du déménagement des installations de la sablière sises au centre du Chaumont-Gistoux, que le Gouvernement entend faire droit aux souhaits de la commune et des riverains; que ce déménagement devra dès lors être réalisé dès l'entame de l'exploitation concernée par la présente révision du plan de secteur et non avant l'exploitation des terrains situés au sud du Chemin de Mettementbrule;; qu'en conséquence, la prescription *S36 est supprimée;

Considérant que le déménagement obligatoire de toutes les installations de la sablière sises au centre de Chaumont-Gistoux dès l'entame de l'exploitation, en dépit du fait que le permis qui les couvre est valable jusqu'en 2011;

Considérant qu'en outre il y a lieu d'imposer que la réalisation et l'utilisation de l'itinéraire Abis soit effective dès l'entame de l'exploitation; que ceci implique que le libellé de la prescription *S35 soit revu en vue d'imposer la réalisation de ces aménagements et l'utilisation de cet itinéraire dès l'entame de l'exploitation;

Considérant que les installations s'établiront dans la zone d'extraction suggérée comme variante 1e par l'auteur de l'étude d'incidences; que ces terrains déjà exploités seront donc reconvertis en zone d'extraction afin de permettre l'installation des dépendances de carrières; que suivant l'auteur de l'étude, ces terrains sont idéalement placés pour assurer une bonne gestion de l'exploitation tout en permettant un accès aisé au nouvel itinéraire;

3.3. *La réhabilitation du site du « Pas de Chien »*

Considérant que le Gouvernement souhaite, pour ce site, compléter la compensation planologique envisagée par le présent arrêté et favoriser une réhabilitation effective du site du Pas-de-Chien, conformément à l'option prise dans l'arrêté du 27 mai 2009 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur; qu'il entend dès lors imposer, à titre de compensation alternative, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion de la totalité du site;

4. *Compensations : synthèse*

Considérant que les compensations planologiques et alternatives adoptées permettent, ensemble, de compenser de manière proportionnée l'inscription de la nouvelle zone urbanisable;

Considérant en effet qu'il ressort de la prise en compte des variantes de délimitation et de mise en œuvre du projet et des compensations proposées par l'étude d'incidences et reprises dans le présent arrêté que la superficie de zone d'extraction inscrite sera de l'ordre de 110 ha, garantissant au rythme actuel, au moins 30 ans d'exploitation; que la compensation planologique portera sur une superficie de l'ordre de 15 ha de zone agricole et de zone naturelle;

Considérant que la compensation alternative consistera :

- en l'étude et la construction d'un mur antibruit à hauteur de la commune de Walhain le long de l'E411;
- au déménagement obligatoire de toutes les installations de la sablière sises au centre de Chaumont-Gistoux, et ce dès l'entame de l'exploitation et en dépit du fait que le permis qui les couvre, est valable jusqu'en 2021;
- en l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion de la totalité du site du Pas-de-Chien;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription :

- d'une zone d'extraction sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain, de zones naturelles, de zones agricoles et d'une zone d'habitat;

- d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'une voirie de liaison entre le site de la sablière et la route N243a,

est adoptée définitivement conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. Une compensation alternative est imposée, comportant les mesures suivantes :

- l'étude et la construction d'un mur antibruit à hauteur de la commune de Walhain, le long de l'E411, financées à hauteur d'un montant d'un million cent mille euros par l'exploitant;

- le déménagement obligatoire de toutes les installations de la sablière sises au centre de Chaumont-Gistoux, et ce dès l'entame de l'exploitation;

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion à finalité écologique couvrant la totalité du site du Pas-de-Chien; ce plan devra être joint à la demande de permis unique destiné à couvrir l'exploitation.

Art. 3. La zone d'extraction est marquée d'une prescription supplémentaire *S35 libellée comme suit :

« l'exploitation ne pourra être entamée que lorsque tous les aménagements nécessaires à la

mise en œuvre de la voirie de liaison entre le site de la sablière et la route N243a seront réalisés et opérationnels ».

Art. 4. Un Comité d'accompagnement sera créé par le permis unique, conformément à l'article D29-26 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 5. Une évaluation archéologique de la nouvelle zone d'extraction est réalisée préalablement à la mise en œuvre de la zone. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi en concertation entre l'exploitant et la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

Art. 6. La révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez visée à l'article 1^{er} est assortie d'une mesure d'aménagement, au sens de l'article 23, alinéa 2 du CWATUPE suivant laquelle, des terrains d'une superficie de minimum 30 hectares compris dans la partie sud de la zone d'extraction, devront être restitués à l'agriculture au terme de l'exploitation.

Art. 7. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement en application de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 8. Le ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive à la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turlutttes », d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'une voirie de liaison, de zones naturelles, de zones agricoles et d'une zone d'habitat sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (ci-après : le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'extension de l'exploitation existante du gisement de sable présent, et ce sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain. Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

S'agissant d'un document de synthèse, la présente déclaration environnementale renvoie pour les détails et pour le surplus au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant ladite révision du plan de secteur.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le deuxième à la chronologie de la procédure de révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

1. Objet de la révision du plan de secteur

La présente révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 et suivants du Code. Elle vise, en synthèse, à permettre la poursuite de l'exploitation existante du gisement de sable. Ce gisement et les qualités de celui-ci en termes d'épaisseur, de continuité et de qualité du sable exploité, est repris à l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé par le Laboratoire d'analyses litho-et zoostratigraphiques du Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur POTY).

Cette révision du plan de secteur s'inscrit dans le droit fil de la note d'orientation adoptée par le Gouvernement wallon le 27 mars 2002 et relative à la méthodologie de validation des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction dans les plans de secteurs, décision aux termes de laquelle le Gouvernement a chargé le Ministre de l'aménagement du territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'extension de zone d'extraction sur la base de la méthodologie suivante : vérification que la demande porte sur un site validé par l'étude précitée du professeur Poty, qu'elle correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation actuelle ne peut plus se poursuivre plus de 6 ans dans les limites autorisées, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles;

- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie.

2. Chronologie de la révision du plan de secteur

Par arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003, celui-ci a décidé la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez et adopté l'avant-projet de révision en vue de l'inscription de la zone d'extraction en question au lieu-dit « Les Turlutttes » à Chaumont-Gistoux et à Walhain.

Le 21 juin 2007, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté complétant l'arrêté précité au regard de l'entrée en vigueur, dans l'intervalle, de l'article 46, § 1^{er}, 3^o du CWATUPE imposant un mécanisme de compensation en cas d'inscription au plan de secteur d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation. L'arrêté du 21 juin 2007 vise donc à prendre en considération les compensations envisagées dans le cadre de la présente révision du plan de secteur.

Le 13 décembre 2007, le Gouvernement wallon décide du contenu de l'étude d'incidences de plan à réaliser dans le cadre de la révision du plan de secteur. Cette étude d'incidences est confiée à l'auteur agréé, la SA PISSART-VANDERSTRICHT, étude d'incidences déposée en décembre 2008.

Le 25 mai 2009, sur la base de l'étude d'incidences précitée, le Gouvernement wallon adopte provisoirement ladite révision du plan de secteur.

S'en suit la procédure de consultation prévue aux articles 42 et suivants du Code.

Une enquête publique est donc réalisée entre le 4 janvier 2010 et le 17 février 2010 sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et de Walhain.

Dans ce cadre, deux réunions d'information sont tenues le 12 janvier 2010 à Chaumont-Gistoux et le 13 janvier 2010 à Walhain. Deux réunions de concertation se sont également déroulées, conformément au Code, le 23 février 2010 à Chaumont-Gistoux et le 24 février 2010 à Walhain.

Les Commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité ont remis leurs avis respectivement en date du 17 février 2010 pour la CCATM de Chaumont-Gistoux et du 10 mars 2010 pour la CCATM de Walhain.

Les Conseils communaux des communes se sont également exprimés respectivement en date des 17 février et 24 mars 2010 pour la commune de Walhain et en date du 29 mars 2010 pour la commune de Chaumont-Gistoux.

Enfin, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable a remis un avis en date du 27 juin 2010 et la Commission régionale d'aménagement du territoire en date du 25 août 2010.

Le Gouvernement wallon, après avoir examiné les réclamations et avis exprimés, a ensuite décidé, sur la base des propositions des communes formulées en matière de charroi, de demander à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de réaliser une analyse des propositions formulées par les communes.

Cette analyse a été réalisée en novembre 2010.

L'adoption définitive de la révision du plan de secteur a finalement été adoptée par le Gouvernement wallon.

3. Considérations environnementales

Préalablement à l'analyse des considérations environnementales, il convient de souligner ici qu'il s'agit d'une révision de plan de secteur et non d'une demande de permis en vue de réaliser le projet sous-jacent à cette révision du plan. En conséquence, les observations émises dans le cadre de l'enquête publique, les différents avis émis au cours de la procédure de révision du plan de même que certaines des recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences qui ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent, ne trouveront pas réponse

ici mais bien dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que, le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré. Il en est notamment ainsi des questions relatives au bruit, à la protection quantitative et qualitative de l'eau potabilisable, des considérations relatives au contrôle de l'exploitation, à l'émission de poussières ...

1. Sur l'opportunité de la révision du plan de secteur à réaliser

Le Brabant wallon constitue la principale zone de gisement de sable en Région wallonne, étant entendu que l'offre qui en est actuellement issue ne répond pas à la demande qui s'y manifeste, vu le nombre de sablières en activité extrêmement réduit. Du reste, en Région wallonne, les qualités et les typologies de sable varient d'un gisement à un autre, voire au sein d'un même filon.

En effet, les caractéristiques du sable sont sa courbe granulométrique, la rondeur de son grain et son taux de chlorure. Le sable exploité à Chaumont-Gistoux est principalement du sable de construction et du sable siliceux destinés à la production de béton, de mortier, à la maçonnerie de même qu'à l'industrie du verre. Il y a lieu en outre de noter qu'il n'existe pas de substitut complet au sable, que les seuls matériaux susceptibles d'être réutilisés comme les bétons recyclés ou le sable récupéré par filière de recyclage, n'ont pas les qualités techniques requises pour servir de substitut au sable de construction et au sable siliceux.

L'alternative, en l'absence de produits de substitution, serait l'importation en provenance des pays étrangers avec un supplément de coût et une hausse corolaire des prix à la construction, outre l'augmentation intensive des charrois et l'augmentation des émissions atmosphériques. Il est donc d'intérêt général d'être auto-suffisant en matière de production de sable, outre l'emploi lié à ce secteur d'activité.

2. Localisation et délimitation

Le choix de localisation est lié notamment à la présence du front existant et aux qualités intrinsèques du gisement présent, front relativement éloigné de l'urbanisation. On peut dès lors considérer que ceci fait partie des considérations à prendre en compte dans le cadre d'une gestion et d'une utilisation parcimonieuse du sol et des ressources du sous-sol.

En termes de délimitation, le périmètre finalement retenu est le périmètre suggéré par l'auteur de l'étude d'incidences, étant entendu que sur la base de l'obligation pour la Région de gérer le territoire comme patrimoine commun des habitants en rencontrant de manière durable les besoins sociaux, économiques, énergétiques, de mobilité, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources, par la performance énergétique de l'urbanisation et des bâtiments et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager, l'auteur a défini les limites du périmètre sur la base des principes suivants :

- optimisation de l'exploitabilité du gisement sans porter atteinte à l'intégrité de la zone Natura 2000 qui est sise en périphérie du site et qui est présente en aval hydrogéologique du projet;
- économie, optimisation et cohérence du zonage au regard de la situation de fait; de la sorte, la superficie totale de la révision du plan de secteur a été réduite.

3. Hydrogéologie et hydrologie

A ce sujet, le Gouvernement wallon entend tout d'abord préciser que lors de l'évaluation des incidences à réaliser dans le cadre de la demande de permis unique portant sur l'exploitation sous-jacente à la présente révision du plan de secteur, une attention particulière devra être accordée à l'hydrologie et à l'hydrogéologie.

L'auteur de l'étude d'incidences a conclu à ce que l'impact de l'exploitation sur l'allure générale de la nappe est faible; que seules les variations des précipitations annuelles influencent cette allure; que lors de fortes pluies, l'effet de la découverte serait un allongement du temps de retour à la normale par rapport à la situation actuelle; que l'impact réel de la découverte sur les zones humides présentes en aval du projet est insignifiant et non mesurable à l'échelle d'une année; que le site du projet étant en arrière du périmètre de prévention déterminé autour de la source et du cours d'eau du ruisseau des Papeteries, toute pollution accidentelle ou ponctuelle pourrait être récupérée via un système de pompage ou par excavation bien avant que le produit ne menace la source du ruisseau; que ces derniers points seront étudiés dans le cadre de la demande de permis ultérieure.

Par ailleurs, sur le plan hydrogéologique, le projet ne se situe ni à l'amont piézométrique, ni dans la zone d'influence d'aucun captage en activité ou en projet. L'auteur de l'étude d'incidences a démontré que le risque de perturbation du débit du Ry des Papeteries ou d'assèchement des zones humides est nul et que l'influence sur le bassin du Nil est nulle car le projet est entièrement situé en dehors de ce bassin.

4. Topographie et paysage

En ce qui concerne les effets sur le paysage dans la zone du projet et à la suite de l'étude d'incidences qui a été réalisée, la limite sud du périmètre a été déplacée d'environ 400 mètres vers le nord-est dès lors que l'auteur d'étude d'incidences estimait qu'en raison de ce que le périmètre de l'avant-projet est entouré de lignes de crêtes ou d'espaces boisés, à l'exception de la pointe sud-ouest qui déborde vers un autre bassin versant, l'excavation sera, pour les vues longues, confinée à l'intérieur d'une situation topographique favorable. La partie finalement exclue correspond à la partie la plus exposée aux vues longues puisque située en dehors des lignes de crêtes périphériques qui assurent la bonne intégration du projet dans le paysage.

S'agissant des incidences dans la zone du projet, la recommandation de l'auteur de l'étude aux termes de laquelle il serait opportun de procéder aux aménagements de reconversion des zones exploitées dès la mise en œuvre du périmètre de la zone d'extraction projetée, devra faire l'objet d'un examen au stade de la demande de permis et, le cas échéant, d'une confirmation.

Quant à l'intégration paysagère des dépendances, il y a lieu de l'étudier au stade de la demande de permis, étant entendu que l'auteur de l'étude d'incidences de plan soulignait l'intérêt d'inscrire les nouvelles dépendances dans la continuité planologique des dépendances existantes et de choisir le lieu d'implantation de celles-ci en fonction de la topographie locale, soit à l'intérieur de l'excavation de manière à les rendre imperceptibles depuis l'extérieur de la carrière.

5. Air, climat

Outre le fait que les considérations relatives à l'éventuelle pollution de l'air feront l'objet d'un examen au stade de la demande de permis, il y a lieu de préciser que le projet vise en réalité à la poursuite d'une activité existante et non à la création d'une nouvelle activité. En d'autres termes, il n'y a pas lieu de craindre des incidences plus importantes que celles existantes aujourd'hui, outre le fait qu'a priori l'extraction de sable n'est pas une industrie polluante sur le plan atmosphérique ou enfin que l'abattage de sable ne produit que très peu de poussière eu égard à l'humidité intrinsèque quasi constante du matériau.

6. La faune, la flore et la biodiversité

Il apparaît que de par l'exploitation, les surfaces disponibles pour la faune et la flore sauvages seront agrandies et que la valeur écologique globale du site et de ses alentours sera augmentée. De même, la qualité des eaux de ruissellement et de la nappe phréatique sera meilleure, eu égard à la suppression de surfaces de culture intensive et à la possibilité, au travers du permis qui sera délivré, de juguler l'explosion attendue des espèces végétales invasives thermophiles. Il conviendra, en tout état de cause, dans le permis à délivrer, d'encadrer strictement l'exploitation et le réaménagement après exploitation afin de rencontrer les objectifs écologiques du projet.

7. Natura 2000

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'étude d'incidences de plan a suggéré de rapprocher la limite de la zone d'extraction du périmètre Natura 2000, et ce en indiquant que « l'utilisation de ces terres pour l'exploitation du sable pourrait à terme contribuer à réduire l'impact de l'agriculture intensive sur la zone Natura 2000 à condition qu'ils soient, au terme de l'exploitation, reliés à la zone Natura 2000 voisine dans la perspective d'un retour à la nature » (EIP, phase II, p. 94).

L'étude a toutefois précisé que cette avancée a été étudiée de manière à ne pas franchir un périmètre de prévention défini autour du bois de la zone Natura 2000, étant entendu que le maintien de l'exploitation en arrière de ce périmètre signifie que les risques qu'une contamination se propage via l'eau souterraine et atteigne le ruisseau des Papeteries sont inexistantes. L'auteur de l'étude d'incidences a en effet estimé que la distance de 100 mètres initialement retenue était une distance purement arbitraire et en conclut, conclusions reprises par le Gouvernement, que l'inscription d'une zone d'extraction telle que prévue par le Gouvernement n'aura pas d'impact significatif sur la zone Natura 2000 pour autant que le permis destiné à couvrir l'extraction du gisement et les dépendances de la carrière encadre de façon précise et stricte, la gestion des dépôts, le traitement du fond de fouilles, talus et fond d'exploitation, les nouvelles proliférations d'espèces végétales invasives, la profondeur de l'exploitation et l'utilisation d'hydrocarbures.

Pour autant que de besoin, le Gouvernement souligne que ceci devra être très précisément étudié et pris en considération dans le cadre de la procédure de permis.

8. Mobilité

Pour autant que de besoin, le Gouvernement entend confirmer que la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la révision du plan de secteur impliquera l'obligation de respecter les procédures d'élargissement, de redressement, d'ouverture et de suppression de chemins vicinaux prévus par la loi du 10 avril 1941 sur les chemins vicinaux.

Par ailleurs, comme le Gouvernement l'explique dans sa décision, rien ne s'oppose à ce qu'un plan de secteur soit révisé pour y inscrire une zone d'extraction en lieu et place d'une zone agricole, nonobstant l'existence d'un périmètre de remembrement légal de biens ruraux. Ceci étant dit et pour autant que de besoin, il y a lieu de souligner qu'en l'espèce, et en termes de voiries, le projet ne portera pas atteinte aux chemins de remembrement existants.

S'agissant du charroi de l'exploitation, le Gouvernement – après avoir étudié les propositions soumises par les communes dans le cadre de l'enquête publique et avoir fait analyser celles-ci par l'auteur de l'étude d'incidences – a pris la décision de retenir l'itinéraire Abis tel que suggéré par ladite note d'analyse. Couplé à l'obligation de délocaliser, dès l'entame du permis à obtenir, les dépendances sises au centre de Chaumont-Gistoux vers le site d'extraction, cet itinéraire permettra de réduire au strict minimum les incidences de ce charroi pour les habitants de Chaumont-Gistoux, de Walhain et pour les usagers des N243 et N243a sises à la périphérie du site.

Le nouveau tracé choisi tient compte de différents critères d'amélioration des tracés proposés par les communes : réduction de la césure des parcelles agricoles, suppression des surfaces résiduelles, évitement de la coupure de chemins communaux, réduction de la longueur de l'itinéraire et dès lors des emprises. Le nouveau tracé ainsi défini a été présenté à la Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon, Direction des routes du Brabant wallon du Service Public de Wallonie, qui l'a validé et a confirmé la faisabilité technique de ce tracé. Ce nouveau tracé a également été approuvé tant par la CRAT que par le CWEDD en manière telle que sur la base de ces différents avis, le Gouvernement wallon a décidé de retenir ledit tracé.

De la sorte, la création d'un échangeur telle qu'envisagée initialement, n'est plus à l'ordre du jour et il n'y a plus lieu de prévoir un périmètre de réservation à cet effet.

9. Perte de terres agricoles

Afin de pallier la difficulté que pourrait rencontrer chacun des agriculteurs concernés – ils sont 11 – le Gouvernement wallon a pris la décision de suggérer à l'exploitant une mesure opérationnelle qui sera bénéfique à l'agriculteur, celle-ci étant de mettre à disposition pour tout hectare de surface agricole perdu un hectare et demi de surface agricole nouvelle, outre la réaffectation finale d'une partie du site (minimum 30 hectares) en zone agricole.

A cet égard, et s'agissant du réaménagement, le Gouvernement entend rappeler que le site n'est pas inscrit au plan des centres d'enfouissement technique et ce pour le motif qu'en réalité, il se situe précisément en site sablonneux non propice à l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique. Comme indiqué, le Gouvernement wallon entend que le site, après exploitation, retourne pour l'essentiel à l'agriculture et pour le surplus à la nature. Ceci sera confirmé dans le cadre du permis à obtenir en vue de la concrétisation opérationnelle du projet.

10. Sur les compensations

S'agissant des compensations, et vu le peu de compensations planologiques disponibles dans la zone du projet, notamment au regard de la pression immobilière notoire en Brabant wallon, le Gouvernement wallon a pris la décision d'imposer à l'exploitant des compensations alternatives complémentaires en vue de rencontrer un certain nombre de préoccupations qui ont été évoquées depuis l'entame de la révision du plan de secteur et/ou à l'occasion de l'enquête publique.

Ces compensations alternatives visent à l'érection d'un mur antibruit le long de la E411 financée à hauteur d'un million cent mille euros par l'exploitant afin de répondre aux demandes d'habitants tant de Chaumont-Gistoux que de Walhain. Tous les aménagements nécessaires sur la N243a, voirie à laquelle sera connecté l'itinéraire propre de liaison sortant directement de la carrière seront à charge de l'exploitant lors de la procédure de permis unique. L'ensemble de ces aménagements ont pour objectif de permettre une mobilité fluide et sécurisée de tout le charroi qui transite par la N243a.

Complémentairement, le Gouvernement wallon entend imposer au titre de compensation également, le déménagement obligatoire et immédiat de toutes les installations de la sablière sises au centre de Chaumont-Gistoux, et ce dès l'entame de l'exploitation et en dépit du fait que ces installations sont autorisées par le biais d'un permis valable jusqu'en 2021.

Le Gouvernement wallon entend également élargir la compensation environnementale prévue au stade de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur en ce que désormais le plan de gestion à finalité écologique prévu pour le site dit du Pas de Chien devra non seulement être élaboré mais également mis en œuvre au plus tard le jour de la délivrance par l'autorité compétente en première instance du permis unique destiné à autoriser l'exploitation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2012 adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttès », d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'une voirie de liaison, de zones naturelles, de zones agricoles et d'une zone d'habitat sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain. Namur, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le 25 août 2011

Avis de la CRAT relatif au projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttès » et de ses compensations à CHAUMONT-GISTOUX et WALHAIN

INTRODUCTION

1. Saisine et réponse

- Par son courrier reçu le 4 mai 2011, le Ministre de l'Aménagement du Territoire a sollicité l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) sur ledit projet. Le dossier a été considéré comme complet en date du 13 mai 2011. La CRAT a sollicité une prolongation de son délai de remise d'avis d'au moins 30 jours conformément à l'article 43 § 4 alinéa 2 du CWATUPE. Les délais ont également été suspendus du 16 juillet au 15 août.

- Conformément à l'article 43 § 4 du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

- La CRAT a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

2. Rétroactes

Au vu du décret-programme du 3 février 2005 qui introduit la notion de compensations, l'arrêté du 4 décembre 2003 décidant de la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttès », à Chaumont-Gistoux et à Walhain a été complété par l'arrêté du 21 juin 2007 qui inscrit également une zone naturelle et une zone agricole au titre de compensations planologiques et introduit une compensation alternative.

Par conséquent, le dossier a été instruit par la Commission à deux reprises. Ainsi, la CRAT a rendu cinq avis sur le projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de l'inscription des différentes zones :

- les deux premiers avis portent sur les deux phases de l'étude d'incidences relatives à l'inscription de la zone d'extraction exclusivement;

- les trois avis suivants intègrent les compensations qui y sont relatives.

- Le 13 juillet 2004, la CRAT a émis des remarques relatives à la 1ère phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude (Réf. 04/CRAT A.464-AN);

- Le 29 avril 2005, la CRAT a formulé des remarques concernant la 2ème phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et s'est déclarée favorable à la poursuite de la procédure (Réf. : 05/CRAT A490-AN);

- Le 11 septembre 2007, la CRAT a remis un avis relatif à l'avant-projet de révision du plan de secteur et au projet de contenu de l'étude d'incidences de plan concernant l'inscription de la zone d'extraction et de ses compensations et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude tout en s'interrogeant sur la compensation alternative prévue (Réf :07/CRAT A. 624-AN).

- Le 26 septembre 2008, la CRAT a formulé des remarques relatives à la 1ère phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et de ses compensations et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude et complète sont avis sur l'échangeur autoroutier (Réf. : 08/CRAT A.706-AN).

- Le 18 décembre 2008, la CRAT a formulé des remarques relatives à la 2ème phase de l'étude d'incidences relatives à l'inscription de la zone d'extraction et de ses compensations et appuie la réalisation de l'itinéraire 3 qui apparait comme la meilleure en termes d'incidences (Réf : 08/CRAT A 742-AN).

3. Description du projet

Le Gouvernement wallon a décidé la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue d'inscrire :

- une zone d'extraction au lieu-dit « Les Turluttès » à Chaumont-Gistoux et Walhain;
- une zone d'habitat à Chaumont-Gistoux;
- des zones agricoles et des zones forestières à Chaumont-Gistoux, en partie à titre de compensation planologique;
- un périmètre de réservation pour la réalisation, à charge de l'exploitant, d'un échangeur autoroutier à hauteur de l'aire de repos de Nil-Saint-Martin (Walhain) à titre de compensation alternative.

Le projet prévoit aussi les prescriptions supplémentaires suivantes :

- *S35 sur la partie nord de la ZE (la phase I de l'exploitation ne pourra être mise en œuvre avant l'élaboration d'un plan de gestion en vue du maintien et des potentialités d'implantation d'habitats et d'espèces d'intérêt biologique du site « Pas de Chien »);

- *S36 sur la partie sud de la ZE (la phase 2 de l'exploitation ne pourra être mise en œuvre avant la mise en place de l'itinéraire permettant d'éviter le centre de Chaumont-Gistoux et le déplacement de l'ensemble des installations générant des nuisances au centre de Chaumont-Gistoux vers le site d'exploitation).

AVIS

1. Sur la zone d'extraction au lieu-dit « les Turluttès »

La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'extraction au lieu-dit « les Turluttès ».

L'étude d'incidences relève que l'inscription d'une zone d'extraction apparait indispensable pour assurer la poursuite de l'activité et rencontrer les besoins du secteur de la construction.

La CRAT constate en effet que la zone d'extraction ne dispose actuellement plus de réserves et l'exploitation se poursuit sans permis. Elle souligne également que le gisement, dont le produit rencontre les caractéristiques de la demande dans le secteur de la construction, a été validé dans le cadre de l'étude Poty. La concurrence est par ailleurs faible, le sable étant un produit de faible valeur ajoutée dont les coûts de transport pèsent rapidement très lourd.

En ce qui concerne les différentes nuisances potentielles relatives à la zone d'extraction, la Commission relève notamment que :

- L'auteur d'étude d'incidences estime qu'en matière d'hydrogéologie, l'exploitation n'aura pas d'impact sur le niveau piézométrique. La Commission fait siennes les mesures préconisées qui visent la protection de la nappe phréatique;

- En ce qui concerne le paysage, le site est entouré de lignes de crête et que par conséquent les vues vers le projet seront fortement limitées sauf vers le sud. La suppression de la partie sud de la zone d'extraction prévue dans l'avant-projet permet de réduire les nuisances en la matière;

- Le projet d'éoliennes pouvant présenter des incompatibilités avec le présent projet est abandonné.

Afin de répondre à la problématique agricole, la CRAT recommande par ailleurs que l'arrêté du Gouvernement prévoie, au terme de l'exploitation, la requalification d'une partie de la zone d'extraction en zone agricole en fonction des possibilités opérationnelles.

2. Sur les zones naturelles

La CRAT est favorable à l'inscription de deux zones naturelles, celles de l'ancienne sablière du Pas-de-Chien, servant de compensation planologique, et celle située à l'est du Bois Matelle.

Elle constate que ces sites présentent un potentiel biologique important et que leur inscription en zone naturelle se justifie pleinement eu égard à leurs qualités intrinsèques.

3. Sur les zones agricoles

La CRAT est favorable à l'inscription des deux zones agricoles à Chaumont-Gistoux.

Elle relève que cette modification entérine une situation de fait. Le site proche de la N243 correspond à une partie d'une carrière comblée et réaménagée, reprise antérieurement comme décharge de classe 2. Ces terrains sont actuellement exploités comme pâture par un agriculteur.

4. Sur la zone d'habitat au lieu dit « Al Brûle »

La CRAT est favorable à l'inscription d'une zone d'habitat au lieu dit « Al Brûle ».

Elle estime que cette modification s'inscrit dans un souci de cohérence du plan de secteur. La zone visée, actuellement inscrite en zone d'extraction, constitue en effet une dent creuse au sein de la zone d'habitat s'articulant de part et d'autre de la N243.

5. Sur le périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur autoroutier

La CRAT est défavorable à l'inscription d'un périmètre de réservation d'un échangeur autoroutier.

Elle considère que la création d'un échangeur autoroutier ne se justifie pas. Elle préconise que le trafic de la carrière soit orienté vers l'itinéraire A bis tel que proposé par l'auteur d'étude et validé par la DGO1. Ce tracé présente entre autres moins de nuisances vis-à-vis des usagers lents et du trafic agricole, permettant un passage en dénivelé, et s'écarte du village de Libersart.

6. Sur les prescriptions *S35 et *S36 relatives à la zone d'extraction

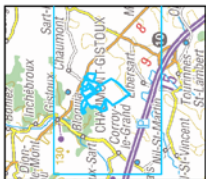
La CRAT est favorable à l'inscription des prescriptions supplémentaires *S35 et *S36 relatives à la zone d'extraction.

La CRAT relève que la prescription *S36 permettra, par le déplacement des installations techniques et la mise en place d'un itinéraire alternatif, une nette diminution des nuisances à Gistoux. La Commission recommande que ces mesures soient mises en œuvre dès que possible.

7. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.

Elle apprécie l'analyse complète des différents domaines environnementaux ainsi que la clarté et la lisibilité du document produit. Elle relève également que les remarques qu'elle avait formulées au cours de la procédure ont été prises en compte par l'auteur d'étude.



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
 DU LOGEMENT, DU TRANSPORT ET DE L'ENERGIE (DGO 4)
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DE L'AMENAGEMENT REGIONAL
 DIRECTION DE L'AMENAGEMENT LOCAL



REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE WAVRE - JODOIGNE - PERWEZ

Inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Les Turluttes",
 d'un périmètre de réservation, de zones naturelles,
 de zones agricoles et d'une zone d'habitat
 sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain

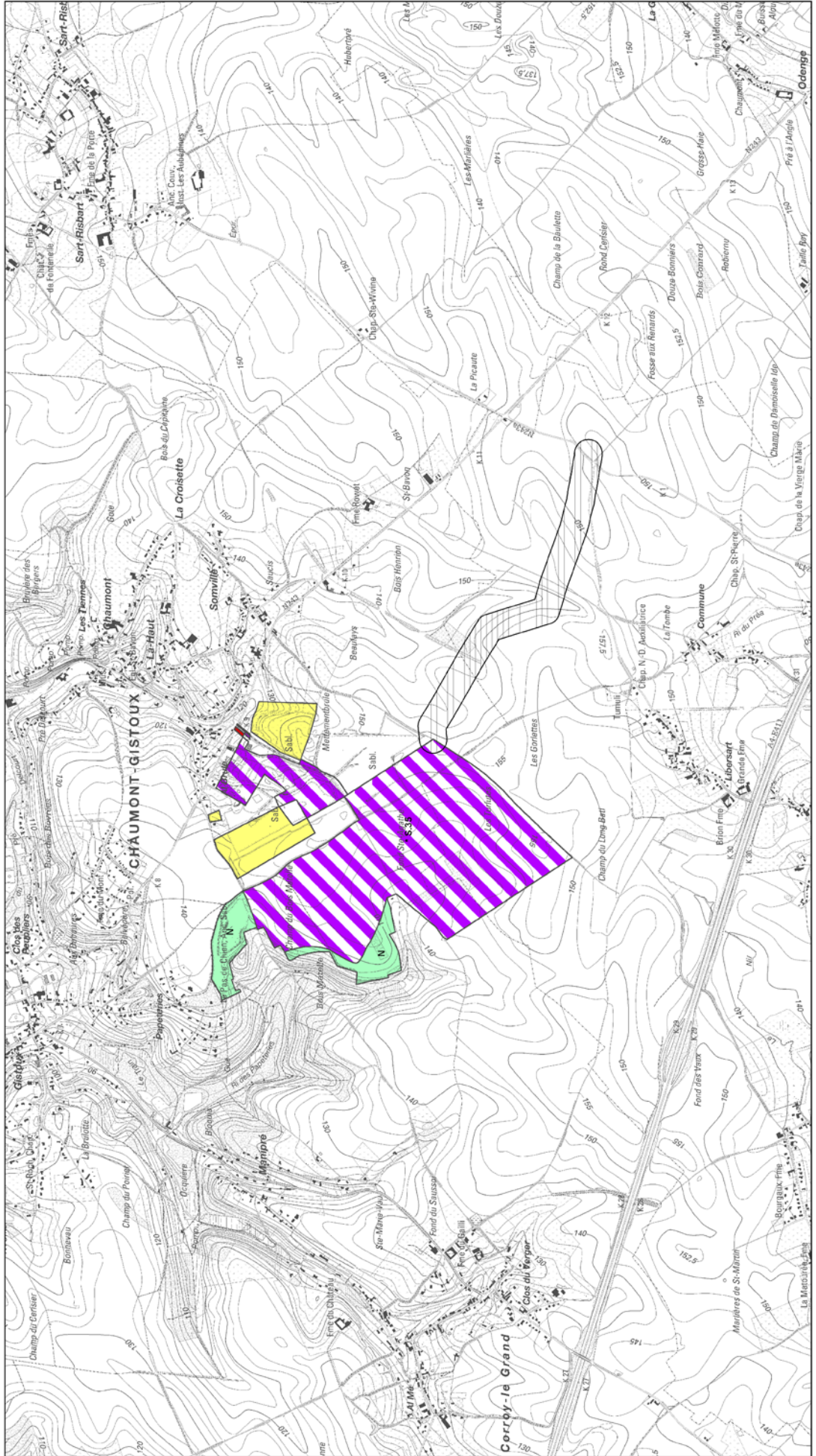
Vu pour être annexé à notre arrêté du

Le Ministre-Président
 de la Région Wallonne

Philippe HENRY

Rudy Demotte

DECOUPAGE I.G.N.	
402h	402h
	403s
406a	407h



La carte originale est établie au 1:10 000



ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2911

[C — 2012/27146]

12. JULI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet am Ort genannt «Les Turluttés», von einem Reserveumkreis für die Schaffung einer Verbindungsstraße, von Naturgebieten, Agrargebieten und einem Wohngebiet in den Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 2010 und vom 15. Dezember 2011;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 37, 39, 41, 1^o und 2^o, und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 von der Wallonischen Regierung angenommenen Entwicklungsplans des regionalen Raums und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die gewählte Option hinsichtlich des Schutzes und der Bewirtschaftung der Bodenschätze darin besteht, den Raumbedürfnissen für die Abbautätigkeit eine Antwort für die kommenden 30 Jahre zu geben;

In Erwägung des am 20. Januar 2000 angenommenen Vertrags für die Zukunft der Wallonie, in dessen Merkblatt 70.3 betreffend die Bodenschätze ausdrücklich der Wille der Regierung erwähnt wird, Letztere verantwortungsvoll zu bewirtschaften, indem die legitimen Entwicklungsbedürfnisse des Sektors mit den Bestimmungen in Sachen Raumordnung und den ebenso legitimen Bestimmungen betreffend die Lebensqualität der Einwohner der Wallonie in Einklang zu bringen sind;

In der Erwägung, dass die zwischen 1977 und 1987 verabschiedeten Sektorenpläne auf sozialwirtschaftlichen Bedürfnissen beruhen, die für ca. 10 Jahre geschätzt worden waren;

In der Erwägung, dass die Sektorenpläne seitdem nur einer beschränkten Anzahl Teilrevisionen und keiner Gesamtrevision unterworfen wurden;

In der Erwägung, dass die Vorkommen in zahlreichen aktiven Abbaugebieten bereits ausgeschöpft sind oder bald ausgeschöpft werden;

In der Erwägung, dass die Weiterführung dieser Betriebe somit die Revision bestimmter Sektorenpläne erfordert;

In der Erwägung, dass die Bodenschätze nicht erneuerbare Ressourcen sind, dass die Weiterführung der Abbauaktivität somit und dies im Gegensatz zu anderen wirtschaftlichen Aktivitäten notwendigerweise den Verbrauch von Raum erfordert;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 27. März 2002 den Minister für Raumordnung damit beauftragt hat, die Akten bezüglich der Anträge auf eine Eintragung von Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen: Überprüfung durch die Verwaltung, dass der Antrag ein Vorkommen betrifft, das durch die Studie des Labors für litho- und zoostratigraphische Untersuchungen der Abteilung Geologie der Universität Lüttich (Professor Poty) über das Inventar der Bodenschätze anerkannt worden ist, dass der besagte Antrag einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs entspricht, was die Wirtschaft, die Beschäftigung und die nachhaltige Mobilität betrifft, und mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

- der Betrieb kann innerhalb der heutigen Begrenzungen der im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiete und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als 6 Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen, die in dem strategischen Plan begründet werden;

- der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential für einen Baustoff aufrechtzuerhalten, der als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. März 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets am Ort genannt «Les Turluttés» in Chaumont-Gistoux und Walhain angenommen wurde;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Artikels 46, § 1, Absatz 2, 3^o des durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung abgeänderten Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe voraussetzen, dass die durch den am 4. Dezember 2003 angenommenen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vorgesehene Eintragung des Abbaugebiets dadurch ausgeglichen wird, dass bestehende, für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ergänzung, durch Eintragung eines Naturgebiets und eines Agrargebiets als Ausgleichsmaßnahmen und durch Einführung eines alternativen Ausgleichs, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets am Ort genannt «Les Turluttés» in Chaumont-Gistoux und Walhain angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets am Ort genannt «les Turluttés», eines Naturgebiets, eines Agrargebiets sowie eines Reserveumkreises für die Schaffung eines neuen Autobahnkreuzes auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain durchführen zu lassen;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplanes, die von der gemäß Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Aktiengesellschaft «Pissart-Van der Stricht» durchgeführt worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet am Ort genannt «les Turluttés», von Naturgebieten, Agrargebieten und einem Wohngebiet sowie einem Reserveumkreis für die Schaffung eines neuen Autobahnkreuzes auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung, die vom 4. Januar bis zum 17. Februar 2010 in den Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain stattgefunden hat, und der von den nachstehend verzeichneten Personen erörterten Beschwerden und Bemerkungen:

	Straße	Nr	PLZ	
BERTAU-TASSIER Stéphane und Brigitte	av de la Terre Franche	1	1325	Chaumont- Gistoux
LOGE Jean-Maurice	chemin des Chouettes	4	1325	Chaumont- Gistoux
CUVELIER	chemin de la Dîme	18	1325	Chaumont- Gistoux
LAMBINON Jean-Claude	av des Sorbiers	14	1325	Chaumont- Gistoux
SONCK	av de la Seigneurie	57	1325	Chaumont- Gistoux
NILENS	rue de Sart-Risbart	26	1325	Chaumont- Gistoux
DE PRAETERE Jacqueline				
BOON Michèle und Ghislaine	Colline des Sources	13	1325	Chaumont-Gistoux
DE KOCK Marc und Dominique	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
HENRION-MOISSE Jean-Charles und Christel	rue de la Barre	35	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESPEN Carine	rue des Bovrees	33	1325	Chaumont-Gistoux
LORETTE Franz und VAN PELLECOM Juliette	Clos de la Cuterelle	2	1325	Chaumont-Gistoux
BIBOT Paul	rue Bonneveau	14	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESSCHE René	rue du Roblet	9	1325	Chaumont-Gistoux
SCUTNAIRE	av Fond Generet	4	1325	Chaumont-Gistoux
RENAUX Vinciane und Xavier	av des 2 Censes	28a	1325	Chaumont-Gistoux
BILTERYST Frédéric	rue du Gros Médart	25	1325	Chaumont-Gistoux
RIMAUX C. - BRASSEUR L.	rue du Bois Matelle	3	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENSCHRIK Philippe	rue des 4 Carrés	2	1325	Chaumont-Gistoux
DEWALLEF Yves	rue champ des Buissons	36	1325	Chaumont-Gistoux
SIMONIS Thomas	chée de Huy	220	1325	Chaumont-Gistoux
ABBAS Rob	chemin des Glaneurs	40	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE-MACHELART Kathleen	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
CUYPERS Dominique	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
BORSU Micheline			1325	Chaumont-Gistoux
Comité de Vigilance VERLINDEN-RICHIR				
VIVIER-ROUSSEL	rue de Vieusart	5a	1325	Chaumont-Gistoux
TERKEN J.	chemin de Royenne	95	1325	Chaumont-Gistoux
NIZET J.A.				
LAMOLLE Jacques	rue de Sart-Risbart	38	1325	Chaumont-Gistoux
GALLE André				
MOYSON Jacques und FONTAINE Nicole	rue Florémond	5a	1325	Chaumont-Gistoux
SERANT Pierre	rue de Speche	25	1457	Walhain
groupe Sentiers de Chaumont-Gistoux asbl	bld du Centenaire	14	1325	Chaumont-Gistoux
DE BOCK-DAUSORT J.	rue Ducs de Brabant	23	1325	Chaumont-Gistoux
RYELANDT Léopold - SPETSCHINSKY Anne	rue de Chastre	7	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENBULCKE-PLASSCHAERT	rue Saint Roch	22	1325	Chaumont-Gistoux
COGELS-VERBIST Anne und Réginald	rue de Vieusart	15	1325	Chaumont-Gistoux
PEETERS Guy	av des Moissonneurs	10	1325	Chaumont-Gistoux
HABRAN Pierre	rue d'En Haut	45	1325	Chaumont-Gistoux
DEMEY-LORIES Roselyne				
DE LANGE Céline	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Morgane	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
SUYS Emmanuel	rue Château Féodal	18	1325	Chaumont-Gistoux
DELWARTE Michèle	rue d'En Haut	36	1325	Chaumont-Gistoux
LANDRAIN Pierre	rue d'En Haut	36	1325	Chaumont-Gistoux
BEYAERT Jacques	rue des Corbeaux	25	1325	Chaumont-Gistoux

	Straße	Nr	PLZ	
ESCOYEZ Louis	rue Arthur Libert	1a	1325	Chaumont-Gistoux
DUPONCELLE Philippe	chemin des Rousserolles	2	1325	Chaumont-Gistoux
LENNERTS Bernard	rue du Village	27	1325	Chaumont-Gistoux
VANHEMELRYCK Jean-Luc	rue du Sartau	44	1325	Chaumont-Gistoux
JACOB Chantal und Christian	rue de la Vallée	12	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESPEN	av de la Dame	30	1325	Chaumont-Gistoux
HULET Marie	av des Moissonneurs	10	1325	Chaumont-Gistoux
ROEBBEN Roland	chée de Huy	337	1325	Chaumont-Gistoux
DUMONT-SENECA	rue gros Médart	2	1325	Chaumont-Gistoux
ISSEVER-VLEMINCKX	rue Somville	5	1325	Chaumont-Gistoux
MICHAUX Jocelyne	chée de Huy	194	1325	Chaumont-Gistoux
GILBERT Yvan	av des Moissonneurs	6	1325	Chaumont-Gistoux
PARSER Claire	av des Moissonneurs	6	1325	Chaumont-Gistoux
ROGER-AMBÜHL	rue du Fief de Liège	11	1325	Chaumont-Gistoux
JARDINET-MARINIS	rue Croisette	35	1325	Chaumont-Gistoux
HUWART-VANBELLE	rue du Manypré	13	1325	Chaumont-Gistoux
DESWAEF	rue Croisette	15/3	1325	Chaumont-Gistoux
CHERPION Hugues	rue du Manypré	15	1325	Chaumont-Gistoux
HUBERT Joëlle	rue de Sart Risbart	13	1325	Chaumont-Gistoux
BERTRAND Vincent	rue de Louvranges	34	1325	Chaumont-Gistoux
MATHEN Roger	rue de Wavre	10	1325	Chaumont-Gistoux
WACQUEZ Fabienne	rue Champ des Buissons	6	1325	Chaumont-Gistoux
DEWALLEF	rue Champ des Buissons	36	1325	Chaumont-Gistoux
RENARD Marc	rue des Ducs de Brabant	15	1325	Chaumont-Gistoux
MIKOLAJCZYK G.	rue des Ducs de Brabant	18	1325	Chaumont-Gistoux
DEKEYSER Michel	rue du Château Féodal	17	1325	Chaumont-Gistoux
VERHEYEN Luc	av de la Terre franche	16	1325	Chaumont-Gistoux
GUERY	rue Lahaut	17	1325	Chaumont-Gistoux
BOGAERT	rue du Fief de Liège	5	1325	Chaumont-Gistoux
DUVIVIER-VLEMINCKX Nicole	rue de l'Eglise	10	1325	Chaumont-Gistoux
BOEDTS Herman - BELVAUX Pascale	chée de Huy	185	1325	Chaumont-Gistoux
CAMACHO Maria	rue de la Barre	18	1325	Chaumont-Gistoux
KAHN-VANHOOGHKERKEN	chée de Huy	329	1325	Chaumont-Gistoux
WIAME Gillian	rue Jean Martin	7	1325	Chaumont-Gistoux
VAN BENEDEN Léo - GADEE Ann	chée de Huy	287	1325	Chaumont-Gistoux
HESBOIS-PAQUAY	La Closerie	2	1325	Chaumont-Gistoux
CARETTE Jean-Christophe	chée de Huy	212	1325	Chaumont-Gistoux
WARNIER HERENG et PUTTEMANS	chemin du Grand Sart rue Bruyères d'Inchebroux	40 28	1325	Chaumont-Gistoux
MANDELAIRE Philippe	rue Bois Matelle	9	1325	Chaumont-Gistoux
HAUSER Pierre	rue Inchebroux	4	1325	Chaumont-Gistoux
FITSKAR Edmond	rue des Sables	27	1325	
ORTEGAT Laurence	rue Champtaine	2	1325	Chaumont-Gistoux
LEJEUNE Alix	champ des Buissons	10	1325	Chaumont-Gistoux
MICHIELS E.	rue du Fief de Liège	9	1325	Chaumont-Gistoux
ALLAER Raoul - BOUHON Bernadette	rue Croisette	13/4	1325	Chaumont-Gistoux
VANDERMESTEN-SIMON	rue Goffinet	16	1325	Chaumont-Gistoux
Association Luc et Pascal VANDENSCHRICK	rue de Chastre	46	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Guy	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
BAUDOT B. -BRAIBANT F.	rue des Corbeaux	38	1325	Chaumont-Gistoux
ZAMUROVIC-RAMAEKERS Militza	rue Florémond	91	1325	Chaumont-Gistoux

	Straße	Nr	PLZ	
GUILMOT Jean-Luc				
LAFFINEUSE Pierrette	rue Florémond	70	1325	Chaumont-Gistoux
DELFOSSÉ Dominique	rue Goffinet	12	1325	Chaumont-Gistoux
DUVIVIER Philippe	rue de l'Eglise	10	1325	Chaumont-Gistoux
GRISARD William	Parvis Saint-Roch	8	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Jessica	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
DASSETTO Geneviève und Felice	clos des Genêts	18	1325	Chaumont-Gistoux
WILFORD Dennis-VANDER ELST Ariane	rue Inchebroux	6	1325	Chaumont-Gistoux
ROBERT Benoit	rue Chaudfour	6	1325	Chaumont-Gistoux
DENOIA	rue des Sables	23	1325	Chaumont-Gistoux
PIROTTE Laurence	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
STENUITE Les Amis du Parc de la Dyle asbl	rue des Déportés	16	1390	Grez-Doiceau
POUPLARD Louis -DETRY Michelle	chée de Huy	242	1325	Chaumont-Gistoux
MULDERS Gael	rue Florémond	88	1325	Chaumont-Gistoux
GOSENS Linda	rue Florémond	88	1325	Chaumont-Gistoux
FAUVARQUE Sébastien	rue Jérôme Noël	9	1325	Chaumont-Gistoux
BRAUNS Yvette	rue des Papeteries	58	1325	Chaumont-Gistoux
ODEURS Claude	rue des Papeteries	47	1325	Chaumont-Gistoux
DECASTIAU	rue du Manypré	67	1325	Chaumont-Gistoux
MAUPERTUIS Eric	rue des Corbeaux	40	1325	Chaumont-Gistoux
DE NAEYER J.P.	rue des Ducs de Brabant	7	1325	Chaumont-Gistoux
VAN HECKE	rue des Bovrées	31	1325	Chaumont-Gistoux
ZISSIS Georges	rue des Bovrées	31	1325	Chaumont-Gistoux
MAERTENS Monique	rue Florémond	94	1325	Chaumont-Gistoux
COUMONT	rue Champ des Buissons	40	1325	Chaumont-Gistoux
DENAEYER Fernande	rue du Fief de Liège	12	1325	Chaumont-Gistoux
VAN PEE Catherine	rue du Manypré	5	1325	Chaumont-Gistoux
CHENDY	rue des Sables	13	1325	Chaumont-Gistoux
GIRARDI-CORNE Viviane	rue Libert	24	1325	Chaumont-Gistoux
TAYMANS Julien (pour Natagora)	chée de Jodoigne	158/5	1390	Grez-Doiceau
DECOSTRE-VOISIN Jean-Pierre und Marie-Françoise	Clos du Van	10	1325	Chaumont-Gistoux
CULLUS Paul	av Nouvelle	14	1325	Chaumont-Gistoux
HOET Sébastien	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
GONZALEZ F.	rue des Sables	22	1325	Chaumont-Gistoux
GRAUX	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
MOUFFE Jean-Paul	rue Lahaut	41	1325	Chaumont-Gistoux
JOFFROY Alfred	rue de l'Epine	9	1325	Chaumont-Gistoux
DELEVAL Janine	rue de l'Epine	9	1325	Chaumont-Gistoux
DE POTTER D'INDOYE Benoit	rue des Papeteries	37	1325	Chaumont-Gistoux
JAMAR Nicole	Pré Delcourt	34	1325	Chaumont-Gistoux
FROGNIER André	rue Florémond	63	1325	Chaumont-Gistoux
DELFOSSÉ Pascale	rue Florémond	63	1325	Chaumont-Gistoux
KENNES-HERDIES Jean-Louis et Marianne	chée du Huy	339/13	1325	Chaumont-Gistoux
VAN KEER Laurent	rue des Papeteries	8	1325	Chaumont-Gistoux
EVARD Frédéric	rue de la Barre	31	1325	Chaumont-Gistoux
PIRET	rue Lahaut	23	1325	Chaumont-Gistoux
HENRICOT	rue de l'Eau	6	1325	Chaumont-Gistoux
ANDRIES Joseph	chée de Huy	285	1325	Chaumont-Gistoux
NEUKENS-THIEBAUT	rue Lahaut	39	1325	Chaumont-Gistoux
DEHOUSE R.	rue de l'Eau	3	1325	Chaumont-Gistoux

	Straße	Nr	PLZ	
VANDENPLAS Nathalie	rue des Ducs de Brabant	11	1325	Chaumont-Gistoux
MERTENS Joséphine	rue des ducs de Brabant	11	1325	Chaumont-Gistoux
DANIS Gilbert	clos des Peupliers		1325	Chaumont-Gistoux
VAUPARYS	Cressonnières	5	1325	Chaumont-Gistoux
CDH-section locale de Chaumont-Gistoux				
JANOWSKI Katia	rue des Corbeaux	20a	1325	Chaumont-Gistoux
GILSON Jean Joseph - CAP Marleen	av Nouvelle	13	1325	Chaumont-Gistoux
FEDERICO Sabrina	rue Lahaut	41	1325	Chaumont-Gistoux
HUBERT Pierre	Val Villers	42	1325	Chaumont-Gistoux
THOMAS Guy	av de la Dame	20	1325	Chaumont-Gistoux
FRANCOIS RENE	rue des Papeteries	48	1325	Chaumont-Gistoux
LACROIX JP - secrétaire du GROUPE ECOLO de Chaumont-Gistoux	rue des Frères Poels	48	1325	Chaumont-Gistoux
GITS-TRIEF Robin	rue Brûlotte	7	1325	Chaumont-Gistoux
SEGAERT Thierry	rue des Corbeaux	20 a	1325	Chaumont-Gistoux
HOGE Brigitte	av Del Pirère	31	1325	Chaumont-Gistoux
HOGE JACQUES	av Del Pirère	31	1325	Chaumont-Gistoux
DESIRON-DELVAUX Eveline	clos des Peupliers	3	1325	Chaumont-Gistoux
BRAUN Frédéric	rue des Corbeaux	17	1325	Chaumont-Gistoux
HOET Sébastien	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
OLDENHOVE-GENDEBIEN Ghislaine	rue Arsène Matton	1	1325	Chaumont-Gistoux
EVERS Bernard	rue de Chaumont	60	1325	Chaumont-Gistoux
RIAL asbl	rue de Chaumont	20 a	1325	Chaumont-Gistoux
RUTTEN Anne	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
PIERMAN - THIRION Famille	rue de Chastre	30	1325	Chaumont-Gistoux
UYTTENHOVE Bénédicte	rue de Mèves	11	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE William	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
Action Environnement Beauvechain asbl	rue du Moulin à Eau	19	1320	Bauvechain
de VOGHEL Yves	rue Somville	4	1325	Chaumont-Gistoux
VANDER VORST Pierre - SCHMIDT Pajka	Sentier du Berger	55	1325	Chaumont-Gistoux
DUCHESNE	rue du Fief de Liège	1	1325	Chaumont-Gistoux
WAUCQUEZ Charles	rue du Manypré	62	1325	Chaumont-Gistoux
TIMMERMANS Yves - SNACKEN Françoise	rue Bonneveau	3	1325	Chaumont-Gistoux
De KOCK - CUYPERS	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
MONARD	rue Fief de Liège	13	1325	Chaumont-Gistoux
GRAUX	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
MANIQUET	rue de l'Eau	8 b	1325	Chaumont-Gistoux
DE METS Marc	clos des Peupliers	23	1325	Chaumont-Gistoux
REMAUT G.	rue du Manypré	90	1325	Chaumont-Gistoux
DELVAUX	clos des Peupliers	3	1325	Chaumont-Gistoux
CABOURET	av de la Terre Franche	25	1325	Chaumont-Gistoux
BURNY Marcel	av de la Terre Brabançonne	1	1325	Chaumont-Gistoux
VYNCKE - JACQMOT	rue des Papeteries	42	1325	Chaumont-Gistoux
WINDERICKX Yannick	champ des Buissons	21	1325	Chaumont-Gistoux
LAMBERT Jean-Louis -HELSEN M.M.	chée de Huy	346	1325	Chaumont-Gistoux
PACOLET Eliane	rue du Bois Matelle	5	1325	Chaumont-Gistoux
SCOHY-PONCIN	rue des Sables	25	1325	Chaumont-Gistoux
DENIS J. und Fr.	rue des Bovrées	2	1325	Chaumont-Gistoux
FERRIERE	rue Colleau	14	1325	Chaumont-Gistoux
CCATM de Chaumont-Gistoux				Chaumont-Gistoux
DE VILLENFAGNE Jean-Paul	chemin de l'Herbe	23	1325	Chaumont-Gistoux

	Straße	Nr	PLZ	
MOREAU	rue des Ducs de Brabant	8	1325	Chaumont-Gistoux
BODY Luc	rue des Ducs de Brabant	8	1325	Chaumont-Gistoux
RUTTEN Robert	rue Florémond	77	1325	Chaumont-Gistoux
LERICHE Anne	rue du Sartau	8	1325	Chaumont-Gistoux
VERNELEN Emile VANMOLLEKOT Monique	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
VERBEKE-HACHEZ Laurent und Alexandra	rue Haute	69	1457	Walhain
BAR Omer	rue Saint-Lambert	78	1457	Walhain
SUSANT Isabelle	rue Saint-Lambert	48	1457	Walhain
MARON Pierre	rue Saint-Lambert	48	1457	Walhain
THOMAS Nicolas	rue de Libersart	73	1457	Walhain
THOMAS Dominique	rue de Libersart	73	1457	Walhain
DEVROYE Jean Paul	rue Saint-Lambert	85	1457	Walhain
DEMEULEMEESTER Isabelle				
CORLIER Francis				
CORLIER Christelle				
LATOIR Alberte				
VAN NERUM Simone				
MERCIER Jeanne	rue de Libersart	20	1457	Walhain
SAINTENOY Jacques				
HERVENS D'HAESELEER	rue du Trichon	36	1457	Walhain
PIERRET Janine	rue du Trichon	34	1457	Walhain
DOMANGE Michel	rue du Trichon	34	1457	Walhain
PECRIAUX A & J	rue Saint-Martin	60	1457	Walhain
VANDENHULLE S	rue de l'Eglise	12	1457	Walhain
DEMANET Robert	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
SERANT Pierre	rue de Spêche	25	1457	Walhain
DUPONT Jean Pierre	rue Hautbiermont	30	1457	Walhain
GIELEN Werner				
SAUER Jacqueline				
GRAVY Fanny	rue de Libersart	80	1457	Walhain
GANZITTI Vincent	rue de Libersart	80	1457	Walhain
GANZITTI Gabriel	rue de Libersart	80	1457	Walhain
LENDERS Jacques	rue Haute	13	1457	Walhain
EXTEENS A.	rue du Tilleul	9	1457	Walhain
MATERNE Willy	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
TREMOUROUX Philippe	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
LORGE Jeanine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
TREMOUROUX Nadine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
LESCEU	rue Saint-Martin	37	1457	Walhain
QUOITIN	rue de la Commune	36	1457	Walhain
WEIR Robert	rue Saint-Martin	25 Bte 4	1457	Walhain
BAST Elisabeth	rue Saint-Martin	25 Bte 4	1457	Walhain
DOSSOGNE Caroline	rue Saint-Martin	58	1457	Walhain
DEVALCK Francine	rue du Tilleul	9	1457	Walhain
TENRET Isabelle	rue Moulin Saint-Lambert	8	1457	Walhain
MICHAUX Christiane	rue Haute	35	1457	Walhain
RAMPELBERG	rue Haute	37	1457	Walhain
DEPREZ Jean Marie	rue Haute	35	1457	Walhain
HUYBENS Etienne	rue Moulin Saint-Lambert	8	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
VAN ACHE Nathalie	rue de Spèche	25	1457	Walhain
WILMES Daniel	La Chênaie	19	1390	Grez-Doiceau
CHARLES Bernard	rue Haute	96	1457	Walhain
TREMOUROUX Philippe	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
SAMBRE Jean	rue de Libersart	46	1457	Walhain
FAVART Marie Louise	rue de Libersart	46	1457	Walhain
DELAUNOIS Constant	rue de Libersart	37	1457	Walhain
MATERNE Nadine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
MATERNE Willy	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
GNAGNARELLA C	rue de l'Eglise	8b	1457	Walhain
FAUCON ALONSO	Chemin de Corroy	3	1457	Walhain
DE WIT LENDERS Chantal	rue Haute	15	1457	Walhain
DE WIT Serge	rue Haute	15	1457	Walhain
BIETS Alain	place Saint-Martin	4	1457	Walhain
GERARD Annick	place Saint-Martin	4	1457	Walhain
GILLES Nadine	rue des Six heures	14	1457	Walhain
BONNEVIE Pierre	rue des Six heures	22	1457	Walhain
JANSSENS Annick	rue des Six heures	22	1457	Walhain
LEMAIGRE Patrick	chemin du Tiège	2	1457	Walhain
LEBLANC DENIS Nathalie	rue Haute	62	1457	Walhain
GLORIAUX Christian	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
DE WAERSEGGERS Edmond	rue de la Commune	64	1457	Walhain
RENON Anna	rue Haute	96	1457	Walhain
DE NEYER Françoise	rue de l'Eglise	5	1457	Walhain
SNIJCKERS Pierre	rue de l'Eglise	5	1457	Walhain
DENIS GIOT Monique	Le Weya	11	1457	Walhain
LEBLANC Arnaud	rue Haute	62	1457	Walhain
LEBLANC Jean Marc	rue Haute	62	1457	Walhain
COPPENS Stephan	rue Haute	14	1457	Walhain
DENIS André	Le Weya	11	1457	Walhain
GOETHALS Michèle	rue Haute	14	1457	Walhain
DEVREUX Catherine	rue Haute	72	1457	Walhain
BOUHARMONT Julien	rue Haute	72	1457	Walhain
BOUHARMONT Alain	rue Haute	72	1457	Walhain
DEWEZ Geneviève	rue Haute	13	1457	Walhain
FOCROULLE FIERENS A	rue Haute	10	1457	Walhain
PHUKAN LOUREAU	rue Haute	21	1457	Walhain
BALA DOSSOGNE	rue Haute	12	1457	Walhain
OTTEVAERE Caroline	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
GLORIEUX Antoine	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
CLIPPE André	rue du Tilleul	10	1457	Walhain
SCOHY Patricia	rue des 6 Heures	12	1457	Walhain
THIEFFRY Alain	rue des 6 Heures	12	1457	Walhain
DECOCK Katia	rue de Spèche	6	1457	Walhain
RAUSENS Daniel	rue de Spèche	6	1457	Walhain
SURQUIN E	rue Haute	75	1457	Walhain
DELHAISE F	rue Haute	75	1457	Walhain
HOET Patrick	rue de l'Eglise	4	1457	Walhain
PIRET Géraldine	rue de l'Eglise	4	1457	Walhain
JACQUEMIN GILBERT Alice	place Saint-Vincent	9	1457	Walhain
DECHAMPS Rita	rue de Libersart	69	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
GELDERS Cindy	rue de Libersart	74	1457	Walhain
LENGELE Joseph	rue de Libersart	76	1457	Walhain
ROUSSEAU David	rue de Libersart	74	1457	Walhain
DENIS Anne Marie	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON Colette	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON Luc	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON René	rue de Libersart	62	1457	Walhain
MALACHE André	rue de Libersart	68	1457	Walhain
NIHOUL Myriam	rue de Libersart	77	1457	Walhain
DEMORTIER Pierre	rue de Libersart	72	1457	Walhain
HANNON André	rue de Libersart	77	1457	Walhain
VAN NERUM Simone	rue de Libersart	78	1457	Walhain
GRAVY Fanny	rue de Libersart	80	1457	Walhain
LOUIS Séverine	rue de Libersart	67	1457	Walhain
NAMUROIS Jérôme	rue de Libersart	67	1457	Walhain
SMEYERS Marc	rue de Libersart	69	1457	Walhain
BRION Jean Charles	rue de Libersart	60	1457	Walhain
JAUQUET Delphine	rue de Libersart	60	1457	Walhain
REMY Josée	rue de Libersart	59	1457	Walhain
PETITJEAN Isabelle	rue de Libersart	54	1457	Walhain
BRION Michel	rue de Libersart	59	1457	Walhain
MORSAINT E	rue de Libersart	48	1457	Walhain
BAUDUIN E	rue de Libersart	48	1457	Walhain
PIROTTE Irène	rue de Libersart	53	1457	Walhain
SAMBRE Jean Marie	rue de Libersart	53	1457	Walhain
BRION Philippe	rue de Libersart	54	1457	Walhain
BAUDUIN Marie Louise	rue de Libersart	71	1457	Walhain
BORGNIE Christian	rue Haute	73	1457	Walhain
DRUEZ Catherine	rue Haute	73	1457	Walhain
d'HUART Julie	rue des Six Heures	4	1457	Walhain
LANNOY Geneviève	rue des 6 Heures	19	1457	Walhain
DEFNET Gaëlle	rue Haute	28	1457	Walhain
DUPONT Benoit	rue Haute	28	1457	Walhain
KIVITS Julien	rue du Bois de Buis	43	1457	Walhain
VANMOLLENKOT Monique	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
GUSTIN Paulette	rue du Paradis	51	1457	Walhain
DAVID Benoit	rue Haute	4	1457	Walhain
CLOET An	rue Haute	4	1457	Walhain
VERNELEN B	rue du Bois de Buis	43	1457	Walhain
VERNELEN Emilie	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
DEMANNEZ GUSTIN	rue du Paradis	51	1457	Walhain
BORTOLINI Nadina	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Jacques	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Elodie	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Coline	rue Haute	82	1457	Walhain
OFFERGELD Etienne	rue de Spèche	16	1457	Walhain
HERIS Gilles	rue de la Commune	58	1457	Walhain
HERIS P pour GOLFIS Sprl	rue de la Commune	58	1457	Walhain
HERIS Pierre	rue de la Commune	58	1457	Walhain
JOANNES Madeleine	rue de la Commune	58	1457	Walhain
WAUQUAIRE Catherine	rue du Moulin	37	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
HOUBRIX Nathalie	rue du Moulin	41	1457	Walhain
VANDERDONCKT Olivier	rue du Moulin	41	1457	Walhain
LEROY Manon	rue du Moulin	32	1457	Walhain
STAS Roger	rue du Moulin	34	1457	Walhain
MARCHAND Christian	chemin du Pont de la Chasse	3	1457	Walhain
FELLEMANS Chantal	chemin du Pont de la Chasse	3	1457	Walhain
BROOHAERTS Marie Louise	chemin du Pont de la Chasse	1	1457	Walhain
BAR Jacques	rue Saint-Lambert	70	1457	Walhain
LEROY Fanny	rue du Moulin	32	1457	Walhain
WAGENER Patricia	rue du Moulin	40	1457	Walhain
GOMAND Dominique	rue des Combattants	1	1450	Chastre
GOMAND Anthony	rue du Moulin	40	1457	Walhain
GAZIAUX Fabienne	rue du Moulin	34	1457	Walhain
STAS Amandine	rue du Moulin	34	1457	Walhain
LENGELE Cédric	rue d'Enger	10	1457	Walhain
ROUSSEAU Cédric	rue des Verts Pacages	2	1457	Walhain
LENGELE Renaud				
WELLENS Christian	rue du Moulin	37	1457	Walhain
QUINTIN René	rue de la Cure	35	1457	Walhain
DETROZ Monique	rue d'Enger	86	1457	Walhain
CLOSSET Renée	rue de la Cure	35	1457	Walhain
MASSET Pierre	rue du Moulin	30	1457	Walhain
VANBINST Stéphanie	rue de la Station	21	1457	Walhain
DE WAERSEGGERS Charly	rue du Moulin	14	1457	Walhain
DELOOZ Cécile	rue Abbesse	65	1457	Walhain
DETHIER Albertine	rue des 3 Tilleuls	23	1457	Walhain
SABAN Mohamed	rue du Warichet	19	1360	Walhain
DUELZ Jean Marie	rue d'Enger	86	1457	Walhain
MARIT Claudine	rue du Moulin	30	1457	Walhain
SALMON Frédéric	rue du Moulin	15	1457	Walhain
SALMON Jean Michel	rue du Moulin	15	1457	Walhain
VANBINST Michel	rue de la Station	121	1457	Walhain
LANNOYE Alexandre				Walhain
GILAIN Fernand	rue du Moulin	20	1457	Walhain
FIEVEZ Nicole	rue du Moulin	20	1457	Walhain
MASSET Magali	rue du Moulin	30	1457	Walhain
DERMIENCE Jacqueline				
MARIT Paula	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
MICHIELS Germaine				
JACQUEMIN Thierry	rue de Libersart	64	1457	Walhain
MATINE Jasmine	rue de Libersart	64	1457	Walhain
DELVAUX Noëlle	rue de Libersart	64	1457	Walhain
MATINE Tawfik	rue de Libersart	64	1457	Walhain
SERANT Sylvain	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Adrien	rue de Spèche	25	1457	Walhain
VAN ACHTE Nathalie	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Pierre	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Bérangère	rue de Spèche	25	1457	Walhain
MEUNIER Jacqueline	rue Saint-Martin	97	1457	Walhain
WOLF Marcel	rue du Vieux Warichet	3	1457	Walhain
BRAUN Véronique	rue Haute	31	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
MOTTIN JACQUEMIN	place Saint Vincent	11	1457	Walhain
HIERY Jean und Suzanne	rue Saint-Lambert	42	1457	Walhain
MALACHE André	rue de Libersart	68	1457	Walhain
BAUDUIN Marie Louise	rue de Libersart	71	1457	Walhain
GREDAY Sabine	rue de Libersart	23	1457	Walhain
MOINY Arnaud	rue de Libersart	23	1457	Walhain
WILLEMS Linda	rue de Libersart	39	1457	Walhain
MALENGRE Roland	rue de Libersart	39	1457	Walhain
DELVAUX Nancy	rue de Libersart	14	1457	Walhain
DELVAUX Yves	rue de Libersart	16 Bte 1	1457	Walhain
DELVAUX Thibaut	rue de Libersart	14	1457	Walhain
DELVAUX Luc	rue de Libersart	16	1457	Walhain
PINCHART Bernard	rue de Libersart	19	1457	Walhain
MONFILS Jules	rue de Libersart	18	1457	Walhain
DELFOSSÉ Francine	rue de Libersart	18	1457	Walhain
MONFILS Luc	rue de Libersart	18	1457	Walhain
DELVAUX Jérôme	rue de Libersart	16	1457	Walhain
BRAUN Isabelle	rue Saint-Martin	68	1457	Walhain
BLANCKAERT Didier	rue Saint-Martin	68	1457	Walhain
PINCHART Marcelle	rue Saint-Martin	70	1457	Walhain
VANDERMOTTEN Chantal	rue des 6 Heures	8	1457	Walhain
GUSTIN Christiane	rue Saint-Martin	57	1457	Walhain
BAILLET Alain	rue des 6 Heures	8	1457	Walhain
PRAIL Jonathan	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
LEFEVERE Paulette	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
PRAIL Marielle	Les Rosailles	7 Bte 2	1457	Walhain
PRAIL Laurent	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
PRAIL Arthur	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
OOMENS Anny	rue Saint-Martin	60	1457	Walhain
DENEFF Daniel	rue Saint-Martin	61	1457	Walhain
GOMAND Isabelle	rue Saint-Martin	61	1457	Walhain
STENUIT Jacques für die Vereinigung «amis du parc de la Dyle»	rue des Déportés	16	1390	Walhain
N. VAN ESPEN-D.VANDERVEKEN	rue du Moulin	16	1457	Walhain
MINIQUE Philippe	rue de Spêche	2	1458	
GIELEN Pierre	rue du Maieur	27	1457	Walhain
GOISSE Gaëtan, Avocat	rue Pépin	26	5000	Namur
ANTOINE Philippe	rue Haute	67	1457	Walhain
SMETS Philippe	rue de Libersart	21	1457	Walhain
VANDEBORGHT Et	rue de Libersart	17	1457	Walhain
DE WREEDE	rue de Libersart	17	1457	Walhain
TOLLET Marie Thérèse	rue de Libersart	15	1457	Walhain
SAVELKOELS Stéphane	rue de Libersart	15	1457	Walhain
BORSI Christophe	rue Saint-Lambert	91	1457	Walhain
BOUSMAN Benjamin	rue de Libersart	13	1457	Walhain
CHAMPT Sylvie	rue de Libersart	13	1457	Walhain
HEROUFOSSE Félix	rue Saint-Martin	8	1457	Walhain
VAESKEN GILOT Nathalie	rue Saint-Fromont	10	1457	Walhain
PLATTEAU Charlotte	rue Saint-Martin	8	1457	Walhain
TAYMANS Julien pour NATAGORA	rue du Wisconsin	3	5000	Namur

	Straße	Nr	PLZ	
LECROART DONDA Gauthier	rue de Libersart	98	1457	Walhain
VEKEMANS Marielle	rue de Spêche	41	1457	Walhain
MESTDAG Linda	rue de Libersart	66	1457	Walhain
VAN MOL Marc	rue de la Commune	46	1457	Walhain
MESTDAG Marie Paule	rue de la Commune	46	1457	Walhain
DEHASQUE Marie Pierre	rue de Libersart	102	1457	Walhain
DE CRITS Yannic	rue de Libersart	102	1457	Walhain
BRAUN Jacqueline	rue du Moulin	3	1457	Walhain
STARCK Ekkehard	rue du Moulin	3	1457	Walhain
Hachez ?				
Verbeke ?				
GALLEZ Danielle	rue de l'Eglise	6	1457	Walhain
VANDERBORGHT André	rue de l'Eglise	6	1457	Walhain
TACQ Béatrice für die Gruppe Sentiers	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
BODART TACQ Béatrice	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
BODART Frédéric	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
VAN DE MERCKT Isabelle	rue Haute	89/a	1457	Walhain
CHARELS Jean	rue Haute	78	1457	Walhain
WOUTERS M	rue Haute	65	1457	Walhain
PEETERS Virginie	rue Haute	77	1457	Walhain
TIMMERMANS Isabelle	rue Haute	77	1457	Walhain
PEETERS Jean Marie	rue Haute	77	1457	Walhain
PEETERS Céline	rue Haute	77	1457	Walhain
VAN DAMME Marc	rue Haute	88	1457	Walhain
TERLINDEN Marie Alienor	rue Haute	88	1457	Walhain
VANWIJNSBERGHE			1457	Walhain
FREBUTTE Jean Paul	rue Haute	51	1457	Walhain
FREBUTTE Frédérique	rue Haute	51	1457	Walhain
DAUNE Martine	rue Haute	51	1457	Walhain
FREBUTTE Caroline	rue Haute	51	1457	Walhain
NOELANDERS A M	rue Haute	68	1457	Walhain
CHAMOY Marie Aude	rue Haute	86 Bte 1	1457	Walhain
SALMIN François	rue Haute	86	1457	Walhain
CULOT Françoise	rue Haute	86	1457	Walhain
SALMIN Antoine	rue Haute	86 Bte 1	1457	Walhain
VANWYNSBERGHE Nicole	rue des 6 Heures	1	1457	Walhain
LEKEUX Francis	rue des 6 Heures	1	1457	Walhain
EPPE Renée	chemin de Corroy	6	1457	Walhain
MATHEI Aurélien	rue Haute	102	1457	Walhain
MATHEI Alexandre	rue Haute	102	1457	Walhain
MARLIER Philippe	rue Haute	102	1457	Walhain
BOGAERTS Brigitte	rue Haute	102	1457	Walhain
PIERLOT Michel	rue Abbesse	69	1457	Walhain
MASSET Myriam	rue Abbesse	69	1457	Walhain
LENGELE Pierre	rue de Spêche	9	1457	Walhain
PIERARD Guilaine	rue de Spêche	34	1457	Walhain
BODART	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
COPPIN A M	rue des Vallées	4	1450	Chastre
GILSON Marie Louise	rue du Pavillon	13	5002	Namur

	Straße	Nr	PLZ	
GASPART Anna	Forrières de Mousty	2	1457	Walhain
FRIPIAT Anne	rue du Trichon	40	1457	Walhain
JACQUES Michel	rue de Saint Paul	105	1457	Walhain
STANDAERT Jean Yves	rue du Trichon	40	1457	Walhain
LINTERMANS Laurent	rue du Trichon	38	1457	Walhain
SCHNELLER Anne Marie	rue du Trichon	38	1457	Walhain
LINTERMANS Jacques	rue du Trichon	38	1457	Walhain
LESAINTE Jeannine	rue Saint-Martin	102	1457	Walhain
MAROY Murielle	rue des 6 Heures	11	1457	Walhain
PIRET Pierre	rue des 6 Heures	11	1457	Walhain
PERAUX Isabelle	Forrières de Mousty	4	1457	Walhain
WATHELET René	rue Moulin Saint-Lambert	5	1457	Walhain
HOFMAN André	rue Saint-Martin	102	1457	Walhain
CLOOS Marie	rue de Spêche	20	1457	Walhain
COOREVITS Luc	rue de Spêche	20	1457	Walhain
GELINNE Marcel	rue de Spêche	23	1457	Walhain
PIRSON Monique	rue de Spêche	23	1457	Walhain
CHAPUT Françoise	rue de Spêche	23	1457	Walhain
GILBERT Monique	rue de Spêche	40	1457	Walhain
BUIS Gérard	rue de Spêche	38	1457	Walhain
DENIS Luc	rue de Spêche	3	1457	Walhain
DETHIER Irène	rue de Spêche	21	1457	Walhain
TABURIAUX Luc	rue de Spêche	21	1457	Walhain
JASPART Yves	rue du Moulin	42	1457	Walhain
QUINART Dany	rue du Moulin	42	1457	Walhain
VAN HAECHE Adeline				
ALBERT Cindy				
MASSET Olivier	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
MASSET Bruno	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
HERBILLON Adrien	rue des Ourdons	7	1457	Walhain
EVERS Bernard	rue de Chaumont	60	1325	Chaumont-Gistoux
RICHIR André				
DELATTE Magali	rue de Spêche	3	1457	Walhain
BERTHOLET Yves	rue de la Cruchénère	56	1457	Walhain
GODFRIAUX Guy für die FWA (Rec)	rue de la Station	68a	1360	Walhain
DONDEYNE Marie Madeleine (Rec)	rue Saint-Martin	109	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain für Agrotour Sprl	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain für Cuma de l'Anglée Scris	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain für Coopérative de l'Anglée Scrl	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN REMOORTEL Maria	rue de Libersart	4	1457	Walhain
HAMIET Christine	rue de Libersart	6	1457	Walhain
S, Agr, VAN REMOORTEL & HAMIET	rue de Libersart	6/a	1457	Walhain
SAUSSUS Luc	rue du Préa	105	1457	Walhain
COUCKHUYT Jean Marc	rue du Préa	109	1457	Walhain
COUCKHUYT Natacha	rue du Préa	109	1457	Walhain
DERAY Hélène	rue du Préa	109	1457	Walhain
DEWIT Robert	rue du Bois de Buis	62	1457	Walhain
LENGELE Raymonde	rue du Bois de Buis	62	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
GELINNE Josée	rue de la Commune	60	1457	Walhain
RAVET Roland	Les Fossés Quintin	14	1457	Walhain
RAVET	Les Fossés Quintin	14	1457	Walhain
CADET Marguerite	rue des Tumuli	1a	1457	Walhain
WILLEMS André	rue des Tumuli	1	1457	Walhain
HERZET Vanessa	rue des Tumuli	1a	1457	Walhain
DEMORTIER Didier	rue de Saint-Paul	29	1457	Walhain
DUBREUIL Marcel	rue des Tumuli	1	1457	Walhain
BERTRAND Pascal	rue du Préa	114	1457	Walhain
ALARDIN Marie Françoise	rue du Préa	114	1457	Walhain
BRISON Katia	rue Haute	27	1457	Walhain
LOOZE Luc	rue Haute	27	1457	Walhain
DESTEINBACBERICK	rue Saint-Martin	15	1457	Walhain
SALMON	rue Haute	1	1457	Walhain
LENGELE Bernadette	rue Saint-Martin	86	1457	Walhain
GUSTIN Frédéric	rue Saint-Martin	92	1457	Walhain
FRANCIS Isabelle	rue Saint-Martin	92	1457	Walhain
SAUSSUS COUMONT	rue du Préa	105	1457	Walhain
JAUMOTTE Ludovic	rue du Préa	103	1457	Walhain
MONFILS Valérie	rue du Préa	103	1457	Walhain
BOSMANS Sylvie	rue du Préa	112	1457	Walhain
PIETTE José	rue Pré des Basses	31	1457	Walhain
ALARDIN Roger	rue de l'Abbaye	37	1457	Walhain
GOBEAUX Marie	rue de l'Abbaye	37	1457	Walhain
THOMAS Hervé	rue du Préa	112	1457	Walhain
VANDENBERGHE Gilbert	rue Haute	38	1457	Walhain
FEVERY Godelieve	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Christian	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Frank	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Dominique	rue Haute	38	1457	Walhain
COOREVITS Marc	rue Chèvequeue	9	1457	Walhain
COPPENS Serge	rue de la Commune	27	1457	Walhain
VANHAMME Chantal	rue de Nil	3	1457	Walhain
PIERRE Jean Marie	rue de Nil	3	1457	Walhain
BOXUS Christian	rue Marie au Broux	18	1457	Walhain
VANDENDRISCH Noël	chemin de la Colette	2a	1325	Chaumont-Gistoux
HANNON Joël	rue de Neussart	11	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENDRISCH Myriam	rue de Neussart	11	1325	Chaumont-Gistoux
STASSE Vincent	chemin de la Colette	2	1325	Chaumont-Gistoux
DEFRENNE Isabelle	rue Marie au Broux,	18	1457	Walhain
NOEL François			1325	Chaumont-Gistoux
NOEL Léon	rue du Culot		1325	Chaumont-Gistoux
VERMEULEN A	rue du Culot		1325	Chaumont-Gistoux
JACOBS Edgard	rue du Culot	2	1325	Chaumont-Gistoux
JACOBS Gérard	rue du Culot	2	1325	Chaumont-Gistoux
MASSAUX Brigitte	rue du Warichet	31	1457	Walhain
GASPARD Didier	rue du Warichet	31	1457	Walhain
COPPENS Yves	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
CRAVILLON Brigitte	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
LENGELE Jeannine	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
CRAVILLON Georges	rue d'Enfer	15	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
COPPENS Grégory	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
DEWIT Nelly	rue de la Commune	30	1457	Walhain
HAESEVOETS Louis	rue de la Commune	28	1457	Walhain
MERCIER Baudouin	rue d'Enfer	77	1457	Walhain
KEKENBOSCH Francine	rue de la Campagnette	29	1457	Walhain
BOUVIER Caroline	rue Saint-Martin	114	1457	Walhain
DEMORTIER Roger	rue de Libersart	40	1457	Walhain
DEWOLF Françoise	rue du Moulin Saint-Lambert	16	1457	Walhain
DELFOSSE Philippe	rue de la Campagnette	18	1457	Walhain
VERMEULEN Gisèle	rue des Tumuli	3	1457	Walhain
DELEUZE J P	rue du Vieux Château	52	1457	Walhain
LENGELE Myriam	rue de la Campagnette	18	1457	Walhain
HENRY Joseph	rue Saint-Lambert	68	1457	Walhain
VLEMINCX Renée	rue Saint-Lambert	66	1457	Walhain
FLEMAL Jean Pierre	rue de la Tasnière	3		
DETHY Nicole	rue des Boscailles	28	1457	Walhain
NISET NOEL HAEGEMAN Consorts	rue du Vieux Château	54	1457	Walhain
GEUBEL André	rue de la Chèvequeue	57	1457	Walhain
LANNOYE Antoine	rue du Pré des Basses	109	1457	Walhain
DECELLE Marcelle	rue d'Enfer	65	1457	Walhain
MALACHE DECELLE Yvonne	rue d'Enfer	65	1457	Walhain
GUILLOT Michèle	rue de Libersart	88	1457	Walhain
FLEMAL Pauline	rue de Libersart	88	1457	Walhain
FLEMAL Eric	rue de Libersart	88	1457	Walhain
GODFROID Marc	rue de Libersart	86	1457	Walhain
DEWIT Claudine	rue de Libersart	86	1457	Walhain
DAVISTER Gauthier	rue de Libersart	34	1457	Walhain
DEMORTIER Pierre	rue de Libersart	72	1457	Walhain
FLAHAUT Anne Françoise	rue des Boscailles	28	1457	Walhain
DE GRAEF Alain	rue de Libersart	92	1457	Walhain
FLEMAL Chantal	rue de Libersart	92	1457	Walhain
LAUVAUX Candy				
KEKENBOSCH Marie Ange	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
VERBAENEN Camille	ruelle des Rencontres	4	1457	Walhain
ROUSSEAUX Aurélien	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
LAURENT Jeanne	rue du Vieux Château	52	1457	Walhain
ROUSSEAUX Francis	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
MASSET Léopold	rue du Moulin	18	1457	Walhain
MARLAIR Odile	rue du Moulin	18	1457	Walhain
VERDOOT Lindsay				
JAL Valérie				
TRICOT				
DE.TELSENUR.François				
CHARLIER Jean				
LAUVAUX Jean Pierre				
SEMAL Monique				
HANCHART Léonie	chemin de la Boscaille	108	1457	Walhain
BANZI Pascal				
BLANCHE Berthe	rue Margot	43	1457	Walhain
HAGNOUL Eugène	Au Pont	8	1457	Walhain
DELEUZE Benoit	rue de Saint-Paul	2a	1457	Walhain

	Straße	Nr	PLZ	
SALMON Jennifer	rue du Moulin	15	1457	Walhain
LANNEAU Jacqueline	rue du Moulin	13	1457	Walhain
SALMON Jean	rue du Moulin	13	1457	Walhain
MASSET Anne	rue du Moulin	15	1457	Walhain
SALMON Serge	rue du Moulin	15	1457	Walhain
JACQUEMIN-DEPIESSE Bernard und Maggy	rue de l'Eglise	11	1457	Walhain
HANNON Murielle	rue Marie au Broux	7	1457	Walhain
JAUMOTTE Aurore	allée de Vaux en Beaujolais	5	1457	Walhain
JAUMOTTE Marc	rue Abbesse	15	1457	Walhain
JAUMOTTE Jean Baptiste	rue Abbesse	17	1457	Walhain
JAUMOTTE Michel	rue Abbesse	37	1457	Walhain
LANNOYE Marie Anne	rue Abbesse	37	1457	Walhain
HERBIET Philippe	allée de Vaux en Beaujolais	5	1457	Walhain
MONFILS David	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
VERLAINE Clotilde	rue du Vieux Château	1	1457	Walhain
MONFILS Valérie	rue du Préa	103	1457	Walhain
MONFILS René	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
SAMBRE Josette	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
SAUSSUS Nathan	rue du Préa	105	1457	Walhain
SAUSSUS Maxime	rue du Préa	105	1457	Walhain
COUMONT Eve				
SAUSSUS Luc	rue du Préa	105	1457	Walhain
ROBERT Raymond	Le Ponceau	9	1457	Walhain
ROHS Anna	rue de Libersart	82	1457	Walhain
GILSON Jean	rue de Libersart	82	1457	Walhain
DEMANET Michael	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
DEMANET Wendy	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
DEMANET Joëlle	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
HOF Paulette	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
FRANCQ Nicole	rue de l'Eglise	7	1457	Walhain
VAN ASBROECK Gilles	rue Haute	25	1457	Walhain
VAN ASBROECK Pauline	rue Haute	25	1457	Walhain
de MARTIN Claire	rue Haute	25	1457	Walhain
VANDENBOSCH Lucie	rue du Paradis	43	1457	Walhain
EYLENBOSCH Vincent	rue du Trichon	96	1457	Walhain
JANSSENS Marie Claire	rue Saint-Lambert	83	1457	Walhain
RAVIGNOT Willy	rue Saint-Lambert	83	1457	Walhain
RAVIGNOT Gisèle	rue Saint-Lambert	85	1457	Walhain
LIPPENS Raphaël	rue Haute	23a	1457	Walhain
BELFORT Noëlle	rue Haute	23a	1457	Walhain
HARMANT Cédric für die Wohnsiedlung «Le Tiège»	rue des Carillonneurs	42/202	1348	Ottignies-Louvain-la-Neuve
TORDEUR Cécile	rue Saint-Lambert	82	1457	Walhain
LEFEBVRE Marc	rue Saint-Lambert	82	1457	Walhain

Aufgrund der in Anwendung von Artikel 4 des CWATUPE gehaltenen Informationsversammlungen:

- 12. Januar 2010 in Chaumont-Gistoux;
- 13. Januar 2010 in Walhain;

Aufgrund der Konzertierungsversammlungen, die in Anwendung von Artikel 43 des CWATUPE an folgenden Daten gehalten wurden:

- 23. Februar 2010 für die Gemeinde Chaumont-Gistoux;
- 24. Februar 2010 für die Gemeinde Walhain;

Aufgrund der Protokolle dieser Konzertierungsversammlungen;

Aufgrund des am 17. Februar 2010 durch den kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität der Gemeinde Chaumont-Gistoux abgegebenen Gutachtens, mit folgenden Erklärungen:

- eine neue Autobahnausfahrt / -zufahrt zwischen Walhain und Rosières ist weder vernünftig noch notwendig; die Verbindung zwischen der neuen Sandgrube und der Autobahn müsste über die N243a erfolgen, unter Berücksichtigung dessen, dass die gesicherte Durchführung dieser Verbindung ganz zu Kosten des Betreibers sein sollte;
- die vorgeschlagenen alternativen Ausgleichsmaßnahmen sind keine solchen, wenn sie nur dem Betreiber dienen;
- die gesamten vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen sind weitgehend unzulänglich, da die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen verhältnismäßig wichtiger sein müssen;
- die Pufferzone zwischen der Grenze des Abbaugebiets und dem Natura 2000-Gebiet muss 100 Meter breit sein;
- es hat keine hydrologische Studie gegeben, und die Wasserversorgungsgesellschaften sind nicht befragt worden;
- die Wiedereinrichtung des Pas de Chien ist keine Ausgleichsmaßnahme, da das Gebiet gesetzwidrig zugeschüttet wurde;
- es gibt keinen Grund, den Abbau von Sand gegenüber der Landwirtschaft vorzuziehen;
- es gilt, einen Überwachungsausschuss zu bilden;

Aufgrund des Gutachtens des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität der Gemeinde Walhain vom 10. März 2010, das wie folgt zusammengefasst werden kann:

- Der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität (CCATM) hat keine Einwände gegen das Erweiterungsprojekt;
- Der CCATM hat nicht die Absicht, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Strecke Nr. 3 zu bestätigen;
- Der Ausschuss hat eine günstige Meinung über die vom Kollegium von Walhain vorgeschlagene alternative Strecke, die eine Verbindung mit der Ausfahrt 10 der E411 (über die N243 und N243a) herstellt, weil sie die entlang der chaussée de Huy in Chaumont, die in Libersart bei den tumuli und die in Nil gelegenen Wohnungen vermeidet, weil sie es ebenfalls ermöglicht, den Verkehr von LKWs in der Stadtmitte von Chaumont-Gistoux zu vermeiden, und die Anzahl LKW-Fahrten nicht zu erhöhen, weil sie weniger Investitionen und Änderungen am bestehenden Verkehrsnetz erfordert, und schließlich weil die Fläche der der Landwirtschaft entzogenen Ländereien bedeutend kleiner ist als in den anderen Varianten, die vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagen werden;
- Der CCATM hat eine kritische Meinung über die Ausgleichsmaßnahmen, da die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen zu schwach sind, und die alternative Ausgleichsmaßnahme eigentlich keine ist, da das Autobahnkreuz keinen wirklichen öffentlichen Nutzen hat;

- Der CCATM beantragt, dass der Erlass zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans hinsichtlich der Bewirtschaftung und Sanierung eine kontrollierte Phasenplanung dieser Vorgänge vorsieht;

- Der CCATM verlangt eine Neuuntersuchung der alternativen Ausgleichsmaßnahmen unter Berücksichtigung des Geistes von Artikel 46 des CWATUPE, wobei der finanzielle Betrag für den Ausgleich der Bewirtschaftung anderen kommunalen Projekten öffentlichen Interesses gewidmet werden kann, da er nicht mehr für das Autobahnkreuz dient;

- Der CCATM verlangt, dass für jeden Entwurf zur Revision des Sektorenplans die Zielsetzungen der kommunalen Raumordnungspläne und sogar der Vorentwurf des kommunalen Strukturschemas und der interkommunale Mobilitätsplan berücksichtigt werden;

Aufgrund der vom Gemeindegemeinschaft von Walhain am 17. Februar 2010 im Rahmen der öffentlichen Untersuchung eingelegten Beschwerde und des Gutachtens des Gemeinderates von Walhain vom 24. März 2010, der Folgendes beschließt:

- das Abgeben eines günstigen Gutachtens über das Prinzip der Erweiterung der Sandgruben und die Änderung der Zweckbestimmung der betreffenden Parzellen im Abbaugebiet, insofern geeignete Maßnahmen getroffen werden für den Schutz der Grundwasserleitschicht und für die spätere Sanierung der Sandgrube;

- das Abgeben eines ungünstigen Gutachtens über das Vorhaben der Durchführung eines Autobahnkreuzes im dazu bestimmten Reservegebiet, sowie über die verschiedenen Varianten von Strecken für die Zufahrt von LKWs zum Abbaugebiet sablières de Chaumont, nach deren Erweiterung, die im Dokument der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgestellt werden;

- die sowohl vom Gemeindegemeinschaft als die von dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität von Walhain erörterten Argumente in ausführlichen Gutachten zu bestätigen, die diesbezüglich am 17. Februar bzw. 10. März 2010 abgegeben wurden;

- hinsichtlich der Zufahrt der LKWs zur Sandgrube, der Wallonischen Regierung eine andere Variante als diejenigen der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Entwurf zur Revision des o.g. Plans vorzuschlagen, und zwar in der Form der sgt. «Strecke 6»;

- das Abgeben eines ungünstigen Gutachtens sowohl über die raumordnerischen als über die alternativen Ausgleichsmaßnahmen, die im Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans vorgesehen sind, insbesondere hinsichtlich der Bestimmung eines Betrags i.H.v. eine Mio Euro für Straßeninfrastrukturen, die als städtebauliche Auflage auferlegt werden, anstatt diesen Betrag Projekten öffentlichen Interesses zu widmen;

- von der Wallonischen Regierung die Organisation der notwendigen Konzertierungen zwischen den betroffenen Instanzen zu verlangen, um letztendlich eine Entscheidung zu fällen, die vor allem das allgemeine Interesse verteidigt;

- von der Wallonischen Regierung zu verlangen, dass sie die kommunale Autonomie und die eingesetzten Instrumente, wie die allgemeine politische Erklärung des Gemeindegemeinschafts und das kommunales Strukturschema berücksichtigt, welche hauptsächlich den ländlichen Charakter von Walhain verteidigen;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates von Chaumont-Gistoux vom 29. März 2010, das wegen der Lage der Akte zu diesem Datum ungünstig ist;

Dass sich aus diesem Gutachten Folgendes ergibt:

- Der Schutz der Grundwasserleitschichten ist fragwürdig, da die «Société Wallonne des Eaux (SWDE)» und die «Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening (VMW)» am 12. bzw. 15. Februar 2010 der Gemeinde ein negatives Gutachten über den Entwurf betreffend die Erweiterung der Sandgruben abgegeben haben, weil es keine geeigneten Bedingungen gibt, die die qualitative und quantitative Nachhaltigkeit der Wasserressourcen gewährleisten;

- Der Umkreis des neuen Abbaugebiets ist den Grenzen des Natura 2000-Gebiets zu nahe; es gilt demnach, die Grenzen des Abbaugebiets, so wie sie im Vorentwurf zu dem Natura 2000 Gebiet gezeichnet waren, zu berücksichtigen;

- Die Distanz zwischen der maximalen Tiefe für die Bewirtschaftung und der Grundwasserleitschicht (2 Meter) ist unzureichend;

- Eine Bewirtschaftung des Champ du Bois Matelle (Zonen 1C und 1B der Umweltverträglichkeitsprüfung) ist auszuschließen;

- Aufgrund der Verkehrsschwierigkeiten und der Gefahren, die sich aus dem gleichzeitigen Bestehen eines leichten «residentialen» PKW-Verkehrs und eines schweren LKW-Verkehrs in Verbindung mit den Sandgruben sowohl in Gistoux als in Chaumont ergeben, gilt es, jeglichen Verkehr, der direkt oder indirekt mit den Sandgruben in Verbindung

steht, von der N243 abzuschaffen, und das Betriebsgebäude von den dichten Besiedlungsgebieten so weit wie möglich zu entfernen, was bedeutet, dass die Anlagen, die sich in der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux befinden, in den Bereich der Sandgruben verlagert werden müssen;

- Es gibt keine Gewähr dafür, dass die Arbeiten in Zusammenhang mit der Verlagerung der Anlagen von der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux in den unmittelbaren Bereich der Sandgrube, sowie die Arbeiten für die Durchführung der Strecke zwischen der Sandgrube und der E411, vor der Bewirtschaftung des durch die Revision des Sektorenplans gedeckten Gebiets fertig sein werden;

- Es gilt, eine vorrangige und vorherige Lösung für den LKW-Verkehr und die Verlagerung der in der Ortsmitte befindlichen Anlagen zu finden;

- Die raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen sind offenbar unzureichend;

- Es gibt keine Rechtssicherheit, dass der von der Revision des Sektorenplans betroffene Standort nie als technisches Vergrabungszentrum benutzt wird;

Aufgrund der Untersuchung der Vorschläge der Gemeinden betreffend den Verkehr, die die Wallonische Regierung bei dem Umweltverträglichkeitsprüfer bestellt hat, im November 2010 durchgeführt wurde, und eine sgt. Strecke «Abis» bevorzugt, die die Umweltauswirkungen minimiert;

Aufgrund des am 27. Juni 2011 abgegebenen günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD);

In der Erwägung, dass in diesem Gutachten steht, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist» und «dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen»;

In der Erwägung, dass in diesem Gutachten steht, dass «dem Antragsteller vorgeschlagen wird, in eine Verbindungsstrecke zur N243a zu investieren, um Chaumont-Gistoux von einem bedeutenden LKW-Verkehr zu entlasten, wobei seine Büroaktivitäten, die LKW-Waschanlage und die Tankstelle von der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux in das künftige Abbaugelände verlagert werden. Diese vorgeschlagene Investition bezieht sich auf Straßeninfrastrukturen, und wird somit der Allgemeinheit dienen, wobei gleichzeitig die Verkehrsbelästigungen in der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux in Grenzen gehalten werden. » ;

In der Erwägung, dass in diesem Gutachten darauf hingewiesen wird, dass der CWEDD die sgt. Alternative Abis unterstützt, dass angesichts der Urbanisierung, die diese Alternative im Agrargebiet mit sich bringt, die Behörde jedoch den Beitrag eines operativen Ausgleichs zu Gunsten der Landwirtschaft untersuchen soll;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 25. August 2011; dass in diesem Gutachten Folgendes steht:

- Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über die Revision des Sektorenplans für die Eintragung von Abbau-, Agrar-, Wohn- und Naturgebieten ab, und empfiehlt, dass die Regierung am Ende der Bewirtschaftung die Umstellung eines Teils des Abbaugeländes in ein Agrargebiet vorsieht;

- Der CRAT gibt ein ungünstiges Gutachten über die Eintragung eines Reserveumkreises für den Bau eines Autobahnkreuzes ab, und empfiehlt die Strecke Abis;

- Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über die zusätzlichen Vorschriften S35 und S36 ab, die im Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans vorgesehen sind, und empfiehlt gleichzeitig die Verlagerung der in der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux gelegenen Einrichtungen und die Einrichtung der Strecke Abis, die so früh wie möglich stattfinden sollten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden und die vor und nach dieser Untersuchung ausgedrückten Gutachten untersucht hat, und ihnen folgende Antworten gibt;

In der Erwägung, dass die Regierung, nach einer kurzen Einführung über die Art und den Gegenstand bestimmter Beschwerden und die allgemeine Rechtfertigung des Vorhabens, es gewünscht hat, die Beschwerden zu beantworten, wobei sie folgende Themen nacheinander behandelt hat: die Umweltverträglichkeitsprüfung, das Verfahren, der Entwurf und die Ausgleichsmaßnahmen. Diese 4 Punkte setzen sich wie folgt zusammen:

A. Die Umweltverträglichkeitsprüfung

1. Die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung - Allgemeines
2. Die Mobilität
3. Die Umwelt
4. Der alternative Ausgleich
5. Sonstige Punkte

B. Das Verfahren

C. Der Entwurf

1. Fehlende Gemeinnützigkeit und wirtschaftliche Aspekte
2. Alternativen
 - 2.1. Lokalisierungsalternativen
 - 2.2. Alternativen hinsichtlich der Abgrenzung
3. Politik der vollendeten Tatsache (aktuelle Bewirtschaftung ohne gültige Genehmigung)
4. Hydrogeologie und Hydrologie
5. Topographie und Landschaften
6. Luft und Klima
7. Fauna, Flora und biologische Vielfalt
8. Nähe des Natura 2000-Gebiets
9. Nähe eines Wohngebiets
10. Unter Schutz stehende Denkmalgüter
11. Mobilität
 - 11.1. Verschwinden von Wegen im neuen Abbaugelände
 - 11.2. Verkehrssicherheit in der Umgebung
 - 11.3. Wahl der Trasse der neuen Verbindung
 - 11.3.1. Allgemeines
 - 11.3.2. Die Trassen 1, 2, 3 und 4 der UVP
 - 11.3.3. Andere Vorschläge der Reklamanten
12. Verlust von Agrarflächen
13. Verschiedene Belastungen
14. Kontrolle der Bewirtschaftung

15. Garantien
16. Neueinrichtung
- 16.1. Aufschüttungen
- 16.2. Gebietseinteilung

D. Die Ausgleichmaßnahmen

1. Allgemeines
2. Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen
3. Alternative Ausgleichsmaßnahmen
 - 3.1. Die Verbindungsstraße
 - 3.1.1. Unzureichend
 - 3.1.2. Gegenstand
 - 3.1.3. Kosten
 - 3.2. Die Verlagerung der in der Ortsmitte von Gistoux gelegenen Anlagen
4. Ausgleichsmaßnahmen: Synthese

In der Erwägung, dass jede angeschnittene Thematik zunächst eine Zusammenfassung der Beschwerden und danach ihre Beantwortung enthält;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer mit der Revision des Sektorenplans oder der Erweiterung des Betriebs ohne nähere Angaben einfach «nicht einverstanden» sind;

Dass bestimmte Anwohner sich der Beschwerde des «Anwohnerkomitees» anschließen;

Dass bestimmte Anwohner sich ohne nähere Angaben der Erweiterung der Sandgrube widersetzen;

Dass mehrere Anwohner dementsgegen «einverstanden» sind;

In der Erwägung, dass diese Beschwerden ziemlich ungenau sind; dass die Gründe für die Verabschiedung der Revision des Sektorenplans nachstehend erläutert werden;

In der Erwägung, dass die Regierung außerdem und vor allem daran erinnern will, dass in Artikel 1, § 1 des CWATUPE feststeht, dass das Gebiet das gemeinschaftliche Erbe der Einwohner der Region ist, und in diesem Rahmen auf die Mittel hinweist, die dazu dienen, den Bedürfnissen Rechnung zu tragen;

Dass der Sektorenplan zum Zweck hat, die Zweckbestimmung der verschiedenen Teile des Gebiets und deren Verwendung festzulegen, und eine Bodennutzung, die gegen diese Zweckbestimmungen und Verwendungen verstößt, zu untersagen; dass der Sektorenplan keinen Einfluss auf die notwendigen Impulse der Einrichtung hat; dass er daher die Durchführung von einzelfallbezogenen Projekten nicht zum Gegenstand hat, sondern den Rahmen bestimmt, in dem die Durchführung der Projekte in Zukunft erlaubt werden kann;

Dass die Analyse der Regierung demzufolge nicht Motive betreffen soll, die über dasjenige hinaus gehen, was zum Erreichen der Zielsetzungen der Raumordnung notwendig ist;

Dass somit nur die Bemerkungen, die hinsichtlich der Ziele und des Inhalts des Sektorenplans oder der Auswirkungen des Entwurfs auf die Umwelt eine ausreichende Genauigkeit und Relevanz aufweisen, eine Antwort rechtfertigen;

Dass also die Einwände, die nicht die Abänderung der Zweckbestimmung des Gebiets oder seine Auswirkungen auf die Umwelt sondern Punkte betreffen, die nicht durch den Sektorenplan geregelt werden müssen (gewerbliche Konkurrenz, Erwägungen rein privaten, sogar spekulativen Interesses, Verwirklichung von einzelfallbezogenen Projekten, Ausübungsmodus einer Aktivität, usw.) als nicht relevant gelten;

Dass der Staatsrat übrigens ständig bestätigt hat, dass die Behörde solche nicht gerechtfertigte Bemerkungen raumplanerischer oder technischer Art ignorieren kann (E.G., Nr. 20.579 vom 24. September 1980, Pilaete Nr. 24.666 vom 21. September 1984, Kumps Nr. 170.236 vom 19. April 2007, Vincent Nr. 185.137 vom 2. Juli 2008, Lorquet Nr. 191.684 vom 19. März 2009, SA Confiserie Leonidas; Nr. 194.802, 194.803 und 194.804, vom 29. Juni 2009, Cofinimmo; Nr. 191.378 vom 12. März 2009, Somerhausen et Taubert; Nr. 202.867, vom 8. April 2010, Noël; Nr. 210.610, vom 21. Januar 2011, Orban);

In der Erwägung, dass es außerdem keine Pflicht gibt, auf jede Beschwerde einzeln einzugehen; dass die Privatperson aus dem Erlass auch implizit, ob durch eine individuelle Stellungnahme oder durch eine allgemeine Richtlinie (E.G., 212.225, vom 24. März 2011, Havelange) eine ausreichende und seiner Beschwerde gerechten Antwort muss ableiten können; dass der allgemeine Charakter des Inhalts des Sektorenplans der Regierung erlaubt, nur allgemeine Richtlinien auszustellen, um auf anlässlich der öffentlichen Untersuchung geäußerte Beschwerden zu antworten (JADOT, B., «Les effets de l'enquête publique en matière d'aménagement du territoire», J.T., 1984, Seite 688);

Dass die Begründung des Erlasses demzufolge als ein Ganzes zu betrachten ist; dass die Antwort auf eine Beschwerde auch für eine andere Beschwerde gelten kann oder dass auf das Gutachten einer herangezogenen Behörde verwiesen werden kann;

In der Erwägung, dass im vorliegenden Fall zahlreiche Beschwerden eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

Dass die Regierung der Ansicht ist, dass die Beantwortung einiger Fragen in diesem Stadium also nicht notwendig ist, damit sie ihre Entscheidung in Kenntnis der Sachlage treffen kann; dass es nämlich nicht geeignet ist, im Stadium der Revision des Sektorenplans diese Punkte, die in den Zuständigkeitsbereich der Genehmigung zur Durchführung der Planrevision fallen, vorzeitig zu behandeln;

In der Erwägung, dass im Erlass vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Folgendes steht:

- «wie im Erlass der Wallonischen Regierung (...) vom 4. Dezember 2003 bereits unterstrichen, wird die Bewirtschaftung des betreffenden Vorkommens, das Gegenstand einer optimalen Valorisierung ist, dazu beitragen, ein Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

- (...) obwohl Wallonisch-Brabant die größten Vorkommen in der Wallonie hat, kann das Angebot wegen der Verknappung der Sandgruben die Nachfrage nicht decken; im Jahre 1982 gab es 84 Betriebe, wo es heute nur noch 2 aktive Gesellschaften gibt;

- (...) es ergibt sich, dass der Begriff der nutzbaren verfügbaren Reserven auf Ebene der Sektorenpläne des Wallonisch-Brabant stark begrenzt ist; dass diesem Ungleichgewicht, das eine Explosion der Sandpreise verursacht, ein Ende zu setzen ist; dass die gegenwärtige wirtschaftliche Lage diese Umstände nicht länger dulden kann;

- (...) wie im Bericht der Ständigen Konferenz der territorialen Entwicklung vom Januar 2007 angegeben, der als Schlussfolgerung der ihr am 21. September 2006 durch die Wallonische Regierung anvertrauten Begutachtungsaufgabe über die Abbaugebiete erstellt wurde, genügt die aktuelle Produktion von Sand nicht, um den Bedarf zu decken;

- (...) diese Studie bestätigt, dass die Nachfrage das Angebot übersteigt, dass die Preise steigen, dass die Kempener Sandgruben schließen, dass, wie oben erwähnt, die Anzahl aktiver Sandgruben in Wallonisch-Brabant innerhalb weniger als 25 Jahren von 84 auf 2 Einheiten gesunken ist, dass es einige Sorgen über die künftige Versorgung gibt;

- (...) das fast endgültige Verschwinden der Sandgruben in Wallonisch-Brabant könnte kurzfristige wirtschaftliche Folgen haben, worunter: die Gefährdung der Existenz anderer Unternehmen (Subunternehmer, Betonzentrale,...), die erhöhte Abhängigkeit gegenüber Nachbarstaaten (Deutschland, Niederlande), das Fehlen einer Konkurrenz und die damit verbundene Erhöhung der Preise, die sich daraus ergebende Erhöhung der Baupreise, der Verlust von lokalen und wenig qualifizierten, direkten und indirekten Arbeitsstellen, der Verlust von steuerlichen Einnahmen für die Behörden, die Erhöhung der Ausstöße in die Atmosphäre wegen des Transports, usw....;

- (...) vom wirtschaftlichen Standpunkt aus muss alles unternommen werden, um den Bausektor wieder zu beleben;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans demnach wirtschaftlich begründet ist;

A. DIE UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffen; dass die Kritik insbesondere die Abschnitte Mobilität, Umwelt, und alternative Ausgleichsmaßnahmen betreffen;

1. Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung - Allgemeines

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer der Umweltverträglichkeitsprüfung Ungenauigkeiten, fehlende, falsche oder noch zu ergänzende Angaben vorwerfen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer es beklagen, dass die wirtschaftlichen Aspekte im einzigen Interesse des Antragstellers und nicht aufgrund der realen kommunalen und umweltbezogenen Aspekte untersucht worden sind; dass die Studie ihrer Ansicht nach nicht sehr objektiv wäre;

Dass die Studie ihrer Ansicht nach wenig transparent ist;

In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung eine wissenschaftliche Studie ist, die von einer zugelassenen Person durchgeführt wird, deren Inhalt vor ihrer Annahme einem Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen der operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, des CRAT und des CWEDD unterworfen wird;

Dass in dieser Studie alle Punkte des von dem Wallonischen Regierung festgelegten Inhalts untersucht worden sind, wobei diese die Ziele der Revision, ihre sozial-wirtschaftliche Rechtfertigung, die Analyse ihrer Auswirkungen auf Mensch und Umwelt, einschließlich im Bereich der sich aus der Revision des Sektorenplans ergebenden Ausgleichsmaßnahmen nach Artikel 46 des CWATUPE, betreffen;

In der Erwägung, dass in seinem Gutachten vom 27. Juni 2011 der CWEDD erachtet hat, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung guter Qualität ist» und «dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen», wobei betont wird, dass das gewonnene Produkt eine gute Qualität aufweist und einem realen Bedarf entspricht;

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 der Ansicht ist, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist. Er schätzt die vollständige Analyse der verschiedenen Umweltbereiche sowie die Klarheit und Lesbarkeit des hergestellten Dokuments. Er weist ebenfalls darauf hin, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung die Bemerkungen, die er im Laufe des Verfahrens geäußert hatte, berücksichtigt hat»; er gibt an, dass diese Revision des Sektorenplans es ermöglichen wird, den Bedürfnissen des Bausektors zu genügen;

In der Erwägung, dass die geäußerten Kritiken ziemlich ungenau sind;

In der Erwägung, dass der Bauherr für die vorliegende Revision des Sektorenplans die Wallonische Region ist; dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung nach Artikel 42 des Gesetzbuches von der Wallonischen Regierung bestimmt wird; dass es sich um einen zugelassenen Prüfer handelt, der seine Aufgaben völlig unabhängig erfüllt;

In der Erwägung, dass zahlreiche Beschwerden über die Unvollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen (Neueinrichtung, Lärm, Staub, Nebenanlagen ...); dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

2. Die Mobilität

In der Erwägung, dass, was die Mobilität betrifft, einige Beschwerdeführer auf das Fehlen eines Verzeichnisses betreffend die Fahrzeuge hinweisen;

Dass sie ebenfalls betonen, dass die genauen Bewegungen der betreffenden Fahrzeuge und ihre Richtung nicht untersucht worden sind;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, dass obwohl in der Umweltverträglichkeitsprüfung steht, dass 600m urbanisierte Straßen durchquert werden, darin nicht der Prozentsatz der Personen angegeben wird, die die Sandgruben immer gekannt haben, und die bereits vor den Sandgruben da waren;

Dass mehrere Beschwerdeführer betonen, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht angegeben wird, um welche Art Kreuzung es sich handeln wird (komplettes Autobahnkreuz oder einfache Zubringerstraße wie die Ausfahrt Nr. 10);

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer das Fehlen einer Antwort betreffend die Verbindung zwischen dem Kreuz und den anderen Straßen bedauern;

In der Erwägung, dass manche Anwohner betonen, dass die Studie bestimmte Kriterien hinsichtlich der Wahl der für den Verkehr untersuchten Strecken nicht gewichten würde;

Dass die Wahl der Gewichtung, wenn es für einige Kriterien überhaupt eine gibt, verblüffend ist;

Dass das Kriterium der Zufahrtszeit nicht berücksichtigt werden sollte, da es für die Allgemeinheit ohne Nutzen ist;

Dass einige Beschwerdeführer sich die Frage stellen, warum ein in der Variante 3 angegebener Trumpf in der Variante 4 eine Bedrohung wird, da diese Varianten doch weniger als 1000 M entfernt und verbunden sind;

In der Erwägung, dass der Studie vorgeworfen wird, dass sie über den Flucht- oder Transitverkehr von oder nach dem Autobahnkreuz durch das Dorf Nil nichts sagt oder diese Gefahr minimiert;

Dass ihr ebenfalls vorgeworfen wird, die Lärmbelästigungen und die sich aus dem Flucht- und Transitverkehr ergebende Verschmutzung zu verschweigen oder zu minimieren;

In der Erwägung, dass manche Reklamanten behaupten, die Studie verschweige oder minimiere die Koexistenz von LKWs und landwirtschaftlichen Fahrzeugen;

Dass sie ebenfalls angeben, dass in der Studie nicht vorgesehen wird, die Kreuzungen zwischen industriellem und landwirtschaftlichem Verkehr (Schranken, Verkehrsampeln, ...) stattfinden werden;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer sich fragen, warum der interkommunale Mobilitätsplan von Walhain nicht berücksichtigt worden ist, und betonen, dass der zur Zeit untersuchte provinzielle Mobilitätsplan auch nicht berücksichtigt wird, was die Art und Weise betrifft, wie die Mobilität in dem von der Erweiterung betroffenen Gebiet zu entwerfen ist;

In der Erwägung, dass, was die Abschaffung der Wege innerhalb des künftigen Abbaugebiets betrifft, bestimmte Reklamanten sich wundern, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung sich auf den Interkommunalen Mobilitätsplan von Chaumont-Gistoux und nicht den von Walhain stützt;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Walhain in seinem im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Gutachten vom 17. Februar 2010 angibt, dass die Hypothese der Strecke Nr. 1 vom Umweltverträglichkeitsprüfer nicht berücksichtigt wurde, und dass die Tabelle der Umweltverträglichkeitsprüfung fehlende oder falsche Angaben enthält;

In der Erwägung außerdem, dass das Kollegium von Walhain betont, dass es einen Interkommunalen Mobilitätsplan von Chastre – Gembloux – Perwez – Sombreffe und Walhain gibt, und dieser die N243a in seinen Aktionsmerkblättern angibt, wobei er Folgendes unterstreicht: «diese Straße muss kurzfristig komplett umgebildet werden, um ein Profil zu erhalten, das ihrer Funktion als Zufahrt zur Autobahn genügt. Sie muss auch mit Fahrradwegen ausgerüstet werden, um die Fahrradstrecke des Leitplans der Straßendirektion von Wallonisch-Brabant aufzunehmen»; dass die Gemeinde beklagt, wie wenig der interkommunale Mobilitätsplan von Walhain berücksichtigt wird; dass ihrer Meinung nach über diese Problematik kaum überlegt wurde, mit Ausnahme einer minimalen Berücksichtigung des Aktionsmerkblatts betreffend die Straße N243a und einer sehr allgemeinen Berücksichtigung betreffend das künftige Fahrradnetz;

Dass das Kollegium von Walhain ebenfalls angibt, dass es einen interkommunalen Mobilitätsplan von Beauvechain – Chaumont-Gistoux – Grez Doiceau und Incourt gibt, in dem steht, dass der sich aus den Sandgruben ergebende Verkehr ein «Problem bei der Durchfahrt von Chaumont-Gistoux über die N243 darstellt»;

In der Erwägung, dass das Kollegium von Walhain sich wundert, dass das Projekt der Ausfertigung eines Mobilitätsplans für die Provinz Wallonisch-Brabant überhaupt nicht erwähnt wird;

In der Erwägung, dass die Studie die Auswirkungen der Revision des Sektorenplans auf das Straßennetz, die Infrastrukturen und die Mobilitätsströme untersucht hat (UVP, Phase II, S. 82 und S. 148 ff.); dass der Autor eine Kampagne von automatischen Zählungen auf der chaussée de Huy und an der Ausfahrt des Standorts der Sandgruben durchgeführt hat, um den «schweren» Verkehr, der über die chaussée de Huy fährt, zu schätzen; dass der Autor den Unterschied macht zwischen dem Verkehr, der sich aus dem Abbau von Sand ergibt, und dem Verkehr, der von den Nebenanlagen der Sandgruben kommt; dass er den Schluss zieht, dass der sich aus dem Abbau von Sand ergebende Verkehr und der mit den Nebenanlagen der Sandgruben zusammenhängende Verkehr auf 1000 bis 1200 Bewegungen/Tag auf der N243 geschätzt werden kann (UVP, Phase II, S. 75); dass die Studie angibt, dass der Gesamtverkehr (LKWs + PKWs) auf der N243 ca. 6195 Fahrzeuge beträgt, was bedeutet, dass die LKWs im Durchschnitt 14,5 % des Verkehrs zwischen 6h und 22h darstellen (UVP, Phase II, S. 76); dass die Studie außerdem Folgendes angibt: «Die Eintragung eines neuen Abbaugebiets wird diesen Verkehr nicht erhöhen, sondern nur aufrechterhalten» und dementsprechend «das neue Abbaugebiet wird keine bedeutenden Auswirkungen auf den Mobilitätsstrom auf den benutzten Straßen haben» (UVP, Phase II, S. 82);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer angegeben hat, dass der Verkehr Belästigungen (Lärm, Schwingungen, Staub, Gefahr für die anderen Benutzer) mit sich bringen wird (UVP, Phase II, S. 76 ff.);

In der Erwägung, dass er ebenfalls darauf aufmerksam macht, dass die Schaffung einer neuen Strecke, durch die das Durchqueren der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux über die N243 ermöglicht würde, eine bedeutende positive Änderung für die Anwohner sowie für den Mobilitätsstrom und die Sicherheit auf dieser öffentlichen Straße wäre (UVP, Phase II, S. 82); dass die aktuelle Strecke 1 also nicht in Betracht zu ziehen wäre;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die Kriterien für die Analyse der Varianten dargestellt und beschrieben hat (UVP, Phase II, S. 160 ff.), wobei er die Kriterien in Zusammenhang mit dem Gegenstand der Analyse von den Kriterien in Zusammenhang mit den Umweltauswirkungen voneinander unterscheidet; dass er für jedes Kriterium das Vorzugsmotiv angegeben hat;

In der Erwägung, dass eine Übersichtstabelle eine Bewertung der jeweiligen Vor- und Nachteile jeder Variante ermöglicht (UVP, Phase II, S. 162); dass der Autor jedem Kriterium -1, 1, 2 oder 3 Punkte zugewiesen hat, je nach den o.g. Vorzugsmotiven;

In der Erwägung, dass Kriterien wie die Länge der «geteilten» Strecken, die Auswirkungen auf urbanisierte Gebiete, der Fluchtverkehr, die Anzahl Kreuzungen... in Betracht gezogen und analysiert wurden;

In der Erwägung, dass die so vorgenommene Untersuchung als zuverlässig und objektiv erscheint; dass die Regierung es nicht beabsichtigt, sie in Frage zu stellen;

In der Erwägung, dass die Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain eine alternative Strecke vorgeschlagen haben, durch welche beide die Durchführung des ursprünglich geplanten Autobahnkreuzes vermeiden können;

In der Erwägung, dass die Regierung vom Umweltverträglichkeitsprüfer ein Analysemerkblatt über diese von den Gemeinden vorgeschlagenen alternativen Trassen verlangt hat; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer darin jede der beiden Varianten nach genauen Kriterien untersucht hat und Verbesserungsvorschläge gemacht hat, die die Festlegung einer Strecke Abis ermöglichen;

In der Erwägung, dass er beschließt, letztendlich diese Option Abis zu berücksichtigen, wie die Regierung es erklären wird; dass den Beanstandungen des Abschnitts Mobilität der Studie, insofern sie gerechtfertigt sind, somit Rechnung getragen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung das Autobahnkreuz schließlich nicht mehr in Betracht zieht;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie die interkommunalen Mobilitätspläne von Chaumont-Gistoux und Walhain berücksichtigt hat (UVP, Phase II, S. 152-3); dass der Entwurf des provinziellen Mobilitätsplans zum Zeitpunkt der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung noch nicht in Gang war;

In der Erwägung, dass anzugeben ist, dass der Autor der Studie in seiner Analyse der kommunalen Vorschläge darauf hinweist, dass die Gleichzeitigkeit eines landwirtschaftlichen und industriellen Verkehrs im allgemeinen keine besonderen Probleme hervorbringt; dass der landwirtschaftliche Verkehr saisonbedingt und letztendlich sehr schwach ist;

Dass er die vorgeschlagenen Varianten nach verschiedenen Kriterien untersucht hat, worunter die Sicherheit (geteilte Strecken, Anzahl Kreuzungen, Anzahl Linksbiegungen, Interferenzen mit einem Fahrradweg) und die Mobilität (Benutzung der Strecke durch einen Fluchtverkehr) (Analysebericht, S. 13);

In der abschließenden Erwägung, dass bestimmte Beobachtungen (z.B. in Zusammenhang mit der Anzahl Personen, die die Sandgruben schon immer gekannt haben, und die bereits von ihnen da waren), nichts mit den gesetzlichen Zielsetzungen in Sachen Raumordnung und Urbanismus zu tun haben; dass bestimmte Beanstandungen in der Tat nicht auf raumordnerischen oder technischen Gründen beruhen (SR Nr. 20.579 vom 24. September 1980, Pilaete; Nr. 24.666 vom 21. September 1984, Kumps);

3. Die Umwelt

In der Erwägung, dass, was den Abschnitt «Umwelt» der Umweltverträglichkeitsprüfung angeht, bestimmte Reklamanten betonen, dass sie keinen Zugang zur Studie des Professors Poty gehabt haben; dass sie angeben, dass nichts darauf hinweist, dass der Professor Poty den Schluss zieht, dass ein genauer Ort vor einem anderen bevorzugt werden muss;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerden anführen, dass die Studie die negativen Auswirkungen auf das Ökosystem verschweige oder minimiere;

Dass sie auch die Vernichtung des archäologischen Erbes verschweige oder minimiere;

Dass sie auch das Fehlen von Studien über den Lärm, den Staub, die nächtliche Beleuchtung beklagen;

Dass die Anwohner sich Fragen stellen über den für die Lärmuntersuchung des CEDIA (Lüttich) in Betracht gezogenen Umkreis;

Dass bestimmte Beschwerdeführer bemerken, dass die Folgen einer stärkeren Betonierung der Flächen unweit überschwemmungsgefährdeter Gebiete (die rue du Nil im August 2002) in der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht genug berücksichtigt worden sind; dass die Wallonische Region und die Gemeinde Walhain sich außerdem verpflichtet haben, den Flussvertrag Dyle + Nebenflüsse zu beachten;

In der Erwägung, dass in dem Gutachten der Gemeinde Chaumont-Gistoux vom 29. März 2010 darauf aufmerksam gemacht wird, dass die SWDE und VMW im Rahmen der öffentlichen Untersuchung ein negatives Gutachten über das Projekt abgegeben haben, welches in Wirklichkeit die Umweltverträglichkeitsprüfung beanstandet;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist» und dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen;

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 der Ansicht ist, dass «die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist. Er schätzt die vollständige Analyse der verschiedenen Umweltbereiche sowie die Klarheit und Lesbarkeit des hergestellten Dokuments. Er weist ebenfalls darauf hin, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung die Bemerkungen, die er im Laufe des Verfahrens geäußert hatte, berücksichtigt hat»;

In der Erwägung, dass die meisten Beschwerden über die Unvollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung hinsichtlich umweltrelevanter Abschnitte wie z.B. der Lichtverschmutzung, des Staubs,..., eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten o.g. Fragen betreffend die Unvollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die anderen Umweltabschnitte im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die sozialwirtschaftliche Begründung des Vorentwurfs in der Phase I gründlich untersucht hat, u.a. auf der Grundlage der Studie des Labors für litho- und zoostratigraphische Analysen der Universität Lüttich (Professor Poty);

Dass die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie diesem Labor in der Tat den Auftrag erteilt hat, ein Verzeichnis der bestehenden Standorte zu erstellen, und die neuen potentiellen Vorkommen zu identifizieren, und dabei die Bedürfnisse zu bewerten; dass diese Studie in mehreren Stufen stattgefunden und mehrere aufeinanderfolgende Berichte erzeugt hat, n.l.: einen Bericht «Sablières du Brabant wallon et de Braine-le-Comte, situations actuelles perspectives et gisements» (1997), einen Bericht «Inventaire des ressources du sous-sol et perspectives des besoins à terme des industries extractives en Wallonie» (2001) und einen Bericht «L'activité extractive en Wallonie, situation actuelle et perspectives» (2004);

In der Erwägung, dass das potentielle Vorkommen, das vom Professor Poty identifiziert worden ist, eine weit größere Fläche aufweist als der (darin enthaltene) Umkreis, der durch vorliegende Revision des Sektorenplans gedeckt wird;

In der Erwägung, dass es nicht ausgeschlossen ist, dass die Regierung zwecks einer vollständigen Analyse der Lage andere Informationen berücksichtigt, die sie als nützlich betrachtet, wie z.B. von ihr bestellte Studien durch universitäre Einrichtungen;

Dass es für die Wallonische Regierung keinen Grund gibt, um diese Berichte aus eigener Initiative anderen Personen zur Verfügung zu stellen, wobei jedoch darauf hinzuweisen ist, dass sie trotzdem der Öffentlichkeit zugänglich sind, unter Beachtung der Regeln für den Zugang zu Verwaltungsinformationen;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP, S. 32-33) die Karte des Vorkommens, wie sie in der Studie des Herrn Professors Poty von 1997 steht, aufgenommen wird;

In der Erwägung, dass das aktuelle System in der Phase II auf den Seiten 15-18, das Potential des Gebiets auf Seite 56 und die wahrscheinlichen Auswirkungen des Projekts auf das Ökosystem auf S. 69-72 beschrieben sind;

In der Erwägung, dass der vom Umweltverträglichkeitsprüfer zu Rate gerufene Dienst Archäologie der operativen Generaldirektion «Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Außendirektion Wallonisch Brabant, angegeben hat, dass sich an der Grenze des betreffenden Gebiets eine römische Straße befindet, dass das Gebiet zahlreiche Zeugen der römischen Besetzung enthält, und dass vor der Bewirtschaftung eine Ausgrabungskampagne stattfinden wird;

In der Erwägung, dass die Aktivität, die von der Revision des Sektorenplans betroffen wird, nur die Weiterführung der aktuellen Aktivität ist, dass die Auswirkungen des Lärms und Staubs die gleichen sind, wie diejenigen, die man heute schon beobachtet; dass diese Auswirkungen in der vor der Globalgenehmigung durchzuführenden Umweltverträglichkeitsprüfung zu untersuchen sein werden, wobei ggf. Maßnahmen zur Verringerung dieser Auswirkungen vorgeschlagen werden müssen;

Dass der Abschnitt betreffend die Staubemissionen in der Phase II (S. 12) behandelt wird und ihm die Ergebnisse einer Simulation (S. 67-68) beigefügt werden;

Dass der sich aus der Bewirtschaftung des Sandes ergebende Lärm beschränkt ist, im Gegensatz zum vom Verkehr erzeugten Lärm; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer diese Auswirkungen untersucht hat, und der Ansicht ist, dass dieser Lärm stark verringert werden kann, wenn eine geeignete Strecke gewählt wird (Phase II, S. 40); dass in dem Projekt keine Erhöhung der Lärmemissionen vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass die Lärmstudie des CEDIA in ihrer Gesamtheit in der Anlage IV.4.3 der Umweltverträglichkeitsprüfung veröffentlicht wird, und sie die Methodologie und den Untersuchungsbereich sehr genau identifiziert; dass die Problematik des Lärms im Stadium des Genehmigungsantrags für die Bewirtschaftung des Vorkommens und die Nebenanlagen Gegenstand einer genauen Bewertung sein wird;

In der Erwägung, dass sowohl die SWDE als die VMW vom Umweltverträglichkeitsprüfer befragt worden sind; dass aber keine von beiden es als nützlich erachtet hat, im Rahmen der Studie ein Gutachten abzugeben (UVP, Phase II, S. 63);

4. Der alternative Ausgleich

In der Erwägung, dass, was den alternativen Ausgleich betrifft, das Gemeindegremium von Walhain in seinem der öffentlichen Untersuchung beigefügten Gutachten vom 17. Februar 2010 angibt, dass es erstaunlich ist, festzustellen, dass der Revisionsentwurf ein Projekt betrifft, das die Durchführung eines Autobahnkreuzes und einer

noch nicht definierten Strecke enthält; dass das Kollegium der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auf der Grundlage eines definierten Standorts des Autobahnkreuzes und einer bestimmten Strecke hätte durchgeführt werden sollen; dass die Gemeinde feststellt, dass die alternative Ausgleichsmaßnahme selbst Belästigungen für die Anwohner hervorrufen wird, und somit selbst Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sein sollte; dass diese Belästigungen in der durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung nicht berücksichtigt werden; dass dies bedeutet, dass die negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt nicht ernst bewertet wurden;

In der Erwägung, dass die Anwohner der Ansicht sind, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die für die neue Autobahnzufahrt und die Verlagerung von Wegen (z.B. Pont de la Chasse) notwendigen Flächen nicht genug berücksichtigt;

In der Erwägung, dass er ebenfalls darauf aufmerksam macht, dass die Schaffung einer neuen Strecke, durch die das Durchqueren der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux über die N243 ermöglicht würde, eine bedeutende positive Änderung für die Landwirtschaft und für den Mobilitätsstrom und die Sicherheit auf dieser öffentlichen Straße wäre (UVP, Phase II, S. 82);

Dass er die wahrscheinlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Seiten 155 ff. der Phase II seiner Studie untersucht hat;

In der Erwägung, dass die Gemeinden alternative Strecken vorgeschlagen haben, die kein Autobahnkreuz benötigen;

In der Erwägung, dass die Regierung vom Umweltverträglichkeitsprüfer ein Analysemerkblatt über diese von den Gemeinden vorgeschlagenen alternativen Trassen verlangt hat; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer darin jede der beiden Varianten nach genauen Kriterien untersucht hat und Verbesserungsvorschläge gemacht hat, aufgrund deren eine Strecke Abis festgelegt wurde;

In der Erwägung, dass die Regierung wie weiter unten angegeben schließlich auf den Bau eines Autobahnkreuzes verzichtet hat; dass diese Kritiken demnach ohne Gegenstand sind; dass diesen Kritiken sowieso im Stadium der Bewertung der Auswirkungen vor dem Bau des Autobahnkreuzes, wo dieses gebaut werden würde, Rechnung getragen wäre;

5. Sonstige Punkte

In der Erwägung, dass, was die anderen Abschnitte der Umweltverträglichkeitsprüfung betrifft, die Auswirkungen auf die Gesundheit nach Ansicht einiger Reklamanten nicht berücksichtigt wurden;

In der Erwägung, dass einige Reklamanten der Ansicht sind, die Umweltverträglichkeitsprüfung minimiere die Auswirkungen auf die Landwirtschaft und schneide die Problematik der Einklemmung einiger Parzellenstücke, die sich aus der beabsichtigten Trasse ergebe, nicht an;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer hervorheben, dass kein Unterschied nach den Aktivitäten des Antragstellers gemacht worden sei;

In der Erwägung, dass einige Reklamanten der Ansicht sind, dass die Studie Empfehlungen bezüglich der Globalgenehmigung enthalten sollte;

In der Erwägung, dass mehrere Reklamanten der Ansicht sind, dass eine vollständigere Studie über die Problematik der Beschäftigung notwendig wäre; dass sie sich fragen, wie viel direkte Stellen mit der Sandgrube verbunden sind (Stellen im Bereich des Transports sind nicht immer direkte Stellen); dass die Daten ihrer Meinung nach nicht sehr deutlich sind;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist» und dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen;

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 der Ansicht ist, dass «die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist. Er schätzt die vollständige Analyse der verschiedenen Umweltbereiche sowie die Klarheit und Lesbarkeit des hergestellten Dokuments. Er weist ebenfalls darauf hin, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung die Bemerkungen, die er im Laufe des Verfahrens geäußert hatte, berücksichtigt hat»;

In der Erwägung, dass, wie bereits erwähnt, zahlreiche Beschwerden über die Unvollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaubereichs zu befinden; dass die meisten o.g. Fragen im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das Thema Auswirkungen auf die Gesundheit in der Phase II in mehreren Paragraphen anschnidet: Luftqualität (S. 9), Klima (S. 15) und Lebensqualität (S. 57);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer in seinem Analysebericht über die Vorschläge der Gemeinden betreffend die potentiellen Verkehrsstrecken angibt, dass die Variante Abis der Parzelleneinteilung der Betriebe entspricht, was dazu beiträgt, die Folge der durch die Landwirtschaft betriebenen Felder weniger zu brechen (S. 17);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer im Rahmen seiner Arbeit die Aktivitäten des Antragstellers nicht unterscheiden musste; dass das Projekt, das in der Revision des Sektorenplans besteht, immer gleich bleibt, was die Aktivitäten des Antragstellers auch immer sind;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer eine Reihe allgemeine und besondere Maßnahmen genannt hat, und deren Zweckmäßigkeit untersucht hat (UVP, Phase II, S. 103 ff.); dass die meisten dieser Maßnahmen jedoch im Rahmen der Globalgenehmigung zu fordern sind;

In der Erwägung, dass die genauen Empfehlungen über die Grundlage des Bewirtschaftungsprojekts im Rahmen der vor der Erteilung der Globalgenehmigung durchzuführenden Umweltverträglichkeitsprüfung, d.h. nach dem Abschluss vorliegenden Verfahrens mitzuteilen sind;

In der Erwägung, dass der genaue Verbrauch von landwirtschaftlichen Flächen für die Schaffung einer Autobahnzufahrt nur bei Vorhandensein eines endgültigen Projekts geschätzt werden kann; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung sich hier nur über den Reserveumkreis zu äußern hatte, da noch keine genaue Trasse in diesem Stadium vorgesehen ist; dass der Autor nur einige Hypothesen annehmen konnte; dass das Projekt eines Autobahnkreuzes nun sowieso von der Regierung abgelehnt wurde;

In der Erwägung, dass in der Phase I der Umweltverträglichkeitsprüfung die sozialwirtschaftliche Rechtfertigung des Projekts und seine Folgen für die Beschäftigung (direkte Stellen und Stellen im Bausektor) untersucht wurden; dass die Regierung in diesem Bereich über genaue Daten verfügt, insbesondere durch die Studie, die im August 2011 durch das Center for Operations Research and Economics der Universität Löwen durchgeführt wurde, welche die Analyse der Regierung bestätigt und die positiven Auswirkungen der Abbautätigkeit auf die direkte und indirekte Beschäftigung in Wallonisch-Brabant genau untersucht;

B. DAS VERFAHREN

In der Erwägung, dass, was das Verfahren der Revision des Sektorenplans betrifft, die Gemeinde Walhain in ihrem im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Gutachten vom 17. Februar 2010 angegeben hat, dass es erstaunlich ist, dass die Studie über die Erweiterung der N243, die vom Minister für Raumordnung bestellt wurde, und

während der Informationsversammlung vom Vertreter der operativen Generaldirektion der Straßen und Gebäude, nicht in dem einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Projekt enthalten wäre;

In der Erwägung, dass die öffentliche Untersuchung hier die Revision des Sektorenplans betraf; dass diese es notwendig macht, die Frage des sich durch die vorgesehene Abbauaktivität ergebenden Verkehrs zu stellen; dass dieses Thema in der Umweltverträglichkeitsprüfung behandelt wird; dass die Studie, auf die sich die Gemeinde Walhain bezieht, die Erweiterung der N243 betrifft; dass dies keinen reellen Zusammenhang mit dem Zweck vorliegenden Revision des Sektorenplans aufweist;

C. DER ENTWURF

1. Fehlende Gemeinnützigkeit und wirtschaftliche Aspekte

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden die fehlende Gemeinnützigkeit und die wirtschaftlichen Aspekte des Projekts betreffen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer behaupten, dass die Bewirtschaftung des Sandes keiner Notwendigkeit genüge; dass Sand aufgrund der abnehmenden Bedürfnisse und des Vorhandenseins von Ersatzstoffen für die Wirtschaft nicht mehr unerlässlich sei; dass eine Studie die Rentabilität des Verzehrs auf 110 ha landwirtschaftlicher Flächen untersuchen sollte; dass das Überleben der Sandgruben nicht mit dem Überleben des Betriebs zu verwechseln sei; dass die Sandgruben von Mont-Saint-Guibert und Braine-l'Alleud die Versorgung mit Sand noch während mehreren Jahrzehnten garantieren können;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich fragen, was das Interesse ist, auf eine jahrhundertalte wirtschaftliche Tätigkeit (Landwirtschaft, eine konstante Beschäftigung) zu verzichten, um sich einer «one shot»-Tätigkeit zu widmen (Sand ist nicht erneuerbar und die Beschäftigung ist auf bestimmte Zeit); dass sie sich einen Vergleich der Belästigungen erwünschen; dass die Anwohner bemerken, dass die landwirtschaftliche Leistungsfähigkeit für die Gesundheit und Wirtschaft gut ist; dass mehrere Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass Sand weniger Verschmutzung hervorbringt als die heutige nichtbiologische Landwirtschaft;

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner eine Verringerung der beantragten Fläche wünschen;

Dass mehrere Beschwerdeführer eine Einschränkung des Bewirtschaftungsrhythmus verlangen;

Dass in einigen Beschwerden betont wird, dass es nicht vernünftig ist, zu glauben, dass der Betreiber den Sandpreis ermäßigen wird;

In der Erwägung, dass es nach mehreren Anwohnern Alternativen zum Sand gibt (aus dem Recycling von Abfällen); dass ein Teil der Einkünfte aus dem Betrieb der Sandgrube ihrer Ansicht nach der Entwicklung der Sparte «Recycling von inerten Abfällen» (zum Ersatz von Sand) gewidmet werden sollte; dass die Benutzung von Sand ihrer Ansicht nach neu überlegt werden sollte (eher den Gebrauch von zerkleinerten Produkten vorziehen);

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Gemeinnützigkeit unterschätzt wäre; dass sie die Notwendigkeit nachhaltiger Projekte unterstreichen, die für alle Einwohner nützlich sind; dass mehrere Anwohner bemerken, dass die Gemeinnützigkeit zugunsten einer Förderung des privaten Nutzens geopfert wird; dass einige unter ihnen sich die Frage stellen, welche die Vorteile für die Bevölkerung sind;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer behaupten, die Bewirtschaftung von Sand bringe bei der Gemeinde kein Geld ein (keine Steuern!); dass sie für die Gemeinde keinen Mehrwert bringe (was von der Studie bestätigt wird); dass ein finanzieller Ausgleich für die Gemeinde in Betracht zu ziehen wäre; dass einige Anwohner im Gegenteil behaupten, dieses Projekt wird den Behörden finanziell zu Gute kommen (Steuern, Sozialbeiträge, Einkommen der Personen);

In der Erwägung, dass einige Anwohner die wirtschaftliche Zweckmäßigkeit des Vorhabens betonen, dass die Aktivität zur Schaffung von (nachhaltigen) Arbeitsstellen beitragen würde; dass einige Reklamanten der Ansicht sind, das Projekt würde einer bedeutenden wirtschaftlichen Notwendigkeit Rechnung tragen;

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux ein Gutachten abgegeben hat, nach welchem er die Tatsache beklagt, dass der Gewinnung von Sand, die eine zeitlich begrenzte (maxi 30 Jahre) wirtschaftliche Tätigkeit darstellt, den Vorzug gegenüber der Landwirtschaft gegeben wird; dass die Gewinnung von Sand und die Aufschüttung mit importierter Erde der Kollektivität nichts beibringt; dass diese Aktivitäten eher Anlass zu einem Ausgleich zugunsten dieser Kollektivitäten geben sollten;

In der Erwägung, dass, was die Rechtfertigung der partiellen Revision des Sektorenplans betrifft, in dem Gutachten der Gemeinde Chaumont-Gistoux vom 29. März 2010 Folgendes angeführt wird: «wenn für einige Mörtelpräparate in der Tat ein hochqualitativer Sand notwendig ist, können für die meisten Anwendungen von Sand Ersatzstoffe benutzt werden, die heute noch wenig gebraucht werden»; «während die Wallonische Region im Jahre 2007 die Notwendigkeit für die Flämische Region betont hat, über hochqualitativen Sand zu verfügen, muss unterstrichen werden, dass Flandern in der Tat über zahlreiche Sandgruben und -vorkommen verfügt, dies unabhängig von raumordnerischen, urbanistischen, umweltrelevanten und mit dem Bodenrecht verbundenen Gründen, die ihre Bewirtschaftung rechtfertigen oder nicht»;

In der Erwägung, dass das am 17. Februar 2010 von der Gemeinde Walhain im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebene Gutachten angibt, dass der Revisionsentwurf auf sozialwirtschaftlichen Gründen beruht, insbesondere der Notwendigkeit, auf lokaler Ebene über Sandreserven zu verfügen; dass mehrere Entwürfe zur Revision von Sektorenplänen, die eine gleiche sozialwirtschaftliche Begründung haben, in der Wallonischen Region vorgenommen werden; dass solche Begründungen nur dann sinnvoll sind, wenn sie die gesamten aktuellen Entwürfe zur Revision von Sektorenplänen betreffen; dass, wenn dies nicht der Fall ist, diese sozialwirtschaftlichen Begründungen als allgemeine Betrachtungen anzusehen sind, die keinen direkten Zusammenhang mit dem betroffenen Revisionsentwurf haben;

In der Erwägung, dass Artikel 1 des CWATUPE vorsieht, dass die Region den sozialen, wirtschaftlichen, energie-, mobilitäts-, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnissen der Gemeinschaft nachkommt, durch eine dauerhafte, qualitative Verwaltung des Lebensraumes, durch eine schonende Benutzung des Bodens und seiner natürlichen Ressourcen, durch die Energieeffizienz der städtebaulichen Entwicklung und der Gebäude und durch die Erhaltung und die Entwicklung des kulturellen, natürlichen und landschaftlichen Erbes;

Dass sich daraus ergibt, dass es der Region obliegt, auf ein gerechtes Gleichgewicht zwischen den verschiedenen in Artikel 1, Absatz 1 des CWATUPE erwähnten Zielen abzielen, und dass die wirtschaftliche Aktivität in Verbindung mit anderen Anliegen, worunter die Landwirtschaft, entwickelt werden muss;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Teilrevision des Sektorenplans Folgendes steht:

«In der Erwägung, dass die S.A. De Kock Wavre sich mittels einer geologischen und hydrogeologischen Untersuchungskampagne, die von der Firma Géobel Conseil geführt wurde, und mittels granulometrischer und mineralogischer Analysen, die vom Laboratoire de Génie Civil der Universität Löwen vorgenommen wurden, vergewissert hat, dass die beantragte Erweiterung südwestlich des von der S.A. Conard & Orléans betriebenen Abbaubereichs die Stärke, die Kontinuität und die Qualität der bewirtschafteten Schichten garantiert;

In der Erwägung, dass diese Daten im Rahmen der im Jahre 1996 durch die Universität Lüttich für die Provinz Wallonisch-Brabant abgeschlossenen Bestandsaufnahme der Bodenschätze bestätigt worden sind;

(...)

In der Erwägung, dass aus diesen gesamten, sich aus der Schätzung der Bedürfnisse und der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage ergebenden Erläuterungen hervorgeht, dass das vorliegende Projekt geeignet ist, um unter Beachtung der in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erklärten Zielsetzungen den Raumbedürfnissen zur Weiterführung der Abbautätigkeit der Firmen «S.A. Conard & Orléans» und «Hoslet» für eine Dauer von dreißig Jahren nachzukommen;

[...]

In der Erwägung, dass die Firmen Canard & Orléans und Hoslet Jahr für Jahr ca. 550'000 Tonnen Sand gewinnen, der vor allem im Bausektor benutzt wird;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftung dieses Vorkommens somit dazu beitragen wird, ein Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

In der Erwägung, dass sich daraus ebenfalls ergibt, dass das Vorkommen Gegenstand einer optimalen Valorisierung ist, was die Benutzung der abgebauten Erzeugnisse betrifft, und dass vorgesehen wird, sie weiterzuführen;

In der Erwägung, dass das wichtigste Absatzgebiet für Sand sich in Wallonisch-Brabant befindet, dass die Nachfrage dort besonders groß ist, wegen der heutigen starken Urbanisierung in dieser Provinz;

In der Erwägung, dass obwohl Wallonisch-Brabant die größten Vorkommen in der Wallonie hat, das Angebot aus dieser Provinz die Nachfrage dort wegen der starken Verknappung der Sandgruben in den letzten 20 Jahren nicht decken kann;

In der Erwägung, dass diesem Ungleichgewicht, das zur einer unannehmbaren Explosion der Sandpreise führt, ein Ende zu setzen ist;

In der Erwägung, dass es aus mit den Transportkosten verbundenen Gründen unerlässlich ist, den Sand in der Nähe seiner Benutzungszone zu produzieren: der Umkreis der Rentabilität von Sandgruben ist nämlich ca. 60 km vom Gewinnungsort aus;

In der Erwägung, dass die Gewinnung von Sand somit innerhalb Wallonisch-Brabant zu fördern ist;

In der Erwägung, dass diese Situation zu einer nachhaltigen Mobilität beiträgt, indem der Transport von Sand über längere Strecken vermieden wird;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Folgen des Projekts, insbesondere des Erhaltens von 65 direkten Stellen am Produktionsstandort;

In der Erwägung, dass der Antrag der S.A. De Kock Wavre somit einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität im Sinne der Entscheidung der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 entspricht;

In der Erwägung ebenfalls, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans, wie bereits erwähnt, die Notwendigkeit der Gewinnung von Sand betont, insbesondere angesichts der Entwicklung der Preise und der Folgen für den Bausektor;

In der Erwägung, dass eine Sandgrube im November 2009 für eine Höchstdauer von 10 Jahren genehmigt worden ist; dass diese sich auf der anderen Seite von Wallonisch-Brabant, in Braine-l'Alleud befindet;

In der Erwägung, dass der in Braine-l'Alleud gewonnene Sand nicht dieselben Merkmale aufweist wie derjenige aus dem westlichen Teil von Wallonisch-Brabant; dass sie für unterschiedliche Anwendungen bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die Merkmale des Sandes die Korngröße, die Rundheit des Sandkorns, der Chloridgehalt und der Ton- und Muschelgehalt sind; dass man auf dieser Grundlage im Allgemeinen drei Arten Sand unterscheidet: Bausand, Quarzsand (Industriesand) und Aufschüttand;

In der Erwägung, dass der in Braine-l'Alleud gewonnene Sand hauptsächlich Aufschüttand ist, während in Chaumont-Gistoux hauptsächlich Bau- und Industriesand vorhanden sind, die für Beton, Mörtel, Mauerarbeiten wie auch die Glasindustrie, ..., bestimmt sind;

In der Erwägung, dass es kein vollständiges Ersatzmittel für Sand gibt; dass es zwar einige Ersatzstoffe gibt (recycelter Beton, mittels Recycling zurückgewonnener Sand), dass diese jedoch noch lange nicht die notwendigen Merkmale aufweisen, um Sand in all seinen Anwendungen ersetzen zu können;

In der Erwägung, dass die Alternative mangels Ersatzstoffen die Einfuhr von Sand aus den Niederlanden oder Deutschland wäre, mit höheren Kosten, u.a. für den Transport, und eine damit verbundene Erhöhung der Baupreise, dem Verlust von lokalen und wenig qualifizierten, direkten und indirekten Arbeitsstellen (Transport, Betonzentralen, Zulieferanten, ...), der Erhöhung der Ausstöße in die Atmosphäre wegen des Transports, usw...;

In der Erwägung, dass der jährliche Verbrauch von Sand in Belgien ca. 20 Mio Tonnen beträgt, worunter 7 bis 8 Mio Tonnen jährlich in Belgien gewonnen werden; dass der in Wallonisch-Brabant gewonnene Sand ca. 1,5 bis 2 Mio Tonnen darstellt, der zu mehr als 80 % in der Wallonischen Region verbraucht wird;

In der Erwägung außerdem, dass die Vorkommen Ressourcen sind, die weder ausgedehnt noch verlagert werden können; dass die Wahl eines Standorts auf objektiven Kriterien beruht, wie die Merkmale des Vorkommens (hinsichtlich der Qualität und der Quantität, die durch die geologische Karte, durch Bohrungen usw. bestimmt werden können), die Bewirtschaftbarkeit des Vorkommens (Umfang der Reserven, lithologische Vorhersagbarkeit, rationelle Bewirtschaftung der Schicht, usw.);

Dass der Bewirtschaftungsort demnach den Betreibern auferlegt wird, da er von dem Standort des Vorkommens abhängt;

In der Erwägung, dass die Erfahrung des Antragstellers, der bereits am benachbarten Standort niedergelassen ist, eine Garantie für die optimale Valorisierung der Ressourcen darstellt (NTZ, S. 39);

In der Erwägung, dass, was die Beschäftigung angeht, die Eintragung eines neuen Abbaugebiets die Aufrechterhaltung von 65 direkten Stellen ermöglichen würde; dass dies bedeutet, dass 65 direkte Stellen, und sogar mehr wie unten angegeben, verloren gingen, wenn dieses Abbaugebiet nicht eingetragen wird (UVP, Phase I, S. 34); dass dies im Analysebericht der DGO4 (§ 6, S. 1) bestätigt wird; dass in Letzterem Folgendes steht: «die Entwicklung des Abbaus von Sand in Chaumont-Gistoux und Walhain ermöglicht es somit, das Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutenden Wirtschaftszweig in der Wallonie dient», dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung daraus Folgendes schließt: «die Aktivität der Sandgruben schafft weitere Arbeitsstellen in einem globalen und integrierten Produktionsverfahren, und die Aufrechterhaltung des Sandabbaus ist ein Faktor zur Aufrechterhaltung dieses integrierten Verfahrens sowie der betroffenen Stellen» (UVP, Phase I, S. 34); dass, seitdem der Antrag auf Revision des Sektorenplans eingereicht worden ist, die Anzahl Arbeitsstellen von 65 auf 98 Stellen, worunter 76 lokale Stellen zugenommen hat (UVP, Phase I, S. 34);

In der Erwägung, dass die Steuern, Steuervorabzüge, direkten und indirekten Abgaben, die infolge der Aktivität der Sandgrube entstehen, den Gemeinden, Provinzen und der Region zugutekommen werden; dass diese Steuermittel das Folgende umfassen:

- die Besteuerung der direkten Arbeitsstellen,
- die Mehrwertsteuer,
- die Körperschaftsteuer,

- verschiedene Abgaben, Gebühren und Abzüge;

Dass das Gemeindekollegium von Walhain in seinem Gutachten vom 29. März 2010 bestätigt, dass es die wirtschaftliche Triftigkeit der Erweiterung der Sandgrube nicht in Frage stellt (S. 3);

In der Erwägung, dass die Regierung folglich der Ansicht ist, dass das Gleichgewicht, nach dem die Region in Ausführung von Artikel 1 des CWATUPE streben muss, vorausgesetzt, dass vorliegende Revision des Sektorenplans angenommen wird;

In der Erwägung, dass es falsch ist, zu behaupten, dass vorliegende Revision rein privaten Interessen genügt; dass es sich darum handelt, den Abbau eines Materials weiter durchzuführen, das als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient; dass, obschon diese Bewirtschaftung von einem privaten Betreiber vorgenommen wird, der aktuelle Mangel an Sand ein Ungleichgewicht verursacht, das eine Explosion des Sandpreises mit sich bringt, was eine Situation darstellt, die die Wallonie nicht länger dulden kann;

In der Erwägung, dass es der Wille der Regierung ist, dass der Standort im Rahmen des Möglichen (Art. 22 und 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen) am Ende der Bewirtschaftung wieder als landwirtschaftliche Fläche benutzt wird, dies mit Ausnahme der Zonen, die laut der Umweltverträglichkeitsprüfung als Naturgebiet einzutragen sind;

In der Erwägung, dass die Zweckmäßigkeit einer Verringerung des Bewirtschaftungsrhythmus im Rahmen der Bewertung der Auswirkungen anlässlich des Antrags auf Betriebsgenehmigung für das betreffende Vorkommen untersucht werden muss;

In der ergänzenden Erwägung, dass bestimmte Beobachtungen nichts mit den gesetzlichen Zielsetzungen in Sachen Raumordnung und Urbanismus zu tun haben; dass bestimmte Beanstandungen in der Tat nicht auf raumordnerischen oder technischen Gründen beruhen (SR Nr. 20.579 vom 24. September 1980, Pilaete; Nr. 24.666 vom 21. September 1984, Kumps);

2. Alternativen

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden die möglichen Alternativen betreffen; dass die Bemerkungen sowohl Lokalisierungs- als Abgrenzungsalternativen betreffen;

2.1. Lokalisierungsalternativen

In der Erwägung, dass, was die alternativen Standortbestimmungen betrifft, einige Anwohner angeben, dass es Alternativen mit geringeren Auswirkungen gibt;

In der Erwägung, dass einige Anwohner die Untersuchung einer kompakteren Erweiterungsalternative im Südosten vorschlagen (Vorteile im Bereich der Mobilität, einfach durchführbare Verbindung zur RN243 und RN243a, keine Unterbrechung von Feldwegen, billiger, besseres Gleichgewicht);

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer sich fragen, warum diese 110 h aufgeopfert werden sollten, da es weiter östlich 1300 ha betreibbare Flächen mit weniger Belästigungen gibt;

In der Erwägung, dass die Anwohner bemerken, dass man sich nicht durch die Parzellen beeinflussen lassen soll, die der Betreiber bereits besitzt;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer eine Einstellung der Urbanisierung/Industrialisierung entlang der chaussée de Huy empfehlen;

In der Erwägung, dass andere Beschwerdeführer dementsgegen angeben, dass diese Zone ein leicht zu bewirtschaftendes Abbaugelände darstellt;

In der Erwägung, dass, was die alternativen Standortbestimmungen angeht, die Umweltverträglichkeitsprüfung, wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans angegeben, die Lokalisierung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans bestätigt hat, unter Angabe der Gelegenheit, die die Eintragung eines Abbaugeländes in Erweiterung eines bestehenden Abbaugeländes bietet; dass die Fläche und der Umkreis jedoch angepasst und genauer festgelegt wurden, u.a. aufgrund geologischer und hydrogeologischer Daten, der notwendigen Optimierung der Bewirtschaftung, ohne das benachbarte Natura 2000-Gebiet zu gefährden, und der notwendigen Optimierung der Zoneneinteilung angesichts der Sachlage;

In der Erwägung, dass die Wahl der Lokalisierung in Richtung des Südens den Vorteil bietet, eine Bewirtschaftung zu ermöglichen, die vom Norden zum Süden und dann Südwesten geht, d.h. dass sie sich allmählich von den bewohnten Gebieten entfernt;

In der Erwägung, dass die Durchführung des Projekts die Verlagerung der Anlagen, die sich zur Zeit in der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux befinden, nach dem Standort, der Gegenstand vorliegender Revision des Sektorenplans ist, ermöglichen wird;

In der Erwägung, dass dieser Standort es auf Zeit ermöglichen wird, zu vermeiden, dass die Fahrzeuge, die von der Sandgrube und den Nebenanlagen kommen, über die chaussée de Huy (N243) fahren;

In der Erwägung, dass dieser Betrieb so weniger Auswirkungen auf die Urbanisierung oder Nicht-Urbanisierung der chaussée de Huy haben wird;

In der Erwägung, dass der Beschluss der Wallonischen Regierung nichts damit zu tun hatte, dass der Betreiber die betreffenden Böden besitzt oder nicht; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung übrigens darauf hingewiesen wird, dass der Kandidat-Betreiber nicht Eigentümer des gesamten Gebiets ist; dass das Dekret über die Steinbrüche aus diesem Grund die Möglichkeit von Enteignungen vorsieht, um den Abbau eines Vorkommens zu ermöglichen; dass somit feststeht, dass die Tatsache, dass der Kandidat-Betreiber der Eigentümer der Gelände ist, die von der Wallonischen Regierung getroffene Standortbestimmung nicht beeinflusst;

In der Erwägung außerdem, dass, wie vom Umweltverträglichkeitsprüfer hervorgehoben, der Umkreis des Antrags sich in den Umkreis des betreibbaren Gebiets der Brüsseler Sandschicht einfügt, das 1995 in der Studie des Professors Poty (westlich) bestimmt wurde (UVP, Phase I, S. 32);

Dass die Erweiterung des bestehenden Abbaugeländes eine sparsame Bewirtschaftung der Bodenschätze gewährleistet; dass eine ggf. künftige Bewirtschaftung des mehr nach Osten befindlichen Vorkommens somit nicht unmöglich gemacht wird;

2.2. Abgrenzungsalternativen

In der Erwägung, dass bestimmte Anwohner wünschen, dass die rue Bois Matelle und die benachbarte Umgebung ein Natur-, Agrar- oder Wohngebiet bleiben; dass mehrere Anwohner gegen die vollständige Bewirtschaftung des Champ du Bois Matelle (in der UVP 1c und 1b genannte Gebiete) sind; dass sie verlangen, dass der Standort so weit wie möglich vom Bois Matillon und vom Tal Ri des Papeteries niedergelassen wird;

In der Erwägung, dass gewisse Reklamanten gegen eine Bewirtschaftung der Zone 1C sind (Lärmbelästigungen); dass sie der Meinung sind, diese Zone müsse ein Agrar- und Puffergebiet bleiben;

In der Erwägung, dass einige Anwohner der Ansicht sind, dass manche im Abbaugelände eingetragene Zonen als Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter anstatt als Agrargebiet eingetragen werden sollten (Parzellen in Chaumont-Gistoux, rue Bois Matelle, und katastriert Gemarkung 1, Flur E, Teile 237M und 260G); dass andere sich gegen die Eintragung neuer Wohngebiete geäußert haben;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer angeben, dass ein Wohngebiet sich über einer alten Deponie (Al Brül) befinden würde (»Toilettierung des Sektorenplans«);

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner eine Pufferzone für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung auf der Nordseite des Gebiets verlangen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer vorschlagen, dass die aktuelle LKW-Waschanlage in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung oder ein Gebiet gemeinschaftlichen Interesses gesetzt wird;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Chaumont-Gistoux am 29. März 2010 ein Gutachten abgegeben hat, in dem es die mangelnde Klarheit der Abgrenzung des betreffenden Umkreises hervorhebt, der je nach den vorgestellten Dokumenten und den Ansprechpartnern immer anders sei;

Dass es der Ansicht ist, dass die Erweiterung des Abbaugebiets auf die Zone 1C den Betrieb in eine all zu große Nähe zu den Wohnhäusern in der Gegend des Pas de Chien und der rue des Papeteries bringen würde;

In der Erwägung, dass mehrere Abgrenzungsvarianten des Umkreises des Vorentwurfs in der Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht worden sind;

Dass sie in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 1 des CWATUPE und insbesondere nach folgenden Grundsätzen bestimmt wurden:

- Optimierung der Abbaumöglichkeiten, ohne das hydrogeologisch abwärts gelegene Natura 2000-Gebiet zu gefährden;

- Wirtschaftlichkeit, Optimierung und Kohärenz der Zoneneinteilung angesichts der Sachlage (UVP, Phase II, S. 91);

In der Erwägung, dass die folgenden Hauptänderungen auf Grundlage der oben stehenden Bemerkungen vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagen wurden:

- Festlegung einer Zoneneinteilung, um die Entwicklung von Abbaugrenzen zu ermöglichen, zwecks einer einfachen Bewirtschaftung und der Erhaltung des benachbarten Natura 2000-Gebiets;

- Verringerung der Fläche im südwestlichen Teil, der nach Meinung des Umweltverträglichkeitsprüfers nicht rentabel ist, und langen Aussichten ausgesetzt ist;

- Zufügen von Flächen im westlichen und nordwestlichen Teil des Projekts, dort wo die Stärke der abbaubaren Schicht eine hohe Rentabilität sichert;

- Zurückziehen von bereits bewirtschafteten und sanierten oder im Sanierungsprozess befindlichen Zonen;

- Zufügen von in der Wirklichkeit bereits von den Nebenanlagen der Sandgrube benutzten Flächen (UVP, Phase II, S. 92);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer dementsprechend die Varianten 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b und 2c vorschlägt;

Dass die Regierung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2009 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans angegeben hat, dass «die folgenden Änderungen am Umkreis des Vorentwurfs gebracht worden sind:

- Zurückziehen einer Abbaufäche im Südsüdwesten des Umkreises: die südwestliche Grenze des Umkreises wird ca. 400 m nach Nordosten verlagert (1a);

- Erweiterung nach Westen des Umkreises des Abbaugebiets: die westliche Grenze des Umkreises wird weiter nach Westen verlagert, und stößt an die Grenze des Natura 2000-Gebiets, wobei das Präventionsgebiet des Tals Ruisseau des Papeteries beachtet wird (1b);

- Erweiterung des Umkreises des Abbaugebiets nach Nordwesten unter Einschließung der Grundstücke zwischen dem Forstgebiet und dem landwirtschaftlichen Weg westlich des Standorts «Al Brûle», an der südlichen Grenze des Standorts Pas de Chien (1c);

- Eintragung als Naturgebiet der restlichen Flächen westlich dieser beiden Erweiterungen des Abbaugebiets, die zur Zeit als Agrargebiet benutzt werden; = westlich der Zonen 1b und 1c;

- Zurückziehen einer Fläche des Abbaugebiets nordöstlich des Umkreises, wobei die Grenze (je nach den Stellen) um ca. 100 bis 200 Meter westlich verlagert wird, und an den landwirtschaftlichen Weg zwischen Tourinnes und Gistoux stößt (1d);

- Erweiterung des Umkreises des Abbaugebiets nach Osten, wobei die Grenze um ca. 200 Meter nach Osten südlich des Weges Mettementbrule verlagert wird (1e);

In der Erwägung, dass folgende Änderungen ebenfalls an dem bestehenden Abbaugebiet gebracht worden sind:

- Zurückziehen einer Fläche des im Sektorenplan bestehenden Abbaugebiets westlich des Standorts «Al Brûle» (2a);

- Zurückziehen eines kleinen restlichen Abbaugebiets ganz im Norden des im Sektorenplan bestehenden Abbaugebiets entlang der rue du Bois Matelle (2b);

- Eintragung eines Abbaugebiets auf Flächen zwischen den beiden Abbauzonen des aktuellen Sektorenplans (2c);»

In der Erwägung, dass in diesem Erlass Folgendes angegeben wird: «Die Umweltverträglichkeitsprüfung schlägt als Abgrenzungsvariante eine Einstellung des im Abbaugebiet eingetragenen Zugangswegs zur Sandgrube ab der N243 auf den I.G.N.-Basisplan vor; dass der Umkreis dieses Wegs, der zur Zeit im Sektorenplan im Abbaugebiet eingetragen ist, somit in ein Wohngebiet verlagert wird, wobei aber das tatsächliche Bett dieses Zugangsweges, das sich zur Zeit im Wohngebiet befindet, in das Abbaugebiet eingetragen wird; dass dank dieser Änderung (11 Ar) die Rechtslage der Sachlage entsprechen wird» (PUVP, Phase II, S. 146);

In der Erwägung, dass dies eine rein oberflächliche Änderung des Sektorenplans ist; dass es sich um das einzige Wohngebiet handelt, das im Erlass zur vorläufigen Verabschiedung des Sektorenplans vorgesehen war; dass es gilt, es zu aufrechtzuerhalten;

In der Erwägung, dass die Regierung die Variante 1a als begründet erachtet, da dieser Teil des Vorkommens nicht optimal ist, da diese Variante die landschaftlichen Auswirkungen verbessert (es handelt sich um den Teil der am meisten den langen Aussichten ausgesetzt ist, weil er sich außerhalb der peripheren Kammlinien befindet), da sie einen positiven Einfluss für die Rückgewinnung von Agrarflächen zugunsten des in der Umweltverträglichkeitsprüfung unter Nr. 11 identifizierten Landwirts hat (UVP, Phase II, S. 85);

Dass die Regierung ebenfalls der Ansicht ist, dass die Varianten 1b und 1c begründet sind, weil diese Grundstücke geologisch interessant sind, weil ihre Neueinrichtung als Naturgebiet die Auswirkungen der Landwirtschaft auf das Natura 2000-Gebiet verringern kann, weil sie, obwohl sich die Abbaufont vom Natura 2000 -Gebiet nähert, keine bedeutenden Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet haben werden, solange die Bewirtschaftungshöhe des künftigen Betriebs eingehalten wird; dass der Autor einen Präventionsumkreis um den im Natura 2000-Gebiet eingetragenen Wald untersucht hat;

Dass die Regierung auch die Variante 1d als begründet erachtet, weil diese Grundstücke bereits bewirtschaftet und zugeschüttet worden sind, und diese Variante ihre Umstellung auf Landwirtschaft sofort ermöglicht; dass es nicht nötig ist, die Möglichkeiten für die Niederlassung der Nebenanlagen der Sandgrube zu vervielfältigen;

Dass die Regierung auch die Variante 1e als begründet erachtet, weil diese bereits bewirtschafteten Grundstücke die Aufnahme der chaussée de Huy gelegenen Anlagen des Betreibers ermöglichen; dass dies den von diesen Anlagen stammenden Verkehr auf der N243 verringern wird; dass diese Grundstücke eine gute Bewirtschaftung und einen

einfachen Zugang zur neuen Fahrstrecke ermöglichen; das dies mit der Variante 2c kohärent ist, und die Bildung eines weiten Umkreises für die Nebenanlagen der Sandgrube ermöglicht;

Dass die Regierung in der Tat der Ansicht ist, dass die Variante 2c begründet ist, da diese Flächen bewirtschaftet und zugeschüttet worden sind (mit Ausnahme der Sandgrube RAMAN) und weitgehend durch Gesellschaften benutzt worden sind, die als Nebenanlagen der Sandgrube angesehen werden können; dass die aktuelle Zoneneinteilung (Agrargebiet) nicht mit den tatsächlich entwickelten Tätigkeiten vereinbar ist; dass die Eintragung dieser Flächen als Abbaugbiet die Kohärenz zwischen Rechts- und Sachlage verstärkt;

Dass die Regierung, nach Untersuchung der Angelegenheit, die Variante 2b als begründet betrachtet; dass die rue Bois Matelle gelegene, Flur 1, Gemarkung E, 260G katastrierte Parzelle durch eine Baugenehmigung gedeckt und bebaut ist; dass, falls die einer Genehmigung bedürftigen Handlungen und Arbeiten auf dieser Parzelle durchgeführt werden müssten, dies anhand der Bestimmungen über die Abweichungen vom Sektorenplan geschehen müsste, die im CWATUPE enthalten sind;

Dass die Parzelle katastriert Gemarkung 1, Flur E, Teil 237M ein Teil der Variante 2a ist, und der Bewirtschaftung einer Baumschule gewidmet ist, deren Eigentümer den Bau eines Schuppens beabsichtigt, um dort die zur Ausführung dieser Tätigkeit notwendigen Baumaschinen zu stellen; dass in diesem Stadium nicht geplant werden kann, einen Sektorenplan nur deswegen zu ändern, dass ein Projekt bloß angekündigt wurde; dass dies die Grenzen vorliegender Revision des Sektorenplans überschreitet;

In der Erwägung außerdem, dass die Regierung die Optionen bestätigen will, die in den vorgenannten Erlasses getroffen wurden, und die Annahme der anderen Begrenzungsvarianten befürwortet, die vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagen worden sind;

Dass die vorliegende Revision übrigens nicht die Parzellen betrifft, wo die LKW-Waschanlage angesiedelt ist; dass diese Nebenanlage der Sandgrube zu verlagern sein wird;

3. Politik der vollendeten Tatsachen (aktueller Betrieb ohne Genehmigung)

In der Erwägung, dass mehrere Reklamanten die Politik der vollendeten Tatsachen kritisieren;

In der Erwägung, dass die Reklamanten der Ansicht sind, dass die Erteilung der Genehmigung als eine Belohnung und Ermunterung für eine Politik der vollendeten Tatsachen verstanden werden kann; dass ihrer Meinung nach nichts garantiert, dass der Betreiber seine Verpflichtungen nun einhalten wird;

Dass die Reklamanten die Notwendigkeit eines zwingenden Plans der Gemeinde betonen;

In der Erwägung, dass die Reklamanten ebenfalls die Notwendigkeit eines finanziellen Ausgleichs für die Regularisierung unterstreichen; dass sie der Ansicht sind, dass Verstöße mit schweren Geldbußen geahndet werden sollten, bevor sie regularisiert werden;

In der Erwägung, dass die Reklamanten hier die Schaffung eines gefährlichen Präzedenzfalls sehen;

In der Erwägung, dass manche Reklamanten sich fragen, warum man heute nichts gegen den Betrieb tut, wo die bewirtschaftete Fläche doch überholt ist, und es keine Betriebsgenehmigung gibt; dass sie der Meinung sind, dass es eine Regularisierung geben sollte;

Dass mehrere Anwohner eine Amnestie für die verklagten Verstöße befürchten; dass sie eine Regularisierung ohne Sanktionen befürchten;

Dass mehrere Reklamanten angeben, dass, da der aktuelle Betrieb ohne Genehmigung arbeitet, es falsch ist, zu behaupten, dass das Projekt sich in die Kontinuität eines bestehenden Abbaugbiets einfügt;

Dass in einigen Beschwerden behauptet wird, dass es keinen Zweck hat, den Sektorenplan zu revidieren;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux in ihrem Gutachten vom 29. März 2010 daran erinnert, dass der Betrieb noch immer nicht ganz durch eine Genehmigung gedeckt ist; dass das Kollegium verlangt, dass der Politik der vollendeten Tatsachen endlich ein Ende gesetzt wird, d.h. dass die Situation regularisiert wird; dass die Bewirtschaftung des durch die Änderung des Sektorenplans betroffenen Gebiets nicht vor einer formgerechten Regularisierung anfangen darf;

Dass der CCATM ein Gutachten abgegeben hat, in dem er der Ansicht ist, dass die Verstöße Gegenstand einer Regularisierung sein müssen; dass der Antrag auf Änderung des Sektorenplans eine Reihe Unregelmäßigkeiten verdeckt; dass diese gehoben werden sollen, bevor er geändert wird;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Walhain in ihrem im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Gutachten vom 17. Februar 2010 angibt, dass die Abbaugbiets 1e, 2a, 2b, 2c, 3c, und 3b (im Sinne der Umweltverträglichkeitsprüfung) bereits gesetzwidrig als Sandgruben bewirtschaftet werden; dass die Gemeinde sich somit Fragen stellt über den Einfluss dieser bereits bestehenden gesetzwidrigen Bewirtschaftung auf den Beschluss zur Eintragung dieser Flächen in ein Abbaugbiet; dass es so aussieht, dass dieser Beschluss durch das Gewicht der vollendeten Tatsachen beeinflusst wurde; dass alles darauf schließen lässt, dass die für das neue Abbaugbiet gewählten Zonen bestimmt worden sind, um den bereits gesetzwidrig bewirtschafteten Flächen zu entsprechen; dass die Gemeinde sich andererseits über die Gesetzmäßigkeit eines Verfahrens Fragen stellt, das darin besteht, einen Sektorenplan zu revidieren, um einen bereits bestehenden illegalen Betrieb zu regularisieren;

In der Erwägung, dass der Betreiber über Gewinnungsgenehmigungen für eine Gesamtfläche von 30 ha verfügt, und Sand ohne Genehmigung auf ca. 12 ha gewonnen hat (UVP, Phase I, S. 14);

In der Erwägung, dass der Zweck der Revision des Sektorenplans nicht die Regularisierung von illegalen Betrieben ist; dass die Gemeinnützigkeit des Projekts bewiesen wurde und die vorliegende Revision völlig begründet; dass das Gewicht der vollendeten Tatsachen den Beschluss der Wallonischen Regierung nicht beeinflusst hat;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans und die Bestrafung von Verstößen zwei verschiedene und autonome Verfahren sind; dass es im Rahmen vorliegender Revision des Sektorenplans nicht der Regierung obliegt, über die verklagten Verstöße zu befinden; dass die Regierung einfach die Tatsache feststellt, dass der Sektorenplan aus den bereits erwähnten Gründen revidiert werden soll, dies über die Tatsache hinaus, dass ein Betrieb zur Zeit ohne die erforderliche Genehmigung arbeitet;

In der Erwägung, dass das Projekt die bereits bestehenden Abbaugbiets tatsächlich erweitert, trotz der Tatsache, dass ein Betrieb ohne Genehmigung arbeitet; dass es sich darum handelt, ein Vorkommen und eine bereits bestehende Abbaufont weiter zu bewirtschaften;

In der Erwägung, dass die Zone 3c kein illegal bewirtschaftetes Gebiet ist, sondern einer bereits erläuterten oberflächlichen «Anpassung» des Sektorenplans entspricht;

In der Erwägung dass die illegal bewirtschafteten Parzellen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans nicht alle in einem Abbaugbiet stehen; dass die Regierung diese Option bestätigen will;

In der Erwägung, dass die Regierung es aus Gründen der räumlichen Kohärenz (ein einziges Abbaugbiet anstatt einer Zersiedelung), der sparsamen Bodenbewirtschaftung und der effizienten Neueinrichtung des Standorts (um eine kohärente, insbesondere landschaftliche, Neueinrichtung der gesamten bereits bewirtschafteten und zu bewirtschaftenden Zonen zu ermöglichen, müssen diese einem ähnlichen Rechtsstatus unterworfen werden) jedoch als notwendig erachtet, einige dieser illegal betriebenen Parzellen in die Revision des Sektorenplans zu übernehmen;

In der Erwägung, dass man nicht im Voraus unterstellen darf, dass der Betreiber des künftigen Abbaugebiets seine Verpflichtungen nicht einhalten wird; dass man unterstreichen soll, dass vorliegende Revision des Sektorenplans schon im Jahre 2002 eingeleitet wurde;

In der Erwägung hinsichtlich der Regularisierungen, dass die Globalgenehmigung einen Abschnitt enthalten soll, der die ohne Genehmigung bewirtschafteten Zonen betrifft, damit zumindest die Wiederinstandsetzung dieser Flächen garantiert wird;

4. Hydrogeologie und Hydrologie

In der Erwägung, dass zahlreiche Beschwerden die Hydrogeologie und die Hydrologie betreffen;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass Wasser selten wird, und es die Gefahr einer Wassernot gibt; dass einige Anwohner eine Garantie für die Qualität und Quantität des Wassers verlangen; dass Wasser ihrer Ansicht nach gemeinnützig und ein Schatz der Gemeinde ist; dass manche sich so wenig wie möglich Auswirkungen auf die Wasserreserven erwünschen; dass andere angeben, dass der Grundsatz der Vorbeugung gelten soll; dass einige unter diesen Reklamanten über die Schutzmaßnahmen für das Grundwasser, die Wasserläufe und die Quellen informiert werden möchten;

In der Erwägung, dass Beschwerdeführer auf das Bestehen eines Baches in der Nähe des Standorts aufmerksam machen;

Dass einige Reklamanten sind über die Gefahr einer Verschmutzung der Grundwasserleitschicht und der Bäche (insbesondere mit Öl, wobei die 2-Meter-Grenze nicht genügend sei) Sorgen machen; dass sie die Empfindlichkeit und Bedrohung des Grundwassers und der Wasserfassungen unterstreichen (wobei die Risiken durch die Verlagerung der heute noch in der Ortsmitte befindlichen Anlagen verschlimmert werden);

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich fragen, ob die Wasserfassung Ry des Papeteries aufgrund ihrer Nähe zur Sandgrube erhalten werden kann; dass es ihrer Meinung nach eine Gefahr der Austrocknung der Feuchtgebiete gibt; dass es eine Gefahr der Verschmutzung des Ry des Papeteries gibt; dass die getroffenen Schutzmaßnahmen nicht genügen;

In der Erwägung, dass die Reklamanten eine einwandfreie Qualität des entnommenen Wassers verlangen;

In der Erwägung, dass einige Reklamanten angeben, dass Wassernot nur in der dritten Welt besteht, und dass ein Vertrocknen des Ry des Papeteries unmöglich ist;

In der Erwägung dass einige Reklamanten eine Verschmutzung des Flusses Le Train durch das von der Plattform vor den Garagen stammende Niederschlagswasser befürchten;

In der Erwägung, dass einige Reklamanten ebenfalls eine Verschmutzung des Nils, seiner Ufern und der Leitschicht befürchten, wenn eine Kreuzung auf dem Rastplatz von Nil gebaut wird;

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner auf Hochwasserprobleme aufmerksam machen, anschließend an das Abfließen von Regenwasser und die Zunahme betonierter Flächen;

In der Erwägung, dass mehrere Reklamanten sich fragen, ob es Studien über die Verschmutzung der Grundwasserleitschicht und die hydrogeologischen Folgen des Abbaus und der Aufschüttungen gibt; dass sie feststellen, dass keine geo-hydrologische Studie durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die Anwohner angeben, dass die Kontrolle der Wasserqualität zu Lasten des Betreibers erfolgen sollte;

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux ein Gutachten abgegeben hat, nach welchem er es beklagt, dass es keine hydrologische Untersuchung gegeben hat, und dass die betroffenen Wassergesellschaften nicht zu Rate gezogen worden sind, was ein etwaiges Vertrocknen der stromaufwärts gelegenen Quellen und die Qualität des Wassers betrifft;

In der Erwägung, dass das Kollegium von Chaumont-Gistoux in seinem Gutachten vom 29. März 2010 angibt, dass, wenn es in Wallonisch-Brabant eine geologische Schicht mit Feinsand gibt, die bis an die Bodenfläche reicht, diese «Brüsseler Sandschicht» ordnungsgemäß zu schützen ist, da sie Trinkwasser enthält, das in Wallonien aber auch in Flandern verteilt wird;

Dass das Kollegium betont, dass seine Befürchtungen hinsichtlich des Einflusses der Sandgruben auf die Wasserleitschicht und der Nachhaltigkeit der Ressourcen an «blauem Gold» für die ganze Gegend und darüber hinaus nicht beruhigt wurden; dass sie dementsgegen noch verstärkt werden durch ein Schreiben der SWDE aus dem Jahre 2005, in dem Letztere schreibt, sie bedaure «nicht über den Vorentwurf und die Umweltverträglichkeitsprüfung informiert worden zu sein, dies desto mehr, dass das künftige Abbaugebiet sich stromaufwärts des vermutlichen Beckens befindet, das die Wasserfassungen der SWDE und der VMW versorgt»; dass an keiner Stelle der Akte ein bestimmendes Gutachten der SWDE steht; dass das Einzige, was die Regierung vom Standpunkt der SWDE weiß, sich aus dem Gutachten der Gemeinde Chaumont-Gistoux ergibt, dass einige Auszüge angibt;

In der Erwägung, dass, was den Schutz der Grundwasserleitschichten angeht, die Gemeinde Chaumont-Gistoux angibt, dass die «Société Wallonne des Eaux (SWDE)» und die «Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening (VMW)» am 12. bzw. 15. Februar 2010 von der Gemeinde zu Rate gefragt worden sind, dass diese Gesellschaften ein negatives Gutachten über den Entwurf betreffend die Erweiterung der Sandgruben abgegeben haben, weil es keine geeigneten Bedingungen gibt, die die qualitative und quantitative Nachhaltigkeit der Wasserressourcen gewährleisten; dass diese Gesellschaften, nach dem was die Gemeinde Chaumont-Gistoux davon in ihrem Gutachten zitiert, Folgendes schreiben: «Die SWDE und die VMW betreiben vier Wasserfassungen stromabwärts des Erweiterungsgebiets der Sandgruben: diese Wasserfassungen entnehmen jährlich ca. 3.000.000 m³ Wasser von der Brüsseler Sandschicht.

Diese Wasserressource ist für die Wasserversorgung der Gemeinde Chaumont-Gistoux, anderer benachbarter Gemeinden und auch Flanderns über Mechelen äußerst wichtig, und es gibt keine alternative Lösung, falls diese Ressource nicht mehr brauchbar wäre.

Vom hydrogeologischen Standpunkt aus müssen die Auswirkungen des Projekts sowohl mengen- als qualitätsmäßig betrachtet werden.

Was den mengenmäßigen Aspekt betrifft, beschränkt sich die Umweltverträglichkeitsprüfung auf eine Bestandsaufnahme der Grundwasserleitschicht im Gleichgewichtszustand, wobei sie die möglichen hydrodynamischen Auswirkungen des Abbaus minimiert, wobei kein Sand tiefer als 2 m oberhalb des aktuellen piezometrischen Niveaus abgebaut werden dürfte.

Es hat sich herausgestellt, dass das von Géobel Conseil 1995 erstellte und 2004 aktualisierte hydrogeologische Modell nicht Gegenstand von Simulationen piezometrischer Änderungen (aufgrund einer zunehmenden und schnelleren Sickerung wegen des beträchtlichen Abbaus der oberen Sandschichten) gewesen ist. Auch wenn die Änderungen der Hydrodynamik normalerweise nur gering sein und eher von den Niederschlägen abhängen müssten, ist die lokale piezometrische Entwicklung noch relativ unbekannt, sowie ihr Einfluss auf die Richtung und die Stärke der Ströme in den Gebieten, die die stromabwärts gelegenen Wasserfassungen versorgen.

Was die Qualität des Wassers betrifft, werden in der Studie die Gefahren einer Verschmutzung der Wasserleitschicht wegen der Wartung, Reparatur und Betankung der Fahrzeuge und Anlagen während der Phase der Bewirtschaftung der Sandgrube hervorgehoben. Diese Risiken einer (punktuellen oder unfallbedingten) Verschmutzung durch Öl (Diesel, sonstige Ölsorten) oder durch Lösemittel sind nicht zu minimieren, wegen des sehr oberflächlichen Charakters der Leitschicht in geringer Tiefe unter der abgebauten Sandschicht. Alle präventiven

Maßnahmen, insbesondere diejenigen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen, müssen angewandt und geprüft werden. Zudem muss eine piezometrische Überwachung stattfinden, wie vom Umweltverträglichkeitsprüfer empfohlen.

Was die Nitrate betrifft, befindet sich der Grundwasserleiter der Brüsseler Sandschicht in einem sgt. «gefährdeten» Gebiet: die seit den 80er Jahren leicht steigenden Nitratgehalte neigen nun zu einer Stabilisierung um die 30-35 mg/l. Wird das Abbaugelände nach der Bewirtschaftung in ein Agrargebiet umgewandelt, so wird die Empfindlichkeit der Wasserleitschicht gegen eine Nitratverschmutzung erhöht, weil das natürliche Sandfilter über eine Höhe von 10 bis 20 m abgeschafft sein wird. Dies trägt nicht zur Verbesserung der Qualität der Grundwasserleitschicht bei.

Neben der Gefahr einer Verschmutzung der durch die SWDE und VMW benutzten Wasserfassungen müssen noch andere möglichen Auswirkungen erwähnt werden. Eine schwache strukturelle Senkung der Sandschicht kann nämlich die Feuchtgebiete gefährden, deren Bestehen von relativ stabilen lokalen Feuchtigkeitsverhältnissen abhängt. Dementgegen kann ein Steigen des Niveaus der Grundwasserleitschicht und des entsprechenden Kapillarwassers üble Konsequenzen für die benachbarten Gebäude haben: steigende Feuchtigkeit oder überschwemmte Keller.

Die in die Grundwasserleitschicht gelangende Wassermasse, das Gravitationswasser und das Oberflächenwasser müssen als eine Gesamtheit in einem dynamischen Gleichgewicht betrachtet werden. Der Abbau der natürlichen, nicht gesättigten Filtermasse wird die Wasserversorgung der Grundwasserleitschicht und die lokalen piezometrischen Bedingungen unausweichlich beeinträchtigen, mit Folgen für die Leistung der Quellen und die Bäche am Rand der bewirtschafteten Sandzone.

Im Gegensatz zu einer nachhaltigen Bewirtschaftung der Grundwasserleitschicht ist der Abbau von Gestein eine zerstörerische, momentane und unumkehrbare Aktivität. In diesem Sinne sind die Bewirtschaftung der Wasserressourcen und der Abbau von Gestein schwer miteinander zu vereinbaren»;

In der Erwägung, dass diese Gutachten nach Ansicht der Gemeinde Chaumont-Gistoux offenbaren, wie ungeeignet die durchgeführte Bewertung der Auswirkungen gewesen ist, und wie groß die Gefahren für die Qualität und Quantität der unentbehrlichen Wasserressourcen sein können; dass das Kollegium der Ansicht ist, dass der Schutz der Grundwasserleitschicht eine Vorbedingung für das Erweiterungsprojekt ist, der zur Zeit nicht Rechnung getragen wird;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux eine Festlegung der Grenze für die Bewirtschaftungstiefe auf 2 Meter oberhalb der Grundwasserleitschicht als ungenügend betrachtet, um die Gefahr einer Verschmutzung Letzterer und des Ry des Papeteries zu vermeiden; dass diese Höhe der Sandschutzschicht oberhalb der Wasserleitschicht größer sein sollte, und dies auf jeden Fall in der Nähe des Natura 2000-Gebiets;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Walhain in seinem im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Gutachten vom 17. Februar 2010 angibt, dass das Projekt der lokalen Vision der räumlichen Entwicklung widerspricht, da die Gemeinde in ihrem Entwurf des kommunalen Strukturschemas als Ziele die Förderung, der Schutz und die Aufwertung der Ressourcen, der lokalen Schätze und des lokalen Erbes anführt;

In der Erwägung, dass für die Gemeinde Walhain der Schutz der Ressourcen eine nachhaltige Bewirtschaftung des Wasserzyklus voraussetzt; dass übrigens zu diesem Zweck zwei konkrete Maßnahmen erarbeitet wurden: die Weiterführung der Wassersanierung und die Sensibilisierung der Landwirte für den Schutz der Wasserressourcen;

Dass sie ebenfalls unterstreicht, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die Gefahr einer Zunahme der Abflussmenge der Wasserläufe erwähnt wird; dass dies eine Erhöhung der Überschwemmungsgefahr in Gebieten, die durch diese Problematik schon stark betroffen sind, mit sich bringt; dass die Zunahme wasserundichter Flächen infolge des Baus des Autobahnkreuzes und neuer Straßen die Überschwemmungsgefahr noch erhöhen wird; dass der Entwurf des kommunalen Strukturschemas in seiner Option 2.4 «Schutz der Bevölkerung vor natürlichen und technologischen Risiken» diese Problematik ebenfalls unterstrich; dass eine spezifische Maßnahme (AC-08 «Bekämpfung der Hochwassergefahr») die verschiedenen Bereiche, die durch dieses Problem betroffen werden können, hervorgehoben und Vorschläge zu Aktionen zur Bekämpfung der Überschwemmungsgefahr gegeben hat; dass die Gemeinde somit der Meinung ist, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer offenbar das Problem der Überschwemmungsgefahr in Walhain übersehen hat;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend die Hydrogeologie und Hydrologie eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugeländes zu befinden; dass die meisten Fragen betreffend die Hydrogeologie und Hydrologie im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass die Regierung darauf besteht, dass bei der Bewertung der Auswirkungen, die anlässlich des Antrags auf eine Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit stattfinden wird, der Hydrologie und Hydrogeologie eine besondere Aufmerksamkeit gewidmet wird;

In der Erwägung, dass sowohl die SWDE als die VMW, wie bereits gesagt, vom Umweltverträglichkeitsprüfer um Stellungnahme ersucht worden sind, aber darauf verzichtet haben (UVP, Phase II, S. 63); dass sie erst nach einem Antrag der Gemeinde Chaumont-Gistoux anlässlich der öffentlichen Untersuchung reagiert haben;

In der Erwägung, dass allgemeine Maßnahmen zur Verringerung der potenziellen Auswirkungen einer Abbautätigkeit auf die Umwelt durch den Erlass der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen (BS vom 6. Oktober 2003) sowie durch das beiliegende Dokument «Leitfaden für gutes Verhalten zur Durchführung des Artikels 25 des Erlasses der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen» festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Teilrevision des Sektorenplans Folgendes steht: «In der Erwägung, dass die Abbautätigkeit die Grundwasserleitschicht der Brüsseler Sandschicht nicht erreichen sollte; dass keine Grundwasserabsenkung somit zu befürchten ist»;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez zwecks der Eintragung von einem Abbaugelände am Ort genannt «les Turluttes» Folgendes anführt:

«Considérant que les captages présents dans un rayon de 3000 mètres par rapport aux quatre points extrêmes de la zone d'extraction du projet ont été répertoriés; qu'aucun d'entre eux n'est situé à proximité immédiate de la zone d'extraction envisagée;

Considérant que l'exploitation de sable s'arrêtera 2 mètres au-dessus de la nappe phréatique; qu'aucun pompage d'eau d'exhaure n'est dès lors nécessaire; qu'aucun rabattement de la nappe n'est à craindre; que l'exploitation envisagée n'aura aucune influence sur le niveau piézométrique»;

In der Erwägung, dass sich die Regierung in diesem Erlass für die vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagenen Abgrenzungsvarianten entschieden hat; dass Letzterer angegeben hat, dass die Varianten 1b und 1c (weitere Flächen im westlichen und nordwestlichen Teil des Projekts) ein Voranschreiten der Abbaufrente in Richtung des Natura 2000-Gebiets bedeuten; dass dieses Voranschreiten jedoch so untersucht worden ist, dass ein Präventionsumkreis um den im Natura 2000-Gebiet eingetragenen Wald nicht überschritten wird (UVP Phase II, S. 94);

In der Erwägung, dass sich das betreffende Abbaugeliet im Einzugsgebiet der Flüsse Dyle und Train befindet; dass sich in der Nähe die Bäche ruisseau des Papeteries und Ry du Pré Delcourt befinden, die beide in den Train fließen; dass das Traintal ein Natura 2000-Geliet (Standort Nr. BE310007) ist (UVP, Phase II, S. 5);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer angibt, dass fast alle oberflächlichen Ableitungen aus dem Abbaugeliet in das Zwischeneinzugsgebiet des ruisseau des Papeteries fließen, wegen der Nähe der Quelle dieses Bachs und der Tatsache, dass das Abbaugeliet sich fast vollständig im Einzugsbereich dieses Bachs befindet; dass drei thalwegs (Trockentäler) in Verbindung mit dem Tal dieses Bachs die lokalen Ableitungen beeinflussen (UVP, Phase II, S. 5 und 55);

Dass sich Wasserentnahmestellen in einem Abstand von ca. 1300 und 1600 Metern des Umkreises des Projekts befinden; dass diese den Grundwasserleiter der Brüsseler Sandsicht beanspruchen; dass die Grundwasserleitschicht den Ry du Pré Delcourt nach Norden versorgt; dass sich entlang dieses Bachs mehrere Wasserentnahmestellen befinden; dass die Grundwasserleitschicht den ruisseau des Papeteries nach Westen versorgt; dass dieser ebenfalls durch einige Quellen versorgt wird (UVP, Phase II, S. 56);

Dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung einerseits die Risiken eines Steigens des lokalen Niveaus der Grundwasserleitschicht, einer lokalen Grundwasserabsenkung, einer Verschmutzung des Grundwassers und eines Einflusses auf die Wasserentnahmestellen (UVP, Phase II, S. 62-63) und andererseits die Risiken einer Zunahme der Abflussmenge der Wasserläufe, das Erscheinen / Verschwinden von Feuchtgebieten, die Risiken einer Verunreinigung des Oberflächenwassers (UVP, Phase II, S. 64) untersucht hat, dies sowohl während als nach der Bewirtschaftung der Sandgruben; dass der Autor ebenfalls die Risiken einer Verschmutzung des Grundwassers, die Risiken von Auswirkungen auf die Qualität des Fassungswassers und auf die entnehmbaren Mengen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser untersucht hat (UVP, Phase II, S. 65);

Dass er den Schluss zieht, dass die Auswirkungen des Betriebs auf die Wasserleitschicht sehr gering sind; dass nur die Schwankungen der jährlichen Niederschläge sie stark beeinflussen; dass bei starkem Regen die sich aus dem Abbau der oberen Sandschicht ergebenden Auswirkungen hauptsächlich in einer Verlängerung der Zeit für die Rückkehr zu normalen Bedingungen bestehen werden; dass der reelle Einfluss des Abbaus der oberen Sandschicht auf die stromabwärts vorhandenen Feuchtgebiete unbedeutend und binnen eines einzigen Jahres nicht messbar ist; dass sich der Standort hinter dem Präventionsumkreis um die Quelle und den ruisseau des Papeteries befindet, so dass jede unfallbedingte Verschmutzung im Notfalle weggepumpt oder durch Aushubarbeiten entfernt werden könnte, bevor das Produkt die Quelle des Baches bedroht (UVP, Phase II, S. 63-64);

In der Erwägung außerdem, dass die Eintragung des Standorts «Pas de Chien» in ein Naturgeliet als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme es ermöglicht, einen Talhang, der den ruisseau des Papeteries und den Train versorgt, zu schützen; dies vermeidet jede neue Gefahr einer lokalen Verschmutzung der Grundwasserleitschicht und der stromabwärts gelegenen öffentlichen Wasserentnahmestellen (UVP, Phase II, S. 137);

Dass die Niederlassung der Nebenanlagen im östlichen Teil des Geliets es ermöglicht, die Möglichkeiten der Wiederinstandsetzung nach einer eventuellen Verschmutzung zu erhöhen;

In der Erwägung, dass Wasser eine erneuerbare Ressource ist; dass das Projekt keinen negativen Einfluss auf diese Ressource hat, insofern der Abbau von Sand sich auf die nicht gesättigte Zone begrenzt, ohne Entnahme von Grundwasser; dass, um dem Grundsatz der Vorbeugung betreffend den Schutz der Qualität des Grundwassers und also auch der Quellen und stromabwärts gelegenen Wasserläufe Rechnung zu tragen, in den besonderen Bedingungen, die bei der Erteilung der Globalgenehmigung gelten werden, bestimmte Schutzmaßnahmen auferlegt werden können;

In der Erwägung, dass «Wasser zum gemeinsamen Erbe der Wallonischen Region gehört.» Der Wasserzyklus wird ... mit der ständigen Sorge der Gewährleistung ... der Nachhaltigkeit der Ressource ... bewirtschaftet (Art. 1, § 1 des Wassergesetzbuches, Buch II des Umweltgesetzbuches); dass die Einzugsgebietsbehörde die Verwaltungsbehörde ist, die damit beauftragt wird, das ganze Wallonische Einzugsgebiet zu verwalten (Artikel 2, 4° des Wassergesetzbuches);

In der Erwägung andererseits, dass die Wasserqualität des wichtigen lokalen Grundwasserleiters durch landwirtschaftliche Verfahren verschlechtert wird, die ebenfalls eine örtliche Charakteristik darstellen; dass die Regierung jedoch versucht, die Auswirkungen zu minimieren, und zwar durch Bestimmungen, die z.B. die Empfindlichkeit des Grundwasserleiters der Brüsseler Sandschicht betreffen (Ministerialerlass vom 28.07.1994 und Programm zur nachhaltigen Stickstoffbewirtschaftung, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15.02.2007 in das Buch II des Wassergesetzbuches eingefügt wurde); dass die im aktuellen Projekt der Landwirtschaft entzogene Fläche einigermaßen und auf sehr lokalen Ebene zur Verbesserung der Qualität des Grundwassers beitragen wird;

In der Erwägung, dass der Abbau von Sand an sich keine verschmutzende Aktivität darstellt, da sie mit keinem industriellen physikalischen oder chemischen Verarbeitungsverfahren verbunden ist; dass die Gefahr einer Verschmutzung der Grundwasserleitschicht nur mit den Arbeitsmaschinen verbunden ist, für welche sehr strenge Sicherheitsmaßnahmen bestehen; dass die ein- und ausfahrenden Fahrzeuge weitgehend über asphaltierten Straßen fahren werden, was das Risiko von Zwischenfällen minimiert;

In der Erwägung, dass das Projekt sich vom hydrogeologischen Standpunkt aus weder stromaufwärts noch im Einflussbereich einer aktiven oder geplanten Wasserfassung befindet; dass das Risiko einer Beeinträchtigung der Durchflussmenge des Ry des Papeteries oder einer Austrocknung der Feuchtgebiete null ist; dass das Projekt, nach dem vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagenen Umkreis, am Ende der Bewirtschaftung nur 31% des Einzugsgebiets decken wird; dass die teilweise Änderung des dortigen Wasserhaushalts wegen der Bewirtschaftung eine Erhöhung der Sickerung mit sich bringen wird, mit einer verhältnismäßigen und gleichzeitigen Verringerung des Abfließens von Oberflächenwasser; dass die Durchflussmenge des Ry des Papeteries dadurch regelmäßiger sein wird, während umweltzerstörende Auswirkungen verringert werden, wie z.B. die Erosion der landwirtschaftlichen Flächen, die Überschwemmung von Feuchtgebieten wie vom Bach stromabwärts bei starkem Regen, wenn das Regenwasser vom Boden nicht mehr absorbiert werden kann;

In der Erwägung, dass die Frage betreffend die Befürchtung einer Verschmutzung des Flusses Le Train mit den Kanalisationen in der Ortsmitte von Gistoux zu tun hat;

In der Erwägung, dass der in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Entwurf des Abbaugeliets keinen Einfluss auf das Nilbecken hat, da er sich ganz außerhalb dieses Beckens befindet;

In der Erwägung, dass die Regierung außerdem beschließt, kein Autobahnkreuz zu schaffen, weder auf der Rastfläche von Nil noch sonst irgendwo;

In der Erwägung, dass die infolge des Projekts betonierete Fläche äußerst gering sehr wird; dass das Projekt in diesem Bereich die Überschwemmungsprobleme nicht verschlimmern wird;

In der Erwägung, dass das Projekt dem Entwurf des kommunalen Strukturschemas von Walhain keinesfalls zuwiderläuft; dass es weder die Weiterführung der Wassersanierung noch die Sensibilisierung der Landwirte für den Schutz der Wasserressourcen verhindert;

In der Erwägung, dass kein Wasser von der Grundwasserleitschicht gepumpt wird, so dass der hydrogeologische Haushalt unverändert bleibt; dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung selbst keine hydrogeologische Studie vorgenommen hat; dass er den Auftrag hatte, die Studien von Fachbüros zu untersuchen, wobei er sowohl private als öffentliche Spezialisten zu Rate zu ziehen hatte, was er auch getan hat;

In der Erwägung, dass die qualitative und quantitative Überwachung des Grundwassers eine der Betriebsbedingungen sein wird, die infolge einer neuen, vor der Erteilung der Globalgenehmigung durchzuführenden Umweltverträglichkeitsprüfung ausführlich festzulegen sind;

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, die Parkplätze und Nebenanlagen im östlichen Teil des Gebiets zu errichten, um die Möglichkeiten zu optimieren, eine eventuelle Ölverschmutzung der Grundwasserleitschicht infolge der Betriebsaktivität wieder gut zu machen, und um die Nebenanlagen am Standort zu gruppieren (UVP, Phase II, S. 105);

Dass er ebenfalls Folgendes empfiehlt:

- um ein Absenken der Grundwasserleitschicht zu vermeiden, ist es wichtig, dass Sand nur oberhalb des Grundwassers abgebaut wird, wie übrigens vorgesehen. Die Distanz zwischen der Grundwasserleitschicht und dem unteren Abbauniveau soll eher 2 m als 1 m (wie vom Betreiber geplant) sein.

- Vorherige Erarbeitung eines Sicherheitsplans, in dem alle Maßnahmen stehen, die im Falle eines Unfalls auf dem Grubenboden zu treffen sind, und in dem das Material aufzulisten ist, das zwecks der Wiedergutmachung nach einem Unfall zu verwenden ist;

- Aufstellen des Betriebsmaterials am liebsten im östlichen Teil (= hydrogeologisch stromaufwärts), um die Möglichkeiten zu optimieren, eine eventuelle Ölverschmutzung der Grundwasserleitschicht infolge der Betriebsaktivität wieder gut zu machen;

- die Fahrzeuge werden regelmäßig kontrolliert, was die Gefahr von punktuellen Öllecks betrifft;

- eine zusätzliche Maßnahme besteht darin, wenigstens den Fahrzeugen, die sich ständig am Standort befinden, die Verwendung eines biologisch abbaubaren Öls aufzuerlegen (UVP, Phase II, S. 105);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer ebenfalls empfiehlt, ein Piezometer (P14) zwischen der Quelle des Baches und der ihm am nächsten gelegenen Abbaufont aufzustellen; dass eine Kontrolle der Piezometer Pß und P14 während der Bewirtschaftung der ersten Hälfte der Zone empfohlen wird; dass eine Kontrolle der Piezometer Pß und P11 während der Bewirtschaftung der zweiten Hälfte der Zone empfohlen wird; dass er angibt, dass diese Maßnahme es ermöglicht, zu prüfen, dass das Grundwasser nicht verschmutzt wurde, und bei einem Unfall angemessen zu reagieren (UVP, Phase II, S. 111);

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 die vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlenen Maßnahmen zum Schutz der Grundwasserleitschicht unterstreicht;

Dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung Folgendes schreibt: «Il ne subsistera aucun impact résiduel non réductible du sous-sol et des eaux souterraines hormis les risques de pollution accidentels de la nappe.

A condition de connaître les mesures à prendre en pareil cas et de surveiller régulièrement la qualité de l'eau, ce type de pollution sera aisément récupérable avant qu'une cible présente en aval ne soit atteinte» (UVP, Phase II, S. 112);

In der Erwägung, dass die Regierung den in der Umweltverträglichkeitsprüfung stehenden Bemerkungen Rechnung tragen will, und darauf besteht, dass sie anlässlich der im Stadium des Genehmigungsantrags durchzuführenden Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht werden, und ggf. bei der etwaigen Erteilung der Genehmigung bestätigt oder angepasst und berücksichtigt werden;

5. Topographie und Landschaften

In der Erwägung, dass einige Beschwerden die Erhaltung der Landschaften betreffen;

In der Erwägung, dass die Beschwerden ebenfalls die Gefahr einer Zerstörung der Landschaft anführen;

In der Erwägung, dass man bestimmten Beschwerdeführern zufolge Bäume pflanzen sollte, um so eine pflanzliche Schutzwand zwischen den Anwohnern der rue du Bois Matelle und dem Zementwerk Raman zu schaffen;

In der Erwägung, dass andere Reklamanten der Ansicht sind, dass die Schaffung von Schutzwällen aus Erde eine bedeutende Änderung des Bodenreliefs darstellt;

In der Erwägung, dass bestimmte Anwohner das Projekt von 9 Windrädern erwähnen; dass einige Anwohner beteuern, dass es falsch ist, zu behaupten, dass das Windräderprojekt vergessen ist;

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner das Auferlegen bestimmter landschaftlicher und ökologischer Bedingungen für das Ende der Bewirtschaftung als notwendig erachten: neue langsame Verbindungswege und lineare und punktuelle Bauelemente;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer angeben, dass es in der Nähe des Standorts einen Umkreis von landschaftlichem Interesse gibt;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux in ihrem Gutachten vom 29. März 2010 angibt, dass die vom Projekt betroffene Zone sich an der Schnittstelle zwischen dem Hespengauer Plateau und der Brabanter Talerlandschaft befindet; dass diese Gegend eine besonders interessante Landschaft bietet, mit dem Übergang von den Hespengauer «openfield» Landschaften zu den mehr abgeschotteten Landschaften von zentral Wallonisch-Brabant; dass die Erweiterung der Sandgrube genau an dieser Stelle stattfinden wird, die durch das Eindringen des Hespengauer Plateaus in das Tal des Ry des Papeteries symbolisiert wird; dass die Bewirtschaftung der Zonen 1c und 1b im Vorschlag des Umweltverträglichkeitsprüfers die Bewirtschaftung des Feldes des Bois Matelle voraussetzt, was zur Folge hat, dass die Sandgrube sich unmittelbar neben dem Wald Bois Matelle und dem Tal des Ry des Papeteries befinden würde; dass der Grundsatz der Vorbeugung insbesondere aus landschaftlichen Gründen eine Erhaltung dieser Gebiete verlangt, die zudem eine Pufferzone vor der bestehenden Sandgrube bilden;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend die Topographie und Landschaften eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen betreffend die Topographie und Landschaften im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass der Standort sich in einer leicht hügeligen Landschaft befindet; dass sich der Gipfelpunkt im Südwesten in einer Höhe von ca. 150-155 Metern befindet; dass die Flächen eine leichte ununterbrochene Bodenneigung nach Nordosten aufweisen, um am nördlichen Ende des Gebiets eine Höhe von ca. 140 Metern zu erreichen; dass die im Nordosten des Umkreises bewirtschaftete Zone eine zum natürlichen Gelände ca. 30 Meter tiefe Grube darstellt (UVP, Phase II, S. 8);

In der Erwägung, dass nur der sehr kleine südliche Teil der Gemeinde Chaumont-Gistoux, worunter das vom Projekt betroffene Gebiet an der nordwestlichen Grenze zum landwirtschaftlichen Plateau von Perwez, zu der Landschaft der Brabanter und Hespengauer Plateaus gehört; dass das Projekt übrigens diese Lage nur verbessern kann, da es zugleich die Umbestimmung der Zone Pas-de-Chien in ein Naturgebiet vorsieht;

In der Erwägung, dass die örtlichen Hauptmerkmale der Landschaft die Folgenden sind (UVP, Phase II, S. 8):

- offene Landschaft mit landwirtschaftlicher Zweckbestimmung;
- stark entwickeltes Straßennetz;
- ab und zu Waldparzellen und Täler mit einem tieferen Relief;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Teilrevision des Sektorenplans Folgendes steht: «la zone d'habitat la plus proche - celle de Chaumont - est située à plus de 500 m du site et que l'extension projetée tend à s'en éloigner davantage; qu'une autre zone d'habitat - le village de Libersart - est située à plus de 700 m au Sud du périmètre sollicité»;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung, was die Auswirkungen auf die Landschaft betrifft, die Auswirkungen auf die vom Projekt betroffene Zone von den Auswirkungen auf die benachbarten Zonen unterscheidet;

Dass, was die Auswirkungen auf die vom Projekt betroffene Zone betrifft, die Studie angibt, dass die Bewirtschaftung in Phasen stattfinden wird, und dass die Wiedereinrichtung der bewirtschafteten Zonen bereits am Anfang der Bewirtschaftung des Umkreises des Abbaugeländes stattfinden soll, um zu große Abbaugruben zu vermeiden (UVP, Phase II, S. 65); dass dies bedeutet, dass die Wiedereinrichtung der bewirtschafteten Zonen allmählich stattfinden soll, sobald eine neue Phase der Bewirtschaftung anfängt;

Dass, was die Auswirkungen auf die benachbarten Zonen betrifft, die Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass die Abbaugrube sich für die langen Aussichten innerhalb einer günstigen topographischen Lage befinden wird (mit Ausnahme des südwestlichen Teils des Umkreises, der ggf. u.a. von der Autobahn aus gesehen werden könnte), da der Umkreis von Kammlinien oder Waldflächen umgeben ist (mit Ausnahme der südwestlichen Spitze, die ein anderes Talflankenbecken erreicht) (UVP, Phase II, S. 66);

Dass die Studie ebenfalls angibt, dass die Variante 1a (Verlagerung der südlichen Grenze des Umkreises um ca. 400 m nach Nordosten) eine Verbesserung der landschaftlichen Auswirkungen ermöglichen würde, da «der ausgeschlossene Umkreis dem Teil des neuen Abbaugeländes entspricht, der den langen Aussichten am meisten ausgesetzt ist». Er befindet sich nämlich außerhalb der peripheren Kammlinien, die eine gute Einfügung des Projekts in die Landschaft gewährleisten» (UVP, Phase II, S. 92);

Dass die Umweltverträglichkeitsprüfung hinsichtlich der zu treffenden Maßnahmen folgenden Schluss zieht: «Pour ce qui concerne les vues longues, l'excavation ne devrait pas générer d'impact, le périmètre proposé étant entouré de lignes de crêtes à une altitude de 155 mètres, sous réserve de retirer une partie du périmètre de l'avant-projet, répertoriée à la variante 1a dans le cadre de la présente EIP (Plan-umweltverträglichkeitsprüfung). La superficie considérée s'inscrit en effet en dehors du périmètre des lignes de crête précitées» (UVP, Phase II, S. 101);

In der Erwägung, dass diese Abgrenzungsvariante im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 berücksichtigt wurde, in dem Folgendes steht: «[une] grande partie du périmètre du projet est entouré de végétation (à l'ouest) ou de lignes de crête (sud-ouest) qui la placent à l'abri des vues éloignées; que seul l'extrême sud de la zone d'extraction projetée est située en dehors de cet enclos visuel»;

Considérant que le projet s'inscrit à l'ouest d'une zone d'extraction déjà exploitée; que le paysage local est donc déjà marqué par la présence d'une sablière;

Considérant que la modification du relief du sol par l'excavation du périmètre de la zone d'extraction aura une incidence importante, pour les vues proches; qu'il appartiendra au permis unique de prévoir les phasages d'exploitation et les mesures de réaménagement requises pour les réduire;

Considérant que l'implantation de nouvelles dépendances nécessitera des mesures d'intégration paysagère; que celles-ci seront prises en compte par le permis unique»;

In der Erwägung, dass, was die kurzen Aussichten betrifft, der Umweltverträglichkeitsprüfer darauf aufmerksam macht, dass die Grube von einigen dem Umkreis nahen Wegen aus sichtbar sein wird (S. UVP, Phase II, S. 66); dass die Niederlassung neuer Nebenanlagen bedeutende landschaftliche Auswirkungen haben könnte und eine Reihe Anlagen in der Landschaft um die Sandgrube herum entstehen könnten (UVP, Phase II, S. 66);

Dass hinsichtlich der kurzen Aussichten die Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen der landschaftlichen Maßnahmen ebenfalls darauf hinweist, dass die im Rahmen des Genehmigungsantrags durchzuführende Umweltverträglichkeitsprüfung die Lösungen zur landschaftlichen Integration des Betriebs untersucht werden wird, wobei sie Folgendes angibt: «Si le choix se porte sur la dissimulation de l'excavation, un écran visuel peut être créé en périphérie soit par la création d'un merlon, soit par la création de plantations d'essences locales appropriées, soit par l'utilisation simultanée des deux procédés. Un merlon peu élevé pourrait s'inscrire avec plus d'harmonie dans le paysage ouvert de la partie sud. La clôture devrait de préférence être disposée à l'arrière de cet écran visuel, du côté de l'excavation» (UVP, Phase II, S. 101);

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung hinsichtlich der Zweckmäßigkeit dieser Maßnahmen der Ansicht ist, dass die Schaffung einer «Sichtschutzwand die Aussichten auf den Betriebsstandort ab der Peripherie während des Betriebs abschaffen kann.» «Die Anpflanzungen müssen jedoch früh genug stattfinden, damit die Pflanzen genug wachsen können, bevor die Sandgrube in Betrieb gesetzt wird. Die Arten müssen sorgfältig gewählt werden, um die Entwicklung von invasiven Pflanzen zu verhindern» (UVP, Phase II, S. 112); dass die Änderung des Bodenreliefs während der Bewirtschaftung eine bedeutende Nebenwirkung des Projekts bleibt; dass er letztendlich unterstreicht, dass, «wenn die Einzäunungen und peripheren Sicherheitsvorrichtungen nach dem Ende der Bewirtschaftung vor Ort bleiben, es wichtig ist, auf ihre visuellen Eigenschaften und ihre Integration in die Landschaft aufmerksam zu sein. Es ist in der Tat so, dass diese Vorrichtungen selten einwandfrei in die Landschaft passen» (UVP, Phase II, S. 113);

In der Erwägung, dass im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans angegeben wird, dass «der Aushub bedeutende Auswirkungen für die kurzen Aussichten haben wird» und bereits darauf hingewiesen wurde, «dass die Phaseneinteilung der Bewirtschaftung und die Maßnahmen zur Neueinrichtung des Geländes, um diese Auswirkungen zu minimieren in der Globalgenehmigung vorgesehen werden müssen»; dass es demnach im Stadium der Revision des Sektorenplans zu früh ist, um diesen Punkt zu behandeln, da er in der Genehmigung zur Durchführung dieser Planrevision zu lösen ist; dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Revision des Sektorenplans hervorgehobenen Elemente zu den Angaben zählen werden, auf deren Grundlage der Autor der im Rahmen des Antrags auf Globalgenehmigung durchzuführenden Umweltverträglichkeitsprüfung arbeiten werden muss;

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltfreundlichkeit bezüglich der Nebenanlagen folgende Empfehlungen gab:

- die neuen Nebenanlagen in die raumplanerische Kontinuität der bereits bestehenden Anlagen einfügen, anstatt sie am Standort «herumzustreuen»; «Elles doivent s'inscrire sur des terrains déjà exploités pour éviter l'immobilisation de terres à valeur agricole ou dont le sous-sol renferme encore des ressources non-exploitées»;

- den Ort für die Errichtung der Nebenanlagen aufgrund der örtlichen Topographie auswählen (nicht auf einem Gipfel der Kammlinie). Die Ausrüstungen müssten innerhalb des Aushubs niedergelassen werden, damit man sie von außerhalb der Sandgrube nicht sehen kann (UVP, Phase II, S. 106-107);

Dass diese Problematik während der Bewertung der Auswirkungen betreffend den Antrag auf Globalgenehmigung näher untersucht werden wird; dass dies in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans schon folgendermaßen ausgedrückt war: «l'implantation des nouvelles dépendances nécessitera des mesures d'intégration paysagère; que celles-ci seront prises en compte par le permis unique»;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Wiedereinrichtung nach der Bewirtschaftung die Umweltverträglichkeitsprüfung mehrere Bestimmungen im Gleichgewicht mit den bestehenden peripheren Bestimmungen nennt;

«Grüngebiet oder Naturgebiet.

Dieses Gebiet muss in die Kontinuität des Natura 2000-Gebiets westlich und nördlich des Umkreises passen. Ein Teil der Sandgrube könnte am Ende der Bewirtschaftung einen positiven Faktor für die Entwicklung der Biodiversität darstellen und geschlossene, diskrete, aber bemerkenswerte Landschaften bilden.

Es gilt hier, die Notwendigkeit der Schaffung von Umfeldern zu betonen, die einen positiven Einfluss auf die Entwicklung der Biodiversität haben. Der landschaftliche Aspekt der Grün- und Naturgebiete muss in der Tat mit der ökologischen Behandlung dieser Gebiete zusammen untersucht werden.

Agrargebiet

Wenn die Aufschüttungen nicht sorgfältig durchgeführt werden, d.h. mit Sicht auf die künftige landwirtschaftliche Zweckbestimmung, könnten die Flächen ihre aktuellen natürlichen Merkmale, die für diese Art Spekulation geeignet sind, verlieren. Es könnte dann nur eine Spekulation in der Form einer Wiese geführt werden. In diesem Fall gäbe es eine dauerhafte Änderung der aktuellen Kulturlandschaften, mit dem möglichen Erscheinen einer Hainlandschaft» (UVP, Phase II, S. 66);

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans erwähnt war, dass die Zweckbestimmung des Abbaugebiets nach der Bewirtschaftung ein Agrargebiet sein wird, mit Ausnahme der an das Natura 2000-Gebiet angrenzenden Flächen im Nordwesten des Umkreises, deren Zweckbestimmung ein Naturgebiet sein wird; dass die Regierung ihren Standpunkt bestätigt;

In der Erwägung, dass der Betrieb Raman, der kein Zementwerk ist, wie von bestimmten Reklamanten behauptet, mit vorliegendem Verfahren zur Abänderung des Sektorenplans nichts zu tun hat; dass die Belästigungen, insbesondere die landschaftlichen Belästigungen, die ggf. auf diesen Betrieb zurückzuführen wären, im Rahmen dessen Betriebsgenehmigung zu untersuchen sind;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Abänderung des Sektorenplans nicht durch das Electrabel-Projekt von 9 Windrädern betroffen ist, welches übrigens nicht eingereicht wurde;

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 bestätigt, dass der Standort von Kammlinien umgeben ist, und dass «die Aussichten auf das Projekt somit stark begrenzt sind, außer nach Süden. Die im Vorentwurf vorgesehene Abschaffung des südlichen Teils des Abbaugebiets ermöglicht eine Verringerung dieser Belästigungen» und dass «auf das Projekt der Windräder, das Unvereinbarkeiten mit vorliegendem Projekt haben könnte, verzichtet wird»;

In der Erwägung, dass im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans angegeben wird, dass «das Projekt der Aufstellung von Windrädern im Umkreis oder in der Nähe des künftigen Abbaugebiets nicht mehr aktuell ist», dass die vor diesem Erlass durchgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass die Informationsanfrage des Autors der Studie bei dem Projektträger Electrabel-Sedulec ohne Antwort geblieben ist (UVP, Phase II, S. 37); dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung «keine sehr vollständigen Informationen in Zusammenhang mit dem Antrag auf Genehmigung für den Bau von Windrädern» hat bekommen können (UVP, Phase II, S. 173); dass sowieso nur zwei Windräder sich im Umkreis befinden würden; dass es ggf. gilt, sie außerhalb des Umkreises des künftigen Abbaugebiets zu verlagern;

In der Erwägung, dass in der Globalgenehmigung Bedingungen hinsichtlich der landschaftlichen Gestaltung auferlegt werden können; dass die Wiedereinrichtung nach der Bewirtschaftung durch die Hinterlegung einer Bürgschaft im Rahmen der Genehmigung garantiert wird; dass nach dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über sektorbezogene Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen die finanzielle Bürgschaft durch eine Sicherheit zu Lasten des Betreibers geleistet wird, deren Betrag je nach dem Fortschritt der Abbauarbeiten und der Sanierung der abgebauten Flächen variiert;

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass die landschaftliche Gestaltung in Absprache mit den betreffenden Personen (regionale Behörde, Gemeindeverwaltung, Antragsteller, Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, Landwirte, Anwohner) beschlossen werden muss; dass dieser Punkt im Rahmen der auf die Globalgenehmigung bezogene Umweltverträglichkeitsprüfung behandelt werden muss;

6. Luft und Klima

In der Erwägung, dass manche Anwohner die Luftverschmutzung anprangern;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend Luft und Klima eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen betreffend Luft und Klima im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans auf die Weiterführung der aktuellen Tätigkeit abzielt; dass die künftige Aktivität nicht bedeutender sein wird als die heutige; dass der Abbau von Sand keine Luftverschmutzung verursacht, solange der abgebaute Baustoff nicht verarbeitet wird;

In der Erwägung, dass die CO₂-Emissionen von den Verbrennungsmotoren der Fahrzeuge und Maschinen, die zum Sandabbau, -sieben, und -transport dienen, nicht höher als die aktuellen sein werden;

In der Erwägung, dass der Abbau von Sand nur sehr wenig Staub verursacht, da dieser Baustoff fast immer feucht ist;

In der Erwägung, dass nach den in der dem Standort des Projekts nahen Station von Corroy-le-Grand durchgeführten Messungen des ISSEP die Werte unterhalb der Normen liegen; dass dies die gute Luftqualität im betreffenden Gebiet beweist, trotz des aktuellen Betriebs und des Vorhandenseins eines umfangreichen Straßennetzes (UVP, Phase II, S. 11-12-13);

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet am Ort genannt «les Turluttes» Folgendes anführt:

«Considérant la bonne qualité de l'air à l'endroit du projet considéré pour les différents polluants examinés (SO₂, NO₂, PM10);

Considérant qu'en cette matière le principal effet est lié au risque de poussières notamment lié au charroi; que celui-ci ne devrait plus à l'avenir emprunter la chaussée de Huy»;

7. Fauna, Flora und biologische Vielfalt

In der Erwägung, dass zahlreiche Reklamanten Befürchtungen hinsichtlich der Fauna, Flora und Biodiversität ausgedrückt haben;

In der Erwägung, dass manche Anwohner eine Bedrohung des Biotops befürchten; dass sie sich über das biologische Gleichgewicht im Umkreis und dessen mögliche Schwächung Fragen stellen;

In der Erwägung, dass mehrere Reklamanten der Ansicht sind, dass dieses Projekt den Zugvögeln und den geschützten Tier- und Pflanzenarten schaden könnte;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Erhaltung der Sandwände verlangen, da sie Schwalben und andere selten werdende Arten beherbergen können; dass sie ebenfalls die Erhaltung und Ausdehnung von Sandflächen mit wenig Vegetation verlangen (wo das Schütten von Materialien verboten sein muss);

In der Erwägung, dass Reklamanten der Ansicht sind, man solle invasive Arten in dem und um das Abbaugbiet bekämpfen;

In der Erwägung, dass Reklamanten der Ansicht sind, man solle die Aussaat von Saatkörnern vermeiden und eine natürliche Kolonisation fördern;

In der Erwägung, dass einige Reklamanten wünschen, dass die Feuchtgebiete, die am Grubenboden erscheinen würden, erhalten bleiben;

In der Erwägung, dass manche Reklamanten wünschen, dass die Anpflanzung einer Hecke auf den Schutzwallen nur mit geeigneten einheimischen Pflanzenarten erfolgt;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer anführen, dass das Projekt das biologische Gleichgewicht der Feuchtgebiete, die spezifische Vogelarten beherbergen, schwächt;

In der Erwägung, dass einige Anwohner im Gegensatz dazu feststellen, dass die 110 ha landwirtschaftliche Flächen keinen besonderen Wert aufweisen würden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Öffnung von Gruben eine gute Gelegenheit für die Natur sein könnte;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Berücksichtigung der Naturerhaltung durch die Eintragung neuer Naturgebiete begrüßen;

In der Erwägung, dass das Kollegium von Chaumont-Gistoux in seinem Gutachten vom 29. März 2010 angibt, dass es wohl bekannt ist, dass die Brüsseler Sandschicht ein ökologisch reiches, aber empfindliches Gebiet ist; dass die Gemeinde in dieser Stufe des Verfahrens verantwortungsvoll auftreten muss, was den Schutz der Agrar- und Naturflächen vor Eingriffen, die dem Grundwasser schaden könnten, betrifft;

In der Erwägung, dass das Gemeindegemeinschaftskollegium von Walhain in seinem im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Gutachten vom 17. Februar 2010 angibt, dass das Projekt der lokalen Vision der räumlichen Entwicklung widerspricht, da die Gemeinde in ihrem Entwurf des kommunalen Strukturschemas als Ziele die Zufriedenstellung der materiellen, sanitären, sozialen und kulturellen Bedürfnisse der Bevölkerung, insbesondere durch die Erhaltung des Lebensrahmens, anführt;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend die Fauna, Flora und Biodiversität eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen betreffend die Fauna, Flora und Biodiversität im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass das geplante Abbaugbiet, mit Ausnahme des nordöstlichen Teils des Umkreises, der an einen Teil der in der Einrichtungphase befindlichen Sandgrube angrenzt, vollständig mit Flächen mit Großkulturen in Kontakt ist; dass der gesamte südliche Teil des Projekts sich in eine typische Hespengauer Großkulturenlandschaft einfügt (UVP, Phase II, S. 15);

In der Erwägung, dass der nordwestliche Teil des geplanten Abbaugebiets vor allem ein Teil eines ehemaligen großen Waldgebiets enthält, mit unregelmäßigen Rändern und einem durch den Bach ruisseau des Papeteries gebildeten Tal; dass die südöstliche Spitze dieses Waldgebiets, am Talkopf, durch eine intensive Wiese verlängert wird; dass es ein bisschen nördlich der Wiese ein Wäldchen mit Laubbaumarten gibt, das vom Hauptwaldgebiet durch eine zur Zeit brach liegende landwirtschaftliche Fläche getrennt wird; dass sich letztendlich am Rand des Umkreises eine ehemalige Sandgrube befindet (»Pas de Chien«), die weitgehend zugeschüttet ist, und zur Zeit wieder eingerichtet wird (UVP, Phase II, S. 15);

In der Erwägung, dass hinsichtlich der biologischen Qualität des Standorts in der Umweltverträglichkeitsprüfung Folgendes angegeben wird:

«la zone d'extraction projetée est d'une très grande pauvreté biologique, très légèrement atténué par le fond humide dans la partie Hoslet en exploitation. La pessière a effectivement une capacité d'accueil de la faune sauvage par rapport aux champs environnants mais ce bénéfice est fortement contrebalancé par son usage comme refuge pour les faisans. En effet, ceux-ci exercent une action particulièrement nuisible sur l'herpétofaune et agissent en compétiteur pour des espèces comme la perdrix (Perdrix perdrix) qui n'a donc aucune chance de s'installer dans cette zone pourtant a priori favorable.

Par contre, le fragment de massif forestier à l'ouest du périmètre est d'un très grand intérêt biologique tant pour les habitats et les espèces qu'il contient, mais aussi pour son rôle de zone centrale dans le réseau écologique. Les sables remblayés ou en cours de remblaiement ont perdu tout l'intérêt écologique qu'elles avaient en cours d'exploitation, néanmoins elles conservent une valeur supérieure aux grandes cultures environnantes. Une certaine réversibilité du processus est encore possible dans la carrière De Kock (Pas de Chien) qui n'est pas encore entièrement remblayée.

L'abondance des espèces exotiques invasives ou non, la faible quantité de bois mort et d'arbres suragés, la pression de la chasse et la nitrification des lisières induisent un état de conservation plutôt défavorable de tous les habitats d'intérêt biologique et en particulier ceux d'intérêt communautaire. Le seul habitat d'une espèce d'intérêt communautaire qui peut être considéré en relativement bon état de conservation est le ruisseau de la Papeterie, habitat potentiel du chabot, qui est protégé d'une eutrophisation excessive par son bassin fortement boisé en tête des sources.

Les semis avec trèfle incarnat sont plus intéressants que ceux en pure graminée. Ils empêchent l'extension des plantes invasives mais réduisent néanmoins les capacités d'accueil des insectes sabulicoles. Le fond de la carrière Hoslet, au sud du chemin de Mettembrule, est actuellement la partie de sablière la plus nettement intéressante et aurait pu mériter le statut de SGIB lors de la fréquentation du faucon pèlerin. Mais cette partie est menacée par l'activité en CET (Centre d'Enfouissement Technique) et celle d'extraction qui s'y déroule. Le développement des plantes exotiques invasives pèse aussi très fort sur la biodiversité locale» (UVP, Phase II, S. 17-18);

In der Erwägung, dass der Umkreis durch keinen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes über die Naturerhaltung gedeckt wird; dass das Waldgebiet im Westen, die intensive Wiese in Verbindung mit dem Wald bois de la Papeterie und die Sandgrube «Champ taine» im Natura 2000-Gebiet eingetragen sind (UVP, Phase II, S. 56-57); dass sich zwei Standorte von großem biologischem Interesse nördlich des geplanten Abbaugebiets befinden («Pas de Chien» und «Ry des Papeteries»); dass diese Standorte zur Zeit noch kein reelles Interesse bieten, sondern eher ein Potential darstellen (UVP, Phase II, S. 57);

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung bei der Untersuchung der Auswirkungen des Projekts während der Abbauphase Folgendes angegeben hat:

- Die für die wilde Fauna und Flora verfügbaren Flächen werden vergrößert;

- Der ökologische Wert des gesamten Standorts und seiner Umgebung wird verbessert und die Biodiversität kann besser als heute werden, wenn in der Umweltgenehmigung zweckmäßige Auflagen hinsichtlich der Lager, der Behandlung der Grubensole, der Böschungen und der Abbaufrenten bestimmt und diese eingehalten werden;

- Die erwartete Explosion von invasiven thermophilen Pflanzenarten könnte die Erhöhung der Biodiversität beeinträchtigen;

- Die Fauna der Sandgruben gewöhnt sich sehr schnell an den normalen Verkehr am Standort (Hin und Her, Lärm);

- Wegen der Abschaffung von intensiven Kulturlflächen wird die Qualität des Niederschlagswassers und des Grundwassers verbessert;

- Ein zu tief gehender Abbau könnte ein Absenken der Grundwasserleitschicht und ein Vertrocknen der Quellen mit sich bringen;

- Jede Verschmutzungsgefahr muss verringert oder abgeschafft werden (UVP, Phase II, S. 70);

In der Erwägung, dass im Erlass vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Folgendes stand:

«In der Erwägung, dass das geplante Abbaugelände biologisch sehr arm ist, dass der Umkreis des geplanten Abbaugeländes durch keinen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes über die Naturerhaltung gedeckt wird; dass es in unmittelbarer Nähe jedoch zwei Standorte von großem biologischem Interesse - der «Pas de Chien» und der «Ry des Papeteries» - und ein Natura 2000-Gebiet gibt (...);

In der Erwägung, dass in der Umweltgenehmigung zweckmäßige Auflagen hinsichtlich der Lager, der Behandlung der Grubensole, der Böschungen und der Abbaufrenten bestimmt und diese eingehalten werden könnten, was zu einer Erhöhung des gesamten ökologischen Werts des Standorts und seiner Umgebung führen würde»;

In der Erwägung, dass die Regierung ihren Standpunkt bestätigt;

Dass die ASBL Natagora bestätigt, dass die Öffnung der Sandabbaugruben in einer durch intensive Landwirtschaft dominierten Hespengauer Plateau-Landschaft gute Möglichkeiten zur Entfaltung des Naturlebens bietet, sowohl während als nach (d.h. während der Wiedereinrichtung) der Bewirtschaftung der Sandgruben;

In der Erwägung, dass die geplante Abbautätigkeit das bestehende biologische Gleichgewicht bedeutend verstärken wird; dass keine negativen Auswirkungen für die Fauna und Flora zu erwarten sind, dies desto mehr, dass in der Genehmigung einige vorbeugende Maßnahmen auferlegt werden können; dass der neue Standort die Bewegungen der Fauna vereinfachen wird und neue geschützte Arten beherbergen kann, insbesondere: Amphibien, Reptile, Insekten, Gefäßpflanzen und Vögel; dass das Projekt es ermöglichen wird, die Sandwände, die ihre Attraktivität verloren haben, wieder herzustellen (insbesondere im Pas-de-Chien), und neue zu schaffen;

In der Erwägung, dass die Gefahr einer Überwucherung invasiver Pflanzenarten in der Tat besteht; dass mehrere Maßnahmen diese Pflanzen, wenn nicht total vernichten, zumindestens auf eine angesichts der biologischen Risiken ertragbare Präsenz begrenzen können; dass diese Maßnahmen durch die Genehmigung auferlegt werden können;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Abänderung des Sektorenplans nicht durch die negativen Effekte der Beleuchtung der LKW-Parkfläche in der Ortsmitte von Gistoux betroffen ist;

In der Erwägung, dass der geplante Abbau eine minimale Höhe der Sandschicht von 2 m oberhalb des Grundwasserleiters einhalten wird; dass somit kein Feuchtgebiet am Boden zum Vorschein kommen sollte;

8. Nähe des Natura 2000-Gebiets

In der Erwägung, dass einige Beschwerden die Nähe des Natura 2000-Gebiets betreffen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer das Bestehen eines Natura 2000-Gebiets in der Nähe des Standorts unterstreichen; dass sie eine Gefährdung dieses Gebiets befürchten; dass sie bedauern, dass es keine deutliche Festlegung der Auswirkungen auf die Erhaltung der Lebensräume und Arten gibt;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich fragen, ob es Pufferzonen geben wird; dass sie betonen, dass die vorgeschlagenen Pufferzonen nicht zweckmäßig sind; dass das Abbaugelände zu nahe am Natura 2000-Gebiet sei; dass es eine mindestens 25 m breite Pufferzone geben müsste; dass sie es als notwendig erachten, dass eine Begründung durch eine unabhängige Instanz gegeben wird; dass sie sich Fragen stellen über die optimalen Schutzmaßnahmen, die anzuwenden wären; dass sie einen Umkreis zum Schutz des Natura 2000-Gebiets verlangen;

In der Erwägung, dass einige Reklamanten mitteilen, dass das Natura 2000-Gebiet und der Standort «Sept sources» durch die Umweltverträglichkeitsprüfung nicht genügend geschützt werden;

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux der Meinung ist, dass sich das Abbaugelände im Sinne des aktuellen Projekts sehr dem Natura 2000-Gebiet und den bestehenden Wasserquellen nähert; dass die vorgeschlagene Pufferzone eine Breite von 10 Metern hat, anstatt 25 bzw. 100 Metern in der ursprünglichen Fassung; dass der CCATM der Meinung ist, dass die Breite der Pufferzone wieder 100 Meter erreichen müsste (die Auflagen von Natura 2000 einhalten und den Erlass von 2003 wieder anwenden);

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux in ihrem Gutachten vom 29. März 2010 angibt, dass die Erweiterung sich dem Natura 2000-Gebiet des Tals Vallée du Train sehr nähert, und dass das geplante Abbaugelände im Nordwesten sogar den Waldrand erreicht; dass der dort bestehende Bach durch die Brüsseler Sandschicht fließt; dass im westlichen Teil des Gebiets die Fließrichtung der Grundwasserschicht die Richtung zum Natura 2000-Gebiet ist; dass die Quelle des ruisseau des Papeteries sich ca. 200 Meter stromabwärts des künftigen Abbaugeländes befindet; dass die dort befindliche Grundwasserschicht die Quellen des Ry des Papeteries versorgt, der ein Bach ist, dessen Wasser klar und qualitativ hochwertig ist, und eine Bevölkerung von Bachforellen und von Groppen (einer geschützten Art) beherbergt; dass die Feuchtgebiete entlang des Bachs in Höhe des Zusammenflusses des Ry des Papeteries und des Train ebenfalls zum Natura 2000-Gebiet gehören; dass die bestehenden Quellen und dieser Bach sich in einem mit zahlreichen Vögeln bevölkerten Waldgebiet befinden; dass die Wasserversorgung der Quellen des Ry des Papeteries und der Feuchtgebiete in Corroy-le-Grand beeinträchtigt werden könnte;

Dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux der Ansicht ist, dass der Umkreis des Abbaugeländes den Grenzen des Natura 2000-Gebiets zu nahe ist, insbesondere im nordwestlichen Teil; dass das Schutzgebiet der Quellen und die neuen Naturgebiete viel zu eng sind, um effiziente Pufferzonen zu bilden; dass darauf hinzuweisen ist, dass die Entfernung des Natura 2000-Gebiets ohne passende Begründung von 100 auf 25 und dann auf 10 Meter gefallen ist; dass das bestehende Gebiet, das im Vorentwurf nicht für die Abbautätigkeit bestimmt ist, vom geplanten Abbaugelände auszuschließen ist, und in das Projekt in der Nähe des Natura 2000-Gebiets einzufügen ist;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux der Ansicht ist, dass diese Erweiterung des Abbaugeländes somit das Natura 2000-Gebiet gefährden kann;

In der Erwägung, dass der Standort genannt «Sept sources» nicht genau bestimmt werden kann, da seine Bezeichnung zu vage ist; dass man vermuten kann, dass es sich um einen Standort innerhalb des Natura 2000-Gebiets handelt, der an den durch vorliegende Revision des Sektorenplans bestimmten Umkreis angrenzt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung über die Revision des Sektorenplans das Interesse der Annäherung zwischen dem Abbaugelände und dem Natura 2000-Gebiet unterstreicht, was im Erlass vom 27. Mai 2009 folgendermaßen ausgedrückt wird: «L'utilisation de ces terrains pour l'exploitation du sable pourrait à terme contribuer

à réduire l'impact de l'agriculture intensive sur la zone Natura 2000 à condition qu'ils soient, au terme de l'exploitation, reliés à la zone Natura 2000 voisine dans la perspective d'un retour à la nature» (UVP, Phase II, S. 94);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung angegeben wird, dass das Zufügen einer Fläche im westlichen und nordwestlichen Teil des Projekts ein Voranrücken der Abbaufont in Richtung des Natura 2000-Gebiets bedeutet. Dieses Voranrücken wurde so untersucht, dass ein Präventionsumkreis um den Wald des Natura 2000-Gebiets nicht überschritten wird.

Dieser Präventionsumkreis wurde wie folgt festgelegt:

- Festlegung eines Präventionsumkreises um den ruisseau des Papeteries: dieser Umkreis wurde durch das Büro Géobel Conseil (2004) auf der Grundlage der Kriterien für den Schutz der Wasserentnahmestellen bestimmt. Der Umkreis befindet sich innerhalb des Natura-Gebiets, mit Ausnahme einiger kleiner höchstens 50 m langen Teile im Osten. Der Abstand zwischen dem Bach und dem Präventionsumkreis schwankt zwischen 170m (im Süden) und 200m (im Norden);

- Erweiterung des Präventionsumkreises im östlichen und südöstlichen Teil des Natura-Gebiets: Der Abstand von 170 m zwischen dem Bach und dem Präventionsumkreis IIb (d.h. die entfernte Präventivzone) wurde im südlichen Teil des Natura-Gebiets entlang der Waldgrenze verlängert. Das südöstliche Ende des Natura-Gebiets, das einer Wiese entspricht, und vermutlich in das Natura-Gebiet eingegliedert wurde, um den Kopf des Tals Papeteries zu schützen, wurde ebenfalls in den Präventionsumkreis des Natura 2000-Gebiets eingegliedert;

- Vorrücken der westlichen Abbaufont in Richtung des Natura-Gebiets: dieses Vorrücken wurde bestimmt, um an die Grenze des Präventionsumkreises des Natura-Gebiets zu gelangen (EIP, Phase II, S. 94-95);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung steht, dass die Aufrechterhaltung des Betriebs hinter diesem Umkreis bedeutet, dass es überhaupt keine Gefahr gibt, dass eine Verschmutzung über das Grundwasser den ruisseau des Papeteries erreicht. In der Umweltverträglichkeitsprüfung steht Folgendes: «En effet, en cas de perte de produit en fond de fosse, ce maintien garantit:

- que les moyens techniques nécessaires à la récupération du produit présent dans le sable sont applicables. L'excavation de terres contaminées à l'aide de pelleuses n'est en effet pas envisageable dans une zone classée Natura 2000;

- que le temps nécessaire à la mise en œuvre des moyens techniques de récupération de produit est suffisant» (UVP, Phase II, S. 107);

Dass es nach dem Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung und entsprechend dem ursprünglichen Umkreis im Vorentwurf galt, «einen minimalen Abstand von 100 m zwischen der westlichen Grenze des beantragten Abbaugebiets und dem Umkreis des Natura 2000-Gebiets zu behalten, um jegliche Verschmutzungsgefahr oder hydrogeologische Beanspruchung zu vermeiden; dass die Studie jedoch angibt, dass «dieser Abstand von 100 m völlig willkürlich ist. Ein Schutzzumkreis wurde im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung übernommen» (UVP, Phase II, S. 102); dieser Umkreis hat zur Festlegung des Umkreises des Abbaugebiets durch den Erlass vom 27. Mai 1999 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Plans geführt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung in den Schlussfolgerungen und Empfehlungen hervorhebt, dass die Eröffnung neuer Betriebszonen die landwirtschaftlichen Flächen verringert und somit die für die Fauna und Flora verfügbaren Flächen vergrößert; dass dies zu einer Erhöhung des globalen ökologischen Werts des Standorts und seiner Umgebung führt;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines Abbaugebiets im Sinne vorliegenden Beschlusses keine bedeutenden Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet haben wird, unter der Voraussetzung, dass die Genehmigung, durch welche der Abbau des Vorkommens und die Nebenanlagen der Sandgrube gedeckt werden, genaue Auflagen für die Lagerung von Stoffen, die Behandlung der Böschungen und Grubenböden, die Bekämpfung invasiver Pflanzenarten, die Abbautiefe, die Benutzung und Entfernung von Ölen bestimmt;

In der Erwägung außerdem, dass die sich aus vorliegender Revision des Sektorenplans ergebende Bewirtschaftung keine Luftverschmutzung verursachen wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls die Ansicht vertritt, dass die Lokalisierungsvariante 1b, die darin besteht, sich dem Umkreis des Natura 2000 -Gebiets anzunähern, zur Verringerung der Auswirkungen der intensiven Landwirtschaft auf das Natura 2000-Gebiet beitragen kann, unter der Voraussetzung, dass die durch diese Annäherung betroffenen Gelände mit Sicht auf eine Rückkehr zur Natur auf Zeit mit dem Natura 2000-Gebiet verbunden werden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zudem anführt, dass verschiedene Einrichtungen dieser Flächen nach der Bewirtschaftung das Natura 2000-Gebiet stärken können, indem sie dessen biologisches Interesse erhöhen;

In der Erwägung andererseits, dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Annäherung der Abbautätigkeit an den Ost-Südost-Rand des Natura-Gebiets zwischen dem Abbaugebiet und dem Natura 2000-Gebiet eine Pufferzone von 6,5 ha überlassen würde; dass diese Pufferzone durch den Verzicht auf eine landwirtschaftliche Aktivität als Naturgebiet bestimmt würde; dass diese Pufferzone somit wenigstens die Nachhaltigkeit des Natura 2000-Gebiets oder sogar seine Weiterentwicklung fördern würde;

In der Erwägung, dass die genaue Konfiguration dieser Pufferzone (Größe, Ansiedlung, Einrichtung ...) im Rahmen der vor dem Antrag auf Globalgenehmigung für den Betrieb durchzuführenden Bewertung der Auswirkungen zu untersuchen sein wird, damit das Natura 2000-Gebiet dadurch, soweit erforderlich, noch gestärkt wird.

9. Nähe eines Wohngebiets

In der Erwägung, dass Beschwerdeführer auf das Bestehen eines Wohngebiets in der Nähe des Standorts aufmerksam machen;

In der Erwägung, dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die Sorgen betreffend die Begrenzung der Auswirkungen des Betriebs auf die Wohnbedingungen im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hingewiesen wird, dass die betreffenden Gelände sich in einem Abstand von ca. 400 Metern der nächsten Wohnkerne östlich und nördlich des Standorts befinden. «Diese urbanisierten Gebiete liegen auf dem Gebiet der Gemeinde Chaumont-Gistoux. (...) ein noch nicht umgesetztes Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung befindet sich ca. 100 Meter nördlich der Nordgrenze des geplanten Abbaugebiets, und grenzt unmittelbar an das geplante Naturgebiet an (UVP, Phase II, S. 33); dieses Naturgebiet wurde durch den Erlass vom 27. Mai 2009 konkretisiert;

In der Erwägung, dass durch den Erlass vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans der gesamte Umkreis des Pas de Chien, wie auch der aus dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung herausragende Teil südlich des Chemin des Cressonnières, in ein Naturgebiet eingetragen wurde, wodurch eine Pufferzone zwischen dem durch das Projekt betroffenen Gebiet und dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung im Nordosten geschaffen wurde; dass, wie nachstehend erwähnt, der Betrieb nicht anfangen darf, bevor ein Bewirtschaftungsplan für den gesamten Standort ausgearbeitet und umgesetzt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung ihren Standpunkt in dieser Angelegenheit bestätigt;

10. Unter Schutz stehende Denkmalgüter

In der Erwägung, dass Beschwerdeführer auf das Bestehen von Denkmälern in der Nähe des Standorts aufmerksam machen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer angibt, dass unter dem Reserveumkreis (Strecke 4) interessante Spuren einer galloromanischen Villa gefunden worden sind, die Gegenstand von wissenschaftlichen Veröffentlichungen waren;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend unter Schutz stehende Denkmalgüter eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen betreffend unter Schutz stehende Denkmalgüter im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeit angeführt wird, dass es im betroffenen Umkreis kein unter Schutz gestelltes Denkmal bzw. keinen unter Schutz gestellten Standort gibt. Ein unter Schutz gestelltes Denkmal und ein unter Schutz gestellter Standort befinden sich jedoch in weniger als 900 Metern von der Südspitze des Abbaugebiets des Vorentwurfs. Es handelt sich um 2 Tumuli samt Umgebung (UVP, Phase II, S. 33);

In der Erwägung, dass die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Dienststelle Archäologie, Direktion Wavre angibt, dass 6 empfindliche Zonen römischer Besetzung in der Umgebung verzeichnet werden; zwei dieser Zonen befinden sich teilweise im durch das Projekt gedeckten Bereich. «Il s'agit d'un axe routier romain se dirigeant vers le vicus de Tourinnes-Saint-Lambert et de tombelles arasées ou non. Le périmètre de l'avant-projet s'inscrit, dans sa partie extrême Sud, sur un périmètre de fouille archéologique recensé. L'axe routier romain longe le périmètre de l'avant-projet au Sud-Est et traverse la partie Nord-Est pour continuer au Nord vers Gistoux. Cet axe, sinon, ses abords, dans la partie Sud, risquent de disparaître dans le cadre de l'exploitation de la sablière. D'autres périmètres répertoriés risquent d'être concernés par le projet. En effet, les nouveaux itinéraires définis par le demandeur s'inscrivent sur des voiries traversant des sites répertoriés» (UVP, Phase II, S. 83);

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans die äußerst südliche Spitze des Umkreises von der Revision ausgeschlossen hat, dass das Gebiet mit den eingeebneten oder nicht eingeebneten Hügelgräbern nicht mehr zum Projekt gehört;

In der Erwägung, was die römische Straße betrifft, dass der Umkreis der Revision des Sektorenplans den Weg von Tourinnes nach Wavre entlang läuft; dass dieser Weg, dessen Bett bei der Flurbereinigung schon korrigiert wurde, nicht vernichtet sondern durch einen im Genehmigungsantrag eingetragenen und bewerteten freien Rand geschützt werden wird;

Dass die zu Rate gezogene Dienststelle Archäologie, Direktion Wavre, der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, wie in ihrem Schreiben vom 13. Januar 2005 angegeben, betont, dass die Dienststelle Archäologie der Provinz Wallonisch-Brabant dieser Angelegenheit besondere Aufmerksamkeit widmen wird, und dass einer Bewirtschaftung dieser Bereiche zwangsweise Prospektionsarbeiten, Sondierungen und Ausgrabungen voran gehen werden (Anlage IV.1.2, UVP, Phase II);

Dass auf die Strecke 4 (laut UVP) und den Bau eines Autobahnkreuzes verzichtet wird; dass die dort bestehenden archäologischen Denkmalgüter somit erhalten werden;

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung auf jeden Fall vor der Bewirtschaftung die Durchführung von Ausgrabungen an den für das Kulturerbe interessanten Stellen, die verschwinden werden könnten, empfiehlt; dass diese Ausgrabungen durch die zuständigen Stellen der Wallonischen Region durchgeführt werden müssen; dass vor dem Anfang der Bewirtschaftung mit der Dienststelle Archäologie der Wallonischen Region Kontakt aufzunehmen ist, damit diese an den empfindlichen Stellen, die ein archäologisches Interesse aufweisen könnten, Erkundungsausgrabungen vornehmen kann (UVP, Phase II, S. 106);

11. Mobilität

In der Erwägung, dass zahlreiche Beschwerden die Mobilität betreffen; dass u.a. das Verschwinden mancher langsamer Wege innerhalb des neuen Abbaugebiets, die Verkehrssicherheit und die Trasse der neuen in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Verbindungsstraße in Frage gestellt werden;

11.1. Verschwinden von Wegen im neuen Abbaugebiet

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer auf die zu schützende Umwelt (langsame Wege) aufmerksam machen;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer die Tatsache tadeln, dass bestimmte langsame Wege (Kommunalwege) verschwinden werden, was den Fußgänger- oder Fahrradverkehr zwischen den Dörfern (oder zur Schule hin) verhindern wird; dass dies im Gegensatz zu der Politik der Wallonischen Region steht, die den Fahrradverkehr und die Benutzung der Wege fördert; dass sie darauf hinweisen, dass es Alternativwege zumindest am Rand des Abbaugebiets geben muss; dass dies letztendlich zur Isolierung der 4 Dörfer führt, zwischen die sich das Projekt einfügt; dass einige Beschwerdeführer das Verschwinden ohne weiteres der Vizinalwege bedauern; dass der interkommunale Mobilitätsplan der Gemeinde Walhain jedoch Folgendes empfahl: «Réaffectation ponctuelle de certaines sections de chemins ruraux et aménagement de ceux-ci pour reprendre une fonction de collecteur de trafic, au profit du dégagement et de la sécurisation de voiries à l'habitat dense, ou pour la restauration de liaisons intervillages (par ex. vers Corroy-le-Grand)»;

In der Erwägung, dass die Anwohner die Erhaltung und Renovierung der Flurbereinigungswege beantragen; dass sie die Tatsache kritisieren, dass eine private Achse die bestehenden Wege durchschneiden und sie in Sackgassen verwandeln wird; dass sie ein Verfall und eine Verriegelung der langsamen Wege während mindestens 30 Jahren befürchten; dass sie sich um das Los der Landwirte Sorgen machen, die täglich Wege benutzen, die nun der Öffentlichkeit geschlossen werden;

In der Erwägung, dass die Anwohner darauf bestehen, dass die Verbindung zwischen Corroy-le-Grand und Libersart ein landwirtschaftlicher Weg bleiben muss (Notwendigkeit des Baus einer Brücke als Ausgleichsmaßnahme, oder eines Abschließsystems);

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden die langsamen Verkehrswege, die Flurbereinigungswege, usw., betreffen;

Dass die verschiedenen vorgeschlagenen Trassen ihrer Ansicht nach Auswirkungen auf den Verkehr der langsamen und/oder lokalen Verkehrsteilnehmer und der Pendler haben würden; dass keine der 4 zufriedenstellend sein würde;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass mehrere Wege sich entlang oder in dem Abbaugebiet des Vorentwurfs befinden, und «dass die Bewirtschaftung der Sandgrube nach dem im Vorentwurf festgelegten Umkreis zum Verschwinden des nördlichen Teils des Wegs zwischen Libersart und Gistoux führen könnte. Der Teil des Wegs von Mettemembrulé zwischen dem vorgenannten Weg und dem Natura 2000-Gebiet im Westen

könnte ebenfalls verschwinden. Es ist möglich, den Bereich in Bewirtschaftungsphasen zu teilen, um den Weg zwischen Libersart und Gistoux zu erhalten. Die Öffentlichkeit wird diese Wege während der Bewirtschaftungs- und Wiedereinrichtungsphasen jedoch nicht benutzen können, aus mit dem Betrieb verbundenen Sicherheitsgründen» (UVP, Phase II, S. 82);

In der Erwägung, dass die konkrete Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, die Verpflichtung mit sich bringen wird, die im Gesetz vom 10. April 1941 über die Vizinalwege vorgesehenen Erweiterungs-, Begradigungs-, Eröffnungs- und Abschaffungsverfahren einzuhalten;

In der Erwägung, dass es nötig sein wird, die geeignetste Lösung zu wählen, um den Mobilitätsbedürfnissen Rechnung zu tragen, insbesondere was die langsame Mobilität zwischen den Dörfern und Weilern um den Standort betrifft;

In der Erwägung, dass das geplante Abbaugelände durch einen im Oktober 1977 gebilligten Flurbereinigungsplan von Tourinnes-Saint-Lambert gedeckt wird;

In der Erwägung, dass sich hier die Frage des Zusammenhangs zwischen einem Sektorenplan, der Gegenstand eines Abänderungsverfahrens ist, und einem geltenden Umkreis der landwirtschaftlichen Flurbereinigung stellt;

In der Erwägung, dass die vorgesehene Verbindungsstrecke die innerhalb des Bereichs bestehenden Flurbereinigungswege keinesfalls beeinträchtigt wird;

Dass diese Frage bereits im Rahmen der jeweiligen in den Jahren 1997 und 2002 durchgeführten Reformen des CWATUPE behandelt worden ist;

Dass in der Fassung, die von dem am 1. März 1998 in Kraft getretenen Dekret vom 27. November 1997 abgeleitet wird, in Artikel 46, Absatz 2, 4° des CWATUPE (in diesem Artikel werden die Grundsätze der Raumordnung definiert, denen die Revision der Sektorenpläne unterliegt) erklärt wird, dass «die Eintragung eines neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets mit der Erhaltung eines bestehenden Umkreises für die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern nicht vereinbar ist»;

Dass diese Bestimmung mit der damaligen Fassung von Artikel 40 des CWATUPE in Zusammenhang zu bringen ist; dass durch diese Bestimmung effektiv die Möglichkeit – es handelte sich um eine Möglichkeit – gegeben war, unter anderem die Umkreise für die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern als Überdruck in den Sektorenplan einzutragen;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung im Rahmen des sogenannten Dekrets vom 18. Juli 2002 «zur Optimierung des CWATUP» geändert wurde;

Dass in erster Linie nicht mehr vorgesehen wird, die Umkreise für die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern als Überdruck in den Sektorenplan einzutragen, auch sei diese Eintragung nur fakultativ;

Dass in zweiter Linie die Bestimmung von Artikel 46, Absatz 2, 4° des CWATUPE abgeändert wurde; dass am 1. Oktober 2002 die Regel darin bestand, dass die Abänderung des Sektorenplans durch die Eintragung einer neuen städtebaulichen Zone die Auswirkungen der Schutzzonen laut vorliegender Bestimmungen des CWATUPE bzw. laut anderer Gesetzgebungen nicht beeinträchtigen durfte; dass diese Bestimmung ebenfalls die Flurbereinigung von ländlichen Gütern betrifft;

Dass im Rahmen dieser Abänderung in dem CWATUPE vorab formell betont wird, dass die Rechtslage, deren Analyse dem Vorentwurf des Sektorenplans zugrunde liegt, unter anderem die Umkreise betrifft, die im CWATUPE oder in anderen Gesetzgebungen erwähnt werden (Art. 42, Absatz 1);

Dass Artikel 46, § 1, Absatz 2, 4° durch das am 11. März 2005 in Kraft getretene RESA-Dekret vom 3. Februar 2005 aufgehoben wurde; dass diese Aufhebung wie folgt gerechtfertigt wird:

«(...) Absatz 4 von Artikel 46 (...) hindert die Region an dem in Artikel 1 des Gesetzbuches angeführten Entscheidungsverfahren, das ihr bei jeder Revision eines Sektorenplans auferlegt wird. Wenn der durch das Dekret vom 18. Juli 2002 eingeführte Wortlaut auch dem Grundsatz der Kumulierung der Verwaltungspolizeien Bedeutung beimisst und zum Beispiel die Revision eines Sektorenplans, die dazu führen würde, einem in Anwendung einer anderen Gesetzgebung geschützten Gebiet zu schaden, verhindert, oder festlegt, dass es nicht möglich ist, die Revision eines Sektorenplans in Betracht zu ziehen, um eine große Infrastruktur oder ein industrielles Gewerbegebiet zu schaffen, insofern sich vor Ort ein Natura 2000-Gebiet befindet, so steht er jedoch andererseits im krassen Widerspruch zu den Zielsetzungen von Artikel 1 des Gesetzbuches, in dem erklärt wird, dass die regionalen und kommunalen Behörden den sozialen, wirtschaftlichen, energetischen, mobilitäts-, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnissen der Gemeinschaft nachkommen, durch eine dauerhafte, qualitative Verwaltung des Lebensraumes, durch eine schonende Benutzung des Bodens und seiner natürlichen Ressourcen und durch die Erhaltung und die Entwicklung des kulturellen, natürlichen und landschaftlichen Erbes».

«Dies setzt nämlich voraus, dass alle menschlichen, sozialen, wirtschaftlichen, kulturellen und umweltbezogenen Interessen gleichgestellt werden, ohne dass dabei einem Bereich der Vorzug gegenüber einem anderen gegeben würde, wobei die endgültige Wahl, d.h. die Entscheidung der Regierung unter anderem auf den Ergebnissen der Umweltverträglichkeitsprüfung beruhen kann, die nunmehr jeder Revision eines Sektorenplans beigelegt werden muss» (Wal. Parl., 74 (2004-2005)-Nr. 1, S. 29);

In der Erwägung, dass die Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates die Konformität der Streichung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 4° des CWATUPE im Hinblick auf Artikel 23 der Verfassung und der daraus abgeleiteten standstill-Verpflichtung in Frage gestellt hatte (Wal. Parl., 74 (2004-2005)-Nr. 1, S. 84); dass der Staatsrat beanstandet hat, dass keine Erklärungen zu den Gründen dieser Streichung angeführt wurden; dass der oben angeführte Wortlaut die Antwort der Regierung an die Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates darstellt;

Dass unter Zugrundelegung des Schreibens des CWATUPE nichts dagegen spricht, dass ein Sektorenplan revidiert wird, um ein Abbaugelände an Stelle eines landwirtschaftlichen Gebiets einzutragen, ungeachtet des Vorhandenseins eines bestehenden Umkreises für die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern, selbst wenn diese Flurbereinigung nicht abgeschlossen sein sollte;

In der Erwägung, dass in Artikel 42 des CWATUPE jedoch verlangt wird, dass die Regierung alle bestehenden Umkreise berücksichtigt;

Dass im vorliegenden Fall die Existenz des im Oktober 1977 gebilligten Umkreises für die gesetzliche Flurbereinigung effektiv berücksichtigt worden ist (UVP, Phase II, S. 154);

In der Erwägung, dass die Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen alternative Strecken vorgeschlagen haben;

In der Erwägung, dass die Regierung vom Umweltverträglichkeitsprüfer ein Analysemerkblatt über diese von den Gemeinden im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen erörterten Vorschläge verlangt hat; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer darin jede der beiden Varianten nach genauen Kriterien untersucht und Verbesserungsvorschläge gemacht hat;

In der Erwägung, dass diese Analyse die Bestimmung einer Strecke Abis ermöglicht hat, die die vorgenommene Flurbereinigung optimal berücksichtigt, dies unter Bezugnahme der Notwendigkeit, die Zäsur der landwirtschaftlichen Parzellen und die Anzahl isolierter landwirtschaftlicher Restparzellen, die schwer zu bewirtschaften sind, zu verringern;

11.2. *Verkehrssicherheit in der Umgebung*

In der Erwägung, dass, was die Verkehrssicherheit angeht, einige Anwohner auf die seltenen Fußgängerüberwege auf der chaussée de Huy hinweisen; dass sie auf die Notwendigkeit eines Fußgängerüberwegs zwischen der Bäckerei La Grange und dem Parkplatz vor der Kirche hinweisen; dass sie mehr Fahrbahnschwellen auf der chaussée de Huy verlangen;

In der Erwägung, dass zahlreiche Anwohner behaupten, dass es schon tödliche Unfälle gegeben hat; dass sie auf eine Gefährdung der öffentlichen Sicherheit und Unfallrisiken hinweisen; dass sie die Nichtbeachtung der Verkehrsregeln durch LKWs anprangern;

In der Erwägung, dass die Anwohner befürchten, dass die Straßen beschädigt und verschmutzt werden, und nicht angepasst sind; dass sie auf die Notwendigkeit eines finanziellen Beitrags des Betreibers für die Instandhaltung der Straßen hinweisen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer betonen, dass es unvernünftig ist, zu glauben, dass die Auswirkungen auf die Mobilität beschränkt sein werden, oder dass erweiterte Straßen nicht von der Öffentlichkeit benutzt werden;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux in ihrem Gutachten vom 29. März 2010 auf die Verkehrsschwierigkeiten und Gefahren, vor allem für die langsamen Verkehrsteilnehmer hinweist, die sich aus dem gleichzeitigen Bestehen eines leichten «residentiellen» PKW-Verkehrs und eines schweren LKW-Verkehrs in Verbindung mit den Sandgruben ergeben; dass diese Schwierigkeiten besonders in Gistoux aber auch entlang der ganzen chaussée de Huy (N243) ab der N25 bis Chaumont herrschen werden;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Folgendes steht:

«In Erwägung des Vorhandenseins mehrerer Kommunalwege innerhalb oder in der Nähe des Umkreises des geplanten Abbaugebiets; dass Teile dieser Wege während der Bewirtschaftung und Wiedereinrichtung des Gebiets aus Sicherheitsgründen der Öffentlichkeit nicht mehr zugänglich sein werden»;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer ebenfalls darauf aufmerksam gemacht hat, dass die Schaffung einer neuen Strecke, durch die das Durchqueren der Ortsmitte von Chaumont-Gistoux über die N243 ermöglicht würde, eine bedeutende positive Änderung für die Anwohner sowie für den Mobilitätsstrom und die Sicherheit auf dieser öffentlichen Straße wäre (UVP, Phase II, S. 82);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung 4 potentielle Strecken für den LKW-Verkehr untersucht worden sind; dass sich die Regierung anlässlich des Erlasses vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans für die Strecke Nr. 3 genannt «Süd-Strecke», die über die Raststätte von Nil-Saint-Martin läuft, entschieden hat;

In der Erwägung, dass die Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen, wie bereits erwähnt, alternative Strecken vorgeschlagen haben;

In der Erwägung, dass die Regierung vom Umweltverträglichkeitsprüfer ein Analysemerkblatt über diese von den Gemeinden im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen erörterten Vorschläge verlangt hat; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer darin jede der beiden Varianten nach genauen Kriterien untersucht und Verbesserungsvorschläge gemacht hat;

In der Erwägung, dass diese Analyse eine Variante «Abis» hervorgehoben hat, die das Fahren durch die Ortsmitte von Chaumont-Gistoux und die N243 ausschließt; dass die Regierung die Absicht hat, sich für diese Variante zu entscheiden;

11.3. *Wahl der Trasse der neuen Verbindung*

11.3.1. *Allgemeines*

In der Erwägung, dass einige Anwohner behaupten, die im Entwurf des Sektorenplans vorgeschlagene Strecke weise im Verhältnis zum Vorkommen eine nicht zentrale Lage vor; dass das größte Potential sich ihrer Ansicht nach eher im Osten befindet;

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner wollen, dass die chaussée de Huy vermieden wird, und dass diese Straße den LKWs und Sattelschleppern untersagt wird; dass mehrere Anwohner die Durchfahrt des Dorfes Gistoux verbieten wollen; dass sie die Durchfahrt der rue du Bois Matelle ebenfalls verbieten wollen;

Dass einige Anwohner sich fragen, was die Zufahrten nach der Bewirtschaftung werden sollten (vernichtet, umgenutzt?);

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Chaumont-Gistoux in seinem Gutachten vom 29. März 2010 der Ansicht ist, dass die Untersuchung eines gesamten Mobilitätsplans unerlässlich wäre, um dieses Projekt als geeignet zu betrachten, d.h. ohne Verzicht auf Agrarflächen und ohne wichtige Zunahme des Verkehrs in der Dorfmitte und im Weiler Manypré, die für diese Verkehrszunahme nicht geeignet sind, unter deren ländliche Merkmale und Landschaft dadurch vernichtet würden;

Dass das Gemeindegremium von Chaumont-Gistoux der Ansicht ist, dass jeder Verkehr, der direkt oder indirekt mit den Sandgruben in Verbindung steht, von der N243 abzuschaffen ist; dass die LKWs, die Sand befördern, dann notwendigerweise über eine andere Strecke als die N243 fahren müssten;

11.3.2. *Die Trassen 1, 2, 3 und 4 der UVP*

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden die in der Umweltverträglichkeitsprüfung untersuchten Trassen 1, 2, 3 und 4 betreffen;

Dass die Anwohner die sofortige Ablehnung der bestehenden Trasse (Variante 1; Option 0 in der Umweltverträglichkeitsprüfung) in der aktuellen Lage (auf der chaussée de Huy, N243a und Ausfahrt 10 der E411) unterstreichen; dass manche unter ihnen der Ansicht sind, dass die aktuelle Lage es ermöglicht, die Belästigungen zu verteilen und in Grenzen zu halten; dass sie ebenfalls behaupten, dass diese Situation die Kosten vermindern würde, und dass es keine Staus auf der chaussée de Huy und der N243a geben würde, da die Sicherheit an der Kreuzung Picaute durch einen Kreisverkehr gewährleistet werden könnte; dass sie anführen, dass die Personen, die entlang einer Nationalstraße wohnen, wissen müssen, dass es dort Verkehr gibt; dass mehrere Anwohner darauf hinweisen, dass die Nationalstraße für diesen LKW-Verkehr (auf jeden Fall besser als die Flurbereinigungswege) ausgerüstet ist; dass sie sich letztendlich die Frage stellen, warum das Immobilienerwerbskomitee Enteignungen entlang der N243a vorgenommen hat, um sie zu verbreiten und die Mobilität zu vereinfachen zwischen der N243 einerseits und die Autobahnzufahrt von Tourinnes-Saint-Lambert andererseits, wenn es nicht um der Benutzung der N243a wegen ist;

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner meinen, dass die Lösungen 3 und 4 zu bevorzugen sind; dass andere Anwohner im Gegenteil die Lösungen 3 und 4 ablehnen; dass einige Anwohner letztendlich die Straße Pont Valériane (N243a) vermeiden wollen; dass einige Reklamanten einen direkten Zugang zur E411 vorschlagen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer eine neue Autobahnausfahrt ablehnen, weil es schon viele in der Umgebung gibt, und dies unnötige Ausgaben bedeutet; dass sie der Ansicht sind, dass die öffentlichen Investitionen rationalisiert werden müssen;

In der Erwägung, dass einige Anwohner der Ansicht sind, dass ein Autobahnkreuz den Verzicht auf neue Agrarflächen mit sich bringt; dass sie angeben, dass man die bestehenden Straßen benutzen sollte, um Agrarflächen einzusparen, und die bereinigten Agrarflächen weniger zu zerteilen;

In der Erwägung, dass die Anwohner der Ansicht sind, dass ein neues Autobahnkreuz auch die Gefahr mit sich bringt, eine neue Straße zu schaffen, um den Verkehr auf der N4 zu entlasten;

In der Erwägung, dass manche angeben, dass ein neues Autobahnkreuz am Rastplatz Nil unnützlich wäre; dass man sich mit der Ausfahrt 10 begnügen sollte; dass sie das negative Gutachten der operativen Generaldirektion der Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie betreffend die Durchführung einer Ausfahrt von dem Rastplatz aus (zu häufig voller Parkplatz) bedauern;

Dass andere Anwohner kein neues Autobahnkreuz in Corry-le-Grand, sondern eher in Nil-St-Vincent haben möchten;

Dass sie darauf hinweisen, dass eine private Autobahnzufahrt eine Verbindungsbrücke abschaffen würde, und eine öffentliche Autobahnzufahrt einen nicht zu verwaltenden Fluchtverkehr verursachen würde; dass einige einen Fluchtverkehr über die rue du Trichon (eine rote Ampel wird übrigens an der Kreuzung N4 / Hayettes vorgesehen), die rue Saint-Vincent / Saint-Martin, die rue Haute und rue de Spêche mit allen sich daraus ergebenden Belästigungen (u.a. hinsichtlich der Sicherheit) befürchten;

In der Erwägung außerdem, dass die Anwohner bedauern, dass es keine Begründung gibt für die Änderungen zwischen dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007;

In der Erwägung, dass sich mehrere Anwohner in ihren Beschwerden fragen, ob die neuen Straßen und das Autobahnkreuz gemischt sein werden, und ob die LKWs die Flurbereinigungswege benutzen werden;

In der Erwägung, dass andere Anwohner der Meinung sind, dass es nicht wahr ist, dass die vorgeschlagene Trasse dem Betreiber der Sandgrube Kraftstoffeinsparungen ermöglichen wird;

In der Erwägung, dass die Anwohner eine Zunahme der Belästigungen und des täglichen Verkehrs befürchten (Flucht- und Transitverkehr, Staus, Schlangen in der Ortsmitte von Gistoux), dies u.a. wegen eines neuen Autobahnkreuzes;

In der Erwägung, dass Beschwerdeführer anmerken, dass das Projekt nicht nur dem kommunalen Strukturschema von Walhain entgegensteht, sondern auch dem interkommunalen Mobilitätsplan, dem Walhain angehört;

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux in seinem Gutachten angibt, dass die Gruppe der Ansicht ist, dass ein neues Autobahnkreuz weder vernünftig noch nötig ist, dies wegen der zahlreichen Autobahnkreuze auf der E411 zwischen Walhain und Rosières (9+1 innerhalb von 16 km). (...). Die Gruppe schlägt vor, dass die Verbindung zwischen der neuen Sandgrube und der Autobahn über die N243a stattfindet, was weniger Agrarerde verbrauchen würde.

Die Einrichtung dieser Verbindung für alle Verkehrsteilnehmer (mit allen erforderlichen Sicherheitsvorrichtungen) muss vollständig zu Lasten des Betreibers gehen und bildet eine Voraussetzung für die Abänderung des Sektorenplans»;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Chaumont-Gistoux in seinem Gutachten vom 29. März 2010 angibt, dass die Wahl der Autobahnzufahrt nicht nur auf wirtschaftlichen Gründen beruhen soll, und dass, wenn die E411 über die Zufahrt 10 oder eine andere, noch zu bauende Zufahrt erreicht werden muss, um die Ruhe der Einwohner von Corroy und Tourinnes zu wahren, dann muss diese Lösung bevorzugt werden, was die Kosten für den Antragsteller auch sein mögen;

Dass das Kollegium der Ansicht ist, dass die Verbindung zur E411 ab der Brücke von Nil oder der Ausfahrt 10 nochmals berücksichtigt werden sollte;

Dass das Kollegium der Ansicht ist, dass ein neues Autobahnkreuz weder vernünftig noch nötig ist, dies wegen der zahlreichen Autobahnkreuze auf der E411 zwischen Walhain und Rosières; dass die notwendige Zufahrt zur E411 nicht notwendigerweise zum Verzicht auf Agrarflächen führen, und so wenig wie möglich zur Benutzung von Flurbereinigungswegen führen muss, die für einen solchen Verkehr nicht bestimmt sind; dass man leider feststellen muss, dass die Begründung der Variante 3 durch die Umweltverträglichkeitsprüfung auf einer falschen Einschätzung der Gefahr von Fluchtverkehr und des Verkehrs auf den 8 Flurbereinigungswegen, die nicht berücksichtigt wurden, beruht; dass jedoch der kommunale Mobilitätsplan zu berücksichtigen war; dass die Benutzung der Zufahrt 10 zur E411 die beste Lösung darstellt angesichts der künftigen Orientierung des Betriebsstandorts nach Osten hin und der Notwendigkeit, den Fluchtverkehr zu vermeiden; dass die Teilrevision die Trasse der Zufahrtstraßen nicht festlegt und keine genaue Strecke vorschlägt;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Walhain in seinem im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Gutachten vom 17. Februar 2010 angibt, dass das Projekt der lokalen Vision der räumlichen Entwicklung widerspricht, da die Gemeinde in ihrem Entwurf des kommunalen Strukturschemas als Ziele die Förderung einer nachhaltigen Mobilität, die Verbesserung der Zugänglichkeit und der Benutzung der Räume und der Ausstattungen (Beherrschung der Mobilität, Verbesserung der Verkehrsbedingungen für schwache Verkehrsteilnehmer, Verkehrssicherheit) anführt;

In der Erwägung außerdem, dass die Gemeinde betont, dass es einen Interkommunalen Mobilitätsplan von Chastre - Gembloux - Perwez - Sombreffe und Walhain gibt, und dieser die N243a in seinen Aktionsmerkblättern angibt, wobei er Folgendes unterstreicht: «diese Straße muss kurzfristig komplett umgebildet werden, um ein Profil zu erhalten, das ihrer Funktion als Zufahrt zur Autobahn genügt. Sie muss auch mit Fahrradwegen ausgerüstet werden, um die Fahrradstrecke des Leitplans der Straßendirektion von Wallonisch-Brabant aufzunehmen»;

11.3.3. Andere Vorschläge der Reklamanten

In der Erwägung, dass mehrere Reklamanten andere Trassen vorschlagen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer sich fragen, warum der Betreiber der Sandgrube nicht an der Oberseite des Dorfes Chaumont hinausfährt und Mettementbrule und Beaufays durchquert (maximal 300-400 m durch Privateigentümer), mit der Schaffung eines Kreisverkehrs für mehr Sicherheit bei der Zufahrt zur N243; dies würde die Verkehrsbelästigungen und den Lärm für die Anwohner von Chaumont-Gistoux verringern, und die Benutzung bereits bestehender Straßen ermöglichen, ohne landschaftliche Auswirkungen; es wäre auch einfach, vorzusehen, dass die betreffenden Kosten zu Lasten des Betreibers gehen;

In der Erwägung, dass die Reklamanten der Ansicht sind, dass eine direkte Zufahrt auf einem eigenen Bahnkörper zur chaussée de Huy erforderlich ist;

In der Erwägung, dass Anwohner sich fragen, warum keine private Zufahrtstraße zur Autobahn vorgesehen wird (S. Gralex in Beez); dass sie den Bau einer solchen privaten Zufahrtstraße als erforderlich erachten;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung angegeben wird, dass der durchschnittliche Verkehr, der sich aus der Beförderung von Sand und den Aktivitäten am Standort «Al Brule» ergibt, ca. 1000 bis 1200 Bewegungen pro Tag auf der N243 beträgt (UVP, Phase II, S. 75); dass dort ebenfalls angeführt wird, dass die Eintragung eines neuen Abbaugebiets diesen Verkehr nicht erhöhen, sondern nur aufrechterhalten wird, dass das neue Abbaugebiet keine bedeutenden Auswirkungen auf den Mobilitätsstrom auf den benutzten Straßen haben wird; dass jedoch betont wird, dass die Schaffung einer neuen Strecke, durch die das Durchqueren der Ortsmitte von

Chaumont-Gistoux auf der N243 vermieden wird, eine positive Änderung wäre, die für die Anwohner, die Mobilität und Sicherheit auf dieser Achse wichtig ist (UVP, Phase II, S. 82); dass es demnach angesichts der Schwächen der bestehenden Trasse und der damit betroffenen Belästigungen begründet war, die aktuelle Strecke abzulehnen und bessere Varianten vorzuschlagen;

In Erwägung der von den Gemeinden im Anschluss an die öffentliche Untersuchung vorgeschlagenen Varianten, sowie des Berichts der Abteilung Netz Hennegau und Wallonisch-Brabant, Straßendirektion Wallonisch-Brabant, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vom 19. Juli 2010, in dem diese beiden neuen Trassen für die Zufahrt zur Sandgrube untersucht werden (Trassen «A» und «B»);

In der Erwägung; dass die Trasse A im Süden vom Ort genannt «Les Turlottes» zur N243a und dann zur Zufahrt 10 (E411) läuft; dass die Trasse B im Norden vom Ort genannt «Les Turlottes» zur N243 und dann zur Zufahrt 10 (E411) über die N243a läuft;

In der Erwägung, dass der Analysebericht, den der Umweltverträglichkeitsprüfer auf Antrag der Regierung über diese beiden Vorschläge verfasst hat, die Potentialitäten des betreffenden Gebiets untersucht (landwirtschaftliche Tätigkeiten, Mobilität, Fauna, Flora, Biodiversität, Lebensqualität, Lebensraum); dass der Umweltverträglichkeitsprüfer danach die Analysekriterien für diese beiden Strecken vorstellt; dass sich dadurch eine Tabelle zum Vergleich beider Varianten ergibt, in der die Vor- und Nachteile jeder Variante hervorgehoben werden;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer folgende Schlussfolgerungen zieht:

«L'intérêt de la variante A résulte surtout dans la longueur, globalement plus courte, de l'itinéraire entre la sablière et l'échangeur. Elle sera donc plus attractive pour le charroi carrier. La différence avec l'itinéraire B est de l'ordre de 1 km. Elle se répercute sur une série de critères comme le coût de réalisation, le coût d'entretien, la consommation de carburant, etc. En revanche, les principaux défauts de cette variante A sont liés d'une part à l'impact agricole, car la longueur du tracé en «site propre» est plus importante que pour la variante B et d'autre part, au positionnement du tracé sur deux communes, ce qui rend plus complexe la gestion du dossier. En général les avantages et inconvénients de la variante B s'inversent par rapport à ceux de la variante A.

On notera que l'incidence sur l'agriculture reste forte dans l'une et l'autre des variantes. En effet, les deux tracés créent des césures importantes du parcellaire et génèrent de nombreuses surfaces résiduelles qui seront perdues pour l'agriculture. Ceci est principalement dû aux courbes des deux tracés qui entrent en conflit avec le caractère plus orthogonal du parcellaire agricole.

En outre, deux facteurs non négligeables, non repris dans le tableau de comparaison, plaident en faveur de la variante A:

- L'itinéraire A pourrait assez aisément être utilisé comme accès pour les activités économiques qui se sont développées en zone d'extraction (zone «Al Brul») et dont le charroi se dirigeant vers le nord traverse actuellement le village de Chaumont-Gistoux. La variante B constitue a contrario un itinéraire moins direct et donc moins attractif pour ce charroi.

- Comme le montre la carte du gisement de sable réalisée par l'Université de Liège (...), une part importante des réserves se situent au sud-ouest de la zone d'extraction en projet. Le positionnement de la voirie suivant la variante B morcelle le gisement et contraint sensiblement une exploitation future de cette réserve. La variante A, positionnée au sud, permet par contre de préserver un potentiel d'exploitation plus intéressant à long terme» (Analyse der Vorschläge der Gemeinden – SA Pissart – Nov. 2010, S. 15);

In der Erwägung, dass der Autor des Analyseberichts angibt, dass in beiden Varianten die Ausfahrt aus der Sandgrube am Ort genannt «les Turlottes» stattfindet, d.h. an der Kreuzung zwischen dem Weg, der die Sandgrube durchquert (chemin de Tourinnes in Gistoux) und dem Weg entlang der Sandgrube im Osten (chemin de Sart-Risbart in Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin); dass die Lage dieser Ausfahrt begründet ist, wenn man den Bahnkörper der bestehenden Kommunalwege als Grundlage für die neuen, zu schaffenden Straßen benutzen will; dass er angibt, dass dieser Punkt im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung aus diesem Grund, und auch weil empfohlen wird, die zu verlagernden Anlagen dort anzusiedeln, berücksichtigt worden war; dass es im Falle der Schaffung einer neuen Verbindungsstraße zwischen der Sandgrube und der RN243 oder der RN243a außerhalb der Kommunalwege keinen objektiven Grund gibt, um die Ausfahrt der Sandgrube an dieser genauen Stelle zu behalten;

In der Erwägung, dass der Autor des Analyseberichts Verbesserungsvorschläge auf der Grundlage folgender Kriterien gemacht hat:

- Verminderung der Zäsur landwirtschaftlicher Parzellen,
- Abschaffung von Restflächen,
- es vermeiden, Kommunalwege durchzuschneiden,
- Verringerung der Länge der Strecke, d.h. der Landentnahmen;

Dass eine alternative Trasse («Abis») für die Strecke A ausgearbeitet werden konnte; dass sie von der südöstlichen Spitze der Abbaufront startet, den Kommunalweg verlässt, um die Felder bis zur N243a zu durchqueren, wobei sie zuerst den landwirtschaftlichen Weg, der die N243 mit dem Ort genannt «Les Gorlettes» verbindet, und danach den landwirtschaftlichen Weg, der die N243 (Kreuzung von Saint-Bavon) mit dem Dorf Libersart verbindet, durchkreuzt; dass die Strecke danach die N243a und die Ausfahrt 10 der E411 erreicht;

Dass die Variante Abis nach dem Analysebericht folgende Vorteile hat:

- die Länge der Trasse, die landwirtschaftliche Flächen durchkreuzt, ist gering; sie übertrifft jedoch diejenige der Variante B (1.962 m für die Variante A, 1.848 m für die Variante Abis und 1.632 m für die Variante B). Die Verringerung ist hauptsächlich auf die Verlagerung des Anfangs der Strecke zurückzuführen;
- die landwirtschaftliche Zäsur wird beträchtlich vermindert (im Vergleich zu den Varianten A und B), da die Trasse der Parzelleneinteilung der Betriebe entspricht;
- die Anzahl schwer zu bewirtschaftender landwirtschaftlicher Restflächen nimmt ebenfalls ab, im Vergleich zu den Varianten A und B;
- da die Trasse auf eigenem Bahnkörper kürzer ist, wird die Immobilisierung von Flächen verringert (18.480 m² für die Variante Abis anstatt 19.620 m² für die Variante A);

Dass in dem Analysebericht Folgendes steht: «La variante Abis entraîne une réduction globale de l'itinéraire jusqu'à l'échangeur ce qui renforce encore la prépondérance de la variante A sur la variante B pour ce critère – même si cette diminution reste marginale par rapport à la longueur totale de l'itinéraire (réduction d'une centaine de mètres sur un trajet total de 3.545 m pour la variante A)»;

In der Erwägung, dass nach dem Analysebericht, die Variante Abis der Abteilung Netz Hennegau und Wallonisch-Brabant, Straßendirektion Wallonisch-Brabant, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vorgestellt worden ist, die die technische Machbarkeit dieser Trasse bestätigt hat; dass diese Abteilung auch folgendes Kommentar gegeben hat (Analysebericht der Vorschläge der Gemeinden, November 2010, S. 18):

- die Verlagerung des Anfangspunkts der Trasse nach Norden verbessert die Integration der Trasse erheblich, da sie unterschiedliche Fahrebenen ermöglicht. So wird der langsame und landwirtschaftliche Verkehr auf dem Weg von Sart Risbart nach Nil-Saint-Vincent/ Nil-Saint-Martin nicht durch die LKWs gestört. So wird es auch keine LKWs an der Kreuzung zwischen dem chemin de Sart Risbart in Nil-Saint-Vincent/Nil-Saint-Martin und dem chemin de Tourinnes in Gistoux geben;

- die Variante A wird nach Norden verlagert und entfernt sich noch ein bisschen vom Dorf Libersart, was positiv bewertet wird;
- das Längsprofil wird ein wenig geändert, aber das Gleichgewicht zwischen abgeräumter und zugeschütteter Erde wird nur leicht geändert. Es wird ein bisschen mehr Erde abgeräumt, was aber kein besonderes Problem hervorruft;
- die vorgeschlagene Variante Abis ermöglicht auch unterschiedliche Fahrebenen am chemin de St Bavon, wie in der von der DGO1 untersuchten Lösung A.

Schlussfolgernd bestätigt die DGO1 - Direktion Wallonisch-Brabant also die technische Machbarkeit der Variante Abis, die übrigens auch Verbesserungen zur ursprünglichen Variante A ermöglicht;

In der Erwägung, dass diese Variante Abis also angemessener erscheint als die in der Umweltverträglichkeitsprüfung untersuchten Trassen 1, 2, 3 und 4 und als die von den Gemeinden anlässlich der öffentlichen Untersuchung vorgeschlagenen Trassen;

In der Erwägung, dass die Regierung sich demnach für diese Variante entscheiden und eine zusätzliche Vorschrift vorsehen will, die darin besteht, die Anpassungen aufzuerlegen, die für die Durchführung der Strecke Abis und ihre Benutzung ab dem Anfang der Bewirtschaftung notwendig sind;

In der Erwägung, dass die Durchführung und Benutzung dieser Verbindungsstrecke zwischen der Sandgrube und der Straße N243a für die Verwirklichung des neuen Abbaugebiets unerlässlich sind; dass diese Strecke somit auf dem abgeänderten Sektorenplan graphisch sichtbar sein muss; dass diese Straße keine «Hauptkommunikationsinfrastruktur» darstellt, die zwangsmäßig auf dem Sektorenplan sichtbar sein muss, so dass die Eintragung eines Reserveumkreises im Sinne von Artikel 40 § 1, 6° vorzusehen ist;

In der Erwägung, dass diese Trasse Abis im Verhältnis zum Vorkommen auch eine zentralere Lage aufweist;

Dass die Ortsmitte von Gistoux, die chaussée de Huy, der Weiler Manypré, die rue du Bois Matelle und das Dorf Corroy-le-Grand somit vermieden werden;

Dass dies den Anliegen der Gemeinde Chaumont-Gistoux Rechnung trägt;

Dass dies den Zielsetzungen der Gemeinde Walhain in Bezug auf die Förderung einer nachhaltigen Mobilität, die Verbesserung der Zugänglichkeit und der Benutzung der Räume und der Ausstattungen (Beherrschung der Mobilität, Verbesserung der Verkehrsbedingungen für schwache Verkehrsteilnehmer, Verkehrssicherheit) Rechnung trägt;

In der Erwägung, dass die langsamen Verkehrswege erhalten bleiben; dass die Verbindung in der Tat nur sehr wenig die bestehenden landwirtschaftlichen kommunalen Wege benutzen wird; dass die Trasse Abis keine Schnittstelle mit einem Fahrradweg aufweist;

Dass der Interkommunale Mobilitätsplan von Walhain anführt, dass «die N243a kurzfristig komplett umgebildet werden muss, um ein Profil zu erhalten, das ihrer Funktion als Zufahrt zur Autobahn genügt. Sie muss auch mit Fahrradwegen ausgerüstet werden, um die Fahrradstrecke des Leitplans der Straßendirektion von Wallonisch-Brabant aufzunehmen»;

Dass der Betreiber sich ggf. an den Kosten für diese bereits teilweise vorhandene Infrastruktur beteiligen wird, im Rahmen von städtebaulichen Auflagen;

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 angibt, dass er die Eintragung eines Reserveumkreises für ein Autobahnkreuz als ungünstig bewertet. Er ist der Ansicht, dass die Eintragung eines Reserveumkreises für den Bau eines Autobahnkreuzes nicht gerechtfertigt ist. Er empfiehlt die Benutzung der Strecke Abis, so wie sie vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagen und von der DGO1 bestätigt worden ist, für den Verkehr zu und aus der Sandgrube. Diese Trasse verursacht weniger Belästigungen für die langsamen Verkehrsteilnehmer und den landwirtschaftlichen Verkehr, ermöglicht unterschiedliche Fahrebenen und entfernt sich vom Dorf Libersart; auch der CWEDD unterstützt die Strecke Abis in seinem Gutachten vom 27. Juni 2011;

In der Erwägung, dass die Regierung sich den Schlussfolgerungen des Analyseberichts des Umweltverträglichkeitsprüfers, dem Gutachten der Abteilung Netz Hennegau und Wallonisch-Brabant, Straßendirektion Wallonisch-Brabant, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, sowie den Stellungnahmen des CRAT und des CWEDD anschließt;

In der Erwägung, dass die Lage der im Rahmen der Durchführung der Strecke Abis einzurichtenden Straßen im Rahmen des Genehmigungsantrags zur Durchführung der vorliegenden Revision des Sektorenplans untersucht werden wird;

12. Verlust von Agrarflächen

In der Erwägung, dass zahlreiche Beschwerden die Befürchtungen der Anwohner betreffend den Verlust von Agrarflächen und des ländlichen Charakters ihrer Gemeinde ausdrücken;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die in der Wallonischen Region verfügbaren landwirtschaftlichen Flächen optimal und sparsam bewirtschaftet werden sollten;

Dass die Reklamanten die Verringerung oder gar das Verschwinden von Agrarflächen bedauern; dass sie behaupten, dass das Projekt qualitative hochwertige Agrarflächen der Landwirtschaft entziehen wird; dass sie eine Unterschätzung der wirtschaftlichen Folgen auf die landwirtschaftlichen Betriebe feststellen; dass sie zur Kenntnis nehmen, dass dieses Projekt Reserven während 30 Jahren ermöglichen würde und angeben, dass kein neuer Antrag vor 30 Jahren stattfinden sollte, um die Sicherheit der Struktur der Agrarbetriebe zu gewährleisten; dass sie betonen, dass der Verlust von landwirtschaftlichen Flächen auch Arbeitsstellen abschafft;

Dass mehrere Reklamanten die Tatsache betonen, dass die Landwirtschaft eine wichtige Rolle bei der Erhaltung des Lebensumfelds spielt;

Dass die Anwohner die Notwendigkeit eines Flächenaustauschs sehen, um die Lebensfähigkeit der Betriebe und der Landwirtschaft zu sichern; dass sie darauf hinweisen, dass die Landwirte schon erhebliche Probleme haben;

In der Erwägung, dass mehrere Reklamanten die Folgen für den halbländlichen Charakter der Gemeinde Walhain befürchten; dass sie die Erhaltung des ländlichen und residentellen Charakters verlangen; dass sie ebenfalls die Auswirkungen auf die wirtschaftliche und soziale Vielfalt des Dorfes befürchten; dass die Anziehungskraft der Gemeinde durch das Projekt vermindert werden könnte; dass sie die Einfügung des Dorfes Walhain in ein Industriegebiet beklagen; dass sie eine Zerstörung der wirtschaftlichen und sozialen Vielfalt des Dorfes Nil-Saint-Vincent sehen;

In der Erwägung, dass die Anwohner ebenfalls die Tatsache betonen, dass der Baudruck die Preise pro Hektar erhöhe, und die Bauern daran hindere, ihr Vorkaufsrecht auszuüben;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Walhain angibt, dass das Projekt der lokalen Vision der räumlichen Entwicklung widerspricht, da die Gemeinde in ihrem Entwurf des kommunalen Strukturschemas als Ziele die Erhaltung des ländlichen Charakters, die Stärkung ihrer räumlichen Struktur und die Förderung des dörflichen Lebens (insbesondere den Schutz der ländlichen Teile des Gebiets vor unterschiedlichen Drücken, und die Stärkung einer geprägten räumlichen Struktur) anführt;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Walhain angibt, dass die Erweiterung der Sandgrube und die Einführung einer neuen Strecke mit dem Bau eines Autobahnkreuzes erhebliche Folgen für die gegenwärtig der Landwirtschaft gewidmeten Flächen haben werden; dass nichts beweist, dass die Lebensfähigkeit der landwirtschaftlichen Betriebe nicht gefährdet wird; dass das Ziel Nr. 1 des kommunalen Strukturschemas die Erhaltung des ländlichen Charakters der Gemeinde ist; dass die Option 1.3 dieses Ziels darin besteht, die ländlichen Teile des Gebiets vor unterschiedlichen

Drücken zu schützen; dass einige Maßnahmen übrigens zum Ziel haben, die Lage der Landwirte zu verbessern, insbesondere auf dem Gebiet der Mobilität (Maßnahme AC-10: Verbesserung der landwirtschaftlichen Wege);

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend den Verlust von landwirtschaftlichen Flächen ebenfalls im Rahmen der Globalgenehmigung, die die konkrete Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, decken wird, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, behandelt und beantwortet werden;

In der Erwägung, dass die im Rahmen des Genehmigungsantrags durchzuführende Umweltverträglichkeitsprüfung der Lage der betroffenen Landwirte und ihrer Begleitung eine besondere Aufmerksamkeit widmen muss;

In der Erwägung hinsichtlich der Landwirtschaft, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer feststellt, dass der Verlust von landwirtschaftlichen Flächen eine allgemeine Tendenz auf dem Gebiet der Wallonischen Region ist (UVP, Phase II, S. 38);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer bei der Identifizierung der Potentialitäten des Gebiets darauf hinweist, dass die Qualität des Bodens besonders für die Landwirtschaft geeignet ist, u.a. für Kulturen mit einem hohen finanziellen Ertrag (Gemüse z.B.) (UVP, Phase II, S. 58);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer im Rahmen der Untersuchung der möglichen Auswirkungen auf Mensch und Umwelt darauf hinweist, dass das Projekt Folgen für die Landwirtschaft haben wird, da das landwirtschaftliche Gebiet auf Zeit in ein Abbaugelände verwandelt wird; dass er ebenfalls feststellt, dass es eine enge Abhängigkeit zwischen den Agrarflächen und ihrem Betreiber gibt, die noch dadurch verstärkt wird, dass diese Betreiber oft nicht die Eigentümer besagter Flächen sind; es wird demnach nicht reichen, nur den Eigentümer der Flächen zu entschädigen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls das Gutachten der Generaldirektion Landwirtschaft aus dem Jahre 2003 betreffend die Folgen der geplanten Umwandlung landwirtschaftlicher Flächen in zum Abbaugelände gehörende Flächen anführt, und Folgendes angibt: «Für 3 Betriebe wird die Landentnahme mehr als 10 % der Gesamtfläche sein. Für keinen dieser Betriebe wird dieses Projekt allein die Lebensfähigkeit gefährden. Der am meisten betroffene landwirtschaftliche Betrieb ist Chaumont SA, der fast 40 % seiner Fläche verliert, aber ohne Auswirkungen auf den Betreiber ... Diese Abänderung muss geringe Folgen für die lokale landwirtschaftliche Tätigkeit haben»; dass hinsichtlich der SA Chaumont festgestellt werden muss, dass «eine Vereinbarung mit den Betreibern der Sandgrube bereits zustande gekommen ist» (UVP, Phase II, S. 84);

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Durchführung des Abbaugeländes Belästigungen hervorbringen wird, die nicht als unerheblich anzusehen sind, und somit Gegenstand einer Begleitung sein müssen;

In der Erwägung, dass der Autor angibt, dass die bedeutenden direkten Auswirkungen identifiziert worden sind, insbesondere der Verlust von Ackererde; dass Maßnahmen zur Begrenzung dieser Auswirkungen jedoch vorgeschlagen wurden, hauptsächlich Begrenzungsvarianten für den als Abbaugelände einzutragenden Umkreis (UVP, Phase II, S. 200);

In der Erwägung, dass im Erlass vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Folgendes steht:

«Considérant que l'étude d'incidences de plan a évalué l'avant-projet de révision de plan de secteur et ses compensations au regard des effets probables sur l'homme et l'environnement;

Considérant que l'étude d'incidences indique que les terres agricoles de Chaumont-Gistoux sont très fertiles comme du reste toutes celles du plateau hesbignon;

Considérant cependant que comme le souligne également l'étude, pour la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, l'ensemble de ces terrains, ayant fait l'objet d'un remembrement dans les années 1970, sont classés moyennement aptes, qu'aucun bâtiment agricole ne se trouve sur la zone, que 11 exploitations agricoles sont concernées et que le projet à lui seul n'est pas susceptible de mettre en péril la viabilité d'aucune d'entre elles; que, par conséquent, la modification proposée aura un impact limité sur l'activité agricole locale;

Considérant que l'étude d'incidences propose qu'au terme de l'exploitation de la zone d'extraction, les terrains visés soient réaménagés en zone agricole pour l'essentiel et en zones naturelles pour ce qui concerne les terrains jouxtant la zone Natura 2000 et son périmètre de prévention;

In der Erwägung, dass es zwar stimmt, dass die Durchführung des Projekts, so wie es in der Revision des Sektorenplans beabsichtigt wird, sicherlich Folgen für die Landwirtschaft haben wird, dass die vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen und von der Regierung beschlossenen Abgrenzungsvarianten jedoch eine Rationalisierung ermöglichen, indem die Flächen südwestlich des ursprünglichen Umkreises der Landwirtschaft gewidmet bleiben, und die Flächen nördlich und nordwestlich dieses Umkreises ein Abbaugelände oder ein Naturgebiet werden;

Dass diese Rationalisierung es möglich macht, im Süden ein leicht zugängliches Agrargebiet zu erhalten, das an eine große landwirtschaftliche Fläche angrenzt, und andererseits die Merkmale des örtlichen Biotops in der Nähe des Natura 2000-Gebiets zu stärken, indem die Auswirkungen einer intensiven Landwirtschaft gelindert werden, wozu die Eintragung der Parzellen am Rande des westlichen Abbaugeländes und neben dem Natura 2000-Gebiet ebenfalls beiträgt; dass, da dieser Teil des Umkreises nicht mehr als Agrargebiet sondern als Abbaugelände und Naturgebiet eingetragen ist, die Frage seiner Zugänglichkeit für die landwirtschaftlichen Fahrzeuge nicht mehr gestellt ist;

Dass der Antrag auf Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit und die ihr voraus gehende Bewertung der Auswirkungen die Wiedereinrichtung dieses Gebiets auf der Grundlage dieser Zielsetzung untersuchen werden muss;

Dass hinsichtlich der Rückkehr zur Landwirtschaft der abgebauten Flächen und deren Qualität für die Kultur, es ggf. in der Globalgenehmigung, unter Berücksichtigung der Möglichkeiten, die nach den Artikeln 22 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 gegeben werden, vorgesehen werden muss, diese Qualität zu garantieren, anhand geeigneter Wiedereinrichtungsmaßnahmen und einer zu diesem Zweck in der Gesetzgebung vorgesehenen finanziellen Bürgschaft; dass hinsichtlich der Auswirkungen der Landwirtschaft auf die Grundwasserleitschicht, dies die Grenzen vorliegender Revision des Sektorenplans überschreitet;

In der Erwägung, dass die vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung in seinem Analysebericht über die Vorschläge der Gemeinden vorgeschlagene Strecke Abis sich der Parzelleneinteilung der Betriebe anpasst, und es ermöglicht, die Folgen der letztendlich gewählten Strecke betreffend die landwirtschaftliche Zäsur und die landwirtschaftlichen Restparzellen durch vorliegenden Beschluss zu relativieren (Analysebericht, S. 17);

In der Erwägung, unter Berücksichtigung der Möglichkeiten, die nach den Artikeln 22 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 gegeben werden, dass die Wiedereinrichtung - nach der Bewirtschaftung - der meisten Parzellen als Agrargebiet, wie vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen, es ermöglichen wird, den ländlichen Charakter der Gemeinden zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in dieser Perspektive vorsieht, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans von Wavre-Jodoigne-Perwez im Sinne von Artikel 23, Absatz 2 des CWATUPE mit einer Raumordnungsmaßnahme verbunden wird, nach welcher die Flächen von mindestens 30 Ha, die sich im südlichen Teil des Abbaugeländes befinden am Ende der Abbautätigkeiten der Landwirtschaft zurückgegeben werden müssen;

In der Erwägung, dass die Regierung eine operative Maßnahme zugunsten der Landwirtschaft empfiehlt, die darin besteht, den Sandgrubenbetreiber dazu aufzufordern, für jedes Hektar verllorener landwirtschaftlicher Fläche eineinhalb Hektar landwirtschaftlicher Fläche zur Verfügung zu stellen, dies zusätzlich zu den gesetzlichen Entschädigungen; dass die Umsetzung dieser Maßnahme im Rahmen von Vereinbarungen zu erfolgen hat, die zwischen dem Sandgrubenbetreiber und den betreffenden Landwirten abzuschließen sind;

In der Erwägung, dass nicht alle Parzellen des Projektes gleichzeitig bewirtschaftet werden; dass die Abrumarbeiten nämlich nach und nach erfolgen werden, in dem Maße wie sich der Abbaubedarf entwickelt; dass die Landwirte die nicht abgeräumte Erde auf diese Weise so lange wie möglich bewirtschaften können;

Dass die Agrarflächen den Landwirten in keinem Fall alle unmittelbar bei Beginn der Abbautätigkeit entzogen werden; dass die betroffenen Landwirte nach und nach bei dem Voranschreiten der Abbaufrenten informiert werden, und dass eine Koordinierung zwischen ihrer Betriebstätigkeit und der Tätigkeit des Sandgrube organisiert wird; dass diese Koordinierung im Rahmen eines Begleitausschusses stattfinden kann, dessen Einführung durch vorliegenden Erlass im Rahmen der Globalgenehmigung vorgesehen wird, die anschließend an diese Revision des Sektorenplans erteilt würde, dies in Übereinstimmung mit Artikel D.29-26 des Buches I des Umweltgesetzbuches.

13. *Verschiedene Belastungen*

In der Erwägung, dass in den Beschwerdeschreiben auf mehrere weitere Belastungen hingewiesen wird;

Dass manche Anwohner der Meinung sind, dass alle Nebenanlagen, deren Ansiedlung geplant ist, nicht unbedingt im Zusammenhang mit der Sandgrube stehen; dass sie daher befürchten, dass regelrecht eine Industriezone entsteht;

In der Erwägung, dass manche Anwohner glauben, der Lebensraum und die Lebensqualität würde noch weiter beeinträchtigt (Verkehr, Sicherheit, Aussicht, Lärm, Luftverschmutzung, Verlust einer Spazierfläche, Ruhe...); dass sie um die dörfliche Ruhe besorgt sind; dass diese Anwohner erfahren möchten, welche Maßnahmen zum Schutze der Bevölkerung gegen diese Belastungen ergriffen werden;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer sich über Stöße, Staub, Vibrationen und durch Funkverbindungen (citizens bands radio) entstehende Interferenzen beschwerten, die allesamt auf den Lastwagenverkehr zurückzuführen sind;

In der Erwägung, dass andere Beschwerdeführer darauf aufmerksam machen, dass das Entfernen der Bäume entlang der Autobahn zu führen einer erhöhten Lärmbelastung führen wird;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer ebenfalls eine Belästigung des Betriebs der Raststätte Nil-St-Vincent befürchten;

In der Erwägung, dass die Anwohner auf die auf den Betrieb zurückzuführende Lärmbelastung (Impulsgeräusch und Schwellengeräusch) aufmerksam machen; dass sie feststellen, dass keinerlei Lärmstudie durchgeführt worden ist;

In der Erwägung, dass sie einen Wertverlust ihrer Wohnhäuser befürchten;

In der Erwägung, dass sie zudem darauf hinweisen, dass Enteignungen notwendig sind;

In der Erwägung, dass mehrere auf umweltbezogene Belastungen hinweisen sowie auf die Schädigung der Umwelt und insbesondere auf eine Belästigung durch die Ausleuchtung des Parkplatzes der Lastwagen im Zentrum von Gistoux während der gesamten Nacht (notwendiges Abschalten zwischen 20 Uhr und 6 Uhr);

In der Erwägung, dass diese Beschwerden im vorliegenden Fall hauptsächlich Punkte betreffen, die in dem Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass allgemeine Maßnahmen zur Verringerung der potenziellen Auswirkungen der Abbautätigkeit in einer Sandgrube auf die Umwelt durch den Erlass der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen (Belgisches Staatsblatt vom 6. Oktober 2003) sowie durch das beiliegende Dokument «Leitfaden für gutes Verhalten zur Durchführung des Artikels 25 des Erlasses der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen» festgelegt werden; dass dieser Erlass auf die Aktivität, die von der Revision des Sektorenplans betroffen wird, anwendbar ist; dass die allgemeinen Bedingungen und ggf. die Sonderbedingungen die Rahmenbedingungen für die Bewirtschaftung bilden;

In der Erwägung, dass die Regierung sich für die durch den Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagene Abis Strecke entschieden hat; dass folglich keine Bäume entlang der Autobahn geschlagen werden; dass die Raststätte Nil-St-Vincent daher ebenfalls nicht gestört wird;

In der Erwägung, dass diese Entscheidung zudem ermöglicht, eine Reihe von Problemen im Bereich der an den Verkehr gebundenen Belästigungen zu lösen, die seit dem Beginn des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans oder anlässlich der öffentlichen Untersuchung erörtert worden sind;

In der Erwägung, dass die Wahl dieser Variante jedoch dazu beitragen wird, die an den Autobahnverkehr auf dem Teilabschnitt der Autobahn E411 zwischen dem Verteiler Nr. 10 und der Stelle, an der in dem Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans die Ansiedlung eines neuen Verteilers vorgesehen war, gebundenen Belästigungen zu erhöhen; dass sie sich für die Errichtung einer Lärmschutzwand entlang der E411 entschieden hat, um auf die Anfragen der Bewohner sowohl von Chaumont-Gistoux als auch von Walhain einzugehen und da sie besorgt ist, die an die Bewirtschaftung der Sandgrube gebundenen Belästigungen zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die verwendeten Techniken, die Sorgfalt, mit der die Umgebung der Sandgrube eingerichtet werden soll, und die gemäß den in der Umweltverträglichkeitsprüfung (sowohl jene, die bereits auf Ebene des Sektorenplans durchgeführt worden ist, als auch jene, die im Rahmen des Genehmigungsantrags durchzuführen ist) erwähnten Empfehlungen auferlegten Normen darauf abzielen, die Auswirkungen der Aktivität auf die Umwelt auf ein Mindestmaß zu begrenzen; dass die etwaige Wertminderung der Immobilien zu beweisen bleibt, umso mehr als sowohl das derzeit bewirtschaftete Gebiet als auch das für die Bewirtschaftung vorgesehene Gebiet sich von den bewohnten Gebieten entfernen, und dass die für den Verkehr berücksichtigte Trasse durch kein bewohntes Gebiet führt; dass diese etwaige Wertminderung jedoch insbesondere durch die durch die Sandgrube eingeführten (landschaftlichen und auch anderen) Einrichtungen in Grenzen gehalten wird;

In der Erwägung, dass der Standort nach der Wiedereinrichtung einen höheren ökologischen und landschaftlichen Wert als vorher haben wird, der den Grundstückswert der benachbarten Immobilien günstig beeinflussen könnte;

In der Erwägung, dass zudem wie in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2005 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans erwähnte wird, die Eintragung eines neuen Abbaugebiets ausschließlich auf die Aufrechterhaltung der Tätigkeit abzielt; dass eine Erhöhung der bereits bestehenden Belästigungen daher nicht erfolgen wird;

In der Erwägung, dass die Regierung zudem die Verabschiedung einer rundherum anzulegenden Pufferzone befürwortet, die innerhalb des Abbaugebiets eingetragen werden wird, deren Größe im Rahmen des Genehmigungsantrags festgelegt werden wird und die bei der Beurteilung der Auswirkungen, der dieser Antrag unterzogen wird, besonders aufmerksam geprüft werden wird;

14. Kontrolle der Bewirtschaftung

In der Erwägung, dass verschiedene Anwohner Sorgen zu den Kontrollmaßnahmen des Betriebs äußern;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer die Bildung eines Überwachungsausschusses fordern; dass sie ebenfalls möchten, dass Wachmannschaften gebildet werden und dass Bürger eingeladen werden; dass manche Beschwerdeführer darauf drängen, dass eine Grundsatzentscheidung getroffen wird, bevor ein gemischter Begleitausschuss Wallonische Region und Gemeinden einerseits und Landwirte andererseits eine Genehmigung erhält; dass manche Anwohner den Wunsch äußern, dass ihnen die Möglichkeit gegeben wird, sich im Fall einer Beschwerde an einen Ombudsmann zu wenden;

In der Erwägung, dass manchen Anwohnern nach der Betrieb ebenfalls kontrolliert und abgegrenzt werden sollte, und dass diese Maßnahmen durch den Betreiber bezahlt werden sollten;

In der Erwägung, dass noch andere Beschwerdeführer anführen, dass die Aushebung der Ränder unter sehr strengen Bedingungen erfolgen sollte (Breite, Unterhalt der Randstreifen, Austrocknung der angrenzenden Grundstücke...);

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer die Frage stellen, womit die gesetzwidrig bewirtschaftete Fläche von 12 ha aufgeschüttet worden ist; dass sie zudem fragen, ob eine Kontrolle der Aktivitäten innerhalb der Sandgrube durchgeführt wird (mit Planen abgedeckte Lastwagen, Tore an der Einfahrt,...);

Dass manche Beschwerdeführer der Meinung sind, dass zuerst die Art und Weise der Finalisierung des kommunalen Raumordnungsplans definiert werden sollte;

Dass manche Anwohner die Einführung eines Warnverfahrens im Falle einer Verschmutzung fordern (Notfallplan, unmittelbare Bekanntgabe von Unfällen,...);

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux ein Gutachten abgegeben hat, wonach der Erlass so zu verfassen ist, dass jede weitere negative Entwicklung vermieden wird; dass in diesem Sinne ein Überwachungsausschuss einzurichten ist;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend die Hydrogeologie und Hydrologie eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass jegliche Frage zu der Kontrolle der Bewirtschaftung im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden wird;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, vorab einen «Sicherheitsplan» auszuarbeiten, der klar und deutlich alle Maßnahmen vorsieht, die im Falle eines Unfalls auf dem Bodengruben zu treffen sind, sowie das zu verwendende Bergungsgerät (UVP Phase II, S. 105); dass dies lediglich im Rahmen des Antrags auf Betriebsgenehmigung für das betreffende Vorkommen durchgeführt werden kann;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit der Einrichtung eines Begleitausschusses in Artikel D.29-25 des ersten Buches des Umweltgesetzbuches vorgesehen ist; dass dieser Begleitausschuss ermöglichen wird, einen Dialog herzustellen und die Beziehungen zwischen den Anwohnern und dem Unternehmen unter dem Vorsitz der kommunalen Behörden harmonisch zu gestalten; dass dies anlässlich der Erteilung der für die Bewirtschaftung des betreffenden Vorkommens erforderlichen Genehmigung geregelt werden wird;

In der Erwägung, dass für diese Zone kein kommunaler Raumordnungsplan existiert; dass die Beschwerde, die sich auf die Finalisierung eines kommunalen Raumordnungsplans folglich gegenstandslos ist;

In der Erwägung, dass die gesetzwidrig bewirtschafteten Zonen nicht aufgefüllt werden;

15. Garantien

In der Erwägung, dass sich mehrere Beschwerden auf die Garantien beziehen, die verfügbar sein werden, um die reibungslose Ausführung der Pflichten den Betreibers zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer sich fragen, über welche Garantien sie verfügen werden, insbesondere was die Fristen der Interventionen betrifft, die Qualität der Aufschüttungen, die Qualität der oberen Schichten, die Anpflanzungen, die Strafen, was im Falle eines Konkurses geschehen würde, die Sicherheitsleistung, der verantwortliche Betreiber, die Mittel der Gemeinde,...; dass sie eindringlich auf die Notwendigkeit hinweisen, über eine effektive Kontrolle zu verfügen; dass mehrere Beschwerdeführer behaupten, dass eine Kontrolle der Empfehlungen und der Bedingungen erforderlich sei, einhergehend mit einer Verwertung bedeutender finanzieller Mittel, und dass jedem Kontrolleur auch unangekündigt der Zugang gewährt werden müsse; dass manche Anwohner die Schaffung eines Garantiefonds fordern, um die Umstellung der Zone zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner der Ansicht sind, dass bereits jetzt eine finanzielle Garantie gebildet werden sollte, um manche Bedingungen auf dem Gebiet der Landschaftspflege und der Ökologie für die Zeit nach der Bewirtschaftung aufzuerlegen (neue Verbindungen des Netzes langsamer Wege, Baumreihen und Bäume); dass andere Beschwerdeführer ebenfalls wissen möchten, welche Garantien für den Betrieb bestehen; dass diese Beschwerdeführer des weiteren erklären, dass das Erlangen von Garantien nicht auf die Phase der Globalgenehmigung hinausgeschoben werden sollte;

In der Erwägung, dass den Anwohnern zufolge keine Garantie einer Rehabilitierung durch Umwandlung in Agrarland oder Grünflächen besteht;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer für die Naturgebiete wirksame Maßnahmen zur Wiederherstellung und zum Unterhalt der Biotope fordern, sowie die Gewährleistung finanzieller und menschlicher Mittel;

In der Erwägung, dass die Anwohner zudem befürchten, dass durch Notwendigkeit einer Instandsetzung des Geländes die Gefahr weitreichender Haushaltserhöhungen zu Lasten der Gemeinden entstehen wird;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer Garantien für die Erhaltung des Geländes fordern (keine Deponie);

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Meinung sind, dass bereits jetzt Pläne und Optionen vor Erteilung der Betriebsgenehmigung vorgesehen werden sollten, wobei diese als Bedingung für die Ausstellung dieser Genehmigung fungieren sollten (Lokalisierung der Anlagen, Fluchtwege, neue Bestimmung der Zone im Zentrum von Gistoux);

In der Erwägung, dass wie bereits erläutert der zu erlangenden Genehmigung eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorangeht; dass diese Genehmigung nicht nur strenge Betriebsbedingungen umfasst, einschließlich Bedingungen im Bereich der Kontrolle und der Selbstkontrolle, die aus dem Erlass der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen abgeleitet werden, sondern ebenfalls ggf. Sonderbedingungen, die die vorerwähnten sektorbezogenen Bedingungen ergänzen;

In der Erwägung, dass die zu erteilende Genehmigung daher nicht nur die vorerwähnten Bedingungen für die Neugestaltung des Geländes nach Abschluss der Bewirtschaftung beinhalten wird, sondern ebenfalls die Auflage zur Bildung einer Sicherheit, damit gewährleistet ist, dass der Betreiber seinen Pflichten im Bereich der Instandsetzung des Gebiets nachkommt;

In der Erwägung, dass der Betrieb die gesetzlichen Vorschriften des Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zu erfüllen hat, und insbesondere jene, die die Überwachung und die Verwaltungsmaßnahmen betreffen (Kapitel IX) sowie die Bestimmungen des Umweltgesetzbuches in Sachen Ermittlung, Feststellung, Verfolgung, Unterdrückung und Wiederherstellungsmaßnahmen der Verstöße in Sachen Umweltschutz (Teil VIII);

Dass Artikel 145 des Umweltgesetzbuches erläutert, dass die Beamten, die beauftragt sind, die Verstöße festzustellen, jederzeit Zugang zu den Anlagen, Räumlichkeiten, Grundstücken und sonstigen Orten haben, um die Situation zu überwachen;

Dass der Betrieb daher strengen Rahmenbedingungen unterliegt und überwacht wird;

In der Erwägung der nachstehenden Erläuterungen zu der Wiedereinrichtung und der Umwandlung des Geländes;

In der Erwägung, dass das Gelände nicht in dem Plan der technischen Vergrabungszentren (CET) eingetragen ist; dass der Plan der technischen Vergrabungszentren in Wallonisch-Brabant keinerlei Zentrum vorsieht, da der Untergrund dort sandig ist;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zeitpunkt nicht erforderlich ist, eine Kautions zu bilden, da die konkrete Umsetzung der vorliegenden Revision des Sektorenplans einschließlich der endgültigen Wiedereinrichtung durch die beantragte Genehmigung gewährleistet wird;

16. Neueinrichtung

In der Erwägung, dass sich mehrere Beschwerden auf die Neueinrichtung des Standorts beziehen; dass die Beschwerdeführer insbesondere darüber besorgt sind, wie die Aufschüttung und die zukünftige Zoneneinteilung erfolgen wird;

16.1. Aufschüttungen

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner die Frage nach der geplanten Wiedereinrichtung stellen; dass sie sich zudem fragen, welches Material für die Aufschüttungen verwendet wird;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer behaupten, dass die auferlegten Bedingungen vage sind; dass sie für die Aufschüttungen ein ausführliches Lastenheft verlangen, ebenso wie die Überwachung durch einen Agraringenieur;

In der Erwägung, dass manche Anwohner den Standpunkt vertreten, dass die Steinbrüche nicht weiter zugeschüttet werden sollten;

In der Erwägung, dass Beschwerdeführer der Meinung sind, dass ausschließlich Erde für die Aufschüttung verwendet werden sollte;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Meinung sind, dass Deponien untersagt werden sollten; dass sie unterstreichen, dass eine Verbindung zwischen dem Betreiber der Sandgrube und dem Bewirtschafter der Abfälle besteht;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer der Meinung sind, dass in dreißig Jahren unkontrollierbare negative Auswirkungen entstehen würden (Neueinrichtung-Verbot der Verbringung in Deponien-Garantien für die kommenden Generationen);

Dass andere Beschwerdeführer im Gegenteil der Auffassung sind, dass die Deponien in der heutigen Zeit einer Kontrolle unterliegen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer möchten, dass die Qualität der in fine wieder an die Landwirtschaft zurückgeführten Ländereien garantiert wird (kein Trug was die Möglichkeit einer Bewirtschaftung des Agrarlands betrifft); dass sie einen Tausch mit Erdreich aus den Aufschüttungen abweisen;

In der Erwägung, dass die Anwohner der Ansicht sind, dass eine angemessene Neuprofilierung erforderlich ist (kein abrupter Abhang, keine geschädigte Landschaft und keine Mondlandschaft);

In der Erwägung, dass die Gemeinde von Chaumont-Gistoux in ihrem Gutachten vom 29. März 2010 folgendes erklärt:

«In der Erwägung, dass daran zu erinnern ist, dass die S.A. Hoslet im Jahre 2000 einen Antrag auf Genehmigung einer Erweiterung der Sandgruben eingereicht hat, sowie einen Antrag auf Erlaubnis zur Nutzung der Abbaugrube für die Einrichtung einer Deponie oder eines «technischen Vergrabungszentrums» – CET – der Klasse 5 (d.h. eines technischen Vergrabungszentrums zur Lagerung von nicht giftigen Abfällen, das der ausschließlichen Nutzung durch den Erzeuger der Abfälle vorbehalten ist, also «ein einziges Erzeugnis eines einzigen Kunden» – im vorliegenden Fall die Abfälle von SITA);

In der Erwägung, dass aus den vorerwähnten Ausführungen ersichtlich wird, dass das Projekt zur Ausdehnung der Sandgrube, das zu dem vorliegenden Verfahren zur Teilrevision führt, auf eine im Jahre 2000 eingereichte Akte zurückgeht. Dass daher die Gefahr der Einrichtung einer Deponie noch stets besteht; (...)

In der Erwägung, dass das Kollegium und der Gemeinderat von Chaumont-Gistoux am 28. Mai 2008 dem Büro Pissart in seiner Eigenschaft als Umweltverträglichkeitsprüfer eine Liste von 7 grundlegenden Punkten übermittelt hat, die wie folgt lauten: (...)

- Das Kollegium und der Gemeinderat machte bereits damals die Wallonische Region auf seine ausdrückliche und endgültige Ablehnung einer Aufschüttung der Sandgruben mit welchen Abfällen auch immer aufmerksam. Eine weitere Deponie in Chaumont-Gistoux wurde abgelehnt».

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Chaumont-Gistoux unterstreicht, dass nach den verfügbaren Informationen eine Sicherheit, dass in dieser Gemeinde niemals mehr eine weitere Deponie eingerichtet wird, nicht besteht; dass theoretisch die Gefahr sehr wohl besteht, dass das Gelände eines Tages zur Eintragung in den Plan der technischen Vergrabungszentren vorgeschlagen wird, oder dass er als technisches Vergrabungszentrum für die ausschließliche Nutzung des ursprünglichen Urhebers der Abfälle genutzt wird, wie das im Jahre 2000 eingereichte Projekt beweist; dass die Grundbedingung einer juristischen Sicherheit, dass die vorgeschlagenen Gelände niemals als Deponien genutzt werden können, im vorliegenden Fall nicht gegeben ist;

In der Erwägung, dass die Beschwerden betreffend den Abschluss der Bewirtschaftung und die Neueinrichtung eher Punkte betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass jegliche Frage betreffend den Abschluss der Bewirtschaftung und die Neueinrichtung im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden wird;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer erläutert, dass «es zu früh sein, einen ausführlichen ökologischen Wiedereinrichtungsplan des Standorts auszuarbeiten (Wiedereinrichtungs- und Bewirtschaftungsmaßnahmen). Die Neueinrichtung muss in Absprache mit den betreffenden Personen (regionale Behörde, Gemeindeverwaltung, Antragsteller, Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, Landwirte, Anwohner) beschlossen werden; Dies gilt ebenfalls für die landschaftliche Gestaltung. All diese Punkte müssen im Rahmen der auf die

Globalgenehmigung bezogene Umweltverträglichkeitsprüfung behandelt werden, unter Berücksichtigung der Veröffentlichung der neuen gesetzlichen Vorschriften im Bezug auf die Zweckbestimmung nach der Bewirtschaftung» (UVP, Phase II, S. 74);

In der Erwägung, dass die Neueinrichtung des Geländes nach Abschluss der Bewirtschaftung zum Zeitpunkt der Antrags auf Globalgenehmigung und der Umweltverträglichkeitsprüfung, die vorab durchzuführen sind, geprüft und begutachtet werden wird; dass diese Neueinrichtung zudem gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten durch die Bildung einer Sicherheitsleistung garantiert wird;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, eine strenge Kontrolle der Qualität des Erdreichs durchzuführen, das ggf. von auswärts angeliefert würde, um die Grube teilweise aufzufüllen (UVP, Phase II, S. 105);

In der Erwägung, dass die Vergrabung von Abfällen in der Wallonischen Region heute ausschließlich im Rahmen des Plans der technischen Vergrabungszentren erfolgen darf; dass der Standort des Projekts wie bereits angeführt nicht im Plan der technischen Vergrabungszentren eingetragen ist;

In der Erwägung dass für den Fall, dass eine Aufschüttung im Rahmen der Neugestaltung des Standorts erfolgt, diese nur unter der strikten Beachtung der Auflagen der Genehmigung, die für die Abbautätigkeit erforderlich ist erfolgen darf, sowie unter Beachtung der Bestimmungen bezüglich der Neugestaltung, die diese Genehmigung beinhaltet; dass diese Neugestaltung wie bereits erwähnt durch die Bildung einer Sicherheitsleistung garantiert wird;

16.2. Gebietseinteilung

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf aufmerksam machen, dass die erschöpften Zonen ausnahmslos an die Natur, den Wald oder die Landwirtschaft zurückgeführt werden sollten;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer fordern, dass das neue Abbaugelände nach Abschluss der Bewirtschaftung in ein Naturgebiet umgewandelt wird;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass ein landwirtschaftlicher Betrieb sich für den Grundwasserspiegel als problematisch erweisen könnte, nachdem der Sand entfernt worden ist; dass sie fordern, dass die Empfehlungen der Umweltverträglichkeitsstudie effektiv umgesetzt werden (Umwandlung eines Teils der neuen Abbaugelände in ein Naturgebiet);

In der Erwägung, dass manche Anwohner eine Sanierungsalternative fordern (eine andere Lösung als die Umwandlung in ein Agrargebiet);

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer fordern, dass das Abbaugelände im Süden von Mettementbrule in ein Naturgebiet umgewandelt wird;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer eine progressive Umwandlung der Abbaugruben in Naturgebiete fordern, und zwar in einem ausreichenden Verhältnis, und dass die Bedingungen, die für die Entwicklung der Zielbevölkerungen erforderlich sind, geschaffen oder erhalten werden;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer eine schrittweise Sanierung fordern, um die von der Sandgrube eingenommenen Flächen zu verringern; dass sie darum bitten, dass diesbezüglich genaue Anweisungen erteilt werden; dass einigen Beschwerdeführern zufolge eine Phasenplanung der Inbetriebnahme der Sandgrube einerseits und der Sanierungsmaßnahmen andererseits erforderlich ist, um die Fläche der Ländereien, die der Landwirtschaft gleichzeitig verloren gehen, zu verringern; die Größe des Abbaugeländes sollte gleichbleibend sein; die Neugestaltung sollte während der Abbautätigkeit nach und nach erfolgen und nicht erst nach Abschluss der Abbautätigkeit;

In der Erwägung, dass manche Anwohner fordern, dass sich die Wallonische Region verpflichtet, der Gemeinde nicht mehr zu erlauben, die Zweckbestimmung des Gebiets nach der Abbautätigkeit zu ändern (z.B. in ein industrielles Gewerbegebiet im Rahmen eines Kommunalen Raumordnungsplans);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer zur Frage der Zweckbestimmung nach Abschluss der Abbautätigkeit folgendes empfiehlt:

- «Der nördliche und der nordwestliche Teil des geplanten Abbaugeländes würde erneut als Naturgebiet ausgewiesen, dass in das Natura-2000-Gebiet eingegliedert würde und dessen eventuelle Ausdehnung ermöglichen würde. Idealerweise sollte dieses Gebiet nach seiner Bewirtschaftung als Naturschutzgebiet verwaltet werden, vorzugsweise unter der Obhut der Abteilung Natur und Forsten oder eines zugelassenen und in der Region tätigen Verwalters wie zum Beispiel die «Naturschutzgebiete RNOB».

Hier sei darauf hinzuweisen, dass es im Hinblick auf diese Umstellung zweckmäßig sei, die restlichen Flächen, die im Westen der Grenze des geplanten Abbaugeländes (Variante des Umweltverträglichkeitsprüfers) zwischen den Abbaugeländen und dem Forstgebiet des Baches «Papeteries» in einem Agrargebiet gelegen sind, als Naturgebiet einzutragen.

- Der gesamte südliche Bereich des Abbaugeländes würde wieder in Agrarland umgewandelt und würde an das große bestehende Agrargebiet im Westen und im Süden anschließen.

- Die Flächen östlich des Weges zwischen Libersart und Gistoux würden ebenfalls der Landwirtschaft zurückgeführt im Rahmen einer Ausdehnung der Ländereien, die bereits als Sandgrube genutzt werden, die sich jedoch in dem Agrargebiet befinden und die als solches rehabilitiert würden (Fläche der Variante 1e).

- Schließlich ist vorgesehen, dass die Ländereien der Variante 2c, auf denen die Nebenanlagen der Sandgrube sich befinden, ebenfalls wieder in Agrargebiet umgewandelt werden.

[...]

Das Statut als Nebenanlage der Sandgrube der Ländereien der Variante 2c sollte für die Dauer der Bewirtschaftung des neuen Abbaugeländes, also während etwa 30 Jahren, beibehalten werden» (UVP, Phase II, S. 110);

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans zur Frage der Umwandlung des neuen Abbaugeländes oder von Teilabschnitten dieses Abbaugeländes folgende Änderungen des Vorprojekts vorsieht: «Die Zweckbestimmung des Abbaugeländes nach der Bewirtschaftung wird ein Agrargebiet sein, mit Ausnahme der an das Natura 2000-Gebiet angrenzenden Flächen im Nordwesten des Umkreises, deren Zweckbestimmung ein Naturgebiet sein wird»;

In der Erwägung, dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 empfiehlt, dass die Regierung am Ende der Bewirtschaftung die Umstellung eines Teils des Abbaugeländes in ein Agrargebiet vorsieht, und zwar auf der Grundlage der operationellen Möglichkeiten, um auf die Problematik der Landwirtschaft einzugehen;

In der Erwägung, dass die Regierung beabsichtigt, dieses Gutachten unter Beachtung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zu berücksichtigen und somit ihren in dem Beschluss vom 27. Mai 2009 erläuterten Standpunkt zu bestätigen; dass die Regierung zu diesem Zweck eine Raumordnungsmaßnahme verabschiedet;

In der Erwägung, dass die Übergabe der Naturgebiete in die Hände eines im Bereich der Naturerhaltung tätigen privaten oder öffentlichen Verwalters im Rahmen des Antrags auf Genehmigung, der dazu dient, die konkrete Umsetzung der vorliegenden Revision des Sektorenplans zu gewährleisten, geprüft werden wird;

In der Erwägung, dass die Frage der schrittweise durchzuführenden Neugestaltung zur Reduzierung der Fläche der Sandgrube und der Beibehaltung dieser Fläche im Rahmen des Antrags auf Globalgenehmigung geprüft werden wird;

In der Erwägung, dass die Zweckbestimmung der Zone nach der Bewirtschaftung nur im Rahmen eines neuen Verfahrens zur Revision des Sektorenplans oder durch die Verabschiedung eines abändernden kommunalen Raumordnungsplans verändert werden kann; dass diese Anträge spezifisch zu begründen sind; dass diese Verfahren nicht nur eine Bewertung der Auswirkungen, sondern auch eine Befragung der Bevölkerung voraussetzen; dass die Region nicht in der Lage ist, sich ausdrücklich und endgültig zu verpflichten, eine weitere Änderung der Zweckbestimmung der Zone zu untersagen, da eine derartige Verpflichtung eine Verletzung von Artikel 1 des CWATUPE darstellen würde;

D. DIE AUSGLEICHSMASNAHMEN

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden die Ausgleichsmaßnahmen betreffen; dass die Fragen sich auf die Menge und die Art der alternativen Ausgleichsmaßnahmen beziehen, sowie auf den Mangel, die Art und die Kosten der alternativen Ausgleichsmaßnahmen;

1. Allgemeines

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner der Meinung sind, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen den alternativen Ausgleichsmaßnahmen vorzuziehen sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 46 des CWATUP verfügt wird, dass die Eintragung im Sektorenplan jedes neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets ausgeglichen wird, und zwar «dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstärkung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstärkung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung»;

Dass der Gesetzgeber folglich nicht beabsichtigt, die eine oder andere Art der Ausgleichsmaßnahmen zu bevorzugen, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen und die alternativen Ausgleichsmaßnahmen daher völlig gleich behandelt werden;

2. Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass die Anwohner behaupten, dass die Ausgleichsmaßnahmen lächerlich sind, wenn nicht gar gänzlich fehlen und allenfalls von schlechter Qualität sind;

In der Erwägung, dass sie die Frage stellen, in welchem Verhältnis diese Ausgleichsmaßnahmen durchgeführt werden;

In der Erwägung, dass manche Anwohner der Ansicht sind, dass sie ebenfalls die gesetzwidrig bewirtschafteten Flächen betreffen sollten;

In der Erwägung, dass verschiedene Anwohner erklären, dass ein bereits geschütztes Gebiet nach einer Regularisierung nicht in ein Naturgebiet umgewandelt werden und als Ausgleich zählen kann (der «Pas de Chien»);

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer behaupten, dass zahlreiche in einer Bauzone gelegene Flächen in ein Agrar- oder Forstgebiet umgewandelt werden könnten (erwiesenermaßen überschwemmungsgefährdete Gebiete oder als solche bekannte Gebiete, Schwemmland, Gebiete, in denen die bandartige Verstärkung untersagt ist); dass die Beschwerdeführer fordern, die bestehenden Gebieten für konzertierte kommunale Raumordnung nutzen zu dürfen;

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux der Ansicht ist, dass die gesamten vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen völlig unzureichend sind; dass es notwendig sei, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen was die Fläche betrifft verhältnismäßig umfangreicher sein sollten, als die vorgeschlagenen Maßnahmen;

Dass der CCATM betont, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, die die Umwandlung der Sandgruben in Agrargebiet vorsehen, unter Beachtung eines noch auszuarbeitenden ausführlichen Lastenhefts durchzuführen ist, um zu ermöglichen, diese Flächen als Ackerland zu nutzen (die Sanierung eines Grubenbodens und die Umwandlung in Agrarland ist alles andere als einfach; diese Arbeit muss ordnungsgemäß durchgeführt werden, da ansonsten der landwirtschaftliche Ertrag in der Zukunft sehr gering ausfällt, wie aus der Umweltverträglichkeitsstudie hervorgeht); dass der CCATM betont, dass die gesamten Ausgleichsmaßnahmen alle neuen Landentnahmen innerhalb und außerhalb der abgeänderten Zone des Sektorenplans umfassen müssen;

Dass der CCATM von Chaumont-Gistoux ein Gutachten abgegeben hat, in dem er die Frage nach der Gesetzmäßigkeit einer Änderung des Sektorenplans stellt, die eine Umwandlung einer gesetzwidrig aufgeschütteten Sandgrube in ein Natura 2000-Gebiet vorsieht; dass der CCATM der Ansicht ist, dass es sich bei der Umwandlung des Pas de Chien nicht um eine raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme im Zusammenhang mit dem vorliegenden Antrag handelt;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium von Chaumont-Gistoux der Meinung ist, dass die Ausgleichsmaßnahmen auf raumplanerischer Ebene lächerlich sind, umso mehr als das Autobahnkreuz nicht als Ausgleichsmaßnahme betrachtet werden kann;

Dass es sich bei einer der Ausgleichsmaßnahmen um die Eintragung des Pas de Chien als Naturgebiet handelt (dieses 3,6 ha umfassende Gelände war bereits Teil von Natura 2000); dass aus dem Gutachten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt hervorgeht, dass es genau der gesetzwidrig aufgeschüttete Teil war, der die Eingliederung in das Natura 2000-Gebiet rechtfertigte, und dass die gesetzwidrigen Aufschüttungen die zu schützenden Lebensräume völlig zerstört haben; dass die vorgeschlagene Ausgleichsmaßnahme daher völlig wertlos geworden ist;

Dass nach Meinung dieser Generaldirektion zusätzlich zu der Diskrepanz zwischen dem Umfang des Ausdehnungsprojekts und dem Umfang der Ausgleichsmaßnahmen ersichtlich wird, dass die beiden Agrargebiete Teil des Umkreises der früheren Abbaugelände sind, die dazu bestimmt waren, nach Abschluss der Betriebstätigkeit wieder in Agrargebiet umgewandelt zu werden; dass das Naturgebiet des Pas de Chien bereits als Natura 2000-Gebiet ausgewiesen ist und es sich dabei um ein Gelände von großer biologischer Bedeutung handelt, was wiederum den Schluss zulässt, dass dieses Gebiet im vorliegenden Fall keine echte raumplanerische Ausgleichsmaßnahme darstellt;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Walhain darauf hinweist, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen eine Fläche betreffen, die viel geringer ist als die des geplanten neuen Abbaugeländes; dass diese Maßnahmen daher unzureichend scheinen; dass diese Unverhältnismäßigkeit im Widerspruch steht zu:

- dem eigentlichen Prinzip des Ausgleichs, der ein Vorteil ist, der einen Nachteil ausgleicht;
- dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit, der gemäß Artikel 46 des CWATUPE anzuwenden ist;
- der regionalpolitischen Erklärung der Wallonischen Regierung, die empfiehlt, «im Hinblick auf eine ausgewogene räumliche Entwicklung den raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen den Vorzug bei der Eintragung von neuen verstärkenden Gebieten zu geben und sowohl raumplanerische als auch alternative Ausgleichsmaßnahmen zu bestimmen, indem die festzulegenden Kriterien auszuarbeiten sind. Zudem wird ein regionales Verzeichnis der potentiell zu entstärkenden Zonen erstellt werden»;

Dass die Gemeinde allgemein der Meinung ist, dass diese Vorgehensweise, die zu der erwähnten Unverhältnismäßigkeit führt, im Widerspruch zu dem «Standstill-Prinzip» steht und zu dem Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt, der in Artikel 23 der Verfassung verankert ist, insofern die tatsächliche Revision des Sektorenplans zu einer Schädigung der heutigen Umwelt führen würde, selbst unter Berücksichtigung der geplanten raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass wie bereits erwähnt wurde keine Art des Ausgleichs einer anderen vorzuziehen ist; dass die Vorstellung, der zufolge zahlreiche verstädterbare Gebiete, die für eine Umwandlung in nicht verstädterbare Gebiete in Frage kommen würden, zu vage ist, im in casu eine genaue Analyse der Optionen zu ermöglichen, die sich die Beschwerdeführer in diesem Zusammenhang vorstellen;

In der Erwägung, dass Artikel 46 des CWATUPE besagt, dass die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets ausgeglichen wird; dass der Umstand, dass dieses Gebiet gesetzwidrig bewirtschaftet worden ist, bevor es in ein zur Verstädterung bestimmtes Gebiet umgewandelt wurde, keine Auswirkung auf die in Artikel 46 vorgesehene Maßnahme hat; dass der CWATUPE im Rahmen der Eintragung eines gesetzwidrig bewirtschafteten Gebiets in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet keinerlei Ausgleichsmaßnahme vorsieht;

In der Erwägung, dass aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ergänzung, durch Eintragung eines Naturgebiets und eines Agrargebiets als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen und durch Einführung eines alternativen Ausgleichs, des Erlasses vom 4. Dezember 2003, «die Wallonische Regierung als raumplanerische Maßnahmen die Umwandlung der folgenden Abbaugelände in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete berücksichtigt:

- - Eintragung als Naturgebiet des Geländes «Pas de Chien», das dem «Vallée du Train» genannten Natura-2000 Gebiet BE 31007 angehört, für insgesamt ca. 3,6 ha;

- - Eintragung als Agrargebiet einer ehemaligen Deponie der Klasse 2 mit einer Fläche von ca. 7,9 ha (Ortslage «Rigole Fossal»);

In der Erwägung, dass sich das erste im Rahmen der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme berücksichtigte Gebiet («Pas de Chien») auf dem Gebiet der Gemeinde Chaumont-Gistoux südlich der Straße N243 zwischen Chaumont und Gistoux befindet; dass es als Abbaugelände (und zusätzlich als landwirtschaftlicher Weg) eingetragen ist;

In der Erwägung, dass das Gelände «Pas de Chien» als Gebiet von großem biologischem Interesse anerkannt wird; dass diese Anerkennung de facto zum Schutz der Sandgrube führt; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung erklärt wird: «Im Prinzip führt die Aufschüttung der Sandgruben zum Verlust jeglichen ökologischen Interesses, das sie während ihrer Nutzung besaßen. Nichtsdestotrotz weisen sie selbst teilweise aufgefüllt einen höheren Wert auf, als die umliegenden Großkulturen. Eine gewisse Umkehrbarkeit des Vorgangs ist noch möglich in der Sandgrube «De Kock» oder «Pas de Chien», da diese noch nicht vollständig aufgeschüttet sind. Gesetzlich geschützte Tierarten, die in den Sandgruben Hoslet und De Kock beobachtet wurden, haben sich dort niedergelassen, was eine vollständige Aufschüttung des Grubengrundes aus gesetzlichen Gründen unmöglich machen sollte. Insofern es sich im Falle des «Pas de Chien» um eine Ausgleichsmaßnahme und eine Eintragung in ein Naturgebiet handelt, sollte weder ein Aufschütten, noch eine menschliche Aktivität, die Gefahr läuft, dieses Milieu zu stören, zugelassen werden» (UVP, Phase II, S. 134); dass dies in keiner Weise die Möglichkeit ausschließt, diese Parzellen im Rahmen einer Ausgleichsmaßnahme zu berücksichtigen; dass ihre Eintragung in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet ermöglichen wird, bestimmte Aspekte der Erhaltung des Natura 2000-Gebiets zu stärken;

Dass für dieses Gelände einerseits keinerlei Sanierungsmaßnahme mit dem Zweck, für die Landwirtschaft nutzbare Flächen schaffen, durchgeführt worden ist, und andererseits aufgrund des sehr unregelmäßig verlaufenden Bodenreliefs und der vor Ort anzufindenden Vegetation, die nicht heimisch ist, keinerlei landwirtschaftliche Nutzung möglich ist (UVP, Phase II, S. 134);

Dass das Gelände «Pas de Chien» im Süden und Westen durch einen Umkreis landschaftlichen Interesses abgegrenzt wird (UVP, Phase II, S. 137);

In der Erwägung, dass die Eintragung des Geländes «Pas de Chien» als Naturgebiet daher rationell ist, insbesondere unter Berücksichtigung der Einbeziehung des Geländes in den Natura 2000-Umkreis, der sich nach Westen hin ausdehnt, sowie unter Berücksichtigung seiner Eintragung als Gebiet von großem biologischem Interesse und der Tatsache, dass eine landwirtschaftliche Nutzung nicht möglich ist;

Dass die topographische Gestaltung des Geländes weitere Anlieferungen von Aufschüttungen und Abraumerde zulässt; dass die Gefahr von wilden Deponien daher besteht (UVP, Phase II, S. 137);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer folgende positive Aspekte hervorhebt:

- Erhaltung und Schutz eines Ufers, das den Ry des Papeteries und den Train speist und dazu beiträgt, den Bach zu speisen und so den Kaulkopf schützt;

- Keine neue Gefahr einer lokalen Verschmutzung des Grundwassers;

- Keine neue Gefahr einer lokalen Verschmutzung der stromabwärts gelegenen öffentlichen Wasserentnahmestellen;

- Erhaltung der als qualitativ hochwertig anerkannten lokalen Landschaften;

- Beitrag zu der Verbesserung der Luftqualität vor Ort;

- Schutz und Erhaltung des Standort von großem biologischen Interesse oder mit einem wertvollen biologischen Potential, der in dem Natura 2000-Netzwerk eingetragen ist;

- Schaffung einer grünen Pufferzone zwischen den Zonen mit Potential als Wohnraum und dem geplanten Abbaugelände (UVP, Phase II, S. 138);

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung im Sinne der Kohärenz jedoch als Variante vorschlägt, das gesamte Ausgrabungsgebiet der ehemaligen Sandgrube in das Naturgebiet zu integrieren, d.h. in dem Entwurf angeführte Abbaugelände als Ausgleich mit einer Fläche von 3,6 ha und das angrenzende kleine Agrargebiet mit einer Fläche von 3,7 ha (UVP, Phase II, S. 139); dass er zudem vorschlägt, den auf dem angrenzenden Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung gelegenen Teil als Naturgebiet einzutragen (0,25 ha); zusammenfassend schlägt er also vor, dass die Grenzen des in den Sektorenplan eingetragenen Naturgebiets durch den Chemin des Cressonnières im Norden und den Chemin du Bois Matelle im Süden gebildet werden (UVP, Phase II, S. 140);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt:

- Jegliche Aufschüttung des Geländes des «Pas de Chien» einzustellen;

- Den Zugang zu dem Gelände für die Ausübung von Freizeitaktivitäten und insbesondere von motorisierten Aktivitäten zu untersagen;

- Sich weitreichend von den Veröffentlichungen der Wallonischen Region zur Frage der Neugestaltung nach Abschluss der Betriebstätigkeit leiten zu lassen, und insbesondere die Veröffentlichung in französischer Sprache der DGRNE (die heutige operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt) aus dem Jahre 1995 «Réaménagement biologique des carrières après exploitation» und spezifisch die Kapitel dieser Veröffentlichungen, die die Sandgruben betreffen, berücksichtigen;

- Die im Bereich der Naturverwaltung zuständige Dienststelle am Prozess zur Umstellung des Geländes beteiligen (UVP, Phase II, S. 140);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Meinung ist, dass diese Variante in die Betriebsbedingungen des neuen Abbaugebiets in aufeinanderfolgenden Schritten eingetragen werden könnte (UVP, Phase II, S. 100);

Dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2009 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans erläutert hat, dass «in der Erwägung, dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Durchführungsvarianten die Folgenden sind:

Die Wiederherstellung des Standorts «Pas de Chien» auf dem Gebiet der Erhaltung und der Möglichkeiten der Ansiedlung von Lebensräumen und Arten von biologischem Interesse; diesbezüglich ist die Ausarbeitung eines Verwaltungsplans dieses Umkreises eine unerlässliche Voraussetzung für die Durchführung der ersten Bewirtschaftungsphase des zukünftigen Abbaugebiets, das die Ländereien im Norden des chemin de Mettementbrule umfasst;

(...)

Die Abgrenzungsvariante besteht aus der Eingliederung des gesamten Ausgrabungsgebiets der ehemaligen Sandgrube «Pas de Chien» in das Naturgebiet: die von der Erweiterung des Umkreises des Naturgebiets betroffenen Gelände, die derzeit als Agrargebiet eingetragen sind, weisen das gleiche Potential für die Biodiversität auf, ohne jedoch ein landwirtschaftliches Interesse zu besitzen, und sind als Gebiet von großem biologischem Interesse eingetragen; folglich wird der Umkreis des Naturgebiets durch den Chemin des Cressonnières im Norden und den Chemin du Bois Matelle im Süden gebildet, wobei zur Gewährleistung einer planologischen Kohärenz der kleine übergreifende Teil des angrenzenden Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung gelegenen Teil (0,25 ha) im Süden des chemin des Cressonnières als Naturgebiet mit integriert wird;

(...)

«Art. 2 -Die im nördlichen Teil des zukünftigen Abbaugebiets gelegenen Gelände werden mit einer zusätzlichen Vorschrift *S.35 gekennzeichnet, durch die erklärt wird, dass es sich um die Phase 1 des Betriebs handelt, und dass diese vor der Erstellung eines Verwaltungsplanes zwecks der Erhaltung und der Möglichkeiten der Entstehung von Lebensräumen und Arten von biologischem Interesse des Geländes «Pas de Chien» nicht eingeleitet werden darf;

In der Erwägung, dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 erklärt: dass er «die Eintragung von zwei Naturgebieten, nämlich die der früheren Sandgrube Pas de Chien im Rahmen einer raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme und die im Osten des Bois Matelle befürwortet. Er stellt diesbezüglich fest, dass diese Standorte ein hohes biologisches Potential aufweisen, und dass ihre Eintragung als Naturgebiet unter Berücksichtigung ihrer grundsätzlichen Qualitäten eindeutig gerechtfertigt ist»;

Dass der CRAT ebenfalls erklärt, dass er «die Eintragung zusätzlicher Vorschriften *S35 und *S36 bezüglich des Abbaugebiets befürwortet»;

Dass die Regierung die Eintragung als Naturgebiet des Geländes «Pas de Chien» mit einer Gesamtfläche von insgesamt 7,5 ha, von denen jedoch nur 3,6 ha für die Berechnung der Ausgleichsmaßnahmen berücksichtigt werden, da die übrige Fläche sich bereits in einem nicht verstädterbaren Gebiet befindet, bestätigt;

In der Erwägung, dass das zweite im Rahmen der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme berücksichtigte Gelände («Rigole Fossal») sich auf dem Gebiet der Gemeinde Chaumont-Gistoux befindet; dass diese frühere Abbaugrube nunmehr aufgeschüttet ist und als Wiese eingerichtet ist; dass «Die Situation der an dieser Stelle bewirtschafteten Gelände auf einem relativ komplexen Werdegang des Sandabbaus zurückzuführen ist, gefolgt durch progressive Aufschüttungen nach Abschluss der jeweiligen Abbauphasen oder durch das Anlegen einer Deponie an manchen Abbaustellen.» ;

Dass das Gebiet saniert worden ist und als Wiese genutzt wird; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer davon ausgeht, dass die Wahrscheinlichkeit einer anderen Nutzung gering ist, einerseits aufgrund des kuppelförmigen Reliefs, das ein Ergebnis der früheren Deponie ist, und andererseits wegen der lehmigen Böden, die dieses Gebiet kennzeichnen und die von geringem Wert sind; dass die Eintragung dieser Ländereien als Agrargebiet jedoch rationell scheint, da sie für die Betriebsinhaber von Interesse ist, insofern die betreffenden Ländereien ihnen zurückgegeben werden (UVP, Phase II, S. 144);

Dass die Umwandlung des Geländes in Agrargebiet in den Betriebsgenehmigungen des Abbaugebiets vorgesehen worden war;

Dass die Eintragung als Agrargebiet zur Folge haben würde, dass eine Übereinstimmung der bestehenden Sachlage mit der Rechtslage erzielt würde; dass dem Betreiber somit die Möglichkeit gegeben wird, die bestehenden Bauten für seine Tätigkeit in dem betreffenden Gebiet auszubauen;

Dass die Rückgabe zur landwirtschaftlichen Nutzung theoretisch die Gefahr einer Verschmutzung des Grundwassers durch Nitrate verstärkt; dass die betreffende Fläche jedoch sehr gering ist, und dass die landwirtschaftliche Nutzung lediglich Wiesen betrifft (UVP, Phase II, S. 145);

Dass die Aufschüttung der Gruben nach Abschluss der Bewirtschaftung und die Rückkehr zur ursprünglichen Topographie sowie die Nutzung der Ländereien zu landwirtschaftlichen Zwecken dazu führt, dass die landschaftlichen Auswirkungen der Nutzung der Sandgrube nicht weiter bestehen, und zwar sowohl aus kurzer, als auch als langer Entfernung gesehen (UVP, Phase II, S. 146);

Dass der CRAT in seinem Gutachten vom 25. August 2011 erklärt: dass er «die Eintragung von zwei Naturgebieten in Chaumont-Gistoux befürwortet. Er weist darauf hin, dass diese Abänderung eine Sachlage bestätigt. Der naheliegende Standort der N243 entspricht einem Teil der aufgefüllten und wieder eingerichteten Sandgrube, die vormals als Deponie der Klasse 2 eingetragen war. Diese Ländereien werden zur Zeit durch einen Landwirt als Weideland genutzt»;

Dass die Regierung die Eintragung des Standorts «Rigole Fossal» als Agrargebiet mit einer Gesamtfläche von 7,9 ha bestätigt;

Dass der CWEDD in seinem Gutachten am 27. Juni 2011 der Eintragung von Naturgebieten und Agrargebieten als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme zugestimmt hat;

In der Erwägung, dass der Plan sich auf die Eintragung einer Fläche von etwa 110 ha zur Verstädterung bestimmter Gebiete und einer Fläche von etwa 15 ha nicht zur Verstädterung bestimmter Gebiete bezieht;

In der Erwägung, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nicht ermöglichen, die gesamten neuen Abbaugebiete auszugleichen; dass daher die durch den Gesetzgeber vorgesehene Möglichkeit zu prüfen ist, alternative Ausgleichsmaßnahmen zu treffen, um einen Ausgleich zu erzielen, der im Verhältnis zu dem neuen verstädterbaren Gebiet steht;

3. Alternative Ausgleichsmaßnahmen

3.1. Der Verbindungsweg

3.1.1. Unzureichend

In der Erwägung, dass manche Anwohner berichten, das Autobahnkreuz würde ausschließlich einer Privatgesellschaft zugutekommen, die kein Geheimnis daraus macht, dass ihr Ziel ausschließlich spekulativer Natur ist; dass die Beschwerdeführer erklären, dass durch die Schaffung eines Autobahnkreuzes Belästigungen vermieden werden, die gar nicht existieren; dass nur der Betreiber daraus einen Nutzen zieht;

In der Erwägung, dass die Anwohner erklären, dass Walhain unter dem Verkehr und den sonstigen Belästigungen leiden wird, obwohl der Betrieb sich zu 70 % auf dem Gebiet von Chaumont-Gistoux befindet wird: dass sie die Frage nach dem angemessenen Verhältnis und dem Prinzip der Verhältnismäßigkeit stellen;

In der Erwägung, dass der CCATM von Chaumont-Gistoux der Meinung ist, dass die gesamten raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen völlig unzureichend sind; dass die alternativen Ausgleichsmaßnahmen, die vorgeschlagen werden, zugunsten der betroffenen Gemeinden vorgeschlagen werden müssen;

Dass der CCATM zudem der Meinung ist, dass «die alternativen Ausgleichsmaßnahmen keine wirklichen Alternativen darstellen. Diese sogenannten Ausgleichsmaßnahmen (Autobahnkreuz, Umzug der Hoslet-Anlagen) dienen lediglich dem Betreiber und müssen eine Bedingung für die Genehmigung der Änderung des Sektorenplans darstellen»;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux der Ansicht ist, dass die vorgeschlagene Alternative, die darin besteht, zu Lasten von SITA-Hoslet ein neues Autobahnkreuz zu schaffen, ohne dass dabei die Trassen der Verkehrsverbindungen mit diesem Autobahnkreuz festgelegt werden, zu Belästigungen führen würde und von keinerlei Interesse für die Bewohner der Gemeinde ist;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux darauf hinweist, dass die alternativen Ausgleichsmaßnahmen unzureichend scheinen; dass die Schaffung eines Autobahnkreuzes, um die Ausdehnung der Betriebstätigkeit zu ermöglichen, eher ein Vorteil für den Betreiber zu sein scheint, als eine Ausgleichsmaßnahme;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Walhain darauf hinweist, dass es erstaunlich und besorgniserregend ist, dass der Revisionsentwurf ein Projekt betrifft, das den Bau eines Autobahnkreuzes und einen noch nicht festgelegten Verlauf einer Strecke umfasst; dass die Gemeinde des weiteren der Meinung ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auf der Grundlage der Lokalisierung des Autobahnkreuzes und des Straßenverlaufs hätte durchgeführt werden müssen; dass die alternative Ausgleichsmaßnahme die Gesetzwidrigkeiten und Mängel der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nicht ausgleicht; dass die geplante alternative Ausgleichsmaßnahme ihrerseits gesetzwidrig ist; dass die Gemeinde feststellt, dass die alternative Ausgleichsmaßnahme ausschließlich den Bedürfnissen des Betreibers einer Sandgrube entspricht, da diese Maßnahme ihm ermöglichen würde, seinen Betrieb an das Autobahnnetz anzubinden und somit seine Transportkosten zu verringern; dass es sich hier also nicht um eine alternative Ausgleichsmaßnahme nach Artikel 46 des CWATUPE darstellt, da sich nicht die durch eine Revision des Sektorenplans entstehenden negativen Auswirkungen ausgleicht; im Gegenteil, diese alternative Ausgleichsmaßnahme führt ihrerseits zu Belästigungen für die Anwohner;

In der Erwägung, dass wie dies bereits erläutert wurde, nicht länger die Schaffung eines Autobahnkreuzes in Betracht gezogen wird, sondern eines neuen Anschlussstücks an die E411 über die N243a;

In der Erwägung, dass die Durchfahrt des Zentrums von Chaumont-Gistoux durch zahlreiche Fahrzeuge für die Bevölkerung und die Gemeindebehörden besorgniserregend ist;

Dass dieses hohe Verkehrsaufkommen unter anderem durch den Standort der Sandgrube, jedoch auch durch Einrichtungen, die im Zusammenhang mit der Sandgrube arbeiten und die sich im Zentrum von Chaumont-Gistoux befinden, verursacht wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region dieser Besorgnis Rechnung tragen möchte und beabsichtigt, der Durchfahrt von Chaumont-Gistoux durch diesen Verkehr ein Ende zu bereiten und die Pflicht einer vollständigen Umsiedlung der Einrichtungen, die im Zusammenhang mit der Sandgrube arbeiten und die sich im Zentrum von Chaumont-Gistoux befinden, aufzuerlegen, obwohl diese über eine bis 2021 gültige Betriebsgenehmigung verfügen;

Dass diese Problematik in dem interkommunalen Mobilitätsplan von Chaumont-Gistoux behandelt worden ist;

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinem Gutachten am 27. Juni 2011 dem Antragsteller vorschlägt, einerseits in eine Verbindung zum Anschluss an die N243a zu investieren, wodurch ermöglicht würde, Chaumont-Gistoux von dem umfangreichen Lastwagenverkehr zu befreien, und andererseits die Verwaltungsgebäude, den Truck-Wash und die Tankstelle vom Zentrum von Chaumont-Gistoux hin zu dem zukünftigen Abbaugelände umzusiedeln; dass er erläutert, dass die im Bereich der Verkehrsinfrastruktur vorgeschlagene Investition somit der gesamten Bevölkerung zugutekommen würde, indem das Verkehrsaufkommen im Zentrum von Chaumont-Gistoux begrenzt würde;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines neuen Abbaugeländes ausschließlich darauf abzielt, die Betriebstätigkeit aufrecht zu erhalten; dass diese Eintragung daher nicht dazu führen wird, das derzeitige Verkehrsaufkommen zu erhöhen;

Dass diese Eintragung zweifelsohne ermöglicht wird, einerseits die Lebensqualität der Anwohner entlang der N243 und im Zentrum von Chaumont-Gistoux zu verbessern, und andererseits die Verkehrssicherheit entlang der N243 zu erhöhen; dass folglich die Verkehrsbedingungen aller Nutzer der N243 verbessert wird;

In der Erwägung, dass die Regierung darauf hinweisen möchte, dass der Antrag auf Globalgenehmigung, der darauf abzielt, die Betriebstätigkeit an diesem Standort zu garantieren, die Einrichtungen, die sich im Zentrum von Chaumont-Gistoux befinden, integrieren und umfassen muss, und dass diese umgesiedelt werden, sobald diese Genehmigung umgesetzt wird, sollte sie ausgestellt werden;

3.1.2. Gegenstand

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer der Meinung sind, dass für die Investitionen, die von der öffentlichen Hand für die Öffentlichkeit getätigt werden, keinerlei Gegenleistung vorliegt und diese in den Privatgebrauch übergehen werden (Flurbereinigungswege), und dass des weiteren keinerlei Ersatzlösung besteht; dass die Beschwerdeführer der Meinung sind, dass der Betriebsinhaber eine Entschädigung vorschlagen sollte (Bezuschussung von gemeinschaftlichen Einrichtungen, Umschulung für die Landwirte, die ihre Ländereien verlieren,...); dass die Beschwerdeführer ein konstruktives Projekt fordern (Lärmschutz);

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer der Meinung sind, dass die N243a ab dem Kreuzung mit der chaussée de Huy bis zur Kreuzung mit der route d'Orbais neu gestaltet werden sollte (Änderung der Trasse, Kreisverkehre, Beleuchtung,...); dass das bestehende Straßennetz ebenfalls verbessert werden sollte;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer schließlich den Wunsch äußern, dass das Verkehrsprojekt, nach Abschluss der Betriebstätigkeit wieder rückgängig gemacht werden kann; dass sie der Meinung sind, dass die Lasten eines privaten Vorhabens nicht auf die Bevölkerung abgewälzt werden sollte;

In der Erwägung, dass manche unter ihnen fordern, dass dem Betreiber zur Gewährleistung einer reibungslosen Ausführung der Verpflichtungen eine Frist von zwei Jahren einzuräumen, um ihm zu ermöglichen, den Anschluss an die E411 zu verwirklichen; dass ihrer Meinung nach die Genehmigung unter der Bedingung der reibungslosen Ausführung erteilt werden sollte; dass andere Anwohnern fordern, dass die Durchführung der alternativen Trassen garantiert werden sollte; dass manche Anwohner jedoch der Meinung sind, dass die vorgesehene Betriebsphasenplanung keinerlei Garantie darstellt;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux die Bedeutung der in dem Erlass vom 27. Mai 2009 definierten Phasenplanung unterstreicht, die voraussetzt, dass die Verwirklichung einer alternativen Trasse erst im Vorfeld zu der Umsetzung der zweiten Bewirtschaftungsphase erfolgen sollte, eine Phase, die erst in etwa fünfzehn oder zwanzig Jahren umgesetzt werden wird; dass somit ermöglicht wird, dass die neue Zone in Betrieb genommen wird, ohne dass irgend eine Garantie dafür besteht, dass die Arbeiten für die neue Straße in Angriff genommen werden;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer darauf hingewiesen hat, dass der Verkehr zu Belästigungen führt (Lärm, Schwingungen, Staub, Gefahren für die anderen Verkehrsteilnehmer) (UVP, Phase II, S. 76 und ff.);

Dass er ebenfalls erläutert hat, dass die Einrichtung einer neuen Trasse, die ermöglicht, die Durchfahrt des Zentrums von Chaumont-Gistoux auf der N243 zu verhindern, eine positive und wichtige Änderung für die Anwohner sowohl für den Verkehrsfluss und die Sicherheit auf dieser öffentlichen Straße darstellen würde (UVP, Phase II, S. 82);

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die für die Prüfung der Varianten der alternativen Ausgleichsmaßnahme angewandten Kriterien erläutert und beschrieben hat (UVP, Phase II, S. 160 ff.); dass eine zusammenfassende Tabelle ermöglicht, die Vor- und Nachteile jeder einzelnen Variante zu bewerten (UVP, Phase II, S. 162); dass der Umweltverträglichkeitsprüfer jedem Kriterium unter Berücksichtigung der vorerwähnten Vorzugsgründe -1, 1, 2 oder 3 Punkte vergeben hat; Dass diese Vorgehensweise völlig objektiv scheint;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2009 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans erläutert hat, dass «die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Durchführungsvarianten die Folgenden sind:

°Die Verwirklichung einer alternativen Verkehrsführung, die ermöglicht, den Verkehr im Zentrum von Chaumont-Gistoux, der durch die Sandgrube und ihre Nebenanlagen entsteht, zu vermeiden; die Verwirklichung dieser Verkehrsführung ist für die Bewirtschaftung der Phase II des zukünftigen Abbaugebiets im Süden des chemin de Mettementbrule unerlässlich;

(...)

Dass die Gemeinden im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen alternative Trassen vorgeschlagen haben;

Dass die Regierung bei dem Umweltverträglichkeitsprüfer eine umwelttechnische Analyse zu den von den Gemeinden im Anschluss an die öffentliche Untersuchung vorgeschlagenen alternativen Trassen in Auftrag gegeben hat; dass der Umweltverträglichkeitsprüfer in seiner Analyse jede der beiden Varianten nach genauen Kriterien geprüft und Verbesserungsvorschläge geäußert hat;

Dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die vorgeschlagenen Varianten unter Berücksichtigung von Sicherheitskriterien (gemeinsame Trassen, Anzahl Kreuzungen, Anzahl der Möglichkeiten des Linksabbiegens, Kreuzung von Fahrradwegen) und von Mobilitätskriterien (Nutzung der Trasse durch Fluchtverkehr),... geprüft hat (Ergänzender Bericht, S. 13);

In der Erwägung, dass der CWEDD die von dem Studienbüro vorgeschlagene Alternative in der von der Regierung in Auftrag gegebenen Analyse (die sogenannte Abis Alternative) unterstützt, da diese Alternative die Auswirkungen auf die Landwirtschaft und die Umwelt so gering wie möglich hält; dass er jedoch darauf hinweist, dass diese Alternative zu einer zusätzlichen Verstärkung des Agrargebiets führt und er daher wünscht, dass die Regierung die Möglichkeit einer operativen Ausgleichsmaßnahme zugunsten der Landwirtschaft prüft;

Dass nicht vorgesehen ist, diese Trasse zu privatisieren; dass die betreffenden Wege öffentlich bleiben werden;

In der Erwägung, dass die Regierung wie bereits erwähnt beabsichtigt, eine zusätzliche Bedingung aufzuerlegen, die darin besteht, zu verlangen, dass die für die Verwirklichung der Abis-Trasse notwendigen Anpassungen erfolgen, und dass diese Trasse genutzt wird, sobald die Betriebstätigkeit beginnt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beabsichtigt, den Bau einer Lärmschutzwand entlang der E411 als alternative Ausgleichsmaßnahme zu verlangen; dass die Studie, die erforderlich sein wird, um die genaue Standortbestimmung dieser Mauer entlang der E411 festzulegen, einerseits, und der Bau der Mauer andererseits, durch den Betreiber zu finanzieren ist, und zwar in Höhe von 1,1 Millionen Euro;

In der Erwägung, dass die Regierung, insofern notwendig verdeutlichen möchte, dass sie den Betreiber auffordert, den Dialog mit der Gemeinde Chaumont-Gistoux zur Frage der möglichen Ansiedlung anderer gemeinschaftlicher Einrichtungen wie zum Beispiel Sportinfrastrukturen innerhalb der bewirtschafteten Zone zu suchen;

3.1.3. Kosten

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Meinung sind, dass die Ausgleichsmaßnahmen von einem unabhängigen Studienbüro untersucht und in einen Haushaltsplan einbezogen werden müssen;

In der Erwägung, dass diese Beschwerdeführer ebenfalls der Meinung sind, dass die Kosten dieser Arbeiten vor Durchführung der Ausgleichsmaßnahmen von dem Betreiber gebilligt werden müssen; dass eine Beteiligung des Steuerpflichtigen völlig unzulässig sei;

In der Erwägung, dass manche Anwohner die Frage stellen, wer für den Unterhalt, die Änderungen und den Bau der Straßen aufkommen wird; dass sie der Meinung sind, dass aufgrund der Instabilität des Bodens, die Gefahr einer umfangreichen Haushaltserhöhung aufgrund der Kosten für die Instandsetzung besteht; dass sie erklären, dass für die Bevölkerung keine Unkosten entstehen sollten, und dass der Bau und der Unterhalt des Autobahnkreuzes zu Lasten des Betreibers gehen sollten; dass die Beschwerdeführer fordern, dass alle Kosten zu Lasten des Betreibers gehen (Umzug, Schaffung von Straßen, Lärmschutzwand,...);

In der Erwägung, dass die Gemeinde Walhain erklärt, dass sie erstaunt ist, dass in der Frage des Autobahnkreuzes und der Anschlussverbindung Haushaltsmittel in Höhe von 1,1 Millionen Euro zu Lasten des Betreibers festgelegt worden sind, und dies obwohl die alternative Ausgleichsmaßnahme nicht genau definiert worden ist und die Kosten für deren Verwirklichung folglich nicht bestimmt werden kann; dass in der Annahme, dass der vorerwähnte Haushaltsrahmen nicht eingehalten werden kann, Auslagen für die Bevölkerung entstehen würden, eine Lösung, die im Rahmen der Verwirklichung einer alternativen Ausgleichsmaßnahme inakzeptabel ist;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer erklärt: «Seit 2004 ist ein Abkommen abgeschlossen worden zwischen dem MET und den verschiedenen Betreibern von Unternehmen, die das Verkehrsaufkommen auf der N243a beeinflussen (Anlage IV.1.3.). Das Ministerium hat im Winter 2003-2004 Instandsetzungsarbeiten durchgeführt und die Unternehmen, die die 243a stark nutzen haben sich bereit erklärt, die Kosten für den Unterhalt dieser Straße zu übernehmen, und zwar jede in Höhe eines Prozentsatzes entsprechend ihrem Anteil an dem Verkehrsaufkommen dieser Straße.

Im September 2004 haben 4 Unternehmen das Abkommen unterzeichnet:

- Ets HOSLET (Daniel Hoslet): 70%,
- S.A. DE KOCK WAVRE (Hugo De Kock): 16,5%,
- SOCOROUTE (Pierre-Marie Melin): 10%,
- RAMAN S.A. (Jean-Jacques Raman): 3,5%.

Im 2007 ist das Abkommen erneuert und von 5 Unternehmen unterzeichnet worden:

- Ets HOSLET (Daniel Hoslet): 80%,
- VH RECYCLAGE (Marc Regnier): 6%,

- READY BETON (A. Daelmans): 6%,
- MELIN S.A. (Pierre-Marie Melin): 5%,
- RAMAN S.A. (Jean-Jacques Raman): 3%» (UVP, Phase II, S.36);

3.1.4. Schlussfolgerung

In der Erwägung, dass die Regierung angesichts der von den Beschwerdeführern und den Gemeindebehörden von Walhain und Chaumont-Gistoux angeführten Argumenten der Meinung ist, dass die dass der Bau der Verkehrsverbindung zwischen dem Gelände der Sandgrube und der Straße N243a nicht in den Anwendungsbereich der alternativen Ausgleichsmaßnahme fällt, sondern als städtebauliche Auflage im Rahmen der Ausstellung der Genehmigung, die für die Inbetriebnahme des durch den vorliegenden Erlass in den Sektorenplans eingetragenen Abbaugebiets erforderlich ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung als alternative umwelttechnische Ausgleichsmaßnahme einerseits die Durchführung der Studie verlangt, die erforderlich sein wird, um die genaue Standortbestimmung einer Lärmschutzmauer entlang der E411 in Höhe der Gemeinde Walhain festzulegen, und andererseits den Bau dieser Mauer, wobei diese Maßnahme durch den Betreiber zu finanzieren ist, und zwar in Höhe von 1,1 Millionen Euro;

3.2. Die Verlagerung der im Zentrum von Gistoux gelegenen Anlagen

In der Erwägung, dass mehrere Anwohner feststellen, dass die Anlagen im Zentrum von Gistoux umziehen müssen (vor der Phase I der Bewirtschaftung), und dass sie sich fragen, wo diese Anlagen angesiedelt werden;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer darauf aufmerksam machen, dass die Lärmbelästigung durch die Verlagerung der Anlagen nur noch stärker werden wird; dass andere Anwohner wiederum der Meinung sind, dass diese Anlagen so nahe wie möglich an der chaussée de Huy und den anderen bestehenden Gebäuden angesiedelt werden sollten;

In der Erwägung, dass manche Anwohner den Wunsch äußern, dass die weitere Verwendung der Gebäude im Zentrum sorgfältig geplant wird (keine Nutzung zu ähnlichen Zwecken); dass diese Anwohner erklären, dass sie sich in der Vergangenheit bereits gegen das Anbringen von Kraftstofftanks, einer Waschstraße, einer Werkstatt... ausgesprochen haben; dass sie schließlich der Meinung sind, dass die Vermietung von Material nicht im Zentrum von Gistoux angesiedelt werden sollte und diese Tätigkeit den kleinen Handelsunternehmen vorbehalten sein sollte; dass die Beschwerdeführer die Frage stellen, was aus dem Truck-Wash werden wird;

Dass mehrere Beschwerdeführer die Verlagerung des Truck-Wash in das Abbaugelände beanstanden, obwohl nur ein Teil des Fuhrparks von der Abbautätigkeit betroffen sei; dass sie der Meinung sind, dass ein Gewerbegebiet notwendig sei;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass die Zone, in der die Anlagen angesiedelt werden, besonders sensibel ist (Zone 1e) und daher gegen eine Verschmutzung durch Kohlenwasserstoffe geschützt werden muss;

Dass die Beschwerdeführer den Standpunkt vertreten, dass die Umsiedlung der bestehenden Anlagen nicht als für den Betrieb notwendiger Ausgleich gewertet werden darf: Dass diese Umsiedlung Auswirkungen auf die Umwelt hat;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer an die Lärmbelästigungen und die Mobilitätsprobleme erinnern, die auf die Erhaltung der Anlagen im Zentrum während der Phase I zurückzuführen sind (Verlassen des Betriebs am frühen Morgen, Reparaturen, Waschen,...); dass diese Beschwerdeführer fragen, ob eine Studie zu dieser Problematik existiert; dass sie des Weiteren auf die Lärmbelästigungen durch Hupen und Warnsignale während dem Rückwärtsfahren hinweisen;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chaumont-Gistoux die Bedeutung der in dem Erlass vom 27. Mai 2009 definierten Phasenplanung unterstreicht; dass der Erlass zur vorläufigen Annahme der Teilrevision eine Phasenplanung definiert, die voraussetzt, dass die Verlagerung der Anlagen hin zum Betriebsgelände erst im Vorfeld zu der Umsetzung der zweiten Bewirtschaftungsphase erfolgen sollte, eine Phase, die erst in etwa fünfzehn oder zwanzig Jahren umgesetzt werden wird; dass somit die Gefahr gegeben ist, dass die neue Zone in Betrieb genommen wird, ohne dass irgend eine Garantie dafür besteht, dass die Arbeiten für die Verlagerung der Anlagen in Angriff genommen werden;

Dass das Gemeindegremium von Chaumont-Gistoux den Wunsch äußert, dass ein Teil der von der Abänderung des Sektorenplans betroffenen Fläche für die unbedingt notwendige und unverzüglich durchzuführende Verlagerung der im Zentrum des Dorfes Gistoux gelegenen Einrichtungen vorbehalten wird: Werkstatt für den Unterhalt und die Reparaturen; Garagen; Automatische Waschstraße für Lastkraftwagen; Tankstelle für Diesel; Diesellager, usw.;

Dass das Kollegium darauf hinweist, dass die Bedingung einer vorab festzulegenden und vorrangig zu behandelnden Lösung für den Lastwagenverkehr und die Verlagerung der Garagen, des Truck-Wash und der Dieseltankstelle eine Bedingung für das Ausdehnungsprojekt darstellt, die im vorliegenden Fall nicht erfüllt ist;

In der Erwägung, dass zur Frage des unmittelbaren und nicht in Phasen eingeteilten Durchführung Umzugs der im Zentrum von Chaumont-Gistoux gelegenen Anlagen und der Verwirklichung der Abis-Trasse auf die bereits zu diesen Fragen bestehenden Ausführungen verwiesen wird;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2009 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans erläutert hat, dass «die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Durchführungsvarianten die Folgenden sind:

(...)

Die Verlagerung der gesamten Anlagen, die Belästigungen verursachen, vom Zentrum von Chaumont-Gistoux hin zum Betriebsgelände südlich von dem chemin de Mettementbrule und östlich von dem chemin de Tourinnes in Gistoux; diese Verlagerung bildet die unerlässliche Grundlage für die Nutzung der Ländereien südlich von dem chemin de Mettementbrule, die die zweite Bewirtschaftungsphase des zukünftigen Abbaugebiets bildet»;

In der Erwägung, dass die Regierung den Wünschen der Gemeinde und der Anwohner in der Frage der Verlagerung der Anlagen der Sandgrube, die sich im Zentrum von Chaumont-Gistoux befinden, stattgeben möchte; dass der betreffende Umzug daher zu erfolgen hat, sobald mit der von der vorliegenden Revision des Sektorenplans betroffenen Betriebstätigkeit begonnen wird, und nicht vor Beginn der Betriebstätigkeit der im Süden des chemin de Mettementbrule gelegenen Ländereien; dass die Vorschrift *S36 folglich gestrichen wird;

In der Erwägung der Auflage der Verlagerung der gesamten im Zentrum von Chaumont-Gistoux gelegenen Anlagen der Sandgrube sofort bei Beginn der Betriebstätigkeit, ungeachtet der Tatsache, dass die Genehmigung dieser Anlagen bis im Jahre 2011 gültig ist;

In der Erwägung, dass zudem die Auflage festzulegen ist, dass die Verwirklichung und die Nutzung der Abis-Trasse sofort bei Beginn der Betriebstätigkeit effektiv ist; dass dies voraussetzt, dass dies voraussetzt, dass der Wortlaut der Vorschrift *S35 abgeändert wird, um die Verwirklichung dieser Arbeiten sowie die Nutzung dieser Trasse sofort bei Beginn der Betriebstätigkeit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Anlagen in das Abbaugelände, das durch den Umweltverträglichkeitsprüfer als 1e Variante empfohlen worden ist, verlagert werden; dass diese bereits genutzten Ländereien folglich in ein Abbaugelände umgewandelt werden, um die Ansiedlung der Nebenanlagen der Sandgrube zu ermöglichen; dass nach Meinung des Umweltverträglichkeitsprüfers diese Flächen ideal gelegen sind, um eine uneingeschränkte Betriebstätigkeit zu ermöglichen und sie gleichzeitig einen leichten Zugang zu der neuen Trasse erlauben;

3.3. Sanierung des Standorts «Pas de Chien»

In der Erwägung, dass die Regierung für diesen Standort beabsichtigt, die in dem vorliegenden Erlass vorgesehene raumplanerische Ausgleichsmaßnahme zu ergänzen und eine wirkungsvolle Sanierung des Standorts Pas-de-Chien zu fördern, gemäß der in dem Erlass vom 27. November 2009 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans getroffenen Entscheidung; dass die Regierung folglich als alternative Ausgleichsmaßnahme die Ausarbeitung und die Verwirklichung eines Verwaltungsplans für den gesamten Standort verlangt;

4. Ausgleichsmaßnahmen: Zusammenfassung

In der Erwägung, dass die verabschiedeten raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen ermöglichen, einen Ausgleich zu erzielen, der im Verhältnis zu der Eintragung des neuen verstädterbaren Gebiets steht;

In der Erwägung, dass aus der Berücksichtigung der Varianten zur Abgrenzung und zur Umsetzung des Projekts und der im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen, die in dem vorliegenden Erlass angeführt werden, hervorgeht, dass die Fläche des eingetragenen Abbaugebiets etwa 110 ha betragen wird, was unter bei der derzeitigen Abbaugeschwindigkeit eine Tätigkeit während wenigstens 30 Jahren gewährleistet; dass die raumplanerische Ausgleichsmaßnahme eine Fläche von 15 ha Agrar- und Naturgebiet betrifft;

In der Erwägung, dass die alternative Ausgleichsmaßnahme folgendes umfasst:

- Planung und Bau einer Lärmschutzmauer entlang der E411 in Höhe der Gemeinde Walhain;
- Zwangsverlagerung der gesamten im Zentrum von Chaumont-Gistoux gelegenen Anlagen der Sandgrube sofort bei Beginn der Betriebstätigkeit, ungeachtet der Tatsache, dass die Genehmigung dieser Anlagen bis im Jahre 2021 gültig ist;

- Ausarbeitung und Umsetzung eines Verwaltungsplans für den gesamten Standort Pas-de-Chien;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) betreffend die Eintragung:

- eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain, von Naturgebieten, Agrargebieten und eines Wohngebiets;

- eines Reserveumkreises für die Verwirklichung einer Verbindungsstraße zwischen dem Standort der Sandgrube und der Straße N243a,

wird gemäß den beigefügten Plänen endgültig beschlossen.

Art. 2 - Ein alternativer Ausgleich, der die folgenden Maßnahmen umfasst, wird verlangt:

- Planung und Bau einer Lärmschutzmauer entlang der E411 in Höhe der Gemeinde Walhain, durch den Betreiber zu finanzieren, und zwar in Höhe von 1,1 Millionen Euro;

- Zwangsverlagerung der gesamten im Zentrum von Chaumont-Gistoux gelegenen Anlagen der Sandgrube sofort bei Beginn der Betriebstätigkeit;

- Ausarbeitung und Umsetzung eines Verwaltungsplans mit ökologischer Zielsetzung für die gesamte Fläche des Standorts Pas-de-Chien; dieser Plan ist dem Antrag auf Globalgenehmigung, die dazu bestimmt ist, die Betriebstätigkeit abzudecken, beizufügen.

Art. 3 - Das Abbaugebiet wird mit einer zusätzlichen Vorschrift *S.35 mit folgendem Wortlaut gekennzeichnet:

«Die Betriebstätigkeit darf erst dann begonnen werden, wenn alle für die Verwirklichung der Verkehrsverbindung zwischen dem Standort der Sandgrube und der Straße N243a erforderlichen Anpassungen verwirklicht und einsatzbereit sind».

Art. 4 - Ein Begleitausschuss wird gemäß Buch 1, Artikel D29-26 des Umweltgesetzbuches im Rahmen der Globalgenehmigung eingerichtet.

Art. 5 - Eine archäologische Bewertung des neuen Abbaugebiets wird vor der Inbetriebnahme des Gebiets durchgeführt. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend die archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen zwischen dem Betreiber und der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

Art. 6 - Die in Artikel 1 erwähnte Revision des Sektorenplans von Wavre-Jodoigne-Perwez wird im Sinne von Artikel 23, Absatz 2 des CWATUPE mit einer Raumordnungsmaßnahme verbunden, nach welcher die Gelände mit einer Fläche von wenigstens 30 ha, die im südlichen Teil des Abbaugebiets gelegen sind, nach Abschluss der Betriebstätigkeit wieder der Landwirtschaft gewidmet werden müssen.

Art. 7 - Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 44 des Gesetzbuches verkündigte Umwelterklärung wird vorliegendem Erlass beigefügt.

Art. 8 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Umwelterklärung über die endgültige Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage «Les Turluttes», eines Reserveumkreises für die Verwirklichung einer Verbindungsstraße, von Naturgebieten, Agrargebieten sowie eines Wohngebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain

Die vorliegende Umwelterklärung ist kraft Artikel 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend «Gesetzbuch» genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Wavre – Jodoigne – Perwez (Karte 40/2) zur Eintragung eines Abbaugebiets mit dem Zweck, die Ausdehnung der bestehenden Bewirtschaftung des Sandvorkommens vor Ort auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain zu ermöglichen, beigelegt. Sie wird zusammen mit diesem Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und wie die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Die Gründe für die Entscheidungen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls zusammengefasst.

Da die vorliegende Umwelterklärung grundsätzlich einen zusammenfassenden Charakter hat, sollte man sich für die Details und weitere Erklärungen auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung beziehen, durch den diese Revision verabschiedet wird.

Aus Gründen der Lesefreundlichkeit wird die Umwelterklärung in drei Kapitel geteilt: Das erste Kapitel betrifft den Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite die Chronologie des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans und das dritte umfasst Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt.

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die vorliegende Revision des Sektorenplans wurde dem in den Artikeln 42 und ff. des Gesetzbuches vorgesehenen Verfahren unterzogen. Zusammenfassend hat sie die Fortführung der bestehenden Bewirtschaftung des Sandvorkommens zum Zweck. Dieses Vorkommen und dessen Qualitäten (was die Stärke, Kontinuität und Qualität des Sands betrifft) werden im Inventar der Bodenschätze angegeben, das vom Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Abteilung Geologie der Universität Lüttich (Professor E.Poty) durchgeführt wurde.

Diese Revision des Sektorenplans ist völlig im Einklang mit der von der Wallonischen Regierung am 27. März 2002 verabschiedeten Orientierungsnotiz betreffend die Methodologie für die Validierung der Akten für Anträge auf die Eintragung von Abbaugebieten in die Sektorenpläne, im Rahmen welcher die Regierung den Minister für Raumordnung mit der Untersuchung solcher Anträge beauftragt hat, bei welcher folgende Methodologie angewandt wird: Überprüfung, dass der Antrag einen Standort betrifft, der in der vorgenannten Studie des Herrn Professors Poty angeführt wird, dass er einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität entspricht, und dass er mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

- Der gegenwärtige Betrieb kann innerhalb der erlaubten Begrenzungen und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als 6 Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen;
- der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutenden Wirtschaftszweig in der Wallonie dient.

2. Chronologie der Revision des Sektorenplans

Durch einen Erlass vom 4. Dezember 2003, hat die Wallonische Regierung beschlossen, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez einer Revision zu unterziehen ist, und den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage «les Turluttes» in Chaumont-Gistoux und Walhain angenommen.

Am 21. Juni 2007 hat die Wallonische Regierung einen Erlass verabschiedet zur Ergänzung des vorerwähnten Erlasses angesichts des in der Zwischenzeit in Kraft getretenen Artikels 46, § 1, 3° des CWATUPE, durch den ein Ausgleichsmechanismus auferlegt wird, wenn in den Sektorenplan ein neues verstädterbares Gebiet eingetragen wird. Der Erlass vom 21. Dezember 2007 zielt somit darauf ab, die im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans geplanten Ausgleichsmaßnahmen zu berücksichtigen.

Am 13. Dezember 2007 entscheidet die Wallonische Regierung über den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, die im Rahmen der Revision der Sektorenpläne vorzunehmen ist. Eine Umweltverträglichkeitsprüfung wird dem zugelassenen Prüfer, der S.A. PISSART-VANDERSTRICHT, anvertraut. Im Dezember 2008 wird diese Studie vorgelegt.

Am 25. Mai 2009 verabschiedet die Regierung auf der Grundlage der vorerwähnten Umweltverträglichkeitsprüfung die vorläufige Revision des Sektorenplans.

Es folgt dann das in Art. 42 ff. des Gesetzbuches vorgesehene Konsultierungsverfahren.

Eine öffentliche Untersuchung wird somit zwischen dem 4. Januar 2010 und dem 17. Februar 2010 auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain organisiert.

In diesem Rahmen werden zwei Informationsversammlungen abgehalten: am 12. Januar 2010 in Chaumont-Gistoux und am 13. Januar 2010 in Walhain. Gemäß dem Gesetzbuch werden auch zwei Konzertierungsversammlungen organisiert: am 23. Februar 2010 in Chaumont-Gistoux und am 24. Februar 2010 in Walhain.

Die kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung und Mobilität haben ihre Gutachten jeweils am 17. Februar 2010 (Beratungsausschuss von Chaumont-Gistoux) und am 10. März 2010 (Beratungsausschuss von Walhain) abgegeben.

Die Gemeinderäte der betreffenden Gemeinde haben sich ebenfalls geäußert, und zwar am 17. Februar und am 24. März 2010 für die Gemeinde Walhain und am 29. März 2010 für die Gemeinde Chaumont-Gistoux.

Schließlich hat der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung am 27. Juni 2010 ein Gutachten abgegeben, und der Regionalausschuss für Raumordnung am 25. August 2010.

Nach Untersuchung der geäußerten Beschwerden und Gutachten hat die Wallonische Regierung beschlossen, auf der Grundlage der von den Gemeinden geäußerten Vorschläge in Sachen Verkehr, den Umweltverträglichkeitsprüfer aufzufordern, eine Analyse der von den Gemeinden geäußerten Vorschläge vorzunehmen.

Diese Analyse ist im November 2010 durchgeführt worden.

Die Revision des Sektorenplans ist schließlich von der Wallonischen Regierung verabschiedet worden.

3. Überlegungen zur Umwelt

Bevor das Thema Umfeld und Umwelt in Angriff genommen wird, gilt es hier darauf hinzuweisen, dass es sich um die Revision eines Sektorenplans und nicht um einen Antrag auf Genehmigungen zur Durchführung des Projekts, das dieser Planrevision zugrunde liegt, handelt. Dies führt dazu, dass die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung erörterten Bemerkungen, die verschiedenen Gutachten, die im Rahmen des Verfahrens der Revision des Plans abgegeben werden, sowie bestimmte Empfehlungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Niederlassung und Bewirtschaftung des betreffenden industriellen Vorhabens keine Antwort hier, sondern eher im Rahmen des mit dem Genehmigungsantrag und mit der Bewertung der späteren Auswirkungen verbundenen Verfahrens sowie in der ggf. ausgestellten Genehmigungen selbst finden werden. Dies gilt insbesondere für Fragen betreffend den Lärm, den quantitativen und qualitativen Schutz des Oberflächen- und Grundwassers sowie Themen in Zusammenhang mit der Kontrolle des Betriebs, der Staubentwicklung...

1. Betreffend die Zweckmäßigkeit der durchzuführenden Revision des Sektorenplans

In Wallonisch-Brabant befindet sich das wichtigste Sandvorkommen in der Wallonischen Region, wobei offensichtlich ist, dass das Angebot, das aus diesem Vorkommen abgeleitet werden kann, nicht der vorhandenen Nachfrage entspricht, da zahlreiche Sandgruben ihre Betriebstätigkeit stark eingeschränkt haben. Des Weiteren ist in der Wallonischen Region die Qualität und die Typologie des Sandes von Vorkommen zu Vorkommen, in manchen Fällen sogar innerhalb eines Ganges unterschiedlich.

Bei den Eigenschaften des Sandes handelt es sich um die Korngrößenkurve, die Rundung des Kornes und sein Chloridgehalt. Bei dem in Chaumont-Gistoux abgebauten Sand handelt es sich hauptsächlich um Bausand und kieselsäurehaltigen Sand, der für die Erzeugung von Beton, für Mauerarbeiten sowie in der Glasindustrie verwendet wird. Des Weiteren ist festzuhalten, dass es keinen vollständiges Austauschergebnis für Sand gibt, und dass die einzigen Stoffe, die wiederverwendet werden können, wie zum Beispiel wiederaufbereiteter Beton oder der in der Rückführungsindustrie zurückgewonnene Sand, nicht die technischen Eigenschaften besitzen, die notwendig sind, um als Austauscherzeugnis für Bausand und kieselsäurehaltigen Sand zu dienen.

In Ermangelung möglicher Ersatzprodukte wäre die Einfuhr aus dem Ausland die einzige Alternative, verbunden mit zusätzlichen Kosten und somit einer zwangsläufigen Erhöhung der Preise im Bausektor, zusätzlich zur starken Zunahme des Verkehrs und der Luftemissionen. Eine Autonomie im Bereich der Sandproduktion ist daher von allgemeinem Interesse, einmal abgesehen von den Arbeitsplätzen, die dieser Sektor bietet.

2. Standort und Abgrenzung

Die Auswahl des Standorts hängt insbesondere mit der Präsenz der bestehenden Abbaufont und den grundsätzlichen Qualitäten des bestehenden Vorkommens zusammen. Diese Front ist relativ weit von dem Wohngebiet entfernt. Es ist daher davon auszugehen, dass dies bei den im Rahmen der Verwaltung und der schonenden Nutzung des Bodens und der Bodenschätze angestellten Überlegungen zu berücksichtigen ist.

Was die Abgrenzung des Standorts betrifft, ist der letztendlich gewählte Umkreis derjenige, der vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen worden war, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass er aufgrund der Verpflichtung für die Region, das Gebiet als gemeinschaftliches Erbe seiner Einwohner zu verwalten und den sozialen, wirtschaftlichen, energetischen, mobilitäts-, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnissen der Gemeinschaft nachzukommen, durch eine dauerhafte, qualitative Verwaltung des Lebensraumes, durch eine schonende Benutzung des Bodens und seiner natürlichen Ressourcen, durch die Energieeffizienz der städtebaulichen Entwicklung und der Gebäude und durch die Erhaltung und die Entwicklung des kulturellen, natürlichen und landschaftlichen Erbes, die Grenzen des Umkreises auf der Grundlage der folgenden Grundsätze definiert hat:

- Optimierung der Bewirtschaftbarkeit des Vorkommens, ohne dabei Integrität des umliegenden Natura 2000-Gebiets, das sich am Rand des Geländes befindet und flussabwärts von dem Projekt ein Grundwasservorkommen umfasst, anzutasten;

- Ersparnis, Optimierung und Kohärenz der Zoneneinteilung hinsichtlich der Sachlage; auf diese Weise ist die Gesamtfläche der Revision des Sektorenplans verringert worden.

3. Hydrogeologie und Hydrologie

In diesem Rahmen weist die Wallonische Regierung eingangs darauf hin, dass bei der Bewertung der Auswirkungen, die anlässlich des Antrags auf eine Globalgenehmigung für den Betrieb, auf den sich vorliegende Revision des Sektorenplans bezieht, vorzunehmen ist, eine besondere Aufmerksamkeit der Hydrogeologie und Hydrologie zu widmen ist.

Der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung ist zu dem Schluss gelangt, dass die Auswirkungen der Betriebstätigkeit auf die Situation der Grundwasserleitschicht schwach sind; dass lediglich das Ausmaß der jährlichen Niederschläge diese Situation beeinflussen; dass die Auswirkungen der Abraumarbeiten bei starken Regenfällen darin bestehen würden, dass die Dauer, die erforderlich wäre, um wieder den normalen Stand zu erreichen, im Vergleich zu der jetzigen Situation verlängert würde; dass die tatsächlichen Auswirkungen der Abraumarbeiten auf die flussabwärts von dem Projekt gelegenen Feuchtgebiete unbedeutend sind und auf ein Jahr betrachtet nicht messbar sind; dass der geplante Standort sich hinter dem um die Quelle und den ruisseau des Papeteries festgelegten Schutzzumkreis befindet, und dass jede unfallbedingten oder einzeln eintretende Verschmutzung durch Abpumpen oder Bohrarbeiten aufgefangen werden könnte, bevor das Produkt eine Gefahr für die Quelle des Baches darstellen würde; dass diese beiden Punkte im Rahmen des späteren Genehmigungsantrags geprüft werden.

Vom hydrogeologischen Standpunkt aus befindet sich das Projekt weder in Gegenrichtung zu der Flussrichtung der Grundwasserleitschicht, noch innerhalb des Einzugsgebiets einer genutzten oder geplanten Wasserentnahmestelle. Der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung hat den Beweis erbracht, dass die Gefahr einer Störung des Abflusses des Ry des Papeteries oder einer Austrocknung der Feuchtgebiete gleich Null ist, und dass der Einfluss auf das Nilbecken ebenfalls gleich Null ist, da das Projekt gänzlich außerhalb dieses Beckens gelegen ist.

4. Topographie und Landschaften

Was die Auswirkungen auf die Landschaft des Projektgebietes betrifft und auf der Grundlage der durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung ist die südliche Grenze des Umkreises etwa 400 m weiter nach Nordosten verlagert worden, insofern der Umweltverträglichkeitsprüfer der Meinung war, dass die Tatsache, dass der Umkreis des Vorprojekts von Kammlinien oder bewaldeten Flächen umgeben ist, mit Ausnahme der südwestlichen Spitze, die in ein

anderes Wassereinzugsgebiet übergreift, zur Folge hat, dass das Ausgrabungsgebiet für die Sicht aus der Entfernung innerhalb einer günstigen topografischen Lage eingebettet ist. Der schließlich aus dem Umkreis ausgeschlossene Teil entspricht dem Teil, der für die Sicht aus der Entfernung am meisten exponiert ist, da er sich außerhalb der am Rande gelegenen Kammlinien befinden, die zu einer guten Eingliederung des Projekts in die Landschaft beitragen.

Was die Auswirkungen innerhalb des Projektgebietes betrifft, so ist die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsprüfers, der zufolge es zweckmäßig sei, die Anpassungen zur Umstellung der bewirtschafteten Gebiete zeitgleich zu der Erschließung des Umkreises des geplanten Abbaugebiets vorzunehmen, im Rahmen des Genehmigungsantrags einer Prüfung zu unterziehen und ggf. zu bestätigen.

Was die landschaftliche Integration der Nebenanlagen betrifft, so ist diese im Rahmen des Genehmigungsantrags zu prüfen, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass der Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung die Bedeutung hervorgehoben hat, die neuen Nebenanlagen in einer raumplanerischen Kontinuität der bestehenden Nebenanlagen einzutragen und den Ort der Ansiedlung unter Berücksichtigung der Topographie vor Ort zu wählen, d.h. innerhalb der Grube, so dass sie außerhalb der Sandgrube nicht wahrgenommen werden können.

5. Luft, Klima

Neben der Tatsache, dass die Erwägungen betreffend die etwaige Luftverschmutzung im Stadium des Genehmigungsantrags Gegenstand einer Untersuchung sein werden, muss darauf hingewiesen werden, dass genau genommen der Entwurf die Weiterführung einer bestehenden Tätigkeit und nicht die Schaffung einer neuen Tätigkeit zum Zweck hat. Dies bedeutet mit anderen Worten, dass keine größeren Auswirkungen als die gegenwärtigen zu befürchten sind, abgesehen von der Tatsache, dass die Sandgewinnung im Prinzip eine Aktivität ist, die keine Luftverschmutzung verursacht, und dass der Abbau von Sand nur sehr wenig Staub erzeugt, da dieser Stoff sich quasi ständig im feuchten Zustand befindet.

6. Fauna, Flora und Biodiversität

Durch die Betriebstätigkeit werden die für die wildlebenden Tiere und Pflanzen verfügbaren Flächen vergrößert und wird der globale ökologische Wert des Standorts und der Umgebung erhöht. Gleichermaßen wird die Qualität des Niederschlagswassers und des Grundwasservorkommens verbessert, da intensiv genutzte Anbauflächen entfallen und durch die zu erteilende Genehmigung die Möglichkeit entsteht, die zu erwartende explosionsartige Verbreitung der wärmeliebenden invasiven Pflanzenarten einzuschränken. In jedem Fall sind in der zu erteilenden Genehmigung strenge Rahmenbedingungen für den Betrieb und die Neugestaltung nach Abschluss der Betriebstätigkeit vorzusehen, im die ökologischen Zielsetzungen des Projekts zu erfüllen.

7. Natura 2000

So erstaunlich dies auch scheinen mag, so ist doch in der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung der Vorschlag gemacht worden, die Grenze des Abbaugebiets an den Natura 2000-Umkreis anzunähern, mit der Begründung, dass «die Nutzung dieser Ländereien für die Gewinnung von Sand könnte auf Dauer dazu beitragen, die Auswirkungen der intensiven Landwirtschaft auf das Natura 2000-Gebiet zu verringern, unter der Bedingung, dass sie nach Abschluss der Betriebstätigkeit mit dem angrenzenden Natura 2000-Gebiet verbunden werden, um sie so der Natur zurückzuführen» (UVP, Phase II, S. 94).

In dieser Studie ist jedoch darauf hingewiesen worden, dass diese Annäherung so geplant worden ist, dass der rund um den Wald des Natura 2000-Gebiets festgelegten Schutzzumkreis nicht überschritten wird, wobei die Aufrechterhaltung der Betriebstätigkeit in einem Bereich hinter diesem Umkreis dazu führt, dass die Gefahr einer Kontaminierung des Baches ruisseau des Papeteries über die Grundwasserleitschicht nicht gegeben ist. Der Umweltverträglichkeitsprüfer war der Meinung, dass dieser eingangs berücksichtigte Abstand von 100 m völlig willkürlich ist. Er schlussfolgerte – und diese Schlussfolgerungen sind von der Regierung übernommen worden, dass die Eintragung eines Abbaugebiets in der von der Regierung vorgesehenen Form keine bedeutenden Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet haben wird, unter der Voraussetzung, dass die Genehmigung, durch die der Abbau des Vorkommens und die Nebenanlagen der Sandgrube gedeckt werden, genaue Auflagen für die Lagerung von Stoffen, die Behandlung der Böschungen und Grubenböden, die Bekämpfung invasiver Pflanzenarten, die Abbautiefe, die Benutzung und Entfernung von Ölen bestimmt.

Insofern dies nötig ist, unterstreicht die Regierung, dass diese Fragen im Rahmen des Verfahrens zur Erteilung der Genehmigung sehr genau geprüft und berücksichtigt werden müssen.

8. Mobilität

Insofern dies nötig ist, bestätigt die Regierung, dass die konkrete Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, die Verpflichtung mit sich bringen wird, die im Gesetz vom 10. April 1941 über die Vizinalwege vorgesehenen Erweiterungs-, Begradigungs-, Eröffnungs- und Abschaffungsverfahren einzuhalten.

Wie die Regierung in ihrem Beschluss erläutert, spricht nichts dagegen, dass ein Sektorenplan revidiert wird, um ein Abbaugebiet an Stelle eines landwirtschaftlichen Gebiets einzutragen, ungeachtet des Vorhandenseins eines bestehenden Umkreises für die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern. An dieser Stelle sei jedoch insofern dies nötig ist gesagt, dass das vorliegende Projekt was das Wegenetz betrifft, keinerlei Auswirkungen auf die Flurbereinigungswege hat.

Was den Betriebsverkehr betrifft, so hat die Regierung nach Prüfung der von den Gemeinden im Rahmen der öffentlichen Untersuchung unterbreiteten Vorschläge, die sie ebenfalls durch den Umweltverträglichkeitsprüfer hat analysieren lassen, den Beschluss gefasst, die Abis-Trasse zu berücksichtigen, die in der Analyse empfohlen worden war. In Verbindung mit der Pflicht, die im Zentrum von Chaumont-Gistoux gelegenen Nebenanlagen sofort bei Beginn des Verfahrens zur Einholung der Genehmigung zu verlagern, wird diese Trasse ermöglichen, die Auswirkungen dieses Verkehrs für die Einwohner von Chaumont-Gistoux und Walhain sowie für die Nutzer der Straßen N243 und N243a, die am Rande des Standorts gelegen sind, auf ein Mindestmaß zu verringern.

Diese neue Trasse berücksichtigt die verschiedenen Kriterien zur Verbesserung der von den Gemeinde vorgeschlagenen Trassen: Verminderung der Zäsur landwirtschaftlicher Parzellen, Abschaffung von Restflächen, Vermeidung Durchschneidung von Kommunalwegen, Verringerung der Länge der Strecke, d.h. der Landentnahmen. Diese auf diese Weise festgelegte neue Trasse ist der operativen Generaldirektion der Straßen und Gebäude, Abteilung Netz Hennegau und Wallonisch-Brabant, Straßendirektion Wallonisch-Brabant, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vorgeschlagen worden, die sie validiert hat und die technische Machbarkeit dieser Strecke bestätigt hat. Diese neue Trasse ist ebenfalls sowohl von dem CRAT, als auch von dem CWEDD genehmigt worden, so dass die Regierung unter Zugrundelegung dieser verschiedenen Gutachten beschlossen hat, die vorerwähnte Trasse zu berücksichtigen.

Folglich ist die eingangs geplante Einrichtung eines Autobahnkreuzes nicht mehr an der Tagesordnung und ist kein Reserveumkreis für diese Maßnahme mehr vorzusehen.

9. Verlust von Agrarflächen

Um die Schwierigkeit auszugleichen, mit der jeder der betroffenen Landwirte konfrontiert werden könnte – 11 an der Zahl – hat die Wallonische Regierung beschlossen, dem Betreiber eine operative Maßnahme vorzuschlagen, die dem Landwirt zugutekommen wird. Hierbei handelt es sich um eine Maßnahme, durch die für jeden Hektar verlorene landwirtschaftliche Fläche anderthalb Hektar neue landwirtschaftliche Fläche zur Verfügung gestellt wird, zusätzlich zu der abschließenden Umwandlung eines Teils des Geländes (wenigstens 30 ha) in Agrargebiet.

Diesbezüglich möchte die Regierung zur Frage der Umwandlung daran erinnern, dass der Standort nicht in dem Plan der technischen Vergrabungszentren eingetragen ist, und zwar weil er der Boden vor Ort sandig ist und er sich daher nicht für die Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums eignet. Wie bereits erwähnt hat die Wallonische Regierung die Absicht, zu gewährleisten, dass der Standort nach Abschluss der Betriebstätigkeit größtenteils wieder der Landwirtschaft und der Natur zurückgeführt wird. Diese Absicht wird im Rahmen der einzuholenden Genehmigung im Hinblick auf die operative Verwirklichung des Projekts bestätigt werden.

10. Ausgleichsmaßnahmen

Zur Frage der Ausgleichsmaßnahmen und aufgrund der Tatsache, dass innerhalb des Gebiets des Projekts nur wenige raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen möglich sind – insbesondere aufgrund der hinlänglich bekannten äußerst hohen Nachfrage in Wallonisch Brabant – hat die Regierung beschlossen, von dem Betreiber zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahmen zu verlangen, um so auf eine Reihe von Anliegen einzugehen, die seit der Einleitung des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans und/oder im Rahmen der öffentlichen Untersuchung erläutert worden sind.

Diese alternativen Ausgleichsmaßnahmen betreffen die Errichtung einer Lärmschutzwand entlang der E411, die durch den Betreiber in Höhe von 1,1 Millionen Euro zu finanzieren ist, um auf die Anliegen der Bewohner von Chaumont-Gistoux und von Walhain einzugehen. Alle auf der N243a erforderlichen Anpassungen, da diese Straße an die betriebseigene Verbindungsstraße anschließen wird, die direkt die Sandgrube verlässt, gehen im Rahmen des Verfahrens zur Erteilung der Globalgenehmigung zu Lasten des Betreibers. Diese Anpassungen haben alle zum Zweck, einen flüssigen und sicheren Verkehrsfluss über die N243a zu gewährleisten.

Zusätzlich beabsichtigt die Wallonische Regierung jedoch ebenfalls im Rahmen einer Ausgleichsmaßnahme die sofortige Pflichtverlagerung aller im Zentrum von Chaumont-Gistoux gelegenen Einrichtungen der Sandgrube zu verlangen, und zwar sofort bei Beginn der Betriebstätigkeit, ungeachtet der Tatsache, dass die Genehmigung dieser Anlagen bis im Jahre 2021 gültig ist.

Die Wallonische Regierung beabsichtigt ebenfalls die bei der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans vorgesehene Ausgleichsmaßnahme für die Umwelt auszudehnen, insofern der Verwaltungsplan mit ökologischer Zielsetzung für die gesamte Fläche des Standorts Pas-de-Chien nicht nur erstellt, sondern ebenfalls spätestens am Tag der Ausstellung durch die in erster Instanz zuständige Behörde der Globalgenehmigung, durch die die Betriebstätigkeit erlaubt wird, umgesetzt werden muss.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2012 zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks der Eintragung von einem Abbaugbiet am Ort genannt «les Turluttes», von einem Reserveumkreis für die Schaffung einer Verbindungsstraße, von Naturgebieten, Agrargebieten und einem Wohngebiet in den Gemeinden Chaumont-Gistoux und Walhain beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2012

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,
Ph. HENRY

Den 25. August 2011

Gutachten des CRAT bezüglich des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez zwecks der Eintragung von einem Abbaugbiet am Ort genannt «les Turluttes» und seiner Ausgleichsmaßnahmen in CHAUMONT-GISTOUX und WALHAIN

EINLEITUNG

1. Einreichung des Antrags und Antwort

- Durch sein am 4. Mai 2011 eingegangenes Schreiben hat die Wallonische Regierung das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über das besagte Projekt beantragt. Am 13. Mai 2011 ist die Akte als vollständig gewertet worden. Der Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) hat eine Verlängerung der Frist für die Abgabe des Gutachtens um wenigstens 30 Tage gemäß Artikel 43, § 3, Absatz 2 des CWATUPE beantragt. Die Fristen sind zudem zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt worden.

- Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUPE bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

- Der CRAT hat Kenntnis von den gesamten, oben aufgezählten Elementen der Akte genommen und sie analysiert.

2. Vorgeschichte

Aufgrund des Programmdekrets vom 3. Februar 2005, das das System der Ausgleichsmaßnahmen einführt, ist der Erlass vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 21) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugbiets in der Ortslage «Les Turluttes» in Chaumont-Gistoux und Walhain angenommen wurde, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007, durch den als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen ebenfalls ein Naturgebiet und ein Agrargebiet eingetragen werden und ein alternativer Ausgleich eingeführt wird, ergänzt worden.

Folglich ist die Akte zweimal durch den Ausschuss untersucht worden. Der CRAT hat daher fünf Gutachten über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez zwecks der Eintragung der verschiedenen Gebiete abgegeben:

- Die beiden ersten Gutachten betreffen die zwei Phasen der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des alleinigen Abbaugebiets;

- Die drei folgenden Gutachten umfassen zudem die diesbezüglichen Ausgleichsmaßnahmen.

- Am 13. Juli 2004 hat der CRAT Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat er sich für die Weiterführung der Prüfung ausgesprochen (Zeichen: 04/CRAT A.464-AN).

- Am 29. April 2005 hat der CRAT Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat er sich für die Weiterführung des Verfahrens ausgesprochen (Zeichen: 05/CRAT A.490-AN);

- Am 11. September 2007 hat der CRAT ein Gutachten über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans und über den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets und der betreffenden Ausgleichsmaßnahmen abgegeben und hat er sich für die Weiterführung der Prüfung ausgesprochen und gleichzeitig Bedenken zu der vorgesehenen alternativen Ausgleichsmaßnahme geäußert (Zeichen: 07/CRAT A. 624-AN).

- Am 26. September 2008 hat der CRAT Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets und der betreffenden Ausgleichsmaßnahmen geäußert und hat er sich für die Weiterführung der Prüfung ausgesprochen und sein Gutachten über das Autobahnkreuz ergänzt (Zeichen: 08/CRAT A.706-AN).

- Am 18. Dezember 2008 hat der CRAT Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets und der betreffenden Ausgleichsmaßnahmen geäußert und hat er die Verwirklichung der Trasse 3 unterstützt, die was die Umweltverträglichkeit betrifft, als die beste Trasse erscheint (Zeichen: 08/CRAT A 742-AN).

3. Beschreibung des Projekts

Die Regierung hat die Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez zwecks der Eintragung folgender Gebiete beschlossen:

- Ein Abbaugbiet in der Ortslage «Les Turlottes» in Chaumont-Gistoux und Walhain;
- Ein Wohngebiet in Chaumont-Gistoux;
- Landwirtschaftliche Gebiete und Forstgebiete in Chaumont-Gistoux, zum Teil im Rahmen raumplanerischer Ausgleichsmaßnahmen;
- Ein Reserveumkreis für die Verwirklichung zu Lasten des Betreibers eines Autobahnkreuzes in Höhe des Rastplatzes von Nil-Saint-Martin (Walhain) im Rahmen einer alternativen Ausgleichsmaßnahme.

In dem Projekt werden zudem die folgenden zusätzlichen Vorschriften vorgesehen:

- *S.35 im nördlichen Teil des Abbaugebiets (die Phase 1 der Betriebstätigkeit darf vor der Erstellung eines Verwaltungsplanes zwecks der Erhaltung und der Möglichkeiten der Entstehung von Lebensräumen und Arten von biologischem Interesse des Geländes «Pas de Chien» nicht eingeleitet werden);

- *S.36 im südlichen Teil des Abbaugebiets (die Phase 2 des Betriebs darf vor der Verwirklichung einer Strecke zur Umgehung des Zentrums von Chaumont-Gistoux und der Verlagerung nach dem Betriebsgelände der gesamten Einrichtungen, die im Zentrum Chaumont-Gistoux Belästigungen verursachen, nicht eingeleitet werden).

GUTACHTEN

1. Über das Abbaugbiet in der Ortslage «les Turlottes»

Der CRAT stimmt der Eintragung des Abbaugebiets in der Ortslage «Les Turlottes» zu.

Aus der Umweltverträglichkeitsprüfung geht hervor, dass die Eintragung eines Abbaugebiets als unerlässlich erscheint, um die Weiterführung der Betriebstätigkeit zu gewährleisten und die Bedürfnisse des Bausektors zu decken.

Der CRAT hat diesbezüglich festgestellt, dass das Abbaugbiet derzeit über keinerlei Reserven mehr verfügt und dass der Abbau ohne Genehmigung weitergeführt wird. Er unterstreicht zudem, dass das Vorkommen, dessen Erzeugnis die durch die Nachfrage im Bausektor verlangten Eigenschaften besitzt, im Rahmen der Poty-Studie validiert worden ist. Die Konkurrenz ist gering, da es sich bei Sand um ein Erzeugnis mit geringem Wertzuwachs handelt, für das die Transportkosten rasch sehr ins Gewicht fallen.

Was die verschiedenen potentiellen Belästigungen des Abbaugebiets betrifft, so hält der Ausschuss insbesondere folgendes fest:

- Der Umweltverträglichkeitsprüfer ist der Meinung, dass der Betrieb auf hydrogeologischen Ebene keine Auswirkungen auf das piezometrische Niveau haben wird. Der Ausschuss übernimmt die empfohlenen Maßnahmen, die auf den Schutz der Grundwasserleitschicht abzielen;

- Was die die Landschaft betrifft, so ist der Standort von Kammlinien umgeben und folglich ist die Aussicht auf das Projekt aus der Entfernung stark eingeschränkt, außer im Süden; Der Wegfall des südlichen Teils des Abbaugebiets, der in dem Vorprojekt vorgesehen war, wird ermöglichen, die betreffende Belästigung noch weiter einzuschränken;

- Das Projekt der Errichtung von Windrädern, dass Unvereinbarkeiten mit dem vorliegenden Projekt aufweisen konnte, wird aufgegeben.

Um auf die landwirtschaftliche Problematik einzugehen, empfiehlt der CRAT, in dem Erlass der Regierung vorzusehen, dass ein Teil des Geländes soweit dies technisch möglich ist nach der Bewirtschaftung in ein landwirtschaftliches Gebiet umgewandelt wird.

2. Über die naturgebiete

Der CRAT befürwortet die Eintragung von zwei Naturgebieten, nämlich die der früheren Sandgrube Pas-de-Chien im Rahmen einer raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme und die im Osten des Bois Matelle befürwortet.

Er stellt diesbezüglich fest, dass diese Standorte ein hohes biologisches Potential aufweisen, und dass ihre Eintragung als Naturgebiet unter Berücksichtigung ihrer grundsätzlichen Qualitäten eindeutig gerechtfertigt ist.

3. Über die Agrargebiete

Der CRAT befürwortet die Eintragung von zwei Agrargebieten in Chaumont-Gistoux.

Er weist darauf hin, dass diese Abänderung eine Sachlage bestätigt. Der naheliegende Standort der N243 entspricht einem Teil der aufgefüllten und wieder eingerichteten Sandgrube, die vormalig als Deponie der Klasse 2 eingetragen war. Diese Ländereien werden zur Zeit durch einen Landwirt als Weideland genutzt.

4. Über das wohngebiet in der ortslage «Al Brûle»

Der CRAT befürwortet die Eintragung des Wohngebiets in der Ortslage «Al Brûle».

Er ist der Meinung, dass diese Änderung im Sinne der Kohärenz des Sektorenplans erfolgt. Bei dem betreffenden Gebiet, das derzeit als Abbaugbiet eingetragen ist, handelt es sich um einen sogenannten hohlen Zahn innerhalb eines Wohngebiets, das sich an beiden Seiten der N243 ausdehnt.

5. Über den Reserveumkreis für die Verwirklichung eines Autobahnkreuzes

Der CRAT spricht sich gegen die Eintragung eines Reserveumkreises für die Verwirklichung eines Autobahnkreuzes aus.

Er ist der Ansicht dass der Bau eines solchen Autobahnkreuzes nicht gerechtfertigt ist. Er empfiehlt, den Verkehr der Sandgrube hin zu der Trasse Abis zu führen, so wie dies durch den Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagen und von der DGO1 validiert worden ist. Diese Trasse führt zudem zu einer geringeren Belästigung für die langsamen Verkehrsteilnehmer und den landwirtschaftlichen Verkehr, ihre Streckenführung weist ein Gefälle auf und sie entfernt sich von dem Dorf Libersart.

6. Über die Vorschriften *S35 und *S36 bezüglich des Abbaugebiets

Der CRAT befürwortet die Eintragung zusätzlicher Vorschriften *S35 und *S36 bezüglich des Abbaugebiets.

Der CRAT stellt fest, dass die Vorschrift *S36 durch die Verlagerung der technischen Einrichtungen und die Verwirklichung einer alternativen Trasse zu einer erheblichen Verringerung der Belästigungen in Gistoux führen wird. Der Ausschuss empfiehlt, diese Maßnahmen so schnell wie möglich umzusetzen.

7. Über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als gut.

Er versteht die vollständige Analyse der verschiedenen umweltbezogenen Gebiete sowie die Klarheit und die Lesefreundlichkeit des abgefassten Dokuments zu schätzen. Er stellt ebenfalls fest, dass die von ihm während des Verfahrens geäußerten Bemerkungen vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt worden sind.

Pierre GOVAERTS,
Vorsitzender

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2911

[C — 2012/27146]

12 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttes », van een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verbindingsweg, van natuurgebieden, landbouwgebieden en een woongebied op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 21 januari 2010 en 15 december 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 37, 39, 41, 1° en 2°, en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER) aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999 en overwegende dat de aangehouden optie, wat de bescherming en het beheer van de hulpbronnen van de ondergrond betreft, erin bestaat te zorgen voor de ruimte die de komende dertig jaren noodzakelijk zal zijn voor de extractieve activiteit;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2000, in zijn fiche 70.3 betreffende de hulpbronnen van de ondergrond, uitdrukkelijk melding maakt van de wil van de Regering om die hulpbronnen op verantwoordelijke wijze te beheren door de gegronde ontwikkelingsbehoeften van de sector tot overeenstemming te brengen met de maatregelen inzake ruimtelijke ordening en de al even gegronde maatregelen betreffende de levenskwaliteit van de Waalse bevolking;

Overwegende dat de gewestplannen aangenomen tussen 1977 en 1987 uitgingen van sociaal-economische behoeften die voor een tiental jaren geëvalueerd werden;

Overwegende dat ze sindsdien slechts het voorwerp van een beperkt aantal herzieningen en van geen enkele eenmalige herziening hebben uitgemaakt;

Overwegende derhalve dat de afzetting binnen talrijke in exploitatie zijnde ontginningsgebieden helemaal of nagenoeg uitgeput is;

Overwegende dat de herziening van bepaalde gewestplannen dan ook nodig is voor de voortzetting van die exploitaties;

Overwegende immers dat de hulpbronnen van de ondergrond niet-hernieuwbare hulpbronnen zijn en dat de duurzaamheid van de extractieve activiteit, in tegenstelling tot de andere economische activiteiten, derhalve onvermijdelijk ruimteverbruik tot gevolg heeft;

Overwegende dat de Waalse Regering op 27 maart 2002 de Minister van Ruimtelijke Ordening opgedragen heeft de dossiers van aanvraag tot opnemings van ontginningsgebieden te laten behandelen als volgt : de administratie moet nagaan of de aanvraag betrekking heeft op een afzetting gevalideerd door het onderzoek dat is toevertrouwd aan het « Laboratoire d'analyses litho- et zoostratigraphiques » van het « Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur Poty) », meer bepaald op de inventaris van de hulpbronnen van de ondergrond, dat die aanvraag in de lijn ligt van een strategisch ontwikkelingsplan van de onderneming, op economisch vlak, inzake tewerkstelling en duurzame mobiliteit, en dat ze rekening houdt met minstens één van de volgende prioriteiten :

- de exploitatie mag tegen het huidige exploitatieritme niet langer dan 6 jaar voortgezet worden binnen de ontginningsgebieden opgenomen op het gewestplan, behoudens buitengewone omstandigheden gemotiveerd in het strategisch plan;

- de aanvraag beoogt het behoud van het productieve potentieel betreffende een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttes », in Chaumont-Gistoux en Walhain;

Overwegende dat de bepalingen van artikel 46, 1, tweede lid, 3°, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en erfgoed, zoals gewijzigd bij het programmadecreet betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging van 3 februari 2005, inhouden dat de opnemings van het ontginningsgebied waarin voorzien wordt in het voorontwerp van herziening van het op 4 december 2003 aangenomen gewestplan gecompenseerd wordt door de overeenkomstige omzetting van bestaande bebouwingsgebieden in niet-bebouwingsgebieden of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering;

Gelet, bijgevolg, op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot aanvulling, door de opnemings van een natuur- en een landbouwgebied als planologische compensaties en door de invoering van een alternatieve compensatie, van het besluit van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttes », in Chaumont-Gistoux en Walhain;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 waarbij het voorontwerp van herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttes », van een natuurgebied, een landbouwgebied, alsmede van een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuw autowegenknooppunt op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain aan een milieueffectenonderzoek onderworpen wordt;

Gelet op het effectonderzoek m.b.t. het voorontwerp van gewestplan uitgevoerd door de naamloze vennootschap Pissart-Van der Stricht, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42, vierde lid, van het Wetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttes », van natuurgebieden, landbouwgebieden en een woongebied alsmede van een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuw autowegenknooppunt op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain;

Gelet op het openbaar onderzoek dat van 4 januari 2010 tot 17 februari 2010 plaatsgevonden heeft op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain en gelet op de bezwaren en opmerkingen ingediend door de volgende personen :

	Straat	Nr.	Postcode	
BERTAU-TASSIER Stéphane en Brigitte	av de la Terre Franche	1	1325	Chaumont- Gistoux
LOGE Jean-Maurice	chemin des Chouettes	4	1325	Chaumont- Gistoux
CUVELIER	chemin de la Dîme	18	1325	Chaumont- Gistoux
LAMBINON Jean-Claude	av des Sorbiers	14	1325	Chaumont- Gistoux
SONCK	av de la Seigneurie	57	1325	Chaumont- Gistoux
NILENS	rue de Sart-Risbart	26	1325	Chaumont- Gistoux
DE PRAETERE Jacqueline				
BOON Michèle et Ghislaine	Colline des Sources	13	1325	Chaumont-Gistoux
DE KOCK Marc en Dominique	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
HENRION- MOISSE Jean-Charles en Christel	rue de la Barre	35	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESPEN Carine	rue des Bovrees	33	1325	Chaumont-Gistoux
LORETTE Franz et VAN PELLECOM Juliette	Clos de la Cuterelle	2	1325	Chaumont-Gistoux
BIBOT Paul	rue Bonneveau	14	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESSCHE René	rue du Roblet	9	1325	Chaumont-Gistoux
SCUTNAIRE	av Fond Generet	4	1325	Chaumont-Gistoux
RENAUX Vinciane et Xavier	av des 2 Censes	28a	1325	Chaumont-Gistoux
BILTERYST Frédéric	rue du Gros Médart	25	1325	Chaumont-Gistoux
RIMAUX C. - BRASSEUR L.	rue du Bois Matelle	3	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENSCHRICK Philippe	rue des 4 Carrés	2	1325	Chaumont-Gistoux
DEWALLEF Yves	rue champ des Buissons	36	1325	Chaumont-Gistoux
SIMONIS Thomas	chée de Huy	220	1325	Chaumont-Gistoux
ABBAS Rob	chemin des Glaneurs	40	1325	Chaumont-Gistoux

	Straat	Nr.	Postcode	
DE LANGE-MACHELART Kathleen	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
CUYPERS Dominique	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
BORSU Micheline			1325	Chaumont-Gistoux
Comité de Vigilance VERLINDEN-RICHIR				
VIVIER-ROUSSEL	rue de Vieusart	5a	1325	Chaumont-Gistoux
TERKEN J.	chemin de Royenne	95	1325	Chaumont-Gistoux
NIZET J.A.				
LAMOLLE Jacques	rue de Sart-Risbart	38	1325	Chaumont-Gistoux
GALLE André				
MOYSON Jacques en FONTAINE Nicole	rue Florémond	5a	1325	Chaumont-Gistoux
SERANT Pierre	rue de Speche	25	1457	Walhain
groupe Sentiers de Chaumont-Gistoux asbl	bld du Centenaire	14	1325	Chaumont-Gistoux
DE BOCK-DAUSORT J.	rue Ducs de Brabant	23	1325	Chaumont-Gistoux
RYELANDT Léopold - SPETSCHINSKY Anne	rue de Chastre	7	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENBULCKE-PLASSCHAERT	rue Saint-Roch	22	1325	Chaumont-Gistoux
COGELS-VERBIST Anne en Réginald	rue de Vieusart	15	1325	Chaumont-Gistoux
PEETERS Guy	av des Moissonneurs	10	1325	Chaumont-Gistoux
HABRAN Pierre	rue d'En Haut	45	1325	Chaumont-Gistoux
DEMEY-LORIES Roselyne				
DE LANGE Céline	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Morgane	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
SUYS Emmanuel	rue Château Féodal	18	1325	Chaumont-Gistoux
DELWARTE Michèle	rue d'En Haut	36	1325	Chaumont-Gistoux
LANDRAIN Pierre	rue d'En Haut	36	1325	Chaumont-Gistoux
BEYAERT Jacques	rue des Corbeaux	25	1325	Chaumont-Gistoux
ESCOYEZ Louis	rue Arthur Libert	1a	1325	Chaumont-Gistoux
DUPONCELLE Philippe	chemin des Rousserolles	2	1325	Chaumont-Gistoux
LENNERTS Bernard	rue du Village	27	1325	Chaumont-Gistoux
VANHEMELRYCK Jean-Luc	rue du Sartau	44	1325	Chaumont-Gistoux
JACOB Chantal en Christian	rue de la Vallée	12	1325	Chaumont-Gistoux
VAN ESPEN	av de la Dame	30	1325	Chaumont-Gistoux
HULET Marie	av des Moissonneurs	10	1325	Chaumont-Gistoux
ROEBBEN Roland	chée de Huy	337	1325	Chaumont-Gistoux
DUMONT-SENECA	rue gros Médart	2	1325	Chaumont-Gistoux
ISSEVER-VLEMINCKX	rue Somville	5	1325	Chaumont-Gistoux
MICHAUX Jocelyne	chée de Huy	194	1325	Chaumont-Gistoux
GILBERT Yvan	av des Moissonneurs	6	1325	Chaumont-Gistoux
PARSER Claire	av des Moissonneurs	6	1325	Chaumont-Gistoux
ROGER-AMBÜHL	rue du Fief de Liège	11	1325	Chaumont-Gistoux
JARDINET-MARINIS	rue Croisette	35	1325	Chaumont-Gistoux
HUWART-VANBELLE	rue du Manypré	13	1325	Chaumont-Gistoux
DESWAEF	rue Croisette	15/3	1325	Chaumont-Gistoux
CHERPION Hugues	rue du Manypré	15	1325	Chaumont-Gistoux
HUBERT Joëlle	rue de Sart Risbart	13	1325	Chaumont-Gistoux
BERTRAND Vincent	rue de Louvranges	34	1325	Chaumont-Gistoux
MATHEN Roger	rue de Wavre	10	1325	Chaumont-Gistoux
WACQUEZ Fabienne	rue Champ des Buissons	6	1325	Chaumont-Gistoux
DEWALLEF	rue Champ des Buissons	36	1325	Chaumont-Gistoux
RENARD Marc	rue des Ducs de Brabant	15	1325	Chaumont-Gistoux
MIKOLAJCZYK G.	rue des Ducs de Brabant	18	1325	Chaumont-Gistoux

	Straat	Nr.	Postcode	
DEKEYSER Michel	rue du Château Féodal	17	1325	Chaumont-Gistoux
VERHEYEN Luc	av de la Terre franche	16	1325	Chaumont-Gistoux
GUERY	rue Lahaut	17	1325	Chaumont-Gistoux
BOGAERT	rue du Fief de Liège	5	1325	Chaumont-Gistoux
DUVIVIER-VLEMINCKX Nicole	rue de l'Eglise	10	1325	Chaumont-Gistoux
BOEDTS Herman - ELVAUX Pascale	chée de Huy	185	1325	Chaumont-Gistoux
CAMACHO Maria	rue de la Barre	18	1325	Chaumont-Gistoux
KAHN-VANHOOGHKERKEN	chée de Huy	329	1325	Chaumont-Gistoux
WIAME Gillian	rue Jean Martin	7	1325	Chaumont-Gistoux
VAN BENEDEN Léo - GADEE Ann	chée de Huy	287	1325	Chaumont-Gistoux
HESBOIS-PAQUAY	La Closerie	2	1325	Chaumont-Gistoux
CARETTE Jean-Christophe	chée de Huy	212	1325	Chaumont-Gistoux
WARNIER HERENG en PUTTEMANS	chemin du Grand Sart rue Bruyères d'Inchebroux	40 28	1325	Chaumont-Gistoux
MANDELAIRE Philippe	rue Bois Matelle	9	1325	Chaumont-Gistoux
HAUSER Pierre	rue Inchebroux	4	1325	Chaumont-Gistoux
FITSKAR Edmond	rue des Sables	27	1325	
ORTEGAT Laurence	rue Champtaine	2	1325	Chaumont-Gistoux
LEJEUNE Alix	champ des Buissons	10	1325	Chaumont-Gistoux
MICHIELS E.	rue du Fief de Liège	9	1325	Chaumont-Gistoux
ALLAER Raoul - BOUHON Bernadette	rue Croisette	13/4	1325	Chaumont-Gistoux
VANDERMESTEN-SIMON	rue Goffinet	16	1325	Chaumont-Gistoux
Association Luc en Pascal VANDENSCHRICK	rue de Chastre	46	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Guy	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
BAUDOT B. - BRAIBANT F.	rue des Corbeaux	38	1325	Chaumont-Gistoux
ZAMUROVIC-RAMAEKERS Militza	rue Florémond	91	1325	Chaumont-Gistoux
GUILMOT Jean-Luc				
LAFFINEUSE Pierrette	rue Florémond	70	1325	Chaumont-Gistoux
DELFOSSÉ Dominique	rue Goffinet	12	1325	Chaumont-Gistoux
DUVIVIER Philippe	rue de l'Eglise	10	1325	Chaumont-Gistoux
GRISARD William	Parvis Saint-Roch	8	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE Jessica	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
DASSETTO Geneviève en Felice	clos des Genêts	18	1325	Chaumont-Gistoux
WILFORD Dennis-VANDER ELST Ariane	rue Inchebroux	6	1325	Chaumont-Gistoux
ROBERT Benoit	rue Chaudfour	6	1325	Chaumont-Gistoux
DENOIA	rue des Sables	23	1325	Chaumont-Gistoux
PIROTTE Laurence	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
STENUITE Les Amis du Parc de la Dyle asbl	rue des Déportés	16	1390	Graven
POUPLARD Louis -DETRY Michelle	chée de Huy	242	1325	Chaumont-Gistoux
MULDERS Gael	rue Florémond	88	1325	Chaumont-Gistoux
GOSSENS Linda	rue Florémond	88	1325	Chaumont-Gistoux
FAUVARQUE Sébastien	rue Jérôme Noël	9	1325	Chaumont-Gistoux
BRAUNS Yvette	rue des Papeteries	58	1325	Chaumont-Gistoux
ODEURS Claude	rue des Papeteries	47	1325	Chaumont-Gistoux
DECASTIAU	rue du Manypré	67	1325	Chaumont-Gistoux
MAUPERTUIS Eric	rue des Corbeaux	40	1325	Chaumont-Gistoux
DE NAEYER J.P.	rue des Ducs de Brabant	7	1325	Chaumont-Gistoux
VAN HECKE	rue des Bovrées	31	1325	Chaumont-Gistoux
ZISSIS Georges	rue des Bovrées	31	1325	Chaumont-Gistoux
MAERTENS Monique	rue Florémond	94	1325	Chaumont-Gistoux

	Straat	Nr.	Postcode	
COUMONT	rue Champ des Buissons	40	1325	Chaumont-Gistoux
DENAEYER Fernande	rue du Fief de Liège	12	1325	Chaumont-Gistoux
VAN PEE Catherine	rue du Manypré	5	1325	Chaumont-Gistoux
CHENDY	rue des Sables	13	1325	Chaumont-Gistoux
GIRARDI-CORNE Viviane	rue Libert	24	1325	Chaumont-Gistoux
TAYMANS Julien (voor Natagora)	chée de Jodoigne	158/5	1390	Graven
DECOSTRE-VOISIN Jean-Pierre en Marie-Françoise	clos du Van	10	1325	Chaumont-Gistoux
CULLUS Paul	av Nouvelle	14	1325	Chaumont-Gistoux
HOET Sébastien	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
GONZALEZ F.	rue des Sables	22	1325	Chaumont-Gistoux
GRAUX	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
MOUFFE Jean-Paul	rue Lahaut	41	1325	Chaumont-Gistoux
JOFFROY Alfred	rue de l'Épine	9	1325	Chaumont-Gistoux
DELEVAL Janine	rue de l'Épine	9	1325	Chaumont-Gistoux
DE POTTER D'INDOYE Benoit	rue des Papeteries	37	1325	Chaumont-Gistoux
JAMAR Nicole	Pré Delcourt	34	1325	Chaumont-Gistoux
FROGNIER André	rue Florémond	63	1325	Chaumont-Gistoux
DELFOSSÉ Pascale	rue Florémond	63	1325	Chaumont-Gistoux
KENNES-HERDIES Jean-Louis en Marianne	chée du Huy	339/13	1325	Chaumont-Gistoux
VAN KEER Laurent	rue des Papeteries	8	1325	Chaumont-Gistoux
EVARD Frédéric	rue de la Barre	31	1325	Chaumont-Gistoux
PIRET	rue Lahaut	23	1325	Chaumont-Gistoux
HENRICOT	rue de l'Eau	6	1325	Chaumont-Gistoux
ANDRIES Joseph	chée de Huy	285	1325	Chaumont-Gistoux
NEUKENS-THIEBAUT	rue Lahaut	39	1325	Chaumont-Gistoux
DEHOUSE R.	rue de l'Eau	3	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENPLAS Nathalie	rue des Ducs de Brabant	11	1325	Chaumont-Gistoux
MERTENS Joséphine	rue des Ducs de Brabant	11	1325	Chaumont-Gistoux
DANIS Gilbert	clos des Peupliers		1325	Chaumont-Gistoux
VAUPARYS	Cressonnières	5	1325	Chaumont-Gistoux
CDH-plaatselijke afdeling van Chaumont-Gistoux				
JANOWSKI Katia	rue des Corbeaux	20a	1325	Chaumont-Gistoux
GILSON Jean Joseph - CAP Marleen	av Nouvelle	13	1325	Chaumont-Gistoux
FEDERICO Sabrina	rue Lahaut	41	1325	Chaumont-Gistoux
HUBERT Pierre	Val Villers	42	1325	Chaumont-Gistoux
THOMAS Guy	av de la Dame	20	1325	Chaumont-Gistoux
FRANCOIS RENE	rue des Papeteries	48	1325	Chaumont-Gistoux
LACROIX JP – secretaris van de « GROUPE ECOLO » van Chaumont-Gistoux	rue des Frères Poels	48	1325	Chaumont-Gistoux
GITS-TRIEF Robin	rue Brûlotte	7	1325	Chaumont-Gistoux
SEGAERT Thierry	rue des Corbeaux	20 a	1325	Chaumont-Gistoux
HOGE Brigitte	av Del Pirère	31	1325	Chaumont-Gistoux
HOGE JACQUES	av Del Pirère	31	1325	Chaumont-Gistoux
DESIRON-DELVAUX Eveline	Clos des Peupliers	3	1325	Chaumont-Gistoux
BRAUN Frédéric	rue des Corbeaux	17	1325	Chaumont-Gistoux
HOET Sébastien	rue des Corbeaux	21	1325	Chaumont-Gistoux
OLDENHOVE-GENDEBIEN Ghislaine	rue Arsène Matton	1	1325	Chaumont-Gistoux
EVERS Bernard	rue de Chaumont	60	1325	Chaumont-Gistoux
RIAL asbl	rue de Chaumont	20 a	1325	Chaumont-Gistoux
RUTTEN Anne	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
PIERMAN-THIRION Famille	rue de Chastre	30	1325	Chaumont-Gistoux

	Straat	Nr.	Postcode	
UYTTENHOVE Bénédicte	rue de Mèves	11	1325	Chaumont-Gistoux
DE LANGE William	rue de Vieusart	12	1325	Chaumont-Gistoux
Action Environnement Beauvechain asbl	rue du Moulin à Eau	19	1320	Bevekom
de VOGHEL Yves	rue Somville	4	1325	Chaumont-Gistoux
VANDER VORST Pierre - SCHMIDT Pajka	Sentier du Berger	55	1325	Chaumont-Gistoux
DUCHESNE	rue du Fief de Liège	1	1325	Chaumont-Gistoux
WAUCQUEZ Charles	rue du Manypré	62	1325	Chaumont-Gistoux
TIMMERMANS Yves - SNACKEN Françoise	rue Bonneveau	3	1325	Chaumont-Gistoux
De KOCK - CUYPERS	rue Florémond	90	1325	Chaumont-Gistoux
MONARD	rue Fief de Liège	13	1325	Chaumont-Gistoux
GRAUX	Tri d'Orbais	1	1325	Chaumont-Gistoux
MANIQUET	rue de l'Eau	8 b	1325	Chaumont-Gistoux
DE METS Marc	clos des Peupliers	23	1325	Chaumont-Gistoux
REMAUT G.	rue du Manypré	90	1325	Chaumont-Gistoux
DELVAUX	clos des Peupliers	3	1325	Chaumont-Gistoux
CABOURET	av de la Terre Franche	25	1325	Chaumont-Gistoux
BURNY Marcel	av de la Terre Brabançonne	1	1325	Chaumont-Gistoux
VYNCKE - JACQMOT	rue des Papeteries	42	1325	Chaumont-Gistoux
WINDERICKX Yannick	champ des Buissons	21	1325	Chaumont-Gistoux
LAMBERT Jean-Louis -HELSEN M.M.	chée de Huy	346	1325	Chaumont-Gistoux
PACOLET Eliane	rue du Bois Matelle	5	1325	Chaumont-Gistoux
SCOHY-PONCIN	rue des Sables	25	1325	Chaumont-Gistoux
DENIS J. en Fr.	rue des Bovrées	2	1325	Chaumont-Gistoux
FERRIERE	rue Colleau	14	1325	Chaumont-Gistoux
CCATM van Chaumont-Gistoux				Chaumont-Gistoux
DE VILLENFAGNE Jean-Paul	chemin de l'Herbe	23	1325	Chaumont-Gistoux
MOREAU	rue des Ducs de Brabant	8	1325	Chaumont-Gistoux
BODY Luc	rue des Ducs de Brabant	8	1325	Chaumont-Gistoux
RUTTEN Robert	rue Florémond	77	1325	Chaumont-Gistoux
LERICHE Anne	rue du Sartau	8	1325	Chaumont-Gistoux
VERNELEN Emile VANMOLLEKOT Monique	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
VERBEKE-HACHEZ Laurent en Alexandra	rue Haute	69	1457	Walhain
BAR Omer	rue Saint-Lambert	78	1457	Walhain
SUSANT Isabelle	rue Saint-Lambert	48	1457	Walhain
MARON Pierre	rue Saint-Lambert	48	1457	Walhain
THOMAS Nicolas	rue de Libersart	73	1457	Walhain
THOMAS Dominique	rue de Libersart	73	1457	Walhain
DEVROYE Jean Paul	rue Saint-Lambert	85	1457	Walhain
DEMEULEMEESTER Isabelle				
CORLIER Francis				
CORLIER Christelle				
LATOURE Alberte				
VAN NERUM Simone				
MERCIER Jeanne	rue de Libersart	20	1457	Walhain
SAINTENOY Jacques				
HERVENS D'HAESELEER	rue du Trichon	36	1457	Walhain
PIERRET Janine	rue du Trichon	34	1457	Walhain
DOMANGE Michel	rue du Trichon	34	1457	Walhain
PECRIAUX A & J	rue Saint-Martin	60	1457	Walhain
VANDENHULLE S	rue de l'Eglise	12	1457	Walhain
DEMANET Robert	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
SERANT Pierre	rue de Spêche	25	1457	Walhain
DUPONT Jean Pierre	rue Hautbiermont	30	1457	Walhain
GIELEN Werner				
SAUER Jacqueline				
GRAVY Fanny	rue de Libersart	80	1457	Walhain
GANZITTI Vincent	rue de Libersart	80	1457	Walhain
GANZITTI Gabriel	rue de Libersart	80	1457	Walhain
LENDERS Jacques	rue Haute	13	1457	Walhain
EXTEENS A.	rue du Tilleul	9	1457	Walhain
MATERNE Willy	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
TREMOUROUX Philippe	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
LORGE Jeanine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
TREMOUROUX Nadine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
LESCEU	rue Saint-Martin	37	1457	Walhain
QUOITIN	rue de la Commune	36	1457	Walhain
WEIR Robert	rue Saint-Martin	25 Bus 4	1457	Walhain
BAST Elisabeth	rue Saint-Martin	25 Bus 4	1457	Walhain
DOSSOGNE Caroline	rue Saint-Martin	58	1457	Walhain
DEVALCK Francine	rue du Tilleul	9	1457	Walhain
TENRET Isabelle	rue Moulin Saint-Lambert	8	1457	Walhain
MICHAUX Christiane	rue Haute	35	1457	Walhain
RAMPENBERG	rue Haute	37	1457	Walhain
DEPREZ Jean Marie	rue Haute	35	1457	Walhain
HUYBENS Etienne	rue Moulin Saint-Lambert	8	1457	Walhain
VAN ACHTE Nathalie	rue de Spêche	25	1457	Walhain
WILMES Daniel	La Chênaie	19	1390	Graven
CHARLES Bernard	rue Haute	96	1457	Walhain
TREMOUROUX Philippe	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
SAMBRE Jean	rue de Libersart	46	1457	Walhain
FAVART Marie Louise	rue de Libersart	46	1457	Walhain
DELAUNOIS Constant	rue de Libersart	37	1457	Walhain
MATERNE Nadine	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
MATERNE Willy	Aux Sept Bonniers	1	1457	Walhain
GNAGNARELLA C	rue de l'Eglise	8b	1457	Walhain
FAUCON ALONSO	chemin de Corroy	3	1457	Walhain
DE WIT LENDERS Chantal	rue Haute	15	1457	Walhain
DE WIT Serge	rue Haute	15	1457	Walhain
BIETS Alain	place Saint-Martin	4	1457	Walhain
GERARD Annick	place Saint-Martin	4	1457	Walhain
GILLES Nadine	rue des Six heures	14	1457	Walhain
BONNEVIE Pierre	rue des Six heures	22	1457	Walhain
JANSSENS Annick	rue des Six heures	22	1457	Walhain
LEMAIGRE Patrick	chemin du Tiège	2	1457	Walhain
LEBLANC DENIS Nathalie	rue Haute	62	1457	Walhain
GLORIAUX Christian	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
DE WAERSEGGERS Edmond	rue de la Commune	64	1457	Walhain
RENON Anna	rue Haute	96	1457	Walhain
DE NEYER Françoise	rue de l'Eglise	5	1457	Walhain
SNIJCKERS Pierre	rue de l'Eglise	5	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
DENIS GIOT Monique	Le Weya	11	1457	Walhain
LEBLANC Arnaud	rue Haute	62	1457	Walhain
LEBLANC Jean Marc	rue Haute	62	1457	Walhain
COPPENS Stephan	rue Haute	14	1457	Walhain
DENIS André	Le Weya	11	1457	Walhain
GOETHALS Michèle	rue Haute	14	1457	Walhain
DEVREUX Catherine	rue Haute	72	1457	Walhain
BOUHARMONT Julien	rue Haute	72	1457	Walhain
BOUHARMONT Alain	rue Haute	72	1457	Walhain
DEWEZ Geneviève	rue Haute	13	1457	Walhain
FOCROULLE FIERENS A	rue Haute	10	1457	Walhain
PHUKAN LOUREAU	rue Haute	21	1457	Walhain
BALA DOSSOGNE	rue Haute	12	1457	Walhain
OTTEVAERE Caroline	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
GLORIEUX Antoine	rue Saint-Martin	51	1457	Walhain
CLIPPE André	rue du Tilleul	10	1457	Walhain
SCOHY Patricia	rue des 6 Heures	12	1457	Walhain
THIEFFRY Alain	rue des 6 Heures	12	1457	Walhain
DECOCK Katia	rue de Spèche	6	1457	Walhain
RAUSENS Daniel	rue de Spèche	6	1457	Walhain
SURQUIN E	rue Haute	75	1457	Walhain
DELHAISE F	rue Haute	75	1457	Walhain
HOET Patrick	rue de l'Eglise	4	1457	Walhain
PIRET Géraldine	rue de l'Eglise	4	1457	Walhain
JACQUEMIN GILBERT Alice	place Saint-Vincent	9	1457	Walhain
DECHAMPS Rita	rue de Libersart	69	1457	Walhain
GELDERS Cindy	rue de Libersart	74	1457	Walhain
LENGELE Joseph	rue de Libersart	76	1457	Walhain
ROUSSEAU David	rue de Libersart	74	1457	Walhain
DENIS Anne Marie	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON Colette	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON Luc	rue de Libersart	62	1457	Walhain
HANNON René	rue de Libersart	62	1457	Walhain
MALACHE André	rue de Libersart	68	1457	Walhain
NIHOUL Myriam	rue de Libersart	77	1457	Walhain
DEMORTIER Pierre	rue de Libersart	72	1457	Walhain
HANNON André	rue de Libersart	77	1457	Walhain
VAN NERUM Simone	rue de Libersart	78	1457	Walhain
GRAVY Fanny	rue de Libersart	80	1457	Walhain
LOUIS Séverine	rue de Libersart	67	1457	Walhain
NAMUROIS Jérôme	rue de Libersart	67	1457	Walhain
SMEYERS Marc	rue de Libersart	69	1457	Walhain
BRION Jean Charles	rue de Libersart	60	1457	Walhain
JAUQUET Delphine	rue de Libersart	60	1457	Walhain
REMY Josée	rue de Libersart	59	1457	Walhain
PETITJEAN Isabelle	rue de Libersart	54	1457	Walhain
BRION Michel	rue de Libersart	59	1457	Walhain
MORSAINT E	rue de Libersart	48	1457	Walhain
BAUDUIN E	rue de Libersart	48	1457	Walhain
PIROTTE Irène	rue de Libersart	53	1457	Walhain
SAMBRE Jean Marie	rue de Libersart	53	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
BRION Philippe	rue de Libersart	54	1457	Walhain
BAUDUIN Marie Louise	rue de Libersart	71	1457	Walhain
BORNIET Christian	rue Haute	73	1457	Walhain
DRUEZ Catherine	rue Haute	73	1457	Walhain
d'HUART Julie	rue des Six heures	4	1457	Walhain
LANNON Geneviève	rue des 6 Heures	19	1457	Walhain
DEFNET Gaëlle	rue Haute	28	1457	Walhain
DUPONT Benoit	rue Haute	28	1457	Walhain
KIVITS Julien	rue du Bois de Buis	43	1457	Walhain
VANMOLLENKOT Monique	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
GUSTIN Paulette	rue du Paradis	51	1457	Walhain
DAVID Benoit	rue Haute	4	1457	Walhain
CLOET An	rue Haute	4	1457	Walhain
VERNELEN B	rue du Bois de Buis	43	1457	Walhain
VERNELEN Emilie	rue de l'Eglise	8	1457	Walhain
DEMANNEZ GUSTIN	rue du Paradis	51	1457	Walhain
BORTOLINI Nadina	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Jacques	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Elodie	rue Haute	82	1457	Walhain
PIRSON Coline	rue Haute	82	1457	Walhain
OFFERGELD Etienne	rue de Spèche	16	1457	Walhain
HERIS Gilles	rue de la Commune	58	1457	Walhain
HERIS P pour GOLFIS Sprl	rue de la Commune	58	1457	Walhain
HERIS Pierre	rue de la Commune	58	1457	Walhain
JOANNES Madeleine	rue de la Commune	58	1457	Walhain
WAUQUAIRE Catherine	rue du Moulin	37	1457	Walhain
HOUBRIX Nathalie	rue du Moulin	41	1457	Walhain
VANDERDONCKT Olivier	rue du Moulin	41	1457	Walhain
LEROY Manon	rue du Moulin	32	1457	Walhain
STAS Roger	rue du Moulin	34	1457	Walhain
MARCHAND Christian	chemin du Pont de la Chasse	3	1457	Walhain
FELLEMANS Chantal	chemin du Pont de la Chasse	3	1457	Walhain
BROOHAERTS Marie Louise	chemin du Pont de la Chasse	1	1457	Walhain
BAR Jacques	rue Saint-Lambert	70	1457	Walhain
LEROY Fanny	rue du Moulin	32	1457	Walhain
WAGENER Patricia	rue du Moulin	40	1457	Walhain
GOMAND Dominique	rue des Combattants	1	1450	Chastre
GOMAND Anthony	rue du Moulin	40	1457	Walhain
GAZIAUX Fabienne	rue du Moulin	34	1457	Walhain
STAS Amandine	rue du Moulin	34	1457	Walhain
LENGELE Cédric	rue d'Enger	10	1457	Walhain
ROUSSEAU Cédric	rue des Verts Pacages	2	1457	Walhain
LENGELE Renaud				
WELLENS Christian	rue du Moulin	37	1457	Walhain
QUINTIN René	rue de la Cure	35	1457	Walhain
DETROZ Monique	rue d'Enger	86	1457	Walhain
CLOSSET Renée	rue de la Cure	35	1457	Walhain
MASSET Pierre	rue du Moulin	30	1457	Walhain
VANBINST Stéphanie	rue de la Station	21	1457	Walhain
DE WAERSEGGERS Charly	rue du Moulin	14	1457	Walhain
DELOOZ Cécile	rue Abbessé	65	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
DETHIER Albertine	rue des 3 Tilleuls	23	1457	Walhain
SABAN Mohamed	rue du Warichet	19	1360	Walhain
DUELZ Jean Marie	rue d'Enger	86	1457	Walhain
MARIT Claudine	rue du Moulin	30	1457	Walhain
SALMON Frédéric	rue du Moulin	15	1457	Walhain
SALMON Jean Michel	rue du Moulin	15	1457	Walhain
VANBINST Michel	rue de la Station	121	1457	Walhain
LANNOYE Alexandre				Walhain
GILAIN Fernand	rue du Moulin	20	1457	Walhain
FIEVEZ Nicole	rue du Moulin	20	1457	Walhain
MASSET Magali	rue du Moulin	30	1457	Walhain
DERMIENCE Jacqueline				
MARIT Paula	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
MICHIELS Germaine				
JACQUEMIN Thierry	rue de Libersart	64	1457	Walhain
MATINE Jasmine	rue de Libersart	64	1457	Walhain
DELVAUX Noëlle	rue de Libersart	64	1457	Walhain
MATINE Tawfik	rue de Libersart	64	1457	Walhain
SERANT Sylvain	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Adrien	rue de Spèche	25	1457	Walhain
VAN ACHE Nathalie	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Pierre	rue de Spèche	25	1457	Walhain
SERANT Bérangère	rue de Spèche	25	1457	Walhain
MEUNIER Jacqueline	rue Saint-Martin	97	1457	Walhain
WOLF Marcel	rue du Vieux Warichet	3	1457	Walhain
BRAUN Véronique	rue Haute	31	1457	Walhain
MOTTIN JACQUEMIN	place Saint-Vincent	11	1457	Walhain
HIERY Jean en Suzanne	rue Saint-Lambert	42	1457	Walhain
MALACHE André	rue de Libersart	68	1457	Walhain
BAUDUIN Marie Louise	rue de Libersart	71	1457	Walhain
GREDAY Sabine	rue de Libersart	23	1457	Walhain
MOINY Arnaud	rue de Libersart	23	1457	Walhain
WILLEMS Linda	rue de Libersart	39	1457	Walhain
MALENGRE Roland	rue de Libersart	39	1457	Walhain
DELVAUX Nancy	rue de Libersart	14	1457	Walhain
DELVAUX Yves	rue de Libersart	16 Bus 1	1457	Walhain
DELVAUX Thibaut	rue de Libersart	14	1457	Walhain
DELVAUX Luc	rue de Libersart	16	1457	Walhain
PINCHART Bernard	rue de Libersart	19	1457	Walhain
MONFILS Jules	rue de Libersart	18	1457	Walhain
DELFOSSE Francine	rue de Libersart	18	1457	Walhain
MONFILS Luc	rue de Libersart	18	1457	Walhain
DELVAUX Jérôme	rue de Libersart	16	1457	Walhain
BRAUN Isabelle	rue Saint-Martin	68	1457	Walhain
BLANCKAERT Didier	rue Saint-Martin	68	1457	Walhain
PINCHART Marcelle	rue Saint-Martin	70	1457	Walhain
VANDERMOTTEN Chantal	rue des 6 Heures	8	1457	Walhain
GUSTIN Christiane	rue Saint-Martin	57	1457	Walhain
BAILLET Alain	rue des 6 Heures	8	1457	Walhain
PRAIL Jonathan	place Saint-Martin	5	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
LEFEVERE Paulette	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
PRAIL Marielle	Les Rosailles	7 Bus 2	1457	Walhain
PRAIL Laurent	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
PRAIL Arthur	place Saint-Martin	5	1457	Walhain
OOMENS Anny	rue Saint-Martin	60	1457	Walhain
DENEF Daniel	rue Saint-Martin	61	1457	Walhain
GOMAND Isabelle	rue Saint-Martin	61	1457	Walhain
STENUIT Jacques voor « les amis du parc de la Dyle »	rue des Déportés	16	1390	Walhain
N. VAN ESPEN-D.VANDERVEKEN	rue du Moulin	16	1457	Walhain
MINIQUE Philippe	rue de Spêche	2	1458	
GIELEN Pierre	rue du Maieur	27	1457	Walhain
GOISSE Gaëtan, Advocaat	rue Pépin	26	5000	Namen
ANTOINE Philippe	rue Haute	67	1457	Walhain
SMETS Philippe	rue de Libersart	21	1457	Walhain
VANDEBORGHT Et	rue de Libersart	17	1457	Walhain
DE WREEDE	rue de Libersart	17	1457	Walhain
TOLLET Marie Thérèse	rue de Libersart	15	1457	Walhain
SAVELKOELS Stephane	rue de Libersart	15	1457	Walhain
BORSI Christophe	rue Saint-Lambert	91	1457	Walhain
BOUSMAN Benjamin	rue de Libersart	13	1457	Walhain
CHAMPT Sylvie	rue de Libersart	13	1457	Walhain
HEROUFOSSE Félix	rue Saint-Martin	8	1457	Walhain
VAESKEN GILOT Nathalie	rue Saint-Fromont	10	1457	Walhain
PLATTEAU Charlotte	rue Saint-Martin	8	1457	Walhain
TAYMANS Julien voor NATAGORA	rue du Wisconsin	3	5000	Namen
LECROART DONDA Gauthier	rue de Libersart	98	1457	Walhain
VEKEMANS Marielle	rue de Spêche	41	1457	Walhain
MESTDAG Linda	rue de Libersart	66	1457	Walhain
VAN MOL Marc	rue de la Commune	46	1457	Walhain
MESTDAG Marie Paule	rue de la Commune	46	1457	Walhain
DEHASQUE Marie Pierre	rue de Libersart	102	1457	Walhain
DE CRITS Yannic	rue de Libersart	102	1457	Walhain
BRAUN Jacqueline	rue du Moulin	3	1457	Walhain
STARCK Ekkehard	rue du Moulin	3	1457	Walhain
Hachez ?				
Verbeke ?				
GALLEZ Danielle	rue de l'Eglise	6	1457	Walhain
VANDEBORGHT André	rue de l'Eglise	6	1457	Walhain
TACQ Béatrice voor de « Groupe Sentiers »	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
BODART TACQ Béatrice	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
BODART Frédéric	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
VAN DE MERCKT Isabelle	rue Haute	89/a	1457	Walhain
CHARELS Jean	rue Haute	78	1457	Walhain
WOUTERS M	rue Haute	65	1457	Walhain
PEETERS Virginie	rue Haute	77	1457	Walhain
TIMMERMANS Isabelle	rue Haute	77	1457	Walhain
PEETERS Jean Marie	rue Haute	77	1457	Walhain
PEETERS Céline	rue Haute	77	1457	Walhain
VAN DAMME Marc	rue Haute	88	1457	Walhain
TERLINDEN Marie Alienor	rue Haute	88	1457	Walhain
VANWIJNSBERGHE			1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
FREBUTTE Jean Paul	rue Haute	51	1457	Walhain
FREBUTTE Frédérique	rue Haute	51	1457	Walhain
DAUNE Martine	rue Haute	51	1457	Walhain
FREBUTTE Caroline	rue Haute	51	1457	Walhain
NOELANDERS A M	rue Haute	68	1457	Walhain
CHAMOY Marie Aude	rue Haute	86 Bus 1	1457	Walhain
SALMIN François	rue Haute	86	1457	Walhain
CULOT Françoise	rue Haute	86	1457	Walhain
SALMIN Antoine	rue Haute	86 Bus 1	1457	Walhain
VANWYNSBERGHE Nicole	rue des 6 Heures	1	1457	Walhain
LEKEUX Francis	rue des 6 Heures	1	1457	Walhain
EPPE Renée	chemin de Corroy	6	1457	Walhain
MATHEI Aurélien	rue Haute	102	1457	Walhain
MATHEI Alexandre	rue Haute	102	1457	Walhain
MARLIER Philippe	rue Haute	102	1457	Walhain
BOGAERTS Brigitte	rue Haute	102	1457	Walhain
PIERLOT Michel	rue Abbesse	69	1457	Walhain
MASSET Myriam	rue Abbesse	69	1457	Walhain
LENGELE Pierre	rue de Spêche	9	1457	Walhain
PIERARD Guilaine	rue de Spêche	34	1457	Walhain
BODART	Forrières de Mousty	8	1457	Walhain
COPPIN A M	rue des Vallées	4	1450	Chastre
GILSON Marie Louise	rue du Pavillon	13	5002	Namen
GASPART Anna	Forrières de Mousty	2	1457	Walhain
FRIPIAT Anne	rue du Trichon	40	1457	Walhain
JACQUES Michel	rue de Saint-Paul	105	1457	Walhain
STANDAERT Jean Yves	rue du Trichon	40	1457	Walhain
LINTERMANS Laurent	rue du Trichon	38	1457	Walhain
SCHNELLER Anne Marie	rue du Trichon	38	1457	Walhain
LINTERMANS Jacques	rue du Trichon	38	1457	Walhain
LESAINTE Jeannine	rue Saint-Martin	102	1457	Walhain
MAROY Murielle	rue des 6 Heures	11	1457	Walhain
PIRET Pierre	rue des 6 Heures	11	1457	Walhain
PERAUX Isabelle	Forrières de Mousty	4	1457	Walhain
WATHELET René	rue Moulin Saint-Lambert	5	1457	Walhain
HOFMAN André	rue Saint-Martin	102	1457	Walhain
CLOOS Marie	rue de Spêche	20	1457	Walhain
COOREVITS Luc	rue de Spêche	20	1457	Walhain
GELINNE Marcel	rue de Spêche	23	1457	Walhain
PIRSON Monique	rue de Spêche	23	1457	Walhain
CHAPUT Françoise	rue de Spêche	23	1457	Walhain
GILBERT Monique	rue de Spêche	40	1457	Walhain
BUIS Gérard	rue de Spêche	38	1457	Walhain
DENIS Luc	rue de Spêche	3	1457	Walhain
DETHIER Irène	rue de Spêche	21	1457	Walhain
TABURIAUX Luc	rue de Spêche	21	1457	Walhain
JASPART Yves	rue du Moulin	42	1457	Walhain
QUINART Dany	rue du Moulin	42	1457	Walhain
VAN HAECHE Adeline				

	Straat	Nr.	Postcode	
ALBERT Cindy				
MASSET Olivier	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
MASSET Bruno	rue Saint-Lambert	35	1457	Walhain
HERBILLON Adrien	rue des Ourdons	7	1457	Walhain
EVERS Bernard	rue de Chaumont	60	1325	Chaumont-Gistoux
RICHIR André				
DELATTE Magali	rue de Spêche	3	1457	Walhain
BERTHOLET Yves	rue de la Cruchénère	56	1457	Walhain
GODFRIAUX Guy voor de FWA (Rec)	rue de la Station	68a	1360	Walhain
DONDEYNE Marie Madeleine (Rec)	rue Saint-Martin	109	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain voor Agrotour Sprl	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain voor Cuma de l'Anglée Scris	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN PUymbrouck Romain voor Coopérative de l'Anglée Scrl	rue de Libersart	6	1457	Walhain
VAN REMOORTEL Maria	rue de Libersart	4	1457	Walhain
HAMIET Christine	rue de Libersart	6	1457	Walhain
S, Agr, VAN REMOORTEL & HAMIET	rue de Libersart	6/a	1457	Walhain
SAUSSUS Luc	rue du Préa	105	1457	Walhain
COUCKHUYT Jean Marc	rue du Préa	109	1457	Walhain
COUCKHUYT Natacha	rue du Préa	109	1457	Walhain
DERAY Hélène	rue du Préa	109	1457	Walhain
DEWIT Robert	rue du Bois de Buis	62	1457	Walhain
LENGELE Raymonde	rue du Bois de Buis	62	1457	Walhain
GELINNE Josée	rue de la Commune	60	1457	Walhain
RAVET Roland	Les Fossés Quintin	14	1457	Walhain
RAVET	Les Fossés Quintin	14	1457	Walhain
CADET Marguerite	rue des Tumuli	1a	1457	Walhain
WILLEMS André	rue des Tumuli	1	1457	Walhain
HERZET Vanessa	rue des Tumuli	1a	1457	Walhain
DEMORTIER Didier	rue de Saint-Paul	29	1457	Walhain
DUBREUIL Marcel	rue des Tumuli	1	1457	Walhain
BERTRAND Pascal	rue du Préa	114	1457	Walhain
ALARDIN Marie Françoise	rue du Préa	114	1457	Walhain
BRISON Katia	rue Haute	27	1457	Walhain
LOOZE Luc	rue Haute	27	1457	Walhain
DESTAINBACBERICK	rue Saint-Martin	15	1457	Walhain
SALMON	rue Haute	1	1457	Walhain
LENGELE Bernadette	rue Saint-Martin	86	1457	Walhain
GUSTIN Frédéric	rue Saint-Martin	92	1457	Walhain
FRANCIS Isabelle	rue Saint-Martin	92	1457	Walhain
SAUSSUS COUMONT	rue du Préa	105	1457	Walhain
JAUMOTTE Ludovic	rue du Préa	103	1457	Walhain
MONFILS Valérie	rue du Préa	103	1457	Walhain
BOSMANS Sylvie	rue du Préa	112	1457	Walhain
PIETTE José	rue Pré des Basses	31	1457	Walhain
ALARDIN Roger	rue de l'Abbaye	37	1457	Walhain
GOBEAUX Marie	rue de l'Abbaye	37	1457	Walhain
THOMAS Hervé	rue du Préa	112	1457	Walhain
VANDENBERGHE Gilbert	rue Haute	38	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
FEVERY Godelieve	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Christian	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Frank	rue Haute	38	1457	Walhain
VANDENBERGHE Dominique	rue Haute	38	1457	Walhain
COOREVITS Marc	rue Chèvequeue	9	1457	Walhain
COPPENS Serge	rue de la Commune	27	1457	Walhain
VANHAMME Chantal	rue de Nil	3	1457	Walhain
PIERRE Jean Marie	rue de Nil	3	1457	Walhain
BOXUS Christian	rue Marie au Broux	18	1457	Walhain
VANDENDRISCH Noël	chemin de la Colette	2a	1325	Chaumont-Gistoux
HANNON Joël	rue de Neussart	11	1325	Chaumont-Gistoux
VANDENDRISCH Myriam	rue de Neussart	11	1325	Chaumont-Gistoux
STASSE Vincent	chemin de la Colette	2	1325	Chaumont-Gistoux
DEFRENNE Isabelle	rue Marie au Broux,	18	1457	Walhain
NOEL François			1325	Chaumont-Gistoux
NOEL Léon	rue du Culot		1325	Chaumont-Gistoux
VERMEULEN A	rue du Culot		1325	Chaumont-Gistoux
JACOBS Edgard	rue du Culot	2	1325	Chaumont-Gistoux
JACOBS Gérard	rue du Culot	2	1325	Chaumont-Gistoux
MASSAUX Brigitte	rue du Warichet	31	1457	Walhain
GASPARD Didier	rue du Warichet	31	1457	Walhain
COPPENS Yves	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
CRAVILLON Brigitte	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
LENGELE Jeannine	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
CRAVILLON Georges	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
COPPENS Grégory	rue d'Enfer	15	1457	Walhain
DEWIT Nelly	rue de la Commune	30	1457	Walhain
HAESEVOETS Louis	rue de la Commune	28	1457	Walhain
MERCIER Baudouin	rue d'Enfer	77	1457	Walhain
KEKENBOSCH Francine	rue de la Campagnette	29	1457	Walhain
BOUVIER Caroline	rue Saint-Martin	114	1457	Walhain
DEMORTIER Roger	rue de Libersart	40	1457	Walhain
DEWOLF Françoise	rue du Moulin Saint-Lambert	16	1457	Walhain
DELFOSSÉ Philippe	rue de la Campagnette	18	1457	Walhain
VERMEULEN Gisèle	rue des Tumuli	3	1457	Walhain
DELEUZE J P	rue du Vieux Château	52	1457	Walhain
LENGELE Myriam	rue de la Campagnette	18	1457	Walhain
HENRY Joseph	rue Saint-Lambert	68	1457	Walhain
VLEMINCX Renée	rue Saint-Lambert	66	1457	Walhain
FLEMAL Jean Pierre	rue de la Tasnière	3		
DETHY Nicole	rue des Boscailles	28	1457	Walhain
NISÉT NOËL HAEGEMAN Consorts	rue du Vieux Château	54	1457	Walhain
GEUBEL André	rue de la Chèvequeue	57	1457	Walhain
LANNOYE Antoine	rue du Pré des Basses	109	1457	Walhain
DECELLE Marcelle	rue d'Enfer	65	1457	Walhain
MALACHE DECELLE Yvonne	rue d'Enfer	65	1457	Walhain
GUILLOT Michèle	rue de Libersart	88	1457	Walhain
FLEMAL Pauline	rue de Libersart	88	1457	Walhain
FLEMAL Eric	rue de Libersart	88	1457	Walhain
GODFROID Marc	rue de Libersart	86	1457	Walhain
DEWIT Claudine	rue de Libersart	86	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
DAVISTER Gauthier	rue de Libersart	34	1457	Walhain
DEMORTIER Pierre	rue de Libersart	72	1457	Walhain
FLAHAUT Anne Françoise	rue des Boscailles	28	1457	Walhain
DE GRAEF Alain	rue de Libersart	92	1457	Walhain
FLEMAL Chantal	rue de Libersart	92	1457	Walhain
LAUVAUX Candy				
KEKENBOSCH Marie Ange	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
VERBAENEN Camille	ruelle des Rencontres	4	1457	Walhain
ROUSSEAUX Aurélien	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
LAURENT Jeanne	rue du Vieux Château	52	1457	Walhain
ROUSSEAUX Francis	rue Chapelle Sainte-Anne	50	1457	Walhain
MASSET Léopold	rue du Moulin	18	1457	Walhain
MARLAIR Odile	rue du Moulin	18	1457	Walhain
VERDOOT Lindsay				
JAL Valérie				
TRICOT				
DE.TELSENUR.François				
CHARLIER Jean				
LAUVAUX Jean Pierre				
SEMAL Monique				
HANCHART Léonie	chemin de la Boscaille	108	1457	Walhain
BANZI Pascal				
BLANCHE Berthe	rue Margot	43	1457	Walhain
HAGNOUL Eugène	Au Pont	8	1457	Walhain
DELEUZE Benoît	rue de Saint-Paul	2a	1457	Walhain
SALMON Jennifer	rue du Moulin	15	1457	Walhain
LANNEAU Jacqueline	rue du Moulin	13	1457	Walhain
SALMON Jean	rue du Moulin	13	1457	Walhain
MASSET Anne	rue du Moulin	15	1457	Walhain
SALMON Serge	rue du Moulin	15	1457	Walhain
JACQUEMIN-DEPIESSE Bernard en Maggy	rue de l'Eglise	11	1457	Walhain
HANNON Murielle	rue Marie au Broux	7	1457	Walhain
JAUMOTTE Aurore	allée de Vaux en Beaujolais	5	1457	Walhain
JAUMOTTE Marc	rue Abbessse	15	1457	Walhain
JAUMOTTE Jean Baptiste	rue Abbessse	17	1457	Walhain
JAUMOTTE Michel	rue Abbessse	37	1457	Walhain
LANNOYE Marie Anne	rue Abbessse	37	1457	Walhain
HERBIET Philippe	allée de Vaux en Beaujolais	5	1457	Walhain
MONFILS David	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
VERLAINE Clotilde	rue du Vieux Château	1	1457	Walhain
MONFILS Valérie	rue du Préa	103	1457	Walhain
MONFILS René	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
SAMBRE Josette	rue de Baudecet	4	1457	Walhain
SAUSSUS Nathan	rue du Préa	105	1457	Walhain
SAUSSUS Maxime	rue du Préa	105	1457	Walhain
COUMONT Eve				
SAUSSUS Luc	rue du Préa	105	1457	Walhain
ROBERT Raymond	Le Ponceau	9	1457	Walhain
ROHS Anna	rue de Libersart	82	1457	Walhain
GILSON Jean	rue de Libersart	82	1457	Walhain
DEMANET Michael	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain

	Straat	Nr.	Postcode	
DEMANET Wendy	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
DEMANET Joëlle	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
HOF Paulette	rue Saint-Lambert	74	1457	Walhain
FRANCQ Nicole	rue de l'Eglise	7	1457	Walhain
VAN ASBROECK Gilles	rue Haute	25	1457	Walhain
VAN ASBROECK Pauline	rue Haute	25	1457	Walhain
de MARTIN Claire	rue Haute	25	1457	Walhain
VANDENBOSCH Lucie	rue du Paradis	43	1457	Walhain
EYLENBOSCH Vincent	rue du Trichon	96	1457	Walhain
JANSSENS Marie Claire	rue Saint-Lambert	83	1457	Walhain
RAVIGNOT Willy	rue Saint-Lambert	83	1457	Walhain
RAVIGNOT Gisèle	rue Saint-Lambert	85	1457	Walhain
LIPPENS Raphaël	rue Haute	23a	1457	Walhain
BELFORT Noëlle	rue Haute	23a	1457	Walhain
HARMANT Cédric pour l'Habitat Groupé « Le Tiège »	rue des Carillonneurs	42/202	1348	Ottignies-Louvain-la-Neuve
TORDEUR Cécile	rue Saint-Lambert	82	1457	Walhain
LEFEBVRE Marc	rue Saint-Lambert	82	1457	Walhain

Gelet op de informatievergaderingen die overeenkomstig artikel 4 van het « CWATUPE » gehouden werden op :

- 12 januari 2010 in Chaumont-Gistoux;
- 13 januari 2010 in Walhain;

Gelet op de overlegvergaderingen die overeenkomstig artikel 43 van het « CWATUPE » gehouden werden op :

- 23 februari 2010 voor de gemeente Chaumont-Gistoux;
- 24 februari 2010 voor de gemeente Walhain;

Gelet op de notulen van die overlegvergaderingen;

Gelet op het advies van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Chaumont-Gistoux van 17 februari 2010 waaruit blijkt dat :

- een nieuw knooppunt tussen Walhain en Rosières redelijk noch noodzakelijk is; dat de nieuwe groeve via de N243a met de autoweg verbonden zou moeten worden, voor zover alle kosten voor de beveiligde inrichting van die verbinding door de exploitant gedragen worden;

- de voorgestelde alternatieve compensaties er geen zijn daar ze enkel de exploitant dienen;
- het geheel van de voorgestelde compensaties ruim onvoldoende is daar de planologische compensaties verhoudingsgewijs belangrijker moeten zijn;
- de bufferzone tussen de grens van het ontginningsgebied en het gebied Natura 2000 100 meter moet bedragen;
- geen hydrologisch onderzoek werd uitgevoerd en dat de waterdistributiemaatschappijen niet geraadpleegd werden;
- de herinrichting van de « Pas de Chien » geen compensatie is omdat het gebied op onwettige wijze opgevuld werd;

- er geen reden is om de exploitatie van zand t.o.v. de exploitatie van landbouwgronden te bevoorrechten;

- een Opvolgingscomité ingesteld moet worden;

Gelet op het advies van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Walhain van 10 maart 2010, dat samengevat kan worden als volgt :

- de « CCATM » is niet gekant tegen de geplande uitbreiding;
- de « CCATM » is niet van plan het in de milieu-effectbeoordeling voorgestelde traject nr. 3 te valideren;
- de Commissie is het door het College van Walhain voorgestelde alternatieve traject, dat de afrit 10 van de E411 via de N243 met de N243a verbindt, gunstig gezind omdat het de mogelijkheid biedt de langs de « chaussée de Huy » gelegen huizen van Chaumont, die van Libersart, gelegen nabij de tumuli, en die van Nil te ontwijken; omdat dat traject het verkeer van zware vrachtwagens zal voorkomen in het centrum van Chaumont-Gistoux; omdat het aantal vrachtwagenbewegingen niet zal toenemen; omdat dat traject minder investeringen en wijzigingen aan het bestaande wegnnet vereist; omdat, tot slot, de grondoppervlakte die aan de landbouw onttrokken wordt aanzienlijk kleiner zal zijn dan degene die opgeëist wordt door de andere varianten die door de auteur van het onderzoek werden overgelegd;
- de « CCATM » geeft een « kritisch » advies m.b.t. de compensaties - de planologische compensaties zijn onbeduidend en de alternatieve compensatie is er geen - daar het knooppunt, wat het openbaar nut betreft, geen bestaansreden heeft;
- de « CCATM » vraagt dat het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan, wat exploitatie en sanering betreft, voorziet in een gecontroleerde fasering hiervan;
- de « CCATM » vraagt dat de alternatieve compensatie opnieuw in overweging genomen wordt in de zin van artikel 46 van het « CWATUPE », waarbij het financiële bedrag van de compensatie van de exploitatie bestemd kan worden voor andere gemeentelijke projecten van openbaar nut vermits het niet meer voor het autowegenknooppunt uittgetrokken wordt;
- de « CCATM » vraagt dat elk ontwerp van herziening van het gewestplan rekening houdt met de doelstellingen van de gemeentelijke programma's voor ruimtelijke ordening, en zelfs met het voorontwerp van gemeentelijk structuurplan en het intercommunale mobiliteitsplan;

Gelet op het bezwaar ingediend op 17 februari 2010 door het gemeentecollege van Walhain in het kader van het openbaar onderzoek en op het advies van de gemeenteraad van Walhain van 24 maart 2010 die beslist :

- een gunstig advies uit te brengen m.b.t. het beginsel van uitbreiding van de zandgroeven en de wijziging van de bestemming van betrokken percelen als ontginningsgebied, op voorwaarde dat geschikte maatregelen genomen worden inzake bescherming van het grondwater en latere sanering van de groeve;

- een ongunstig advies uit te brengen over het project inzake de verwezenlijking van een autowegknooppunt in het daartoe voorziene reserveringsgebied, alsook over de verschillende trajectvarianten voorgesteld in het document van het effectonderzoek i.v.m. de toegang van het vrachtwagenverkeer in het ontginningsgebied van de zandgroeven van Chaumont na de uitbreiding ervan;

- zich de argumenten eigen te maken die zowel door het gemeentecollege als door de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Walhain ontwikkeld werden in de omstandige adviezen die ze respectievelijk op 7 februari en 10 maart 2010 in dat opzicht hebben ingediend;

- wat betreft de toegang van zware vrachtwagens tot de zandgroeve, aan de Waalse Regering een andere variatie voor te stellen dan die vervat in het milieu-effectonderzoek betreffende het ontwerp van herziening van bedoeld plan, in de vorm van « het traject 6 » ;

- een ongunstig advies uit te brengen m.b.t. zowel de planologische als de alternatieve compensaties bepaald bij het besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan, o.a. wat betreft het uittrekken van een bedrag van één miljoen euro voor de verwezenlijking van wegeninfrastructuren, opgelegd als stedenbouwkundige last, eerder dan voor projecten van openbaar nut;

- de Waalse Regering te verzoeken om het nodige overleg te organiseren tussen de verschillende instanties die bij het project betrokken zijn ten einde te komen tot een beslissing die voornamelijk voor het openbaar nut pleit;

- de Waalse Regering erom te verzoeken rekening te houden met de gemeentelijke autonomie en de verschillende ingevoerde hulpmiddelen, zoals de algemene beleidsverklaring van het gemeentecollege en het gemeentelijke structuurplan die voornamelijk voor het landelijke karakter van Walhain pleiten;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Chaumont-Gistoux van 29 maart 2010, dat, rekening houdend met de dossier-elementen op die datum, ongunstig is;

Dat uit dat advies blijkt dat :

- de bescherming van het grondwater twijfelachtig is daar de « Société wallonne des Eaux (SWDE) » en de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening (VMW) de gemeente op 12 en 15 februari 2010 een negatief advies m.b.t. het ontwerp van uitbreiding van de zandgroeven hebben gegeven bij gebrek aan elke geschikte voorwaarde die de duurzaamheid van de waterhulpbron garandeert, zowel op kwantitatief als op kwalitatief vlak;

- de omtrek van het nieuwe ontginningsgebied te dicht bij de grenzen van de locatie Natura 2000 ligt; dat het wenselijk is dat de grens van het ontginningsgebied hersteld wordt zoals ze getekend is in het voorontwerp betreffende de rechten van het gebied Natura 2000;

- de grens van de diepte van de exploitatie - namelijk 2 meter boven het grondwatervniveau - is onvoldoende;

- het is raadzaam dat de exploitatie van de « Champ du Bois Matelle » (zones 1C en 1B van het effectonderzoek) uitgesloten wordt;

- Gelet op de verkeershinder en op de gevaren die, zowel in Gistoux als in Chaumont, kunnen ontstaan uit de combinatie van een belangrijk licht verkeer van het residentiële type met het zware vrachtwagenvervoer i.v.m. de zandgroeven, is het raadzaam dat alle vrachtwagenverkeer in rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de zandgroeven afgeschaft wordt op de N243 en dat het exploitatiegebouw zover mogelijk van de dicht bewoonde woongebieden verwijderd wordt met, als logisch gevolg, de verplaatsing van de installaties die in het centrum van Chaumont-Gistoux gelegen zijn naar de locatie van de zandgroeven;

- Er is geen enkele garantie dat de werken i.v.m. de verplaatsing van de installaties van het centrum van Chaumont-Gistoux naar de zandgroeve alsmede de nodige werken om de zandgroeve met de E411 te verbinden uitgevoerd zullen worden vooraleer de exploitatie van het gebied waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft aangevat wordt;

- Het is wenselijk dat vooraf een voorkeursoplossing gevonden wordt m.b.t. het vrachtwagenverkeer en de verhuizing van de installaties die in het centrum van het dorp gelegen zijn;

- De planologische en alternatieve compensaties zijn blijkbaar ontoereikend;

- Er is geen rechtzekerheid dat de locatie die het voorwerp is van de herziening van het gewestplan nooit als centrum voor technische ingraving geëxploiteerd wordt;

Overwegende dat de Waalse Regering de auteur van het effectonderzoek erom verzocht heeft de voorstellen van de gemeenten inzake het vervoer te onderzoeken; dat dat onderzoek in november 2010 gedaan werd en dat het zich uitspreekt voor een traject « Abis », waardoor de milieueffecten geminimaliseerd worden;

Gelet op het gunstig advies van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (CWEDD), gegeven op 27 juni 2011;

Dat uit dat advies blijkt dat « de auteur een kwalitatief toereikend onderzoek heeft verricht » en dat « de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen » ;

Dat in dat advies wordt benadrukt dat « er voorgesteld wordt dat de aanvrager in een aansluitingsweg op de N243a investeert om Chaumont-Gistoux van een zwaar vrachtwagenverkeer te ontlasten, waarbij ook zijn kantooractiviteiten, de truck-wash en het servicestation van het centrum van Chaumont-Gistoux naar het toekomstige ontginningsgebied verplaatst worden. Door het vrachtwagenverkeer in het centrum van Chaumont-Gistoux te beperken zal de investering die inzake wegeninfrastructuren voorgesteld wordt tot voordeel van de gemeenschap zijn »

Dat het advies erop wijst dat de « CWEDD » kiest voor het alternatief Abis dat voorgesteld werd in bovenbedoelde analysesnota waar de auteur van het effectonderzoek om verzocht werd maar dat de overheid de inbreng van een operationele compensatie ten gunste van de landbouw dient te onderzoeken rekening houdend met de bebouwing die dat alternatief Abis met zich mee brengt voor het landbouwgebied;

Gelet op het gunstig advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) » van 25 augustus 2011 waaruit blijkt dat :

- de « CRAT » een gunstig advies uitbrengt m.b.t. de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van ontginnings-, landbouw-, woon- en natuurgebieden en tevens aanbeveelt dat de Regering erin voorziet dat een gedeelte van het ontginningsgebied na afloop van de exploitatie als landbouwgebied bestemd wordt;

- de « CRAT » een ongunstig advies uitbrengt m.b.t. de opnemings van een reserveringsomtrek met het oog op de bouw van een verkeersknooppunt en het traject Abis steunt;

- de « CRAT » een gunstig advies uitbrengt m.b.t. de bijkomende voorschriften S35 en S36 waarin het besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan voorziet en tevens aanraadt dat de verhuizing van de in het centrum van Chaumont-Gistoux gelegen installaties en de bouw van het traject Abis zodra mogelijk uitgevoerd worden;

Overwegende dat de Waalse Regering na analyse van de tijdens het openbaar onderzoek geformuleerde bezwaren en van de voor en na afloop van dat onderzoek uitgebrachte adviezen daarop als volgt wenst te antwoorden;

Overwegende dat de Regering, na een korte inleiding betreffende de aard en het voorwerp van bepaalde bezwaren en de algemene rechtvaardiging van het ontwerp, gewenst heeft een antwoord op de bezwaren te geven door achtereenvolgens de volgende thema's aan te snijden: het effectonderzoek, de procedure, het ontwerp en de compensaties; dat elk van die 4 vraagstukken gestructureerd is als volgt:

A. Het effectonderzoek

1. Kwaliteit van het effectonderzoek - gemeenschappen
2. Luik mobiliteit
3. Luiken leefmilieu
4. Alternatieve compensatie
5. Andere luiken

B. Procedure

C. Project

1. Gebrek aan algemeen belang en economische aspecten
2. Alternatieven
 - 2.1. Lokaliseringalternatieven
 - 2.2. Afbakeningsalternatieven
3. Voldongen-feiten-politiek (huidige exploitatie zonder vergunning)
4. Hydrogeologie en hydrologie
5. Topografie en landschappen
6. Lucht en klimaat
7. Fauna, flora en biodiversiteit
8. Nabijheid van de Natura 2000-locatie
9. Nabijheid van een woongebied
10. Beschermd erfgoed
11. Mobiliteit
 - 11.1. Verdwijning van de wegen in het nieuwe ontginningsgebied
 - 11.2. Wegveiligheid in de omgeving
 - 11.3. Keuze van het tracé van de nieuwe verbinding
 - 11.3.1. Gemeenschappen
 - 11.3.2. De tracés 1, 2, 3 en 4 van de « EIP »
 - 11.3.3. Andere voorstellen van de bezwaarindieners
12. Verlies van landbouwgrond
13. Allerlei hinder
14. Controle op de exploitatie
15. Garanties
16. Herinrichting
 - 16.1. Opvullingen
 - 16.2. Onderverdeling in zones

D. Compensaties

1. Algemeen
2. Planologische compensaties
3. Alternatieve compensaties
 - 3.1. Verbindingsweg
 - 3.1.1. Ontoereikend
 - 3.1.2. Doel
 - 3.1.3. Kostprijs
 - 3.2. Verhuizing van de installaties van het centrum van Gistoux
4. Compensaties : Synthèse

Overwegende dat voor elk aangesneden vraagstuk eerst een overzicht van de bezwaren gegeven wordt alvorens erop in te spelen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners, zonder nadere bepaling, « het niet eens zijn » met de herziening van het gewestplan, noch met de uitbreiding van de exploitatie;

Dat sommige omwonenden zich verlaten op het bezwaar van het « comité van de omwonenden » ;

Dat omwonenden zich in hun bezwaren tegen de uitbreiding van de zandgroeve verzetten, zonder nadere bepaling;

Dat daartegenover meerdere omwonenden ermee « instemmen » ;

Overwegende dat die bezwaren niet duidelijk zijn; dat de redenen voor de aanneming van de herziening van het gewestplan hierna verduidelijkt worden;

Overwegende bovendien en vooral dat de Regering eraan wenst te herinneren dat artikel 1, § 1, van het « CWATUPE » bepaalt dat het grondgebied het gemeenschappelijke erfgoed van de bewoners van het Gewest is en in dat verband wijst op de aan te wenden middelen om aan de behoeften tegemoet te komen;

Dat het gewestplan tot doel heeft de bestemming en het gebruik van de verschillende grondgebiedgedeelten te bepalen en verkeerd grondgebruik te verbieden; dat het gewestplan geen vat heeft op de noodzakelijke impulsen van de inrichting; dat het dus niet de verwezenlijking van punctuele projecten tot doel heeft maar het kader bepaalt waarin de projecten voortaan uitgevoerd mogen worden;

Dat bijgevolg de analyse van de Regering niet moet slaan op de overwegingen die het kader van de doelstellingen van de ruimtelijke ordening te buiten gaan;

Dat derhalve alleen de opmerkingen waarvan de precisie- en relevantiegraad strookt met de doelstellingen en de inhoud van het gewestplan of met de milieueffecten van het project een antwoord rechtvaardigen;

Dat bezwaren die geen betrekking hebben op de wijziging van de bestemming van het grondgebied of op de milieueffecten ervan maar op vraagstukken die niet door het gewestplan geregeld worden (commerciële concurrentie, overwegingen van louter privé - ja zelfs speculatief - belang, verwezenlijking van gerichte projecten, wijze waarop een activiteit wordt uitgeoefend, ...) dan ook niet als relevant beschouwd worden;

Dat de Raad van State overigens voortdurend het feit bekrachtigd heeft dat de overheid geen rekening moet houden met de opmerkingen die niet gegrond zijn op overwegingen van planologische of technische aard (C.E., nr. 20.579, van 24 september 1980, Pilaete, nr. 24.666, van 21 september 1984, Kumps, nr. 170.236, van 19 april 2007, Vincent; nr. 185.137, van 2 juli 2008, Lorquet; nr. 191.684, van 19 maart 2009, SA Confiserie Leonidas; nr. 194.802, 194.803 en 194.804, van 29 juni 2009, Cofinimmo; nr. 191.378, van 12 maart 2009, Somerhausen et Taubert; nr. 202.867, van 8 april 2010, Noël; nr. 210.610, van 21 januari 2011, Orban);

Overwegende dat het bovendien niet verplicht is elk bezwaar afzonderlijk in aanmerking te nemen; dat de particulier uit het besluit ook impliciet moet kunnen afleiden dat het antwoord op zijn bezwaar voldoende en geschikt is, hezij door een individuele stellingname, hetzij op grond van een algemene richtlijn (C.E., 212.225, van 24 maart 2011, Havelange); dat de Regering wegens het algemene karakter van de inhoud van het gewestplan slechts algemene richtlijnen mag formuleren als antwoord op de bezwaren die tijdens het openbaar onderzoek geuit werden (JADOT, B., « Les effets de l'enquête publique en matière d'aménagement du territoire », J.T., 1984, p. 688);

Dat de motivering van het besluit bijgevolg als een geheel beschouwd moet worden; dat een antwoord op een bezwaar gegeven kan worden bij de behandeling van een ander bezwaar of dat verwezen kan worden naar het advies van een geraadpleegde overheid;

Overwegende in casu dat talrijke bezwaren eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste van die vraagstukken een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp die het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Dat de Regering acht dat bepaalde vragen dus nu niet beantwoord moeten worden opdat ze volstrekt terecht kan beslissen; dat het in deze fase van de herziening van het gewestplan immers niet past om vooruit te lopen op die vraagstukken die het voorwerp zijn van de vergunning tot uitvoering van die planherziening;

Overwegende dat uit het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan het volgende blijkt :

- « zoals benadrukt in het besluit van de Waalse Regering (...) van 4 december 2003, (...) zal de exploitatie van bedoelde afzetting, die het voorwerp van een optimale opwaardering uitmaakt, bijdragen tot het behoud van een productief potentieel betreffende een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

- (...) hoewel de voornaamste vindplaats in Wallonië in Waals Brabant ligt, kan het aanbod de vraag niet volgen aangezien zandgroeven zeldzaam worden; dat nu nog slechts 2 exploitaties in bedrijf zijn, tegenover 84 in 1982;

- (...) het blijkt dat het begrip exploitatiebare beschikbare reserves drastisch beperkt is op de schaal van de gewestplannen van Waals Brabant; dat een einde gemaakt moet worden aan dat onevenwicht waardoor de zandprijzen fors gestegen is; dat die toestand niet langer houdbaar is vanwege de economische conjunctuur;

- (...) zoals blijkt uit het rapport van de Permanente conferentie voor de ontwikkeling van het grondgebied van januari 2007, opgesteld als conclusie van de expertise-opdracht die haar op 21 september 2006 door de Waalse Regering is toevertrouwd, volstaat de huidige zandproductie niet om aan de behoeften tegemoet te komen;

- (...) dat onderzoek bevestigt dat de vraag groter dan het aanbod is, dat de prijzen stijgen, dat de zandgroeven in de Kempen sluiten, dat, zoals hierboven aangehaald, het aantal actieve zandgroeven in Waals Brabant in minder dan 25 jaar van 84 tot 2 eenheden gedaald is; dat er ongerustheid omtrent de bevoorrading ontstaat;

- (...) de nagenoeg definitieve verdwijning van de zandgroeven in Waals Brabant zou op korte termijn een reeks economische gevolgen met zich meebrengen, met name : het in gevaar brengen van de verwante ondernemingen (onderaannemers, betoncentrale,...), grotere afhankelijkheid van de aangrenzende landen (Duitsland, Nederland), geen concurrentie en correlatieve prijzenstijging, verlies van rechtstreekse en onrechtstreekse plaatselijke en weinig geschoolde banen, verlies van fiscale ontvangsten voor de overheid, toename van luchtmissies te wijten aan het vervoer enz.;

- (...) vanuit economisch oogpunt moet alles in het werk gesteld worden om de bouwsector weer op gang te brengen;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan bijgevolg economisch gegrond is;

A. EFFECTONDERZOEK

Overwegende dat meerdere bezwaren betrekking hebben op de kwaliteit van het milieu-effectonderzoek; dat de opmerkingen o.a. de luiken mobiliteit, leefmilieu en alternatieve compensatie van het onderzoek betreffen;

1. Kwaliteit van het effectonderzoek - algemeenheden

Overwegende dat, wat de kwaliteit van het effectonderzoek betreft, meerdere bezwaarindieners het onderzoek verwijten vaag, onnauwkeurig, onvolledig te zijn en vinden dat het verbeterd en aangevuld moet worden;

Overwegende dat bezwaarindieners betreuren dat de economische aspecten enkel in het belang van de aanvrager geanalyseerd werden en niet met inachtneming van wat daadwerkelijk voor de gemeenten en het leefmilieu op het spel staat; dat ze erop wijzen dat het onderzoek weinig objectief is;

Dat het onderzoek volgens hen niet doorzichtig is;

Overwegende dat een effectonderzoek een wetenschappelijk onderzoek is dat door een erkende persoon uitgevoerd wordt en waarvan de inhoud voor de aanneming ervan onderworpen wordt aan het advies van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, van de « CRAT » en van de « CWEDD »;

Overwegende dat aan de hand van het onderzoek alle punten van de door de Waalse Regering bepaalde inhoud nauwgezet werden nagegaan, met name de doelstellingen van de herziening, de sociaal-economische rechtvaardiging ervan, de analyse van de gevolgen ervan voor mens en leefmilieu, inclusief voor de compensaties die voortvloeien uit de herziening van het gewestplan zoals bedoeld in artikel 46 van het « CWATUPE »;

Overwegende dat de « CWEDD » in zijn advies van 27 juni 2011 acht dat « de auteur van het effectonderzoek een onderzoek van goede kwaliteit heeft uitgevoerd » en dat « de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om te beslissen », waarbij hij benadrukt dat het gedolven product kwaliteitsvol is en aan een behoefte tegemoetkomt;

Dat de « CRAT » in haar advies van 25 augustus 2011 erop wijst dat ze acht « dat het effectonderzoek van goede kwaliteit is. Ze stelt de uitvoerige analyse van de verschillende milieudomeinen alsmede de duidelijkheid en de leesbaarheid van het overgelegde document op prijs. Ze wijst er ook op dat de opmerkingen die ze in de loop van de procedure geformuleerd heeft in aanmerking genomen werden door de auteur van het onderzoek » ; dat ze ook doet opmerken dat deze herziening van het gewestplan de mogelijkheid zal bieden om tegemoet te komen aan de behoeften van de bouwsector;

Overwegende dat de geuite kritieken te vaag zijn;

Overwegende dat de opdrachtgever van deze herziening van het gewestplan het Waalse Gewest is; dat de auteur van het effectonderzoek overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek door de Waalse Regering aangewezen wordt; dat het gaat om een erkende auteur die zijn opdracht in alle onafhankelijkheid vervult;

Overwegende dat talrijke bezwaren betreffende het onvolledige karakter van het effectonderzoek eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen (herinrichting, geluidshinder, stof, bijgebouwen...); dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opening van een nieuw ontginningsgebied; dat de vragen betreffende het onvolledige karakter van het effectonderzoek, die in feite onder de extractieve activiteit en, bijgevolg, onder de eenmalige vergunning vallen, een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

2. Luik mobiliteit

Overwegende dat sommige bezwaarindieners, wat meer bepaald de mobiliteit betreft, wijzen op het gebrek aan inventaris m.b.t. het vrachtwagenverkeer;

Dat ze ook laten opmerken dat geen ventilatie van de bewegingen van het vrachtwagenverkeer en van de richting ervan zou zijn verricht;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners erop wijzen dat uit het effectonderzoek blijkt dat 600 m bebouwde weg gebruikt worden maar dat er geen melding in gemaakt zou worden van het aantal personen die de groeven altijd gekend hebben en van het aantal personen die daar waren voor het bestaan van de groeven;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners benadrukken dat uit het effectonderzoek niet blijkt over welk type knooppunt het zal gaan (volledig knooppunt of gewone aansluitingsweg zoals de afrit nr. 10);

Dat bezwaarindieners betreuren dat er geen antwoord is wat betreft de aansluiting van het knooppunt op de andere wegen en op zijn verbindingen;

Overwegende dat bezwaarindieners benadrukken dat het onderzoek geen balans zou inhouden voor bepaalde criteria betreffende de keuze van het tracé van de trajecten die voor het vrachtwagenverkeer onderzocht werden;

Dat de keuze van de balans, wat betreft de criteria die erover beschikken, voor verwarring zorgt;

Dat het criterium toegangstijd niet in aanmerking genomen zou moeten worden omdat het geen weerslag op de gemeenschap zou hebben;

Dat sommigen zich de vraag stellen waarom een troef in de variëte 3 een dreiging in de variëte 4 wordt terwijl die varianten op 1000m van elkaar liggen en door een ruilverkaveling verbonden worden;

Overwegende dat het onderzoek verweten wordt dat het met geen woord rept over het risico van sluip- of transitverkeer naar of van het knooppunt dwars door het dorp Nil of dat dat risico geminimaliseerd wordt;

Dat het onderzoek ook verweten wordt dat het met geen woord rept over de geluidshinder en de verontreiniging veroorzaakt door het sluip- en transitverkeer of dat die effecten geminimaliseerd worden;

Overwegende dat de bezwaarindieners aanvoeren dat het onderzoek met geen woord rept over de coëxistentie van het vrachtwagen- en landbouwverkeer of dat die coëxistentie geminimaliseerd wordt;

Dat ze erop wijzen dat het onderzoek niet voorzien zou hebben in de wijze waarop het industriële verkeer en het landbouwverkeer elkaar zullen passeren (slagbomen, verkeerslichten, ...);

Overwegende dat bezwaarindieners zich afvragen waarom het Intergemeentelijk mobiliteitsplan van Walhain niet in aanmerking genomen werd en erop wijzen dat het provinciale mobiliteitsplan, dat het voorwerp zou uitmaken van een onderzoek m.b.t. de wijze waarop het de mobiliteit overweegt in het bij de uitbreiding betrokken gebied, niet in overweging genomen werd;

Overwegende dat, wat betreft de afschaffing van de wegen binnen het toekomstige ontginningsgebied, het bezwaarindieners verbaast dat het effectonderzoek uitgaat van het Intergemeentelijk mobiliteitsplan van Chaumont-Gistoux en niet van dat van Walhain;

Overwegende dat het gemeentecollege van Walhain, in zijn advies van 17 februari 2010 uitgebracht in het kader van het openbaar onderzoek, erop wijst dat de hypothese van het traject nr. 1 niet in aanmerking is genomen door de auteur van het effectonderzoek en dat de tabel van het effectonderzoek bovendien leemtes of fouten bevat;

Overwegende anderzijds dat het gemeentecollege van Walhain benadrukt dat er een intergemeentelijk mobiliteitsplan van Chastre-Gembloux-Perwijs-Sombreffe en Walhain bestaat en dat de N243a opgenomen is in de actiefiches ervan, waarbij nader bepaald wordt dat « die weg op korte termijn volledig heringericht moet worden opdat zijn profiel aangepast kan worden aan zijn functie van toegang tot de autosnelweg. Ze moet ook van fietspaden voorzien worden om de fietsroute op te nemen waarin het leidend plan van de directie wegen van Waals Brabant voorziet »; dat de gemeente betreurt dat weinig belang gehecht wordt aan het intergemeentelijk mobiliteitsplan van Walhain; dat volgens haar niet nagedacht werd over dat vraagstuk, afgezien van een minimale beschouwing van de actiefiche betreffende de weg N243a en van een zeer algemene beschouwing betreffende het toekomstige fietsnetwerk, zonder verder detail;

Overwegende dat het gemeentecollege van Walhain er ook op wijst dat er een intergemeentelijk mobiliteitsplan van Bevekom-Chaumont-Gistoux-Graven en Incourt bestaat, waarin vermeld wordt dat het verkeer i.v.m. de zandgroeven een « probleem is bij de doortocht van Chaumont-Gistoux via de N243 »;

Overwegende dat het gemeentecollege van Walhain zich afvraagt waarom er geen sprake is van het ontwerp van opstelling van een provinciaal mobiliteitsplan op de schaal van Waals Brabant;

Overwegende dat onderzoek gedaan werd naar de effecten van de herziening van het gewestplan op het wegennet, de infrastructuur en de mobiliteitsstromen (EIP, Fase II, p. 82 en p. 148 en vlg.); dat de auteur een campagne van automatische tellingen heeft laten uitvoeren op de « chaussée de Huy » en bij de uitgang van de locatie van de zandgroeven om het « zware » verkeer op de « chaussée de Huy » te schatten; dat de auteur een onderscheid gemaakt heeft tussen het vrachtwagenverkeer i.v.m. de zandontginning en het verkeer i.v.m. de aanhorigheden van de zandgroeve; dat hij tot de conclusie gekomen is dat het verkeer i.v.m. de zandontginningsactiviteiten en de activiteiten van de aanhorigheden van de zandgroeve geschat kan worden op 1000 à 1200 bewegingen per dag op de N243 (EIP, Fase II, p. 75); dat uit het onderzoek blijkt dat het totale verkeer (vrachtwagens + auto's) op de N243 6195 voertuigen bedraagt, waarbij het « vrachtwagenverkeer » goed is voor gemiddeld 14,5 % van het verkeer tussen 6 uur en 22 uur (EIP, Fase II, p. 76); dat het onderzoek bovendien benadrukt dat « De opneming van een nieuw ontginningsgebied geen toename van dat verkeer tot gevolg zal hebben maar dat ze het alleen maar in stand zal houden » en dat bijgevolg « het nieuwe ontginningsgebied geen noemenswaardige nieuwe effecten kan hebben op de mobiliteitsstroom van de gebruikte wegen » (EIP, Fase II, p. 82);

Overwegende dat de auteur erop gewezen heeft dat het verkeer hinder zal veroorzaken (geluid, trillingen, stof, gevaar voor de overige gebruikers) (EIP, Fase II, p. 76 en vlg.);

Overwegende dat hij ook benadrukt dat de aanleg van een nieuw traject om het centrum van Chaumont-Gistoux op de N243 te ontwijken voor de omwonenden alsmede voor de mobiliteitsstroom en de veiligheid op die openbare weg een wijziging met positieve en belangrijke effecten zou zijn (EIP, Fase II, p. 82); dat het traject 1 (huidige toestand) dus niet in aanmerking genomen moest worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de onderzoeksriteria van de varianten heeft uiteengelegd en omschreven (EIP, Fase II, p. 160 en vlg.) en dat hij een onderscheid maakt tussen de criteria i.v.m. het doel van het onderzoek en die i.v.m. de milieueffecten; dat hij voor elk criterium de voorkeursredenen heeft opgegeven;

Overwegende dat de voor- en nadelen van elke variante aan de hand van een overzichtstabel beoordeeld kunnen worden (EIP, Fase II, p. 162); dat de auteur naar gelang van de voorkeursredenen -1, 1, 2 of 3 punten aan elk criterium heeft toegekend;

Overwegende dat criteria als de lengte van « gedeelde » trajecten, de effecten op bebouwde gebieden, het sluijperverkeer, het aantal kruispunten, ... in aanmerking genomen en onderzocht werden;

Overwegende dat het alzo uitgevoerde onderzoek betrouwbaar en objectief lijkt te zijn; dat de Regering niet van plan is het opnieuw in twijfel te trekken;

Overwegende, hoe dan ook, dat de gemeenten van Chaumont-Gistoux en Walhain een alternatief traject voorgesteld hebben waarvoor de aanleg van het aanvankelijk overwogen knooppunt niet nodig is in beide gemeenten;

Overwegende dat de Regering de auteur van het onderzoek verzocht heeft om de opstelling van een onderzoeksnota betreffende de door de gemeenten voorgestelde alternatieve tracés; dat de auteur van het onderzoek in die nota elk van de varianten volgens nauwkeurige criteria heeft geanalyseerd en verbeteringsmaatregelen heeft voorgesteld waarbij een traject Abis bepaald kan worden;

Overwegende dat de Regering, zoals ze het zal uitleggen, beslist die optie Abis aan te houden; dat, bijgevolg, een antwoord gegeven werd op de kritieken van het luik mobiliteit van het onderzoek, voor zover ze gegrond zijn;

Overwegende dat het knooppunt uiteindelijk niet de oplossing is die door de Regering werd aangehouden;

Dat de auteur de intergemeentelijke mobiliteitsplannen van Chaumont-Gistoux en Walhain in aanmerking genomen heeft op blz. 152 en 153 van Fase II van zijn onderzoek; dat het ontwerp van provinciaal mobiliteitsplan nog niet opgestart was toen het effectonderzoek uitgevoerd werd;

Overwegende dat, voor zover nodig, benadrukt moet worden dat de auteur van het onderzoek in zijn analyse van de voorstellen van de gemeenten erop wijst dat de combinatie van landbouw- en groeveverkeer doorgaans geen noemenswaardig probleem veroorzaakt; dat het landbouwverkeer immers seizoengebonden is en per slot van rekening zeer gering is (analysenota, p. 5);

Dat hij de overgelegde varianten ook genalyseerd heeft op grond van verschillende criteria, o.a. veiligheidscriteria (gedeelde trajecten, aantal kruispunten, aantal linksafverbindingen, interferentie met een fietsroute) en mobiliteitscriteria (gebruik van het traject door een sluijperverkeer), ... (analysenota, p. 13);

Overwegende tot slot dat sommige opmerkingen (bijv. die betreffende het aantal personen die de groeven altijd gekend hebben en het aantal personen die daar woonden voor het ontstaan van de groeven) geen verband hebben met de doelstellingen van de wetgeving betreffende ruimtelijke ordening en stedenbouw; dat sommige bezwaren immers niet gegrond zijn op overwegingen van planologische of technische aard (C.E., nr. 20.579, van 24 september 1980, Pilaete; nr. 24.666, van 21 september 1984, Kumps);

3. Luiken leefmilieu

Overwegende dat, wat de luiken « leefmilieu » van het effectonderzoek betreft, sommige bezwaarindieners doen opmerken dat ze geen inzage kunnen nemen van het onderzoek van Professor Poty; dat ze benadrukken dat niets erop wijst dat professor Poty besluit dat precies die plek de voorkeur moet krijgen;

Overwegende dat uit sommige bezwaren blijkt dat het onderzoek niets zegt over de negatieve effecten op het ecosysteem of ze minimaliseert;

Dat het bovendien niets zegt over de vernieling van het archeologisch erfgoed of die minimaliseert;

Dat ze ook het gebrek aan onderzoek m.b.t. geluidshinder, stof, nachtverlichting betreuren;

Dat de omwonenden zich vragen stellen over de omtrek die in overweging genomen werd in het akoestisch onderzoek van de « CEDIA » van Luik;

Dat bewaarindieners doen opmerken dat het effectonderzoek niet genoeg rekening zou hebben gehouden met de effecten op de afvloeiing van het regenwater vanaf een grotere gebetonneerde oppervlakte niet ver verwijderd van gebieden die makkelijk onder water komen te staan (cfr de « rue du Nil » van augustus 2002); dat het Waalse Gewest en de gemeente Walhain zich overigens verbonden hebben tot de naleving van het riviercontract Dijle en zijrivieren;

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux in haar advies van 29 maart 2010 onderstreept dat de « SWDE » en de VMW in het kader van het openbaar onderzoek een negatief advies over het ontwerp hebben uitgebracht en dat dat advies in feite kritiek levert op het effectonderzoek;

Overwegende dat de « CWEDD » geacht heeft dat de auteur van het effectonderzoek een onderzoek van goede kwaliteit heeft afgeleverd en dat de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen;

Dat de « CRAT » in haar advies van 25 augustus 2011 erop wijst dat ze acht « dat het effectonderzoek van goede kwaliteit is. Ze stelt de uitvoerige analyse van de verschillende milieudomeinen alsmede de duidelijkheid en de leesbaarheid van het overgelegde document op prijs. Ze wijst er ook op dat de opmerkingen die ze in de loop van de procedure geformuleerd heeft in aanmerking genomen werden door de auteur van het onderzoek » ;

Overwegende dat de meeste bezwaren betreffende het onvolledige karakter van het effectonderzoek i.v.m. de milieuluiken (zoals lichtvervuiling, stof, ...) eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat het merendeel van voornoemde vragen betreffende het onvolledige karakter van het effectonderzoek i.v.m. de milieuluiken een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de sociaal-economische rechtvaardiging van het voorontwerp zorgvuldig geanalyseerd heeft in Fase I; dat hij o.a. van het onderzoek van het Laboratorium voor litho- en zootstratigrafische analyses van de Universiteit Luik (Profesoor Poty) is uitgegaan;

Dat het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst dat laboratorium immers belast heeft met het opstellen van een lijst van de bestaande locaties en met het identificeren van potentiële nieuwe afzettingen waarbij de behoeften worden vastgesteld; dat dat onderzoek in verschillende fasen werd uitgevoerd en het voorwerp van meerdere opeenvolgende rapporten is geweest, namelijk : een rapport met het opschrift « Sablières du Brabant wallon et de Braine-le-Comte, situations actuelles perspectives et gisements » (1997), een rapport met het opschrift « Inventaire des ressources du sous-sol et perspectives des besoins à terme des industries extractives en Wallonie » (2001) en een rapport met het opschrift « L'activité extractive en Wallonie, situation actuelle et perspectives » (2004);

Overwegende dat de potentiële afzetting die door Professor Poty geïdentificeerd werd een veel grotere oppervlakte heeft dan de omtrek waarop deze herziening van het gewestplan betrekking heeft en dat ze hem inhoudt;

Overwegende dat het niet uitgesloten is dat de Regering voor een grondige analyse van de toestand alle andere informatie in aanmerking neemt die ze nuttig acht, zoals de onderzoeken waar zij de universitaire instellingen om verzocht heeft;

Dat niets de Waalse Regering ertoe verplicht die rapporten op eigen initiatief ter beschikking te stellen, met dien verstande dat het publiek er inzage van mag nemen overeenkomstig regels betreffende de toegang tot administratieve informatie;

Overwegende dat het effectonderzoek (EIP, Fase I, pp. 32 en 33) de kaart van de afzetting weergeeft zoals ontleend aan het onderzoek van Professor Poty van 1997;

Overwegende dat het huidige ecosysteem omschreven wordt in Fase II, op pp. 15 tot 18 en de potentialiteiten van bedoeld gebied op p. 56; dat de vermoedelijke effecten van de tenuitvoerlegging van het ontwerp op het ecosysteem omschreven worden op pp. 69 tot 72;

Overwegende dat de dienst Archeologie van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Buitendirectie van Waals Brabant, waarop de auteur van het effectonderzoek een beroep heeft gedaan, erop gewezen heeft dat langs bedoeld gebied « een romeinse weg loopt » en dat het gebied rijk is « aan getuigenissen van de Romeinse bezetting » waarbij benadrukt wordt dat « aan de exploitatie [...] onvermijdelijk prospectie-, proefborings- en opgravingswerken zouden voorafgaan » ;

Overwegende dat de activiteit waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft de voortzetting van de huidige activiteit zal zijn; dat de effecten van de geluids- en stofhinder dezelfde zijn als degene die nu worden vastgesteld; dat het effectonderzoek dat aan de toekenning van de eenmalige vergunning voorafgaat die effecten zal moeten onderzoeken en desgevallend ook verzachtingsmaatregelen zal moeten voorstellen;

Dat, anderzijds, het luik betreffende stofemissies aangesneden wordt in Fase II (p. 12) waarbij de resultaten van een simulatie gevoegd worden (pp. 67-68);

Dat de geluidshinder eigen aan de zandexploitatie, in tegenstelling tot die veroorzaakt door het verkeer, beperkt is; dat de auteur er de effecten van onderzocht heeft en erop wijst dat hij sterk zal afnemen dankzij de oordeelkundige keuze van een geschikt traject (Phase II, p. 40); dat het ontwerp immers geen toename van de emissies voorziet;

Overwegende dat het akoestisch onderzoek van de « CEDIA » in extenso bekendgemaakt is in bijlage IV.4.3. bij het effectonderzoek en dat het de methodologie en het onderzoeksveld zeer precies identificeert; dat daarenboven de geluidshinderproblemen nauwkeurig beoordeeld zullen worden bij de vergunningsaanvraag betreffende de exploitatie van de afzetting en de aanhorigheden ervan;

Overwegende dat zowel de « SWDE » als de VMW door de auteur van het effectonderzoek geraadpleegd werden; dat geen van beide het nuttig geacht heeft om advies uit te brengen in het kader van het onderzoek (EIP, Fase II, p. 63);

4. Alternatieve compensatie

Overwegende dat, wat de alternatieve compensatie betreft, het gemeentecollege van Walhain in zijn advies van 17 februari 2010, dat bij het openbaar onderzoek gaat, erop wijst dat het opmerkelijk en interpellierend is te constateren dat het ontwerp van herziening betrekking heeft op een project dat de aanleg van een autowegknooppunt en van een nog niet bepaald traject inhoudt; dat het effectonderzoek volgens het College naar gelang van de plaatsbepaling van het knooppunt en van het traject uitgevoerd had moeten worden; dat de gemeente vaststelt dat ook de alternatieve compensatie hinder voor de omwonenden zal teweegbrengen en dus ook het voorwerp van een effectonderzoek zou moeten uitmaken; die hinder wordt echter niet in aanmerking genomen door het uitgevoerde effectonderzoek; dat dit betekent dat de negatieve milieueffecten van het project niet behoorlijk beoordeeld konden worden;

Overwegende dat de omwonenden achten dat het onderzoek niet genoeg rekening houdt met de oppervlakten die nodig zijn voor de inrichting van een nieuwe toegang tot de autosnelweg en de verplaatsing van de wegen (bijv. : die van de « Pont de la Chasse »);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek benadrukt dat de aanleg van een nieuw traject om het centrum van Chaumont-Gistoux op de N243 te ontwijken voor de omwonenden alsmede voor de mobiliteitsstroom en de veiligheid op die openbare weg een wijziging met positieve en belangrijke effecten zou zijn (EIP, Fase II, p. 82);

Dat hij de vermoedelijke effecten van de tenuitvoerlegging van het project op de pagina's 155 en vlg. van Fase II van zijn onderzoek heeft geanalyseerd;

Overwegende dat de gemeenten alternatieve trajecten hebben voorgesteld waarvoor geen knooppunt aangelegd moet worden;

Overwegende dat de Regering de auteur van het onderzoek verzocht heeft om de opstelling van een onderzoeksnota betreffende de door de gemeenten voorgestelde alternatieve tracés; dat de auteur van het onderzoek in die nota elk van beide varianten volgens nauwkeurige criteria heeft geanalyseerd en verbeteringsmaatregelen heeft voorgelegd op grond waarvan een traject Abis is bepaald;

Overwegende dat de Regering, zoals infra te lezen staat, uiteindelijk niet voor de aanleg van een knooppunt gekozen heeft; dat bijgevolg de kritieken geen zin meer hebben; dat de geformuleerde kritieken hoe dan ook een antwoord gevonden zouden hebben in de fase van de effectbeoordeling waaraan de aanleg van het knooppunt onderworpen zou worden in geval van verwezenlijking;

5. Andere luiken

Overwegende dat, wat de overige luiken betreft, het onderzoek volgens sommige bezwaarindieners de gezondheidseffecten niet in aanmerking genomen zou hebben;

Overwegende dat het effectonderzoek volgens sommige bezwaarindieners de weerslag op de landbouweconomie minimaliseert en de problematiek van de insluiting van sommige perceelsgedeelten als gevolg van het geplande tracé niet aansnijdt;

Overwegende dat sommigen benadrukken dat geen onderscheid is gemaakt volgens de activiteiten van de aanvrager;

Overwegende dat het onderzoek volgens sommigen de aanbevelingen betreffende de eenmalige vergunning in overweging had moeten nemen;

Overwegende dat volgens sommige bezwaarindieners een diepgaander onderzoek inzake werkgelegenheid nodig is; dat ze zich immers afvragen hoeveel banen rechtstreeks betrokken zijn bij de groeveactiviteit (voorbeeld : de banen i.v.m. het vervoer zijn niet altijd rechtstreekse banen); dat volgens hen de gegevens weinig doorzichtig zijn;

Overwegende dat de « CWEDD » geacht heeft dat de auteur van het effectonderzoek een onderzoek van goede kwaliteit heeft afgeleverd en dat de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen;

Dat de « CRAT » in haar advies van 25 augustus 2011 erop wijst dat ze acht « dat het effectonderzoek van goede kwaliteit is. Ze stelt de uitvoerige analyse van de verschillende milieudomeinen alsmede de duidelijkheid en de leesbaarheid van het overgelegde document op prijs. Ze wijst er ook op dat de opmerkingen die ze in de loop van de procedure geformuleerd heeft in aanmerking genomen werden door de auteur van het onderzoek » ;

Overwegende dat, zoals benadrukt, de meeste bezwaren betreffende het onvolledige karakter van het effectonderzoek eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende het onvolledige karakter van het effectonderzoek een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat het effectonderzoek in fase II de gezondheidseffecten van het project aansnijdt in verschillende paragrafen : Luchtkwaliteit (p. 9), Klimaat (p. 15) en Levenskwaliteit (p. 57);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek in zijn analysesnota betreffende de voorstellen van de gemeenten i.v.m. de mogelijke verkeerstrajecten erop wijst dat de variëteit Ábis aan het perceelsgewijze tracé van de exploitaties aangepast is en dat de weerslag inzake versnippering van de landbouwgronden dus sterk afgenomen is (p. 17);

Overwegende dat de auteur geen onderscheid tussen de activiteiten van de aanvrager heeft moeten maken om het project te analyseren; dat het project, ongeacht de activiteiten van de aanvrager, hetzelfde blijft omdat het de herziening van het gewestplan betreft;

Overwegende dat de auteur een hele reeks algemene en bijzondere maatregelen heeft geformuleerd en de doeltreffendheid ervan onderzocht heeft (EIP, Fase II, p. 103 en vlg.); dat het merendeel van die maatregelen onder de eenmalige vergunning vallen;

Overwegende dat het effectonderzoek dat voorafgaat aan de toekenning van de eenmalige vergunning de nauwkeurige aanbevelingen zal moeten formuleren op basis van het exploitatieproject dat pas na afloop van deze procedure op geldige wijze overgelegd kan worden;

Overwegende dat slechts op basis van een definitief project geschat kan worden hoeveel landbouwgrond precies verbruikt wordt voor de aanleg van een aansluiting op een autoweg; dat het effectonderzoek zich in dit geval enkel over de reserveringsomtrek moest uitspreken, daar in deze fase geen gedetailleerd tracé voorzien is; dat de auteur alleen maar bepaalde veronderstellingen kon formuleren; dat het knooppuntproject in ieder geval verworpen wordt door de Regering;

Overwegende dat de sociaal-economische rechtvaardiging van het project en de weerslag ervan zowel inzake rechtstreekse banen als op de bouwsector geanalyseerd werd in fase 1 van het effectonderzoek; dat, bovendien, de Regering in dat opzicht over precieze informatie beschikt o.a. via het onderzoek gedaan door het « Center for Operations Research and Economics » van de « Université catholique de Louvain » in augustus 2011, dat de analyse van de Regering bevestigt en de positieve effecten van de ontginningsactiviteit in Waals Brabant, zowel op de rechtstreekse als op de onrechtstreekse werkgelegenheid, nauwkeurig identificeert;

B. PROCEDURE

Overwegende dat, wat de procedure tot herziening van het gewestplan betreft, de gemeente Walhain in haar advies van 17 februari 2010, dat ze in het kader van het openbaar onderzoek heeft uitgebracht, erop wijst dat het verbazingwekkend is dat het onderzoek dat door de Minister van Ruimtelijk Ordening zou zijn besteld m.b.t. de uitbreiding van de N243 en dat tijdens de informatievergadering ter sprake zou zijn gebracht door de vertegenwoordiger van het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen, niet opgenomen werd in het project dat aan een openbaar onderzoek is onderworpen;

Overwegende dat het openbaar onderzoek hier betrekking had op de herziening van het gewestplan; dat die herziening inhoudt dat het vraagstuk van het verkeer i.v.m. de overwogen ontginningsactiviteit onderzocht wordt; dat het effectonderzoek daar wel degelijk voor gezorgd heeft; dat het onderzoek waar de gemeente Walhain naar verwijst betrekking heeft op de uitbreiding van de N243; dat dit geen echt verband heeft met het doel van deze herziening van het gewestplan;

C. PROJECT

1. Gebrek aan algemeen belang en economische aspecten

Overwegende dat meerdere bezwaren betrekking hebben op het gebrek aan algemeen belang en op de economische aspecten van het project;

Overwegende dat verschillende bezwaarindieners beweren dat de zandexploitatie op geen enkele dwingende behoefte inspeelt; dat ze niet meer noodzakelijk is vanuit een economisch oogpunt rekening houdend met de afnemende behoeften en de vervangingsmaterialen; dat onderzoek gedaan zou moeten worden naar de rendabiliteit van de opoffering van 110 ha landbouwgrond; dat overleving van de zandexploitatie en overleving van de onderneming niet door elkaar gehaald moeten worden; dat ze erop wijzen dat de exploitatie van de zandgroeven van Mont-Saint-Guibert en Eigenbrakel nog decennia lang garant staan voor zandbevoorrading;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich afvragen waarom een eeuwenoude economische activiteit (landbouw, voortdurende werkgelegenheid) opgeofferd moet worden ten gunste van een one shot (zand is niet hernieuwbaar en de werkgelegenheid is van bepaalde duur); dat ze wensen dat een vergelijking van de hinder wordt gemaakt; dat de omwonenden doen opmerken dat het landbouwrendement essentieel is voor de gezondheid en de economie; dat meerdere bezwaarindieners erop wijzen dat zand minder vervuילend is dan de hedendaagse niet biologische landbouw;

Overwegende dat verschillende omwonenden wensen dat de aangevraagde oppervlakte verminderd wordt;

Dat verschillende bezwaarindieners vinden dat het exploitatieritme beperkt moet worden;

Dat bezwaarindieners benadrukken dat het niet redelijk is te denken dat de steenhouwer de prijs van zijn zand zal verminderen;

Overwegende dat verschillende omwonenden benadrukken dat er alternatieven voor zandgebruik bestaan (afvalrecycling); dat volgens sommige bezwaarindieners in dat opzicht een deel van de inkomsten uit de zandexploitatie bestemd zou moeten worden voor de ontwikkeling van de recyclage van inerte afvalstoffen (om zand te kunnen vervangen); dat volgens hen ook het zandgebruik op een andere wijze bedacht moet worden (eerder vergruiste producten gebruiken); dat een omwonende erop wijst dat zand noodzakelijk is in de bouwsector en in de sector van de gieterijen alsook voor de wegen in geval van zoutschaarste; dat het gaat om een moeilijk te vervangen grondstof, waarbij elk zandsort een andere granulometrie heeft;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners oordelen dat het algemeen belang onderschat wordt; dat bewaarindieners wijzen op de noodzaak van duurzame projecten die de gezamenlijke bevolking ten goede komen; dat verschillende bezwaarindieners doen opmerken dat het algemeen belang opgeofferd zou worden ten gunste van een ontwikkeling voor privé gebruik; dat sommigen onder hen zich afvragen wat de voordelen voor de bevolking zijn;

Overwegende dat de zandexploitatie volgens sommige bezwaarindieners de gemeente niets zou opbrengen (geen belasting mogelijk); dat die exploitatie geen toegevoegde waarde voor de gemeente zou hebben (bevestigd door het onderzoek); dat, volgens sommigen onder hen, een financiële compensatie voor de gemeente onderzocht zou moeten worden; dat sommige omwonenden daarentegen doen opmerken dat het project de overheid opbrengsten zal verschaffen via belastingen, sociale wetten, persoonsinkomens;

Overwegende dat enkele bezwaarindieners wijzen op de economische gegrondheid van het project; dat sommige omwonenden menen dat de activiteit banen zal creëren en, bijgevolg, menselijke en duurzame ontwikkeling; dat bezwaarindieners vinden dat het project inspeelt op een belangrijke economische behoefte;

Overwegende dat de « CCATM » van Chaumont-Gistoux een advies heeft uitgebracht waarin ze het feit veroordeelt dat de economische activiteit van de zandexploitatie, die in de tijd beperkt is (maximum 30 jaar), bevoorrecht wordt t.o.v. de exploitatie van landbouwgrond; dat de zandontginning alsmede de aangevoerde ophogingen geen waarde inhouden voor de gemeenschappen; dat die activiteiten volgens haar integendeel aanleiding moeten geven tot een compensatie ten gunste van die gemeenschappen;

Overwegende dat, wat de rechtvaardiging van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan betreft, de gemeente Chaumont-Gistoux in haar advies van 29 maart 2010 benadrukt dat « indien bepaalde soorten mortel daadwerkelijk kwaliteitszand vereisen, er voor het merendeel van de zandaanwendungen vervangingsmaterialen bestaan die

tegenwoordig ondergebruikt worden « ; dat « indien de Waalse Regering in 2007 gewezen heeft op de noodzaak voor het Vlaamse Gewest om over zand van goede kwaliteit te beschikken, het past te doen opmerken dat Vlaanderen wel degelijk beschikt over talrijke zandgroeven en afzettingen, afgezien van overwegingen inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw, leefmilieu en grond die de exploitatie ervan al dan niet rechtvaardigen « ;

Overwegende dat de gemeente Walhain, in haar advies van 17 februari 2010, dat ze in het kader van het openbaar onderzoek heeft uitgebracht, erop wijst dat het herzieningsontwerp gemotiveerd is door sociaal-economische overwegingen en meer bepaald door de noodzaak te beschikken over zandreserves op plaatselijk niveau; dat in het Waalse Gewest verschillende ontwerpen van gewestplanherziening onderzocht worden die door dezelfde sociaal-economische motieven gerechtvaardigd worden; dat die rechtvaardigingen slechts zin hebben als het geheel van de lopende ontwerpen van gewestplanherziening onderzocht wordt; dat, bij gebreke daarvan, de aangehaalde sociaal-economische rechtvaardigingen beschouwd moeten als overwegingen van algemene orde zonder duidelijk verband met bedoeld ontwerp van gewestherziening;

Overwegende dat artikel 1 van het « CWATUPE » bepaalt dat het Gewest tegemoet moet komen aan de sociale, economische, patrimoniale, energetische, mobiliteits- en milieubehoefte van de gemeenschap door een kwalitatief beheer van het levenskader, een spaarzaam beheer van de grond en de hulpbronnen, een energetisch beheer van de bebouwing en de gebouwen en door de bescherming en de ontwikkeling van het culturele, natuurlijke en landschappelijke erfgoed;

Dat daaruit blijkt dat het Gewest moet streven naar een juist evenwicht tussen de verschillende doelstellingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van het « CWATUPE » en dat de economische activiteit zich moet ontwikkelen in samenhang met andere bezorgdheden, waaronder de landbouw;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot aanneming van het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende inhoudt :

« Overwegende dat de S.A. De Kock Wavre, via een geologische en hydrogeologische erkenningscampagne die door de vennootschap Géobel Consei gevoerd werd en de granulometrische en mineralogische analyses die door het « Laboratoire de Génie Civil de l'Université de Louvain » uitgevoerd werden, zich ervan vergewist heeft dat de aangevraagde uitbreiding in de zuidwestelijke verlenging van het ontginningsgebied dat door de S.A. Conard & Orléans geëxploiteerd wordt de dikte, de continuïteit en de kwaliteit van de geëxploiteerde niveaus garandeert;

Overwegende dat die gegevens bevestigd werden in het kader van de inventarisering van de hulpbronnen van de ondergrond die in 1996 door de Universiteit van Luik uitgevoerd werd wat de provincie Waals Brabant betreft;

(...)

Overwegende dat uit het geheel van die ontwikkelingen, die voortvloeien uit de evaluatie van de behoeften en de analyse van de bestaande feitelijke en rechtelijke toestand, blijkt dat dit voorontwerp geschikt is om, met inachtneming van de doelstellingen bedoeld in artikel 1r van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en erfgoed, voor de duur van dertig jaar te voldoen aan de behoeften aan ruimte bestemd voor de voortzetting van de ontginningsactiviteit van de S.A. Conard & Orléans en Hoslet;

[...]

Overwegende dat de S.A. Conard & Orléans en Hoslet jaarlijks ongeveer 550 000 ton zand produceren die voornamelijk in de bouwsector gebruikt worden;

Overwegende dat de exploitatie van die afzetting bijgevolg zal bijdragen tot de instandhouding van een productief potentieel m.b.t. een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

Overwegende dat daaruit ook volgt dat de afzetting het voorwerp is van een optimale opwaardering inzake gebruik van delvingsproducten en dat de voortzetting ervan overwogen wordt;

Overwegende dat het voornaamste afzetgebied voor zand zich in Waals Brabant bevindt; dat de vraag er immers bijzonder groot is vanwege de forse bebouwing in die regio;

Overwegende dat, alhoewel Waals Brabant het voornaamste zandafzettingsgebied in het Waalse Gewest is, het huidige aanbod in die regio niet kan voldoen aan de vraag die zich daar manifesteert omdat het aantal zandgroeven in bedrijf er de laatste twintig jaar sterk afgenomen is;

Overwegende dat een einde gemaakt moet worden aan dat onevenwicht dat een onaanvaardbare stijging van de zandprijs tot gevolg heeft;

Overwegende dat het zand vanwege de vervoerskosten dwingend geproduceerd moet worden in de nabijheid van het gebied waar het gebruikt wordt: de rendabiliteitsstraal van de zandgroeven bedraagt immers 60 km t.o.v. het ontginningsgebied;

Overwegende dat de zanddelving dan ook binnen Waals Brabant ontwikkeld moet worden;

Overwegende dat die optie, waarbij het zandvervoer over lange afstanden beperkt wordt, duurzame mobiliteit bevordert;

Gelet op de sociaal-economische weerslag van het project, met name het vermoedelijke behoud van 65 rechtstreekse banen op de locatie;

Overwegende derhalve dat de aanvraag van de S.A. De Kock Wavre beantwoordt aan een strategisch bedrijfsontwikkelingsplan op economisch vlak, inzake werkgelegenheid en duurzame mobiliteit, zoals vereist door de Waalse Regering in haar beslissing van 27 maart 2002 « ;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot tijdelijke aanneming van de herziening van het gewestplan ook in die zin, zoals reeds benadrukt, de noodzaak van de zanddelving bekrachtigt, met name t.o.v. de evolutie van de prijzen en de weerslag van die exploitatie op de bouwsector;

Overwegende dat in november 2009 een zandgroeve voor een maximumduur van 10 jaar vergund werd; dat die zandgroeve aan de andere kant van Waals Brabant, in Eigenbrakel, gelegen is;

Overwegende dat het zand dat in Eigenbrakel geproduceerd wordt niet dezelfde eigenschappen heeft als het zand uit het westen van Waals Brabant; dat de toepassingen ervan verschillen;

Overwegende immers dat de zandeigenschappen de granulometrische curve, de ronde vorm van de korrel, het chloridegehalte en het klei- en gritgehalte zijn; dat op die basis doorgaans drie soorten zand onderscheiden worden: bouwzand, kiezelhoudend zand (of industrieel zand) en opvullingszand;

Overwegende dat het zand dat in Eigenbrakel geproduceerd wordt voornamelijk opvullingszand is en dat in Chaumont-Gistoux hoofdzakelijk bouwzand en kiezelhoudend zand geproduceerd wordt voor de productie van beton, mortel, metselwerk alsmede voor de glasnijverheid, enz ...;

Overwegende dat er geen compleet vervangingsmiddel voor zand bestaat; dat er per recyclagekanaal wel enkele vervangingsmiddelen bestaan, zoals gerecycleerd beton of gerecupereerd zand; dat die materialen lang niet de vereiste technische kwaliteiten hebben om zand in al de toepassingen ervan te vervangen;

Overwegende dat bij gebrek aan vervangingsmiddelen invoer vanuit o.a. Nederland en Duitsland het alternatief zou zijn, doch met als gevolg bijkomende kosten en een logische stijging van de bouw- en vervoersprijzen, de toename van luchtmissies vanwege het vervoer, het verlies van rechtstreekse en onrechtstreekse banen (vervoer, betoncentrales, onderaannemers, ...);

Overwegende dat het nationale zandverbruik ongeveer 20 miljoen ton per jaar bedraagt, waarvan 7 tot 8 miljoen ton per jaar in België gedolven worden; dat de hoeveelheid zand die in Waals Brabant gedolven wordt 1,5 tot 2 miljoen ton bedraagt en voor meer dan 80 % in het Waalse Gewest verbruikt wordt;

Overwegende dat de afzettingen hulpbronnen zijn die uitbreidbaar noch verplaatsbaar zijn; dat de keuze van een locatie afhankelijk is van objectieve criteria zoals de eigenschappen van de afzetting (inzake kwaliteit en kwantiteit, die bepaald kunnen worden d.m.v. de geologische kaart, boringen, ...), de exploitatiebaarheid van de afzetting (de omvang van de reserves, de lithologische voorspelbaarheid, de rationele exploitatie van het grondwater,...);

Dat de exploitatieplaats zich dus aan de exploitanten opdringt daar ze afhankelijk is van de lokalisering van de afzetting;

Overwegende dat de ervaring van de aanvrager, die al op de naburige locatie gevestigd is, een garantie is voor de optimale opwaardering van de hulpbronnen (RNT, p. 39);

Overwegende dat, wat werkgelegenheid betreft, 65 rechtstreekse banen behouden zouden kunnen worden door de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat zulks inhoudt dat, indien geen nieuw ontginningsgebied opgenomen wordt, 65 rechtstreekse banen en zelfs meer, zoals hierboven aangegeven, verloren zouden gaan (EIP, Fase I, p. 34); dat zulks bevestigd is door de analysesnota van het DGO4 (§ 6, p. 1); dat volgens die analysesnota « de ontwikkeling van de zandactiviteit in Chaumont-Gistoux en Walhain derhalve helpt bijdragen tot het behoud van het productieve potentieel betreffende een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië »; dat de auteur van het effectonderzoek daaruit afleidt dat « de activiteit van de zandgroeven banen genereert stroomafwaarts een globaal en geïntegreerd productieproces en dat het behoud van de zandproducte een factor is inzake de instandhouding o.a. van het geïntegreerde karakter van dat proces, maar ook van de betrokken banen » (EIP, Fase I, p. 34); dat het aantal banen sinds de indiening van het dossier van de aanvraag tot herziening van het gewestplan gestegen is van 65 tot 98, waaronder 76 plaatselijke banen (EIP, Fase I, p. 34);

Overwegende tot slot dat de belastingen, voorheffingen, rechtstreekse en onrechtstreekse taken die door de groeve genereerd worden tot voordeel zullen zijn van de gemeenten, de provincies en het Gewest; dat die fiscale hulpbronnen bestaan uit :

- de fiscaliteit van de rechtstreekse banen,
- de belasting op de toegevoegde waarde,
- de belasting van de vennootschappen,
- allerlei taken, heffingen en voorheffingen;

Dat het gemeentecollege van Walhain in zijn advies van 29 maart 2010 bevestigt dat het de economische grondheid van de uitbreiding van de zandgroeve niet in twijfel trekt (p. 3);

Overwegende dat de Regering acht dat het evenwicht waar het Gewest overeenkomstig artikel 1 van het « CWATUPE » naartoe moet streven, inhoudt dat deze herziening van het gewestplan aangenomen wordt;

Overwegende dat het niet juist is te beweren dat deze herziening van louter privé belang is; dat het hier gaat om de toelating van de verdere exploitatie van een materiaal dat als een belangrijk productiemiddel in de Waalse economie dient; dat, al wordt die exploitatie op materieel vlak door een privé exploitant verricht, het huidige tekort aan zand desalniettemin een onevenwicht veroorzaakt, met o.a. een forse stijging van de zandprijs als gevolg, een toestand die Wallonië niet langer kan dulden;

Overwegende hoe dan ook dat de Regering binnen de perken van de mogelijkheden (art. 22 tot 25 van het besluit van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de groeven en de aanhorigheden ervan) wenst dat de locatie na exploitatie weer voor landbouw bestemd wordt, met uitzondering van de gebieden die het effectonderzoek voorstelt als natuurgebied op te nemen;

Overwegende dat de opportuniteit om het exploitatieritme te beperken onderzocht moet worden bij de effectbeoordeling van de vergunningsaanvraag voor de exploitatie van bedoelde afzetting

Overwegende voor het overige dat bepaalde opmerkingen geen verband hebben met de doelstellingen nagestreefd door de wetgeving betreffende ruimtelijke ordening en stedenbouw; dat sommige bezwaren immers niet gegrond zijn op planologische of technische overwegingen (C.E., nr. 20.579, van 24 september 1980, Pilaete; nr. 24.666, van 21 september 1984, Kumps);

2. Alternatieven

Overwegende dat meerdere bezwaren betrekking hebben op de mogelijkheden voor alternatieven; dat de bemerkingen zowel op de liggings- als de afbakingsalternatieven betrekking hebben;

2.1. Lokaliseringalternatieven

Overwegende dat wat betreft de liggingalternatieven omwonenden aangeven dat er alternatieven zouden bestaan met minder ingrijpende effecten;

Overwegende dat omwonenden het idee opperen van het onderzoek naar een compacter uitbreidingsalternatief in het zuidoosten (voordelen voor mobiliteit, vlottere link naar RN243 en RN243a, geen onderbreking van de landwegen, minder duur, met een beter evenwicht);

Overwegende dat enkele bezwaarindieners zich afvragen waarom die 110ha opgeofferd zouden moeten worden een verder oostwaarts opschuiven 1300 ha bebouwbare grond met minder hinder zou opleveren;

Overwegende dat de omwonenden doen opmerken dat men zich niet moet laten beïnvloeden door de percelen waarvan de uitbater reeds eigenaar is;

Overwegende dat bezwaarindieners de stopzetting van de bebouwing/industrialisering langs de chaussée de Huy adviseren;

Overwegende dat bezwaren integendeel aangeven dat dat gebied een makkelijk uit te baten ontginningsgebied vormt;

Overwegende dat wat betreft de liggingalternatieven zoals aangeduid in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het effectonderzoek inzake het leefmilieu de ligging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd heeft gelet op de kans die de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van een bestaand ontginningsgebied biedt; dat de oppervlakte en de omtrek evenwel werden aangepast en duidelijker werden omschreven afhankelijk van onder meer de geologische en hydrogeologische gegevens, de noodzaak om de uitbating van de afzetting te optimaliseren zonder afbreuk te doen aan de integriteit van het naburige Natura 2000-gebied en een optimalisering en een samenhang van de zonering te waarborgen ten opzichte van de feitelijke toestand;

Overwegende dat de keuze voor de zuidwaartse liiging het voordeel bied een uitbating mogelijk te maken in noord-zuidelijke richting en dan zuidwestelijke richting, waardoor men zich geleidelijk van de bewoonde gebieden verwijderd;

Overwegende dat de uitvoering van het project de verplaatsing van de installaties, die heden in het centrum van Chaumont-Gistoux gelegen zijn, naar de locatie mogelijk te maken die heden het voorwerp uitmaakt van de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat die ligging op termijn zal kunnen voorkomen dat het vrachtverkeer afkomstig van de zandgroeve en de naburige installaties via de chaussée de Huy (N243) rijdt;

Overwegende dat die uitbating aldus minder effect zal hebben op de al dan niet bebouwing van de chaussée de Huy;

Overwegende dat opgemerkt dient te worden dat de Waalse Regering zich voor haar beslissing niet heeft laten leiden door het al dan niet grondbeheer van de uitbater op de betrokken gronden; dat het effectenonderzoek voor het overige benadrukt dat de kandidaat-uitbater niet eigenaar is van het gebied in zijn geheel; dat het zandgroevedecreet om die reden overigens indien nodig in de mogelijkheid tot onteigening voorziet om de ontginning van een afzetting mogelijk te maken; dat dus vaststaat dat het feit dat de kandidaat uitbater eigenaar is van geen invloed is op de liggingskeuze die de Waalse Regering maakt;

Overwegende dat de omtrek van de aanvraag daarenboven, zoals aangegeven door de auteur van het effectenonderzoek, in de omtrek van het ontginbaar gebied van Brussels zand ligt, zoals omschreven in de studie van hoogleraar Poty (1995, westwaarts, EIP, fase I, p. 32);

Dat de uitbreiding van het bestaand ontginningsgebied een spaarzaam beheer en gebruik van de ondergrondse rijkdommen waarborgt; dat dit daarnaast de mogelijkheid biedt om de ontginning van de meer oostwaarts gelegen afzetting niet in gevaar te brengen;

2.2. Afbakeningsalternatieven

Overwegende dat sommige omwoners de rue Bois Matelle en de naburige gronden als natuur-, landbouw- of woongebied willen behouden; dat meerdere omwoners tegen de volledige uitbating van de Champ du Bois Matelle gekant zijn (zones bekend als 1c en 1b in effectenonderzoek); dat die omwonenden willen dat de locatie zo ver mogelijk van de Bois de Matelle en van het dal van de Ri des Papeteries komt te liggen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners tegen de uitbating van gebied 1c gekant zijn (geluidshinder); dat dat gebied volgens hen een landbouw- en een buffergebied moet blijven;

Overwegende dat sommige percelen in het ontginningsgebied volgens sommige omwoners opgenomen dienen te worden als woongebied of als woongebied met een landelijk karakter eerder dan als een landbouwgebied (percelen gelegen te Chaumont-Gistoux, rue Bois Matelle en bij het kadaster gekend als Afdeling I, Sectie E, delen 237M en 260G); dat anderen zich tegen de opnemings van nieuwe woongebieden uitspreken;

Overwegende dat bezwaarindieners melden dat een woongebied boven op een voormalig stort opgenomen zou worden (« Al Brûl » genoemd, « opsmuk van het gewestplan »);

Overwegende dat meerdere omwonenden eisen dat er in een buffergebied voorzien wordt voor het in het noorden van dit gebied liggend gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (kortweg gemeentelijk overleggebied);

Overwegende dat sommige bezwaarindieners voorstellen dat de truck-wash opgenomen wordt als gemeentelijk overleggebied of als gebied van collectief belang;

Overwegende dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux een advies heeft uitgebracht de dato 29 maart 2010, waarin gewezen wordt op de onduidelijke afbakening van de betrokken omtrek, omdat ze volgens de voorgelegde stukken en de gesprekspartners varieert;

Dat de uitbreiding van het ontginningsgebied naar gebied 1c volgens het college de uitbating dichtbij de nabij gelegen woningen van de Pas de Chien en de rue des Papeteries zal brengen;

Overwegende dat het effectenonderzoek meerdere afbakeningsvarianten van de omtrek van het voorontwerp heeft onderzocht;

Dat laatstgenoemden werden vastgelegd overeenkomstig het bepaalde van artikel 1 van het Wetboek en meer bepaald op grond van volgende beginselen :

- optimalisering van de ontginbaarheid van de afzetting zonder afbreuk te doen aan de integriteit van het Natura 2000-gebied hydrogeologisch stroomafwaarts gelegen van het voorontwerp;
- spaarzaam gebruik, optimalisering en samenhang van de zonering ten opzichte van de feitelijke toestand (EIP, fase II, p. 91);

Overwegende dat de volgende voornaamste wijzigingen in de aanvankelijk voorgestelde omtrek door de auteur van het effectenonderzoek op die grondslag werden voorgesteld :

- vastlegging van een zonering die de totstandkoming van de uitgravingsgrenzen mogelijk maakt met waarborg voor een vlotte ontsluiting van de ontginning met vrijwaring van het naburige Natura 2000-gebied;
- oppervlaktevermindering in het zuidwestelijk deel van het project waarvan het ontginbaar karakter naar mening van de auteur van het effectenonderzoek niet rendabel en van ver zichtbaar is;
- toevoeging van een oppervlakte in het westelijk en noordwestelijk deel waarvoor de ontginbare diepte zeer rendabel is;
- verkleining van de reeds ontgonnen gebieden die reeds hersteld zijn of waarvan het herstel aan de gang is;
- toevoeging van oppervlakten die feitelijk gebruikt worden voor de aanhorigheden van de zandgroeve (Eff.ond., fase II, p. 92);

Dat de auteur bijgevolg de varianten 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b en 2c voorstelt;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 december 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende aanstipt : « volgende wijzigingen werden doorgevoerd in het voorontwerp » :

- verkleining van een oppervlakte van een ontginningsgebied in het zuid-zuid-westen van de omtrek; de zuidwestelijke grens van de omtrek wordt ongeveer 400 meter naar het noordoosten verlegd; (1a);
- uitbreiding van de omtrek van het ontginningsgebied naar het westen; de westelijke grens van de omtrek wordt naar het westen verlegd en sluit aan op de grens van het Natura 2000-gebied met inachtneming van de voorkomingsgrens van de beekvallei Ruisseau des Papeteries; (1b)
- uitbreiding van de omtrek van het ontginningsgebied naar het noordwesten met inbegrip van de gronden gelegen tussen de bosrand en de landbouwweg gelegen ten westen van de plaats « Al Brûle » op de zuidelijke grens van de locatie « Pas de Chien » (nota : 1c)
- opnemings als natuurgebied van de overige gronden gelegen in het westen van beide ontginningsuitbreidingsgebieden heden bestemd als landbouwgebied; = westen van de gebieden 1b en 1c
- schrapping van een oppervlakte van een ontginningsgebied in het noordoosten van de omtrek, waarbij de grens naar het westen verlegd wordt met ongeveer 100 tot 200 meters volgens de plaats en tastbaar gemaakt door de landbouwweg van Tourinnes naar Gistoux; (nota : 1d)
- uitbreiding van de omtrek van het ontginningsgebied naar het oosten, waarbij de grens met ongeveer 200 meter verlegd wordt naar het oosten ten zuiden van de weg Mettementbrule; (nota : 1e)

Overwegende dat [...] volgende wijzigingen eveneens werden doorgevoerd in het bestaande ontginningsgebied :

- schrapping van een oppervlakte van het bestaande ontginningsgebied op het gewestplan ten westen van de locatie « Al Brûle »; (nota : 2a)

- schrapping van een klein overblijvend ontginningsgebied in het uiterste noorden van het bestaande ontginningsgebied in het gewestplan langs de rue du Bois Matelle; (nota : 2b)
- opnemng van een ontginningsgebied op de gronden gelegen tussen beide ontginningsgebieden van het huidige gewestplan »; (nota : 2c)

Dat in datzelfde besluit aangegeven wordt dat het effectenonderzoek een variante voorstelt voor de afbakening, namelijk een herijking op grond van het huidige ING-plan van de toegangsweg tot de zandgroeve vanaf de N243, opgenomen als ontginningsgebied; dat de omtrek van die weg bijgevolg heden opgenomen als ontginningsgebied op het gewestplan voortaan bestemd wordt als woongebied, waarbij de daadwerkelijke grondslag van die toegangsweg, heden als woongebied opgenomen, voortaan opgenomen is als ontginningsgebied; dat die wijziging van 11 are de rechtstoestand in overeenstemming brengt met de feitelijke toestand »; dat de auteur van het onderzoek aanstipt dat de rechtstoestand zodoende in overeenstemming wordt gebracht met de feitelijke toestand (EIP, fase II, blz. 146);

Overwegende dat het daar in werkelijkheid een « opsmuk » van het gewestplan betreft; dat dit het enige woongebied betreft waarin het besluit tot voorlopige aanneming van het gewestplan voorzagt; dat dit gebied behouden moet blijven;

Overwegende dat de Regering de variant 1a verantwoord acht voor zover dat deel van die afzetting niet optimaal is, voor zover die variant een verbetering vormt voor het landschapseffect (het betreft immers het deel dat van het verst zichtbaar is daar het buiten de omliggende heuvelruggen gelegen is; voor zover die variant een positieve impact zal hebben voor de terugwinning van de landbouwgronden voor het bedrijf dat onder nr 11 bekend staat (EIP, fase II, blz. 85);

Dat de Regering de varianten 1b en 1c eveneens verantwoord acht omdat die gronden geologisch interessant zijn, omdat hun heraanleg als natuurgebied de vermindering van de impact van de landbouw in een Natura 2000-gebied mogelijk zal maken en omdat die varianten, hoewel gekenmerkt door een verlegging van het ontginningsfront naar het Natura 2000-gebied toe, geen significant effect zal hebben op het Natura 2000-gebied indien de diepteligging van het toekomstige bedrijf in de hoogte degelijk nageleefd wordt; dat er immers door de auteur van het effectenonderzoek een voorkomingsontrek werd onderzocht rondom het bos opgenomen als Natura 2000-gebied;

Dat de Regering daarenboven acht dat variant 1d verantwoord is daar die gronden reeds uitgebaat en opgevuld werden en dat die variant hun onmiddellijke omslag naar landbouw mogelijk maakt; dat het niet nodig is de mogelijkheden uit te breiden voor de installatie van de aanhorigheden van de zandgroeve;

Dat de Regering daarenboven acht dat variant 1e verantwoord is daar die reeds uitgebatede gronden de verhuizing van de installaties van de uitbater, gelegen chaussée de Huy, naar die plaats mogelijk zullen maken; dat dit ervoor zal zorgen dat de verkeerstoename door de installaties op de N243 voorkomen zal worden; dat die gronden een zorgvuldig beheer mogelijk zullen maken van de uitbating met tegelijk het mogelijk maken van een vlotte toegangsweg naar het nieuwe traject dat voor het vrachtverkeer bedacht werd; dat dit daarnaast coherent is met variant 2c en de vorming mogelijk maakt van een grote omtrek voor de aanhorigheden van de zandgroeve;

Dat de Regering inderdaad variant 2c gegrond acht daar die gronden uitgebaat en opgevuld werden (behalve zandgroeve RAMAN) en ruimschoots ingenomen werden door firma's die als aanhorigheden van de steengroeve kunnen worden beschouwd; dat de huidige zonering (landbouwgebied) niet verenigbaar is met de daadwerkelijk ontwikkelde activiteiten; dat de opnemng van die gronden als ontginningsgebied de samenhang tussen de rechtstoestand en de feitelijke toestand nog versterkt;

Dat de Regering na onderzoek acht dat variant 2b verantwoord is; dat het perceel gelegen rue Bois Matelle en bij het kadaaster gekend als Afdeling 1, Sectie E, 260 G, onder een bouwvergunning valt en bebouwd is; dat mochten er handelingen en werken waarvoor een vergunning nodig is op dat perceel worden uitgevoerd, dit zou kunnen gebeuren via afwijkingsbepalingen ten opzichte van het gewestplan, vervat in het Wetboek;

Dat het perceel, bij het kadaaster gekend als Afdeling 1, Sectie E, deel 237 M, daar het deel uitmaakt van variant 2a, gebruikt wordt voor een bomenkwekerij waarvan de eigenaar voornemens is een hangar te bouwen voor de werktuigen die bij die activiteit horen; dat er in dit stadium geen sprake van kan zijn een gewestplan te wijzigen alleen omdat er een voornemen wordt bekend gemaakt; dat dit de grenzen van deze gewestplanherziening overschrijdt;

Overwegende dat de Regering voor het overige voornemens is de opties die zij vastlegde in voornoemde besluiten te bevestigen en de aanneming van de andere afbakeningsvarianten voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek gunstig genegen is;

Dat deze herziening voor het overige niet betrekking heeft op de percelen waar de truck-wash gevestigd is; dat die aanhorigheid van de zandgroeve zal verplaatst worden;

3. Voldongen-feiten-politiek (huidige exploitatie zonder vergunning)

Overwegende dat verschillende bezwaarindieners de voldongen-feiten-politiek bekritisieren;

Overwegende dat de bezwaarindieners ervan uitgaan dat de machtiging de voldongen-feiten-politiek zullen belonen en aanmoedigen; dat er volgens hen geen enkele waarborg bestaat dat de uitbater deze keer zijn verbintenissen zal nakomen;

Dat de bewaarindieners de nadruk leggen op de noodzaak van een dwingend plan van de gemeente;

Overwegende dat de bezwaarindieners eveneens de noodzaak onderstrepen van een financiële compensatie voor de regularisatie; dat ze achten dat er hoge geldboetes nodig zijn voor de inbreuken voor de regularisatie;

Overwegende dat de bezwaarindieners een gevaarlijk precedent zien ontstaan;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich afvragen waarom men vandaag laat begaan terwijl de uitbatingsoppervlakte overschreden is en er geen uitbatingsvergunning voorhanden is; dat er volgens hen geregulariseerd moet worden;

Dat meerdere omwonenden vrezen voor het uitwissen van de aan de kaak gestelde inbreuken; dat ze vrezen voor een sanctieloze regularisatie;

Overwegende dat meerdere bewaren erop wijzen dat, daar de huidige uitbating zonder vergunning gebeurt, het onjuist zou zijn te stellen dat het project in de continuïteit van een bestaand ontginningsgebied ingebed is;

Dat het volgens sommige bezwaren tot niets dient om het gewestplan te herzien;

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux in haar advies van 29 maart 2010 eraan herinnert dat de vergunning nog steeds onvolledig gedekt wordt door een vergunning; dat het college vraagt dat de voldongen-feiten-politiek ophoudt, anders gezegd dat de toestand geregulariseerd wordt; dat de uitbating van het gebied dat onder de gewestplanwijziging valt in geen geval niet zou kunnen aanvangen zonder behoorlijke regularisatie;

Overwegende dat de gemeentelijke ruimtelijke orderingscommissie een advies heeft uitgebracht waarin ze ervan uitgaat dat de inbreuken geregulariseerd moeten worden; dat de aanvraag tot gewestplanwijziging een reeks onregelmatigheden verbergt; dat het wenselijk is dat die onregelmatigheden voor de wijziging van het gewestplan plaatsvinden;

Overwegende dat de uitbater over ontginningsvergunningen beschikt voor een totale oppervlakte van 30 ha en a zand ontgint zonder vergunning op een oppervlak van een twaalftal hectare (Eff.ond., fase I, blz. 14);

Overwegende, op de eerste plaats, dat de herzien van het gewestplan er niet toe strekt de in staat van overtreding verkerende ontginningen te regulariseren; dat het algemeen nut van het ontwerp aangetoond werd en deze herziening volledig verantwoordt; dat het gewicht van het voldongen feit de beslissing van de Waalse Regering niet omgebogen heeft;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan en de bestraffing van de inbreuken twee afzonderlijke en op zichzelf staande procedures zijn; dat het niet de taak van de Regering is om zich in het kader van deze herziening van het gewestplan uit te spreken over de aangegeven overtredingen; dat de Regering eenvoudigweg de noodzaak vaststelt om het gewestplan te herzien om redenen die hiervoor reeds werden opgegeven, boven het feit uit dat er heden een vergunningloze ontginning gaande is;

Overwegende dat het ontwerp weldegelijk in het verlengde van reeds bestaande ontginningsgebieden valt, ondanks het bestaan van een ontginning in overtreding; dat het weldegelijk daarom gaat, de ontginning van een bestaande afzetting en van een bestaand front verder te zetten;

Overwegende dat gebied 3c geen illegaal ontgonnen gebied is maar overeenstemt met een « opsmuk » van het gewestplan, zoals reeds uiteengezet;

Overwegende dat de percelen die illegaal ontgonnen worden niet allemaal als ontginningsgebied opgenomen zijn in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan; dat de Regering die optie wil bevestigen;

Overwegende dat de Regering, om redenen van ruimtelijke samenhang (éénzelfde ontginningsgebied eerder dan een versnippering), van spaarzaam bodemgebruik en heraanleg van de locatie (om namelijk een coherente en met name landschappelijke herinrichting van alle ontgonnen en te ontginnen gebieden mogelijk te maken, moeten ze allen onder één gelijkaardig rechtsstatuut vallen), het evenwel nodig acht sommige illegaal ontgonnen percelen in de herziening van het gewestplan op te nemen;

Overwegende dat men de uitbater van het toekomstige ontginningsgebied valse woorden in de mond legt door te beweren dat hij zijn verbintenissen niet zal kunnen naleven; dat benadrukt dient te worden dat reeds in 2002 begonnen werd met deze herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de te verstrekken eenmalige vergunning in termen van regularisatie een deel zal dienen te bevatten dat over de vergunningloze ontgonnen gebieden zal moeten gaan om op z'n minst het herstel van die gebieden te waarborgen;

4. Hydrogeologie en hydrologie

Overwegende dat talrijke bezwaren betrekking hebben op hydrogeologie en hydrologie;

Overwegende dat de bezwaarindieners opperen dat water een zeldzaam goed is en dat waterschaarste dreigt; dat sommige omwonenden wensen dat de kwaliteit en de kwantiteit van het water gewaarborgd worden; dat water volgens hen van openbaar nut en een rijkdom van de gemeente is; dat sommigen wensen dat de impact op de waterrijkdommen zo klein mogelijk gehouden wordt; dat anderen erop wijzen dat het voorzorgsbeginsel in acht genomen moet worden, dat sommige van die bezwaarindieners de beschermingsmaatregelen zouden willen kennen die voor het grondwater, de waterlaag, de waterlopen en de bronnen getroffen worden;

Overwegende dat bezwaarindieners eraan herinneren dat er in de nabijheid van de beoogde locatie een beek loopt;

Dat enkele bezwaarindieners bezorgd zijn over het risico op vervuiling van de waterlaag en de beken (met name door oliehoudende stoffen, de tweemetergrens zou onvoldoende zijn), dat ze benadrukken hoe broos en blootgesteld de waterlaag en de waterwinningen zijn (risico verhoogd door de verhuis van de installaties van het centrum);

Overwegende dat bezwaarindieners zich gelet op de nabijheid van de winning « Ry des Papeteries » afvragen of die nog wel zal kunnen voortbestaan; dat er volgens hen een risico bestaat dat de vochtige gebieden zullen opdrogen; dat ze achten dat de « Ry des Papeteries » eveneens vervuild dreigt te worden; dat de getroffen maatregelen onvoldoende zijn;

Overwegende dat de bezwaarindieners de waarborg van een zeer kwaliteitsvol waterwinningsgebied eisen;

Overwegende dat enkele omwonenden integendeel denken dat enkel de derde wereld aan waterschaarste lijdt en dat het opdrogen van de Ry des Papeteries onmogelijk is;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners vrezen dat de « Rivière Le Train » verontreinigd wordt door aflopend water van het platform dat zich voor de garages bevindt;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners ook de vervuiling vrezen van de Nil, zijn oevers en de waterlaag indien er een wisselaar aangelegd wordt op de rustplaats genoemd Nil;

Overwegende dat meerdere omwonenden gewag maken van overstromingsproblemen ten gevolge van neerlopend regenwater en grotere gebetonnerde oppervlaktes;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners zich afvragen of er onderzoeken bestaan naar de verontreiniging van de waterlaag evenals naar de hydrogeologische impact van de ontginning en de opvulling; dat ze melden dat er geen enkel geohydrologisch onderzoek uitgevoerd zou zijn;

Overwegende dat de omwonenden erop wijzen dat de controles betreffende de waterkwaliteit op de uitbater afgewenteld zouden moeten worden;

Overwegende dat de gemeentelijke ruimtelijke ordeningscommissie van Chaumont-Gistoux een advies uitbracht waarin ze het feit betreurt dat er geen hydrogeologisch onderzoek plaatsvond, noch een raadpleging van de betrokken drinkwaterbedrijven aangaande het opdrogen van de bronnen stroomopwaarts en aangaande de waterkwaliteit;

Overwegende dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux in zijn advies van 29 maart 2010 meldt dat als Waals-Brabant van een dagzoom van een geologische laag met fijn zand geniet, die geologische laag Brussels zand alle nuttige bescherming moet genieten daar het een vector van drinkwater is, niet enkel voor het Waalse Gewest maar eveneens voor het Vlaamse Gewest, dat daar voor een groot deel zijn watervoorraden haalt;

Dat benadrukt wordt dat het college niet helemaal gerust werd gesteld over de impact van de uitbreiding van de zandgroeve op de waterlaag en het voortbestaan van wat daadwerkelijk « het blauwe goud » van de hele regio en omstreken is; dat die onrust nog wordt aangewakkerd door een schrijven van de SWDE waarin in 2005 het feit betreurd werd dat dit bedrijf niet werd ingelicht over het voorontwerp of het effectenonderzoek, te meer omdat het toekomstige ontginningsgebied gradueel stroomopwaarts ligt van het voorraadbekken van de waterwinningen van de SWDE en de VMW; dat nergens in het dossier sprake is van het beslissend advies van de SWDE; dat de enige kennis die de Regering daarover heeft uit het advies van de gemeente Chaumont-Gistoux afkomstig is, die er sommige passages uit citeert;

Overwegende dat wat betreft de bescherming van de waterlagen de gemeente Chaumont-Gistoux meldt dat de SWDE en de VMW geraadpleegd werden door de gemeentelijke overheid; dat die maatschappijen de dato 12 en 15 februari 2010 een negatief advies hebben uitgebracht over de ontwerp-uitbreiding van de zandgroeven in afwezigheid van alle passende voorwaarden voor de waarborg van het voortbestaan van hun watervoorraden, zowel op kwantitatief als op kwalitatief vlak; dat die maatschappijen volgens hetgeen vermeld staat in het advies van de gemeente Chaumont-Gistoux meer bepaald gewag maken van het volgende : « De SWDE en de VMW baten reeds meer dan 50 jaar vier waterwinningen uit piëzometrisch stroomafwaarts van het uitbreidingsgebied van de zandgroeven : die waterwinningen zijn goed voor een jaargemiddelde van om en bij de 3.000.000 m³ op de waterlaag in het Brussels zand.

Die watervoorraden zijn van een groot strategisch belang voor de waterbevoorrading van Chaumont-Gistoux en meerdere aangrenzende gemeenten, evenals voor de watertoevoer van Mechelen naar Vlaanderen en bij een panne in de toevoer is er geen alternatief.

Vanuit een hydrogeologisch standpunt moet de impact van het ontwerp vanuit kwantitatief en kwalitatief oogpunt bekeken worden.

Wat de kwalitatieve aspecten betreft, beperkt het effectenonderzoek zich tot een beschrijving van de staat van de waterlaag in een toestand van evenwicht en dat onderzoek schat de mogelijke hydrodynamische impact van een dergelijke uitgraving zeer laag in als die uitgraving maar 2 m boven het huidige piëzometrisch niveau blijft.

Blijkt dat het hydrogeologisch model van Geobel Conseil uit 1995 met bijwerking van 2004 geen simulaties van piëzometrische wijzigingen voortvloeiend uit een hogere en snellere infiltratie wegens de uitgraving en de substantiële vermindering van de zandlaag heeft ondergaan. Zelfs als de wijzigingen in het hydrodynamisch evenwicht a priori van geringe invloed zouden zijn, en meer verband zouden houden met de pluviometrische toestand, dan toch blijft er enige onzekerheid in verband met de plaatselijke piëzometrische evolutie en de invloed ervan op de richting en de hevigheid van de stromen in de bevoorradinggebieden van de lager gelegen waterwinningen.

Wat het kwalitatieve aspect betreft, onderstreept het onderzoek de risico's op verontreiniging van de waterlaag door het onderhoud, de herstelling en de bevoorrading van de machines en installaties tijdens de uitbatingsfase van de zandgroeve. Die risico's op vervuiling door olieproducten zoals diesel en oliën of oplosmiddelen - ongeacht of ze incidenteel of accidenteel zijn - zijn niet verwaarloosbaar daar de waterlaag bijna opborrelt aan de oppervlakte van de zandput. Alle preventieve regelingen, in het bijzonder voortvloeiend uit het regeringbesluit van 17 juli 2003 betreffende de steengroeven en aanhorigheden moeten toegepast en gecontroleerd worden. Bovendien is, zoals aanbevolen door de auteur van het effectenonderzoek, een piëzometrische opvolging vereist.

Wat de nitraten betreft, wordt de waterlaag in het Brussels zand ondergebracht bij de « kwetsbare » gebieden : het nitratengehalte, dat sinds de jaren '80 lichtjes steeg, stabiliseert tegenwoordig rond de 30/35 mg/l. Bij een heraanleg van het ontginningsgebied als landbouwgebied verhoogt de gevoeligheid van de waterlaag voor nitraatverontreiniging wegens het wegvallen van de natuurlijke zandfilte die 10 tot 20 meter dik is. Die factor draagt niet bij tot een doelstelling van verbetering van de kwaliteit van de waterlaag.

Naast het risico dat het waterpotentieel van de SWDE- en VMW-waterwinningen verslechtert, dienen ook andere mogelijke effecten worden vermeld. Een kleine structurele inzakking van de waterlaag kan immers de vochtige gebieden verbonden aan relatief stabiele plaatselijke hydrologische omstandigheden in gevaar brengen. Daarentegen kan een blijvende stijging van de waterlaag en bijgevolg van de capillariteitsrand kwalijke gevolgen hebben op de gebouwen gelegen in de nabijheid van de afvoersloten van de waterlaag : opstijgend vocht of vollopende kelders.

Daar het waterlichaam in de grondwaterlaag overgaat, moeten het onverzadigd gebied en de oppervlaktewateren als een dynamisch geheel beschouwd worden. De uitholling van het onverzadigd natuurlijk filtrerend lichaam zal onvermijdelijk de wijze van bevoorrading van de onderliggende waterlaag verstoren, evenals de plaatselijke piëzometrie die het debiet van de ervan afhankelijke bronnen en de beken, gelegen in de zanderige waterscheiding, regelt.

Tegen een duurzaam beheer van de waterlaag in, waarbij dat evenwicht wordt gevrijwaard, is de rotsontginning een vernietigende tijdelijke en onomkeerbare activiteit. Daarbij zijn de uitbating van de waterrijkdommen en het rotsgesteente moeilijk te verzoenen »;

Overwegende dat die adviezen, volgens de gemeente Chaumont-Gistoux, op het ongepaste karakter van de uitgevoerde beoordeling van de gevolgen en het kwantitatieve en kwalitatieve risico op een onontbeerlijke watervoorraad wijzen; dat de noodzakelijke bescherming van de waterlaag voor het College een voorafgaande voorwaarde voor het uitbreidingsontwerp is en dat die voorwaarde in casu niet vervuld wordt;

Overwegende dat de benedengrens van de uitbating, op twee meter boven de grondwaterlaag, voor de gemeente Chaumont-Gistoux onvoldoende is om de risico's op vervuiling ervan en bijgevolg de vervuiling van de Ry des Papeteries te voorkomen; dat die zanddikte als bescherming boven de waterlaag nog breder zou moeten zijn, in ieder geval in de buurt van het Natura 2000-gebied;

Overwegende dat de gemeente Walhain in haar advies van 17 februari 2010, ingediend in het kader van het openbaar onderzoek, erop wijst dat het ontwerp tegenstrijdig is met de plaatselijke visie op gebiedsontwikkeling, meer bepaald voor zover de gemeente in haar ontwerp van structuurplan naar de ontwikkeling, de bescherming en de benutting van de natuurlijke hulpbronnen, de rijkdommen en het plaatselijk erfgoed streeft;

Overwegende dat de gemeente Walhain erop wijst dat één van de wezenlijke doelstellingen van het ontwerp van structuurplan erin bestaat, de natuurlijke hulpbronnen te beschermen, waarvoor de watercyclus duurzaam beheerd dient te worden; dat twee concrete maatregelen daarvoor overigens werden uitgewerkt : de verdere sanering van het water en de sensibilisering van de landbouw voor de bescherming van de watervoorraden;

Dat ze eveneens benadrukt dat de effectenstudie het risico op hogere debieten in de waterlopen vermeldt; dat dit fenomeen een risico inhoudt op veelvuldiger overstromingen in een gebied dat reeds erg aan die problematiek onderhevig is; dat het groter aantal verharde oppervlaktes, toe te schrijven aan de wisselaar en aan de aanleg van nieuwe wegen, het overstromingsrisico bovendien nog eens verhoogt; dat het ontwerp van structuurplan eveneens die problematiek te berde bracht (optie 24 ervan); dat de verschillende sectoren die onder dat probleem lijden in een specifieke maatregel, AC-08, aan bod kwamen en dat er denksporen werden uitgetekend in het kader van de bestrijding van de overstromingsrisico's; dat de gemeente aldus van mening is dat het effectenonderzoek zich blijkbaar niet van het bestaand overstromingsprobleem in Walhain bewust is;

Overwegende dat, zoals benadrukt, de bezwaren betreffende de hydrologie en de hydrogeologie eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opneming van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende de hydrologie en de hydrogeologie een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal resulteren in de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die verstrekt zou kunnen worden;

Overwegende dat de Regering erop aandringt dat er bij de effectenbeoordeling die bij de eenmalige vergunningsaanvraag zal plaatsvinden geheel in het bijzonder op de hydrologie en de hydrogeologie gelet wordt;

Overwegende dat zowel SWDE als VMW, zoals reeds aangestipt, door de auteur van het effectenonderzoek aangesproken werden, maar dat ze niet ingingen op die aanvraag (eff.ond, fase II, blz. 63); dat ze pas reageerden toen ze in het kader van het openbaar onderzoek van de gemeente Chaumont-Gistoux werden aangesproken;

Overwegende dat algemene maatregelen die de potentiële effecten van een ontginningsactiviteit op het leefmilieu kunnen verkleinen werden vastgesteld bij besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de steengroeven en hun aanhorigheden (BS 06.10.2003), evenals bij de bijlage met als opschrift « gids van goede praktijken voor de uitvoering van artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de steengroeven en hun aanhorigheden »;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot aanneming van het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende inhoudt : « Overwegende dat de ontginningsactiviteit de grondwaterlaag van het Brussels zand niet zou mogen bereiken; dat er bijgevolg helemaal niet gevreesd moet worden voor een zakkend peil ervan »;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende de voorlopige goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Wavre-Jodoigne-Perwez met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied genaamd « Les Turluttés » hetvolgende meldt :

« Overwegende dat de waterwinningen, aanwezig in een straal van 3000 meter tegenover de vier uiterste hoeken van het ontginningsgebied van het project in kaart werden gebracht; dat géén enkele ervan in de onmiddellijke nabijheid van het vooropgestelde ontginningsgebied ligt;

Overwegende dat de zandontginning ophoudt twee meter boven de grondwaterlaag; dat geen enkele oppomping van bemalingswater bijgevolg nodig is; dat er niet hoeft gevreesd te worden voor een zakkend waterpeil; dat de vooropgestelde ontginning van geen enkele invloed zal zijn op het piëzometrisch niveau; »;

Overwegende dat de Regering bij datzelfde besluit voor de afbakeningsvarianten heeft geopteerd die de auteur van het effectenonderzoek heeft voorgesteld; dat laatstgenoemde erop gewezen heeft dat de varianten 1b en 1c (oppervlakte toegevoegd in het westelijk en noordwestelijk deel van het project) neerkomen op een voortschrijden van het ontginningsfront naar het Natura 2000-gebied toe; dat die voorwaartse beweging onderzocht werd om te voorkomen dat er een voorkomingsomtrek, liggend om het bos opgenomen als Natura 2000-gebied, ingenomen wordt (eff.ond, fase II, blz. 94);

Overwegende dat het betrokken ontginningsgebied in het stroomgebied van de Dijle en de Train ligt; dat de meest nabijgelegen hydrologie onder de aanwezigheid van de beek Papeteries en Ry du pré Delcourt, bijrivieren van de Train, valt; dat de vallei van de Train onder het Natura 2000-netwerk valt met als locatienummer BE3100007 (eff.ond, fase II, blz. 5);

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek, gelet op de nabijheid van de bron van de beek Papeteries en aangezien het hier betrokken ontginningsgebied bijna volledig in het onderstroomgebied valt, erop wijst dat het die beek en die vallei zijn die de gezamenlijke aflopende oppervlaktewateren opvangen die uit het ontginningsgebied afkomstig zijn; dat drie thalwegen (droge valleien), met de vallei van die beek verbonden, van invloed zijn op de plaatselijke waterafloop (eff. ond., fase II, blz. 5 en 55);

Dat er waterwinningen gelegen zijn op ongeveer 1300 en 1600 meter van de omtrek van het ontwerp; dat laatstgenoemde water putten uit de grondwaterlaag van de Brusselse zandformatie; dat die waterlaag de Ry du Pré Delcourt noordwaarts bevoorraadt; dat meerdere winningen langs die beek zijn opgesteld; dat de grondwaterlaag de beek Papeteries westwaarts bevoorraadt; dat laatstgenoemde eveneens bevoorraadt wordt door enkele bronnen (eff. ond., fase II, blz. 56);

Dat de auteur enerzijds de risico's op plaatselijk opstijgend water uit de grondwaterlaag, op plaatselijke inzakkingen van de grondwaterlaag, op besmetting van het grondwater en beïnvloeding van de waterwinningen (eff.ond., fase II, blz. 62-63) en anderzijds op hogere debieten in de waterlopen, het ontstaan/de verdwijning van vochtige gebieden, de risico's op vervuiling van de oppervlaktewateren (eff.ond., fase II, blz. 64) onderzocht heeft, tijdens de ontginningsfase zowel als tijdens de heraanlegfase; dat de auteur eveneens de risico's onderzocht heeft mbt besmetting van het grondwater, beïnvloeding van de waterkwaliteit van de winningen en benutting van de drinkwatervoorraden (eff.ond., fase II, blz. 65);

Dat hij daaruit besluit dat de impact van de ontginning op het algemeen uitzicht van de grondwaterlaag klein is; dat enkel de jaarlijks neerslagvariaties een belangrijke invloed hebben op dat uitzicht; dat het afgravingseffect bij hevige regen betekent dat het langer zal duren vooraleer de normale toestand weer bereikt wordt; dat de reële impact van de afgraving op de vochtige gebieden gelegen stroomafwaarts van het ontwerp onbeduidend en op jaarschaal niet meetbaar is; dat daar het ontwerp achter de voorkomingsomtrek, vastgesteld rondom de bron en de richting van de beek Papeteries, gelegen is, elke accidentele of toevallige vervuiling weggewerkt zou kunnen worden via oppompen of afgraven nog voor het product de bron van de beek bedreigt (eff. ond., fase II, blz. 63-64);

Overwegende dat de opnemings van de locatie « Pas de Chien » als natuurgebied als planologische compensatie de vrijwaring en de bescherming mogelijk maakt van een helling die de beken « Papeterie » en « Train » bevoorraadt; dat dit elke nieuw risico op plaatselijke vervuiling van de grondwaterlaag en de openbare waterwinningen, stroomafwaarts gelegen, voorkomt (eff.ond., fase II, blz. 137);

Dat de vestiging van de aanhorigheden ten oosten van het gebied ruimere mogelijkheden biedt op verhelping van een eventuele vervuiling;

Overwegende dat water een hernieuwbare bron is; dat het ontwerp geen negatieve impact heeft op die bron voor zover zandontginning beperkt wordt tot de onverzadigde zone zonder dat water gewonnen wordt in de grondwaterlagen; dat, voor de inachtneming van het voorzorgsbeginsel betreffende de bescherming van de grondwaterkwaliteit, bronnen en stroomafwaarts gelegen bronnen inbegrepen, daarenboven voorkomingsmaatregelen opgelegd zullen kunnen worden in de bijzondere omstandigheden bij het verstrekken van de eenmalige vergunning;

Overwegende dat water, volgens artikel 1, § 1, van het Waterwetboek als boek II van het Leefmilieuwetboek, deel uitmaakt van het Waalse erfgoed en dat de watercyclus met name beheerd wordt met het oog op het voortbestaan van de waterrijkdommen; dat de stroomgebiedoverheid de bestuurlijke eenheid is die bevoegd is voor het beheer van het gezamenlijke Waalse stroomgebied (artikel 2, 4^o, van het Waterwetboek);

Overwegende dat het water in de grote plaatselijke grondwaterlaag overigens door de eveneens typisch plaatselijke landbouwpraktijken aan kwaliteit heeft ingeboet; dat de Regering niettemin poogt de impact ervan te verkleinen door wetgevende maatregelen die bijvoorbeeld betrekking hebben op de kwetsbaarheid van de waterlaag in het Brussels zand (ministerieel besluit van 28/07/1994 en programma duurzaam stikstofbeheer deel uitmakend van boek II van het Waterwetboek bij besluit Waalse Regering van 3 maart 2005, gewijzigd bij besluit Waalse Regering van 15 februari 2007); dat de oppervlakte die in het huidige ontwerp aan de landbouw ontnomen wordt dus enigszins, hoewel heel plaatselijk en vanuit dat oogpunt, de kwaliteit van het grondwater ten goede komt;

Overwegende dat zandwinning per definitie geen verontreinigende activiteit is daar er geen enkel fysisch of chemisch industrieel verwerkingsprocédé bij betrokken is; dat het risico op vervuiling van de grondwaterlaag enkel verband houdt met het gebruik van civieltechnische werktuigen waarvoor zeer strikte veiligheidsnormen gelden; dat het binnenkomend en uitgaand verkeer over zeer brede asfaltbanen zal rijden, waardoor het risico op incidenten verkleint;

Overwegende dat het ontwerp zich op hydrogeologisch vlak noch piëzometrisch stroomopwaarts noch in het invloedsgebied van één of andere in bedrijf zijnde of overwogen winning bevindt; dat het risico op verstoring van het debiet van de Ry des Papeteries of op opdroging van de vochtige gebieden onbestaande is; dat het ontwerp immers, volgens de omtrek voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek, enkel 31 % van de oppervlakte van het stroomgebied zal bestrijken als de ontginning ten einde zal lopen; dat de gedeeltelijke wijziging van de waterregeling in dat gebied wegens de ontginning zal resulteren in meer infiltrerend water, waardoor tegelijk en verhoudingsgewijs minder aflopend water gepaard zal gaan; dat het debiet in de Ry des Papeteries daardoor juist regelmatiger zal zijn terwijl de vernietigende effecten op het leefmilieu, zoals erosie van de landbouwgronden, overstroming in de vochtige gebieden en overlopende beken stroomafwaarts bij hevige regenval en grondverzadiging zullen verkleinen;

Overwegende dat de vraag met betrekking tot een gevreesde verontreiniging van de rivier « Le Train » onder de riolering van het centrum van Gistoux valt;

Overwegende dat het ontwerp-ontginningsgebied, zoals voorgesteld in het effectenonderzoek, van generlei invloed is op het stroomgebied van de Nil, daar het volledig buiten dat stroomgebied ligt;

Overwegende dat de Regering daarenboven beslist geen verkeerswisselaar aan te leggen, noch op de rustplaats langs de Nil, noch op een andere plaats;

Overwegende dat de oppervlakte die ten gevolge van het ontwerp gebetonneerd zal worden uiterst beperkt zal blijven; dat het ontwerp in die mate geen overstromingsproblemen met zich zal brengen;

Overwegende dat het ontwerp geenszins tegen het ontwerp-structuurplan van de gemeente Walhain ingaat; dat het ontwerp immers geen hindernis vormt voor de verdere watersanering noch voor de sensibilisering van de landbouwwereld voor de bescherming van de waterrijkdommen;

Overwegende dat, daar de oppomping van water uit de grondwaterlaag onbestaande zal zijn, de hydrogeologische regeling onveranderd zal blijven; dat de auteur van het effectenonderzoek niet zelf het hydrogeologisch onderzoek heeft uitgevoerd; dat hij de onderzoeken uitgevoerd door ingenieurskantoren moest bekijken vanuit de verschillende raadgevingen bij zowel privé als publieke specialisten; dat dit gebeurd is;

Overwegende dat de opvolging van de kwaliteit en de kwantiteit van het grondwater deel zal uitmaken van gedetailleerde uitbatingen die opgelegd zullen worden ten gevolge van een nieuw effectenonderzoek dat voorafgaat aan de aflevering van de eenmalige vergunning;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek de aanbeveling verstrekt, de parkeerplaatsen en aanhorigheden te vestigen in het oostelijk deel van het gebied om in meer mogelijk oplossingen te voorzien bij een eventuele toevallige, aan de ontginning toe te schrijven, vervuiling met oliehoudende producten in de grondwaterlaag en te voorkomen dat de aanhorigheden verspreid komen te liggen op de bedrijfssite (eff.ond., fase II, blz. 105);

Dat zijn aanbeveling er eveneens toe strekt :

- om te voorkomen dat de grondwaterlaag inzakt, de zandontginning juist boven de grondwaterlaag te laten stoppen. Dat is ook wat overigens in het ontwerp wordt bepaald. Twee meter ontginning wordt evenwel aanbevolen in plaats van één meter, zoals de uitbater voorziet.

- Vooraf wordt een « veiligheidsplan » opgesteld waarin duidelijk de maatregelen opgesomd zijn die getroffen moeten worden in geval van een ongeluk in de graafput en waarin ook het materiaal wordt opgelijst waarmee vervuilende stoffen worden weggewerkt.

- Het bedrijfsmaterieel wordt zoveel als mogelijk ondergebracht in het oostelijke deel van de locatie (vanuit de hydrogeologie is dat stroomopwaarts) om de mogelijkheden van wegwerking van een incidentele vervuiling van de grondwaterlaag met olieproducten wegens de ontginning te verhogen.

- De voertuigen worden regelmatig nagekeken op veiligheid, namelijk nakijken of er geen incidenteel olieoverlies optreedt.

- Een bijkomende maatregel bestaat erin de motorvoertuigen die op de locatie rijden (ten minste die welke constant op de bedrijfssite rondrijden) te laten rijden op bioafbreekbare brandstoffen (eff.ond., fase II, p. 105);

Dat het volgens de auteur van het effectenonderzoek eveneens aanbevolen is een piëzometer (P14) op te stellen tussen de bron van de beek en het meest nabijgelegen ontginningsfront; dat het bij de ontginning van het eerste deel van het gebied aanbevolen is de piëzometers P8 en P14 na te kijken; dat hij erop wijst dat die werkwijze het aldus mogelijk maakt na te kijken of er geen enkel verlies van verontreinigende stoffen in het grondwater optreedt en gepast te reageren op elk incident (eff.ond., fase II, blz. 111);

Dat de CRAT in haar advies van 25 augustus 2011 de door de auteur van het effectenonderzoek voorgestelde maatregelen die de bescherming van de grondwaterlaag beoogt, geheel en al overneemt;

Dat de auteur van het onderzoek hetvolgende aanstipt : « Er zal nooit van enige residuele, niet-uitwisbare impact op de ondergrond en het grondwater sprake zijn, behalve de risico's op incidentele verontreiniging van de grondwaterlaag.

Op voorwaarde dat de in dit geval te treffen maatregelen gekend zijn en de waterkwaliteit regelmatig nagekeken wordt, is dat soort verontreinigingen vlot weg te werken voordat er stroomafwaarts schade optreedt »(eff.ond., fase II, blz. 112);

Overwegende dat de Regering, die gevoelig is voor het commentaar van het effectenonderzoek, erop aandringt dat de effecten bekeken worden in het effectenonderzoek dat in het stadium van de vergunningsaanvraag uitgevoerd zal worden en dat ze in voorkomend geval bevestigd of aangepast worden en in overweging worden genomen bij het eventueel afleveren van de vergunning;

5. Topografie en landschappen

Overwegende dat enkele bezwaren betrekking hebben op de vrijwaring van de landschappen;

Overwegende dat de bezwaren meer bepaald ingaan op het risico op landschapsvernietiging;

Overwegende dat er volgens sommige bezwaarindieners bomen geplant moeten worden om een groen scherm te laten groeien die de bewoners van de rue du bois Matelle visueel af kunnen schermen van de cementfabriek Raman;

Overwegende dat andere bezwaarindieners opperen dat de aanleg van aarden omwallingen een aanzienlijke wijziging in het bodemreliëf teweeg zou brengen;

Overwegende dat sommige bewoners gewag maken van de geplande vestiging van 9 windturbines; dat het voor enkele bewoners onjuist is te beweren dat van het windturbineproject afgezien wordt;

Overwegende dat sommige omwonenden het nodig achten enkele voorwaarden inzake landschappen en leefmilieuzorg op te leggen tegen het einde van de uitbating : nieuwe verbindingswegen voor traag verkeer en bomen op een lint of in groepjes;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners wijzen op het bestaan van een omtrek voor een waardevol landschap in de nabijheid van de beoogde locatie;

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux er in haar advies van 29 maart 2010 op wijst dat het ontwerpgebied gelegen is op het aanrakingsvlak tussen de Brabant-Haspengouwse hoogvlakte en de Brabantse glooiingen; dat daar een bijzonder interessant landschap uit voortspruit, waarbij een overgang duidelijk wordt tussen het Haspengouwse « openfield » en de meer besloten landschappen van centraal Waals-Brabant; dat het juist op die plek is, waar het Haspengouws plateau symbolisch in het valleitje van de Ry des Papeteries duikt, dat de zandgroeve zich zou uitbreiden; dat de uitbating van de gebieden 1c en 1b in het voorstel van de auteur van het effectenonderzoek de uitbating van het veld van de Bois Matelle inhoudt, wat als gevolg zou hebben dat de zandgroeve direct naast dat bos en dat valleitje zou komen te liggen; dat het voorzorgsbeginsel vereist dat men met name om redenen van landschapsinstandhouding die gebieden in stand houdt omdat ze daarnaast ook als buffergebied dienen tegenover de bestaande zandgroeve;

Overwegende dat de bezwaren inzake topografie en landschappen voor het overige meer betrekking hebben op punten die vallen onder de eenmalige vergunning voor ontginningen; dat het hier zaak is een uitspraak te doen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat elke vraag in verband met de topografie en de landschappen beantwoord zal worden in het kader van de eenmalige

vergunningaanvraag die de concrete uitvoering van het project zal bewerkstelligen waarvoor deze herziening van het gewestplan als grondslag dient, van de beoordeling van de effecten waaraan ze onderworpen wordt en van de vergunning die verstrekt kan worden;

Overwegende dat de locatie ingebed is een gebied met zachte glooiingen; dat het hoogste punt in het zuidwesten 150 à 155 meter hoog is; dat de gronden geleidelijk dalen naar het noordoosten toe, waar ze in het uiterste noorden van de omtrek ongeveer 140 m hoog zijn; dat de ontgonnen zone in het noordoosten van de omtrek een diepe uitholling vormt van ongeveer 30 meter diep ten opzichte van de oorspronkelijke bodem (eff. ond., fase II, blz. 8);

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux niet deel uitmaakt van de Brabantse en Haspengouwse hoogvlakten, behalve in een heel klein zuidelijk deel van het grondgebied waarvan het ontwerpgebied in de noordwestelijke rand van het landbouwplateau van Perwez gelegen is; dat het ontwerp voor het overige, voor zover het tegelijk in de omschakeling van het gebied Pas-de-Chien tot natuurgebied voorziet, enkel vanuit dat punt voor verbetering kan zorgen;

Overwegende dat de lokale hoofdkenmerken van het landschap de volgende zijn (eff.ond., fase II, blz. 8) :

- open landschap met als bestemming landbouwteelt;
- aanwezigheid van een dichtbemaasd wegennet;
- landschap met bosschages die het bestaan van diepere valleien onderstrepen;

Overwegende dat in het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot aanneming van het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende werd vastgesteld : « het meest nabijgelegen woongebied, namelijk Chaumont, is gelegen op 500 m van de locatie en de overwogen uitbreiding komt nog verder van die plaats af te liggen; een ander woongebied, namelijk het dorp Libersart, is gelegen op meer dan 700 m ten zuiden van de betrokken omtrek »;

Overwegende dat, wat betreft de effecten op het landschap, het effectenonderzoek voor het leefmilieu een onderscheid maakt tussen de gevolgen in het ontwerpgebied en de gevolgen in de naburige gebieden;

Dat, wat betreft de gevolgen in het ontwerpgebied, het onderzoek aanduidt dat de uitbating gefaseerd zal verlopen en « om te voorkomen dat er te diepe holtes worden gegraven, er in een omschakelende heraanleg voorzien moet worden voor de ontgonnen gebieden zodra de omtrek van het overwogen ontginningsgebied uitgevoerd wordt » (eff.ond., fase II, blz. 65); dat dit betekent dat de heraanleg van de ontgonnen gebieden geleidelijk aan zou moeten gebeuren naarmate elke nieuwe fase van ontginning van de afzetting aangesneden wordt;

Dat, wat betreft de gevolgen in de naburige gebieden, erop gewezen wordt dat omdat de omtrek van het voorontwerp omgeven wordt door heuvelruggen of bosschages behoudens de zuidwestelijke punt, die overhelst naar een ander stroomgebied, de uitgraving voor de vergezichten beperkt zal blijven tot één enkele gunstige topografische ligging, « behoudens voor het zuidwestelijk deel van de omtrek van het voorontwerp, waar er een zichtbaarheidsrisico bestaat, namelijk vanaf de autosnelweg » (eff.ond., fase II, blz. 66);

Dat het onderzoek ook meldt dat de variante 1a (verplaatsing van de zuidelijke grens van de omtrek van ongeveer 400 meter naar het noordoosten) voor een verbetering zou kunnen zorgen van de landschappelijke impact voor zover « de buitengesloten omtrek overeenstemt met het meest aan de vergezichten blootgestelde deel van het gezamenlijke nieuwe ontginningsgebied. Dat is immers buiten de zich op de rand bevindende heuvelruggen gelegen, waardoor een zorgvuldige landschappelijke integratie van het ontwerp mogelijk wordt gemaakt » (eff.ond., fase II, blz. 92);

Dat ze op titel van « uit te voeren maatregelen » besluit dat « wat betreft de vergezichten, de uitholling geen impact zou moeten veroorzaken, daar de voorgestelde omtrek omgeven wordt door 155 m hoog gelegen heuvelruggen onder voorbehoud van een deel van de omtrek van het voorontwerp dat opgenomen is in variante 1a in het kader van dit effectenonderzoek (voor een gewestplan). De overwogen oppervlakte ligt immers buiten de omtrek van voornoemde heuvelruggen » (eff.ond., fase II, blz. 101);

Overwegende dat die afbakingsvariante in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 in aanmerking werd genomen, namelijk in de considerans dat « een groot deel van de omtrek van het ontwerp met plantengroei (in het westen) of heuvelruggen (zuidwesten) omrand is, waardoor het aan de vergezichten onttrokken is; dat enkel het uiterst zuidelijk deel van het overwogen ontginningsgebied niet aan het oog onttrokken wordt;

Overwegende dat het ontwerp in het westen van een reeds ontgonnen gebied ligt; dat het plaatselijke landschap reeds gekenmerkt wordt door de aanwezigheid van een zandgroeve;

Overwegende dat de wijziging in het bodemreliëf door de uitholling van de omtrek van het ontginningsgebied een aanzienlijk gevolg zal hebben voor de aanzichten op een korte afstand; dat het de eenmalige vergunning eigen is, de verschillende faseringen van de uitbating en de vereiste heraanlegmaatregelen voor de verkleining van de impact te bepalen;

Overwegende dat de vestiging van nieuwe aanhorigheden maatregelen inzake landschappelijke integratie zal vereisen; dat dit in de eenmalige vergunning opgenomen zal worden; »;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek voor de aanzichten op een korte afstand laat weten dat « de uitholling merkbaar zal zijn vanaf enkele kortbij gelegen wegen of wegen in de dichte nabijheid van de omtrek van het voorontwerp » (eff.ond., fase II, blz. 66); dat de vestiging van nieuwe aanhorigheden ten slotte een risico inhoudt « op aanzienlijke landschappelijke gevolgen en een versnippering van de installaties in het landschap om de zandgroeve heen » (eff.ond., fase II, blz. 66);

Dat het effectenonderzoek, wat de aanzichten op een korte afstand betreft, ook op titel van de maatregelen die getroffen dienen te worden aangaande de landschappen, meldt dat het effectenonderzoek dat uitgevoerd zal worden in het kader van de vergunningaanvraag de wijzen zal bestuderen « waarop de ontginning landschappelijk geïntegreerd kan worden [...]. Als de keuze valt op het afschermen van de uitholling, kan een visueel scherm aangelegd worden in de rand, ofwel door een merloen op te bouwen, ofwel door de aanleg van lokaal geschikte planten, ofwel door beide werkwijzen tegelijk te gebruiken. Er kan een lage omwalling aangelegd worden die voor meer harmonie zorgt in het open, zuidelijk, landschapsdeel. De omheining zou het best achteraan naast dat visuele scherm, aan de kant van de uitholling, aangelegd worden. » (eff.ond., fase II, blz. 101);

Overwegende dat wat betreft de doelgerichtheid van die maatregelen, de auteur van het onderzoek van mening is dat de aanleg van een visueel scherm « de ontginning kan onttrekken aan het oog vanaf de rand van het bedrijf. De aanplanting moet evenwel vroeg genoeg gepland worden zodat de planten tijd genoeg hebben om te groeien tegen het ogenblik waarop de zandontginning begint. Er moet een verstandige plantenkeuze worden gemaakt zodat voorkomen kan worden dat overwoekerende planten gebruikt worden » (eff.ond., fase II, blz. 112); dat de wijziging in het bodemreliëf tijdens de ontginning een belangrijke impact heeft op het project; dat ten slotte benadrukt wordt dat « hoewel de omheiningen en veiligheidssystemen aan de rand behouden blijven zelfs na de ontginning, toch gelet dient te worden op de visuele kwaliteit van hun definitieve uitzicht vanaf de aanleg ervan, met het oog op landschappelijke integratie. Vanuit landschappelijk oogpunt zijn deze systemen immers zelden een gelukkige keuze » (eff.ond., fase II, blz. 113);

Overwegende dat het besluit van 27 mei tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan vastgesteld heeft dat de uitholling (...) « een aanzienlijke impact zal hebben op de aanzichten vanop een korte afstand » en daarin werd reeds vastgesteld dat het de eenmalige vergunning zal moeten zijn die de faseringen van de uitbating en de heraanlegmaatregelen, vereist voor de verkleining van de impact, zullen moeten bepalen; dat het dus ongepast is in het stadium van herziening van het gewestplan op dat punt vooruit te lopen aangezien het onder de

vergunning valt die het gewestplan uitvoert; dat dit gezegd zijnde, de gegevens waarop het effectenonderzoek voor een gewestplan attendeert deel uit zullen maken van de elementen waarop de auteur van het in het kader van de aanvraag van de eenmalige vergunning uit te voeren effectenonderzoek zal moeten werken;

Overwegende dat, wat de aanhorigheden betreft, de auteur van het effectenonderzoek het volgende voorstelde :

- de nieuwe aanhorigheden opnemen in het planologisch verlengde van de bestaande aanhorigheden, eerder dan ze op de uitbatingslocatie te verspreiden. Ze moeten plaats nemen op reeds ontgonnen gronden om te voorkomen dat gronden met landbouwgronden ingenomen worden of gronden waarvan de ondergrond nog niet ontgonnen rijkdommen bevat;

- de keuze van de plaats van vestiging van de aanhorigheden te laten afhangen van de plaatselijke topografie (niet op een heuvelrug). de uitrustingen moeten binnen in de uitholling gevestigd worden om ervoor te zorgen dat ze van buiten de zandgroeve ongemerkt blijven (eff.ond., fase II, blz. 106-107);

Dat dit bestudeerd zal worden in de effectbeoordeling volgend op de eenmalige vergunningsaanvraag; dat volgens het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan de conclusies van het effectenonderzoek bevestigd werd; Overwegende dat « de vestiging van nieuwe aanhorigheden maatregelen inzake landschappelijke integratie zal vereisen; dat dit in de eenmalige vergunning opgenomen zal worden; »;

Overwegende dat wat de heraanleg betreft, het effectenonderzoek meerdere bestemmingen omschrijft die in evenwicht zijn met de bestaande bestemmingen in de rand;

« Groengebied of natuurgebied.

Dat gebied moet in het verlengde liggen van het Natura 2000-gebied gelegen ten westen en ten noorden van de omtrek. Een deel van de zandgroeve zou na beëindiging van de ontginning een element kunnen zijn ter bevordering van de biodiversiteit en zou de ontluiking van gesloten landschappelijke doch discreet waardevolle milieus kunnen tweewegbrengen.

Hier dient gewezen op de noodzaak om voor de biodiversiteit gunstige milieus te bewerkstelligen. Het landschappelijk uitzicht van die groen- en natuurgebieden moet immers in perspectief worden geplaatst met de ecologische behandeling van die gebieden.

Landbouwgebied

Als de holte niet zorgvuldig opgevuld wordt, in functie van de toekomstige bestemming als landbouwgrond, dreigen die gronden hun huidige natuurlijke kwaliteit voor dat soort bewerking te verliezen. Enkel een bestemming als weideland zou dan nog kunnen deugen. Die vorm van uitbating zou in dat geval een landschappelijke impact hebben door een duurzame wijziging in de huidige landbouwlandschappen, met het opkomen van een bocagetype » (eff.ond., fase II, blz. 66);

Dat het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan erop wees dat de bestemming van het ontginningsgebied na sluiting van de ontginningsfase « landbouwgebied zal zijn met uitzondering van de gronden gelegen in het noordwesten van de omtrek, aangrenzend aan een Natura 2000-gebied waarvan de bestemming natuurgebied zal zijn »; dat de Regering dat standpunt handhaaft;

Overwegende dat de uitbating Raman, die geen cementfabriek is in tegenstelling tot wat sommige bezwaarindieners beweren, niet deel uitmaakt van de procedure voor de wijziging van het gewestplan; dat de hinder, met name van landschappelijke aard, die eventueel door dat bedrijf veroorzaakt wordt, onder de voorwaarden van zijn bedrijfsvergunning valt;

Overwegende dat de procedure voor de wijziging van het gewestplan geen verband houdt met het Electrabelproject voor negen windturbines, dat overigens niet werd ingediend;

Dat de CRAT in haar advies van 25 augustus 2011 bevestigt dat « de site omrand wordt door heuvelruggen en dat het uitzicht op het ontwerp sterk beperkt is, behalve in het zuiden ». Het schrappen van het zuidelijk deel van het ontginningsgebied voorzien in het voorontwerp voor minder hinder terzake zal zorgen » en dat « het windturbineproject dat onverenigbaar zou kunnen zijn met huidig ontwerp opgegeven wordt. »;

Overwegende dat het besluit van 27 mei tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan vastgesteld heeft dat het windturbineproject in de nabijheid of in de omtrek van het toekomstige ontginningsgebied niet meer van kracht is, dat « het effectenonderzoek voorafgaand aan dat besluit erop wijst dat er geen enkel gevolg werd gegeven aan het verzoek om inlichtingen ingediend door de auteur van het onderzoek bij Electrabel-Sedilec, projectpromotor (eff.ond., fase II, blz. 37 en 58); dat de auteur van het effectenonderzoek meldt dat hij niet over zeer volledige informatie kon beschikken in verband met het vergunningsaanvraagdossier voor de vestiging van windturbines. » (eff.ond., fase II, blz. 173); dat enkel twee windturbines uit dat project hoe dan ook zich binnen de omtrek bevonden zouden hebben; dat ze in voorkomend geval verplaatst zullen moeten worden om buiten de omtrek van het toekomstige ontginningsgebied te liggen;

Overwegende dat de eenmalige vergunning voorwaarden zal kunnen opleggen in termen van landschappelijke samenstelling; dat de heraanleg overigens gewaarborgd wordt door een zekerheid, opgelegd in het kader van de vergunning; dat de financiële waarborg inderdaad (besl Waalse Regering 4 juli 2002 uitvoering decreet 11 maart 1999 milieuvergunning: art 78 en v; besl Waalse Regering 17 juli 2003 sectorale voorwaarden steengroeven en aanhorigheden : art 26 tot 29) via een zekerheid geregeld is ten laste van de uitbater, waarvan het bedrag functie is van de vordering van de ontginningswerken en de heraanleg van de oppervlakten waar de ontginning beëindigd werd;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek erop wijst dat de landschappelijke herinrichting in overleg beslist moet worden met de betrokken personen (regionale overheid, gemeentebestuur, aanvrager, houtvester van de Afdeling Natuur en Bossen, landbouwbedrijven, omwonenden); dat dat punt behandeld zal moeten worden in het kader van het effectenonderzoek voor een eenmalige vergunning;

6. Lucht en klimaat

Overwegende dat de omwonenden de luchtvervuiling aan de kaak stellen;

Overwegende dat de bezwaren betreffende lucht en klimaat eerder betrekking hebben op punten die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende lucht en klimaat een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat deze herziening van het gewestplan de voortzetting beoogt van de huidige activiteit; dat er in de toekomst niet méér bedrijvigheid dan vandaag zal bestaan; dat zandontginning overigens geen vervuilende nijverheid is voor de atmosfeer daar het ontgonnen product niet verwerkt wordt;

Overwegende dat de CO₂-emissies uit de thermische motoren van de civieltechnische werktuigen die de zandontginning verrichten, de impulsen aan de zandzeefmachines geven en het vervoer verzorgen, niet meer dan vandaag zullen bedragen;

Overwegende dat zandontginning daarenboven zeer weinig stof veroorzaakt daar zand een bijna constante intrinsieke vochtigheidsgraad bezit;

Overwegende dat de waarden volgens de vaststellingen van ISSEP in het meetstation van Corroy-le-Grand, in de buurt van het ontwerp, onder de norm blijven; dat dit wijst op de goede luchtkwaliteit in het overwogen gebied, ondanks de huidige ontginning en de aanwezigheid van drukke wegen (eff.ond., fase II, blz. 11-12-13);

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende de voorlopige goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Wavre-Jodoigne-Perwez met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied genaamd « Les Turluttés » hetvolgende meldt :

« Gelet op de goede luchtkwaliteit op de plaats van het overwogen ontwerp voor de verschillende onderzochte stoffen (SO₂, NO₂, PM₁₀);

Overwegende dat het voornaamste effect in deze toe te schrijven is aan het met name verkeersgebonden verstuivingsrisico; dat het verkeer voortaan niet meer via de chaussée de Huy »;

7. Fauna, flora en biodiversiteit

Overwegende dat talrijke bezwaarindieners verklaren te vrezen voor fauna, flora en biodiversiteit;

Overwegende dat de omwonenden de biotoop bedreigd zien; dat ze zich vragen stellen bij het biologisch evenwicht in de omtrek en wijzen op de afbrokkeling ervan;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners opperen dat dit ontwerp schade zou kunnen toebrengen aan de trekvogels en aan de beschermde soorten (fauna en flora);

Overwegende dat bezwaarindieners om de instandhouding verzoeken van de zandwanden waarin zwaluwen en andere zeldzamer wordende soorten huizen; dat die bezwaarindieners ook om het behoud en de vergoting van nauwelijks door planten ingenomen zandoppervlakten vragen (stortverbod);

Overwegende dat de ontwikkeling van overwoekerende soorten in en om het ontginningsgebied bestreden moet worden;

Overwegende dat men volgens de bezwaarindieners moet voorkomen dat zaden zich verspreiden men de natuurlijke herkolonisering moet bevorderen;

Overwegende dat sommige omwonenden wensen dat de vochtige gebieden die in de zandput zouden ontstaan behouden zouden worden;

Overwegende dat omwonenden wensen dat er een heg geplant wordt op de omwallingen met enkel aangepaste plaatselijke inlandse soorten;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vaststellen dat het ontwerp het biologisch evenwicht van de vochtige gebieden die als nestplaats dienen voor een specifieke avifauna broos worden;

Overwegende dat enkele omwonenden integendeel vaststellen dat de 110 ha landbouwgrond geen bijzondere waarde zouden hebben;

Overwegende dat het graven van zandputten voor sommige bezwaarindieners een kans voor de natuur zou zijn;

Overwegende dat de bezwaarindieners er gelukkig mee zijn dat het natuurbehoud mee in overweging wordt genomen door de opname van nieuwe natuurgebieden;

Overwegende dat het College van Chaumont-Gistoux in zijn advies van 29 maart 2001 meldt dat het algemeen bekend is dat het gebied van « Brussels zand » een ecologisch rijk en broos gebied is; dat de gemeente in dit stadium van de procedure haar verantwoordelijkheden moet nemen bij de vrijwaring van de landbouwgebieden en de natuurruimtes ten opzichte van acties die de grondwaterlagen zouden kunnen bedreigen;

Overwegende dat de gemeente Walhain in haar advies van 17 februari 2010, ingediend in het kader van het openbaar onderzoek, erop wijst dat het ontwerp tegenstrijdig is met de plaatselijke visie op het gebiedsontwikkelingsbeleid, meer bepaald voor zover de gemeente in haar ontwerp van structuurplan naar het vervullen van de materiële sanitaire, maatschappelijke en culturele behoeften van de bevolking streeft via de bescherming van de leefkwaliteit;

Overwegende dat, zoals benadrukt, de bezwaren betreffende de fauna, de flora en de biodiversiteit eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende de fauna, de flora en de biodiversiteit een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat het overwogen ontginningsgebied heden, behalve het noordoosten van de omtrek, dat tegen een deel van de in aanleg zijnde zandgroeve grenst, volledig naast grote teeltgebieden ligt; dat het ontwerp aan de zuidkant helemaal opgaat in een typisch Haspengouws landschap met grootschalige teelt (eff.ond., fase II, blz. 15);

Dat er in het noordwesten van het overwogen ontginningsgebied een overblijfsel van een voormalig groot woud ligt waarvan de randen zeer onregelmatig zijn en het reliëf gekenmerkt is door een vallei waarin de beek des Papeteries loopt; dat het bos in het uiterste zuidoosten van dat bosmassief overgaat in intensieve weideland; dat er even verderop, ten noorden van het weiland, een bosschage met loofhout staat dat van het bosgebied gescheiden is door nu braakliggende landbouwgrond; dat er ten slotte aan de rand van de omtrek een voormalige zandgroeve (« Pas de Chien »), grotendeels opgevuld, heraangelegd wordt (eff.ond., fase II, blz. 15);

Overwegende dat het effectenonderzoek over de biologische kwaliteit van de locatie hetvolgende weet te melden :

« Het overwogen ontginningsgebied is biologisch gezien zeer schraal, wat slechts lichtjes gecompenseerd wordt door een vochtige ondergrond in het ontgonnen deel Hoslet. Het naaldbosgebied is daadwerkelijk een geschikte plek om wilde fauna op te vangen in vergelijking met de omringende velden, maar dat voordeel weegt nauwelijks op tegen het gebruik ervan als vluchtgebied voor de fazanten. De fazanten zijn immers erg schadelijk voor de herpetofauna en vormen een ware concurrent voor soorten als de patrijs (*Perdrix perdrix*), die dus volledig kansloos is om zich te vestigen in een gebied dat a priori ideaal voor hen zou moeten zijn.

Het stukje bos in het westen van de omtrek daarentegen is biologisch zeer waardevol zowel voor de habitats als voor de soorten die daar leven, maar ook wegens zijn rol als centraal gebied in het ecologisch netwerk. De opgevulde zandgroeven of die welke heden opgevuld worden zijn de ecologische waarde die ze tijdens de ontginning hadden helemaal kwijt, hoewel de waarde die ze hebben nog hoger is dan de waarde van de omliggende grootschalige teelten. Er is nog een zekere omkeerbaarheid van het proces mogelijk in zandgroeve De Kock (Pas de Chien); die groeve is nog niet helemaal opgevuld.

De overvloedige aanwezigheid van al dan niet invasieve exotische soorten, het weinige dood hout en de weinige overjarige bomen, de druk van de jacht en de nitratie van de bosranden bewerkstelligen een eerder ongunstige instandhouding van alle biologisch waardevolle habitats, en in het bijzonder die van communautair belang. Het enige habitat van een soort van communautair belang dat als relatief in goede staat van instandhouding beschouwd kan worden is de beek de la Papeterie, waar de donderpad potentieel leeft daar die waterloop tegen een buitensporige eutrofiëring beschermd is wegens de aanwezigheid van een sterk bebost gebied bij zijn bronnen.

De zaaibedden met inkarnaatklaver zijn interessanter dan die met enkel grassoorten. Daardoor worden de overwoekerende plantensoorten tegengehouden, hoewel het daardoor minder dient als leefplaats voor zandinsecten. Het diepste punt van de zandgroeve Hoslet, ten zuiden van de weg Mettembrule, is nu het interessantste deel van de zandgroeve en had het statuut van biologisch hoogst waardevolle locatie verdiend indien het de slechtvalk had

gehuisvest. Maar dat deel wordt bedreigd door de bedrijvigheid als technisch ondergravingscentrum en de ontginningsactiviteit die er plaatsvindt. De overwoekering door exotische planten weegt ook zeer zwaar door op de plaatselijke biodiversiteit » (eff.ond., fase II, blz. 17-18);

Overwegende dat de omtrek onder geen enkel beschermingsstatuut van de natuurbehoudswet valt; dat de bosgroepering die zich in het westen van de omtrek bevindt, het intensieve weiland gebonden aan het bos van de Papeterie en de zandgroeve van de Champ'taine als Natura 2000-gebied geklasseerd zijn (eff.ond., fase II, blz. 56-57); dat er zich twee biologisch zeer waardevolle site bevinden ten noorden van het overwogen ontginningsgebied (« Pas de Chien » en « Ry des Papeteries »); dat die sites tegenwoordig nog geen daadwerkelijke waarde vertonen, maar eerder een potentieel in zich hebben (eff.ond., fase II, blz. 57);

Overwegende dat de auteur tijdens het onderzoek naar de effecten van het ontwerp tijdens de ontginningsfase erop gewezen heeft dat :

- De beschikbare oppervlaktes voor wilde fauna en flora uitgebreid zullen worden;
- Dat de eenmalige ecologische waarde van de site en omgeving verhoogd wordt en dat de biodiversiteit beter dan heden zal zijn op voorwaarde dat de bepalingen van de leefmilieuvergunning rekening houden met en een goede waarborg zullen zijn voor het beheer van de uitgegraven aarde, de bewerking van de aarde uit de ontginningsput, de taluds en de ontginningsfronten;
- Dat de impact van de verwachte explosieve toename van thermofiele overwoekerende exotische plantensoorten nadelig zou kunnen zijn voor de biodiversiteitstoename;
- De fauna uit de zandgroeve wordt het normaal verkeer ter plaatse (af- en aan-verkeer en geluiden) zeer snel gewoon;
- De kwaliteit van het hemelwater en van de grondwaterlaag zal erop verbeteren wegens het wegvallen van gronden met intensieve gewassenteelten;
- Een te diepe ontginning zou een inzinking van de grondwaterlaag en een opdroging van de bronnen kunnen veroorzaken;
- Elke risico op vervuiling moet teruggedrongen en zelfs uitgeschakeld worden (eff.ond., fase II, blz. 70);

Overwegende dat uit het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan het volgende blijkt :

« Overwegende dat het overwogen ontginningsgebied biologisch zeer schraal is, dat de omtrek van het overwogen ontginningsgebied onder geen enkel beschermingsstatuut van de natuurbehoudswet valt; dat er in de onmiddellijke omgeving van die omtrek evenwel twee biologisch zeer waardevolle sites zijn vastgesteld (Pas de Chien' en Ry des Papeteries »), evenals een Natura 2000-gebied;

Overwegende dat de bepalingen van de leefmilieuvergunning rekening houden met en een goede waarborg zullen zijn voor het beheer van de uitgegraven aarde, de bewerking van de aarde uit de ontginningsput, de taluds en de ontginningsfronten en leiden tot een hogere eenmalige ecologische waarde voor de site en de omgeving ervan »;

Overwegende dat de Regering haar standpunt bevestigt;

Dat vzw Natagora bevestigt dat het graven van zandontginningsputten in een landschap van de Haspengouwse hoogvlakte, waar de intensief genoemde landbouw overheerst, mooie kansen kan bieden voor wat betreft de natuurontwikkeling, dan wel tijdens de periode van zandontginning, maar ook daarna als de ontgonnen gronden een andere bestemming zullen krijgen;

Overwegende dat het ontginningsontwerp inderdaad een wezenlijke aanwinst zal vormen voor het bestaande biologisch evenwicht; dat er aldus, met enkele voorzorgsmaatregelen die de vergunning kan opleggen, geen enkele beduidende negatieve impact verwacht wordt voor fauna en flora; dat de nieuw aangelegde ruimte integendeel gunstiger zal zijn voor de faunabewegingen en nieuwe beschermde soorten zou kunnen opvangen, in het bijzonder in de volgende taxonomische klassen : kikkerachtigen, reptielen, insecten, vaatplanten en vogels; dat het ontwerp het herstel van de zandwanden mogelijk zal maken (zij waren minder aantrekkelijk geworden, met name in de Pas-de-Chien) en de kans zal bieden nieuwe aan te leggen;

Overwegende dat het risico op overwoekering van het ontginningsgebied door meerdere soorten woekerplanten reëel is; dat meerdere maatregelen ervoor zouden kunnen zorgen dat hun aanwezigheid, indien die niet volledig uitgeroeid kan worden, toch aanvaardbaar blijft ten opzichte van de biologische risico's; dat de vergunning dergelijke voorwaarden zal kunnen opleggen;

Overwegende dat de procedure voor de wijziging van het gewestplan niets te maken heeft met de hinder door de verlichting in het parkeerterrein voor vrachtwagens in het centrum van Gistoux;

Overwegende dat de overwogen ontginning in diepte beperkt zal worden tot een twee meter boven de grondwaterlaag; dat er bijgevolg geen enkel ander vochtig gebied zou moeten ontstaan in de bodem van de zandput;

8. Nabijheid van de Natura 2000-locatie

Overwegende dat enkele bezwaren betrekking hebben op de nabijheid van de Natura 2000-locatie;

Overwegende dat bezwaarindieners wijzen op het bestaan van een Natura 2000-locatie in de nabijheid van de beoogde site; dat ze ervoor vrezen dat dit gebied bedreigd wordt; dat ze vaststellen dat de impact op de vrijwaring van habitats en soorten niet omschreven is;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich afvragen hoe het staat met de buffergebieden; dat ze opperen dat de voorgestelde buffers ondoeltreffend zijn; dat het ontginningsgebied te dicht bij het Natura 2000-gebied ligt; dat er minstens 25 m nodig is als buffergebied; dat ze vragen hebben bij de gepaste, uit te voeren bescherming; dat ze verzoeken om een vrijwaringsomtrek voor het Natura 2000-gebied;

Overwegende dat enkele bezwaarindieners melden dat het Natura 2000-gebied en de locatie « Sept Sources » niet genoeg « beschermd » zouden worden door het effectenonderzoek;

Overwegende dat de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening van Chaumont-Gistoux acht dat het ontginningsgebied, zoals bepaald in het huidige project, zeer dicht bij het Natura 2000-gebied en de bestaande waterbronnen ligt; dat het voorgestelde buffergebied 10 meter bedraagt i.p.v. 25 en 10 meter in de oorspronkelijke versie; dat die commissie acht dat het buffergebied weer van de 10 naar de 100 meter moet (de dwingende Natura 2000-voorwaarden naleven en teruggaan naar het besluit uit 2003);

Overwegende dat het College van Chaumont-Gistoux in zijn advies van 29 maart 2010 erop wijst dat de uitbreiding zich in de onmiddellijke nabijheid van het Natura 2000-gebied « Vallée du Train » bevindt en dat het voorziene ontginningsgebeed zelfs tot in het noordwesten tot de bosrand reikt; dat de beek « Papeteries » die zich daar bevindt de grondwaterlaag in het Brussels zand draineert; dat het water uit de grondwaterlaag aldus, in het westelijk deel van het verzochte gebied, naar het Natura 2000-gebied stroomt; dat de bron van de beek « Papeteries » zich op ongeveer 200 meter stroomafwaarts van het toekomstige ontginningsgebied bevindt; dat die grondwaterlaag aldus de bronnen van de « Ry des Papeteries » bevoorraadt, in welke beek het water klaar en van goede kwaliteit is en waar er een populatie beekforellen en een populatie donderpadden, beschermde soort, huizen; dat de vochtige milieus langs de beekoevers ter hoogte van het samenstromen van de « Ry des Papeteries » en de « Train » eveneens deel uitmaken van

het Natura 2000-gebied; dat de bestaande bronnen en die beek in een bosgebied gelegen zijn dat een rijke avifauna telt; dat de bevoorrading van de bronnen van de « Ry des Papeteries » en de vochtige gebieden in Corroy-le-Grand bedreigd kunnen worden;

Dat volgens de gemeente Chaumont-Gistoux de omtrek van het ontginningsgebied te dicht bij de grenzen van het Natura 2000-gebied ligt, met name in het noordwestelijk deel; dat het beschermingsgebied van de bronnen en de nieuwe natuurgebieden veel te smal zijn om als doeltreffende beschermde buffergebieden te dienen; dat vastgesteld moet worden dat de afstand tot het Natura 2000-gebied varieerde van 100 meter naar 25, dan naar 10 zonder passende verantwoording; dat het bestaande gebied dat niet voor ontginning bestemd is in het voorontwerp en bij het ontwerp in de nabijheid van het Natura 2000-gebied werd gevoegd van het overwogen ontginningsgebied uitgesloten moet worden;

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux acht dat die uitbreiding van het ontginningsgebied het Natura 2000-gebied in gevaar dreigt te brengen;

Overwegende dat de locatie « Sept Sources » eerst en vooral niet gelokaliseerd kan worden daar die benaming te vaag is; dat er vanuit kan worden gegaan dat het een locatie betreft die in de Natura 2000-omtrek ligt, naast de omtrek van deze gewestplanherziening;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor de herziening van het gewestplan het belang onderstreept van de nadering van het ontginningsgebied op het Natura 2000-gebied, bevestigd in het besluit van 27 mei 2009 : « de aanwending van die gronden voor zandontginning zou op termijn kunnen bijdragen tot de mindere impact van de intensieve landbouw op het Natura 2000-gebied op voorwaarde dat die gronden na afloop van de ontginning verbonden worden aan het naburige Natura 2000-gebied met het oog op een teruggave aan de natuur » (eff.ond., fase II, blz. 94);

Overwegende dat het effectenonderzoek erop wijst dat de « toevoeging van de oppervlakte in het westelijke en noordwestelijke deel van het project neerkomt op een voortschrijden van het ontginningsfront naar het Natura 2000-gebied. Die voorwaartse beweging werd onderzocht om te voorkomen dat er een voorkomingsomtrek, liggend om het bos opgenomen als Natura-gebied, ingenomen wordt.

De volgende voortgang heeft de bepaling van deze voorkomingsomtrek mogelijk gemaakt :

- Bepaling van een voorkomingsomtrek rond de beek des Papeteries : die omtrek is door het kantoor Géobel Conseil (2004) berekend op grond van de criteria bepaald voor de bescherming van de waterwinningen. Het bepaalde gebied wordt binnen het Natura-gebied opgenomen, met uitzondering van enkele overlopen van maximum 50 m op de oostelijke rand. De afstand tussen de beek en de voorkomingsomtrek varieert van 170 m (in het zuiden) tot 200 m (in het noorden);

- Uitbreiding van de berekende voorkomingsomtrek tot het oostelijke en zuidoostelijke gedeelte van het Natura-gebied : de afstand van 170 m tussen de beek en de voorkomingsomtrek IIb (nota : nabijgelegen voorkomingsgebied) is in het zuidelijke gedeelte van het Natura-gebied teruggeplaats langs de grens van het bos. Het uiterste zuidoosten van het Natura-gebied dat met een weide overeenstemt en dat waarschijnlijk opgenomen is als Natura-gebied om het hoofd van het valletje des Papeteries te beschermen, is ook opgenomen in de voorkomingsomtrek van het Natura 2000-gebied;

- Voortschrijden van het ontginningsfront naar het Natura 2000-gebied : die voorwaartse beweging werd bepaald om zich op de grens van het voorkomingsomtrek van het Natura-gebied te bevinden (eff., fase II, blz. 94-5);

Overwegende dat volgens het effectenonderzoek, « de handhaving van de ontginning achter die omtrek betekent dat er geen risico's zijn dat een besmetting zich via het ondergrondse water uitbreidt en de beek des Papeteries bereikt. In geval van productverlies onderaan de put waarborgt die handhaving immers :

- dat de technische middelen die nodig zijn voor de terugwinning van het in de zand aanwezige product toepasselijk zijn. Het afgraven van besmette gronden door middel van laadmachines is immers niet denkbaar in een beschermd Natura 2000-gebied;

- de tijd die nodig is voor de uitvoering van de technische middelen voor de terugwinning van het product voldoende is » (eff., fase II, blz. 107);

Dat volgens de auteur van het onderzoek, en om te voldoen aan de omtrek die oorspronkelijk werd aangehouden in het voorontwerp dat bepaalde dat « een minimale afstand van 100 m tussen de westelijke grens van het aangevraagde ontginningsgebied en de Natura 2000-omtrek uit voorzorg moest worden gehouden om elk risico voor verontreiniging of elk hydrogeologische dwang tegen die omtrek te voorkomen, erop gewezen dient te worden dat het onderzoek vermeldt dat « deze afstand van 100 m zuiver willekeurig is. Een beschermingsomtrek is in het kader van het effectenonderzoek vastgesteld (eff.ond., fase II, blz. 102); dat het precies die omtrek is die de bepaling van het ontginningsgebied aangehouden in het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige goedkeuring van de herziening van het plan, teweeggebracht heeft;

Overwegende dat het effectenonderzoek in termen van besluiten en aanbevelingen benadrukt dat de opening van nieuwe ontginningsgebieden de beperking van de landbouwkundige oppervlakten en tegelijkertijd de verhoging van de oppervlakten die beschikbaar zijn voor fauna en wilde flora als gevolg zal hebben; dat dit immers een verhoging van de eenmalige ecologische waarde van de site en de omgeving ervan als gevolg zal hebben;

Overwegende dat de opneming van een ontginningsgebied zoals bedoeld in deze herziening geen relevante impact zal hebben op het Natura 2000-gebied voor zover de vergunning voor de ontginning van de afzetting en de aanhorigheden van de zandgroeve het beheer van de uitgegraven aarde, de taluds en de ontginningsfronten, de nieuwe toenames van exotische plantensoorten, de diepte van de ontginning (diepteligging), het gebruik van koolwaterstoffen op precieze en nauwkeurige wijze waarborgt;

Overwegende dat de door deze herziening van het gewestplan teweeggebrachte ontginning geen verontreinigende neerslag als gevolg zal hebben;

Overwegende dat het effectenonderzoek bepaalt ook dat de liggingsvariant 1b die erin bestaat de Natura 2000-omtrek te naderen, ook kan bijdragen tot de mindere impact van de intensieve landbouw op het Natura 2000-gebied op voorwaarde dat die gronden na afloop van de ontginning verbonden worden aan het Natura 2000-gebied met het oog op een teruggave aan de natuur;

Overwegende dat het effectenonderzoek erop wijst dat verschillende inrichtingen van die gronden na ontginning de Natura 2000-site kunnen versterken via een verhoging van zijn biologische belang;

Overwegende dat de toenadering van de ontginningsactiviteit van zijn oostelijke-zuidoostelijke rand, zoals voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek, een bufferzone van 6,5 ha tussen het ontginningsgebied en het Natura 2000-gebied zou laten; dat die bufferzone wegens het verlaten van de landbouwactiviteit als natuurgebied zou worden bestemd; dat die bufferzone zo niet de ontwikkeling van het Natura 2000-gebied, dan toch de waarborg van zijn duurzaamheid dus zou bevorderen;

Overwegende dat de juiste afbakening (uitgestrektheid, ligging, inrichting,...) van die bufferzone onderzocht zal moeten worden door het effectenonderzoek voor de aanvraag om eenmalige vergunning met het oog op de ontginning van de site zodat die aanvraag indien nodig het Natura 2000-gebied nog meer bevestigt;

9. Nabijheid van een woongebied

Overwegende dat bezwaarindieners het bestaan van een woongebied in de nabijheid van de bedoelde site aan het licht brengen;

Overwegende dat, zoals benadrukt, het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de zorgen in termen van beperking van de impacten van de ontginning op de habitat een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat het hier verrichte effectenonderzoek onderstreept dat « de betrokken gronden zich op een afstand van + of - 400 meter van de dichtstbij gelegen woonkernen in het oosten en het noorden van de site bevinden. Deze bebouwde gebieden worden op het grondgebied van de gemeente Chaumont-Gistoux opgenomen. (...) een nog niet-uitgevoerde gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, ligt op + of - 100 meter ten noorden van de noordelijke grens van het geplande ontginningsgebied en ligt rechtstreeks naast het geplande natuurgebied » (eff. Ond., fase II, blz. 33); dat dit natuurgebied bij besluit van 27 mei 2009 concreet is geworden;

O Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan immers de volledige omtrek van de « Pas de Chien » als natuurgebied en het overlopende gedeelte van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is in het zuiden van de « Chemin des Cressoinnières » heeft opgenomen, waarbij een bufferzone tussen het gebied van het project en het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, daardoor in het noordoosten is opgericht; dat zoals hieronder vermeld, de ontginning niet vóór de uitwerking en de uitvoering van een beheersplan van de volledige site bovendien zal kunnen beginnen;

Overwegende dat de Regering haar standpunt bevestigt;

10. Beschermd erfgoed

Overwegende dat bezwaarindieners het bestaan van monumenten van het erfgoed in de nabijheid van de bedoelde site aan het licht brengen;

Dat een bezwaarindieners ook erop wijst dat interessante overblijfselen van een Gallo-Romaanse villa onder de reserveringsomtrek (traject nr. 4) zijn gevonden en het voorwerp hebben uitgemaakt van wetenschappelijke bekendmakingen;

Overwegende dat, zoals benadrukt, de bezwaren betreffende het beschermde erfgoed eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende de bescherming van het beschermde erfgoed een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat het effectenonderzoek bepaalt : « de in aanmerking genomen omtrek is betrokken bij geen enkele site of beschermd goed. Een monument en een beschermd site bevinden zich nochtans op een afstand van minder dan 900 meter van het zuidelijke uiteinde van het ontginningsgebied van het voorontwerp. Het gaat om twee tumuli en de omgeving ervan » (eff. Ond., fase II, blz. 33);

Overwegende dat volgens het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, van de Waalse Overheidsdienst, Dienst Archeologie, Directie Waver, 6 kwetsbare gebieden van de Romeinse bezetting in de omgeving van het project zijn geteld; « Twee van die gebieden worden gedeeltelijk in het gebied van het project opgenomen. Het gaat om een Romaanse verkeersweg met al dan niet afgesloten grafheuveltjes, die in de richting van de vicus van Tourinnes-Saint-Lambert gaat. De omtrek van het voorontwerp wordt in zijn zuidelijke uiteinde opgenomen in een getelde omtrek voor archeologische opgraving. De Romaanse verkeersweg loopt langs de omtrek van het voorontwerp in het zuidoosten en doorkruist het noordoostelijke gedeelte om in het noorden naar Gistoux verder te gaan. In het zuidelijke gedeelte loopt die weg of zijn omgeving het gevaar om in het kader van de ontginning van de zandgroeve te verdwijnen. Andere getelde omtrekken zouden ook bij het project betrokken zijn. De door de aanvrager bepaalde nieuwe trajecten worden immers opgenomen in wegen die getelde sites doorkruisen » (eff.ond., fase II, blz. 83);

Overwegende dat daar het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het zuidelijke uiterste van het gewestplan van de omtrek van de herziening heeft uitgesloten, het gebied betrokken bij de al dan niet afgesloten grafheuveltjes geen deel uitmaakt van het project;

Overwegende dat daar het om de Romaanse verkeersweg gaat, de omtrek van de herziening van het gewestplan langs de chemin de Tourinnes in Waver loopt; dat die weg waarvan de grondslag reeds bij de verkaveling omgewerkt is, niet gesloopt maar daarentegen beschermd zal worden door een vrijboord dat in de vergunningsaanvraag opgenomen en beoordeeld zal worden;

Overwegende dat zoals hierboven vermeld, de dienst Archeologie van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Buitendirectie van Waals Brabant, in zijn brief van 13 januari 2005 onderstreept dat « De Dienst Archeologie in het Waals Brabant bijzonder waakzaam zal zijn » en dat « aan de exploitatie van die gebieden onvermijdelijk prospectie-, proefborings- en opgravingswerken zouden voorafgaan » (bijlage IV.1.2., eff., fase II);

Overwegende dat zoals hieronder vermeld, het in het effectenonderzoek bedoelde traject en de aanleg van een knooppunt niet meer gepland zijn; dat het archeologisch erfgoed dat ter hoogte daarvan bestaat, behouden zal worden;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek hoe dan ook aanbeveelt dat de opgravingen vóór de ontginningsfase uitgevoerd moeten worden op de bekende gebieden met een patrimoniaal belang, die het risico lopen om te verdwijnen; dat die opgravingen door de bevoegde diensten van het Waalse Gewest verricht moeten worden; dat het nodig is om een contact met de Dienst Archeologie van het Waalse Gewest voor het begin van de ontginningswerken op te nemen zodat deze dienst erkenningsopgravingen kan uitvoeren ter hoogte van de kwetsbare gebieden die een archeologisch belang zouden kunnen hebben (eff.ond., fase II, blz. 106);

11. Mobiliteit

Overwegende dat talrijke bezwaren betrekking hebben op de mobiliteit; dat ondermeer de verdwijning van sommige trage wegen binnen het nieuwe ontginningsgebied, de verkeersveiligheid en het tracé van de nieuwe verbindingsweg die in het effectenonderzoek voorgesteld wordt ter sprake gebracht worden;

11.1. Verdwijning van de wegen in het nieuwe ontginningsgebied

Overwegende dat sommige bezwaarindieners gewag maken van de te beschermen omgeving (traag verkeer);

Overwegende dat de bezwaarindieners afkeuren dat sommige trage wegen (gemeentewegen) zullen verdwijnen en dat daardoor het voetgangers- of fietsenverkeer tussen dorpen (of naar de scholen) belet zal worden; dat zulks, volgens hen, zou indruisen tegen het beleid van het Waalse Gewest tot bevordering van het fietsen- en padengebruik; dat ze doen opmerken dat er minstens voorzien moet worden in alternatieve wegen langs het ontginningsgebied; dat dit per slot van rekening zou leiden tot de afzondering van de 4 dorpen waar het project overwogen wordt; dat sommige bezwaarindieners de verdwijning van buurtwegen en -paden, met als enig voorstel de inachtneming van de deklasseringsprocedure, betreuren; dat ze benadrukken dat het intergemeentelijke mobiliteitsplan van Walhain pleit voor de « gerichte herbestemming van sommige secties van landelijke wegen en voor de inrichting ervan zodat ze weer een functie van verkeerscollector kunnen vervullen ten bate van de ontlasting en de beveiliging van dicht bewoonde wegen, of voor het herstel van verbindingen tussen dorpen (bijv. naar Corroy-le-Grand) »;

Overwegende dat de omwonenden verzoeken om de inachtneming en de renovatie van de kavelwegen; dat ze kritiek leveren op het feit dat de bestaande kavels door een private as doorkruist zullen worden en in een doodlopende weg zullen terechtkomen; dat ze vrezen voor het verval en de verdwijning van de trage wegen gedurende 30 jaar; dat ze zich zorgen maken over het lot van de landbouwers die dagelijks gebruik maken van de wegen die ontoegankelijk voor het publiek gemaakt zullen moeten worden;

Overwegende dat de omwonenden de nadruk leggen op het feit dat de verbinding tussen Corroy-le-Grand en Libersart een verkeersverbinding voor landbouwdoeleinden moet blijven (noodzakelijke bouw van een brug als compensatie, of afsluitingssysteem);

Overwegende dat verschillende bezwaren betrekking hebben op de trage verkeerswegen, de kavelwegen, enz.;

Dat de voorgestelde verschillende tracés volgens hen effecten zouden hebben op het verkeer van de trage en/of plaatselijke gebruikers en op het pendelverkeer; dat geen van de vier bevredigend zou zijn;

Overwegende dat uit het effectonderzoek blijkt dat verschillende wegen binnen het ontginningsgebied van het voorontwerp liggen of eraan grenzen en dat « De exploitatie van de zandgroeve volgens de in het voorontwerp afgebakende omtrek de verdwijning van het noordelijke gedeelte van de weg tussen Libersart en Gistoux tot gevolg zou kunnen hebben. Insgelijks zou ook het weggedeelte van Mettemembrulé tussen voornoemde weg en het Natura 2000-gebied in het Westen kunnen verdwijnen. Het is mogelijk om het gebied in exploitatiefasen op te delen om de weg tussen Libersart en Gistoux te behouden. Het gebruik van die wegen door het publiek kan tijdens de ontginnings- en herinrichtingsfasen echter niet gegarandeerd worden om veiligheidsredenen i.v.m. de exploitatie » (EIP, Fase II, p. 82);

Overwegende dat de tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp van deze gewestplanherziening uitmaakt de verplichting zal inhouden tot naleving van de procedures tot uitbreiding, rechtstrekking, opening en afschaffing van buurtwegen bepaald bij de wet van 10 april 1941 op de buurtwegen;

Overwegende dat bij die gelegenheid rekening gehouden zal moeten worden met de meest geschikte formule om in te spelen op de behoeften inzake mobiliteit, meer bepaald de trage mobiliteit tussen verschillende dorpen en gehuchten gelegen in de omgeving van de locatie;

Overwegende dat het geplande ontginningsgebied gedekt is door een verkavelingsplan voor Tourinnes-Saint-Lambert dat in oktober 1977 is goedgekeurd;

Overwegende dat de gestelde vraag betrekking heeft op het verband tussen een gewestplan dat herzien wordt en een landelijke verkavelingsomtrek die van kracht is;

Overwegende hoe dan ook dat de geplande verbindingroute de verkavelingswegen binnen het gebied geenszins zal verstoren;

Dat die vraag onderzocht werd in het kader van de opeenvolgende hervormingen van het « CWATUPE » van 1997 en 2002;

Dat in de oorspronkelijke versie ervan, die voortvloeit uit het decreet van 27 november 1997 en op 1 maart 1998 in werking getreden is, artikel 46, tweede lid, 4^o, van het « CWATUPE », waarin de inrichtingsbeginselen vastliggen waaraan de gewestplanherzieningen onderworpen worden, bepaald dat « de opneming van een nieuw bebouwingsgebied onverenigbaar is met het behoud van een oppervlakte voor wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen »;

Dat die regel in verband gebracht moest worden met artikel 40 van het « CWATUPE », in de toenmalige versie ervan; dat die bepaling daadwerkelijk de mogelijkheid gaf – het was geen verplichting – om o.a. de omtrekken voor wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen in overdruk in het gewestplan op te nemen;

Overwegende dat het decreet van 18 juli 2002 « tot optimalisering van het CWATUPE » de regel gewijzigd heeft;

Dat ten eerste niet meer voorzien wordt om de omtrekken voor wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen in overdruk in het gewestplan op te nemen;

Dat ten tweede de regel van artikel 46, tweede lid, 4^o, van het « CWATUPE » is gewijzigd; dat de regel op 1 oktober 2002 inhield dat de herziening van het gewestplan door de opneming van een nieuw bebouwingsgebied geen schade mocht toebrengen aan de effecten van de beschermingsomtrekken bedoeld in het « CWATUPE » of in de overige wetteksten; dat dit ook de omtrekken voor wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen dekt;

Dat die wijziging als logisch gevolg heeft gehad uitdrukkelijk in het « CWATUPE » te benadrukken dat de rechtstoestand waarvan de analyse het voorontwerp van gewestplan rechtvaardigt ondermeer de omtrekken beoogt die in het « CWATUPE » of in andere wetteksten bedoeld worden (art. 42, eerste lid 1^{er});

Dat het decreet RESA van 3 februari 2005, dat in werking is op 11 maart 2005, artikel 46, § 1, tweede lid, 4^o, heeft opgeheven; dat die opheffing gegrond is als volgt :

« (...) het vierde lid van artikel 46 (...) belet het Gewest om over te gaan tot de in artikel 1 van het Wetboek bedoelde arbitrage die hem opgelegd wordt bij elke gewestplanherziening. De tekst ingevoerd bij het decreet van 18 juli 2002, indien hij vasthoudt aan het beginsel van de cumul van politie en, bijvoorbeeld, een gewestplanherziening belet die schade toebrengt aan een locatie beschermd overeenkomstig een andere wetgeving of bepaalt dat het onmogelijk is de gewestplanherziening te overwegen om een grote infrastructuur of een bedrijfsruimte te creëren vanwege het bestaan van een Natura 2000-locatie, is overduidelijk in tegenstrijd met de doelstellingen bedoeld in artikel 1 van het Wetboek, dat bepaalt dat « de gewestelijke en gemeentelijke autoriteiten op duurzame wijze inspelen op de sociale, economische, patrimoniale en milieubehoefte van de gemeenschap door het kwalitatieve beheer van het levenskader, door een spaarzaam gebruik van de grond en van zijn hulpbronnen en door de bescherming en de ontwikkeling van het cultureel, natuurlijk en landschappelijk erfgoed » .

« Dit houdt immers in dat alle menselijke, sociale, economische, culturele en milieubezorgdheden op gelijke voet geplaatst moeten worden, zonder overwicht van de ene of de andere, waarbij de definitieve keuze, namelijk de arbitrage door de Regering, gegrond kan worden op ondermeer de resultaten van het effectonderzoek dat voortaan gepaard moet gaan met de herziening van het gewestplan » (Waals Parl., 74(2004-2005)-Nr. 1, p. 29);

Overwegende dat de afdeling wetgeving van de Raad van State zich vragen gesteld heeft omtrent de conformiteit van de opheffing van artikel 46, § 1, tweede lid, 2, 4^o, van het « CWATUPE » ten opzichte van artikel 23 van de Grondwet en van de verplichting tot standstill die daaruit voortvloeit (Waals Parl., 74(2004-2005)-Nr. 1, p. 84); dat de Raad van State het gebrek aan uitleg gewraakt heeft omtrent de redenen die die opheffing rechtvaardigen; dat de hieronder weergegeven tekst het antwoord van de Regering is op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State;

Dat kortom, indien men de geest van het « CWATUPE » in acht neemt, niets belet dat het gewestplan herzien wordt om er een ontginningsgebied in plaats van een landbouwgebied in op te nemen, ondanks het bestaan van een omtrek voor de wettelijke verkaveling van landelijke goederen die nog steeds van kracht is, ook al was de verkaveling niet afgesloten;

Overwegende dat artikel 42 van het « CWATUPE » desalniettemin bepaalt dat de Regering rekening moet houden met alle bestaande omtrekken;

Dat het effectonderzoek in dit geval wel degelijk rekening gehouden heeft met het bestaan van de verkavelingsomtrek van Tourinnes-St-Lambert die is goedgekeurd in oktober 1977 (EIP, Fase II, p. 154);

Overwegende dat de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain in het kader van de openbare onderzoeken alternatieve routes hebben voorgesteld;

Overwegende dat de Regering de auteur van het onderzoek verzocht heeft om de opstelling van een onderzoeksnota betreffende de voorstellen die de gemeenten tijdens het openbaar onderzoek hebben geformuleerd; dat de auteur van het onderzoek in die nota elk van beide varianten volgens nauwkeurige criteria heeft geanalyseerd en verbeteringsmaatregelen heeft voorgesteld;

Overwegende dat die analyse, voor zover nodig, een traject A bis heeft helpen uitstippelen waarbij de verrichte verkaveling zo goed mogelijk in aanmerking genomen wordt, rekening houdend met de noodzaak tot beperking van de onderbreking van de landbouwpercelen en van de landbouwgrondoverschotten die moeilijk exploiteerbaar zouden worden;

11.2. Verkeersveiligheid in de omgeving

Overwegende dat, wat de verkeersveiligheid betreft, sommige omwonenden erop wijzen dat de zebrapaden zeldzaam zijn op de « chaussée de Huy »; dat ze de nadruk leggen op de noodzaak van een zebrapad tussen de bakkerij La Grange en het parkeerterrein van de kerk; dat ze meer snelheidsbrekers vragen op de « chaussée de Huy »;

Overwegende dat verschillende omwonenden beweren dat zich daar al dodelijke ongevallen voorgedaan hebben; dat ze wijzen op het in gevaar brengen van de openbare veiligheid alsook op de ongevallenrisico's; dat ze de niet naleving van de wegcode door de vrachtwagens aan de kaak stellen;

Overwegende dat de omwonenden ervoor vrezen dat de wegen beschadigd en bevuild worden en dat het openbaar wegennet niet aangepast is; dat ze benadrukken dat de exploitant financieel moet bijdragen in het wegenonderhoud;

Overwegende dat de bezwaren benadrukken dat het onverstandig is te denken dat de weerslag op de mobiliteit beperkt zal worden, of dat bredere wegen niet door het publiek gebruikt zullen worden;

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux in haar advies van 29 maart 2010 wijst op de verkeersproblemen en de gevaren die, meer bepaald voor trage gebruikers, resulteren uit de combinatie van een belangrijk licht verkeer van het residentiële type met het zware vrachtvervoer i.v.m. de zandgroeven; dat die problemen bijzonder tot uiting komen in Gistoux maar ook langs de « chaussée de Huy » (N243) vanaf de N25 tot Chaumont;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan gewag maakte van het volgende :

« Gelet op het bestaan van verschillende gemeentewegen binnen of nabij de omtrek van het geplande ontginningsgebied; dat gedeelten van die wegen om veiligheidsredenen niet meer toegankelijk zullen zijn voor het publiek tijdens de fasen van exploitatie en herinrichting van het gebied »;

Overwegende dat de auteur van het effectonderzoek benadrukt heeft dat de aanleg van een nieuw traject om het centrum van Chaumont-Gistoux op de N243 te ontwijken voor de omwonenden alsmede voor de mobiliteitsstroom en de veiligheid op die openbare weg een wijziging met positieve en belangrijke effecten zou zijn (EIP, Fase II, p. 82);

Overwegende dat het effectonderzoek zodoende 4 mogelijke routes voor het vrachtverkeer heeft geanalyseerd; dat de Regering in het besluit van 27 mei 2009 tot aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het traject nr. 3, met name het « zuidelijke traject », via de pleisterplaats van Nil-Saint-Martin heeft aangehouden;

Overwegende dat de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain, zoals gezegd, in het kader van de openbare onderzoeken alternatieve routes hebben voorgesteld;

Overwegende dat de Regering de auteur van het onderzoek verzocht heeft om de opstelling van een onderzoeksnota betreffende de voorstellen die de gemeenten tijdens het openbaar onderzoek hebben geformuleerd; dat de auteur van het onderzoek in die nota elk van beide varianten volgens nauwkeurige criteria heeft geanalyseerd en verbeteringsmaatregelen heeft voorgesteld;

Dat die nota een variëte « Abis » heeft helpen uitstippelen waarbij het centrum van Chaumont-Gistoux en de N243 ontweken kunnen worden; dat de Regering die optie wil aanhouden;

11.3. Keuze van het tracé van de nieuwe verbinding

11.3.1. Algemeen

Overwegende dat de in het gewestplanontwerp voorgestelde route volgens sommige omwonenden van de ontginning verwijderd is; dat volgens hen een groter exploiteerbaar potentieel zich oostwaarts bevindt;

Overwegende dat verschillende omwonenden wensen dat de « chaussée de Huy » vermeden wordt en dat de toegang ertoe verboden wordt voor vrachtwagens en opleggers; dat sommige omwonenden willen verbieden dat langs het dorp Gistoux gereden wordt; dat ze ook willen voorkomen dat langs de « rue du bois Matelle » gereden wordt;

Overwegende dat de omwonenden zich afvragen wat er met de toegangen zal gebeuren na de exploitatie (afbraak, reconversie ?);

Overwegende dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux in zijn advies van 29 maart 2010 acht dat een globaal mobiliteitsplan het voorwerp van een onderzoek zou moeten uitmaken om dat project als geschikt te kunnen beschouwen, d.w.z. zonder opoffering van landbouwgronden en zonder aanzienlijke verkeersstroom in het centrum van het dorp en van het gehucht Manypré die niet geschikt zijn om die verkeersstroom op te vangen en waarvan het landelijke kader en het landschap verminkt zouden worden;

Dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux benadrukt dat alle vrachtverkeer op de N243 in rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de zandgroeven afgeschaft moet worden; dat zulks inhoudt dat een route aangelegd wordt waarlangs de vrachtwagens het zand kunnen wegvoeren;

11.3.2. De tracés 1, 2, 3 en 4 van de « EIP »

Overwegende dat meerdere bezwaren betrekking hebben op de tracés 1, 2, 3 en 4 die geanalyseerd werden in het onderzoek naar de milieueffecten van het plan;

Dat de omwonenden erop aandringen dat het bestaande tracé (variante 1; optie 0 in het effectonderzoek) meteen verworpen en vergeten wordt in de huidige toestand (op de « chaussée de Huy », N243a en afrit 10 van de E411); dat sommige onder hen beweren dat de huidige toestand toelaat om de hinder te delen en te beperken; dat ze ook beweren dat die toestand de kosten zou verminderen en dat er geen verkeersopstoppingen zouden zijn op de « chaussée de Huy » en op de N243a daar het kruispunt Picaute beveiligd zou kunnen worden d.m.v. een rotonde; dat ze erop wijzen dat degenen die langs een rijksweg wonen moeten weten dat er verkeer is; dat verschillende omwonenden doen opmerken dat de rijksweg (beter dan de verkavelingswegen) uitgerust is om dat vrachtverkeer op te vangen; dat ze zich

tot slot afvragen waarom het « Comité d'Acquisition » langs de N243a heeft onteigend om de weg uit te breiden en om de mobiliteit te vergemakkelijken tussen, enerzijds, de N243 en, anderzijds, de autowegoprit van Tourinnes-Saint-Lambert indien het niet is om de N243a te gebruiken;

Overwegende dat verschillende omwonenden denken dat de oplossingen 3 en 4 bevoorrecht zouden moeten worden; dat andere omwonenden daarentegen gekant zijn tegen de oplossingen 3 en 4; dat sommige omwonenden tot slot de weg van de « Pont Valériane » (N243a) willen ontwijken; dat sommige bezwaarindieners een rechtstreekse toegang tot de E411 voorstellen;

Overwegende dat bewaarindieners een nieuwe autowegafrit weigeren omdat er al genoeg zijn in de buurt en dat zulks onnodige uitgaven zou veroorzaken; dat ze de mening zijn toegedaan dat openbare investeringen gerationaliseerd zouden moeten worden;

Overwegende dat sommige omwonenden vinden dat een knooppunt het opofferen van nieuwe landbouwgebieden tot gevolg zou hebben; dat ze benadrukken dat gebruik gemaakt moet worden van de bestaande wegen om landbouwoverpervlakte uit te sparen en de verkavelde landbouwpercelen veel minder te versnipperen;

Overwegende dat een nieuw knooppunt volgens de omwonenden ook het risico zou inhouden dat een nieuwe weg erop aangesloten wordt om de N4 te ontlasten;

Overwegende dat sommigen erop wijzen dat een nieuw knooppunt in de streek van Nil onnodig zou zijn; dat men het met afrit 10 zou moeten stellen; dat ze betreuren dat het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst een negatief advies heeft uitgebracht i.v.m. een afrit op de pleisterplaats (verzadigd parkeerterrein);

Dat andere omwonenden geen nieuwe knooppunt wensen in Corroy-le-Grand maar wel in Nil-St-Vincent;

Dat ze doen opmerken dat een privé knooppunt een verbindingsbrug zou afschaffen en dat een openbaar knooppunt een niet te beheren sluijverkeer tot gevolg zou hebben; dat sommigen vreezen voor sluijverkeer via de « rues du Trichon » (er wordt overigens voorzien in verkeerslichten aan het kruispunt N4/Hayettes), « Saint-Vincent/Saint-Martin, Haute » en « de Spêche », met al de hinder die ermee gepaard gaat (ondermeer veiligheid);

Overwegende dat de omwonenden bovendien betreuren dat de wijziging tussen het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 en het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 niet met redenen omkleed is;

Overwegende dat verschillende omwonenden zich in de bezwaren afvragen of de nieuwe wegen en de knooppunt gemengd zullen zijn, enerzijds, en of de vrachtwagens de verkavelingswegen zullen gebruiken, anderzijds;

Overwegende, tot slot, dat het volgens sommige omwonenden verkeerd is te zeggen dat de steenhouwer brandstof zal kunnen uitsparen dankzij het voorgestelde traject;

Overwegende dat de omwonenden vreezen voor een toename van de hinder en van het dagelijkse verkeer (sluip- en transitverkeer, verkeersproblemen, opstoppingen in het centrum van Gistoux), met name via een nieuwe knooppunt;

Overwegende dat de bezwaarindieners doen opmerken dat het project niet alleen tegen het gemeentelijk structuurschema van Walhain ingaat, maar ook tegen het intergemeentelijke mobiliteitsplan waarvan Walhain deel uitmaakt;

Overwegende dat de « CCATM » van Chaumont-Gistoux in haar advies erop gewezen heeft dat « gelet op de talrijke knooppunten op de E411 tussen Walhain en Rosières (9 + 1 sur 16 km), de groep een nieuwe knooppunt zinvol noch nodig acht. (...) De groep stelt voor dat de nieuwe groeve via de N243a met de autoweg verbonden wordt, omdat die verbinding minder landbouwgrond vergt.

De – voor alle gebruikers – beveiligde inrichting van die verbinding moet volledig gedragen worden door de exploitant en is ook een voorwaarde voor de wijziging van het gewestplan « ;

Overwegende dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux in zijn advies van 29 maart 2010 aangeeft dat het niet past enkel vanuit een economisch oogpunt één autowegoprit boven een andere te verkiezen en dat, indien de E411 bereiken via de afrit 10 of een andere aan te leggen traject de beste oplossing is om de rust van de inwoners van Corroy en Tourinnes te bewaren, dan moet die oplossing bevoorrecht worden, ongeacht de door de aanvrager te dragen kostprijs;

Dat, nog steeds volgens het College, de verbinding met de E411 vanaf de brug van Nil of, bij voorkeur, bij de tiende afrit, opnieuw overwogen moet worden;

Overwegende dat een nieuw knooppunt noch zinvol noch nodig is, gelet op het groot aantal knooppunten tussen Walhain en Rosières; dat de noodzakelijke rechtstreekse toegang tot de E411 geen bijkomende opoffering van landbouwgronden eist en zich zo weinig mogelijk moet uitbreiden ten koste van de verkavelingswegen die dergelijk vrachtverkeer niet kunnen opvangen; dat vastgesteld moet worden dat de rechtvaardiging van de variëte 3 in het effectonderzoek gegrond is op een verkeerde bevattning van het gevaar voor sluijverkeer en van de kruisingen van 8 verkavelingswegen die niet in aanmerking genomen werden bij die beoordeling; dat het gemeentelijke mobiliteitsplan in aanmerking genomen had moeten worden; dat, bovendien, de aansluiting op de E411 via de afrit nr. 10 overwogen de meest geschikte oplossing is gezien de toekomstige oriëntatie van de exploitatie oostwaarts en de wil om de sluijroutes te beperken; dat de gedeeltelijke herziening hoe dan ook het tracé van de toegangswegen niet definieert, noch een specifieke route voorstelt;

Overwegende dat de gemeente Walhain in haar advies van 17 februari 2010, ingediend in het kader van het openbaar onderzoek, erop wijst dat het ontwerp tegenstrijdig zou zijn met de plaatselijke visie op het gebiedsontwikkelingsbeleid, meer bepaald voor zover de gemeente in haar ontwerp van structuurplan de bevordering van een duurzame mobiliteit en een vlottere toegankelijkheid tot de ruimtes en uitrustingen en een beter gebruik ervan nastreeft (de mobiliteit beheersen, de verplaatsingsvoorwaarden voor de zwakke gebruikers verbeteren, voor veilige verplaatsingen zorgen);

Overwegende anderzijds dat de gemeente benadrukt dat er een intergemeentelijk mobiliteitsplan van Chastre-Gembloux-Perwijs-Sombrefe en Walhain bestaat en dat de N243a opgenomen is in de actiefiches ervan, waarbij nader bepaald wordt dat « die weg op korte termijn volledig heringericht moet worden opdat zijn profiel aangepast kan worden aan zijn functie van toegang tot de autosnelweg. Ze moet ook met fietspaden uitgerust worden met het oog op de aanleg van de fietsroute van het leidend plan van de Directie Wegen van Waals Brabant « ;

11.3.3. Andere voorstellen van de bezwaarindieners

Overwegende dat verschillende bezwaarindieners andere tracés voorstellen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich afvragen waarom de steenhouwer het dorp Chaumont niet langs boven verlaat via Mettementbrule en Beaufays (max 300-400m door eigendommen), waarbij voorzien wordt in de aanleg van een rotonde om de toegang tot de N243 te beveiligen; dat dit de vrachtverkeer- en geluidshinder voor de omwonenden van Chaumont-Gistoux zou verminderen; dat zodoende gebruik gemaakt zou kunnen worden van de bestaande wegen en effecten op het landschap voorkomen zouden kunnen worden; dat, tot slot, de kosten makkelijk aan de exploitant opgelegd zouden kunnen worden;

Overwegende dat de bezwaarindieners beweren dat een vrijliggende rechtstreekse toegang tot de « chaussée de Huy » nodig is;

Overwegende dat de omwonenden zich afvragen waarom er niet voorzien zou kunnen worden in een private toegangsweg tot de autoweg (cfr Gralex in Beez); dat ze de bouw van een private verbindingsweg nodig achten;

Overwegende dat uit het effectonderzoek blijkt dat het gemiddeld vrachtverkeer i.v.m. het zandvervoer en de van de zandgroeve afhankelijke activiteiten die op de locatie « Al Brule » plaatsvinden goed is voor 1000 à 1200 bewegingen per dag op de N243 (EIP, Fase II, p. 75) en dat « de opnemings van een nieuw ontginningsgebied geen toename van dat vrachtverkeer tot gevolg zal hebben maar dat ze het alleen maar in stand zal houden, dat het nieuwe ontginningsgebied geen noemenswaardige nieuwe effecten kan hebben op de mobiliteitsstroom van de gebruikte wegen »; dat de aanleg van een nieuwe route om het centrum van Chaumont-Gistoux op de N243 te kunnen ontwijken een wijziging met belangrijke positieve effecten zou zijn voor de omwonenden, de mobiliteitsstroom en de veiligheid op die openbare weg (EIP, Fase II, p. 82); dat, gezien de zwakke punten van het bestaande tracé en de daaruit voortvloeiende hinder, het dus gegrond was de huidige route te verwerpen en naar varianten met meer troeven te zoeken;

Gelet op de varianten voorgedragen door de gemeenten na het openbaar onderzoek, alsook op de nota van 19 juli 2010 van het Departement Netwerk van Henegouwen en Waals Brabant, Directie Wegen van Waals Brabant, van de Waalse Overheidsdienst waarin die twee nieuwe tracés voor de toegang tot de steengroeve (namelijk de tracés « A » en « B ») geanalyseerd worden;

Overwegende dat de route A in het zuiden vertrekt van de plaats « Les Turluttes » naar de N243a en vervolgens naar het knooppunt nr. 10 van de E411; dat de route B in het noorden vertrekt van de plaats « Les Turluttes » naar de N243 en vervolgens naar het knooppunt nr 10 van de E411 via de N243a;

Overwegende dat de analysesnota betreffende die voorstellen, die door de auteur van het effectonderzoek opgemaakt werd op verzoek van de Regering, gewezen heeft op de mogelijkheden van het grondgebied dat bij de 2 routes betrokken is (landbouwactiviteiten, mobiliteit, fauna, flora, biodiversiteit, levenskwaliteit, habitat); dat de auteur vervolgens de analysecriteria voor beide routes heeft uitgelegd; dat hij zodoende beide varianten heeft kunnen vergelijken aan de hand van een tabel en hun voor- en nadelen aan het licht heeft kunnen brengen;

Overwegende dat de auteur daaruit afleidt :

« Het belang van de variante A bestaat vooral in de lengte van het (globaal kortere) traject tussen de zandgroeve en het knooppunt. Het zal dus attractiever zijn voor het vrachtverkeer van de steengroeve. Het verschil met het traject B bedraagt 1 km. Dat verschil heeft een weerslag op een reeks criteria zoals de uitvoeringskosten, de onderhoudskosten, het brandstofverbruik, enz. Daarentegen houden de voornaamste nadelen van die variante A verband met de weerslag op de landbouw omdat de lengte van het « vrijliggende » tracé groter is dan voor de variante B, enerzijds, en met de positionering van het tracé op twee gemeenten, waardoor het beheer van het dossier ingewikkelder wordt, anderzijds. Doorgaans wisselen de voor- en nadelen van de variante B af ten opzichte van die van de variante A.

Er dient te worden opgemerkt dat de weerslag op de landbouw aanzienlijk blijft in beide gevallen. Beide tracés veroorzaken immers aanzienlijke onderbrekingen van het perceelsgewijze plan en genereren talrijke restoppervlakten die aan de landbouw onttrokken zullen worden. Dit is voornamelijk te wijten aan de curven van beide tracés die in strijd zijn met het eerder rechthoekige karakter van het perceelsgewijze landbouwplan.

Bovendien pleiten twee niet te verwaarlozen factoren die niet in de vergelijkingstabel opgenomen zijn voor de variante A :

- Het traject A zou makkelijk als toegangsrouten gebruikt kunnen worden voor de economische activiteiten die zich in het ontginningsgebied hebben ontwikkeld (zone « Al Brul ») en waarvan het noordwaartse vrachtverkeer nu het dorp Chaumont-Gistoux doorkruist. De variante B daarentegen is minder direct en dus minder attractief voor dat vrachtverkeer.

- Zoals blijkt uit de kaart van de zandafzetting die door de Universiteit van Luik is opgemaakt (...), bevindt een belangrijk deel van de voorraden zich in het zuidwesten van het geplande ontginningsgebied. De lokaliserings van de weg volgens de variante B versnipperd de afzetting en dwingt op aanzienlijke wijze tot een toekomstige exploitatie van die reserve. De variante A, gelokaliseerd in het zuiden, biedt de mogelijkheid om een op lange termijn interessanter exploitatiepotentieel te behouden » (Analyse van de voorstellen van de gemeenten – SA Pissart – Nov. 2010, p. 15);

Overwegende dat de auteur van de analysesnota erop wijst dat het uitgangspunt van de zandgroeve zich in beide varianten op de plaats « les Turluttes » bevindt, ter hoogte van het verkeerspunt tussen de weg die de zandgroeve doorkruist (weg van Tourinnes naar Gistoux) en de weg die langs de zandgroeve loopt in het oosten (weg van Sart-Risbart naar Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin); dat de plaatsbepaling van die uitgang gegrond is indien men van plan is gebruik te maken van de aardebaan van de bestaande gemeentewegen als grondslag voor de aanleg van de wegen; dat hij benadrukt dat dat uitgangspunt in het kader van het effectonderzoek om die reden aangehouden werd en omdat aanbevolen wordt de te verhuizen installaties op die plek te vestigen; dat er in geval van aanleg van een nieuwe verbindingsweg tussen de zandgroeve en de RN243 of de RN243a buiten de gemeentewegen geen objectieve reden is om de uitgang van de zandgroeve precies op die plek te behouden;

Overwegende dat de auteur van de analysesnota verbeteringsmaatregelen heeft voorgesteld op basis van de volgende criteria :

- de versnippering van de landbouwpercelen beperken,
- de restoppervlakten afschaffen,
- de onderbreking van gemeentewegen voorkomen,
- de lengte van het traject en, bijgevolg, de innemingen beperken;

Dat een alternatief tracé Abis voor het traject A uitgestippeld kon worden; dat dat alternatieve tracé vertrekt van het uiterst zuidoostelijke punt van het exploitatiefront, de gemeenteweg verlaat om de velden te doorkruisen tot de N243a, eerst de landbouwweg die als schakel dient tussen de N243 en de plaats « Les Gorlettes » en vervolgens de landbouwweg die de N243 (kruispunt Saint-Bavon) met het dorp Libersart verbindt; dat het traject verder aansluit op de N243a en op de afrit nr. 10 van de E411;

Overwegende dat uit de analysesnota blijkt dat de variante Abis de volgende voordelen biedt :

- de lengte van het tracé bij het doorkruisen van de landbouwgronden is beperkt maar blijft groter dan die van de variante B (1.962 m voor de variante A, 1.848 m voor de variante A bis en 1.632 m voor de variante B). Deze beperking is voornamelijk aan de verplaatsing van het vertrekpunt van het traject te wijten;

- wegens de aanpassing van het tracé aan het perceelsgewijze plan van de exploitaties, is de weerslag inzake landbouwersnippering duidelijk kleiner t.o.v. van de varianten A en B;

- ook het aantal (moeilijk te exploiteren) landbouwgrondoverschotten vermindert t.o.v. van de varianten A en B;

- daar het « vrijliggende » tracé korter is, kan ook de immobilisatie van de terreinen beperkt worden (18.480 m² voor de variante A bis in plaats van 19.620 m² voor de variante A);

Dat uit de analysesnota blijkt dat « De variante Abis een eenmalige beperking van het traject tot het knooppunt met zich meebrengt, waardoor het overwicht van de variante A op de variante B nog versterkt wordt voor dat criterium – ook al blijft die vermindering marginaal ten opzichte van de totale lengte van het traject (een honderdtal meter minder voor een totaal traject van 3.545 m wat de variante A betreft) » ;

Overwegende dat uit de analysesnota blijkt dat de variante Abis werd overgelegd aan het Departement van het Netwerk van Henegouwen en Waals Brabant, Directie Wegen van Waals Brabant, van de Waalse Overheidsdienst, dat de technische haalbaarheid van dat tracé heeft goedgekeurd; dat genoemd Departement de volgende opmerkingen heeft geformuleerd (analysesnota betreffende de voorstellen van de gemeenten, november 2010, p. 18) :

- de verplaatsing van het vertrekpunt van het tracé noordwaarts verbetert de integratie ervan op aanzienlijke wijze omdat ze een ongelijkvloerse doorgang mogelijk maakt. Op die manier zal het vrachtverkeer van de zandgroeve de weg van Sart Risbart naar Nil-Saint-Vincent/ Nil-Saint-Martin kunnen oversteken zonder de trage gebruikers en het landbouwverkeer te storen. Deze oplossing biedt bovendien de mogelijkheid om de kruising tussen de weg van van Sart Risbart naar Nil-Saint-Vincent/Nil-Saint-Martin en de weg van Tourinnes naar Gistoux te ontlasten;

- de variante A bis verplaatst zich noordwaarts en verwijdert zich een beetje van het dorp Libersart, wat positief is;

- het lengteprofiel verschilt een beetje maar het evenwicht tussen de uitgegraven aarde en de grondspeciën wordt maar licht gewijzigd. Er zal meer uitgegraven aarde zijn maar dat is geen bijzonder probleem;

- met de voorgestelde variante A bis kan ook een ongelijkvloerse doorgang behouden worden ter hoogte van de weg St Bavon, zoals in de oplossing A die door het DGO1 onderzocht werd.

Tot slot acht het DGO1 – Directie van Waals Brabant dat de variante A bis technisch haalbaar is en globaal toelaat om verbeteringen aan te brengen t.o.v.

de variante A die aanvankelijk onderzocht werd;

Overwegende dat die variante Abis dus geschikter lijkt dan de tracés 1, 2, 3 en 4 die in het effectonderzoek geanalyseerd werden en dan de tracés die ter gelegenheid van het openbaar onderzoek door de gemeenten voorgedragen werden;

Overwegende bijgevolg dat de Regering van plan is deze variante aan te houden en in een bijkomend voorschrift te voorzien ter oplegging van de uitvoering van de nodige inrichtingen voor de uitvoering van het traject Abis en het gebruik ervan zodra de exploitatie aangevat wordt;

Overwegende dat de aanleg en het gebruik van die verbindingsweg tussen de locatie van de zandgroeve en de weg N243a noodzakelijk zijn voor de tenuitvoerlegging van het nieuwe ontginningsgebied; dat hij dus grafisch opgenomen moet worden op het gewijzigde gewestplan; dat er voorzien moet worden in een reserveringsomtrek in de zin van artikel 40, § 1, 6°, omdat deze weg geen « belangrijke communicatieinfrastructuur » is en dat hij als dusdanig op het gewestplan opgenomen moet worden;

Overwegende dat dat tracé Abis bovendien meer gecentreerd is t.o.v. de afzetting;

Dat het centrum van Gistoux, de « chaussée de Huy », het gehucht Manypré, de « rue du Bois Matelle » en het dorp Corroy-le-Grand dus ontweken zullen worden;

Dat dit inspeelt op de bezorgdheden van de gemeente Chaumont-Gistoux;

Dat dit strookt met de doelstellingen van de gemeente Walhain, met name een duurzame mobiliteit bevorderen en zorgen voor een vlottere toegankelijkheid en een beter gebruik van de ruimtes en uitrustingen (de mobiliteit beheersen, de verplaatsingsvoorwaarden voor de zwakke gebruikers verbeteren, veilige verplaatsingen garanderen);

Overwegende dat de trage verkeerswegen behouden zullen worden; dat de bestaande gemeentewegen met landbouwdoeleinden immers slechts voor een klein deel voor die verbinding gebruikt zullen worden; dat het tracé Abis geen interferentie met een fietsroute inhoudt;

Dat het intergemeenschappelijk mobiliteitsplan van Walhain erop wijst dat de N243a « op korte termijn volledig heringericht zal moeten worden om hem een profiel te geven die strookt met zijn functie van toegang tot de autoweg. Ze moet ook met fietspaden uitgerust worden met het oog op de aanleg van de fietsroute van het leidend plan van de Directie Wegen van Waals Brabant » ;

Dat de exploitant, desnoods via stedenbouwkundige lasten, zal bijdragen in de kosten van die inrichting die al gedeeltelijke verwezenlijkt is;

Dat de « CRAT » in haar advies van 25 augustus 2011 benadrukt dat ze « de opneming van een reserveringsomtrek voor een autowegenknooppunt ongunstig gezind is. Ze acht dat de aanleg van een autowegenknooppunt niet gegrond is. Ze pleit ervoor dat het verkeer van de groeve gericht wordt naar het traject Abis zoals voorgesteld door de auteur van het onderzoek en goedgekeurd door het DGO1. Dat tracé veroorzaakt minder hinder voor de trage gebruikers en het landbouwverkeer, laat een ongelijkvloerse doorgang toe en ontwijkt het dorp Libersart » ; dat de « CWEDD » insgelijks het traject Abis aanhoudt in zijn advies van 27 juni 2011;

Overwegende dat de Waalse Regering instemt met de conclusies van de analysesnota van de auteur van het effectonderzoek, met het advies van het Departement van het Netwerk van Henegouwen en Waals Brabant, Directie Wegen van Waals Brabant, van de Waalse Overheidsdienst, alsook met de adviezen van de « CRAT » en de « CWEDD » ;

Overwegende dat het lot van de wegen die ingericht moeten worden in het kader van de totstandbrenging van het traject Abis onderzocht zal worden in het kader van de vergunningsaanvraag met het oog op de tenuitvoerlegging van deze herziening van het gewestplan;

- du fait de l'adaptation du tracé au parcellaire des exploitations, l'impact en terme de césure

12. Verlies van landbouwgrond

Overwegende dat talrijke bezwaren gewag maken van de vrees van de omwoners voor het verlies van landbouwgronden en het landelijk karakter van hun gemeente;

Overwegende dat de bezwaarindieners beweren dat de in het Waalse Gewest beschikbare landbouwgronden zo goed mogelijk beheerd dienen te worden en dat er spaarzaam mee omgesprongen moet worden;

Dat de bezwaarindieners de verkleining en zelfs de verdwijning van de landbouwgronden betreuren; dat ze vaststellen dat het ontwerp de landbouw zou beroven van kwaliteitsvolle en hoogrenderende gronden; dat ze een onderschatting van de economische gevolgen op de landbouwbedrijven vaststellen; dat ze akte nemen van het feit dat het ontwerp reserves zou kunnen aanleggen voor 30 jaar en dat ze erop wijzen dat er voor de veiligheid van de structuur van de landbouwbedrijven geen enkele aanvraag eerder dan binnen dertig jaar zou mogen worden ingediend; dat met de verdwijning van landbouwgronden volgens hen ook werkgelegenheid teloorgaat;

Dat meerdere bezwaarindieners benadrukken dat de landbouw een belangrijke rol speelt in de instandhouding van het leefkader;

Dat de omwonenden de noodzaak zien van een « wissel » van gronden voor de leefbaarheid van de bedrijven en de landbouw; dat de aanstippen dat de landbouwbedrijven nu al aanzienlijke problemen hebben;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners vrezen voor de impact ervan op het semi-landelijk karakter van de gemeente Walhain; dat ze willen dat het landelijk en residentieel karakter bewaard wordt; dat ze eveneens vrezen voor de impact op de socio-economische gemengdheid van het dorp; dat daar een verminderde aantrekkelijkheid van de gemeente in ontwaren; dat ze het volledig oneens zijn met de opneming van Walhain-dorp in een industriegebied; dat ze een vernietiging zien van de socio-economische gemengdheid van het dorp Nil-Saint-Vincent;

Overwegende dat de omwonenden eveneens het feit vaststellen dat de druk op de grondprijs per hectare naar omhoog gaat en de landbouwers zou verhinderen hun voorkooprecht uit te oefenen;

Overwegende dat de gemeente Walhain ingediend in het kader van het openbaar onderzoek, erop wijst dat het ontwerp tegenstrijdig is met de plaatselijke visie op gebiedsontwikkeling, meer bepaald voor zover de gemeente in haar ontwerp van structuurplan naar de ontwikkeling, de bescherming en de benutting van de natuurlijke hulpbronnen, de rijkdommen en het plaatselijk erfgoed streeft;

Overwegende dat de gemeente Walhain erop wijst dat de uitbreiding van de zandgroeve en de invoering van een nieuwe reisweg en een nieuwe verkeerswisselaar op de autosnelweg een niet te verwaarlozen impact zal hebben op de oppervlakte die heden naar de landbouw gaat; dat niets aantoonde dat de leefbaarheid van de landbouwbedrijven niet in gevaar zal worden gebracht; dat doelstelling nr 1 van het ontwerp-structuurschema de vrijwaring is van de landelijke identiteit van de fusiegemeente; dat optie 1.3 van die doelstelling streeft naar de bescherming van de landelijke delen van het grondgebied tegen verschillende soorten druk; dat bepaalde maatregelen overigens bestemd zijn voor de verbetering van de omstandigheden van de landbouwers, met name inzake mobiliteit (maatregel AC-10: betere landwegen);

Overwegende, eerste en vooral, dat de bezwaren tegen het verlies van landbouwgronden eveneens besproken en behandeld zullen worden in het kader van de eenmalige vergunningsaanvraag voor de concrete uitvoering van het project waartoe deze gewestplanherziening dient, van de milieueffectenbeoordeling waaraan het zal worden onderworpen en van de vergunning die verstrekt zou kunnen worden;

Overwegende dat het effectenonderzoek dat uitgevoerd zal worden binnen het kader van de vergunningsaanvraag immers heel bepaald in zal moeten spelen op de toestand van de landbouwers die bij het project betrokken zijn en hun begeleiding;

Overwegende dat wat betreft de landbouw de auteur van het effectenonderzoek vaststelt dat de vermindering van de landbouwgronden een algemene trend is in het Waalse Gewest (eff.ond., fase II, blz. 38);

Dat bij de identificatie van de potentialiteiten van het grondgebied de auteur van het effectenonderzoek erop wijst dat de kwaliteit van de bodems bepaald gunstig is voor de teelt en dat men zou kunnen denken aan het gebruik van die gronden voor hoogrenderende teelten (groenten) (eff.ond., fase II, blz. 58);

Dat in het kader van de aanduiding van de vermoedelijke effecten op de mens en het leefmilieu de auteur van het onderzoek meldt dat het ontwerp van invloed zal zijn op de landbouwsector daar landbouwgebied door de onttrekking van landbouwgronden op termijn ontginningsgebied wordt; dat hij eveneens noteert dat voor zover er veel afhankelijkheid bestaat tussen landbouwgronden en de landbouwer en dat die relatie versterkt wordt door het feit dat talrijke landbouwers geen eigenaar zijn van de gronden die ze bewerken, het niet zal volstaan de eigenaar van de gronden te vergoeden;

Overwegende dat het effectenonderzoek eveneens de nadruk legt op het advies van het directoraat-generaal landbouw uit 2003 over de impact van de verdwijning van landbouwgrond voor ontginning; dat in dat advies uitgelegd wordt dat voor drie bedrijven de grondinneming 10 th van de totale oppervlakte zal beslaan. « Voor geen enkel bedrijf zal dit ontwerp alleen de bestaanszekerheid in gevaar brengen. Het bedrijf dat het meest eronder zal lijden is Chaumont SA met een verlies van meer dan 40t.h. van de grond, evenwel zonder impact voor de beheerder... Die wijziging zou slechts van geringe invloed zijn op de plaatselijke landbouw »; dat er evenwel reeds een akkoord tot stand gekomen is met de zandgroeve-uitbaters (eff.ond., fase II, blz. 84);

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek acht dat de uitvoering van het ontginningsgebied hinder zal opleveren die als verwaarloosbaar kan worden omschreven maar waarvoor een begeleiding wordt voorzien;

Overwegende dat de auteur erop wijst dat de zeer aanzienlijke onmiddellijke effecten werden omschreven (verlies van bewerkte landbouwgronden), maar dat effectbeperkende maatregelen evenwel werden voorgesteld, hoofdzakelijk via afbakeningsvarianten van de omtrek die op te nemen is als ontginningsgebied (eff.ond., fase II, blz. 200);

Overwegende dat uit het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan het volgende blijkt :

« Overwegende dat het effectenonderzoek voor een gewestplan het voorontwerp van herziening en de compensaties heeft beoordeeld ten opzichte van de vermoedelijke effecten op mens en milieu;

Overwegende dat het effectenonderzoek erop wijst dat de landbouwgrond in Chaumont-Gistoux zeer vruchtbaar is zoals overigens overal op het Haspengouws plateau;

Overwegende dat, zoals onderstreept in het onderzoek eveneens, al die gronden volgens het Directoraat-generaal Landbouw, bij hun ruilverkavelingsverrichtingen van de jaren '70, als middelmatig geschikt werden omschreven, dat er geen enkel landbouwgebouw in dat gebied staat, dat elf bedrijven betrokken zijn en dat het ontwerp alleen geen enkel gevaar vormt voor hun leefbaarheid; dat de voorgestelde wijziging dus maar een matige invloed zal hebben op de plaatselijke landbouw;

Overwegende dat het effectenonderzoek voorstelt dat de gronden na ontginning weer bestemd worden voor hoofdzakelijk landbouwbedrijvigheid en natuurgebieden voor wat de gebieden die naast het Natura 2000-gebied liggen en de voorkomingsomtrek »;

Overwegende dat als het waar is dat de uitvoering van het ontwerp waarvoor deze gewestplanherziening geldt ontegensprekelijk een impact zal hebben op de landbouw, de afbakeningsvarianten van de auteur van het onderzoek, gekozen door de Regering, de rationalisering ervan mogelijk zal maken doordat de gronden gelegen ten zuidwesten van de oorspronkelijk weerhouden omtrek landbouwgrond zullen blijven met opnemings van de landbouwgronden in het noorden en noordwesten van die omtrek als ontginningsgebied;

Dat die rationalisering in het zuiden een vlot toegankelijke grond intact houdt, grenzend aan een grote landbouwoppervlakte, met versterking van de kwaliteiten van de biotoop in het naburige Natura 2000-gebied door verkleining van de impact van de intensieve landbouw, de opnemings van de percelen gelegen aan de rand van het ontginningsgebied westen en naast het Natura 2000-gebied dat dat luik versterkt; dat daar dat deel opgenomen is als ontginningsgebied en niet meer als landbouwgebied de toegang tot het verkeer van landbouwvoertuigen niet meer ter sprake komt;

Dat de eenmalige vergunningsaanvraag voor de ontginning en de effectbeoordeling die daaraan voorafgaat de heraanleg van dat gebied in functie van die doelstelling zal moeten bestuderen;

Overwegende dat de Abis-reisweg voorgesteld door de auteur van het onderzoek (november 2010) aangepast is aan de perceelindeling van de bedrijven en een kleinere impact mogelijk maakt door te beslissen in termen van breuken en resten in de landbouwgronden (analyse nota blz. 17);

Overwegende, gelet op de mogelijkheden van de artikelen 22 ev van het Waalse Regeringsbesluit van 17 juli 2003, dat de heraanleg na uitbating als landbouwgebied voor de meeste percelen, zoals voorgesteld door het effectenonderzoek, het landelijk karakter van de gemeenten in stand zal kunnen houden;

Overwegende dat die herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez bedoeld in artikel 1 gepaard gaat met een inrichtingsmaatregel, in de zin van artikel 23, tweede lid, van het Wetboek, die voorziet dat gronden met minimum 30 ha oppervlakte gelegen in het zuidelijk deel van het ontginningsgebied teruggegeven zullen moeten worden aan de landbouw na afloop van de uitbating;

Overwegende dat de Regering aanbeveelt om hoe dan ook een operationele maatregel te treffen voor de landbouw zodat de groeve-uitbater verzocht wordt om voor elke hectare teloorgegangene landbouwgrond anderhalve hectare nieuwe grond ter beschikking te stellen naast de wettelijke maatregelen terzake; dat de uitvoering van die maatregelen onder overeenkomsten valt tussen het zandontginningsbedrijf en de betrokken landbouwers;

Dat alle grond niet aan de landbouw onttrokken wordt vanuit de zandontginning, dat de betrokken landbouwers geleidelijk ingelicht zullen worden over de voortgang van de fronten en dat er in coördinatie wordt voorzien tussen hun activiteiten en die van de groeve; dat die coördinatie vastgesteld zal kunnen worden in het begeleidingscomité dat in het besluit ingevoerd zal worden in het kader van de eenmalige vergunning die verstrekt zal worden na deze herziening van het gewestplan, overeenkomstig artikel D.29-26 van Boek I van het Milieuwetboek.

13. *Allerlei hinder*

Overwegende dat er meerdere andere bronnen van hinder in de bezwaarschriften werden vastgesteld;

Overwegende dat alle aanhorigheden die opgericht zullen worden volgens sommige omwonenden niet noodzakelijk te maken hebben met de zandgroeven; feitelijk vrezende ze ervoor dat er een echte industriële zone komt;

Overwegende dat sommige omwonenden ervoor vrezende dat het leefkader en de leefkwaliteit er nog slechter aan toe zullen zijn (verkeer, veiligheid, gezichten, geluidshinder, luchtvervuiling, verdwijning van een wandelgebied, rust...); dat ze vrezende voor de dorpsrust; dat die omwonenden de beschermingsmaatregelen voor de buurt tegen hinder willen kennen;

Overwegende dat meerdere omwonenden hun onvrede uiten in verband met de schokken, het stof, de trillingen en het geruis van CB-radio's vanwege het vrachtverkeer;

Overwegende dat andere bezwaarindieners doen opmerken dat de verdwijning van de bomen langs de autosnelweg geluidshinder afkomstig van de autosnelweg zal opleveren;

Overwegende dat de bezwaarindieners eveneens vrezende voor de verstoring van de rustplaats van Nil-Saint-Vincent;

Overwegende dat omwonenden de aandacht vestigen op de geluidshinder vanwege de blootstelling (impuls- en opkomende geluiden); dat ze vaststellen dat er geen enkel onderzoek naar geluidshinder werd uitgevoerd;

Overwegende dat ze vrezende voor een waardevermindering van de huizen;

Overwegende dat ze er eveneens op wijzen dat onteigeningen nodig zijn;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners gewag maken van milieuhinder en milieuverloedering en met name hinder door de verlichting van het parkeergebied in het centrum van Gistoux, tijdens de gehele nacht (uitdoven noodzakelijk tussen 20 u en 6 u);

Overwegende in casu dat talrijke bezwaren eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste van die vraagstukken een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp die het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat algemene maatregelen die de potentiële effecten van een zandgroeve op het leefmilieu kunnen verkleinen werden vastgesteld bij besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de steengroeven en hun aanhorigheden (BS 06.10.2003), evenals bij de bijlage met als opschrift « gids van goede praktijken voor de uitvoering van artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de steengroeven en hun aanhorigheden »; dat dit besluit toepasbaar zal zijn op de onderliggende ontginning van deze gewestplanherziening; dat daarnaast de algemene voorwaarden en in voorkomend geval de bijzondere voorwaarden de ontginning van een randregeling zullen voorzien;

Overwegende dat de Regering voor de Abis-reisweg koos, voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek; dat dit niet het kappen van de bomen langs de autosnelweg inhoudt; dat dit ook de rustplaats van Nil-Saint-Vincent niet zal verstoren;

Overwegende, daarnaast, dat die keuze kan ingaan op een bepaald aantal zorgen in verband met verkeershinder (te berde gebracht tijdens het begin van de gewestplanherziening of ter gelegenheid van het openbaar onderzoek);

Overwegende evenwel dat de keuze voor die variatie zal bijdragen tot het benadrukken van de hinder op de autosnelweg op het deel van de E411 tussen verkeerswisselaar nr 10 en de plaats waar het ontwerp-wijzigingsgewestplan de aanleg van een nieuwe verkeerswisselaar overwoog; dat, om in te gaan op de verzoeken van inwoners van zowel Chaumont-Gistoux als Walhain en met de constante zorg om de hinder door de zandontginning voor de omwonenden zo laag mogelijk te houden, wordt gekozen voor een geluidswerende muur langs de E411;

Overwegende dat de gebruikte technieken, de zorg waarmee de aanleg rondom de zandgroeve moet gebeuren en de opgelegde normen overeenkomstig de aanbevelingen van het effectenonderzoek (zowel de reeds uitgevoerde studie op gewestplanniveau als de studie die uitgevoerd zal worden in het kader van de vergunningsaanvraag) zo gepland zullen worden dat de impact van de activiteit op het leefmilieu zo klein mogelijk wordt gehouden; dat de eventuele daling van de vastgoedwaardes nog te bewijzen valt, temeer daar de huidige en de toekomstige ontginning verder van de woongebieden af komen te liggen en de reisweg voor het vrachtverkeer geen woongebieden aandoet; dat voor het overige inrichtingen (landschappelijke aanleg en andere) ervoor zullen zorgen dat die hypothese zo onbeduidend mogelijk wordt gemaakt;

Overwegende dat na de periode van heraanleg de site een hogere biologische en landschappelijke waarde zal krijgen die een positieve rol zal spelen voor de grondwaarden van de nabijgelegen gebouwen;

Overwegende dat bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2005 houdende de voorlopige goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Wavre-Jodoigne-Perwez met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied genaamd « Les Turluttes » de opnemings van een nieuw ontginningsgebied er enkel voor dient de activiteit in stand te houden; dat dit er niet toe zal leiden, meer hinder te veroorzaken dan nu;

Overwegende dat de Regering voor het overige de opnemings van een buffergebied in het ontginningsgebied gunstig genegen is, waarvan de afmetingen bij de vergunningsaanvraag berekend zullen worden en waaraan veel zorg besteed zal worden bij de effectbeoordeling waaraan dat verzoek onderworpen zal worden;

14. *Controle op de exploitatie*

Overwegende dat meerdere omwoners ongerust zijn over de controlemaatregelen voor de zandontginning;

Overwegende dat de bezwaarindieners een opvolgingscomité willen oprichten; dat ze eveneens wensen dat waakzaamheidscomités en burgercomités worden genodigd; dat bezwaarindieners erop aandringen dat er een principiebeslissing wordt getroffen voor de vergunning van een gemengd begeleidingscomité (Waal gewest en gemeenten) en landbouwers; dat omwonenden wensen dat ze bij een bemiddelaar terecht kunnen met hun bezwaren;

Overwegende dat de ontginning volgens sommigen gecontroleerd en bebakend moet worden en dat die maatregelen voor rekening van de uitbater zijn;

Overwegende dat andere bezwaarindieners beweren dat het graven van de randen onder zeer strikte voorwaarden zou gebeuren (breedte, onderhoud boorden, uitdroging naburige gronden...);

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners zich afvragen waarmee de 12ha illegaal ontgonnen grond opgevuld werd; dat ze de vraag opwerpen, of er een controle plaatsvindt van wat er in de zandwinning gebeurt (overdekte vrachtwagens, hekken bij de ingang...);

Dat voor sommige bezwaarindieners eerste de wijze van afronding van het gemeentelijk plan van aanleg wordt bepaald;

Dat omwonenden de invoering van een alarmprocedure bij vervuiling eisen (noodplan, onmiddellijke ongevallenaangifte...);

Overwegende dat de gemeentelijke overlegcommissie van Chaumont-Gistoux er in haar advies op wijst dat het besluit bakens moet uitzetten om iedere ontsporing te voorkomen; dat er met dat doel een opvolgingscomité wordt opgericht;

Overwegende dat, zoals benadrukt, de bezwaren betreffende de ontginning eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende de ontginning een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt om een voorafgaandelijk veiligheidsplan op te stellen waarin alle te treffen maatregelen in geval van ongeluk in de graafput worden opgelijst, samen met het type materieel dat gebruikt zou worden om de vervuiling ongedaan te maken (eff.ond., fase II, blz. 105); dat dit kan gebeuren via de vergunning die verkregen zal moeten worden voor de uitbating van de betrokken afzetting;

Overwegende dat de mogelijkheid tot oprichting van een begeleidingscomité bepaald wordt bij artikel D.29-25 van Boek I van het Milieuwetboek; dat dat begeleidingscomité een dialoog zal kunnen opstarten en de betrekkingen zal kunnen regelen tussen de nabije bewoners en het bedrijf onder het voorzitterschap van de gemeentelijke overheid; dat dit georganiseerd wordt bij het verstrekken van de vergunning voor de betrokken zandontginning;

Overwegende dat er geen gemeentelijk plan van aanleg bestaat voor het gebied; dat het bezwaar voor een uit werken gemeentelijk plan van aanleg dus inhoudloos is;

Overwegende dat de onwettelijk ontgonnen gebieden niet opgevuld zijn;

15. Garanties

Overwegende dat meerdere bezwaren betrekking hebben op de waarborgen die beschikbaar zijn voor het garanderen van de zorgvuldige uitvoering van de verplichtingen van de uitbater;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners zich afvragen over welke waarborgen ze beschikken, met name wat betreft de interventietermijnen, de kwaliteit van de opvullingen, de kwaliteit van de oppervlaktelagen, de planten, de straffen, wat bij een faillissement, de borgstelling, de verantwoordelijke uitbater, de middelen van de gemeente...; dat ze aandringen op de noodzaak van een daadwerkelijke controle; dat meerdere bezwaarindieners beweren dat er een controle van de aanbevelingen en voorwaarden zou moeten zijn, met aanwending van significante geldbedragen en dat controleur te allen tijde en zonder verwittiging zich zou mogen aandienen; dat enkele omwonenden eisen dat er een waarborgs fonds gericht wordt voor de reconversie van het gebied;

Dat meerdere omwonenden achten dat er een vanaf nu een financiële waarborg nodig zou zijn om bepaalde voorwaarden op te leggen inzake landschap en milieubescherming tegen het einde van de uitbating (nieuwe wegen voor traag verkeer, bomenrijen en bosschages); dat andere bezwaarindieners eveneens de waarborgen van de uitbating wensen te kennen; dat het verkrijgen van de waarboren daarnaast - steeds volgens dezelfde bezwaarindieners - niet uitgesteld moeten worden tot de fase van het verstrekken van de eenmalige vergunning;

Overwegende dat er volgens de omwonenden geen garantie bestaat voor de herontwikkeling als landbouwgrond of groengebied;

Overwegende dat bezwaarindieners voor de natuurgebieden doeltreffende herstel- en onderhoudsmaatregelen van de biotopen eisen en dat er financiële en menselijke middelen gegarandeerd worden;

Overwegende dat de omwonenden eveneens vrezen voor risico's op zware budgetverhogingen bij de gemeenten voor het herstel van de locaties;

Overwegende dat er voor meerdere bezwaarindieners waarborgen moeten bestaan voor de vrijwaring van de locatie (geen stort);

Overwegende dat de plannen en de opties voor sommige bezwaarindieners reeds vooraf bepaald moeten worden en dat ze een voorwaarde zijn voor het verstrekken van de vergunning (plaats van de installaties, vluchtwegen, nieuwe bestemming van het gebied in het centrum van Gistoux);

Overwegende dat de te verkrijgen vergunning, zoals reeds uiteengezet, voorafgegaan wordt door een milieueffectenstudie; dat die vergunning niet enkel strikte uitbatingvoorwaarden zal bevatten, ook inzake controle en autocontrole uit het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de steengroeven en hun aanhorigheden, maar eveneens, in voorkomend geval, bijzondere voorwaarden ter aanvulling van voornoemde sectorale voorwaarden;

Overwegende dat de te verstrekken vergunning bijgevolg niet alleen voornoemde voorwaarden zal bevatten in termen van herontwikkeling van de locatie na uitbating, maar eveneens het stellen van een zekerheid voor de uitvoering van de verplichtingen van de uitbater inzake herstel;

Overwegende dat de uitbating onderworpen zal worden aan de bepalingen uit het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, met name die voor het toezicht en de administratieve maatregelen (hoofdstuk IX), evenals aan de bepalingen van het Milieuwetboek inzake het opsporen, het vaststellen, het vervolgen, het bestraffen en de herstelmaatregelen bij milieuovertredingen (Deel VIII);

Dat artikel 145 van het Milieuwetboek nader aangeeft dat de personeelsleden belast met de vaststelling van de overtredingen te allen tijde de installaties, de lokalen, gronden en andere plaatsen ter controle zullen mogen betreden;

Dat de uitbating zodoende strikt begeleid en onder toezicht geplaatst zal worden;

Gelet op het navolgende inzake herontwikkeling en herbestemming van de locatie;

O Overwegende dat de locatie niet deel uitmaakt van de technische ingravingscentra; dat het plan voor technische ingravingscentra geen enkel centrum voorziet in Waals-brabant met zijn zanderige ondergrond;

Overwegende dat het in dit stadium niet vereist is een zekerheid te stellen daar de te bekomen vergunning als concrete uitvoering van deze gewestplanherziening zal dienen, met in begrip van de uiteindelijke herontwikkeling;

16. Herinrichting

Overwegende dat meerdere bezwaren de herontwikkeling van de locatie als doel hebben; dat de bezwaarindieners ongerust zijn, met name wat betreft de opvulde en de toekomstige zonering;

16.1. Opvullingen

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners zich afvragen welke herontwikkeling wordt voorzien; dat ze vragen hebben bij de soorten opvullingen;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners beweren dat de opgelegde voorwaarden onduidelijk zouden zijn; dat ze een duidelijk voorwaardendossier eisen voor de opvulling en het toezicht van een landbouwingenieur;

Overwegende dat men volgens sommige omwonenden zou moeten ophouden met het opvullen van zandgroeven;

Overwegende dat de bezwaarindieners achten dat enkel opvulde aanvaard zou mogen worden als opvulling;

Overwegende dat men volgens sommige bezwaarindieners storten zou moeten verbieden; dat ze benadrukken dat er een verwantschapsband zou bestaan tussen de uitbater van de zandgroeve en de beheerder van afvalstoffen;

Overwegende dat er volgens sommige bezwaarindieners oncontroleerbare negatieve effecten zouden ontstaan binnen de dertig jaar (herstel – stortverbod – garantie voor de toekomstige generaties);

Overwegende dat sommige bezwaarindieners dan weer vaststellen dat de stortplaatsen heden ten dage gecontroleerd worden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners garanties willen voor de aarde die bij de herbesteding als landbouwgrond gebruikt zal worden (geen bedrog bij teeltbare landbouwgrond); dat ze geen uitwisseling willen van opgevulde aarde;

Overwegende dat de omwonenden achten dat er een redelijke profilering zou moeten zijn (geen steile rotswand, geen maanlandschap, geen rampgebied);

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux in haar advies van 29 maart 2010 vastgelegd heeft :

« Overwegende dat erop gewezen dient te worden dat NV Hoslet in 2000 een vergunningsaanvraag voor de uitbreiding van zandgroeven heeft ingediend, evenals een verzoek tot machtiging voor het gebruik van de graafput voor de aanleg van een stort of technisch ingravingscentrum klasse 5 (niet-giftige stoffen voor één enkele afvalstoffenproducent, een monoprodukt van één enkele klant, afvalstoffenproducent SITA);

Overwegende dat gelet op voorgaande het ontwerp van uitbreiding van de zandgroeven, resulterende in deze huidige gedeeltelijke herzieningsprocedure, zijn oorsprong vindt in het dossier uit 2000. Dat het risico dat er ooit een stort zich daar vestigt nog steeds latent aanwezig is; (...)

Overwegende dat het College en de gemeenteraad van Chaumont-Gistoux op 28 mei 2008 het ingenieurskantoor Pissart, auteur van het effectenonderzoek, een lijst met zeven hoofdpunten heeft overgemaakt :

- Het College en de gemeenteraad vestigden reeds de aandacht van het Waalse Gewest op hun beslist en definitief verzet tegen de toekomstige opvulling van de ontworpen zandgroeven met welke afvalstoffen ook. Er zou nooit meer een nieuw stort in Chaumont-Gistoux gevestigd mogen worden. »

Overwegende dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux benadrukt dat de zekerheid dat er nooit meer een stort gevestigd zal worden in Chaumont-Gistoux volgens de beschikbare informatie onbestaande is; dat het risico theoretisch wel bestaat dat de locatie ooit voorgesteld wordt voor de opnemings van een technisch ingravingscentrum of dat ze uitgebaat wordt als ingravingscentrum voor het exclusieve gebruik van de oorspronkelijke afvalstoffenproducent, zoals aangetoond in het ontwerp ingediend in 2000; dat de voorafgaandelijke voorwaarde van de juridische zekerheid dat de voorgestelde sites nooit gebruikt zullen mogen worden als stortplaatsen niet vervuld is;

Overwegende dat, zoals benadrukt, de bezwaren betreffende de beëindiging van de ontginning en de herontwikkeling eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste vragen betreffende de ontginning een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek uiteenzet dat het « te vroeg » is om een duidelijk ecologisch herontwikkelingsplan op te stellen voor de site (herstel- en beheersmaatregelen). « De herontwikkeling moet beslist worden in overleg met de betrokken personen (gewestelijke overheid, gemeentebestuur, aanvrager, houtvester van de Afdeling Natuur en Bossen, landbouwbedrijven, omwonenden). Hetzelfde geldt voor de landschapsinrichting. Al die punten zullen behandeld moeten worden in het kader van het effectenonderzoek voor de milieuvergunning, rekening houdend met de bekendmaking van de nieuwe wetsbepalingen inzake bestemming na ontginning » (eff.ond., fase II, blz. 74);

Overwegende dat de herontwikkeling van de locatie na ontginning inderdaad behandeld en bestudeerd zal worden in het stadium van de eenmalige vergunningsaanvraag en het daaraan voorafgaand effectenonderzoek; dat die herontwikkeling daarnaast gewaarborgd zal moeten worden door het stellen van een zekerheid (artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt dat er een strikte kwaliteitscontrole gebeurt voor de aarde die eventueel aangevoerd wordt voor de gedeeltelijke opvulling van de graafput (eff.ond., fase II, blz. 105);

Overwegende dat het ingraven van afvalstoffen in het Waalse Gewest vandaag nog enkel toegelaten is in het kader van een plan voor technische ingravingscentra; dat de locatie van het project zoals eerder gesteld niet opgenomen is in een ingravingslijst;

Overwegende dat als de graafput ooit weer zou worden opgevuld bij de herontwikkeling van de locatie dit enkel kan gebeuren met strikte inachtneming van de vergunning voor de ontginning en de bepalingen inzake herontwikkeling vervat in die vergunning; dat die herontwikkeling zoals eerder gezegd gewaarborgd zal worden door het stellen van een zekerheid;

16.2. *Onderverdeling in zones*

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de aandacht vestigen op het feit dat de uitgeputte zones terug naar de natuur, het woud of de landbouw zouden moeten keren;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners de waarborg willen dat het nieuwe ontginningsgebied herbestedend wordt als natuurgebied zodra de ontginning ten einde loopt;

Overwegende dat enkele bezwaarindieners er gewag van maken dat een landbouwbedrijf problematisch zou kunnen zijn voor de grondwaterlaag zodra de zandlaag verdwenen zal zijn; dat ze een daadwerkelijke uitvoering eisen van de aanbevelingen van het effectenonderzoek (herbesteding als natuurgebied voor een deel van de nieuwe ontginningsgebieden);

Overwegende dat sommige omwonenden een herontwikkelingsalternatief wensen (iets anders dan het landbouwgebied);

Overwegende dat sommige bezwaarindieners wensen dat het ontginningsgebied bij het einde van de ontginning herbestedend wordt als natuurgebied ten zuiden van Mettementbrulle;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners een geleidelijke herbesteding eisen als natuurgebieden voor de graafputten, in een voldoende juiste verhouding, en dat de voorwaarden voor de ontwikkeling van doelgerichte habitats opgericht of in stand gehouden worden;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners een gefaseerde herontwikkeling wensen om de oppervlaktes ingenomen door de zandgroeve terug te dringen; dat ze vragen dat er duidelijke richtlijnen daartoe worden opgelegd; dat er volgens sommige bezwaarindieners een fasering moet plaatsvinden van de inbedrijfname van de zandgroeve en de herontwikkelingen om de oppervlaktes ingenomen ten nadele van de landbouw op hetzelfde ogenblik te

verminderen; de omvang van het ontginningsgebied zou constant moeten blijven; de heraanleg moet geleidelijk met de ontginning meeëvolueren en niet na afloop van de ontginning;

Overwegende dat omwonenden wensen dat het Waalse Gewest er zich toe verbindt de gemeente niet meer de mogelijkheid te bieden de aanwending van het gebied na ontginning te wijzigen (bv als « ZAE » of als « PCAD »);

Overwegende dat wat betreft de bestemmingen na afloop van de ontginning de auteur van het effectenonderzoek het volgende voorstelt :

- « Het noordelijk en noordwestelijk deel van het ontworpen ontginningsgebied keert terug naar natuurgebied, dat zou opgaan in de Natura 2000-locatie en de uitbreiding van laatstgenoemde mogelijk zou maken. Idealiter zou dat gebied na ontginning beheerd worden als zandgroeve natuurreservaat, het liefst onder het gezag van Natuur en Bossen of een erkend operator die in de regio actief is, zoals RNOB.

Op te merken valt dat het met het oog op die omschakeling gepast zou zijn de overblijvende gronden gelegen in het landbouwgebied ten westen van de grens van het ontworpen ontginningsgebied (variante van de auteur van het onderzoek) tussen bedoeld ontginningsgebied en het bosgebied van de beek « Papeteries » op te nemen als natuurgebied.

- Heel het zuiden van de omtrek van het ontginningsgebied zou opnieuw landbouwgebied worden en aansluiten op het bestaande grote landbouwooppervlak ten westen en ten zuiden.

- De gronden gelegen ten oosten van de weg tussen Libersart en Gistoux zouden eveneens omgeschakeld worden naar landbouw als uitbreiding van de reeds als zandgroeve uitgebate gronden die echter in landbouwgebied liggen en als dusdanig herontwikkeld werden (opp. variante 1e).

- Ten slotte zijn de gronden van variante 2c waarop de aanhorigheden van de zandgroeven gevestigd zijn, ook bestemd voor een terugkeer naar de landbouw.

[...]

Het statuut van zandgroeve-aanhorigheid van de gronden van variante 2c zou behouden moeten blijven tijdens de uitbating van het nieuwe ontginningsgebied, min of meer dertig jaar » (eff. ond., fase II, blz. 110);

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 december 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende aanstipt : « De heraanleg waarin voorzien zal moeten worden na afloop van de ontginning rekening houdend met het feit dat de bestemming van die gronden het landbouwgebied zal zijn behoudens de gronden gelegen in het noordwesten van de omtrek, grenzend aan het Natura 2000-gebied waarvan de bestemming natuurgebied zal zijn »;

Overwegende dat de « CRAT », in een advies van 25 augustus 2011, aanbeveelt dat de Regering erin voorziet dat een gedeelte van het ontginningsgebied na afloop van de exploitatie als landbouwgebied bestemd wordt in functie van de operationele mogelijkheden om op het landbouwvraagstuk in te spelen;

Overwegende dat de Regering het voornemen heeft dat advies te volgen met inachtneming van het besluit van 17 juli 2003 en aldus het standpunt wil bevestigen dat uiteengezet werd in haar beslissing van 27 mei 2009, dat de Regering daartoe een herontwikkelingsmaatregel aanneemt;

Overwegende dat het opnieuw in beheer brengen van de natuurgebieden bij een privé-rechtelijke of openbare operator inzake natuurbehoud behandeld zal worden in het stadium van de vergunningsaanvraag voor de concrete uitvoering van deze herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de vraag van een gefaseerde herontwikkeling voor de vermindering van de oppervlakte van de zandgroeve en de constante instandhouding ervan bestudeerd zal worden in het stadium van de eenmalige vergunningsaanvraag;

Overwegende dat de bestemming van het gebied na uitbating enkel gewijzigd zal kunnen worden via een nieuwe herzieningsprocedure van het gewestplan of de aanneming van een gemeentelijk herzieningsplan van aanleg; dat die verzoeken specifiek gemotiveerd moeten worden; dat die procedures niet enkel de beoordeling van hun effecten vereisen maar ook de raadpleging van het publiek; dat het Gewest zich er niet vast en definitief toe kan verbinden de bestemmingswijziging van het gebied onmogelijk te maken zonder dat het afbreuk zou doen aan artikel 1 van het Wetboek;

D. COMPENSATIES

Overwegende dat meerdere bezwaarschriften betrekking hebben op de compensaties; dat de vragen de hoeveelheid en de aard van de alternatieve compensaties betreffen, evenals hun onvoldoende aantal, de aard en de kostprijs van de alternatieve compensaties;

1. Algemeen

Overwegende dat meerdere omwonenden achten dat de planologische compensaties voorgetrokken zouden moeten worden ten opzichte van de alternatieve compensaties;

Overwegende dat artikel 46 van het Wetboek zegt dat de compensatie bij een planherziening resulteert « de gelijkwaardige wijziging van een bestaande bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering » ;

Dat de wetgever er dus niet in voorziet, één of andere vorm van compensatie de voorkeur te geven; dat de planologische en de alternatieve compensatie strikt op voet van gelijkheid staan;

2. Planologische compensaties

Overwegende dat de omwonenden beweren dat de compensatie onbeduidend, afwezig of van slechte kwaliteit zouden zijn;

Dat sommigen zich afvragen hoe de compensaties tot elkaar staan;

Overwegende dat sommigen achten dat ze ook betrekking zouden moeten hebben op de illegaal uitgebate oppervlakten;

Overwegende dat sommige omwonenden uitleggen date en reeds beschermd gebied na regularisatie niet naar natuurgebied kan overgaan en tellen als compensatie (Pas de Chien'-gebied);

Overwegende dat talrijke oppervlaktes in bouwgebied volgens enkele bezwaarindieners omgevormd zouden kunnen worden tot landbouw- of bosgebied (erkende of feitelijke overstromingsgebieden, alluviale gebieden, gebieden met een verbod op lintbebouwing); dat bezwaarindieners eisen dat de bestaande ZACC's gebruikt zouden mogen worden;

Overwegende dat de gemeentelijke ruimtelijke orderingscommissie van Chaumont-Gistoux ervan uitgaat dat de gezamenlijke voorgestelde compensaties ruim onvoldoende zijn; dat het nodig zou zijn planologische compensaties met een proportioneel grotere oppervlakte voor te stellen dan wat nu voorgesteld is;

Dat die commissie erop aandringt dat de planologische compensaties die de terugkeer van de zandgroeven naar landbouwgebied voorzien uitgevoerd moeten worden volgens een duidelijk te bepalen dossier dat het hergebruik als teeltgrond mogelijk zou maken (de herontwikkeling van een bodem van zandgroeve als landbouwgrond is geen sinecure; dat dit werk goed uitgevoerd moet worden met het risico op een middelmatig landbouwrendement in de toekomst, zoals aangestipt in het effectenonderzoek); dat de commissie erop aandringt dat alle compensaties moeten slaan op alle grondinnemingen in en buiten het wijzigingsgebied van het gewestplan;

Dat de gemeentelijke commissie van Chaumont-Gistoux een advies heeft uitgebracht waarin ze vragen heeft bij het wettelijk karakter van een wijziging van het gewestplan die de uitvoering van een Natura 2000-gebied voorziet voor een reeds illegaal gedempte zandgroeve; dat de gemeentelijke commissie ervan uitgaat dat de heraanleg van de « Pas de Chien » geen planologische compensatie is, verbonden aan deze aanvraag;

Overwegende dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux acht dat de planologische compensaties onbeduidend zijn op planologisch vlak, temeer daar die ene verkeerswisselaar niet beschouwd kan worden als een compensatie;

Dat één van de compensaties de opneming is als natuurgebied van het gebied « Pas de Chien », reeds deel uitmakend van het Natura 2000-netwerk (3,6 ha); dat het advies erop wijst dat juist het deel van de locatie dat illegaal gedempt werd volgens het operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de opneming van het gebied in het Natura 200-netwerk verantwoordde, maar dat de illegale opvulling de habitats die beschermd dienden te worden daar geheel en al door zijn vernietigd; dat de voorgestelde compensatie dus niets waard is;

Dat volgens haar blijkt dat, naast het verschil in uitgestrektheid van het uitbreidingsontwerp en die van de compensaties, beide landbouwgebieden opgenomen zijn in de omtrek van de voormalige ontginningsgebieden waarvan de bestemming na afloop van de uitbating erin zou bestaan opnieuw landbouwgebied te worden; dat het natuurgebied « pas de Chien » reeds opgenomen is als Natura 2000-gebied en als biologisch hoogst waardevol gebied en dus in casu niet echt een planologische compensatie is;

Overwegende dat de gemeente Walhain erop wijst dat de planologische compensaties een oppervlakte beslaan die veel minder groot is dan het nieuw ontworpen ontginningsgebied; dat ze bijgevolg onvoldoende blijken te zijn; dat die wanverhouding de ontkenning zelf is van :

- het beginsel zelf van de compensatie, namelijk een voordeel dat een nadeel wegwerkt;
- het proportionaliteitsbeginsel, dat toegepast moet worden overeenkomstig artikel 46 van het Wetboek;
- de gewestelijke beleidsverklaring van de Waalse Regering, waarin gesteld wordt : « in een perspectief van evenwichtige ruimtelijke ontwikkeling krijgen de planologische compensaties voorrang bij de opneming van nieuwe bebouwbare gebieden en worden de bakens voor planologische zowel als alternatieve compensaties uitgezet met een streven naar het opstellen van nader te omschrijven criteria. Overigens wordt een gewestelijke inventaris van de potentieel aan bebouwing te onttrekken gebieden uitgewerkt » ;

Dat meer in het algemeen de gemeente acht dat die werkwijze, die de wanverhouding in de hand werkt, haar in tegenspraak lijkt met het standstill beginsel en het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu verankerd in artikel 23 van de Grondwet daar de daadwerkelijke herziening van het gewestplan zou resulteren in een milieuverloeding zelfs rekening houdend met de overwogen planologische compensatie;

Overwegende dat, zoals reeds gezegd, geen voorkeur gegeven dient te worden aan één vorm van compensatie boven een andere; dat het idee dat er veel bebouwbare gebieden zouden bestaan die omgevormd zouden kunnen worden tot niet-bebouwbaar gebieden te vaag is om in casu een gericht onderzoek mogelijk te maken waaraan de bezwaarindieners in dat verband denken;

Overwegende dat artikel 46 van het Wetboek bepaalt dat de opneming van een bebouwingsgebied juist gecompenseerd moet worden; dat het feit dat dit gebied illegaal uitgebaat werd voor het een bebouwbaar gebied werd geen invloed heeft op het mechanisme van artikel 46; dat het Wetboek, op het stuk van de opneming van een illegaal uitgebaat gebied als niet-bebouwbaar gebied, geenszins een compensatie oplegt in die hypothese;

Gelet, bijgevolg, op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot aanvulling, door de opneming van een natuur- en een landbouwgebied als planologische compensaties en door de invoering van een alternatieve compensatie, van het besluit van 4 december 2003, waarbij de Waalse Regering als planologische compensaties « de omvorming beoogt van volgende ontginningsgebieden als niet voor bebouwing bestemde gebieden :

- opneming als natuurgebied van het gebied « Pas de Chien », dat deel uitmaakt van het Natura 2000-gebied BE31007 met de naam Vallée du Train, met in totaal ongeveer 3,6 ha;
- opneming als landbouwgebied van de site van een oud stort klasse 2 met een oppervlakte van ongeveer 7,9 ha (locatie : Rigole Fossal);

Overwegende dat de eerste site die in aanmerking komt als planologische compensatie (« pas de Chien ») gelegen is op de gemeente Chaumont-Gistoux bezuiden de weg N243 tussen Chaumont en Gistoux; dat die site opgenomen is als ontginningsgebied (en bijkomstig als landbouwgebied);

Overwegende dat de site « Pas de Chien » erkend is als biologisch hoogstaande site; dat dit een feitelijke bescherming van die zandgroeve inhoudt; dat volgens het effectenonderzoek de opvulling van de zandputten « in principe het verlies inhoudt van elk ecologisch belang dat ze hadden tijdens de uitbating. Niettemin bewaren ze zelfs gedeeltelijk opgevuld een hogere waarde dan de omliggende teelten. Er is nog een zekere omkeerbaarheid van het proces mogelijk in zandgroeve De Kock (Pas de Chien); die groeve is nog niet helemaal opgevuld. Diersoorten beschermd bij de wet en waargenomen in de zandgroeve Hoslet en De Kock hebben er hun leefgebied, wat wettelijk een wijze is om de plaatselijke opvulling van de graafputten te voorkomen. In het geval van « Pas du Chien » zou er, daar het een compensatiemaatregel betreft, evenals een opneming als natuurgebied, geen enkele opvulling en geen enkele menselijke bedrijvigheid meer mogen plaatsvinden die het milieu zouden kunnen verstoren » (eff.ond., fase II, blz. 134); dat dit hoe dan ook geen afbreuk vormt aan de inoverwegingname van die percelen als compensatie; dat hun opneming als niet bebouwbaar gebied bepaalde functies van de instandhouding van het Natura 2000-gebied zou kunnen versterken;

Dat daar die site enerzijds nog niet herontwikkeld werd met het oog op het wederinvoeren van landbouwgronden, daar het reliëf ervan verstoord werd, en daar de plaatselijke flora uit overwoekerende soorten bestaat, geen enkele landbouwuitbating in overweging komt (eff.ond., fase II, blz. 134);

Dat de site « Pas de Chien » in het zuiden en in het westen omzoomd is door een landschappelijk waardevolle omtrek (eff.ond., fase II, blz. 137);

Gelet op de opneming van de site « Pas de Chien » als natuurgebied dus rationeel is gelet op met name de mede-inoverwegingname van de site in de Natura 2000-omtrek, die zich naar het westen uitbreidt, de opneming ervan als biologisch hoogst waardevolle site en de onmogelijkheid dat een landbouwbedrijf zich daar vestigt;

Dat de site, gelet op de topografische kenmerken, nog opvulde en afgegraven aarde zou kunnen ontvangen; dat er dus een risico bestaat op het illegaal storten van afval (eff.ond., fase II, blz. 137);

Dat de auteur van het onderzoek volgende positieve punten meldt :

- vrijwaring en bescherming van een helling waar een bron de Ry des Papeteries en de Train bevoorraadt, en die bijdraagt tot de bevoorrading van de beek voor de bescherming van de donderpad;
- geen nieuw risico op plaatselijke vervuiling van de grondwaterlaag;
- geen nieuw risico op plaatselijke vervuiling voor de publieke stroomafwaarts gelegen waterwinningen;
- vrijwaring van de plaatselijke als hoogstaand erkende landschappen;
- bijdrage tot een betere luchtkwaliteit;

- bescherming en vrijwaring van de biologisch zeer kwaliteitsvolle site of site met een hoog biologisch potentieel en opgenomen in Natura 2000-netwerk;
- aanleg van een groene buffer tussen de potentiële woongebieden en het overwogen ontginningsgebied (eff.ond., fase II, blz. 138);

Overwegende dat de auteur evenwel, met aandacht voor samenhang, als afbakeningsvariant de opneming voorstelt van de gehele graafput van de voormalige zandgroeve als natuurgebied, ofte het ontginningsgebied bedoeld bij het voorontwerp als compensatie van 3,6 ha en het kleine naburige landbouwgebied van 3,7 ha (eff.ond., fase II, blz. 139); dat hij eveneens voorstelt dat het deel dat overloopt in het naburige ZACC opgenomen wordt als natuurgebied (0,25 ha); dat hij kort samengevat voorstelt dat de grens van het natuurgebied opgenomen in het gewestplan belichaamd wordt door de Chemin des Cressonnières in het noorden en de Chemin du Bois Matelle in het zuiden (eff.ond., fase II, blz. 140);

Dat de auteur aanbeveelt :

- te stoppen met het opvullen van de site « Pas de Chien » ;
- de toegang tot de site te verbieden voor recreatie, in het bijzonder voor gemotoriseerde recreatie;
- ruime inspiratie te putten uit de publicaties van het Waalse Gewest voor het heraanleggen van sites na uitbating, met name de publicaties van Landbouw, Leefmilieu en Natuur uit 1995, « Réaménagement biologique des carrières après exploitation », waarin er een hoofdstuk gewijd wordt aan zandgroeves;
- de bevoegde administratie voor natuurbeheer te betrekken bij het reconversieproces van de site (eff.ond., fase II, blz. 140);

Dat die variëteit volgens de auteur van het onderzoek deel zou kunnen uitmaken van de uitbatingsvoorwaarden van het nieuwe ontginningsgebied, per opeenvolgende fases (eff.ond., fase II, blz. 100);

Dat volgens het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan de variantes voor de uitvoering, voorgesteld in het effectenonderzoek de volgende zijn.

Het herstel van de site « Pas de Chien » in termen van instandhouding en potentieel voor de vestiging van habitats en soorten met biologische waarde; dat de uitwerking, in dat opzicht, van een beheersplan voor die omtrek een voorafgaandelijke voorwaarde zal zijn, nodig voor de eerste ontginningsfase van het toekomstige ontginningsgebied met betrekking tot de gronden gelegen benoorden de « Chemin de Meffementbrule »;

(...)

De afbakeningsvariante bestaat uit de opneming van de gehele afgraving van de voormalige zandgroeve « Pas de Chien » als natuurgebied; de gronden beoogd bij die uitbreiding van de omtrek van het natuurgebied, heden bestemd als landbouwgebied, houden dezelfde potentialiteiten in voor de biodiversiteit en zijn van geen enkel belang meer voor de landbouw, en kregen het statuut biologisch zeer waardevol gebied; dat de omtrek, bijgevolg, van het natuurgebied afgebakend zal worden door de « Chemin des Cressonnières » in het noorden en de « Chemin du Bois Matelle » in het zuiden, met inbegrip, uit zorg voor de planologische samenhang, van het gemeentelijk overleggebied (0,25 ha) bezuiden de « Chemin des Cressonnières »;

(...)

« Art. 2. De gronden gelegen in het noordelijk deel van het toekomstige ontginningsgebied worden gemerkt met een bijkomend voorschrift *S.35, waarbij aangestipt wordt dat het om fase 1 van de uitbating gaat en dat laatstgenoemde niet van start mag gaan voor de opmaking van een beheersplan met het oog op de handhaving en de liggingmogelijkheden van biologisch waardevolle habitats en soorten van de site « Pas de Chien »;

Overwegende dat de CRAT in haar advies van 25 augustus 2011 erop wijst dat ze de opneming van twee natuurgebieden « gunstig genegen » is: die van de voormalige zandgroeve « Pas de Chien », als planologische compensatie, en die gelegen ten oosten van de Bois Matelle. Ze stelt vast dat die sites biologisch waardevol zijn en dat hun opneming als natuurgebied volledig verantwoord is gelet op hun intrinsieke kwaliteiten;

Dat de CRAT er eveneens op wijst dat ze de vermelding van de bijkomende voorschriften *S35 en *S36 mbt het ontginningsgebied eveneens gunstig genegen is;

Dat de Regering van de « Pas de Chien » als natuurgebied bevestigt voor een totaal van 7,5 ha, w.o. enkel 3,6 ha in overweging wordt genomen voor de berekening van de compensaties daar het overige deel reeds als niet-bebouwbaar gebied is opgenomen;

Overwegende dat de tweede site die in aanmerking komt als planologische compensatie, « Rigole Fossal », gelegen is in de gemeente Chaumont-Gistoux; dat die voormalige zandontginning nu is opgevuld en als weiland dient; dat de ligging van de gronden die op die plaats uitgebaat worden « de resultante zijn van een tamelijk complexe historiek van de zandontginning waarop een opvulling volgde naarmate de ontginning volgde, of waarop de plaats als stort diende, al naar gelang »;

Dat het gebied werd hersteld en als weiland dient; dat het volgens de auteur van het onderzoek weinig waarschijnlijk is dat er een andere specialisatie dan weiland daar gevestigd zou kunnen worden gelet op het reliëf (een afgeronde heuveltop) als resultante van het voormalig stort en de aanwezigheid van kleigronden die voorheen het gebied kenmerkten en waarvan de waarde niet erg hoog is; dat de opneming van die gebieden als landbouwgebied evenwel rationeel blijkt daar ze van waarde is voor de uitbaters aan wie ze werden teruggegeven (eff.ond., fase II, blz. 144);

Dat de machtigingen voor de ontginning van het gebied in de heraanleg van het gebied als landbouwgebied voorzagen;

Dat de opneming als landbouwgebied de feitelijke toestand in overeenstemming zou brengen met de rechtstoestand; dat de uitbater inderdaad de mogelijkheid zal hebben bebouwde installaties uit te bouwen in verband met zijn activiteiten in het overwogen gebied;

Dat de terugkeer aan de landbouw theoretisch het risico op nitraatvervuiling van de grondwaterlaag verhoogt; dat bedoelde oppervlakte evenwel zeer klein is en dat de landbouwspecialisatie beperkt blijft tot weiland (eff.ond., fase II, blz. 145);

Dat het opvullen van de graafputten na ontginning ervan en de terugkeer van de voormalige topografie, evenals de uitbating van de gronden voor landbouwdoeleinden, het feit tot gevolg hebben dat de impact van de zandontginning op het landschap zowel in de gezichten op korte afstand als voor de vergezichten verdwijnt (eff.ond., fase II, blz. 146);

Dat de CRAT in haar advies van 25 augustus 2011 erop wijst dat ze de opneming van twee landbouwgebieden in Chaumont-Gistoux « gunstig genegen » is. Ze stelt vast dat die wijziging een feitelijke toestand bevestigt. De site bij de N243 beantwoordt aan een deel van de opgevlude en herstelde zandgroeve, vroeger opgenomen als stort klasse 2. Die gronden worden heden als weiland gebruikt door een landbouwer;

Dat de Regering de opneming bevestigt van de site « Rigole Fossal » als landbouwgebied voor een totaal van 7,9 ha;

Overwegende dat de CWEDD op 27 juni 2011 een gunstig advies heeft uitgebracht op de opneming van natuur- en landbouwgebieden als planologische compensatie;

Overwegende dat het plan betrekking heeft op een oppervlakte van om en bij de 110 ha bebouwingsgebieden tegen een oppervlakte van om en bij de 15 ha niet bebouwingsgebieden eff.ond.;

Overwegende dat de planologische compensaties de gehele compensatie van de nieuwe ontginningsgebieden niet kunnen bewerkstelligen; dat er bijgevolg onderzoek gevoerd dient te worden naar de mogelijkheid, waarin de decreetgever voorziet, om alternatieve compensaties aan te nemen voor de verhoudingsgewijze opnemings van het nieuwe bebouwingsgebied;

3. Alternatieve compensaties

3.1. Verbindingsweg

3.1.1. Ontoereikend

Overwegende dat sommige omwonenden vermelden dat het knooppunt uitsluitend bestemd zou zijn voor een privé bedrijf waarvan de verklaarde doelstelling zuiver speculatief is; dat men een rentabel traject voor de uitbater en een alternatieve compensatie niet door elkaar moet halen; dat, volgens de bezwaarindieners, de aanleg van een knooppunt hinder kan beletten dat momenteel niet bestaat; dat de uitbater de enige werkelijke begunstigde is;

Overwegende dat de omwonenden uitleggen dat Walhain het vrachtverkeer en de andere hinder moet ondergaan terwijl de uitbating voor 70 % op het grondgebied van Chaumont-Gistoux ligt : Dat zij zich afvragen waar de juiste proportie en het evenredigheidsbeginsel te vinden zijn;

Overwegende dat de « CCATM » van Chaumont-Gistoux van mening is dat het geheel van de voorgestelde compensaties ruim ontoereikend zijn; dat de alternatieve compensaties die worden voorgesteld in het voordeel van de betrokken gemeenten moeten worden genomen;

Dat de « CCATM » ook vindt dat « de voorgestelde alternatieve compensaties werkelijk onvoldoende zijn. Deze zogenaamde compensaties (knooppunt, verhuizing van de Hoslet installaties) zijn alleen nuttig voor de exploitant en moeten een voorwaarde vormen voor de toekenning van de gewestplanwijziging »;

Overwegende dat de gemeente van Chaumont-Gistoux vindt dat de enige voorgestelde alternatieve compensatie die de bouw van een nieuw knooppunt voorziet, ten laste van SITA – Hoslet, zonder vaststelling van het tracé van de wegen komende van dit nieuw werk, collaterale schaden zal veroorzaken en voor de inwoners van de gemeente van geen belang zou zijn;

Overwegende dat de gemeente Chaumont-Gistoux erop wijst dat de alternatieve compensaties ontoereikend zijn; dat de bouw van een knooppunt om de uitbating van de uitbreiding toe te laten eerder als een voordeel voor de uitbater en niet als een compensatie moet gezien worden;

Overwegende dat de gemeente Walhain erop wijst dat het opmerkelijk en interpellierend is te constateren dat het ontwerp van herziening betrekking heeft op een project dat de aanleg van een autowegknooppunt en van een nog niet bepaald traject inhoudt; dat het effectonderzoek volgens de gemeente naar gelang van de plaatsbepaling van het knooppunt en van het traject uitgevoerd had moeten worden; dat, anderzijds, de alternatieve compensatie de onwettigheden en tekortkomingen van de planologische compensatie niet zal compenseren; de geplande alternatieve compensatie is zelf onwettig; dat de gemeente vaststelt dat de alternatieve compensatie uitsluitend voldoet aan de behoeften van de uitbater van een steengroeve die op die manier zijn bedrijf met het snelwegnet zal verbinden en ook zijn vervoerskosten zal verminderen; dat het dus niet gaat om een alternatieve compensatie zoals bedoeld in artikel 46 van het « CWATUPE » vermits het hier niet gaat om een compensatie voor de negatieve gevolgen veroorzaakt door de gewestplanherziening; integendeel, deze alternatieve compensatie zal zelf hinder voor de omwonenden teweegbrengen;

Overwegende dat, zoals hieboven aangehaald, er geen sprake meer is van de bouw van een knooppunt maar van een nieuw verbindingstraject met de E411 via de N243a;

Overwegende dat het doorkruisen van het centrum van Chaumont-Gistoux door veel vrachtverkeer voor veel bekommernis zorgt bij de inwoners en de gemeentelijke overheid;

Dat al dit vrachtverkeer o.a. door de zandgroeve veroorzaakt wordt maar ook door de installaties i.v.m. de zandgroeve die in het centrum van Chaumont-Gistoux gelegen zijn;

Overwegende dat om deze bekommernis in aanmerking te nemen, de Waalse Regering een einde wenst te maken aan het doorkruisen van Chaumont-Gistoux door dit vrachtverkeer en de volledige verhuizing van de installaties i.v.m. de zandgroeve gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux wenst op te leggen en dit, terwijl zij over een uitbatingvergunning beschikken tot in 2021;

Dat dit probleem trouwens in het intergemeentelijk mobiliteitsplan van Chaumont-Gistoux werd vermeld;

Overwegende dat in zijn advies van 27 juni 2011, de « CWEDD » voorstelt dat de aanvrager in een aansluitingsweg op de N243a investeert om Chaumont-Gistoux van een zwaar vrachtwagenverkeer te ontlasten, waarbij ook zijn kantooractiviteiten, de truck-wash en het servicestation van het centrum van Chaumont-Gistoux naar het toekomstige ontginningsgebied verplaatst worden; dat hij benadrukt dat door het vrachtwagenverkeer in het centrum van Chaumont-Gistoux te beperken de investering die inzake wegeninfrastructuur voorgesteld wordt tot voordeel van de gemeenschap zal zijn;

Overwegende dat de opnemings van een nieuw ontginningsgebied uitsluitend tot doel heeft om de activiteit te handhaven; dat het dus niet als gevolg zal hebben om het bestaande vrachtverkeer te verhogen;

Dat het onbetwistbaar vaststaat dat dit, enerzijds, zal zorgen voor een verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners die langs de N243 en in het centrum van Chaumont-Gistoux wonen en, anderzijds, voor een verbetering van de wegveiligheid op de N243; dat het verkeerscomfort van alle gebruikers van de N243 op die manier wordt verbeterd;

Overwegende dat de Regering hiermee wil verduidelijken dat de aanvraag tot eenmalige vergunning bestemd voor de uitbating van de site, betrekking zal moeten hebben op de installaties gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux en die zullen verhuisd worden zodra de vergunning, indien verleend, wordt uitgevoerd;

3.1.2. Doel

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners vinden dat er geen enkele tegenprestatie zou bestaan voor de investeringen gedaan door de overheid voor de overheid en die voor privé gebruik bestemd zijn (ruilverkavelingswegen, ...), noch een vervangingsoplossing; dat volgens de bezwaarindieners, de uitbater een schadevergoeding zou moeten voorstellen (subsidiering van gemeenschappelijke voorzieningen, reclassering van de landbouwers die hun bouwland hebben moeten afstaan,...); dat de bezwaarindieners een bouwproject willen (geluidswerende bescherming);

Overwegende dat volgens de bezwaarindieners de N243a heraangelegd zou moeten worden vanaf het kruispunt met de « chaussée de Huy » tot aan het kruispunt met de « route d'Orbais » (rechtzetting van het tracé, rotondes, verlichting,...); dat het bestaande net ook moet worden verbeterd;

Overwegende tenslotte dat meerdere bezwaarindieners zouden wensen dat het wegenproject omkeerbaar zou zijn na de uitbating; dat, volgens hen, de lasten van een privé project niet door de gemeenschap gedragen moeten worden;

Overwegende dat sommige onder hen vragen dat aan de uitbater, om de juiste uitvoering van de verbintenissen te garanderen, een opzegtermijn van 2 jaar wordt betekend om hem de tijd te geven om de toegangsweg tot de E411 aan te leggen; dat op die manier, volgens hen, de vergunning zou verleend moeten worden in functie van de juiste uitvoering, dat andere omwonenden een garantie eisen voor de uitvoering van de alternatieve trajecten; dat, echter, volgens de omwonenden, de geplande fasering geen enkele garantie biedt;

Overwegende dat de gemeente van Chaumont-Gistoux het effect van de fasering onderstreept zoals bepaald in het besluit van 27 mei 2009, dit impliceert dat de uitvoering van het alternatieve traject slechts vóór de tweede fase van de uitbating zou moeten plaatsvinden, deze fase zou slechts binnen vijftien à twintig jaar moeten starten; dat dit gegeven dus de uitbating van het nieuwe gebied toelaat zonder geen enkele garantie wat betreft de uitvoering van de werken i.v.m. het nieuwe traject;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek erop gewezen heeft dat het verkeer hinder zal veroorzaken (geluid, trillingen, stof, gevaar voor de overige gebruikers) (EIP, Fase II, p. 76 en vlg.);

Overwegende dat hij ook benadrukt dat de aanleg van een nieuw traject om het centrum van Chaumont-Gistoux op de N243 te ontwijken voor de omwonenden alsmede voor de mobiliteitsstroom en de veiligheid op die openbare weg een wijziging met positieve en belangrijke effecten zou zijn (EIP, Fase II, p. 82);

Dat de auteur van het onderzoek de onderzoeksriteria van de varianten voor de alternatieve compensatie heeft uiteengelegd en omschreven (EIP, Fase II, p. 160 en vlg.); dat de voor- en nadelen van elke variant aan de hand van een overzichtstabel beoordeeld kunnen worden (EIP, Fase II, p. 162); dat de auteur naar gelang van de voorkeursredenen -1, 1, 2 of 3 punten aan elk criterium heeft toegekend; dat dit helemaal objectief blijkt te zijn;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 december 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende aanstipt: « de uitvoeringsvarianten voorgesteld door het effectenonderzoek zijn de volgende :

De bouw van een alternatief traject om het centrum van Chaumont-Gistoux te ontwijken voor het vrachtverkeer veroorzaakt door de zandgroeve en haar aanhorigheden; de bouw van dit traject wordt vereist voor de uitbating van Fase II van het toekomstig ontginningsgebied gelegen ten zuiden van de « chemin de Mettementbrule »;

(...)

Dat in het kader van de openbare onderzoeken, de gemeenten alternatieve trajecten hebben voorgesteld;

Dat de Regering de auteur van het onderzoek verzocht heeft om de opstelling van een milieuonderzoeksnota betreffende de door de gemeenten voorgestelde alternatieve tracés ten gevolge van het openbaar onderzoek; dat de auteur van het onderzoek in die nota elk van de varianten volgens nauwkeurige criteria heeft geanalyseerd en verbeteringsmaatregelen heeft voorgelegd;

Dat de auteur, in zijn onderzoek, de overgelegde varianten genalyseerd heeft op grond van de veiligheidscriteria (gedeelde trajecten, aantal kruispunten, aantal linksafverbindingen, interferentie met een fietsroute) en mobiliteitscriteria (gebruik van het traject door een sluipverkeer), ... (bijkomend verslag, p. 13);

Overwegende dat de « CWEDD » de alternatieve steunt die voorgesteld is door het onderzoeksbureau in het onderzoek dat door de Regering werd aangevraagd (Abis alternatieve) en die de weerslag op het milieu en de landbouw minimaliseert; dat hij echter vermeldt dat deze alternatieve een bijkomende bebouwing van het landbouwgebied teweegbrengt en bijgevolg wenst dat de Regering de inbreng van een operationele compensatie ten gunste van de landbouw onderzoek;

Dat het niet de bedoeling is een privé traject te voorzien; dat de betrokken wegen openbaar zullen blijven;

Overwegende dat zoals hierboven bepaald, de Regering een bijkomend voorschrift gaat opleggen dat de uitvoering van de nodige inrichtingen voorziet voor de uitvoering van het Abis traject en het gebruikt van dit traject bij het starten van de uitbating;

Overwegende dat de bouw van een geluidswal langs de E411 door de Waalse Regering zal opgelegd worden als alternatieve compensatie; dat de uitbater het onderzoek zal moeten financieren voor de afbakening van de juiste locatie van deze geluidswal langs de E411, enerzijds, en de bouw van deze geluidswal, anderzijds, en dit tegen een bedrag van één miljoen honderdduizend euro;

Overwegende dat, voor zover nodig, de Regering wil benadrukken dat zij de uitbater aanmoedigt om met de gemeente van Chaumont-Gistoux van gedachten te wisselen wat betreft de bouw, in voorkomend geval, binnen het ontgonnen gebied, van gemeenschapsvoorzieningen voor sportactiviteiten bijvoorbeeld;

3.1.3. Kostprijs

Overwegende dat sommige bezwaarindieners oordelen dat de compensaties door een onafhankelijk onderzoeksbureau moeten worden onderzocht en gebudgetteerd;

Overwegende dat deze bezwaarindieners ook oordelen dat de kostprijs van de werken door de uitbater moet worden goedgekeurd vóór de uitvoering van de compensaties; dat een tussenkomst van de belastingbetaler onaanvaardbaar zou zijn;

Overwegende dat sommige omwonenden zich afvragen wie de lasten i.v.m. het onderhoud, de wijzigingen en de aanleg van de wegen zal dragen; dat, volgens hen, gelet op de instabiliteit van de bodem, er risico's zouden bestaan van aanzienlijke budgettaire verhogingen voor het herstel; dat zij erop wijzen dat het hier om een neutrale operatie zou moeten gaan voor de lasten die voor rekening van de gemeenschap zijn en dat de bouw en het onderhoud van het knooppunt voor rekening van de uitbater zouden moeten zijn; dat de bezwaarindieners eisen dat alle uitgaven (verhuis, aanleg van de wegen, geluidswallen, ...) ten laste van de uitbater vallen;

Overwegende dat de gemeente van Walhain erop wijst dat ze zich verbaast over het feit dat er voor het knooppunt en het verbindingstraject een begroting van één miljoen euro is vastgesteld voor de tussenkomst van de uitbater van de steengroeve terwijl de alternatieve compensatie niet nauwkeurig is bepaald en dat bijgevolg de uitvoeringskosten niet bepaald kunnen worden; dat bijgevolg, indien het bovengenoemde budget moest overschreden zijn, de gemeenschap zou moeten bijpassen wat niet kan worden toegelaten in het kader van de uitvoering van een alternatieve compensatie;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek erop wijst dat: « Er is sinds 2004 een overeenkomst afgesloten tussen de « MET » en de verschillende uitbaters van de bedrijven die verkeer veroorzaken op de N243a (Bijlage IV.1.3.). Het Ministerie heeft inderdaad herstelwerken uitgevoerd tijdens de winter 2003-2004, de bedrijven die de N243a intensief gebruiken zijn dus overeengekomen om de onderhoudskosten van deze weg te dragen, elk bedrijf ten belope van een percentage dat wordt bepaald na gelang de omvang van het vrachtverkeer.

In september 2004 hebben 4 bedrijven de overeenkomst ondertekend :

- Ets HOSLET (Daniel Hoslet) voor 70 %,
- S.A. DE KOCK WAVRE (Hugo De Kock) voor 16,5 %,
- SOCOROUTE (Pierre-Marie Melin) voor 10 %,
- RAMAN S.A. (Jean-Jacques Raman) voor 3,5 %.

In 2007 werd de overeenkomst verlengd en ondertekend door 5 bedrijven :

- Ets HOSLET (Daniel Hoslet) voor 80 %,
- VH RECYCLAGE (Marc Regnier) voor 6 %,
- READY BETON (A. Daelmans) voor 6 %,
- MELIN S.A. (Pierre-Marie Melin) voor 5 %,
- RAMAN S.A. (Jean-Jacques Raman) voor 3 % » (EIP, Fase II, p. 36);

3.1.4. Conclusie

Overwegende dat gezien de argumenten die door de bezwaarindieners en de gemeentelijke overheid van Walhain en Chaumont-Gistoux aangehaald worden, de Regering vindt dat de inrichting van de verbindingsweg tussen de zandgroeve en de weg N243a niet onder het begrip alternatieve compensatie valt, maar als stedenbouwkundige last moet worden opgelegd bij het verlenen van de vergunning die de uitvoering van het ontginningsgebied opgenomen in het gewestplan door dit besluit moet mogelijk maken;

Overwegende dat de Regering inzake alternatieve compensatie op het vlak van het milieu, enerzijds, de uitvoering oplegt van het onderzoek dat nodig is voor de afbakening van de juiste locatie van een geluidswal langs de E411 ter hoogte van de gemeente Walhain en, anderzijds, de bouw van deze geluidswal, te financieren door de uitbater tegen een bedrag van één miljoen honderdduizend euro;

3.2. Verhuizing van de installaties van het centrum van Gistoux

Overwegende dat verschillende omwonenden vaststellen dat de installaties van het centrum van Gistoux zullen moeten verhuizen (vóór Fase I van de uitbating) en dat zij zich afvragen waar zij zich zullen gaan vestigen;

Overwegende dat verschillende bezwaarindieners de aandacht vestigen op het feit dat de verhuizing van de installaties de geluidshinder zal doen toenemen; dat andere omwonenden ervan uitgaan dat de verhuizing van de installaties zo dicht mogelijk bij de « chaussée de Huy » en de andere bestaande gebouwen zal moeten gebeuren;

Overwegende dat de omwonenden vragen dat er aandacht wordt besteed aan de herbesteding van de lokalen in het centrum (niet voor dezelfde doeleinden hergebruikt); dat dezelfde omwonenden vermelden dat ze zich reeds verzet hadden tegen de plaatsing van olietanks, wasstation, werkplaats,...; dat, tenslotte, volgens de bezwaarindieners, het verhuren van materieel niet aangepast is aan het centrum van Gistoux en aan de kleinhandelaars zou voorbehouden moeten worden; dat de bezwaarindieners zich afvragen wat er gaat gebeuren met de huidige truck-wash;

Dat een aantal onder hen de verhuizing van de truck-wash naar het ontginningsgebied betwist terwijl slechts een deel van het vrachtwagenpark bij de ontginningsactiviteit betrokken is; dat zij van mening zijn dat een bedrijfsruimte nodig zou zijn;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners erop wijzen dat het gebied waar de installaties worden gevestigd bijzonder gevoelig is (zone 1e) en dat dit gebied dus tegen verontreiniging door koolwaterstof zal beschermd moeten worden;

Dat, volgens de bezwaarindieners, de verhuizing van de bestaande installaties geen compensatie kan vormen die noodzakelijk is voor de uitbating : dat ze ook effecten heeft op het milieu;

Overwegende dat verschillende bezwaarindieners wijzen op de hinder inzake geluid en mobiliteit die de wijten is aan de instandhouding van de installaties tijdens Fase I (vroegtijdig vertrek, herstellingen, het wassen, ...); dat deze bezwaarindieners zich afvragen of er onderzoek gebeurt is op dit vlak; dat zij ook wijzen op de geluidshinder die te wijten is aan de claxons en achteruitrijlichten;

Overwegende dat de gemeente van Chaumont-Gistoux het effect van de fasering onderstreept zoals bepaald in het besluit van 27 mei 2009; dat het besluit tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening een fasering bepaalt die impliceert dat de verplaatsing van de installaties naar de site van de uitbating slechts vóór de tweede fase zou moeten plaatsvinden, deze fase zou slechts binnen vijftien à twintig jaar moeten starten; dat dit gegeven dus de uitbating van het nieuwe gebied toelaat zonder geen enkele garantie wat betreft de uitvoering van de werken mbt de verplaatsing van de installaties;

Dat het gemeentecollege van Chaumont-Gistoux erop wijst dat hij wenst dat een deel van de bij de wijziging van het gewestplan betrokken oppervlakte wordt voorbehouden voor de onontbeerlijke en onverwijlde verhuizing van de installaties die gelegen zijn in het centrum van het dorp Gistoux : werkplaats voor het onderhoud en herstel; garages; automatische truck-wash voor vrachtwagens; dieselstation; opslagplaats voor dieselolie,...enz;

Dat het College erop wijst dat de voorwaarde van een noodzakelijke en prioritaire oplossing voor het vrachtverkeer en voor de verhuizing vanuit het centrum van het dorp van de garages, de truck wash en de oliepompen, een voorafgaande voorwaarde vormt voor het uitbreidingsproject en in casu niet vervuld is;

Overwegende dat men dient te verwijzen naar wat hierboven is vermeld wat betreft het onmiddellijk en niet gefaseerd karakter van de verhuizing van de installaties gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux en de uitvoering van het Abis traject;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan het volgende aanstipt : « de uitvoeringsvarianten voorgesteld door het effectenonderzoek zijn de volgende :

(...)

De verplaatsing van alle installaties die hinder veroorzaken in het centrum van Chaumont-Gistoux naar de uitbatingssite juist ten zuiden van de « chemin de Mettementbrule » en ten oosten van de « Chemin de Tourinnes » in Gistoux; deze verplaatsing zal een onontbeerlijke voorwaarde zijn voor de uitbating van de gronden gelegen ten zuiden van de « chemin de Mettementbrule » die de tweede fase van de uitbating van het toekomstig ontginningsgebied inhoudt »;

Overwegende dat, wat betreft de verhuizing van de installaties van de zandgroeve gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux, de Regering benadrukt dat de wensen van de gemeente en van de omwonenden moeten worden nageleefd; dat deze verhuizing dan ook moet worden uitgevoerd vanaf het begin van de uitbating die bij deze herziening van het gewestplan betrokken is en niet voor de uitbating van de gronden die gelegen zijn ten zuiden van de « Chemin de Mettementbrule »; dat het voorschrift *S36 bijgevolg wordt afgeschaft;

Overwegende dat de verhuis van al de installaties van de zandgroeve gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux vanaf het begin van de uitbating verplicht is ondanks het feit dat de vergunning waardoor ze gedekt zijn, tot 2011 geldig is;

Overwegende dat er bovendien moet worden opgelegd dat de uitvoering en het gebruik van het Abis traject vanaf het begin van de uitbating effectief moet zijn; dat dit impliceert dat het opschrift van het voorschrift *S35 herzien moet worden om de uitvoering van deze inrichtingen en het gebruik van dit traject vanaf het begin van de uitbating op te leggen;

Overwegende dat de installaties zich in het ontginningsgebied zullen vestigen dat als 1e variant door de auteur van het effectenonderzoek werd voorgesteld; dat deze reeds uitgebate gronden dus zullen worden omgezet in een ontginningsgebied om de installatie van de aanhorigheden van de zandgroeve mogelijk te maken; dat volgens de auteur van het onderzoek, deze gronden ideaal gelegen zijn om een zorgvuldig beheer van de uitbating te verzekeren met tegelijk het mogelijk maken van een vlotte toegangsweg naar het nieuwe traject;

3.3. Sanering van de site « Pas de Chien »

Overwegende dat de Regering voor deze site de door dit besluit geplande planologische compensatie wenst aan te vullen en de effectieve sanering van de site Pas-de-Chien wenst te bevorderen, overeenkomstig de optie die is vastgelegd in het besluit van 27 mei 2009 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan; dat zij dan ook, als alternatieve compensatie, de uitwerking en de uitvoering van een beheersplan voor de hele site wil opleggen;

4. *Compensaties : synthese*

Overwegende dat de aangenomen planologische en alternatieve compensaties toelaten, samen, om op een geproportioneerde manier de opneming van het bebouwbaar gebied te compenseren;

Overwegende immers dat er uit de inachtneming van de afbakings- en uitvoeringsvarianten van het project en uit de compensaties voorgesteld door het effectenonderzoek en opgenomen in dit besluit blijkt dat de oppervlakte van het opgenomen ontginningsgebied ongeveer 110 ha zal bedragen, wat op het huidige tempo minstens 30 jaar uitbating betekent; dat de planologische compensatie betrekking zal hebben op een oppervlakte van ongeveer 15 ha landbouwgebied en natuurgebied;

Overwegende dat de alternatieve compensatie zal bestaan uit :

- het onderzoek en de bouw van een geluidswal ter hoogte van de gemeente Walhain langs de E411;
- de verplichte verhuis van al de installaties van de zandgroeve gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux, en dit vanaf het begin van de uitbating ondanks het feit dat de vergunning waardoor ze gedekt zijn, tot 2021 geldig is;
- de opstelling en de uitvoering van een beheersplan voor de totaliteit van de site Pas-de-Chien;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) betreffende de opneming van :

- een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain, van natuurgebieden, landbouwgebieden en een woongebied;

- een reserveringsomtrek voor de uitvoering van een verbindingsweg tussen de site van de zandgroeve en de weg N243a,

wordt definitief aangenomen overeenkomstig de bijgevoegde plattegrond.

Art. 2. Een alternatieve compensatie wordt opgelegd die de volgende maatregelen omvat :

- het onderzoek en de bouw van een geluidswal ter hoogte van de gemeente Walhain langs de E411 die door de uitbater gefinancierd worden ter hoogte van een bedrag van één miljoen honderduizend euro;

- de verplichte verhuis van al de installaties van de zandgroeve gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux, en dit vanaf het begin van de uitbating;

- de opstelling en de uitvoering van een beheersplan met ecologische doeleinden dat de totaliteit van de site « Pas-de-Chien » dekt; dit plan zal worden gevoegd bij de eenmalige vergunningsaanvraag die bestemd is om de vergunning te dekken.

Art. 3. Het ontginningsgebied wordt gemerkt met een bijkomend voorschrift *S35, luidend als volgt :

« de uitbating mag enkel van start gaan als al de noodzakelijk inrichtingen voor de uitvoering van een verbindingsweg tussen de site van de zandgroeve en de weg N243a operationeel en uitgevoerd zullen zijn ».

Art. 4. Overeenkomstig artikel D.29-26 van Boek I van het Milieuwetboek wordt er een begeleidingscomité opgericht in het kader van de eenmalige vergunning.

Art. 5. Een archeologische evaluatie van het nieuwe ontginningsgebied wordt uitgevoerd voorafgaandelijk aan de ontsluiting van het gebied. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg tussen de uitbater en de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

Art. 6. Die herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs bedoeld in artikel 1 gaat gepaard met een inrichtingsmaatregel, in de zin van artikel 23, tweede lid, van het Wetboek, die voorziet dat gronden met minimum 30 ha oppervlakte gelegen in het zuidelijk deel van het ontginningsgebied teruggegeven zullen moeten worden aan de landbouw na afloop van de uitbating.

Art. 7. De milieuverklaring opgemaakt door de Waalse Regering op grond van artikel 44 van het Wetboek wordt als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 8. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juli 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) met het oog op de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht « Les Turlutttes », van een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een verbindingstuk, van natuurgebieden, van landbouwgebieden en van een woongebied op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het « Wetboek »).

Ze wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) met het oog op de opneming van een ontginningsgebied met het oog op de uitbreiding van de bestaande uitbating van zandafzetting op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain. Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieuverklaring is een samenvatting weergeeft van de manier waarop de milieueffectenweringen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop de milieueffectenstudie, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen. Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Betreffende een samenvattend document, verwijst deze milieuverklaring voor de details en het overige naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van bedoelde herziening van het gewestplan.

Voor meer leesbaarheid werd deze verklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede gaat in op de herzieningsprocedure ervan en het derde, op de milieuoverwegingen.

1. Voorwerp van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan onderging de procedure waarvan sprake in de artikelen 42 en vv het Wetboek. Ze beoogt samenvattend de voortzetting van de bestaande uitbating van de zandafzetting. Die afzetting en de kwaliteiten ervan in termen van dikte, continuïteit en kwaliteit van het uitgebate zand zijn opgenomen in de inventaris van de ondergrondse rijkdommen opgesteld door het « Laboratoire d'analyses litho- et zoostratigraphiques du Département de Géologie de l'Université de Liège (prof. POTY) ».

die herziening van het gewestplan sluit bovendien rechtstreeks aan op de beleidsnota van de Waalse Regering op 27 maart 2002 in verband met de wijze van bekrachtiging van de aanvraagdossiers voor de opname van ontginningsgebieden op de gewestplannen, besluit luidens welk de Regering de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast heeft de aanvraagdossiers voor een uitbreiding van het ontginningsgebied te behandelen volgens deze werkwijze : nagaan of de aanvraag betrekking heeft op een site die bekrachtigd wordt door voornoemde studie van hoogleraar Poty, of de aanvraag inspeelt op een strategisch ontwikkelingsplan van het bedrijf inzake economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit en of ze aan minstens één van volgende prioriteiten voldoet :

- de huidige ontginning mag niet meer dan zes jaar duren in de vergunde perken, in functie van het huidige ontginningsritme behoudens buitengewone omstandigheden;
- de vraag draagt bij tot de instandhouding van een productiepotentieel voor een stof die als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië.

2. Chronologie van de herziening van het gewestplan

Bij besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 wordt beslist tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opname van bedoeld ontginningsgebied in het gehucht « Les Turluttes » te Chaumont-Gistoux en te Walhain.

Op 21 juni 2007 heeft de Waalse Regering een besluit aangenomen tot aanvulling van bovenbedoeld besluit ten opzichte van het in de tussentijd in werking getreden artikel 46, § 1, 3°, van het « CWATUPE » waarbij een compensatiemechanisme opgelegd wordt bij opname van een nieuw bebouwingsgebied op het gewestplan. Het besluit van 21 juni 2007 trekt er dus toe de in het vooruitzicht gestelde compensaties in overweging te nemen in het kader van huidige gewestplanherziening.

Op 13 december 2007 beslist de Waalse Regering over de inhoud van het uit te voeren planeffectenonderzoek in het kader van de herziening van het gewestplan. Dit effectenonderzoek wordt toevertrouwd aan de erkende auteur, de N.V. PISSART-VANDERSTRICHT en wordt ingediend in december 2008.

Op 25 mei 2009, op basis van voornoemd effectenonderzoek, wordt bedoelde herziening van het gewestplan door de Waalse Regering voorlopig aangenomen.

Daarop volgt de raadplegingsprocedure bepaald in de artikelen 42 en volgende van het Wetboek.

Een openbaar onderzoek vindt dan plaats van 4 januari 2010 tot 17 februari 2010 op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain.

In dat verband worden er twee infovergaderingen gehouden op 12 januari 2012 in Chaumont-Gistoux en op 13 januari 2010 in Walhain. Overeenkomstig het Wetboek, hebben ook twee overlegvergaderingen plaatsgevonden, op 23 februari 2010 in Chaumont-Gistoux en op 24 februari 2010 in Walhain.

De gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit hebben hun adviezen uitgebracht op respectievelijk 17 februari 2010 voor de CCATM van Chaumont-Gistoux en op 10 maart 2010 voor de CCATM van Walhain.

De gemeenteraden van de gemeenten hebben zich ook uitgesproken respectievelijk op 17 februari en 24 maart 2010 voor de gemeente Walhain en op 29 maart 2010 voor de gemeente Chaumont-Gistoux.

Ten slotte heeft de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » (Waalse Raad voor de Duurzame Ontwikkeling) een advies uitgebracht op 27 juni 2010 en de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) op 25 augustus 2010.

Na onderzoek van de adviezen en bezwaren, heeft de Waalse Regering dan beslist om, op basis van de voorstellen van de gemeenten inzake verkeer, de auteur van het planeffectenonderzoek te verzoeken een analyse uit te voeren van de voorstellen van de gemeenten.

Deze analyse is in november 2010 verricht.

De Waalse Regering heeft de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan uiteindelijk aangenomen.

3. Leefmilieuoverwegingen

Voorafgaand aan de analyse van de leefmilieuoverwegingen moet hier anagestipt worden dat het een gewestplanherziening betreft en geen vergunningsaanvraag voor de uitvoering van het onderliggend ontwerp. Bijgevolg worden de bemerkingen uit het openbaar onderzoek, de verschillende adviezen van de herzieningsprocedure en bepaalde aanbevelingen van de auteur van het onderzoek betreffende de vestiging en de uitbating van het onderliggend industrieel project niet beantwoord, zij worden beantwoord in het kader van de vergunningsaanvraag en de beoordeling van de latere effecten evenals in de eventueel te verstrekken vergunning. Dit betreft met name de vragen betreffende de geluidshinder, de kwantitatieve en kwalitatieve bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, overwegingen in verband met de controle van de exploitatie, de stoffenemissie ...

1. Over de gepastheid van de uit te voeren herziening van het gewestplan

Het Waals-Brabant vormt het voornaamste zandafzettingsgebied in het Waalse Gewest, met dien verstande dat het aanbod dat nu daaruit voortvloeit aan de desbetreffende aanvraag niet voldoet wegens het zeer beperkt aantal zandgroeven in werking. In het Waalse Gewest veranderen de kwaliteiten en typologieën van het zand van de ene zandafzetting tot de andere, en zelfs binnen eenzelfde mijnader.

De kenmerken van het zand zijn inderdaad de zeefkromme ervan, de ronde vorm van de zandkorrel en het chloridegehalte ervan. Het in Chaumont-Gistoux ontgonnen zand is voornamelijk bouwzand en siliciumzand die bestemd zijn voor de productie van beton, mortel, voor metselwerk alsook voor de glasnijverheid. Er dient bovendien

opgemerkt te worden dat er geen volledig vervangingsproduct bestaat voor zand, dat het enige materiaal dat hergebruikt zou kunnen worden zoals gehercycleerd beton of teruggewonnen zand niet de vereiste technische kwaliteiten hebben om als vervanging te dienen voor bouw- of siliciumzand.

Bij gebrek aan vervangingsmiddelen zou invoer vanuit o.a. Nederland en Duitsland het alternatief zijn, doch met als gevolg bijkomende kosten en een logische stijging van de bouw- en vervoersprijzen, de toename van luchtmissies vanwege het vervoer, het verlies van rechtstreekse en onrechtstreekse banen (vervoer, betoncentrales, onderaannemers, ...). Dus is zelfbedruipendheid nodig voor zandproductie, naast de werkgelegenheid in die sector.

2. Ligging en afbakening.

De keuze voor de ligging houdt met name verband met de aanwezigheid van het bestaande front en de intrinsieke kwaliteiten van de huidige afzetting, ver afgelegen van iedere bebouwing. Men kan er dus vanuit gaan dat dit deel uitmaakt van de beschouwingen die in acht genomen dienen te worden in het kader van een spaarzaam gebruik en beheer van bodems en bodemrijksdommen.

In termen van afbakening is de uiteindelijke omtrek de omtrek voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek, met dien verstande dat het Gewest tegemoet moet komen aan de sociale, economische, patrimoniale, energetische, mobiliteits- en milieubehoeften van de gemeenschap door een kwalitatief beheer van het levenskader, een spaarzaam beheer van de grond en de hulpbronnen, een energetisch beheer van de bebouwing en de gebouwen en door de bescherming en de ontwikkeling van het culturele, natuurlijke en landschappelijke erfgoed met inachtneming van volgende beginselen :

- optimalisering van de ontginbaarheid van de afzetting zonder afbreuk te doen aan de integriteit van het Natura 2000-gebied hydrogeologisch stroomafwaarts gelegen van het voorontwerp;

- spaarzaam gebruik, optimalisering en zonering tov feitelijke toestand; zo wordt de totaaloppervlakte van de gewestplanherziening klein gehouden.

3. Hydrogeologie en hydrologie

In dat verband wil de Waalse Regering eerst en vooral aanstippen dat bij de beoordeling van de effecten uit te voeren in het kader van de eenmalige vergunningsaanvraag mbt de onderliggende uitbating bijzondere aandacht besteed zal worden aan hydrologie en hydrogeologie.

Daarbij besluit de auteur van het onderzoek dat de impact van de ontginning op het algemeen uitzicht van de grondwaterlaag klein is; dat enkel de jaarlijks neerslagvariëaties een belangrijke invloed hebben op dat uitzicht; dat het afgravingseffect bij hevige regen betekent dat het langer zal duren vooraleer de normale toestand weer bereikt wordt; dat de reële impact van de afgraving op de vochtige gebieden gelegen stroomafwaarts van het ontwerp onbeduidend en op jaarschaal niet meetbaar is; dat daar het ontwerp achter de voorkomingsomtrek, vastgesteld rondom de bron en de richting van de beek Papeteries, gelegen is, elke accidentele of toevallige vervuiling weggewerkt zou kunnen worden via oppompen of afgraven nog voor het product de bron van de beek bedreigt; dat laatstgenoemde punten in het kader van de latere vergunning zullen worden bestudeerd.

Overigens bevindt het ontwerp zich op hydrogeologisch vlak niet piëzometrisch stroomopwaarts of in het invloedsgebied van één of andere in bedrijf of in ontwerp zijnde waterwinning. De auteur van het onderzoek heeft aangetoond dat het risico op verstoring van het debiet van de Ry des Papeteries of opdroging van de vochtige gebieden onbestaande is en de invloed op het stroomgebied van de Nil onbestaande is daar het ontwerp helemaal buiten dat gebied ligt.

4. Topografie en landschappen

Wat betreft de gevolgen voor de landschappen wordt erop gewezen dat omdat de omtrek van het voorontwerp omgeven wordt door heuvelruggen of bosschages behoudens de zuidwestelijke punt, die overhelt naar een ander stroomgebied, de uitgraving voor de vergezichten beperkt zal blijven tot één enkele gunstige topografische ligging, behoudens voor het zuidwestelijk deel van de omtrek van het voorontwerp, waar er een zichtbaarheidsrisico bestaat, namelijk vanaf de autosnelweg. Het uiteindelijk uitgesloten deel beantwoordt aan het meest aan vergezichten blootgestelde deel daar het gelegen is buiten de omliggende heuvelruggen waardoor het ontwerp in het landschap ingebed ligt.

Betreffende de gevolgen in het ontwerpgebied moet de aanbeveling van de auteur van het onderzoek volgens welke het gepast zou zijn de aanleg van de uitgebate gebieden met het oog op reconserve door te voeren zodra de omtrek van het ontworpen ontginningsgebied opgevat wordt het voorwerp uitmaken van een onderzoek in het stadium van de vergunningsaanvraag en in voorkomend geval bevestigd worden.

Wat de integratie van de aanhorigheden in het landschap betreft moet dit onderwerp bekeken worden in het stadium van de vergunningsaanvraag met dien verstande dat de auteur van het effectenonderzoek voor een gewestplan wees op het belang om de nieuwe aanhorigheden op te nemen in de planologische voortzetting van de bestaande aanhorigheden en de vestigingsplaats ervan te kiezen in functie van de plaatselijke topografie, nl. ingegraven in de zandput om ze onzichtbaar te maken van buiten de zandgroeve.

5. Lucht en klimaat

Naast het feit dat de overwegingen in verband met luchtvervuiling deel zullen moeten uitmaken van een behandeling in het stadium van de vergunningsaanvraag, moet worden aangestipt dat het ontwerp in werkelijkheid de verderzetting van de bestaande activiteit beoogt, en niet de opstart van een nieuwe activiteit. Met andere woorden hoeft niet gevreesd te worden voor ergere gevolgen dan wat vandaag gekend is, naast het feit dat zandwinning a priori niet vervuילend is voor de lucht of dat de zandafgraving slechts weinig stof veroorzaakt daar het materiaal een quasi constante intrinsieke vochtigheidsgraad bevat.

6. Fauna, flora en biodiversiteit

Blijkt dat wegens de uitbating de oppervlaktes beschikbaar voor wilde fauna en flora uitgebreid worden en de eenmalige ecologische waarde van de site en omgeving verhoogd zal worden. Insgelijks zal de kwaliteit van het hemelwater en de waterlaag erop verbeteren met betrekking tot het wegvallen van intensieve teelt en de mogelijkheid via de te verstrekken vergunning om de vermoedelijke overwoekering van de ruimte door thermofiele soorten in te dijken. Hoe dan ook moeten de uitbating en de heraanleg in de te verstrekken vergunning strikt bepaald worden om in te spelen op de ecologische doelen van het ontwerp.

7. Natura 2000

Hoe verrassend ook, het effectenonderzoek heeft geopperd dat de de grens van het ontginningsgebied zo dicht mogelijk bij de omtrek van het Natura 2000-gebied komt te liggen, erop wijzend dat « de aanwending van die gronden voor zandontginning op termijn zou kunnen bijdragen tot de mindere impact van de intensieve landbouw op het Natura 2000-gebied op voorwaarde dat die gronden na afloop van de ontginning verbonden worden aan het naburige Natura 2000-gebied met het oog op een teruggave aan de natuur » (eff.ond., fase II, blz. 94); 94).

Het effectenonderzoek wijst er evenwel opdat de « toevoeging van de oppervlakte in het westelijke en noordwestelijke deel van het project neerkomt op een voortschrijden van het ontginningsfront naar het Natura 2000-gebied. Die voorwaartse beweging werd onderzocht om te voorkomen dat er een voorkomingsomtrek, liggend om het bos opgenomen als Natura-gebied, ingenomen wordt. De opnemings van een ontginningsgebied zoals bedoeld in deze herziening mag geen relevante impact hebben op het Natura 2000-gebied voor zover de vergunning voor de ontginning van de afzetting en de aanhorigheden van de zandgroeve het beheer van de uitgegraven aarde, de taluds en de ontginningsfronten, de nieuwe toenamen van exotische plantensoorten, de diepte van de ontginning (diepteligging), het gebruik van koolwaterstoffen op precieze en nauwkeurige wijze waarborgt.

Voor zover als nodig benadrukt de Regering dat dit met de grootste duidelijkheid bestudeerd en overwogen zal moeten worden in het kader van de vergunningsprocedure.

8. Mobiliteit

De Regering wil voor zover als nodig bevestigen dat de tenuitvoerlegging van het ontwerp dat het voorwerp van deze gewestplanherziening uitmaakt de verplichting zal inhouden tot naleving van de procedures tot uitbreiding, rechtekking, opening en afschaffing van buurtwegen bepaald bij de wet van 10 april 1941 op de buurtwegen.

Niets belet dat het gewestplan, zoals uiteengezet in de regeringsbeslissing overigens, herzien wordt om er een ontginningsgebied in plaats van een landbouwgebied in op te nemen, ondanks het bestaan van een omtrek voor de wettelijke verkaveling van landelijke goederen die nog steeds van kracht is. Dit gezegd zijnde en voor zover als nodig moet benadrukt dat het ontwerp in casu voor wat de wegen betreft de bestaande ruilverkavelingswegen niet zal aantasten.

Wat het vrachtverkeer in het bedrijf betreft heeft de Regering na de voorstellen bekeken te hebben van de gemeenten in het kader van het openbaar onderzoek en na onderzoek ervan door de auteur van het effectenonderzoek, de Abis-reisweg te kiezen, zoals geopperd door de analysenota. Gekoppeld aan de verplichting om de aanhorigheden gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux onmiddellijk na verkrijging van de vergunning te verleggen naar de zandgroeve kan door de reisweg de impactering van het verkeer voor de inwoners van Chaumont-Gistoux, Walhain en de gebruikers van de N243 en de N243a gelegen aan de rand van de site tot een minimum herleid worden.

Het nieuw gekozen tracé houdt rekening met verschillende verbeteringscriteria voor de tracés van de gemeente : minder breuken in de landbouwpercelen, geen overblijvende oppervlaktes meer, geen afgesneden gemeentewegen meer, minder langere reiswegen en bijgevolg grondinnemingen ook. Het nieuwe tracé werd voorgelegd aan het wegenedepartement Henegouwen en Waals Brabant, aan de directie Wegen van Waals Brabant, van de Waalse Overheidsdienst, dat de technische haalbaarheid van dat tracé heeft goedgekeurd. Dat nieuwe tracé werd eveneens goedgekeurd door de CRAT en de CWEDD zodat de Waalse Regering op grond van die verschillende adviezen dat tracé vastgelegd heeft.

De aanleg van een verkeerswisselaar waaraan aanvankelijk werd gedacht is niet langer noodzakelijk en er hoeft dus niet meer in een reserveringsomtrek te worden voorzien.

9. Verlies van landbouwgrond

De Regering beveelt aan om hoe dan ook een operationele maatregel te treffen voor de landbouw zodat de groeve-uitbater verzocht wordt om voor elke hectare teloorgegangene landbouwgrond anderhalve hectare nieuwe grond ter beschikking te stellen naast de wettelijke maatregelen terzake; dat de uitvoering van die maatregelen onder overeenkomsten valt tussen het zandontginningsbedrijf en de betrokken landbouwers met hergebruik (30 ha) van een deel van de locatie.

Daartoe wil de Regering wat de heraanleg betreft erop wijzen dat de site geen deel uitmaakt van het plan voor technische ingravingscentra omdat de ondergrond juist van zanderige aard is, wat niet past voor zo'n centrum. Zoals aangestipt wil de Regering dat de locatie na buitenbedrijfstelling hoofdzakelijk opnieuw landbouwgrond wordt en voor het overige natuuroppervlakte. Eén en ander wordt bevestigd in het kader van de te verkrijgen vergunning voor de uitvoering van het ontwerp.

10. Compensaties.

Wat de compensaties betreft, en gelet op de weinige beschikbare planologische compensatie in het ontwerp gebied, mede door de alom gekende druk op het Waals-Brabantse vastgoed, besloot de Regering aanvullende alternatieve compensaties op te leggen om in te spelen op een aantal bekommernissen die sinds het begin van de gewestplanherziening en/of bij het openbaar onderzoek aan bod kwamen.

De bouw van een geluidswal langs de E411 door de Waalse Regering zal opgelegd worden als alternatieve compensatie, ten bedrage van 1.100.000 euro betaald door de uitbater om aan het verzoek van de inwoners van Chaumont-Gistoux en Walhain te voldoen. Alle nodige inrichtingen op de N243a, waarmee de eigen weg van de zandgroeve verbonden zal zijn, komen ten laste van de uitbater bij de eenmalige vergunning. Al die inrichtingen moeten leiden tot vlot en veilig doorgangsverkeer op de N243a.

De Waalse Regering legt ter aanvulling eveneens de verplichte verhuis op van al de installaties van de zandgroeve gelegen in het centrum van Chaumont-Gistoux, en dit vanaf het begin van de uitbating ondanks het feit dat de vergunning waardoor ze gedekt zijn, tot 2021 geldig is.

De Waalse Regering wil eveneens een ruimere leefmilieucompensatie opleggen, voorzien in de voorlopige aanneming van de gewestplanherziening in de mate dat het beheersplan met ecologische doelen voorzien voor de « Pas de Chien » voortaan niet enkel uitgewerkt maar ook uitgevoerd zal moeten zijn tegen uiterlijk het verstrekken door de bevoegde overheid in eerste aanleg van de eenmalige vergunning van het bedrijf.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2012 tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de plaats « Les Turluttès », van een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verbindingsweg, van natuurgebieden, landbouwgebieden en een woongebied op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain.

Namen, 12 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit
Ph. HENRY

25 augustus 2011

Advies van de CRAT betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan van Waver-Geldenaken-Perwez met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in het gehucht « Les Turluttès » en de compensaties ervan te CHAUMONT-GISTOUX en WALHAIN

INLEIDING

1. Aanhangigmaking en antwoord

- Met zijn schrijven ontvangen op 4 mei 2011, heeft de Minister van Ruimtelijke Ordening om het advies gevraagd van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (CRAT) (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) over bovengenoemd project. Op 13 mei 2011 is het dossier als volledig beschouwd. De CRAT heeft om een verlenging gevraagd van haar verlenging van de termijn voor de overmaking van het advies van minstens 30 dagen overeenkomstig artikel 43, § 4, tweede lid, van het « CWATUPE ». De termijnen zijn eveneens geschorst van 16 juli tot 15 augustus.

- Overeenkomstig artikel 43, § 44, van het CWATUPE heeft het advies van de CRAT betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

- De CRAT heeft kennis genomen van het geheel van de hierboven vermelde elementen van het dossier en heeft ze geanalyseerd.

2. Voorgeschiedenis

Op grond van het programmadecreet van 3 februari 2005 dat het begrip « compensaties » heeft ingevoerd, is het besluit van 4 december 2003 waarbij beslist wordt het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez aan herziening te onderwerpen en tot aanneming van het voorontwerp tot herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in het gehucht « Les Turluttès », te Chaumont-Gistoux en Walhain, ingevuld met het besluit van 21 juni 2007 waarbij een natuurgebied en een landbouwgebied als planologische compensatie eveneens worden opgenomen en waarbij een alternatieve compensatie wordt ingediend.

Bijgevolg is het dossier twee keer behandeld door de Commissie. Zo heeft de « CRAT » vijf adviezen uitgebracht betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan van Waver-Geldenaken-Perwez met het oog op de opnemings van de verschillende gebieden :

- de eerste twee adviezen hebben betrekking op de twee fases van het effectenonderzoek uitsluitend in verband met de opnemings van het ontginningsgebied;

- de volgende drie adviezen nemen de desbetreffende compensaties op.

- Op 13 juli 2004, deelde de CRAT enkele bemerkings mee in verband met de eerste fase van het effectenonderzoek in verband met de opnemings van het ontginningsgebied (Ref. 04/CRAT A.464-AN) en zich heeft uitgesproken voor het vervolg van het onderzoek;

- Op 29 april 2005, deelde de CRAT enkele bemerkings mee in verband met de tweede fase van het effectenonderzoek in verband met de opnemings van het ontginningsgebied (Ref. 05/CRAT A490-AN) en zich heeft uitgesproken voor het vervolg van de procedure;

- Op 11 september 2007 heeft de « CRAT » een advies uitgebracht betreffende het voorontwerp van herziening van het gewestplan en betreffende de ontwerp-inhoud van het planeffectenonderzoek in verband met het ontginningsgebied en de compensaties ervan en heeft zich uitgesproken voor het vervolg van het onderzoek, alhoewel ze zich heeft afgevraagd over de voorziene alternatieve compensatie (Ref : 07/CRAT A.624-AN).

- Op 26 september 2008, deelde de CRAT bemerkings mee in verband met de eerste fase van het effectenonderzoek in verband met de opnemings van het ontginningsgebied en de compensaties ervan (Ref. 08/CRAT A.706-AN) en zich heeft uitgesproken voor het vervolg van het onderzoek en vult haar advies betreffende het autowegenknooppunt aan.

- Op 18 december 2008, deelde de CRAT bemerkings mee in verband met de tweede fase van het effectenonderzoek betreffende de opnemings van het ontginningsgebied en de compensaties ervan (Ref : 08/CRAT A 742-AN) en steunt de aanleg van het derde traject die het beste blijkt in termen van gevolgen.

3. beschrijving van het project

De Waalse Regering heeft de herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez beslist met het oog op de opnemings van :

- een ontginningsgebied in het gehucht « Les Turluttès » te Chaumont-Gistoux en Walhain;
- een woongebied te Chaumont-Gistoux;
- Landbouw- en bosgebieden te Chaumont-Gistoux, gedeeltelijk als planologische compensatie;
- een reserveringsomtrek voor de aanleg, ten laste van de uitbater, van een autowegenknooppunt ter hoogte van de rustplaats van Nil-Saint-Martin (Walhain) als alternatieve compensatie.

Het ontwerp voorziet eveneens in de volgende bijkomende voorschriften :

- *S35 op het noordelijk deel van de industriële bedrijfsruimte (de eerste fase zal niet kunnen worden uitgevoerd vóór de opmaking van een beheersplan met het oog op de handhaving en de liggingmogelijkheden van biologisch waardevolle habitats en soorten van de site « Pas de Chien »);
- *S36 op het zuidelijk deel van de industriële bedrijfsruimte (de tweede fase zal niet kunnen worden uitgevoerd vóór het aanleggen van een route waarmee het centrum van Chaumont-Gistoux vermeden kan worden, en de verplaatsing van het geheel van de installaties die hinder veroorzaken in het centrum van Chaumont-Gistoux, naar de ontginningsplaats).

ADVIES

1. over het ontginningsgebied in het gehucht « Les Turluttes »

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de opnemings van het ontginningsgebied in het gehucht « Les Turluttes ».

Het effectenonderzoek stelt vast dat de opnemings van een ontginningsgebied noodzakelijk blijkt om het vervolg van de activiteit te verzekeren en aan de behoeften van de bouwsector te kunnen voldoen.

De CRAT stelt inderdaad vast dat het ontginningsgebied nu niet meer over reserves beschikt en dat de exploitatie zonder vergunning wordt voortgezet. Ze onderstreept eveneens dat de afzetting, waarvan het product aan de kenmerken van de aanvraag in de bouwsector tegemoetkomt, in het kader van het Poty-onderzoek is goedgekeurd. Er is overigens weinig concurrentie want de vervoerkosten van het zand, dat een product met weinig toegevoegde waarde is, kunnen snel hoog oplopen.

Wat betreft de verschillende potentiële hinder in verband met het ontginningsgebied, stelt de Commissie met name vast dat :

- De auteur van het effectenonderzoek vindt dat de exploitatie geen impact inzake hydrogeologie zal hebben op het piëzometrisch niveau. De Commissie de voorgestelde maatregelen die de bescherming van de waterlaag beogen, overneemt;

- Wat het landschap betreft, wordt het gebied door hoogtelijnen omringd en dat de gezichtspunten naar het project bijgevolg sterk zullen worden beperkt behalve naar het zuiden. De schrapping van het zuidelijk deel van het ontginningsgebied bedoeld in het voorontwerp de hinder terzake kan verminderen;

- Het project van windmolens dat onverenigbaarheden met dit project kan veroorzaken, wordt opgegeven.

Om aan de landbouwproblematiek tegemoet te komen, beveelt de CRAT overigens aan dat het besluit van de Regering, na afloop van de exploitatie, in de herkwalificatie van een deel van het ontginningsgebied als landbouwgebied voorziet, in functie van de operationele mogelijkheden.

2. over natuurgebieden

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de opnemings van twee natuurgebieden, die van de voormalige de zandgroeve « Pas-de-Chien », gebruikt als planologische compensatie, en die gelegen ten oosten van het Bos Matelle.

Ze stelt vast dat deze gebieden een belangrijke biologische potentieel vertonen en dat hun opnemings als natuurgebied volledig verantwoord is, rekening houdend met hun intrinsieke kwaliteiten.

3. Over de landbouwgebieden

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de opnemings van twee landbouwgebieden te Chaumont-Gistoux.

Ze stelt vast dat deze omvorming een feitelijke toestand bekrachtigt. Het gebied bij de N243 stemt gedeeltelijk overeen met een opgevolde en heraangelegde steengroeve, vroeger opgenomen als stortplaats van klasse 2. Deze gebieden worden heden door een landbouwer uitgebaat als weiland.

4. Over het woongebied in het gehucht « Al Brule »

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de opnemings van het woongebied in het gehucht « Al Brûle ».

Ze vindt dat deze wijziging voor de samenhang van het gewestplan zorgt. Het bedoelde gebied, nu opgenomen als ontginningsgebied, vormt een soort holle tand binnen het woongebied door zijn verbinding aan beide kanten van de N243.

5. Over de reserveringsomtrek voor de aanleg van een autowegenknooppunt

De CRAT spreekt zich ongunstig uit ten aanzien van de opnemings van een reserveringsomtrek voor de aanleg van een autowegenknooppunt.

Ze vindt dat de aanleg van een autowegenknooppunt niet gerechtvaardigd is. Ze stelt voor dat het verkeer van de steengroeve naar het traject A bis wordt gericht zoals voorgesteld door de auteur van het onderzoek en goedgekeurd door de DGO1. Dit tracé zou minder hinder berokkenen voor de trage gebruikers en het landbouwverkeer, en maakt een ongelijkvloerse doorgang mogelijk, verder van het dorp Libersart.

6. Over de voorschriften *S35 en *S36 betreffende het ontginningsgebied

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de opnemings van de bijkomende voorschriften *S35 en *S36 betreffende het ontginningsgebied.

De CRAT stelt vast dat de voorschrift *S36, door de verplaatsing van de technische installaties en het aanleggen van een alternatieve route, een duidelijke vermindering van de hinder te Gistoux. De Commissie raadt aan dat deze maatregelen zo spoedig mogelijk worden uitgevoerd.

7. Over de kwaliteit van het milieueffectenonderzoek

De CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is.

Ze beoordeelt de waarde van het volledige onderzoek van de verschillende gebieden in verband met het leefmilieu alsook de duidelijkheid en de leesbaarheid van het opgestelde document. Ze stelt eveneens vast dat de opmerkingen die ze gedurende de procedure had geformuleerd, door de auteur van het onderzoek in aanmerking zijn genomen.

Pierre GOVAERTS,
Voorzitter.